



resenha

de política exterior do brasil

número 28. janeiro, fevereiro e março de 1981

1. figueiredo em paris amplia as relações franco-brasileiras
2. no brasil, o primeiro-ministro do Canadá, pierre trudeau
3. visita de figueiredo a portugal reforça os laços luso-brasileiros
4. ministro dos negócios estrangeiros do congo visita o brasil
5. figueiredo em bogotá inicia uma nova etapa nas relações brasil-colômbia
6. saraiva guerreiro abre a primeira reunião da comissão mista brasil-nigéria

ministério das relações exteriores



resenha

de política exterior do brasil

ministério das relações exteriores

figueiredo em paris amplia as relações franco-brasileiras

Discursos dos Presidentes Valéry Giscard d'Estaing e João Figueiredo, no Aeroporto de Orly, em 28 de janeiro de 1981, logo após a chegada do Presidente brasileiro à França.

VALÉRY GISCARD DESTAING

Monsieur le Président,
Madame,

Le Brésil est l'une des esperances du monde.

Aussi, je suis heureux d'accueillir, en votre personne, le Président d'un grand pays, porteur d'un grand avenir.

Le Brésil, immense et divers, fort de ses vastes ressources, rassemblant, en une synthèse exceptionnelle, des peuples et des cultures venus de tous les horizons, a rejoint aujourd'hui le groupe des nations qui dessinent l'avenir de notre planète.

Je me réjouis que la France et le Brésil, proches par leurs cultures, par les liens qu'ils ont forgés au cours de leur histoire, par leur attachement aux mêmes valeurs d'indépendance et de dignité, soient amis.

Cette amitié soutient l'action que nous avons engagée pour renforcer notre dialogue et notre coopération.

Votre visite en est la manifestation, comme l'avait été celle que j'ai effectuée, il y a deux ans, dans votre pays.

Ces rencontres soulignent que nous vou-

lons établir entre nous des relations de haut niveau correspondant aux réalités actuelles de nos pays.

Le Brésil est synonyme, pour nous, d'ardeur, de volonté et de confiance.

C'est ainsi que je l'ai vu.

La France, pays de culture et de traditions, est aussi une nation tournée vers l'avenir, engagée dans toutes les aventures de la science et de la technique, entretenant une grande ambition pour elle-même et pour l'Europe.

Entre ce Brésil et cette France, je suis sûr que seront confirmées au cours de votre visite toutes les raisons de développer la concertation et de resserrer nos liens.

Monsieur le Président, c'est avec un grand plaisir que je m'appête à entamer avec vous des entretiens amicaux et utiles, et que je vous exprime la plus cordiale bienvenue ainsi qu'à Madame FIGUEIREDO, sur le sol français.

JOÃO FIGUEIREDO

Excelentíssimo Senhor Presidente,

É para mim motivo de satisfação chegar à

França a fim de dar continuidade à troca de visitas de Estado que nos proporcionou, há dois anos, a honra de receber Vossa Excelência no Brasil.

O convite de Vossa Excelência ao Chefe de Estado brasileiro, que tive o prazer de aceitar, assinala o apreciável desenvolvimento das relações franco-brasileiras e os resultados profícuos alcançados por ocasião das anteriores visitas presidenciais.

Como a França, o Brasil adere, com firmeza, aos valores básicos da paz, da dignidade e do bem-estar humano. Ao relacionar-se com as mais diversas nações, o Brasil respeita-lhes a individualidade e pauta sua ação por um profundo sentido ético.

O Governo de Vossa Excelência tem acompanhado os esforços, que empreendemos no Brasil, no sentido de sustentar o desenvolvimento, caminho indispensável para a elevação da qualidade de vida de nosso povo.

Extremamente desfavorável, a conjuntura internacional coloca-se, para a nação brasi-

leira, como um desafio a ser vencido à custa de trabalho, criatividade e determinação.

Os esforços internos do Brasil refletem-se em sua atuação externa. O Brasil deseja dar contribuição compatível com seus meios à necessária reestruturação da ordem econômica internacional. Assim, lutamos para que o cenário mundial seja um espaço de diálogo entre nações, e não de desequilíbrios e prepotências.

No plano bilateral, desejo realçar a estima que tradicionalmente nos une e que nos tem permitido dar constante impulso à cooperação. A visita que ora realizo à França proporcionará por certo novo alento ao nosso já dinâmico e proveitoso relacionamento.

É para mim, ademais, motivo de grande satisfação pessoal visitar este país que, por sua inigualável tradição cultural e por suas inumeráveis contribuições à civilização, constitui motivo de orgulho e admiração para toda a humanidade.

Apraz-me, assim, expressar ao nobre povo francês, na pessoa de seu mandatário supremo, a mensagem de amizade de todos os brasileiros.

giscard cTestaing homenageia o presidente brasileiro

Discursos dos Presidentes da França, Valéry Giscard d'Estaing, e do Brasil, João Figueiredo, no Palácio Grand Trianon, em Paris, em 29 de janeiro de 1981, por ocasião do jantar oferecido pelo Presidente francês ao Primeiro-Mandatário brasileiro.

PRESIDENTE GISCARD DESTAING

Monsieur le Président,
Madame,

Le Brésil, vous ai-je dit à votre arrivée à Paris, est l'une des esperances du monde.

Ce n'était pas une formule de politesse. C'était la vérité.

Pour son equilibre et sa sécurité, le monde a besoin que ses forces soient réparties. Il a

besoin de diversité car un monde coupé en deux est un monde dangereux.

Nous savons que, dans le monde multipolaire qui se construit sous nos yeux, le Brésil sera l'un des centres actifs de progrès et de paix. Tout ceci est inscrit dans le livre des choses, dans la géographie, dans la démographie et dans l'économie. Plus vite il en sera ainsi et mieux cela vaudra.

C'est cette espérance que nous célébrons en vous accueillant ce soir. C'est aussi une amitié ancienne. Elle nous est naturelle.

Français et Brésiliens ont été spontanément portés les uns vers les autres aux diverses étapes de votre histoire. Les fondateurs de la République brésilienne ont, nous nous en souvenons, puisé leur inspiration chez les penseurs français du siècle des lumières, dans les principes de notre Révolution et, plus encore, dans le positivisme d'Auguste Comte et sa foi dans le progrès. Votre devise nationale: "Ordre et Progrès" en témoigne.

Ces affinités ont ensuite irrigué les courants qui se sont établis entre nos élites et dont on trouve des expressions remarquables dans nos Arts et dans nos Lettres comme dans les vôtres. Elles expliquent aussi que nos pays aient combattu côte à côte, lors des deux guerres mondiales, pour la défense des mêmes valeurs de liberté, d'indépendance et de respect des nations, qui nous guident dans nos politiques.

Ainsi s'est fortifiée cette amitié qui nous rapproche, et fait que nous nous connaissons et que nous nous estimons.

J'y associe les souvenirs personnels gardés de ma visite au Brésil, il y a deux ans. Celui d'un peuple ardent dans sa jeunesse, sa vitalité et sa spontanéité. Celui d'un pays où tout apparaît possible comme le manifeste Brasília, ville surgie d'un sol vierge et dont les monuments apparaîtront demain comme autant d'œuvres classiques. Comme je

l'ai découvert aussi, après les étapes de São Paulo et Rio de Janeiro, à Manaus où s'exprime la puissance d'une nature et d'un espace qui n'ont encore livré qu'une faible part de la puissance et des richesses qu'ils recèlent.

Telles sont les fortes images que je retiens de cette visite.

Le peuple brésilien puise son énergie créatrice dans ses racines européennes et africaines, dans son instinct de ce qui est beau, et dans un incomparable élan de vie et d'harmonie.

Cette force créatrice constitue un atout essentiel, pour vous-même, Monsieur le Président, et pour tous ceux qui ont la charge de conduire la profonde transformation que connaît votre pays.

L'immensité de son territoire, la diversité de sa population, les données de son développement qui le confronte à la fois aux problèmes des pays en développement et à ceux des pays industrialisés, soulignent la dimension de l'entreprise.

Mais elle est à la mesure du dynamisme brésilien à la mesure aussi de toutes les ressources dont la découverte progressive stimule vos efforts.

Certes vous rencontrez des difficultés. Il y a celles qui tiennent à l'ampleur de la tâche; mais les résultats déjà acquis et que traduisent votre développement industriel, scientifique et technique, ainsi que le progrès des conditions de vie, ont toutes les raisons de vous donner confiance dans votre avenir.

Il y a celles qui tiennent à la situation du monde et en particulier, au renchérissement des approvisionnements pétroliers. La France, comme vous le savez, s'efforce de s'en dégager par la réalisation d'un important programme de centrales nucléaires auquel va s'ajouter le développement de carbu-

rants de substitution. Son objectif est d'assurer qu'à la fin de la présente décennie, 90% de l'électricité consommée soit fournie par des ressources d'origine nationale. Pour sa part le Brésil peut avoir recours aux vastes ressources que la nature lui prodigue. Qu'il s'agisse de l'eau, du charbon, de l'alcool de canne, vous disposez des moyens de vous libérer du fardeau des importations d'énergie.

Cette entreprise suppose de multiples concours. Pour ce qui concerne l'hydraulique, mais aussi les usines de charbon la France vous apporte déjà le sien. Avec ses 3000 Mwgs l'usine de Tucuruí en offre une démonstration. Voici un sujet tout naturel pour notre coopération. Nous avons les mêmes problèmes; nous conduisons les mêmes efforts pour nous libérer peu à peu du poids des importations d'énergie. Nous pouvons vous aider à mettre en oeuvre la technologie qui permette d'exploiter de manière intensive vos gisements de charbon. Nous pouvons examiner ensemble le développement des carburants de substitution.

Une autre des difficultés que vous rencontrez tient à la distance dans un pays aussi vaste que le vôtre. Nous pouvons étendre aux télécommunications, aux liaisons par satellites, aux applications de la télématique, la coopération que nous avons déjà entreprise dans le domaine des transports terrestres et des avions où nos industriels sont habitués à travailler en semble.

Dans les domaines scientifique et technologique, nous avons mis en oeuvre des formes modernes de coopération de nature à accompagner votre développement. Les accords que nous allons signer demain en offrent le témoignage. Elles devront être développées et adaptées à mesure qu'évolueront vos besoins.

C'est aussi, bien entendu, dans le domaine politique que se manifeste notre rapprochement.

Les trois visites d'Etat que nous avons échangées en cinq ans en sont l'illustration. Alors que s'affirme le rôle du Brésil sur la scène internationale, c'est-à-dire celui d'un grand pays occupant une place éminente et comptant comme un des partenaires importants de la fin du siècle, la France se félicite qu'une concertation régulière se soit établie et qu'elle fasse apparaître la convergence de nos vues sur les grands problèmes du monde.

Cette approche semblable des problèmes tient aux principes qui guident nos deux pays dans leur action internationale, c'est-à-dire la défense de la paix, le respect de l'indépendance et celui de la diversité des options politiques et sociales des Etats.

Le Brésil, comme la France, agissent aussi pour que s'expriment de manière concrète les liens de solidarité qui unissent les pays du monde devant les problèmes fondamentaux que sont la préservation de la paix et le maintien de la sécurité, la poursuite du développement, la mise en oeuvre des technologies de l'avenir, qui ne mesure l'unité croissante du monde? Elle appelle au dialogue et à la coopération. C'est à les développer que nous consacrons nos efforts.

Lorsqu'elle a pris l'initiative du dialogue Nord-Sud la France a trouvé le Brésil à ses côtés. Si les progrès accomplis ne sont encore ni à la mesure de nos espoirs, ni à celle de l'attente des plus démunis, une voie a été tracée. Pays industriels, mais traditionnellement ouvert aux préoccupations du Tiers-Monde, la France, ainsi que le Brésil que son développement spectaculaire place à la charnière du Nord et du Sud, ont un rôle particulier à jouer dans l'instauration de nouvelles relations économiques. Ainsi pourront être assurées la stabilité sans laquelle nos efforts s'épuisent en vain, et la justice qui peut seule garantir l'adhésion des peuples.

La France et le Brésil seront présents aux grands rendez-vous du monde en cette fin

difficile d'un siècle qui n'a pas épargné les épreuves. Ils le seront parce qu'ils en ont, l'un et l'autre, la volonté et la capacité. Il faut qu'ils soient côte à côte pour contribuer, chacun avec sa personnalité et ses atouts, à l'édification d'un monde plus sûr, plus juste et plus fraternal. C'est la signification de nos rencontres et de notre dialogue.

Monsieur le Président, je me réjouis que vous ayez réservé à la France la première visite que vous effectuez en Europe dans votre qualité de Président de la République Fédérative du Brésil. J'y vois le témoignage de la qualité et de la confiance de nos rapports.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous dire que je tiens depuis notre premier entretien à Brasília. Je mesure, mieux sans doute que d'autre la difficulté de votre tâche. Je comprends l'amour que vous portez à votre pays, l'ardent désir que vous avez de le conduire sur le chemin où se rejoignent la liberté de ses aspirations et les disciplines d'un progrès régulier et ordonné. Je vous souhaite d'y réussir, et sachez que les vœux de la France accompagnent le progrès et le succès du Brésil.

Tels sont les vœux que j'exprime en vous invitant à lever votre verre en l'honneur du Président FIGUEIREDO et de Madame FIGUEIREDO, en l'honneur des membres éminents du gouvernement brésilien et des hautes personnalités qui l'accompagnent, au bonheur et à la prospérité du grand peuple brésilien qui pourra toujours se sentir l'ami du peuple français.

PRESIDENTE JOÃO FIGUEIREDO

Senhor Presidente,

Agradeço sensibilizado as palavras de simpatia e amizade de Vossa Excelência. Elas testemunham o conhecimento e o interesse de Vossa Excelência em relação ao Brasil.

A visita que ora realizo à França ultrapassa o plano dos resultados imediatos. Faz parte de um processo, que podemos considerar consolidado, de encontros entre os Chefes-de-Estado dos dois países.

Esse processo foi iniciado com a visita ao Brasil o Presidente Charles de Gaulle, que acolhemos não só como um grande estadista francês, senão também como uma das personalidades centrais da História contemporânea. Ao retribuir, em 1976, aquela visita, o Presidente Ernesto Geisel foi alvo de recepção calorosa e amigável, por parte do povo e do Governo franceses.

De sua parte, Vossa Excelência, durante sua ainda recente viagem ao Brasil, deu grande e feliz impulso ao fortalecimento de nossos laços em todos os domínios, e entre nós encontrou a mesma visão construtiva que o animava.

Minha visita é mais uma etapa no processo de consolidação de nosso relacionamento. Venho à França em ocasião particularmente significativa na evolução de nossos países e num momento pleno de riscos e oportunidades para o mundo.

Senhor Presidente,

Tradicionalmente, a França tem-se colocado em posição ímpar perante a comunidade internacional, como fonte inesgotável de cultura e de conquistas intelectuais e políticas. Juntam-se, na sociedade francesa, o respeito ao passado e a coragem diante do futuro. A nação francesa mostra uma cultura sedimentada e reconhecida, a que se soma uma criatividade empenhada na busca de novos rumos, novas formulações e novas ideias.

Por sua precisão e elegância de expressão de pensamento, Vossa Excelência é reconhecido como autêntico representante da cultura e da política da França. Em seu trabalho cotidiano, Vossa Excelência orienta o

Governo francês em direção a ideias e instituições que, concebidas no presente, servirão às futuras gerações. Concretizam-se, assim, os grandes ideais de seu país e renova-se a contribuição que sempre deu ao progresso do homem e da civilização.

Em seu ofício de pensador e político, Vossa Excelência identificou três caminhos para o relacionamento entre os indivíduos e a coletividade:

- a realização da unidade pela justiça;
- a constituição de uma comunidade de homens livres e responsáveis;
- a criação de uma sociedade de comunicação e participação.

Tais princípios, sucintamente enunciados, transcendem o plano da realidade interna dos Estados, pois a ideia de "uma sociedade a partir do homem" deve permear a própria evolução das relações internacionais.

Ao aceitar o convite formulado por Vossa Excelência, tive em mente que o diálogo entre nossas duas nações, desenvolvimento a franco, se alicerça em valores compartilhados. São valores que nos levam, de um lado, ao apreço à identidade nacional própria, e, de outro, ao respeito à individualidade de nossos parceiros. Se, deixando de lado outros pontos de convergência, quiséssemos definir o denominador comum de nossos povos, talvez o encontrássemos no repúdio à uniformidade.

A França e o Brasil convivem no espaço político ocidental. Temos o desejo de ver o Ocidente prosperar de forma harmônica e que respeite toda a sua variedade. Precisamos viver autenticamente os nossos próprios valores e praticar o diálogo flexível e aberto.

É fundamental que, em nossos comum es-

paço político, cada país possa dispor de meios práticos para realizar seus destinos. E que o faça livre de interferências, restrições ou imposições, pois este é o traço que nos distingue no cenário internacional. Repelimos as hegemonias e as decisões unilaterais. A sociedade internacional deve ser um campo de coordenação e não de subordinação. A busca do consenso deve partir do respeito às características de cada nação.

Com suas identidades próprias, situando-se em contextos distintos, a França e o Brasil apresentam semelhanças importantes em sua atuação internacional.

O Brasil aprecia em Vossa Excelência a compreensão que tem demonstrado da relevância, para o mundo de hoje, das expectativas dos países em desenvolvimento. Desde os primeiros passos das negociações Norte-Sul, a França tem sido sensível à necessidade do diálogo, pois, como o Brasil, pôde perceber nitidamente os riscos inerentes à continuidade dos presentes impasses económicos.

A busca de uma ordem económica mais justa deve ser concreta e refletir-se na melhoria da qualidade de vida dos povos. Deve, portanto, repudiar rótulos e ideias fixas que apenas encobrem a falta de um desejo sincero e profundo de cooperação.

Senhor Presidente,

Na conjuntura internacional particularmente complexa e delicada em que vivemos, mais do que nunca se faz urgente o entendimento, a cooperação, a boa convivência entre as nações.

Devemos evitar a redução das relações internacionais a sínteses utópicas, mas compreender a diversidade das nações e buscar um relacionamento que contribua efetivamente para a paz e para o desenvolvimento.

A atual situação é especialmente dramática no campo econômico, em que injustiças se perpetuam em prejuízo maior para a maioria dos países em desenvolvimento. Apesar de seus árduos esforços internos e dos resultados obtidos no campo do desenvolvimento, o Brasil tem sido duramente atingido pela crise econômica mundial. Não se pode deixar de reconhecer que, se a atual conjuntura afeta negativamente o mundo desenvolvido, é ela ainda mais adversa para as economias vulneráveis dos países em desenvolvimento.

Os momentos difíceis que vivemos exigem soluções prontas. É preciso um esforço internacional conjunto com vistas a um entendimento verdadeiro sobre essas questões que a todos afligem. Se esse esforço não prosperar, é mais do que provável que se criem ressentimentos e desconfianças, de efeitos imprevisíveis, que a ninguém beneficiarão.

O impasse nos foros econômicos internacionais não é problema acadêmico, pois desencadeia tensões e conflitos abrangentes. E poderá contaminar a cena política internacional.

Senhor Presidente,

A meu ver, duas condições são essenciais para que se possa impulsionar esse empreendimento conjunto. De um lado, o sentido claro de prioridade, nascido de um processo realmente negociado, sem imposições, mas com justiça e equilíbrio. Do outro lado, a disposição verdadeira para negociar.

Conheço as dificuldades objetivas que se colocam diante do ânimo negociador. Mas tenho a esperança de que as verdadeiras consequências da atual crise econômica, em particular sobre os países em desenvolvimento, possam ser adequadamente entendidas pelos países industrializados e de que, em benefício mútuo, sejamos capazes

de quebrar a inércia que caracteriza as relações Norte-Sul.

Tenho a esperança de que saberemos vencer esse desafio, que certamente imporá sacrifícios a todos, matizados, porém, de acordo com os respectivos estágios de desenvolvimento. De toda forma, cumpre que essas negociações sejam levadas a efeito dentro de uma atmosfera de absoluto respeito às autonomias individuais dos países participantes e num verdadeiro sentido de solidariedade.

Senhor Presidente,

Os esforços que nossos países têm envidado para enriquecer as relações bilaterais ganharão — estou certo — renovado ímpeto. Novas oportunidades continuarão a surgir, num quadro institucional já abrangente e aperfeiçoado, que reflete as raízes das relações franco-brasileiras.

As relações de amizade que, tradicionalmente, mantemos com a França constituem fator de enriquecimento da política externa brasileira. A dinamização desse relacionamento abre para o Brasil melhores oportunidades de expressão política em seu permanente diálogo com as nações da Europa Ocidental e de todo o Ocidente. Ao transcenderem o plano bilateral, nossas relações com a França ativam importante vertente de nossa diplomacia e fortalecem nossa capacidade de sustentar os princípios da autodeterminação dos povos, da igualdade soberana dos Estados e do respeito às diversidades nacionais.

Dentre os fatores que, de modo mais patente, nutrem a amizade entre o Brasil e a França, levanta-se o intercâmbio cultural, denso e fecundo.

Nossos povos acreditam que as relações culturais, empreendidas em moldura de compreensão recíproca, longe de descaracterizarem a essência de cada nação,

contribuem para o enriquecimento de seus patrimônios respectivos.

É esse entrosamento das culturas, essa ligação profunda entre as almas dos povos, que constitui a razão mais profunda de nossa crença na possibilidade de resolver, pelo diálogo, os problemas de nossa época.

A França soube ser ponto focal da integração europeia, revelando claro discernimento ao sublinhar as vantagens da união contra a perpetuação de rivalidade passadas e modos de relacionamento anacrônicos. Para esse nobre papel, preparou-a sua tra-

dição cultural aberta e variada, sempre renovada na defesa dos ideais humanistas.

Sob sua orientação realista e segura, Senhor Presidente, a França se coloca sem dúvida na vanguarda das nações que almejam a construção de um mundo mais justo e equilibrado para todos.

Desejo agora saudar a amizade entre nossos povos. Aos presentes peço que comigo ergam suas taças num brinde a essa amizade e à saúde do Presidente da República Francesa e da Senhora Valéry Giscard d'Estaing.

presidente joão figueiredo visita a sede da unesco, em paris

Discursos do Diretor-Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação (UNESCO), M. Amadou-Mahtar M'Bow, e do Presidente João Figueiredo, em Paris, em 29 de janeiro de 1981, por ocasião da visita do Presidente brasileiro à sede daquela organização

DIRETOR-GERAL

Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Président du Conseil exécutif,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un honneur et une grande joie que d'accueillir, aujourd'hui, en cette Maison de l'Unesco, qui est celle de toutes les nations et de toutes les cultures, S. Exc. M. João Batista Figueiredo, Président de la République fédérative du Brésil. Vous êtes, Monsieur le Président, le premier Chef d'Etat du Brésil à rendre visite à notre Organisation. De ce Brésil qui n'a cessé de jouer un rôle déterminant dans la vie de l'Unesco. Déjà en 1945, il était l'un des rares pays en développement à participer aux travaux de la Commission préparatoire appelée à rédiger sa Constitution et à y faire prévaloir quelques-unes des idées qui fondent son exis-

tence. Il a continué, depuis, à prendre part à toutes les activités de l'Organisation et à lui apporter le soutien le plus constant dans la réalisation de ses objectifs.

Aussi me permettez-vous, Monsieur le Président, de profiter de votre présence parmi nous pour rendre un hommage solennel aux femmes et aux hommes de votre pays qui ont été associés, depuis sa création, à la vie de l'Organisation et qui ont servi de façon exemplaire la cause de la coopération intellectuelle et culturelle internationale. Je citerai en premier lieu Monsieur Paulo de Berredo Carneiro, homme de science et grand humaniste, qui a présidé sa Conférence générale et son Conseil exécutif et qui, aujourd'hui encore, assume la présidence du Comité exécutif de la Campagne internationale de Nubie à la tête duquel il a été porte-

depuis sa fondation il y a plus de vingt ans, ainsi que la présidence du Comité international chargé de la révision de l'Histoire scientifique et culturelle de l'humanité, dont il a été le pilier de la première édition.

Je voudrais dire aussi la reconnaissance que nous éprouvons à l'égard d'un autre distingué savant de votre pays, le Professeur Carlos Chagas, grand ami de l'Unesco qui préside l'Académie pontificale des Sciences, ainsi que l'Ambassadeur Geraldo Holanda Cavalcanti, Délégué permanent auprès de l'Unesco où il fait prévaloir un esprit d'abnégation et une sagesse dignes des plus hautes traditions brésiliennes.

Monsieur le Président,

Votre pays est souvent défini comme un continent à lui seul. Et en un certain sens, il l'est — par l'étendue de ses territoires, qui le place au cinquième rang dans le monde; par la multiplicité de ses régions et de ses paysages que j'ai moi-même eu l'occasion de découvrir en visitant Rio, où bat le cœur du Brésil, São Paulo, sa grande métropole, Salvador de Bahia où se rejoignent tant de significations qui me sont chères, puisqu'elles expriment les vivantes affinités de votre pays avec le continent africain. Mais j'ajouterai que le Brésil est aussi, et surtout, un continent par la diversité des populations qui le composent et qui font, tout à la fois sa première richesse et sa raison d'être.

Le "miracle brésilien", c'est d'abord, en effet, l'aptitude de votre pays à accueillir et à unir tant de peuples, à s'enrichir de tant d'héritages historiques, à composer de tant de traditions culturelles une foisonnante mosaïque de différences réconciliées, qui définit le génie de votre nation.

De sa vocation à brasser les apports les plus variés, tout en respectant chacune de leurs spécificités, le Brésil a tiré ce dynamisme de l'imagination et de l'efficacité qui

a fait surgir de rien votre prestigieuse capitale, Brasília, et qui a permis, tout à la fois, de commencer à tirer parti des fabuleuses richesses de votre sol et de votre sous-sol et de déployer dans le monde une présence active, orientée vers la paix et le progrès.

Les deux aspects de ce dynamisme sont d'ailleurs étroitement liés l'un à l'autre: c'est, en effet, en s'efforçant de développer harmonieusement ses potentialités humaines, ses ressources naturelles et ses moyens techniques, que le Brésil apporte à la coopération internationale la contribution la plus fructueuse.

Votre expérience historique illustre la nécessité, pour chaque pays, de participer à toutes les démarches où s'ébauchent l'avenir du monde — afin que s'instaurent, entre les nations, des rapports où la réciprocité remplace l'échange inégal et où les injustices s'estompent progressivement afin que disparaissent les fléaux de la misère et de l'ignorance.

C'est ainsi, Monsieur le Président, que vous accordez un intérêt particulier à la participation de votre pays aux négociations Nord-Sud; mais vous donnez, dans le même temps, une importance croissante à ce qui en est le corollaire essentiel: le resserrement des liens de coopération au sein du Sud, c'est-à-dire entre les pays en développement.

Une initiative hautement significative à cet égard est celle qu'a prise votre Délégation à la vingt et unième session de la Conférence générale de l'Unesco, en présentant une résolution, adoptée par la suite à l'unanimité, qui proclame "que la coopération entre les pays en développement constitue un chaînon complémentaire essentiel à la solution de leurs problèmes" et affirme "qu'une authentique coopération technique entre pays en développement appelle en fait la participation de tous les protagonistes de la solidarité internationale, et que sa mise en

place exige un effort financier important, dont la charge ne saurait être laissée aux seuls pays en développement".

Vous avez vous-même, Monsieur le Président, maintes fois réaffirmé la nécessité pour votre pays d'oeuvrer en vue de resserrer les liens d'amitié et d'entraide entre les pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, En offrant à ces pays de partager avec vous l'expérience, de haut niveau, que le Brésil a déjà acquise en de si nombreux domaines, vous tracez les vraies voies de la solidarité, dans un monde où tant d'égoïsmes nationaux freinent les élans d'une coopération véritable.

Le récent accord conclu entre les pays du bassin amazonien, et dont le Brésil a été l'un des promoteurs, constitue un exemple de compréhension mutuelle et de coopération qui ouvre de grandioses perspectives à la mise en valeur de leurs ressources naturelles communes.

Dans les multiples domaines qui relèvent de la culture, de l'éducation, des sciences et des techniques, ainsi que de la communication, il va de soi, Monsieur le Président, que l'Unesco continuera de mettre au service de la coopération ainsi comprise tout le poids de ses compétences et ses moyens.

Monsieur le Président,

Votre pays et notre Organisation partagent une même foi dans les destinées de l'homme et dans les idéaux qui fondent une collaboration internationale féconde et durable la conviction que l'homme est à la fois le sujet et l'objet du développement, son agent créateur et sa fin ultime; l'homme dans son essence spirituelle, morale et culturelle aussi bien que dans ses aspirations sociales et économiques, l'homme dans l'intégralité de ses virtualités et de ses espérances.

Dès lors, à nos yeux comme aux vôtres, tout effort de développement repose nécessai-

rement sur le droit de chaque individu à la liberté, à la dignité et à la sécurité; sur la reconnaissance de la plus large autonomie aux personnes comme aux institutions; sur la lutte contre toutes les formes de discrimination raciale ou culturelle; sur la nécessité de lier la croissance économique à la diminution des inégalités sociales.

Le développement, en effet, ne peut se réduire à la seule croissance économique calculée en termes de produit national brut. Il est l'épanouissement de l'ensemble des virtualités du corps social. Et si ses réalisations matérielles s'expriment au niveau de l'économie, ses significations et ses finalités prennent leur source dans la culture, qui irrigue et unifie toutes les entreprises par où s'affirment l'effort collectif aussi bien que les contributions individuelles.

L'éducation, dans ce cadre, est le lieu privilégié de l'éveil des sensibilités comme de la transmission des savoirs, où se réalisent à la fois l'enracinement d'un peuple dans les valeurs qui définissent son identité et sa préparation à accueillir et à développer créativement les connaissances et le savoir-faire.

L'expérience brésilienne offre la brillante illustration d'une démarche fondée sur la synthèse entre l'enracinement culturel et l'innovation scientifique et technique — démarche qui mène votre pays à entreprendre; parallèlement, la sauvegarde d'Ouro Preto, qui vient d'être inscrit sur la liste du patrimoine mondial culturel, et une recherche de pointe dans le domaine des énergies non-conventionnelles, et notamment de la bio-masse.

C'est dans l'aptitude à réaliser une telle synthèse que réside l'une des clefs de l'avenir du Tiers Monde. Et l'Unesco s'efforce de mettre l'expérience, à la fois théorique et pratique, qu'elle a acquise en la matière au service de tous les Etats membres. Avec le Brésil, la collaboration de l'Organisation peut être particulièrement féconde dans les vastes do-

maines de la formation des cadres de l'enseignement et de la recherche, de la formation technique dans les activités telles que l'utilisation pacifique de l'atome et l'électronique, de la création de réseaux régionaux d'institutions scientifiques, ainsi que de participation à la sauvegarde de votre patrimoine culturel.

L'accord de coopération que le Brésil vient de signer avec l'Unesco représente un instrument qui, j'en suis sûr, permettra à la fois de consolider l'acquis et d'élargir et de diversifier les actions communes à l'avenir. Dans un monde où l'incompréhension et la méfiance creusent encore trop de fosses entre les nations, de telles actions sont à la fois symboles de sagesse et gages de progrès.

Monsieur le Président,

A l'époque que nous vivons, les nations dépendent de plus en plus les unes des autres, mais ne se sentent pas encore solidaires. Elles sont forcées de compter les unes avec les autres, mais ne peuvent compter les unes sur les autres. C'est là une situation porteuse de nombreuses tensions, qui dégénèrent trop souvent en conflits. Une telle situation ne peut être dépassée que par l'instauration d'un nouvel ordre mondial, où la compréhension et le respect mutuels remplaceront l'ignorance de l'autre, où la dignité de chacun sera assumée par tous, où la solidarité consciente prévaudra sur la concurrence sauvage.

favènement d'un tel ordre implique que l'esprit de générosité et d'équité souffle plus fort que celui de l'égoïsme et que les idéaux prennent le pas sur les calculs particuliers. Puisse la visite dont vous nous honorez aujourd'hui, Monsieur le Président, apporter sur cette voie une promesse nouvelle.

PRESIDENTE FIGUEIREDO

Senhor Diretor-Geral
Senhores Membros do Conselho-Executivo,
Senhores Delegados Permanentes,

Aceitei com grande prazer o convite que Vossa Excelência me formulou, Senhor Diretor-Geral, e é com sentimento de responsabilidade que me dirijo a todos os Senhores, neste lugar privilegiado pela vontade dos estados e dos homens: a sede da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura.

Naqueles que, dentre os Senhores, são membros do Conselho Executivo da UNESCO ou delegados permanentes junto a esta organização, vejo os representantes dos Governos e das culturas nacionais. Vejo homens públicos mas também os intelectuais que devem traduzir a consciência de seu tempo, os valores duráveis da sociedade.

Naqueles que aqui encarnam a Organização, vejo mandatários da comunidade internacional para a difícil tarefa de criar condições favoráveis à cooperação internacional nos domínios, de competência da UNESCO, segundo as diretrizes que lhe são fornecidas pelos Estados membros.

Os senhores vivem no quadro de um dilema que é necessário cotidianamente superar, para que a UNESCO cumpra suas altas missões: o de compatibilizar a defesa de interesses nacionais com a maximização dos frutos da cooperação internacional, em benefício de todos.

No que respeita a esse dilema, que chamarei funcional, progressos importantes têm sido alcançados, graças à própria prática da cooperação. Aí as mais sérias dificuldades que vejo decorrem da emergência de ambições supranacionais no seio de alguns

desses organismos internacionais; da progressiva burocratização desses organismos e, finalmente, da sua utilização para obter fins particulares distintos dos objetivos originais.

Os organismos internacionais são essencialmente foros de negociação para a composição das vontades nacionais. Nesse sentido não se deve falar de uma "filosofia" da UNESCO, ou de uma "política" das Nações Unidas, embora em cada caso uma carta constitutiva fixe os princípios de sua ação. Não quero dizer, obviamente, que os secretariados das organizações internacionais devam ser inermes intelectual ou politicamente. Mas sua iniciativa prende-se a um mandato os Estados membros determinam, em última análise, a orientação a ser seguida pelas organizações. No caso da UNESCO, devo dizer, o Secretariado está consciente desses condicionamentos.

Do perigo de burocratização quase seria desnecessário tratar. É esse um flagelo que ameaça todas as instituições. Hoje, as grandes entidades se burocratizam por meio de um suposto refinamento e enriquecimento de objetivos. O perigo contra o qual as instituições internacionais precisam precaver-se é o de tudo quererem abarcar. Nesse sentido, são altamente recomendáveis os esforços que a UNESCO vem empreendendo para a concentração do programa, tanto em termos de objetivos como de ações. E essa tendência deve ser estimulada com incessante determinação.

Finalmente, existe o perigo de que as instituições sejam desviadas dos seus propósitos originais para servirem aos interesses de grupos particulares de países, em decorrência de situações desiguais de poder que se refletem em formas sutis de neocolonialismo, político ou econômico, ideológico ou cultural. A UNESCO tem felizmente estado alerta para esse perigo e vai à conta de seus méritos a constante preocupação no sentido de furtar-se a agir como instrumento de

qualquer espécie de colonialismo ou de hegemonia.

O grande papel da UNESCO se situa na encruzilhada entre o pensamento e a ação, em esclarecer objetivos e em orientar as ações dos Estados. Se não lhe cabe formular uma filosofia própria, é a UNESCO, nos domínios que lhe são próprios, o foro onde os homens procuram explicar e entender sua diversidade e encontrar a maneira de conciliar suas aspirações e diferenças em benefício de todos. Mas não se esgota no plano conceitual essa obra coletiva e cooperativa dos Estados. É através da ação que ela testará a si mesma, se corrigirá e se construirá.

O Brasil procura participar dessa obra com infatigável determinação. As próprias características econômicas, sociais, políticas e culturais do Brasil de hoje configuram uma experiência nacional importante para o esclarecimento de certos aspectos da sociedade contemporânea, e nesse particular têm utilidade imediata para as preocupações da UNESCO.

País de dimensões continentais, de grande variedade humana e inesgotáveis recursos naturais, aberto ao convívio universal, o Brasil oferece rico mostruário de experiências. Ao mesmo tempo, porém, que nos dispomos a repartir nossa experiência, desejamos usufruir e compartilhar a dos demais povos do mundo, voltados que estamos para a gigantesca obra de construção nacional com o objetivo de alcançar níveis de vida dignos e justos no que respeita às necessidades básicas do homem e ao confronto com as diversas sociedades no plano internacional.

Tomemos, para iniciar, os campos da educação e da cultura. Tanto nos países desenvolvidos quanto nos em desenvolvimento, esses dois aspectos são intimamente relacionados. Mas, enquanto nos casos dos países desenvolvidos a educação é, basi-

camente, um instrumento para transmitir de uma geração a outra o essencial da cultura nacional, para inculcar valores e desenvolver aptidões, nos países em desenvolvimento o problema da educação é ainda, fundamentalmente, o de permitir o acesso da população aos veículos escritos de transmissão da cultura, o de caracterizar e preservar a identidade cultural. O problema é complexo e urgente, visto como o paternalismo dos países desenvolvidos, de um lado, e o mimetismo dos países em desenvolvimento, do outro, convergem para a implantação, nestes, de valores importados. Daí por que se impõe acrescentar um conteúdo crítico ao já enorme esforço educacional de parcelas ponderáveis da população — a partir de bases exíguas em recursos humanos e materiais.

No Brasil, passado o período de educação elitista de herança colonial, que perdurou até há pouco, o esforço nacional se concentra, no momento, em procurar introduziresse elemento crítico que nos permita melhor adequar ao nosso meio o sentido e os resultados da educação.

Nesse contexto, evidentemente, a cultura nacional não pode ser encarada como objeto de ostentação nem estar ligada, fundamentalmente, a valores importados de antigas matrizes ou de novas matrizes culturais. Da mesma forma como revemos criticamente o conteúdo dos objetivos da educação, estamos revendo criticamente o conteúdo e os objetivos da ação do Estado na promoção da cultura.

O que é válido para a educação e a cultura se aplica igualmente ao plano do desenvolvimento científico e tecnológico. Aí, também, não é menos dramática a situação dos países em desenvolvimento, que enfrentam o desafio de crescer rápida e livremente. Vêm-se eles mais uma vez a braços com o dilema de seguir os tutores que prometem soluções prefabricadas ou tentar, sem perda de ritmo, encontrar soluções próprias,

capazes de conciliar o progresso e a preservação da identidade nacional. Neste, como em outros terrenos, não haverá como recorrer a panaceias, e só o esforço consciente, a disposição de ensaiar, descobrir, adaptar, corrigir e reensaiar, poderão levar cada povo a encontrar os meios de ação propícios ao seu particular desenvolvimento. A condenação desse esforço, criticando-lhe os erros e ignorando-lhe os acertos em nome de ortodoxias estabelecidas, revela, no mínimo, insuficiente percepção do próprio processo histórico, que terá necessariamente de estar aberto para o futuro. Estamos hoje, convencidos de que os avanços científicos e tecnológicos mudaram as condições de progresso, e que se abrem novas perspectivas para os países em desenvolvimento. Não precisaremos repetir cada etapa do progresso anteriormente palmilhado pelos atuais países desenvolvidos, sendo-nos facultado abreviar caminhos para a obtenção de soluções próprias.

Menciono, finalmente, outro relevante domínio de competência da UNESCO, que é o da comunicação social. Também aí é notória a contribuição conceitual trazida ao debate pelos países em desenvolvimento. Segundo todos sabemos, o que se deseja não é substituir os atuais privilégios por outros que beneficiem novos sujeitos da comunicação, como as fontes oficiais. O que se quer é criar condições para que à liberdade de informar corresponda o direito de ser informado e zelar por que a função de informar se exerça de forma responsável. Essa responsabilidade é um compromisso com os fatos — com a verdade, portanto — mas é, também, uma responsabilidade ética, em face dos próprios fins sociais inerentes à Nação.

Senhor Diretor-Geral,
Meus Senhores,

Ao terminar, quero reafirmar perante todos a inabalável confiança do meu Governo nos ideais da UNESCO. Envidaremos todos os

esforços para que esses ideais — que são os do nosso País, um dos fundadores da Organização — prevaleçam internamente e se expandam internacionalmente. O Brasil tem prestado e pretende prestar sempre o seu concurso a fim de que a cooperação internacional se fortaleça, eliminando progressivamente as causas de conflito entre as nações e incrementando incessantemente as condições de progresso harmônico entre os povos. Nesse sentido, vemos com particular satisfação o crescente entendimento entre os países em desenvolvimento e a confiança cada vez maior nas formas de cooperação horizontal, a qual não se faz em confronto com a vertical, mas em complemento a ela.

Senhor Diretor-Geral

Dentro de três meses Vossa Excelência estará visitando oficialmente o Brasil. Pela segunda vez será hóspede do Governo brasileiro, tendo a primeira ocorrido no seu mandato anterior. O Governo e o povo do Brasil, que o aguardam de braços abertos, reconhecem em Vossa Excelência um legítimo representante das nações irmãs da África e um perspicaz e infatigável lutador pelo direito de todos os povos, de cada povo, à justiça, à liberdade e ao progresso — objetivos subjacentes nos ideais que inspiram o Ato Constitutivo da Organização das Nações Unidas para a Educação, a Ciência e a Cultura.

joão figueiredo abre a reunião empresarial brasil-frança

Discurso do Presidente João Figueiredo, em Paris, em 29 de janeiro de 1981, por ocasião da abertura da Reunião Empresarial Brasil-França.

Minhas Senhoras,
Meus Senhores,

É com viva satisfação que venho saudá-los na abertura desta Reunião Empresarial Brasil-França, iniciativa que, de forma auspiciosa, coincide com minha visita oficial à República Francesa.

Quando se verifica ser a França o oitavo parceiro comercial do Brasil, e o sexto, em termos de investimentos, reafirma-se a certeza de que temos ainda pela frente enorme potencial de expansão em ambos os campos. As condições existem para isso. Nossas economias são largamente complementares; acreditamos na eficiência da economia de mercado, produzida pela primazia da iniciativa privada no processo de desenvolvimento; e valorizamos a colaboração no que se refere aos fluxos de capi-

tais privados para investimentos diretos. Acreditamos na importância da cooperação internacional no plano econômico, para evitar que posturas protecionistas e atitudes unilaterais terminem por prejudicar a todos.

O agravamento da situação econômica global deixa claro o caráter estrutural de uma crise que muitos pensavam transitória e indica que passamos a viver uma situação nova. A crise da economia mundial tem, em sua gênese, fatores relacionados com as tensões criadas por um intercâmbio desigual entre países desenvolvidos e em desenvolvimento. Para seu equacionamento eficaz e definitivo, faz-se indispensável uma reformulação abrangente e profunda no quadro normativo das relações entre os países do Norte e do Sul.

A estrutura de convivência entre o Norte e o

Sul tem-se alterado apenas marginalmente. Ainda hoje, não permite a formação de bases de relacionamento consentâneas com o papel cada vez mais significativo que desempenham os países em desenvolvimento no conjunto da economia internacional.

A efetiva integração do Terceiro Mundo na economia internacional só advirá de seu adequado acesso aos processos decisórios sobre as questões da vida econômica. Tentar preservar as estruturas de decisão sobre os fluxos internacionais de comércio, finanças e tecnologia só agravará a situação atual.

A reforma do sistema econômico internacional não será ato de benemerência, mas a reinterpretação do próprio jogo de interesses entre o Norte e o Sul.

Temos de passar de simples interação para um verdadeiro sentido de mutualidade. Do temor de mudanças que se pensam adiáveis para o reconhecimento de que o desafio a enfrentar é o de administrar mudanças inevitáveis e já em pleno curso. Da crença, errônea, de que estamos todos a disputar lugares em espaço apertado e até decrescente, para a compreensão de que, juntos, Norte e Sul serão capazes de ampliar imensamente os horizontes de progresso e desenvolvimento ao alcance de todos os povos.

Senhores,

Como país em desenvolvimento, o Brasil atribui a mais alta importância à intensificação de seu comércio exterior. Consideramos o intercâmbio com outros povos insu- mo importante de nosso próprio desenvolvimento, mas também nos orgulhamos da contribuição que temos dado à ampliação das trocas internacionais, tanto como exportadores crescentemente competitivos quanto como substanciais importadores de

capital, serviços, equipamentos e tecnologia.

Não me parece de todo exagerado dizer que, em certo sentido, o Brasil constitui hoje, no plano econômico, um dos mais significativos parceiros de que o mundo industrializado dispõe no Terceiro Mundo.

Se é fato que alguns países exportadores de petróleo podem apresentar cifras mais elevadas nos movimentos de suas contas comerciais, não é menos verdade que o Brasil ocupa posição singular pelo alto padrão de diversificação de suas relações com os grandes centros econômicos, na exportação como na importação, no comércio como nas finanças, nos serviços como nos fluxos de tecnologia.

Não é negligenciável o aporte que temos oferecido à sustentação da atividade econômica nos grandes países industrializados, neste momento de generalizadas dificuldades por que passa a economia mundial. Embora, como disse antes, nos orgulhemos de tal fato, temos consciência de que é muito o que podemos oferecer à comunidade internacional, pela amplitude de nosso mercado, pelo dinamismo de nossa indústria e pelos imensos e muitas vezes inigualados recursos naturais ainda suscetíveis de incorporação às nossas atividades produtivas.

A plena realização do potencial produtivo brasileiro — que sempre saberemos assegurar pelo nosso próprio esforço — será certamente facilitada, entretanto, se nossos principais parceiros souberem evitar a adoção, para com o Brasil, de atitudes protecionistas, apressadas e injustificadas.

Há setores do mundo industrializado que parecem, com efeito, ver no surgimento do Brasil como fornecedor relativamente dinâmico de manufaturados um acontecimento preocupante e mesmo ameaçador, a justificar o pronto recurso a medidas restritivas.

Há, por vezes, quem chegue a apontar o Brasil como país praticamente "desenvolvido", como se a árdua e complexa luta pelo desenvolvimento económico e social pudesse ser reduzida à expressão de relativo adiantamento do setor industrial de nossa economia.

Estamos empenhados em conseguir para o Brasil, no cenário económico mundial, lugar à altura de nossas dimensões e potencialidades. Este esforço, longe de configurar ameaça aos interesses de outras nações, constitui na realidade fator de ampliação das oportunidades de atividade produtiva para nossos parceiros, que não devem perder de vista ter o Brasil elevada propensão a importar não só bens e serviços, mas também capital e tecnologia, como antes assinalai.

O Brasil, portanto, se está empenhado em ampliar sua participação nas trocas internacionais, em reforçar sua capacidade tecnológica e diversificar sua estrutura produtiva, não o faz com base na busca de vantagens unilaterais, o que buscamos não são ganhos imediatos, mas sim parcerias estáveis e mutualidade de benefícios. Nosso compromisso com uma crescente integração à economia internacional reflete a vocação brasileira para a cooperação amistosa com outros povos, e expressa nossa consciência do muito que podemos fazer pela prosperidade global.

É nesse espírito que vimos enfrentando nossa parcela das dificuldades económicas do atual momento. Duramente afetado por fatos alheios a nosso controle — como as tendências protecionistas, a elevação nos preços do petróleo, a inflação no mundo desenvolvido — o Brasil opta firmemente por uma estratégia anti-recessiva. Vemos na crise deste momento a oportunidade de ao mesmo tempo aperfeiçoar nossas estruturas e melhorar os termos de nossa inserção na economia internacional.

As soluções para nossas presentes dificuldades económicas — em áreas como a da importação de petróleo, inflação ou endividamento externo — estão, com efeito, sendo encaminhadas de modo a assegurar ao país menor vulnerabilidade a fatores imprevisíveis de origem externa, mas sem prejuízo de uma reforçada vinculação com a economia internacional em termos mais estáveis e fecundos, para o Brasil assim como para seus parceiros.

Senhores,

As relações económicas entre nossos países têm apresentado uma evolução positiva nos últimos anos. A satisfação com os resultados obtidos não deve, porém, impedir-nos de reconhecer que o intercâmbio bilateral está ainda longe de colocar-se à altura das potencialidades oferecidas pelo dinamismo e pujança das economias da França e do Brasil.

No que diz respeito, por exemplo, às exportações brasileiras para o mercado deste país, é patente a assimetria entre o bom desempenho das vendas de produtos primários e, de outra parte, o ainda insatisfatório percentual ocupado pelas vendas de manufaturados dentro do cômputo global das exportações: só 25% do total das vendas brasileiras à França corresponde à produtos industrializados, quando já se eleva a quase 50% sua participação na pauta geral das exportações brasileiras.

Outra área importante do relacionamento bilateral, na qual se abrem amplas oportunidades, é a dos investimentos de capitais franceses no Brasil. As amplas e sólidas bases da economia brasileira, com seu mercado em acelerada expansão e nível considerável de industrialização, oferecem campo profícuo para uma intensificação de empreendimentos entre setores da iniciativa privada dos dois países. O governo, assim como, estou certo, o empresariado bra-

sileiro, só pode receber com satisfação uma presença mais expressiva de capitais franceses no esforço de desenvolvimento do Brasil.

Má muito o que as duas partes podem fazer para intensificar seu intercâmbio econômico, alargar seu alcance e diversificar sua composição qualitativa. Aos Senhores, como empresários, cabe papel central no desenvolvimento das relações Brasil-França. Estou certo de que, ao longo de seus traba-

lhos, saberão identificar novas oportunidades de intercâmbio mutuamente benéfico, e de delinear para cada uma as formas e modalidades mais adequadas de execução.

Desejo-lhes pleno êxito em suas tarefas, para que Brasil e França possam mais rapidamente realizar, em proveito de seus povos, os ideais de amizade e cooperação que a todos nos animam.

figueiredo a giscard cTestaing: nova etapa nas relações brasil-frança

Brinde do Presidente João Figueiredo, em Paris, em 30 de janeiro de 1981, por ocasião do jantar que ofereceu ao Presidente da República Francesa, Valéry Giscard d'Estaing.

Senhor Presidente,

A cortesia e a hospitalidade são valores que sensibilizam profundamente o indivíduo, qualquer que seja a dignidade de que se ache revestido. Muito maior o desvanecimento quando é o nosso próprio país que está sendo homenageado.

E foram exatamente esses valores que marcaram todos os momentos de minha permanência na França.

Sob o signo da efetuosa acolhida do povo e Governo franceses, pude ter com Vossa Excelência diálogo fluente e construtivo, que contribui para maior aprofundamento de nossa tradicional amizade.

Registro com satisfação a ampla convergência de nossos enfoques e entendimentos. No plano bilateral, ressalto o empenho comum em desenvolver as potencialidades do comércio e da cooperação econômica, científica, tecnológica e cultural em benefício de ambos os países. No âmbito mundial,

verifico que há importantes coincidências na avaliação da situação presente e preocupação muito próximas, o que deve levar à continuidade de nossas proveitosas consultas.

Para o equacionamento dos problemas com que se defronta a humanidade, todos os países devem estar prontos a dar sua contribuição, na proporção dos recursos de que dispõem. Nossos objetivos são os da paz e do desenvolvimento, guiados pelo ideal da justiça.

Senhor Presidente,

O mundo em que vivemos atravessa período de especial dificuldade. A compreensão da natureza dos atuais problemas políticos e econômicos nos auxiliará a enfrentá-los conjuntamente. Para esse fim, requer-se amplo diálogo, como o que manteremos.

Estou certo de que esta nova etapa de contatos entre os Chefes-de-Estado do Brasil e da França não se encerrará aqui. Encontra-

antes, novo começo, pois se enquadra na moldura mais ampla da fraterna amizade que nos une, com base na observância dos valores e princípios inerentes à boa convivência internacional.

Tenho inabalável crença em que a nossa cooperação encontrará plena realização e que, embora não queiramos fixar regras de

comportamento, virá a constituir modelo para a convivência harmônica entre países de diferentes níveis de desenvolvimento.

Nesse espírito, convido os presentes a brindar à amizade de nossos dois povos e à saúde e felicidade pessoal de Sua Excelência o Presidente da República Francesa e da Senhora Valéry Giscard d'Estaing.

a homenagem do primeiro-ministro francês ao presidente figueiredo

Discursos do Primeiro-Ministro da França, Raymond Barre, e do Presidente João Figueiredo, em Paris, em 30 de janeiro de 1981, por ocasião do almoço oferecido ao Chefe de Estado brasileiro.

PRIMEIRO-MINISTRO

Monsieur le Président,

En vous accueillant aujourd'hui, ainsi que Madame FIGUEIREDO, le Gouvernement français reçoit avec un grand plaisir le Chef d'un Etat qui entretient avec la France des relations fondées sur le respect et l'amitié.

Cette amitié et ce respect ne se sont jamais démentis dans l'histoire de nos rapports. J'en veux pour preuve l'heureuse conjonction des hommes et des esprits qui a abouti, au siècle dernier, à ce que votre nation adoptât certaines idées puisées chez nos philosophes. Pendant les deux guerres mondiales, votre pays s'est engagé spontanément aux côtés des Alliés : Français et Brésiliens ont lutté en commun et leur solidarité dans l'épreuve ne peut être oubliée.

Mais l'héritage du passé ne doit pas faire oublier les réalités du présent. Le Brésil, Monsieur le Président, exerce une juste fascination sur qui le découvre. Pour les avoir moi-même éprouvées, à l'occasion du

voyage que je fis en 1976 dans votre pays comme Ministre du Commerce Extérieur je sais quelles impressions de vie, de beauté et de grandeur vos villes et vos paysages offrent au voyageur et quelles perspectives exaltantes votre pays laisse apparaître à l'observateur de sa débordante activité.

Vos réalisations économiques en sont le témoignage. En deux décennies, votre pays est devenu la dixième nation industrielle du monde et le deuxième pays exportateur de produits agricoles. Ces résultats remarquables confèrent au Brésil la puissance et le rayonnement d'un état moderne. Dès les premiers jours de votre mandat, vous avez entrepris de conduire, par des efforts cohérents et persévérants, votre pays vers les libertés démocratiques. Car vous savez comme nous, qu'il n'y a pas d'authentique progrès économique, social et humain en dehors de la liberté.

Vous accomplissez ces réformes à l'heure où les démons du totalitarisme, du racisme et

de la dictature se réveillent hélas! en tant de régions. Vous n'en avez que plus de mérite, mais vous montrez aussi votre capacité de percevoir les tendances profondes de l'évolution de l'humanité.

Dans cette marche longue et ardue, mais nécessaire, vers l'épanouissement des hommes et des sociétés, le Brésil et la France traversent une période de difficultés.

J'évoquerai en premier lieu la crise de l'énergie et ses conséquences néfastes pour l'économie mondiale. Le Brésil peut, mieux qu'aucun autre pays, mesurer à quel point les "chocs pétroliers" ont dégradé la situation des pays importateurs de pétrole, surtout les moins développés d'entre eux, et leur imposent de graves déséquilibres des balances des paiements et une forte hausse des prix intérieurs.

La France et le Brésil n'ont pu être préservés de cette tourmente, même si nos Gouvernements se sont efforcés d'en atténuer les effets. La France a mis en oeuvre un vaste plan d'économies d'énergie. Dans le même temps, elle poursuit avec détermination la réalisation d'un programme nucléaire ambitieux, qui peut seul compenser la faiblesse de nos ressources pétrolières.

Avec des moyens différents, le Brésil poursuit le même objectif. La mise en oeuvre d'une capacité nationale de production d'énergie y est désormais une réalité. Elle s'appuie sur le développement de secteurs traditionnels tels que le charbon, l'hydro-électricité ou le pétrole. Elle comporte aussi la recherche de sources d'énergies nouvelles, dont le plan alcool est l'exemple le plus spectaculaire.

Tous les pays importateurs de pétrole doivent poursuivre de tels efforts pour recouvrer la liberté de manoeuvre dont ils ont besoin pour assurer leur indépendance économique et leur progrès social.

Car tels sont les objectifs majeurs du développement qui constitue pour vous comme pour nous le problème essentiel des prochaines décennies. Nous ne pouvons accepter que le fossé s'élargisse encore entre les pays industrialisés et les pays en développement. La paix mondiale, en effet, ne pourra être réelle et durable que si disparaissent les tensions dont la faim et la misère sont les sources.

La France n'a cessé de souligner la nécessité de négociations globales, dépassant de simples consultations entre quelques Etats. Instigatrice du dialogue Nord-Sud, elle s'attache inlassablement, en dépit de difficultés économiques et politiques de tous ordres, à promouvoir un nouvel ordre international plus juste, susceptible d'apporter un remède efficace aux difficultés des nations en développement. Nos deux pays ont déjà prouvé, à maintes reprises, combien une coopération bien conduite, fondée sur des intérêts réciproques, pouvait être profitable à tous les peuples. Nous souhaitons progresser avec vous dans cette voie.

Dans le domaine de nos relations bilatérales, d'imposantes réalisations ont vu le jour. Elles ne sont pas le fait du hasard, mais d'une volonté mutuelle de développer nos échanges tant sur le plan commercial qu'en matière culturelle, technique et scientifique. Ainsi, malgré les difficultés de la conjoncture économique internationale, la France a doublé de 1976 à 1980 ses achats au Brésil. Votre pays est, de loin, notre principal partenaire économique en Amérique latine : il représente 37% de nos échanges avec les Etats de cette zone. De plus, nos investissements dans votre pays s'élèvent à 1 milliard de dollars.

Nous sommes disposés, Monsieur le Président, à accroître notre présence financière au Brésil ainsi que notre contribution, déjà considérable, dans un grand nombre de technologies qui conditionnent largement le

progrès de demain. De nombreuses entreprises françaises travaillent aujourd'hui en terre brésilienne ; elle y apportent des capitaux et des techniques que l'immensité de votre territoire et ses ressources humaines font fructifier. Nous espérons qu'elles pourront accroître leur activité chez vous, dans des domaines aussi prometteurs que l'énergie, l'aéronautique, les télécommunications, la télématique ou l'industrie spatiale.

Les relations entre le Brésil et la France revêtent aujourd'hui le caractère exemplaire d'une coopération Nord-Sud établie sans préventions et dans la recherche d'avantages mutuels. Nous sommes prêts à accompagner le Brésil dans sa progression vers le premier rang des grandes puissances du monde de demain.

C'est avec le désir que s'accroisse une coopération fructueuse entre la France et le Brésil, au service du progrès, de la justice et de la paix, que je vous invite Mesdames, Messieurs, à lever votre verre en l'honneur du Président de la République Fédérative du Brésil et de Madame FIGUEIREDO et pour la prospérité et le bonheur du peuple Brésilien.

PRESIDENTE JOÃO FIGUEIREDO

Senhor Primeiro-Ministro,

Muito agradeço as palavras de Vossa Excelência, que traduzem, de forma viva e sincera, o conhecimento que a França tem das potencialidades brasileiras e dos nossos esforços para transformá-las em realidade.

O testemunho de Vossa Excelência é, certamente, o resultado de suas experiências de intelectual e de estadista. Soube Vossa Excelência fazer com que a reflexão da cátedra contribuisse para suas atividades públicas, razão pela qual merece amplo reconhecimento internacional.

Profundamente empenhado em desenvol-

ver-se, o Brasil procura enfrentar, com determinação e criatividade, o desafio de um quadro económico internacional sobremaneira adverso, com vistas a dar satisfação concreta às necessidades de realização de um povo consciente e de um país onde há muito a construir.

Optamos por um itinerário em certos aspectos diferentes do escolhido pelos países industrializados.

Temos consciência de que não podemos reproduzir em nosso caminho a trajetória dos países que até aqui conduziram o fio do progresso. A história, nós a vemos sob ótica própria, como nação do Hemisfério Sul. Nossas necessidades de desenvolvimento e de transformação são mais acentuadas, e mais prementes nossos anseios de estabelecer uma nova ordem económica internacional justa e equitativa.

Não aspiramos a transformar-nos em potência no sentido tradicional da palavra, pois isso significaria mera transposição de papéis e não uma solução para os problemas que nos afligem a todos. Por outro lado, nossos ideais de paz e justiça, de igualdade e cooperação, são tão firmes quanto nossa crença no diálogo e na capacidade humana de superar aqueles problemas.

O estágio de desenvolvimento do Brasil, caracterizado por grande contingente de população jovem e pela necessidade cada vez maior de promover sua absorção pelo mercado de trabalho, nos obriga a manter o crescimento económico.

Apesar da conjuntura negativa, descartamos a opção da ortodoxia. Adotamos, ao contrário, o caminho de, através de medidas realistas e graduais, estimular setores que poderão, a médio e longo prazo, dar contribuição efetiva à resolução de nossos problemas básicos.

Nossa estratégia tem-se fundamentado em quatro princípios essenciais: manutenção de um ritmo adequado de desenvolvimento, redução da dependência externa, diminuição dos índices inflacionários e promoção de melhor distribuição pessoal e regional da renda.

Partimos da premissa de que apenas a continuidade dos investimentos permite o crescimento do produto a taxas compatíveis com a necessidade de geração anual de mais de um milhão e meio de empregos.

Nessa ordem de ideias, coloca-se a estratégia de concentração de esforços na agricultura, na exportação e na diversificação das fontes energéticas, sem nos descarmos de estimular a elevação dos níveis de poupança interna e de apoiar sempre, também, a iniciativa privada e a participação das forças de mercado no sistema econômico.

As potencialidades do país no campo energético e no domínio agrícola, a que se somam os nossos recursos minerais, indicam a viabilidade das decisões adotadas.

Os nossos esforços de desenvolvimento requerem, no entanto, para que tenham êxito, que o relacionamento com as demais nações se estabeleça em bases justas e eficazes e que a economia internacional apresente condições tão favoráveis quanto possível. Nem os países do Sul, nem os do Norte, podem ter a veleidade de independência das condições econômicas globais.

Por isso, cremos ser de todo indispensável o êxito das negociações Norte-Sul que neste ano de 1981 ocuparão, justamente, boa parte de nossas atenções como chefes de governo. Não são apenas os países em desenvolvimento, como bem sabe Vossa Excelência, os que se beneficiarão de um ordenamento mais justo de economia internacional.

Os efeitos positivos do êxito que alcançare-

mos serão por todos sentidos, ciadas as interligações existentes entre o Sul e o Norte. Quanto mais justa e equilibrada a ordem econômica internacional, mais intensas e proveitosas serão as relações entre os países em desenvolvimento e os países desenvolvidos.

O Brasil, assim como os países em desenvolvimento em geral, está preparado para encarar essas negociações com espírito altamente construtivo e positivo, sem radicalismos estereis e sem buscar vantagens exclusivistas.

Esperamos e consideramos de importância fundamental que os países desenvolvidos mostrem igual clarividência, pois o preço da inoperância é crescente tanto em termos econômicos quanto no tocante à própria paz e segurança do mundo.

Preocupa-nos, portanto, que, em resposta à crise que a todos afeta, vários países industrializados recorram a medidas imediatistas, em vão esforço para atenuar seus problemas, no que contribuem para que nos aproximemos de situações econômicas de impasse.

Inquieta-nos, assim, a manutenção de tendências protecionistas, não apenas pelas dificuldades que criam às exportações dos países em desenvolvimento mas também porque prejudicam a própria prosperidade dos países que as adotam. O protecionismo constitui apenas um paliativo, que não atinge as raízes mais profundas dos grandes problemas atuais.

Senhor Primeiro-Ministro,

A Comunidade Europeia tem dinamizado sua participação no contexto internacional, em todos os setores, com base numa unidade que não seria possível sem o papel primordial, o mesmo catalisador, que a França exerce.

O Brasil, por seu turno, tem aumentado sua participação no campo económico internacional, e se situa entre as dez maiores economias mundiais, embora ainda país em desenvolvimento e com nítida consciência das dificuldades inerentes a essa condição.

O Brasil tem hoje na Comunidade Europeia seu maior parceiro económico, e dentro dela avulta a participação francesa em nosso intercâmbio.

Senhor Primeiro-Ministro,

Posso afirmar que a França e o Brasil já deram largos passos no caminho da cooperação. Temos sabido avaliar constantemente nossas funções e responsabilidades na economia internacional; buscamos na cooperação bilateral uma relação que complementa, sem subordinar, duas economias dinâmicas.

Esse aspecto das relações franco-brasileiras se desenvolve de forma extremamente positiva em variadas áreas. No campo energético, estão em execução importantes projetos nos setores hidrelétrico, termelétrico, carbonífero, e na prospecção de petróleo. No científico e tecnológico já ficou demonstrada a viabilidade de trocas eficazes de conhecimentos entre um país industrializado e um país em desenvolvimento.

Por outro lado, nota-se o interesse francês em, compreendendo o momento histórico, participar do nosso desenvolvimento na indústria de bens de produção e de consumo.

Esses exemplos não esgotam, no entanto, as reais possibilidades de intercâmbio. Não

nos devemos satisfazer com o muito já alcançado, mas sim aproveitar essas realizações como base para o favorecimento de uma evolução cada vez mais dinâmica e diversificada.

Senhor Primeiro-Ministro,

Verifico, com satisfação, que nossa maneira própria e singular de enfrentar as dificuldades por que passa a economia internacional é objeto de reflexão por parte de Vossa Excelência, desde os idos de 1958.

Em seu livro **O Desenvolvimento Económico, Análise e Política**, lembrava Vossa Excelência que um dos perigos mais graves a que se expõe a política económica dos países em desenvolvimento é a simples transposição de instrumentos já utilizados pelos países desenvolvidos. As diferenças de estrutura impõem que se recorra a "instrumentos novos, criados por meios específicos".

Ao escolher seu caminho, o Brasil o faz com fé no futuro, pautando suas ações pela modéstia e pelo realismo. Não pretendemos sugerir soluções nem mesmo aos países com problemas semelhantes aos nossos, mas procuramos compreender as dificuldades que encontram e ajudá-los na medida do possível.

Com meus melhores agradecimentos pela homenagem que o Governo francês, na pessoa de Vossa Excelência, me presta, rogo a todos que me acompanhem no brinde que faço à saúde e à felicidade pessoal do Primeiro-Ministro e da Senhora Raymond Barre.

ao receber homenagem do prefeito de paris, figueiredo destaca a influência francesa na cultura brasileira

Discursos do Prefeito de Paris, Jacques Chirac, e do Presidente João Figueiredo, no Hôtel-de-Ville de Paris, em 30 de janeiro de 1981, por ocasião da visita do Primeiro-Mandatário brasileiro à sede da Prefeitura parisiense.

PREFEITO DE PARIS

Monsieur le Président,

C'est un grand honneur et surtout une joie sincère, pour le Maire de Paris, de vous accueillir en cet Hôtel-de-Ville et de vous souhaiter la bienvenue dans notre capitale, ou nom des Parisiennes et des Parisiens qui veulent exprimer par ma voix leur fierté de vous compter parmi nous.

Un honneur parce que vous représentez un vaste pays de longue tradition et aux multiples richesses, qui est devenu en quelques années la dixième puissance industrielle du monde.

Mais surtout une joie parce qu'en votre personne nous recevons une nation à laquelle des liens étroits et continus nous attachent.

Nos deux peuples sont profondément lotins, par Torigine, la langue et la culture. Si la France a reçu le titre de "filie ainée de l'Eglise", le Brésil est la plus grande nation catholique du monde. L'indépendance de votre pays, puis son regime républicain ont trouvé dans la Révolution et la philosophie politique françaises d'heureux exemples d'inspiration.

La devise de votre drapeau "Ordre et Progrès" est sans doute le plus bel hommage rendu au grand philosophe français

Auguste Comte dont la pensée joua un rôle décisif dans l'évolution des institutions politiques brésiliennes.

Depuis cinq siècles, l'histoire de la France et du Brésil est une suite ininterrompue de rapports confiants que la distance n'a jamais réussi à estomper ni les événements politiques à altérer.

Ronsard, Montaigne, Racine et Montesquieu avaient déjà mis en relief l'intérêt de votre pays et sa grande beauté naturelle dans son extraordinaire variété ainsi que l'extrême gentillesse et délicatesse de ses habitants. Mais c'est au siècle dernier que nos deux peuples entrèrent vraiment dans une réelle communion d'esprit qui ne s'est jamais démentie depuis lors.

Je voudrais surtout vous exprimer, Monsieur le Président, la profonde gratitude des Français qui n'oublient pas que durant les deux guerres mondiales l'armée brésilienne vint combattre magnifiquement à nos côtés et que de nombreux Brésiliens payèrent de leur vie notre liberté retrouvée.

Quand les liens du sang s'ajoutent ainsi à ceux du cœur et de l'esprit, l'amitié et la reconnaissance ne peuvent s'effacer dans la conscience des peuples.

C'est vous dire, Monsieur le Président, la

sympathie profonde avec laquelle Paris vous accueille.

Cette sympathie va aussi à l'expérience que vous menez actuellement en faveur du développement de la démocratie et du progrès économique dans votre pays.

Vous vous êtes donné pour but de promouvoir la démocratie "à la brésilienne" et vous avez attaché votre nom à la loi d'amnistie votée en août 1979. Vos amis se sont réjouis de cette mesure conforme au sentiment de paix ancré dans le cosur des Brésiliens.

Sur le plan économique, vous voulez favoriser un développement ayant "l'homme pour objet, dans toute son essence spirituelle, morale, éthique, sociale, culturelle et matérielle" comme l'indique la première des directives que vous avez fixées à votre gouvernement.

Les Français sont conscients de l'enjeu décisif de votre action pour l'avenir de l'Amérique Latine et du monde libre. Pour de nombreux pays, la réussite "du modèle brésilien" évitera la tentation totalitaire et affirmera les chances d'une société respectueuse des libertés humaines fondamentales.

Malgré la conjoncture actuelle défavorable, nous sommes convaincus que vous réussirez. Votre choix de vous doter comme la France, d'une industrie nucléaire garante de votre indépendance énergétique, est révélatrice de votre détermination. La croissance continue du Brésil depuis vingt ans et qui atteint encore 8% en 1980 dit assez l'exceptionnel dynamisme d'un pays qui a su tirer parti de ses richesses naturelles comme de la diversité de sa population, des cultures et de ses traditions et préserver une démographie vigoureuse, signe de la vitalité et de la jeunesse d'un peuple.

La Ville de Paris, quant à elle, entend apporter sa contribution à l'approfondissement

des liens d'amitié unissant la France et le Brésil. Les Parisiens, qui doivent à l'amabilité de M. le Maire de Rio la venue de la troupe Beija Flor, dont ils ont beaucoup apprécié le spectacle, seront bientôt heureux de voir la Maison d'Auguste Conte restaurée grâce à une participation de la Ville de Paris. La Maison pourra ainsi jouer un rôle plus actif encore dans l'affirmation de l'amitié franco-brésilienne, à laquelle la Maison de l'Amérique Latine apporte déjà une contribution exemplaire.

La création récente du groupe d'amitié France-Amérique Latine ou Conseil de Paris nous donnera sûrement la possibilité de multiplier les actions communes entre Paris et les grandes métropoles brésiliennes.

Monsieur le Président, l'un des événements marquants, au Brésil comme en France, de l'année qui vient de s'écouler, fut la visite du Pape Jean-Paul II. Ses interrogations, ses affirmations, ses exhortations sont présentes à nos mémoires. Ses demandes aussi. N'est-ce pas à nous, nations des droits de l'homme qu'il s'adressait lorsqu'il appelait de ses vœux, pour "faire face aux défis urgents et aux exigences éthiques du présent, des innovations hardies et créatrices"?

A l'heure où les conférences internationales dressent le constat de leur impuissance, à l'heure où partout fleurissent des égoïsmes que l'on qualifie de sacrés pour les légitimer, à l'heure où tant d'hommes sont privés de pain et de liberté, comment le Brésil et la France resteraient insensibles à pareille demande? Leur histoire et leurs traditions, leur place dans le monde et les responsabilités qu'ils exercent le leur interdisent.

Je souhaite, Monsieur le Président, que votre venue soit l'occasion pour nos deux pays, qui manifestent ainsi une vocation commune, d'apporter au monde, par une

coopération exemplaire dans tous les domaines un peu de cet "ordre" et de ce "progrès" dont il a tant besoin.

Georges Pompidou le disait déjà en 1970 : "le renforcement des relations entre la France et le Brésil, déjà très étroites dans les domaines culturel, commercial et technique, nous est imposé par notre héritage commun et doit se manifester dans tous les domaines intéressant nos deux pays. Telle était d'ailleurs la pensée du General de Gaulle dont nul n'a oublié l'accueil qu'il a reçu de votre pays en 1964.

Paris, ai-je besoin de vous le dire, restera toujours une seconde patrie pour tous les brésiliens. Quant à moi, vous me pardonneriez de faire miennes ces paroles de Bernanos à qui l'on demandait les raisons de son affection pour le Brésil et qui répondait: "Parce que j'étais né pour l'aimer".

PRESIDENTE JOÃO FIGUEIREDO

Senhor Prefeito,

Ao voltar a Paris, sinto-me tomado da mesma alegria que experimentei quando aqui estive pela primeira vez.

A essa alegria, no entanto, soma-se agora a satisfação de calorosa acolhida a mim proporcionada, como representante do povo brasileiro.

Venho de Brasília, cidade planejada para simbolizar o futuro que os brasileiros hoje constroem.

À primeira vista, pareceria existir profundo contraste entre as duas cidades — a capital dos brasileiros que inicia sua afirmação como centro das decisões nacionais, e a capital francesa, cujas raízes, adentram, profundamente, o próprio âmago da História.

No entanto, as duas capitais compartilham da mesma vocação de se lançarem ao futuro. Se Paris já se renova através de uma arquitetura pioneira e se orgulha de formar entre os principais monumentos históricos da humanidade, seu dinamismo e sua vitalidade estão sempre presentes no seu papel político e econômico e no jovem vigor de seu ambiente cultural, artístico e científico.

A cidade de Paris, com seus fundamentos no próprio mundo latino, surgiu de uma ilha, que se apresentava como ponto privilegiado de defesa. Durante o longo percurso descrito através dos tempos, Paris adquiriu características privilegiadas de cidadela de defesa da própria cultura ocidental.

Ao se falar da tradição de Paris, por muitos assimilada à da própria Nação francesa, não se deve esquecer que essa tradição possui também o sentido dinâmico da entrega de um legado às novas gerações. Significa, pois, respeito ao passado, adaptação ao presente e preparação para o futuro.

Paris mantém, assim, as qualidades culturais de sua gente e de seus monumentos, enquanto transmite sempre, às novas gerações, a herança intelectual que fecunda o futuro da França.

O próprio ambiente de Paris, cidade tão bem administrada por Vossa Excelência, leva à reflexão e às artes, o que a transforma em terreno fértil para a criação de novas ideias.

Senhor Prefeito,

Em todas as etapas do desenvolvimento do Brasil como Estado independente, é nítida a influência da França e da própria cidade de Paris. A memória nacional registra, com carinho, a inspiração que os precursores da independência brasileira foram buscar nas ideias dos filósofos franceses do Século XVIII. Mais tarde, também os fundadores da nossa República tiveram seus olhos volta-

dos para doutrinas francesas. No nosso século, a renovação intelectual do modernismo, por sua vez, vislumbrou na inteligência francesa elementos de mudança que nos eram necessários e que se traduziram numa produção cultural condizente com uma sociedade que se tornava urbana e se industrializada.

igualmente, no campo das ciências sociais e das humanidades ficou a inteligência nacional reconhecida à inestimável contribuição francesa.

O povo brasileiro tem consciência nítida de que deve sempre proteger, com denodo, seus valores e suas características. O Brasil possui identidade cultural própria, síntese de várias etnias. Resultou nossa personalidade, como nação, de um desenvolvimento natural que desaguou na convivência fraterna que nos caracteriza. A defesa de nossos valores culturais confunde-se com a preservação de nossa própria personalidade e independência. Somos, porém, receptivos às ideias que possam enriquecer nosso patrimônio cultural, sem nunca substituí-lo.

Essa atitude se torna ainda mais importante

em nossos dias. A difusão dos meios de comunicação e seu alcance crescente representam, a um tempo, conquista e risco para as nações. Se a veiculação de novos conhecimentos e de novas técnicas nos beneficia a todos, devemos ter presente que também nos arriscamos a ver descaracterizadas parcelas importantes do patrimônio cultural de cada povo.

A Nação Brasileira, assim como a Nação Francesa, tem sabido manter íntegra a sua cultura, consciente de ser essa integridade indispensável ao seu futuro. A ambas repugna a uniformidade inespecífica, e nisso teremos sempre um aspecto em comum.

Senhor Prefeito,

Paris, síntese do povo francês, possui um elo fundamental que a liga ao povo brasileiro: o gosto pela vida, com sua variedade e suas peripécias, manifestação do humanismo sempre presente em ambos os povos.

Faço votos de que nossa sólida amizade, amparada pela continuidade no passado, seja eterna como Paris.

comunicado conjunto registra os entendimentos franco-brasileiros

Comunicado Conjunto Brasil-França, divulgado em Paris, em 30 de janeiro de 1981, ao final da visita do Presidente João Figueiredo à República Francesa.

O Presidente da República Federativa do Brasil e a Senhora João Baptista de Oliveira Figueiredo, em aceitação ao convite do Presidente da República Francesa, realizaram visita de Estado à França, de 28 a 30 de janeiro de 1981.

Participaram das conversações ocorridas durante a visita:

- Ramiro Saraiva Guerreiro, Ministro das Relações Exteriores;
- Emame Galvêas, Ministro da Fazenda;
- Rubem Carlos Ludwig, Ministro da Educação e Cultura;
- César Cais de Oliveira Filho, Ministro das Minas e Energia;

- António Delfim Netto, Ministro do Planejamento;
- General-de-Brigada Danilo Venturini, Ministro-Chefe do Gabinete Militar da Presidência da República;
- General-de-Divisão Octávio Aguiar de Medeiros, Chefe do Serviço Nacional de Informações;
- Luiz Gonzaga do Nascimento e Silva, Embaixador do Brasil na França.

Do lado francês, os Senhores:

- Raymond Barre, Primeiro-Ministro;
- Jean François-Poncet, Ministro dos Assuntos Estrangeiros;
- René Monory, Ministro da Economia;
- Christian Beullac, Ministro da Educação;
- André Giraud, Ministro da Indústria;
- Michel Cointat, Ministro do Comércio Exterior;
- Pierre Ribes, Secretário de Estado dos Correios, das Telecomunicações e da Teledifusão;
- Olivier Stirn, Secretário de Estado junto ao Ministro dos Assuntos Estrangeiros;
- Jacques Wahl, Secretário-Geral da Presidência da República;
- Jean Béliard, Embaixador da França no Brasil.

Os dois Chefes de Estado examinaram em profundidade a evolução da situação internacional, em particular no que diz respeito à América Latina e à Europa. Passaram também em revista as relações bilaterais, assim

como as perspectivas de desenvolvimento que se lhes oferecem. Desenvolveram-se as conversações em clima de calor e amizade, consentâneo em todos os pontos com os laços que a história e a cultura criaram entre os dois países.

Os dois Presidentes notaram com satisfação que os objetivos inscritos na Declaração Conjunta de 5 de outubro de 1978, assinada por ocasião da visita do Presidente da República Francesa ao Brasil, foram amplamente atingidos. Os encontros entre Ministros e altos funcionários dos dois países foram, em particular, freqüentes e frutuosos, tanto no campo político quanto no econômico. Os Presidentes expressaram o desejo de que a cooperação franco-brasileira continue a se enriquecer e diversificar nos anos vindouros.

O exame da situação internacional constituiu, para os dois Presidentes, ocasião de exprimir mais uma vez a adesão de seus Governos aos princípios e aos objetivos da Carta das Nações Unidas. Sublinharam o papel que a Organização deve desempenhar na manutenção da paz e da segurança no mundo, e no desenvolvimento de uma efetiva cooperação internacional.

Os dois Presidentes acentuaram seu apego comum aos princípios do respeito à independência, soberania, integridade territorial e não-intervenção nos assuntos internos de outros países, os quais devem servir de fundamento para as relações entre Estados, do mesmo modo que a vontade de solucionar as controvérsias por meios pacíficos e de desenvolver o diálogo e a cooperação. Expressaram sua condenação ao apartheid e a todas as formas de racismo.

Manifestaram-se apreensivos diante das graves tensões surgidas em diversas regiões do mundo.

Ressaltaram ser responsabilidade de todos os Estados contribuir para o fortalecimento

do diálogo entre as nações, e para a criação de um clima de confiança nas relações internacionais. Reconheceram que o sucesso dessa empresa exige tomar na devida conta os interesses e aspirações legítimas dos povos de todos os continentes.

Os dois Presidentes evocaram a situação do Afeganistão. Consideram que a intervenção estrangeira nesse país é inaceitável, e incompatível com a tradição de independência do povo afegão. Recordaram a necessidade de solução política que compreenda a retirada das tropas estrangeiras, e o restabelecimento de condições que assegurem o respeito à soberania e à independência do Afeganistão, e que permitam ao povo afegão determinar livremente seu destino, ao abrigo de qualquer ingerência externa.

Os dois Presidentes reafirmaram seus pontos de vista no que tange ao conflito do Oriente Próximo, acentuando a necessidade de uma paz fundada sobre solução global, justa e duradoura.

Ao evocar o prolongamento do conflito entre o Irã e o Iraque — situado em região particularmente sensível — os dois Presidentes ressaltaram a urgência de chegar-se a uma solução política, ao abrigo de toda ingerência exterior. Fizeram votos para que os Governos desses dois países recorram a meios pacíficos para solucionar o conflito que os opõe. Reafirmaram a importância de que se reveste para toda a comunidade internacional o respeito à liberdade de navegação, em consonância com as regras do Direito Internacional.

Os dois Presidentes manifestaram-se preocupados com as tensões que afetam o continente africano. No que concerne à Namíbia, observaram seu desejo comum de vê-la chegar à independência, internacionalmente reconhecida, ao termo do processo previsto no plano das Nações Unidas, e em

conformidade com a Resolução 435 do Conselho de Segurança.

Consideram que o desenvolvimento económico e social, que constitui o objetivo prioritário dos Estados africanos, somente poderá ser atingido através da paz e da segurança e que essas devem ser garantidas pelo respeito aos princípios fundamentais estabelecidos pela Organização da Unidade Africana.

Os dois Presidentes reiteraram sua adesão aos valores da comunidade ocidental, fundados na igualdade soberana dos Estados e no respeito às diversidades nacionais. Nesse contexto, sublinharam que a Europa Ocidental e a América Latina têm um importante papel a desempenhar. Expressaram igualmente o desejo de ver reforçadas as relações entre a França e a América Latina, bem como as do Brasil com a Europa. Lamentaram a persistência de focos de violência, notadamente na América Central.

Expressaram a identidade de seus pontos de vista sobre a importância da construção da comunidade europeia e dos processos de integração em curso na América Latina.

Os dois Presidentes evocaram as relações do Brasil com a Comunidade Económica Europeia, manifestando a esperança de vê-las desenvolver-se sem dificuldades, de maneira contínua e harmoniosa. Congratularam-se pela assinatura, em 17 de setembro de 1980, de um novo Acordo que estabelece, em mútuo benefício das Partes, um quadro para o desenvolvimento de uma cooperação comercial e económica mais diversificada.

Os Presidentes verificaram que a situação da economia mundial agravou-se no ano findo.

Reiteraram a necessidade da **reativação do diálogo Norte-Sul, com vistas à instauração** de uma ordem económica inenunciável.

nal mais justa e mais eqüitativa, que leve à redução das desigualdades entre países desenvolvidos e países em via de desenvolvimento.

Estimaram que os principais problemas que afetam a comunidade internacional, no contexto atual, são os da inflação interna e externa; das crescentes ameaças protecionistas; da elevação contínua — e não previsível — dos preços da energia; da instabilidade dos mercados de produtos de base; e da inadequação dos instrumentos de apoio financeiro ao desenvolvimento. Salientaram a necessidade de encontrar soluções para essas dificuldades, não somente através do prosseguimento do diálogo Norte-Sul, tanto no quadro das Nações Unidas como em outros organismos, mas também pela busca de um diálogo permanente entre produtores e consumidores, e pela conclusão de acordos internacionais sobre produtos.

Nesse contexto, lamentaram que não tenham podido ser iniciadas, na data fixada, as negociações globais, previstas pela Resolução 34/138, de 14 de dezembro de 1979, e manifestaram a esperança de que os esforços, empreendidos pelo atual Presidente da Assembleia Geral para lograr a definição de uma agenda de trabalho aceitável para todos, sejam, em pouco tempo, coroados de êxito. Finalmente, tomaram nota da recente adoção, pela XXXV Assembleia Geral, da II Estratégia Internacional para o Desenvolvimento.

No campo das relações bilaterais, os dois Presidentes verificaram, com satisfação, o incremento do comércio nos últimos anos e reafirmaram a vontade de aprofundar a cooperação económica entre os dois países.

Manifestaram-se prontos a favorecer o aumento dos investimentos franceses no Brasil, destacando as possibilidades oferecidas notadamente nos setores agroindustrial e químico, bem como na área da produção de bens de capital.

Realçaram, ademais, a importância dos encontros entre empresários dos dois países, que permitem o alargamento das relações económicas bilaterais.

Os dois Presidentes tomaram nota, com satisfação, da conclusão de um conjunto de acordos financeiros relativos à abertura, pelo Governo francês, de créditos mistos compreendendo importantes setores da cooperação nos domínios: da energia (carvão, hidreletricidade, petróleo), dos transportes e do material eletrônico.

Ao verificarem que a dependência energética afeta grandemente as economias do Brasil e da França, ressaltaram a necessidade de conceder prioridade às ações destinadas a reduzir essa dependência.

A esse respeito, congratularam-se pelas perspectivas favoráveis da cooperação relativas às diversas formas tradicionais de produção de energia e pelos resultados a que se chegou com relação a um conjunto de projetos quanto a:

- carvão, sua gaseificação e transporte do gás;
- produção de eletricidade térmica;
- desenvolvimento da hidreletricidade;
- pesquisa petrolífera;
- cooperação em matéria de fabricação e do fornecimento de equipamentos petrolíferos e carboníferos.

O Presidente do Brasil relatou os esforços pioneiros envidados por seu país para o desenvolvimento de fontes renováveis de energia, com base no aproveitamento da biomassa. O Presidente da República Francesa apreciou as informações recebidas e manifestou interesse em ampliar a cooperação nesse domínio, especialmente no que se refere à utilização dos carburantes de substituição. Decidiu-se que os dois Governos procurariam encorajar essa colaboração e definiriam um acordo de cooperação específica nos referidos setores. Procedeu-

se a uma troca de cartas entre o Ministro brasileiro das Minas e Energia e o Ministro francês da Indústria, relativa à cooperação em matéria de energias renováveis.

Os dois Chefes de Estado constataram que a utilização pacífica da energia nuclear é um fator importante para o desenvolvimento económico. Reafirmaram o propósito de desdobrar seus esforços para facilitar a difusão dos usos pacíficos dessa forma de energia, sempre evitando a proliferação das armas nucleares. Dentro desse espírito, acolheram com satisfação a recente assinatura entre os dois países de um Acordo que deverá permitir, notadamente, a construção, no Brasil, de uma usina de fluoretação de urânio. Declararam-se dispostos a examinar as possibilidades de desenvolvimento da cooperação brasileiro-francesa no setor nuclear.

Os dois Chefes de Estado notaram que outros setores de cooperação apresentavam, igualmente, perspectivas favoráveis.

No campo aeronáutico, notaram com satisfação a decisão de empreender um importante projeto de cobertura aérea, que permitirá a continuação da frutuosa cooperação já realizada nesse setor.

Os dois Chefes de Estado se congratularam pelo desenvolvimento do intercâmbio comercial em matéria de aeronaves. Deram particular importância ao programa atinente aos helicópteros, que permite a transferência e a adaptação de uma tecnologia avançada objetivando o desenvolvimento e a produção de helicópteros no Brasil.

Sublinharam a importância que atribuem ao desenvolvimento da cooperação entre os dois países no campo da informática e das telecomunicações, e convieram em prosseguir conversações que levem à conclusão de acordos nesses dois campos. Seu desejo de cooperação se concretizou através da instalação, em São Paulo de um sis-

tema experimental de video-texto que utiliza a técnica francesa "Teletel".

Outros projetos se referem a:

- transportes ferroviários e urbanos;
- transportes marítimos;
- projeto Carajás
- complexo industrial e portuário de Suape;
- desenvolvimento económico de várzeas irrigáveis e de cerrados.

Os dois Presidentes se congratularam pela assinatura, hoje, do Tratado de Delimitação Marítima entre a República Federativa do Brasil e a República Francesa no largo do Departamento da Guiana, e notaram durante esta visita, a assinatura de acordos sobre:

- a cooperação judiciária em matéria civil, comercial, trabalhista e administrativa;
- a propriedade industrial;
- a cooperação tecnológica e industrial no campo do carvão mineral;
- a cooperação em matéria consular;
- a pesquisa em meio ambiente tropical (CNPq-ORSTOM);
- tecnologia biomédica;
- a metrologia, normalização e controle de qualidade.

Os dois Presidentes registram com satisfação o progresso no intercâmbio cultural e artístico entre os dois Países, e demonstraram seu interesse por sua intensificação e sua ampliação através de uma cooperação mais ampla, tanto nos setores cultural e educativo, quanto no cinema e na televisão, onde já existe um importante acordo.

Recomendaram seja dada especial atenção, no contexto da reunião da Comissão Mista de Relações Culturais, Científicas e Técnicas, que terá lugar em Brasília, de 18 a 20 de março próximo, à consecução dos projetos prioritários atualmente em estudo nos setores mencionados, especialmente

no que concerne as modalidades de assistência técnica francesa ao Governo do Estado de Minas Gerais, para a implantação e funcionamento do canal de televisão educativa de Belo Horizonte.

Os Presidentes se congratularam pelo aumento da cooperação universitária nos campos científico e técnico, resultado positivo do Acordo Básico sobre cooperação inter-universitária, assinado por ocasião do encontro presidencial anterior, em outubro de 1978.

Demonstraram seu interesse pelo desenvolvimento e intensificação da cooperação bilateral nos campos técnico, científico e tecnológico.

Constatarem com satisfação a eficácia dos novos processos de cooperação técnica entre os dois países, que prevêem notadamente, além da reformulação do estatuto dos peritos, o reagrupamento de ações em torno de temas definidos em comum e sua avaliação anual, sobretudo nos campos prioritários da agroalimentação e da formação de pessoal qualificado para a indústria

e a pesquisa. No que se refere à formação de pessoal, os dois Presidentes se felicitaram pelos ajustes previstos, particularmente nos setores de transportes, da aeronáutica e da metalurgia.

Notaram com particular interesse a ampliação dos programas de cooperação entre os dois países nos setores da biomassa, da fisiologia vegetal, dos gasogênios, da biotecnologia e da heveicultura.

Notaram, finalmente, a importância de que se reveste a reunião do Comité Franco-Brasileiro de Cooperação Tecnológica Industrial, durante o primeiro semestre deste ano, a fim de empreender a execução do Acordo de Cooperação Tecnológica Industrial, assinado em 1978.

Ao fim de sua visita oficial, o Presidente do Brasil exprimiu ao Presidente da República Francesa sua profunda gratidão pela hospitalidade calorosa que lhe foi dispensada e o convidou a efetuar uma visita oficial ao Brasil. O Presidente da República Francesa agradeceu este convite ao Presidente da República Federativa do Brasil.*

* Na seção **Tratados, Acordos, Convênios**, página 136, o texto dos Acordos entre o Brasil e a França, assinados por ocasião da visita do Presidente João Figueiredo a Paris.

no brasil, o primeiro-ministro do Canadá, pierre trudeau

Discursos do Presidente João Figueiredo e do Primeiro-Ministro do Canadá, Pierre Elliot Trudeau, no Palácio do Itamaraty em Brasília, em 14 de janeiro de 1981, por ocasião de almoço oferecido ao Chefe-de-Governo canadense-

PRESIDENTE JOÃO FIGUEIREDO

Excelentíssimo Senhor

Primeiro-Ministro Pierre Trudeau,

A visita que Vossa Excelência ora faz ao Brasil exprime, de maneira particularmente significativa, o elevado grau de entendimento alcançado entre nossos países e a simpatia recíproca que aproxima os nossos povos.

Os afetuosos votos de boas-vindas que formulo a Vossa Excelência e à sua ilustre comitiva também traduzem o apreço de todos os brasileiros pelos canadenses.

O Brasil e o Canadá têm importantes características comuns: países continentais, privilegiados com a possibilidade de, dentro de seu próprio espaço territorial, desenvolverem suas economias; nações jovens, com importante potencial de desenvolvimento nacional e com plena consciência de seu papel no concerto internacional. Sem repetir modelos e sem qualquer pretensão de impô-los a outras sociedades, Brasil e Canadá buscam implementar seus projetos de desenvolvimento e de participação internacional.

Nosso relacionamento bilateral já apresenta números importantes, mas, em vista de nossas potencialidades, temos ainda bom caminho a percorrer. As oportunidades são excelentes, em benefício recíproco. Confio em que saberemos colocar esse relacionamento, nos seus variados campos, em patamares mais compatíveis com aquelas potencialidades.

Senhor Primeiro-Ministro,

Para nós, assume particular relevância a intenção de seu governo de estreitar os variados vínculos do Canadá com a América Latina e, portanto, com o Brasil. É uma atitude extremamente positiva, que, de nossa parte, é correspondida de forma favorável, na certeza de que a ampliação e aprofundamento dessa convivência muito contribuirão para o desenvolvimento de nossos países.

A determinação canadense de promover maior e mais intensa aproximação com a América Latina, e também com outras regiões do Terceiro Mundo, tem sentido muito especial na atual conjuntura internacional.

É, na verdade, um gesto que extravasa do plano meramente económico e comercial.

O Canadá e o Brasil coincidem, em grande parte, no diagnóstico da conjuntura internacional que vivemos. Alheios à preocupação de dizer o que é certo ou errado, mas como fruto da conclusão de que o sistema internacional não está funcionando adequadamente, quer para o norte quer para o sul, nossos países têm reiteradamente realçado a necessidade urgente de se buscarem soluções consensuais para a atual situação económica internacional.

Vivemos uma conjuntura particularmente delicada e complexa, em que os problemas assumem proporções universais, com graves implicações para as economias mais vulneráveis dos países em desenvolvimento.

Nesse quadro, o diálogo e a boa convivência assumem importância crucial. Mais do que nunca, é preciso esforço conjunto para procurar resolver esses problemas. Para tanto, duas são as condições fundamentais: em primeiro lugar, ter a vontade política de dialogar e de buscar a superação da conjuntura adversa; em segundo lugar, pôr-se de acordo sobre as questões de natureza prioritária a serem objeto desse esforço negociador.

Estamos conscientes de que, dada a imprevisibilidade dos seus efeitos negativos, os atuais problemas económicos certamente se refletirão de forma dramática também no cenário político, caso não haja empenho determinado de carácter global no sentido de combatê-los e superá-los.

Senhor Primeiro-Ministro,

O ano de 1981 será fértil em oportunidades para o exercício ativo do diálogo. É minha firme esperança que, na medida de suas responsabilidades pela economia mundial, as nações desenvolvidas efetivamente se

engajem neste exercício e que seus líderes estejam dispostos a reagir adequadamente às exigências de nosso tempo.

A introspecção, o recolhimento em torno de problemas internos, só contribuirão para agravar ainda mais a difícil situação económica atual. Constitui tarefa urgente dar contornos práticos ao conceito de interdependência global, que via de regra só é invocado quando interesses de curto prazo e localizados estão em jogo. Se a interdependência tem algum significado prático, haverá de incorporar também as preocupações e aspirações dos países que, no sul, mais sofrem as consequências da crise económica mundial.

Nesse cenário, Vossa Excelência tem desempenhado papel de relevo. A constatação canadense de que o sistema internacional é inadequado e prejudicial aos interesses universais, da qual decorre a ação prática de buscar saídas para essa situação indesejável, representa expressiva contribuição à causa da paz e do desenvolvimento.

Nutro a esperança de que a iniciativa de Vossa Excelência de retomar o diálogo e dar impulso às negociações Norte-Sul produzam os frutos que tanto desejamos. O pessimismo e a inércia hão de ser vencidos pela vontade comum de promover melhores condições de vida para nossos semelhantes.

O Brasil colocará todo o empenho nessa empreitada. Sem assumirmos qualquer papel especial, mas apenas o nosso papel de país em desenvolvimento que objetiva concretizar os seus anseios nacionais, procuraremos atuar, nos foros adequados, com vistas ao estabelecimento de uma ordem internacional mais justa e equitativa.

Senhor Primeiro-Ministro,

O Brasil e o Canadá sempre demonstraram

disposição ao diálogo e à negociação, dentro de sua vocação universalista e no exercício de inabalável crença no princípio da boa convivência internacional. O excelente nível de nosso relacionamento e as oportunidades de cooperação que estamos criando são resultados marcantes de nossa atitude comum.

Convido todos os presentes a erguerem suas taças à saúde de Sua Majestade a Rainha Elizabeth II e do Primeiro-Ministro Pierre Trudeau, à prosperidade do povo do Canadá e à amizade e cooperação entre os nossos países.

PIERRE TRUDEAU

Senhor Presidente,

Senhoras e Senhores, Amigos:

Vossa Excelência escolheu, Senhor Presidente, enfatizar em seu brinde, a interdependência de todos os países do mundo. De fato, é este o tema principal de minha visita e a razão pela qual tanto o Governo de Vossa Excelência quanto o meu estão interessados em dar prosseguimento às conversações e aos intercâmbios a que demos início esta manhã e a que darei prosseguimento esta tarde com os Ministros de Vossa Excelência e espero, às conversações e intercâmbios que terão lugar no Canadá se Vossa Excelência vir a possibilidade de aceitar o caloroso convite que agora lhe faço para que visite o nosso país.

Vossa Excelência tem razão: há muitas semelhanças entre os nossos países. Ambos têm extensão quase continental, ambos são ricos em termos de seus recursos mas, também, ambos dependem com muita intensidade das importações de capital e de tecnologia para poder dar seguimento ao seu progresso econômico e social.

Embora esteja em Brasília há apenas algu-

mas horas, já adquiri uma impressão **que** me deixa cheio de admiração por seu país. O calor da hospitalidade de Vossa Excelência, a franqueza de nossos intercâmbios, a tentativa que ambos fizemos de aprofundar nossa compreensão quanto aos problemas mais difíceis em vez de desviar-nos deles, deram-me a grande confiança de que temos muito a aprender e a esperar um do outro.

Não posso deixar de expressar uma admiração muito especial por esta capital em que fui recebido. Como Vossa Excelência sabe, estive aqui há vinte anos atrás e, sem querer ferir ninguém, devo dizer que não havia muito aqui então, a não ser uma ideia. Mas o que é verdadeiramente marcante e edificante, para um canadense, pelo menos, é que a sua geração tenha concebido esta ideia e feito dela a esplêndida realidade que hoje vemos. Como se o Brasil não tivesse outros desafios a enfrentar, inventou um novo — construir uma grande e nova capital e construí-la a partir do nada. Eu, como um político de um outro grande país, não posso senão expressar a minha admiração pela vontade nacional, pela força da vontade política que foi levada a enfrentar empreendimento tão grande e tão honroso.

Espero que os canadenses possam aprender com os brasileiros no que toca a criar um desafio e a enfrentá-lo. E, de forma a expressá-lo de maneira simbólica e real, nossa capacidade de fazer algo em conjunto, como nação, quero dizer que, como canadenses, temos uma lição a aprender com os brasileiros sob esse aspecto e, neste sentido, mas neste sentido apenas, ficaria realizado com esta viagem. Tenho a certeza de que os representantes da imprensa canadense escrita, falada e televisada que estão viajando conosco participaram de meu espanto e admiração com esta criação e poderão também expressá-la e explicá-la ao povo canadense. Porque é esta vontade de agir em conjunto que faz a força de um país e que lhe permite, em seguida, voltar-se quer para os problemas bilaterais, como

fizemos esta manhã, ou ainda, como fizemos também, para os problemas internacionais e como, no fundo, temos os mesmos valores, podemos trocar idéias sobre a importância de partilhar entre países ricos e pobres, os meios sem os quais as populações não podem viver felizes.

E, porque cremos também em certas coisas em comum, podemos, quando se trate de analisar problemas internacionais, por-nos de acordo em nossas análises como fizemos esta manhã. Quer tivéssemos falado sobre o Caribe quer sobre o Oriente Médio, acontecimentos na Europa ou na Ásia, penso que ambos expressamos o mesmo tipo de valores no tocante à proteção ao direito que cada país tem de desenvolver-se de acordo com seus próprios princípios.

Senhor Presidente, sei que estas discus-

sões terão prosseguimento logo mais, hoje ainda, mas, mais importante, nas reuniões que terão lugar no futuro, quer bilateralmente, através de visitas de ministros e altos funcionários de ambos os países, quer em outros foros, como os de que falamos esta manhã — o das negociações globais das Nações Unidas ou, talvez, o das negociações Norte/Sul de âmbito mais restrito.

Assim, gostaria de findar agradecendo pessoalmente a Vossa Excelência, Senhor Presidente, por sua calorosa hospitalidade e por ter sido tão franco e direto ao trocar pontos de vista comigo e gostaria de oferecer a todos os presentes a oportunidade de brindar à saúde de Vossa Excelência, à saúde do povo do Brasil e à cooperação cada vez maior e mais importante dos povos de nossos dois países.

visita de figueiredo a portugal reforça os laços luso-brasileiros

Discurso do Presidente João Figueiredo,
em Lisboa, em 17 de fevereiro de 1981, por ocasião de
sua chegada à Capital portuguesa.

Sob a emoção da chegada a esta terra,
saúdo a valorosa gente portuguesa.

Com minhas palavras e com minha presen-
ça, expresso a mensagem de profunda
amizade que todos os brasileiros enviam
a este povo amigo e irmão.

Para nós, do Brasil, este é um dia de festa,
porque hoje nos encontramos em Portugal.

Brasileiros e portugueses se irmanam em
séculos de convivência e em seu comum e
cotidiano devotamento à causa do progres-
so, da liberdade e da paz.

A gente deste país, por sua coragem e seu
trabalho, soube construir laços que se es-
tendem além oceano e que firmemente
unem nossas duas nações.

Esses laços da história e da convivência fra-
terna propiciam também uma rica oportuni-
dade e um desafio: o de prosseguir com
determinação e renovada criatividade, no

fortalecimento de nossas relações e na luta
pela realização dos anseios de nossos
povos.

Portugueses e brasileiros não precisamos
nos dar explicações pelos sentimentos que
distinguem nossos vínculos. Não o faze-
mos justamente porque eles brotam e se
desenvolvem de forma natural.

E numa situação de crise internacional, em
que se multiplicam obstáculos, boa convi-
vência entre os povos, mais valiosa e exem-
plar se tornam a nossa afeição, cordialidade
e respeito recíproco.

Nestes próximos dias, buscarei novas áreas
de interesse comum e de entendimento.
Além disso, procurarei conviver com o nobre
povo português, ouvir suas vozes, escutar
seus corações. É este o espírito que me traz
a Portugal.

Viva o Brasil. Viva Portugal.

ramalho eanes a figueiredo: olhamos o brasil como potência emergente

Discursos dos Presidentes de Portugal, António dos Santos Ramalho Eanes, e do Brasil, João Figueiredo, no Palácio da Ajuda, em Lisboa, no dia 2 de fevereiro de 1981, por ocasião do banquete oferecido ao Chefe da Nação Brasileira.

RAMALHO EANES

Senhor Presidente,

Receber aqui, hoje, Vossa Excelência e a Senhora de Figueiredo não é um ato meramente protocolar.

É certamente a exigência de fraterna hospitalidade que caracteriza os nossos povos.

Mas é, para além de tudo o mais, o encontro simbólico de duas nações.

Os portugueses têm a clara noção do especial relacionamento que os liga ao povo brasileiro e que transcende os limites de uma velha amizade. Por isso, atribuímos a maior importância a tudo o que, reforçando os laços afetivos que nos unem ao Brasil, contribua para acentuar e projetar para o futuro as nossas relações de convivência e de cooperação.

A história das nossas relações construiu-se à medida que passou a existir o próprio Brasil, à medida em que se foram desbravando as suas Terras, e que nelas se instalaram novas gentes.

Fundamentadas no humanismo universalista de que falava Vaz de Caminha, as nossas relações mantiveram-se e consolidaram-se, apesar de dificuldades compreensíveis, e para lá da afirmação de independência da nova nação americana.

Mantiveram-se e consolidaram-se sobretudo

do porque existe um quadro de cultura e uma língua comum que definem relações essenciais entre dois povos, que nenhuma vicissitude pôde destruir ou enfraquecer.

Ao longo dos séculos, temos sabido valorizar o nosso património comum, esquecer o circunstancial e o acessório, e preservar a essencialidade das nossas relações.

É neste quadro de amizade profunda que entendemos o significado da visita de Vossa Excelência a Portugal, nesta sua deslocação oficial ao continente europeu.

O fato de Vossa Excelência ter decidido fazer-se acompanhar de uma comitiva que inclui os mais altos representantes do Senado, da Câmara dos Deputados e parte de sua equipe governamental — a quem torno extensivos os meus desejos de boas vindas — demonstra a vontade de traduzir a nossa solidariedade e compreensão no reforço de uma cooperação realista e mutuamente proveitosa.

Esse será o prolongamento natural do nosso passado comum, e a resposta necessária aos desafios e oportunidades que o presente nos coloca e nos oferece.

Olhamos o Brasil como potência emergente na cena internacional, certamente com um papel de relevo a desempenhar, não só no quadro do continente em que se insere,

como, também, na sua contribuição para os equilíbrios geo-políticos e para o estabelecimento de normas mais justas e mais eficazes nas relações económicas internacionais.

Sobram-lhe, de fato, condições económicas, culturais e humanas, para justificar a esperança de que a Nação brasileira poderá ter uma contribuição positiva na edificação de uma ordem internacional compatível com a liberdade dos povos, com a dignidade do Homem, e indispensável à estabilidade mundial.

Pela nossa parte, integrados na Europa, reassumimos, nas novas condições que a democracia nos oferece, o nosso lugar na comunidade das nações, abertos à mudança e à transformação do quadro de relações internacionais, no sentido de um maior equilíbrio, de uma crescente solidariedade, de um mundo mais seguro e mais digno.

Empenhamo-nos na defesa do diálogo e da negociação entre as nações, cuja necessidade é reconhecida como imperativa, nomeadamente para garantir a estabilidade e a autonomia europeias.

Estas são exigências indiscutíveis para todos os países europeus que defendem permanentemente os valores da democracia e do pluralismo.

Mas são, também, condições de base para que se estabeleça um apoio efetivo ao desenvolvimento económico e social de outros povos e de outras regiões, em modalidades de cooperação onde não tenham lugar relações injustas, de exploração e de opressão.

Estas são orientações sólidas, porque ajustadas aos problemas contemporâneos e adequadas às esperanças de liberdade e de justiça, de desenvolvimento e de progresso, que todos os povos legitimamente alimentam.

E são razões importantes que apontam para a procura permanente dos pontos de convergência, de congregação de esforços e de superação das dificuldades que decorrem das nossas realidades distintas e da inserção em contextos económicos diferentes.

Como Estado democrático da Europa, empenhado no processo de integração europeia, atribuímos um valor crescente ao desenvolvimento das relações bilaterais e multilaterais que se estabelecem neste vetor essencial.

Os nossos contextos geo-políticos, a diferenciação das localizações geográficas e dos recursos materiais e humanos, bem como as particularidades dos nossos passados como nações independentes, impõem-nos vias próprias no campo da política externa, que se adequem às nossas especificidades nacionais.

Mas, por outro lado, a língua e o património cultural que nos unem são fatores permanentes de convergência, ou mesmo de identidade, em muitos aspectos que se relacionam com a concepção e a execução dessas políticas.

Para nós, será sempre primordial o valor das culturas, o relacionamento dos homens, a justiça na cooperação.

Por isso, num mundo em crise, onde o confronto militar é uma ameaça permanente, não se pode perder qualquer oportunidade para encontrar as vias pacíficas da resolução dos conflitos e da promoção do progresso.

Por isso, poderemos encontrar, portugueses e brasileiros, nascidos da mesma matriz cultural europeia, um sólido fator de afirmação na expressão plena do modo como encaramos as relações entre os homens, entre os povos e entre as nações.

Se soubermos estar à altura das exigências colocadas pela nossa história e pela nossa cultura, teremos de responder aos desafios do futuro sem nunca esquecer as exigências da defesa da dignidade do Homem e da independência dos povos.

Este é, estou certo, o terreno fértil onde poderão crescer todas as iniciativas de cooperação se tivermos a coragem e a inteligência de saber desenvolver.

Senhor Presidente,

É Vossa Excelência o primeiro Chefe-de-Estado Brasileiro a visitar Portugal desde a instauração do regime democrático.

Pode Vossa Excelência apreciar a vontade e a determinação de um povo que soube reencontrar a sua história, definindo o quadro de legitimidade das suas instituições democráticas.

É este o povo que, numa manifestação de indiscutível maturidade, conquistou a liberdade e recusou a imposição de modelos que lhe não são próprios, nem se coadunam com a sua cultura.

É este povo que sabe recusar o extremismo e procurar na conciliação e no diálogo entre todas as forças políticas e sociais representativas, a concertação necessária à execução das grandes tarefas nacionais.

É este povo que acompanha com afeto e interesse os caminhos que o Brasil percorre no sentido das transformações pacíficas e das reformas que são fonte de justiça social e de progresso, tanto no plano nacional como no plano internacional.

É em nome do Povo Português que, na pessoa de Vossa Excelência, desejo enviar ao Povo Brasileiro e aos Portugueses que do Brasil fizeram a sua segunda Pátria, um abraço bem fraterno e os nossos votos de maiores prosperidades.

Peço a todos que me acompanhem num brinde pelas felicidades pessoais de Sua Excelência o Presidente da República Federativa do Brasil e Senhora João Figueiredo, e pelo estreitamento da amizade entre Portugal e o Brasil.

JOÃO FIGUEIREDO

Senhor Presidente,

O honroso convite de Vossa Excelência, por mim aceito, dá ensejo a que eu retribua o seu gesto para com o Brasil, quando nos visitou há três anos. Entre os brasileiros, a presença de Vossa Excelência reforçou antigos laços de amizade. Idêntico propósito traz-me agora a Portugal.

Une nossos países, mais que o passado de harmonia e cooperação, mais do que a língua comum, mais que afinidades de cultura, o imperativo do sentimento de nossos povos. Por isso, a relação entre nós transcende às contingências e inclinações de regimes e Governos, porque se realiza no mais elevado dos planos — no coração e no espírito de homens livres.

Essa comunhão, Senhor Presidente, constitui elemento evidente e tangível de nossas respectivas nacionalidades. Governo algum poderia modificá-la. Cabe a nós, governantes, tão-somente interpretá-la, e facilitar-lhe a plenitude da expressão. Desta convicção resulta minha presença entre os portugueses, como partícipe e garante de comunhão tão cara a todos os brasileiros.

Os caminhos que se abrem a nossos povos tendem a ser paralelos; rumam num mesmo sentido e guardam analogia de fins. Querem o Brasil e Portugal assegurar o desenvolvimento pleno de suas potencialidades. Temos consciência de que o esforço de desenvolvimento é, em sua essência, nacional. Depende do trabalho e do empenho de cada qual. Não pode, porém o ingrediente

internacional ser dispensado. Não há mais lugar para a autarquia, se a meta é o desenvolvimento efetivo e amplo, criador de oportunidades de acesso aos bens económicos, sociais e culturais da modernidade. Daí ser fundamental a cooperação em bases igualitárias, que aproxime os povos em empreendimentos comuns e fraternos.

O Brasil, por sua vez, extravasa dos estreitos conceitos tradicionais. Pertencemos, simultaneamente, ao Ocidente e ao Terceiro Mundo. Não cabe optar entre um e outro, pois para nós eles se definem pelo próprio exame das circunstâncias de fato, e não são universos conflitantes. O Ocidente e o Terceiro Mundo devem buscar o caminho da mutualidade de interesses. Não será lícito, porventura, a um país ocidental defender seu direito ao desenvolvimento e à participação nas instâncias mundiais de decisão? O que obrigaria um país do Terceiro Mundo a renegar sua identidade cultural, ou a divorciar-se dos valores ocidentais, desvinculando-se de países com que mantém denso relacionamento? O Brasil certamente não se coloca em escaninhos arbitrários, mas reflete o que é.

A presente conjuntura internacional não mais se ajusta a padrões preestabelecidos, oriundos, em grande parte, de interesses de poder. Embora discrepantes da nova configuração internacional, esses padrões continuam a impregnar os mecanismos de decisão, em matéria tanto política quanto económica. Há mobilidade, quando a vida internacional reclama fluidez e dinamismo.

É preciso que tenhamos, todos, uma percepção nítida do quadro global, sem mitos nem artifícios. Não devemos permitir que fórmulas exógenas prejudiquem a visão de nossas realidades imediatas.

Tampouco devemos deixar-nos levar por concepções que pouco ou nada têm de construtivo; concepções que prejudicam o

entendimento entre os estados e o progresso da humanidade. Refiro-me a ideários políticos, que buscam enquadrar a realidade em esquemas cristalizados. Exigem dos protagonistas na cena internacional definições extremas e impõem-lhe rótulos simplistas, que violentam as personalidades nacionais. Tais atitudes só fazem alimentar diferenças, ao invés de explorar aquilo que une as nações.

Os Estados — como os homens — não se amoldam a categorias absolutas. Têm peculiaridades próprias, e diferenciações por demais sutis, a que repugnam enquadramentos rígidos.

O Brasil acredita no respeito às particularidades nacionais e às dinâmicas regionais. Refuta toda tentativa de transpor conflitos de uma esfera para outra. Tensões globais transferidas para o nível regional não se atenuam. Pelo contrário, propagam-se e tornam-se fonte permanente de crises.

À realidade da interdependência deve corresponder uma nova realidade política. A participação na gerência dos negócios e destinos internacionais necessita ser ampla, autêntica e fundada em participação aberta. Não pode ser domínio exclusivo de países desenvolvidos, pois a manter-se a presente situação não é difícil prever que todo o movimento negociador vá reproduzir a injustiça, ao invés de superá-la. Não é essa a aspiração dos povos.

Por tudo isso, o Brasil deseja ver estabelecida a nova ordem mundial, fundada no consenso e na participação democrática. Acreditamos que todos os Estados têm direito e, mais ainda, o dever de participar de modo equitativo.

Nenhum Estado pode invocara prerrogativa da omissão. Assim como cada indivíduo é responsável perante a humanidade, todos têm o mesmo dever essencial de contribuir ativamente, na medida de suas responsabi-

lidades, para a paz e para o progresso dos povos.

O Brasil fala com voz própria e sempre em nome próprio. Não queremos mandatos ou delegações. Não temos, pronta e acabada, nenhuma utopia, nem mesmo receita para as dificuldades contemporâneas do sistema internacional. Mas nossa atitude internacional, de cooperação e de boa convivência, está fundada em certos pressupostos e práticas que, acredito, podem valer com utilidade para a harmonização dos interesses das nações. Temos fidelidades à negociação serena e equilibrada, e lutamos para que nesta base se propague um clima de confiança, longe do qual a paz não pode prosperar.

Brasil e Portugal possuem hoje percepção clara de seus respectivos papéis no cenário mundial. Estou certo de que não nos falta a coragem necessária ao desempenho das tarefas que a história impõe. Mercê de seu bom cumprimento, ter-nos-emos alçado à altura de nossas responsabilidades.

Ambos os países têm, igualmente, concepção precisa de seu relacionamento recíproco, no qual sobressai amplo acervo de

entendimento e cooperação. Há vasto campo para que se alargue e aprofunde o intercâmbio bilateral. Dispomos de amplo quadro institucional alicerçar nossas realizações conjuntas. Resta-nos dar a esse instrumental a mais intensa e extensa aplicação, para que as formas concretas do relacionamento bilateral adquiram dimensões condizentes com os anseios dos dois povos e com as potencialidades de cada país.

Senhor Presidente,

Em terra portuguesa, comove-me a acolhida espontânea e generosa que recebi, cresce meu sentimento de admiração por esta civilização que, com tanta felicidade, conjuga valores multisseculares com o dinamismo dos empreendimentos e das técnicas modernas. Possa o nosso encontro servir de inspiração a brasileiros e a portugueses para a busca de formas inovadoras e fecundas de alcançar a cooperação bilateral.

Em nome de todos os brasileiros, ergo minha taça pela crescente prosperidade do povo português, pelo progresso das relações luso-brasileiras e pela felicidade pessoal de Vossa Excelência e da Senhora Ramalho Eanes.

presidente brasileiro visita a câmara municipal de lisboa e a assembleia legislativa portuguesa

Discursos do Presidente da Câmara Municipal de Lisboa, Nuno Krus Abecasis, e do Presidente João Figueiredo, em Lisboa, em 2 de fevereiro de 1981, por ocasião da visita que o Presidente brasileiro realizou àquela Casa; e discursos do Presidente da Assembleia Legislativa portuguesa, Leonardo Ribeiro de Almeida, e do Presidente João Figueiredo, em Lisboa, em 2 de fevereiro de 1981, por ocasião da visita do Primeiro-Mandatário brasileiro àquela Assembleia.

DISCURSO DO PRESIDENTE DA CÂMARA MUNICIPAL

Senhor General João Batista Figueiredo,

Ilustre Presidente da República Federativa do Brasil

A mui nobre e sempre leal cidade de Lisboa honra-se em receber Vossa Excelência, figura e símbolo vivo de todo um povo que fala e canta nesta língua portuguesa que, partindo do vasto Tejo, se espalhou por todo o mundo, numa epopeia que deu sentido à nossa história e imprimiu uma marca indelevel na caminhada da humanidade através dos tempos.

Recebêmo-lo, Senhor Presidente, no salão nobre destes Paços do Concelho, por onde já passaram tantos ilustres predecessores de Vossa Excelência, desde o Presidente Epitácio Pessoa, do Dr. Café Filho, de Juscelino Kubitschek de Oliveira, o inesquecível amigo de Portugal e construtor de Brasília, jóia e capital do Brasil que caminha para o futuro, até, em anos mais recentes, o Presidente Mediei. De todos guardamos, juntamente com a memória da sua presença, as assinaturas ilustres no livro de ouro desta cidade que, dentro em pouco, se enriquecerá com o nome de Vossa Excelência.

Nesta cidade de Lisboa, a 5 de outubro de 1910, ao mesmo tempo que na varanda central desta mesma sala se proclamou a República, Hermes da Fonseca, já eleito Presidente da República Federativa do Brasil, assistia, certamente com emoção, a Portugal iniciar uma nova etapa da sua vida multi-centenária.

Minha Senhora,

Acompanhando o seu marido nesta visita, que nos honra, Vossa Excelência tornou simbolicamente presentes, nestes Paços do Concelho, todas as famílias brasileiras que, através dos séculos, têm vindo a moldar esse portentoso país a que nos sentimos ligados pelo sangue, pelo sofrimento e pela glória, no caminho que seguramente o está conduzindo ao lugar cimeiro que lhe cabe entre as nações da terra.

Senhor Presidente,

No passado dia 10 de junho, também, como hoje, em reunião solene da Câmara Municipal de Lisboa, assinei, conjuntamente com o Sr. Presidente da Câmara do Rio de Janeiro, o acordo solene que tornou gémeas as duas cidades.

Afirmei nessa ocasião que, não descurando os laços culturais que nos têm unido através dos séculos, estava chegado o tempo em que teríamos que passar, para lá das palavras e dos sentimentos, à prática dos atos económicos e materiais que cimentam nos nossos dias, as relações entre países e consubstanciam a proclamação feita por Paulo VI que, em boa hora, afirmou que o "desenvolvimento é o novo nome da paz".

Desenvolvimento que é paz, particularmente no caso dos povos que, pelo mundo, se exprimem em português, porque estou certo de que seremos, entre colossos que se degladiam, aqueles que, não esquecendo a iminente dignidade e o primado do homem, saberão construir o futuro na base da justiça social.

A propósito relembro, com emoção, Senhor Presidente, a magistral lição que nesta mesma sala nos deu Gilberto Freyre, um brasileiro ilustre e venerado que inventou e estruturou o luso-tropicalismo, ao ligar os sentimentos que nos são comuns à irreprimível vocação que ambos temos para entender todos os povos.

É esta nossa comum dimensão que nos faz ansiar e cada vez mais construir o desenvolvimento, não com sede de domínio, mas para que os homens possam ser mais plenamente homens.

Por isto, Senhor Presidente, sentimos nesta Câmara uma enorme alegria, e em nós se despertou uma grande esperança, quando, no decurso deste ano, alguns empresários brasileiros se mostraram empenhados em construir em Lisboa empreendimentos de

grande vulto que, só por si, seriam suficientes para motivar um forte intercâmbio econômico entre os nossos países.

Enquanto nos cabe, estaremos abertos, e tudo faremos para que o Brasil e Portugal, que nasceram com as almas enlaçadas, dêem agora as mãos e multipliquem, com o seu empenho e com o seu esforço, o pão nosso de cada dia com que se libertam os povos e se constrói a paz, a felicidade, o progresso e o bem estar que temos o direito de usufruir.

Senhor Presidente,

Minha Senhora,

Bem hajam pela honra que nos concederam. Em vós saudamos o povo e a pátria brasileira que Vossas Excelências representam e aos dois desejamos toda a felicidade pessoal que merecem aqueles que bem servem o seu país.

RESPOSTA DO PRESIDENTE FIGUEIREDO

Excelentíssimo Senhor Presidente da
Câmara Municipal de Lisboa,
Senhores Vereadores,
Minhas Senhoras,
Meus Senhores,

Ao receber-nos nesta Casa, Vossas Excelências prestam significativa homenagem ao Brasil e aos brasileiros. Testemunham, no plano oficial, a acolhida espontânea e generosa que nos foi reservada nesta cidade. À população lisboeta e a seus insígnies representantes, nosso reconhecido agradecimento.

À cidade de Lisboa, nosso preito de admiração por seu presente, cheio de promessas, e por seu passado de glórias imorredouras. Já no Século XIII, afirmava-se ela por eventos decisivos na história de Portugal.

Em Lisboa, eclodiu o Movimento que entregou o poder ao Mestre de Avis e preservou a autonomia nacional. O arrojo lisboeta fez nascer, aqui, sob o Duque de Bragança, a pátria restaurada. Nesje século, Lisboa tornou-se berço da República e das transformações por que esta passou.

O espírito renovador desta cidade reflete-se na vida de toda a nação. Faz com que a verdade das palavras do cronista Fernão Lopes se estenda para além de seu tempo: "Lisboa era mais que a capital do Reino, era a razão de ser de sua independência".

Hoje, como outrora, Lisboa se projeta, conduzindo o país rumo ao progresso e ao bem estar. Além de grande porto, para esta metrópole convergem linhas aéreas de todo o mundo. Situada no eixo das rotas do turismo, muito tem a oferecer: beleza, arte e clima incomparáveis.

Jovem cidade milenar, Lisboa, mais que qualquer outra capital, é capaz de conciliar o novo e o velho, a ciência e mistério. Desde os ângulos retos formados pelas largas ruas do Rossio até a alegre indisciplina que identifica a Alfama, o que se percebe é a harmonia entre o que se faz, por engenho e arte, e o que o tempo e a natureza vêm fazendo espontaneamente.

Seus imponentes edifícios públicos, ricos de perspectivas, e seus bairros amplos e modernos em nada desrespeitam o passado e a geografia. Conservam, carinhosamente, um legado de beleza que fecunda o presente.

Senhor Presidente da Câmara,

Diante da cidade majestosa, a contemplar do alto de suas sete colinas o Tejo; diante da grandiosa obra resultante do amor dos portugueses à sua terra; diante da energia renovada pelo denodado esforço que lhe confere eterna juventude, sinto-me feliz por não

poder dizer como Tomás Ribeiro: "Eu nunca vi Lisboa, e tenho pena".

DISCURSO DO PRESIDENTE DA ASSEMBLEIA LEGISLATIVA

Excelentíssimo Senhor Presidente da República Federativa do Brasil

Excelentíssimo Senhores Presidente do Senado e da Câmara dos Deputados do Brasil

Excelentíssimo Senhor Primeiro-Ministro

Excelentíssimo Senhor Presidente do Supremo Tribunal de Justiça

Excelentíssimos Senhores Membros do Conselho da Revolução

Excelentíssimos Senhores Deputados

Minhas Senhoras

Meus Senhores

É com o mais intenso júbilo e com a mais grata emoção que esta Câmara reúne hoje para receber Vossa Excelência, Senhor Presidente da República do Brasil.

Há-de Vossa Excelência consentir, portanto, que as minhas primeiras palavras sirvam para lhe apresentar as nossas calorosas e fraternais saudações de boas-vindas e para testemunhar muito sinceramente a Vossa Excelência o significado entre todos singular que, para nós, Deputados da Assembleia da República, representa a presença, simultaneamente gentil e amiga, de Vossa Excelência nesta Casa.

Em nossos dias, é uma constante da prática política entre os Governos, o contato regular e freqüente, aos mais variados níveis, dos dirigentes das Nações.

Mas mal avisado anda e nada entendeu do significado profundo da presença de Vossa Excelência em Portugal, quem atribuir a tal fato uma significação meramente política de relação entre Governantes de dois países amigos.

Na verdade, a visita a Portugal do Presidente da República do Brasil transcende em muito o quadro dos simples contatos políticos, para se traduzir, para além deles, em mais uma afirmação muito clara e inequívoca dos sentimentos que unem e identificam os povos brasileiro e português.

Aqui, nesta Casa que religiosamente abriga os pergaminhos da Liberdade do Povo Português, saudamo-lo neste momento, Senhor Presidente, saudamo-lo nós, os representantes eleitos desse mesmo Povo.

É, portanto, como que Portugal inteiro que pela voz e pela presença dos seus Deputados, cumprimenta Vossa Excelência e em Vossa Excelência saúda entusiasticamente o Brasil nosso Irmão, Brasil ao qual queremos como a uma segunda Pátria, porque nunca nele português algum se sentiu estrangeiro.

Senhor Presidente:

Um dos traços permanentes que prontamente se surpreende na história do Povo Português é este impulso quase misterioso e sempre irresistível que o tem levado ao longo dos séculos a transbordar das fronteiras pátrias para construir, em longes muitas vezes ignorados, novas nações e novas comunidades. Assim nos espalhamos pelo Mundo, ou fabricando pátrias ou, criando múltiplos centros de presença e de vida portuguesas.

Esforço ingente tem sido esse; e poderíamos perguntar como Fernando Pessoa: "Valeu a pena?"

A resposta aí está, a encher-nos a todos de supremo orgulho e de fraterna alegria, na esplêndida realidade que é o Brasil atual: Brasil que ao tomar há cento e sessenta anos em suas mãos os seus próprios destinos, nelas também tomou o cuidado e o amor entranhados duma cultura que é o maior património dos dois Povos. E com que dignidade e carinho o tem sempre feito!

Impressiona e tranquiliza, sem dúvida, saber-se do surto de progresso económico que se vive no Brasil; alegre e é prometedor pensar-se nos imensos recursos materiais que hão de permitir ao Brasil afirmar-se como uma grande e poderosa potência no mundo; mas o que mais sensibiliza e o que verdadeiramente nos irmana é esta maneira comum de estar na vida, pensando e falando todos — portugueses e brasileiros — a mesma língua.

E com que amor e engenho a não cuidam e dela tratam e fazem florescer em canteiros de arte e beleza os vossos artistas e os vossos intelectuais, que acabam, afinal, sendo assim também nossos.

É por isso que unanimemente se pensa e se sente deste lado do mar Atlântico, que, de Assis a Jorge Amado, de Castro Alves a Bilac, de Rui Barbosa a Calmon, todos por suas obras acabam sendo tão genuinamente portugueses quando sinceramente amam e servem o seu Brasil, no culto impecável da nossa língua comum.

É este conjunto tão peculiar de valores culturais que faz dos nossos dois Povos um caso único de compreensão e de entendimento à escala universal. Porque chega a ser um repouso pensar-se que, quando por muitos lugares do mundo os homens se degladiam, odeiam e matam por razões de cor, de classe ou de religião, nós soubemos criar duas comunidades onde o racismo é palavra sem sentido e onde todos hão de caber, sem terem de sofrer as consequências de qualquer preconceito.

Estes são dois dos mais fortes elos que constituem a cadeia indestrutível de identificação e amizade que une as nossas duas Pátrias; e creio, Senhor Presidente, que as potencialidades que neles se contêm, devem transcender as nossas relações recíprocas, para se afirmarem e serem por nós usadas ao serviço da comunidade das nações.

Creio realmente que o Brasil e Portugal podem e devem desempenhar no concerto internacional um papel de especial relevo. A cordialidade das nossas relações, a nossa capacidade de diálogo, a nossa excepcional disponibilidade para entender os outros, tudo isto servido por uma cultura própria e fortemente enraizada, faz com que o Brasil e Portugal possam e devam ser interlocutores excepcionalmente atuantes e privilegiados na aproximação entre os Povos. E penso-o, particularmente em relação aos povos da Europa Latina e do Continente Sul Americano.

Pressuposto disso é, porém, o estreitamento das nossas próprias relações, que julgo urgente aprofundar e tornar cada vez mais intensas em todos os setores. Por essa razão, considero que a presença de Vossa Excelência em Portugal e hoje nesta Câmara, constitui o penhor seguro dos propósitos do Governo e do Povo Brasileiro em alargar, em todos os domínios, os contatos com Portugal.

Tarefas nobres e pesadas serão essas; mas é imprescindível que as realizemos, porque não o fazer seria afinal negarmos aquilo que essencialmente somos.

Senhor Presidente:

Quando dois irmãos se reencontram depois de uma longa separação, os primeiros momentos são sempre de conversa desordenada e irrequieta. Eis o que acabou sucedendo comigo nesta hora; a emoção que sin-

to pelo reencontro concreto com uma Pátria irmã na pessoa de Vossa Excelência e na sua presença nesta Casa, fez com que deixasse falar essencialmente o coração, também ele desordenado e irrequieto. Por isso lhe peço, Senhor Presidente, e peço a todas Vossas Excelências a vossa compreensão para o desconchavo das palavras, que não para a sinceridade dos propósitos.

Senhor Presidente:

Alguém disse um dia que o Brasil e Portugal eram, em seu conjunto afetivo, os Estados Unidos da Saudade.

A imagem é bela, de certo; mas há de reconhecer-se nela um certo odor a passado, que a tornam insuficiente para exprimir as realidades que estamos vivendo e que queremos continuar a viver.

A presença de Vossa Excelência na Assembleia da República de Portugal que tanto nos honra e que de novo agradeço; o alto significado da sua vinda ao nosso País; o nosso empenhamento sincero e recíproco me fazemos cada vez mais próximas as nossas vidas e as dos nossos Países, permitem que nesta hora, entre todas honrosa e feliz, os proclamemos, com melhor exatidão e mais verdade, os Estados Unidos da Esperança.

Bem haja por ter vindo, Senhor Presidente.

RESPOSTA DO PRESIDENTE JOÃO FIGUEIREDO

Excelentíssimo Senhor Presidente da Assembleia Legislativa,

Excelentíssimos Senhores Deputados,

Minhas Senhoras,

Meus Senhores,

É-me grata a oportunidade de saudá-los e, por seu intermédio, ao povo que representam, povo que sempre foi a grande riqueza deste país, por seu trabalho, sua perseverança, sua coragem, seu patriotismo.

Agradeço, Senhor Presidente, suas palavras de acolhida, que bem dizem da generosa hospitalidade desta Casa Legislativa.

Vossas Excelências desempenham com brio a elevada tarefa de captar e exprimir as aspirações nacionais, consubstanciadas em glorioso passado e projetadas no seguro porvir da brava gente lusitana.

Síntese da vontade política dos portugueses, a Assembleia da República é o reflexo fiel do espírito cívico e do amadurecimento do povo português. Apegados aos valores fundamentais da democracia, os portugueses, neste alto Parlamento, fazem ouvir sua voz e definem com consciência aberta, com participação de todos, os objetivos maiores da nacionalidade.

Não é outro o sentido básico do processo político brasileiro. Estamos, como os portugueses, na trilha de afirmação democrática, de consolidação do pluralismo, de abertura à participação. Todos, e cada um de nós brasileiros, do Governo e dos variados setores e segmentos da população, estamos empenhados no fortalecimento da prática democrática. A cada dia que passa, os céti- cos são desmentidos. A cada dia que passa, vai-se evidenciando quão falacioso era o raciocínio dos que só viam escolhos para a democracia. O vigor da sociedade civil se mostra a cada momento, na independência com que organiza e se articula em instituições; o Estado sabe governar com a mão estendida, sem que o gesto signifique medida paternalista ou de superioridade, mas de igualdade, de vontade de trabalhar em conjunto pelo progresso do país. Tanto aqui, quanto em minha terra, não vemos caminho mais seguro, dentro da realidade específica de cada sociedade.

O papel do Legislativo avulta na história do Brasil, desde a abertura da primeira Assembleia nos primórdios da independência. Aliás, nossas histórias parlamentares quase se confundem em seus momentos iniciais. Próceres da independência brasileira foram membros da Assembleia portuguesa, quando esta iniciava seu processo de definição institucional. E, feita a independência, vários deles participaram das primeiras legislaturas do Império.

Senhor Presidente da Assembleia da República,

Desejo significar, com minha presença nesta nobre Casa, o mais alto apreço da nação

brasileira pelo Legislativo português. Num momento de crises e dificuldades políticas em todo o mundo, são particularmente relevantes as funções dos Legislativos na busca da melhor opção política com base no diálogo e na negociação.

A sólida amizade entre os povos brasileiro e português, de que minha visita oficial dá testemunho, há de florescer sempre, mantendo-se viva e atuante.

A Vossas Excelências, Senhores Deputados, formulo sinceros agradecimentos pelo apreço com que nesta Casa se distingue, na minha pessoa, o povo e o Governo do Brasil.

figueiredo a ramalho eanes: minha visita reafirma a solidariedade e o entendimento entre brasil e portugal

Discursos dos Presidentes João Figueiredo e António dos Santos Ramalho Eanes, no Palácio de Queluz, em Lisboa, em 3 de fevereiro de 1981, por ocasião do banquete oferecido ao Presidente da República Portuguesa.

JOÃO FIGUEIREDO

Senhor Presidente,
Senhor Primeiro-Ministro,
Minhas Senhoras,
Meus Senhores,

É com vivo prazer que me encontro em sua companhia esta noite. Do momento em que pisamos o solo português, minha mulher, minha comitiva e eu próprio fomos cercados de demonstrações de estima e amizade. Em cada aceno, gesto e palavra discernimos, além da renomada hospitalidade lusitana, o sentimento profundo a irmanar o povo brasileiro à gente desta terra.

Vossas Excelências conhecem bem o Brasil. Ambos lá estiveram e viram os sinais da presença portuguesa, não só nos vestígios de nosso passado, mas, sobretudo, em nosso presente. Refiro-me aos portugueses que conosco cooperaram na edificação da civilização brasileira. Muitos deles organizaram-se em influentes associações, através das quais prestam serviços ao saber, como é o caso do Real Gabinete Português de Leitura e do Liceu Português. Outros projetaram-se no campo da saúde e assistência, instituindo os modelares hospitais de beneficência. Outros ainda cultuam as tradições

da terra que deixaram num sem número de casas, espalhadas por todo o Brasil, a recordar-nos, em seus nomes e atividades, todas as regiões e províncias de Portugal.

Dos portugueses que fizeram no Brasil o seu lar, e de todos os brasileiros, das mais diversas origens, trago uma mensagem de confiança nos destinos de Portugal e no futuro das relações luso-brasileiras.

A muitos surpreende a unidade na diversidade, que caracteriza a personalidade nacional brasileira. Sofremos influências de vários povos, de todos os continentes. Nenhuma predomina, todas se harmonizam. É patente a importância das populações autóctones na formação do Brasil. Entretanto, de nós não se poderá dizer que somos uma Indo-América. Temos na África profundas raízes, que se manifestam no cotidiano de todos os brasileiros. Nem por isso pretendemos ser uma Afro-América. Devemos à Europa muitas das bases de nossa cultura, mas isso não fez de nós uma Euro-América.

Caldeamos, isto sim, numa nação singular as influências múltiplas que recebemos, inclusive de outras partes do Globo.

Não renunciamos a qualquer dessas influências. Pelo contrário, orgulhamo-nos de tê-las bem absorvido, de forma a criar a originalidade de nosso caráter nacional.

Todos esses aspectos do perfil brasileiro estão refletidos em seu comportamento externo. Daí nossa atitude, franca e aberta, perante nós mesmos e perante o mundo.

Senhor Presidente,

Senhor Primeiro-Ministro,

Minha visita a Portugal nos permitiu efetuar ampla troca de ideias sobre a realidade internacional que nos envolve. Ensejou o exame de novas formas de cooperação bilate-

ral, económica, científica e tecnológica. Acima de tudo, reafirmou a solidariedade entre nossos povos e o bom entendimento entre nossos Governos.

Que floresçam as relações entre o Brasil e Portugal, com frutos abundantes para ambos os lados.

Esse desejo me inspira a propor um brinde ao desenvolvimento das relações luso-brasileiras, à prosperidade da Nação portuguesa e à felicidade pessoal do Senhor Presidente e Senhora Ramalho Eanes e do Senhor Primeiro-Ministro e Senhora Pinto Balsemão.

RAMALHO EANES

Senhor Presidente,

Agradeço as palavras amáveis de Vossa Excelência, e as referências elogiosas a quantos portugueses contribuíram e contribuem para a prosperidade da grande nação brasileira.

Efetivamente, não seria justo, neste momento, esquecer todos aqueles que, pela sua ação, pela sua presença, pelo seu trabalho, contribuem para o reforço permanente de um património cultural comum e para uma vivência mutuamente enriquecedora. Embora muitos não tenham abandonado o seu vínculo nacional, sentem-se todos brasileiros, graças à generosidade e à compreensão com que sempre foram acolhidos, e constituem a melhor demonstração da singularidade dos laços que unem as duas nações.

Nesta afinidade ímpar entre os nossos dois países se deve e pode alicerçar uma cooperação em áreas diversificadas.

A visita de Vossa Excelência constitui um elemento dinamizador do desejo, que partilhamos, de projetar para o futuro as nossas

singulares relações de convivência, prosseguindo uma cooperação realista e mutuamente vantajosa.

Só assim poderemos responder aos desafios que o presente nos coloca e contribuir para a realização das perspectivas legítimas de ambos os povos.

Peço a todos que me acompanhem num brinde pela felicidade pessoal do Presidente e Senhora de Figueiredo, pela prosperidade da Nação Brasileira, e pelo desenvolvimento crescente das relações fratermas entre Portugal e o Brasil.

figueiredo homenageado pelo primeiro-ministro de portugal, francisco pinto balsemão

Discursos do Primeiro-Ministro de Portugal, Francisco Pinto Balsemão, e do Presidente João Figueiredo, em Sintra, em 3 de fevereiro de 1981, por ocasião de almoço oferecido ao Chefe-de-Estado brasileiro.

PRIMEIRO-MINISTRO

É tão natural a emoção sentida num encontro entre governantes do Brasil e de Portugal que, muitas vezes somos por pudor levados a calá-la ou a exprimi-la em surdina.

Como Primeiro-Ministro devo-me o controlar de tendências emocionais que naturalmente dominariam, pelo menos, as minhas primeiras palavras nesta ocasião.

Como homem e como português, no entanto, esse esforço tem limites naturais.

Não posso pois deixar de dizer a Vossa Excelência que nos tempos conturbados que o mundo atravessa, receber a visita do Presidente do Brasil constitui para nós, portugueses, algo de salutar e de vivificante.

Outra coisa não seria de esperar de um encontro entre familiares irmanados pelo usufruto de um património tão rico em termos de humanismo.

Recordo ainda hoje como um dos momentos mais marcantes da minha vida a visita

que fiz ao Brasil em 1980, por ocasião das memoráveis Comemorações Camonianas, altura em que pela primeira vez tive o privilégio e o prazer de me encontrar com Vossa Excelência.

Perante esta minha experiência, estarei já a ser generoso se vos desejar que desta viagem guardem nos anos vindouros apenas uma parcela da riqueza que então me foi proporcionado recolher.

Ao receber Vossa Excelência não acolhemos apenas o Presidente da Nação irmã, mas também o político, que, imbuído do ideal democrático, deu início a um processo de abertura política com ele consentâneo.

Compreender-se-á, assim, facilmente que seja motivo de regozijo ser Vossa Excelência o primeiro Chefe-de-Estado e do Governo que tenho a honra de receber na qualidade de Primeiro-Ministro de um Governo que tem como princípios básicos a democracia, a igualdade e a justiça social.

Chega Vossa Excelência na alvorada do primeiro largo período de estabilidade democrática do meu País, agora tornado possível pela ascensão ao Governo de uma maioria estável coesa com uma perspectiva mínima de quatro anos de nação governativa.

Para aqui chegar muitas foram as lutas e grandes foram os esforços, e muita foi a dor, já que perdemos no caminho dois grandes obreiros deste sonho.

Estamos aqui agora com ânimo fortalecido por uma dura experiência política e determinados a promover o salto qualitativo nas condições de vida do povo português em todos os seus aspectos.

Dentro deste condicionalismo, abriram-se novas perspectivas ao meu Governo numa das áreas mais importantes das suas competências: a definição, orientação e coordenação da política externa.

Daqui resulta que a visita de Vossa Excelência ocorre numa hora ideal para que se possa dar conteúdo real ao amplo quadro institucional já existente entre os nossos dois Países, passando da fase de sinceras profissões de fé e declarações de intenção, para a da sua concretização no dia a dia da vida política, económica e cultural dos dois povos.

Realizemos este ideal com o misto de sonho e humildade que deve ser próprio dos governantes democráticos, conscientes de que o possível se faz e o impossível se vai fazendo.

Partamos do que já existe e caminhemos com passos seguros e firmes, mesmo que não espectaculares, aliando aos nossos esforços a imaginação e o poder criador da iniciativa privada.

Com espírito realista e com a sólida base da nossa determinação e capacidade de

transformar o sonho em realidade herdada dos nossos antepassados poderemos, estou certo, dar vida à ideia da Comunidade Luso-Brasileira.

Senhor Presidente,

Não é só no aspecto bilateral que a visita de Vossa Excelência tem um significado especial, já que também no domínio das relações internacionais ela adquire uma dimensão própria.

Tive esta manhã a possibilidade de, com Vossa Excelência, passar em revista o panorama internacional, e a função que cabe a cada um dos nossos dois Países nesse palco aberto, onde, em resultado de um processo de difusão do poder, os papéis principais tendem a multiplicar-se e os atores figurantes a adquirir uma grande capacidade de influir no desenrolar da acção.

Esta evolução, no entanto, não se pode processar de forma linear e harmónica, e, ignorá-lo, seria fazer prova de imaturidade política.

A década que ainda há pouco iniciamos foi, à partida, profundamente marcada pela demonstração da vontade-poder expansionista da política externa da União Soviética ao invadir fisicamente um País vizinho não-alinhado, aí se mantendo pela força das armas até hoje.

Este fato condicionou, e condicionará por muito tempo ainda, a atitude dos restantes países livres no seu posicionamento e na sua atuação internacional.

Fomos acordados para uma realidade, preexistente é certo, mas que constituía um dado que, por razões várias, estávamos em risco de esquecer.

A reação pronta nas Nações Unidas de uma importante maioria de Países, muitos dos

quais com variadas motivações seguiam em muitos campos a posição soviética, veio mostrar ao mundo que a convivência internacional passa pelo respeito mútuo de princípios básicos de há muito estabelecidos, e consagrados em instrumentos internacionais.

Sem eles, Senhor Presidente, ou com a sua contínua violação, desaparece o clima de confiança essencial ao desenvolvimento tão harmónico quanto possível das relações internacionais, principalmente quando estão frente a frente ideologias e projetos irredutíveis.

O clima de abertura e a vontade de cooperar, consubstanciados no espírito de détente que dominou a década de setenta, foi abalado, e com este estado de coisas sofrem os homens e perdem os países, especialmente aqueles que mais necessitavam de um mundo menos amedrontado para atingirem o nível de desenvolvimento a que têm legitimamente direito.

Não é, na verdade, num clima de tensão permanente, agora acrescido pela preocupação do futuro próximo da Polónia, que se podem libertar as energias, as boas-vontades e os meios necessários à importante tarefa que consiste em promover o reordenamento da vida internacional de uma forma que privilegie a justiça e a igualdade entre Países, e permita realizar no domínio das relações internacionais os princípios democráticos que nos orientam.

Os nossos dois Países desejam, e sabem, ser necessário voltar a caminhar no sentido do estabelecimento de uma atmosfera de convivência sã para que seja possível a Paz e o desenvolvimento.

Sabem, no entanto, Senhor Presidente, e a sua visita demonstra-o, que mais do que nunca é necessário cerrar fileiras, desenvolver um espírito de coesão e de deter-

minação que funcione como elemento dissuasor.

Como dizia Fernando Pessoa: "Deus quis que a terra fosse toda uma, que o mar unisse, já não separasse".

Ora neste Atlântico que já não nos separa, mas nos une, são Brasil e Portugal detentores de posições geo-estratégicas de importância determinante. Têm, pois, a necessidade e o dever de cooperar estreitamente para garantir a possibilidade de alcançar no mundo a Paz que ambicionamos.

Sendo ambos Países Ocidentais, com o que isto significa de tradição e de dinamismo, o fato de Portugal ser membro de uma Aliança político-militar e estar em vias de pertencer à Comunidade Económica Europeia, e de o Brasil desempenhar de forma ativa, ainda que como observador, um papel cada vez mais importante no movimento dos não-alinhados e no Terceiro Mundo, conjugado com os laços especiais que nos unem e a natural vocação de abertura a outros povos, permite antever para a colaboração conjunta uma dimensão pouco comum de real complementaridade entre dois países.

Portugal, Sul do Norte, e Brasil, Norte do Sul, podem, melhor do que outros países compreender a gravidade da situação que vivemos e o valor do diálogo que há que instaurar.

Devem, pois, assumir essa responsabilidade, e, de forma autónoma mas conjugada, atuar em conformidade.

Para esta sua missão um outro fator contribui de forma decisiva — a partilha de um mesmo idioma, substrato de uma cultura comum tão rica e tão profunda, e de que o Brasil constitui hoje o maior representante do Mundo.

A língua portuguesa é um elo privilegiado de entendimento entre povos situados em vá-

rios continentes, e merece, como tal, uma ação conjunta de promoção a nível internacional, que possibilite um diálogo e uma cooperação estreita entre Países da mesma expressão.

Entre nós todos, com as diferenciações e características próprias a cada um, com níveis de desenvolvimento, com ideologias e práticas políticas diversas, representamos uma amostragem significativa do mundo de hoje.

Entre todos, podemos ser veículos e originadores de diálogo produtivo entre grupos de Países com que cada um de nós tem um contato mais natural.

Senhor Presidente,

Para além do significado político desta visita, não podemos nós, portugueses, deixar de ver em Vossa Excelência o mais alto magistrado da Nação onde de forma tão harmónica e tão natural está inserido um segundo Portugal na pessoa de tantos portugueses que ali labutam, que ali criaram novas raízes e que ajudam a tornar maiores os nossos dois Países.

Mesmo deixando de lado todo o património histórico e cultural que, independentemente de tudo e de todos, não permitirá jamais uma separação dos dois povos, a vivência dos portugueses em terras do Brasil e a dos brasileiros em Portugal, forçar-nos-iam só por si a encontrar fórmulas de aproximação cada vez mais fortes, cada vez mais ricas em termos humanos e institucionais.

Foi este, de resto, o espírito que presidiu à assinatura do Tratado de Amizade e Consulta e dos vários acordos bilaterais que lhe dão corpo.

Foi a certeza desta realidade humana que nos levou, e estou certo nos levará ainda mais longe no tratamento muito especial

que acordamos dar aos cidadãos de cada um dos nossos Países quando, em correntes tão naturais de migração, são levados a se inserir no espaço sócio-político do outro país irmão.

Devemo-nos e devemos-lhe este esforço de imaginação e de vontade política.

A este respeito, permita-me, Senhor Presidente, sublinhar a minha satisfação como Primeiro-Ministro e a alegria com que o povo português, e muito em especial, os emigrantes portugueses no Brasil, tomarão conhecimento do que Vossa Excelência me disse esta manhã e que acaba de confirmar publicamente na conferência de imprensa: que a nova lei de estrangeiros brasileira, de Agosto de 1980, não será aplicada aos cidadãos portugueses.

Esta decisão bem demonstrativa da clarividência de Vossa Excelência, do seu sentido do humano, honra-o, Senhor Presidente, e honra a nossa História comum.

Os contatos tão frutuosos agora havidos, e que serão, certamente, desenvolvidos quando Sua Excelência o Presidente da República de Portugal e eu próprio tivermos a oportunidade de aceitar o amável e generoso convite para visitar oficialmente o Brasil, permitem-nos antever para as relações entre os dois povos, um futuro ainda mais brilhante, ainda mais fecundo e sempre mais fraternal.

Brindemos a este encontro sempre renovado.

Brindemos na pessoa de Vossa Excelência ao Brasil que todos amamos.

Bebamos à saúde e prosperidade do Presidente da República Federativa do Brasil e da Senhora Figueiredo.

PRESIDENTE JOÃO FIGUEIREDO

Excelentíssimo Senhor Primeiro-Ministro,
Minhas Senhoras,
Meus Senhores,

Muito me honram e lisonjeiam as palavras que Vossa Excelência acaba de pronunciar. Traduzem elas a nímia fidalguia com que os brasileiros, de há muito, são recebidos em Portugal.

Renovo, hoje, a satisfação de nosso encontro no Rio de Janeiro, quando das comemorações do quarto centenário de Luiz de Camões, no Real Gabinete Português de Leitura juntos celebramos, então, o poeta maior de nossa língua e o símbolo de cultura que marcava orgulhosamente sua presença na renascença europeia.

Vossa Escelência deixou, entre nós, a imagem de um político lúcido e capaz de influir, com decisão, nos destinos do seu país.

Estar novamente com Vossa Excelência, ora investido na chefia do Executivo português, redobra-me a satisfação de ser o primeiro Chefe de Estado e de Governo cuja visita o VII Governo Constitucional de Portugal recebe.

Os povos brasileiro e português encontram-se ligados por vínculos naturais, sobejamente conhecidos, de história e cultura. Compartilhamos muitos valores, além do património linguístico, que tanto contribuíram para a formação da unidade nacional brasileira.

O legado português fundiu-se, entre nós, com outras influências fundamentais, trazidas por povos autóctones ou vindos de outras terras. Todos nos juntamos na construção do país. Amoldadas às condições locais, essas influências cinzelaram o perfil próprio dos brasileiros, onde as superposições

ou justaposições culturais encontraram nova harmonia que, a justo título, nos envaidece.

No plano interno, essa vocação pluralista manifesta-se na busca incessante do ideal democrático, único conducente à realização dos legítimos anseios de todo o povo. No plano externo, temos espontânea disposição para o melhor convívio com as demais nações.

Agimos imbuídos da crença inabalável de que todos os países têm o direito de se realizar plenamente no seio da comunidade internacional. No entanto, a concretização desse ideal está, ainda, distante. Perpetuam-se desníveis de riqueza e de poder, concentrando-se o processo decisório nas mãos de poucos, que já deram provas de incapacidade nas tentativas solitárias de ordenar o mundo. Sucedem-se as crises e acirram-se as tensões, ao arrepio das normas do bom convívio internacional.

Buscamos, portanto, normas que definam com clareza a possibilidade de instauração de uma nova ordem internacional, fundada em princípios de equidade e de justiça. Ordem que reflita, com maior adequação, a contribuição dos países em desenvolvimento ao processo económico internacional. Ordem que dê conta das responsabilidades históricas pelo desenvolvimento e que saiba incorporar a difícil problemática de nossos dias.

A situação requer medidas urgentes. Não há espaço para delongas e tergiversações. Temos diante de nós um calendário de encontros, todos significativos, todos estratégicos, para definir situações, para encaminhar negociações, para propor mecanismos de solução de impasses históricos, para avaliar frustrações de muitos anos.

Os países desenvolvidos, que mostraram tão intransigentes na história, tiveram a iniciativa de alguns destes encontros. Espe-

ramos que, com essa iniciativa venha também a vontade política real de negociar e cooperar com os países em desenvolvimento.

Os Governos brasileiro e português compartilham numerosas aspirações e ideais. Partem em suas políticas externas de uma sólida defesa de princípios, voltados para a construção de um mundo mais seguro e mais justo, despido de hegemonias e de blocos excludentes nas áreas de decisão. Ambos defendem a intensificação do intercâmbio, a necessidade de cooperação internacional mais ampla. Ambos lutam para a instauração de uma era de paz.

Portugal e Brasil estão também ligados pela participação num mesmo universo de valores ocidentais. Penso que os portugueses, como os brasileiros, afastam-se da concepção restrita, estática e defensiva do que seja Ocidente.

Os valores ocidentais, que moldaram a nossa civilização, não são propriedade de um país ou de uma ideologia. Ao contrário, constituem meta e meios de organização social. Constituem suporte filosófico para a fidelidade ao diálogo e à tolerância; constituem o cerne da crença na igualdade, no pluralismo e na democracia. Além disto, são proposta de transformação e de progresso em que todos participem.

O Ocidente é essencialmente proposta de democracia e projeto de igualdade e de justiça social, com respeito à individualidade e aos condicionamentos de cada país. Confiná-lo a uma dimensão estratégica, em benefício de posições específicas, como forma de aglutinação forçada de compromissos, é restringir o conceito e convidar à desconfiança e à tensão.

Uma análise não egoística dos valores ocidentais revela que o Ocidente repele as injustiças sociais, e por isto, quando transpostos para a vida internacional, devem ser um

motivador incessante de equilíbrio e harmonia entre países em desenvolvimento e países desenvolvidos. O Brasil, como país do Terceiro Mundo de inequívoca dimensão ocidental. Acredita que as diferenças que separam os países pobres e ricos são superáveis, desde que o Ocidente esteja disposto a pautar-se por seus próprios ideais de progresso e de justiça para todos, sem discriminação. É preciso afastar definitivamente a ideia do conflito necessário entre o Terceiro Mundo e o Ocidente, mito que apenas encobre anseios localizados de perpetuação de um estado de desequilíbrio e injustiça.

Senhor Primeiro-Ministro,

Temos pois uma variedade de fatores que constituem a urdidura e a trama da estreita malha de relações entre o Brasil e Portugal, nos mais variados campos e atividades. Múltiplos são os setores em que nossos interesses podem entrelaçar-se, com reais possibilidades de êxito.

Cumpra a nossos povos, mediante o necessário apoio governamental, dinamizar o intercâmbio bilateral, nos campos da economia, da cultura, da ciência e da tecnologia. Para tanto, criamos, através dos tempos, amplo mecanismo institucional, a que urge dar pleno aproveitamento, em benefício de uma cooperação cada vez mais intensa e fecunda.

Em matéria económica, registro, com fúndas das esperanças em seu desempenho, a reativação da Comissão Económica Luso-Brasileira, que já nos proporcionou os Acordos sobre Cooperação no Domínio do Turismo e sobre Cooperação Económica e Industrial, a serem assinadas por nossos Chanceleres. Mas é, sobretudo, à ousadia e à criatividade insubstituíveis do setor privado que incumbe velar pelo florescimento dessas relações.

O modesto valor de nosso intercâmbio comercial constitui permanente desafio a nossas sinceras intenções de elevá-lo a patamares mais altos.

Não obstante a modéstia que timbrei em apontar, injusto seria omitir que, no final da década de 70, havíamos ultrapassado, em larga medida, os índices com que a iniciáramos. É, porém, dever recíproco continuar envidando esforços para superar o progresso alcançado e para transpor, com mútuo benefício, os obstáculos que porventura se oponham a esse objetivo.

Saibamos, ainda, aproveitar as oportunidades que surjam e delas extrair todas as consequências positivas. Nesse sentido, o Brasil espera que o futuro ingresso de Portugal nas Comunidades Económicas Europeias contribua auspiciosamente para a causa da liberalização das correntes de comércio internacionais e para a melhor distribuição de seus benefícios entre todos os parceiros.

No âmbito da cooperação cultural, sempre houve e haverá um campo fértil a ser trabalhado por brasileiros e portugueses. Graças aos esforços da Comissão Mista Cultural, são cada vez mais promissores os caminhos que se descortinam. Entre tantos outros, já tradicionalmente explorados, ative-se o intercâmbio entre nossos veículos de comunicação social, permitindo que nossos povos, mercê da expressão comum, melhor se conheçam e se compreendam.

Também, no setor tecnológico, acumulam-se as perspectivas de cooperação, mormente nos domínios do estudo de fontes alternativas de energia, da petroquímica, da informática e da agricultura. Importa, principalmente, um esforço conjunto de investigação e colaboração para fazermos frente às dificuldades de acesso a tecnologias avançadas, que muitas vezes nos são onerosamente impostas pelos países que as detêm.

Senhor Primeiro-Ministro,

Não nos seria possível falar de cooperação bilateral entre nossos países sem recordar aqueles que constituem o elo vivo de nossas relações: os bravos portugueses que engrandecem, em nossa terra, o nome de Portugal e tanto serviço prestam à causa de nossa aproximação. Contribuem, com atividade incansável, para a prosperidade do país onde são recebidos — permitam-me dizê-lo — com fraterna e merecida hospitalidade. Para eles, sejam quais forem as vicissitudes que o futuro nos queria reservar, as portas do Brasil jamais se fecharão.

Peço a todos que me acompanham num brinde à felicidade do Senhor Primeiro-Ministro e da Senhora Pinto Balsemão, à amizade e ao entendimento exemplares existentes entre os povos brasileiro e português, à grandeza e à prosperidade de Portugal.

o encontro empresarial luso-brasileiro

Discurso do Presidente João Figueiredo, em Lisboa, em 3 de fevereiro de 1981, por ocasião do encerramento do Encontro Empresarial Luso-Brasileiro.

**Minhas Senhoras,
Meus Senhores,**

A feliz coincidência de estarmos hoje reunidos aviva a perspectiva histórica, secular,

que vincula, não só Portugal e Brasil, mas, também, com um caráter muito especial, Governo e iniciativa privada. Nas mais importantes etapas de nossa história, a associação entre o Governo e os homens de negócio constituiu-se em forma eficaz de alcançar riqueza e bem estar para nossos povos.

Dos portugueses, herdamos mais do que língua e território. Herdamos o espírito de luta e de iniciativa. Herdamos o destemor diante dos grandes desafios e a disposição de empreender.

Esses traços comuns aos nossos dois povos certamente influem no relacionamento entre Portugal e Brasil. Do lado brasileiro, lhes asseguro, sempre poderão contar os portugueses com a fraternal disposição de compreender e colaborar de um parceiro confiável.

A despeito dos efeitos negativos da crise energética, vivemos, em nossas relações bilaterais, momento de otimismo. No ano passado, o mercado português absorveu 96 milhões de dólares de produtos brasileiros, representando um crescimento de 110,5 por cento sobre o ano anterior.

Por outro lado, os ganhos portugueses na balança de serviços têm garantido a Portugal, nos últimos anos, um saldo positivo em conta-corrente.

Os brasileiros, Governo e empresários, acompanham, com saudável atenção, a evolução dos acontecimentos em Portugal. Após as importantes transformações estruturais na economia e na política, verificadas na última década, encontram-se os portugueses, hoje, no limiar de uma nova era. Em breve, a integração com a Comunidade Europeia estará concretizada, abrindo novas e importantes oportunidades para a economia portuguesa.

Estamos confiantes em que a opção euro-

peia não se refletirá de forma negativa sobre o relacionamento entre nossos dois países. Se no Brasil há — e sempre haverá — um amplo espaço para Portugal, a recíproca, estou certo, é também verdadeira.

As oportunidades, de um e outro lado, continuarão a existir e devem mesmo expandir-se. A união de esforços, a associação entre empresários portugueses e brasileiros, para explorá-las, são perspectivas que vemos com entusiasmo.

O relacionamento económico entre nossos dois países felizmente não se tem maculado por práticas negativas que hoje já se tornaram comuns no quadro internacional, onde o ressurgimento de uma forte tendência protecionista tem bloqueado a expansão do comércio, inibido iniciativas económicas e financeiras e frustrado justas expectativas de desenvolvimento.

O Brasil não deixou de ser um país em desenvolvimento. O estágio de avanço industrial alcançado em algumas áreas localizadas longe está de ser suficiente para eliminar as distorções que afetam nossa realidade social e económica.

Por isso, não aceitamos rótulos aparentemente envaidecedores como os de "país em desenvolvimento avançado" ou de "país recentemente industrializado". Tais conceitos intentam a nossa separação dos demais países do Sul, buscando, com apenas aparente legitimidade, negar-nos o tratamento que deve caber aos países em desenvolvimento.

Nos foros mundiais, o Brasil continuará a se opor, vigorosamente, contra todas as formas, diretas ou indiretas, de neoprotecionismo. A despeito da persistente surdez dos países industrializados, continuaremos serenamente a formular propostas construtivas de diálogo.

Ao mesmo tempo, nos limites do nosso

alcance, trabalharemos para que se transforme em realidade o ideal de intensificar a cooperação entre os países em desenvolvimento e de criar uma forma nova, mais justa e equitativa de relacionamento econômico-comercial entre estes e as nações industrializadas.

A despeito das resistências protecionistas, o Brasil conquistou posições sólidas e vende crescente quantidade de manufaturados. Essa expansão só não se acelera em virtude dos obstáculos comerciais, que se multiplicam e renascem em infinidades de fórmulas imaginativas para proteger setores industriais sem condições de competir no mercado.

Esquecem os que advogam estas fórmulas que os países em desenvolvimento continuam, e continuarão, a ser compradores importantes e com grande potencial de absorção de produtos de países industrializados. Esquecem também que as exportações para as economias altamente desenvolvidas são essenciais para garantir um fluxo estável de comércio e, por conseguinte, o fornecimento de bens de equipamento que os países em desenvolvimento não têm

condições de produzir internamente.

Em todo esse quadro, a iniciativa privada detém a responsabilidade maior. O exportador, no Brasil, é agente dos mais importantes para a fixação da imagem de empreendimento e seriedade com que o Brasil se apresenta entre seus parceiros de comércio.

Com a herança de destemor que recebemos de Portugal, não é de surpreender o ânimo com que o Brasil se dedica à construção de uma economia moderna, capaz de superar as distorções de seu desenvolvimento. Menos surpreendente ainda será, para todos aqui presentes, Governo e iniciativa privada, brasileiros e portugueses, a identificação do comércio com outros povos como forma de estreitar uma colaboração que possibilite um relacionamento mutuamente vantajoso.

Foi do impulso desta ideia que surgiu o primeiro traço a nos unir. Foi da reiteração desta crença que resultou esta reunião empresarial, que ora encerro com a emoção de quem testemunha a perenidade do entendimento entre o Brasil e Portugal.

na visita à cidade do porto, figueiredo recebe homenagem do presidente ramalho eanes

Discursos dos Presidentes Ramalho Eanes e João Figueiredo, no Palácio da Bolsa da cidade do Porto, em 4 de fevereiro de 1981, por ocasião de almoço oferecido ao Primeiro-Mandatário brasileiro.

RAMALHO EANES

Senhor Presidente,

Termina Vossa Excelência esta sua visita oficial a Portugal na "mui nobre, leal e sempre invicta cidade do Porto".

A vinda de Vossa Excelência ao Porto não significa apenas um gesto de merecida atenção para com as gentes do norte, pois representa, em primeiro lugar, a afirmação de que Portugal não é apenas Lisboa.

Com efeito, as novas formas de democracia participativa aconselham e requerem uma adequada regionalização, partindo da solução dos problemas locais para a construção do progresso de todo o país.

Além disso, o Porto desempenhou na nossa História um papel do maior relevo desde os primórdios da própria nacionalidade.

Mais recentemente, já no período da História comum de Portugal e do Brasil, daqui irradiaram as ideias do liberalismo que haveriam de influenciar decisivamente o futuro político dos nossos dois países.

Daqui partiram portugueses valorosos que ajudaram a desbravar e a construir o que é hoje o grande Brasil.

A marca das gentes do norte de Portugal está bem patente em todos os pólos de desenvolvimento do imenso território brasileiro, desde a arrancada dos Bandeirantes para o interior planáltico até à penetração da majestosa Amazônia.

Também nos finais do século passado, e primórdios do atual, o emigrante português, regressado do Brasil, teve um papel importante no desenvolvimento económico da sua terra. Eram portugueses do norte os "brasileiros" que perduram nas páginas da nossa literatura e que do Brasil trouxeram hábitos que viriam a influenciar os nossos costumes dum modo que se traduziu numa mais completa interpenetração das nossas culturas.

Por tudo isso, Senhor Presidente, presta Vossa Excelência homenagem aos portugueses do norte que, no passado como no presente, buscaram em horizontes mais vastos as oportunidades de realização que as suas capacidades lhes exigiam e que o seu torrão natal não lhes podia proporcionar.

Ao receber hoje Vossa Excelência nesta

cidade, o povo do norte, tradicionalmente hospitaleiro, presta homenagem ao povo amigo do Brasil e a todos quantos, oriundos desta região, adaptaram como segunda Pátria a Pátria brasileira.

Senhor Presidente,

Decidi acompanhar Vossa Excelência nesta sua deslocação à cidade do Porto, onde terão lugar as despedidas oficiais, porque desejo assinalar de uma forma particular esta sua visita de Estado, pois especiais são os laços que nos unem fraternalmente ao Brasil.

Daqui desejo reiterar os melhores votos de todos os portugueses para o bem estar e progresso do povo brasileiro e para a continuidade e reforço da velha amizade entre os nossos dois povos.

Peço a todos que me acompanhem num brinde pela felicidade pessoal de Sua Excelência o Presidente Figueiredo, bem como de sua Esposa e de toda a comitiva que o acompanha.

JnXn FIGUEIREDO
u u n u riuutintuu

Excelentíssimo Senhor Presidente da República,

Excelentíssimo Senhor Prefeito da cidade do Porto,

Minhas Senhoras,

Meus Senhores,

Ao aproximar-se o momento da partida, desejo manifestar plena satisfação com o transcurso desta visita a Portugal. Nos dias que aqui passei, em companhia de minha mulher, foi-me dado sentir de perto a amizade reinante entre as nações brasileira e portuguesa. Graças às conversações que membros de minha comitiva e eu próprio

mantivemos com nossos anfitriões, encaro com renovado otimismo o futuro das relações luso-brasileiras.

Coerentes com o caráter franco e aberto dessas relações, os encontros aqui havidos decorreram, sempre, em clima de entendimento construtivo. Auguram profícuos resultados. Em variados aspectos do relacionamento multilateral, identificamos ampla gama de coincidências de opinião. No âmbito bilateral, aventamos novos campos de cooperação e encontramos formas de tornar mais intenso o intercâmbio existente.

Neste momento das relações internacionais, em que se prenunciam tensões, dificuldades e incertezas, avulta a importância da compreensão e da cooperação entre nações amigas. Assente no respeito mútuo, no entendimento liso e no interesse real, tal cooperação produzirá frutos recíprocos e reverterá em benefício da paz mundial.

Situa-se ainda aquém de nossos propósitos sinceros a cooperação que o Brasil e Portugal se prestam. Desejamos vê-la florescer e prosperar. Esperamos que ela cresça, de-

simpedida e livre, sempre que o interesse mútuo vier a propiciá-la. Possa tal cooperação levar nossos países a patamares cada vez mais elevados de entendimento e progresso.

Senhor Presidente,

Certo estou de bem interpretar o sentimento de todos aqueles que me acompanham, ao exprimir sincero reconhecimento, ao povo e ao Governo português, pela inolvidável acolhida que nos proporcionaram.

O clima que preside a este encontro, a confraternização aberta que marcou esta visita, dão-me a sensação de estar em casa. Assim como os portugueses terão sempre no Brasil seu segundo lar, creio poder afirmar que os brasileiros sempre se sentirão aqui como eu próprio no dia de hoje.

Essa convicção, Senhor Presidente, me inspira a propor, com a mais viva gratidão, um brinde à felicidade pessoal de Vossa Excelência e da Senhora Ramalho Eanes, e à crescente prosperidade da nação portuguesa.

figueiredo visita a câmara municipal da cidade do porto

Discursos do Presidente da Câmara Municipal da cidade do Porto, e do Presidente João Figueiredo, em 4 de fevereiro de 1981, por ocasião da visita do Presidente brasileiro àquela Casa portuense.

PRESIDENTE DA CAMARÁ MUNICIPAL

Excelência

É grande honra receber na casa de todos os portuenses o Presidente da República da Nação irmã — o Brasil — Pátria que os por-

tugueses, ao longo de gerações, ajudaram a construir e onde vivem irmanados por laços de sangue, língua comum, património cultural e história.

Não quis Vossa Excelência deixar de visitar este burgo invicto e sempre leal e conviver algumas horas com a "Família Urbana" que constituímos; — olhar esta cidade antiga, mas amante e defensora da liberdade — cujos forais, em tempos idos, não consentiam "A fidalgo, nem poderoso, nem abade bento, poisar nela mais que três dias".

O breve espaço de tempo em que temos o privilégio da presença de Vossa Excelência entre nós, certamente não lhe permitirá sentir a hospitalidade das nossas gentes e o seu esforçado labor, a sua têmpera igual à dureza do granito em que a nossa cidade assenta, mas que não lhe destruiu a capacidade de amar, nem lhe impediu florescesse o espírito universalista e, ao invés, contribuiu, ao que penso, para que sentimentos de solidariedade brotassem na sua alma coletiva, modelando as características lusíadas que herdamos, devemos conservar e progressivamente fortalecer.

Se sempre recebemos nesta casa os que nos visitam com extremo júbilo, — não estivessemos abertos a incrementar a amizade e a cooperação entre os povos — é inegável que a vinda de Vossa Excelência a Portugal tem um significado profundo, para além da fraternal simpatia que testemunha, pois corresponde ao reforçar das relações, em múltiplos domínios, entre os nossos povos e os nossos Governos.

Somos um pequeno povo peninsular que deu provas de capacidade ímpar através de séculos — que na sua história nacional descobre motivos de orgulho salutar — e que hoje continua a afirmar-se nas comunidades portuguesas espalhadas pelo mundo, sem perder o seu portuguesismo e consciente de que os tempos modernos lhe abrem um horizonte a explorar, numa aventura lúcida e promissora, com o sentido da responsabilidade que lhe impõe o passado e está decidido a construir o futuro.

Procuramos encontrar presentemente o

nosso lugar na Europa — de que estivemos demasiado tempo afastados — pois desejamos integrar-nos na Europa das Nações, sem perda da nossa identidade nacional e, em paralelo, prosseguir nossa vocação universalista estabelecendo relações com todos os povos e, em particular, com os de expressão portuguesa.

Portugal em mutação constrói a sua democracia pluralista e o seu estado de direito, superando com determinação a crise histórica a que estava condenado, — mas, como diz o nosso Miguel Torga, com "O somático contentamento de ver crescer e progredir os mundos que descobriu e civilizou".

Como Vossa Excelência, temos o "Propósito inabalável de fazer deste país uma Democracia", — uma Democracia real, não só política, mas com expressão económica, profundamente social e que irradie cultura e em que, na expressão feliz do Senhor Presidente, "Melhor se distribuam entre todos, os frutos do trabalho de todos... para que não sobre a uns poucos o que a muitos falta".

Senhor Presidente,

Em meu nome e no da Câmara eleita pelo povo do Porto, saúdo Vossa Excelência e sua Graciosa Esposa e expresso sinceros votos de felicidades pessoais e no desempenho do alto cargo em que foi investido pelo povo brasileiro, — a quem peço a bondade de transmitir os sentimentos fraternais que lhe votamos.

Obrigado, Senhor Presidente, em nome dos portuenses.

PRESIDENTE JOÃO FIGUEIREDO

Excelentíssimo Senhor Presidente da Câmara Municipal do Porto,

Minhas Senhoras,

Meus Senhores,

É-me grata a oportunidade de visitar esta nobre e valorosa cidade, tão apreciada por todos os brasileiros que tiveram a ventura de conhecê-la. Em cada esquina e sob cada arco, sente-se aqui a presença física da história, carregada de glórias e de tradição, lado a lado com o renovado vigor e com as esperanças de nosso século.

Aqui se escreveu a gesta que é também de Portugal. Berço da Nação lusitana e de personalidades tão ilustres como Dom Henrique, o Navegador, que abriu a Portugal os oceanos e ao mundo a descoberta de novas terras, o Porto-defensor incansável de seus soberanos-bem merece o título de "Leal Cidade".

Reduto da liberdade e do culto aos valores liberais, abrigou as Cortes que geraram a primeira Constituição portuguesa. E soube protegê-la bravamente, sob o comando de Dom Pedro IV, quando ameaçada pelas forças do absolutismo. Essa página do passado português fez desta cidade a merecedora guardiã do coração daquele que proclamou a independência do Brasil.

As sucessivas etapas da história de Portugal estão aqui representadas em monumentos sem conta. Na riqueza dos estilos arquitetônicos, harmoniza-se o passado de um dos mais antigos burgos da Península com conjuntos urbanísticos da mais moderna concepção. A beleza e a majestade do Porto inspiraram o poeta Miguel Torga a dizer, com justiça, que "os valores autênticos da vida têm de ser sólidos como a Praça da Liberdade e altos como a Torre dos Clérigos".

Tenho para mim, contudo, que o monumento mais notável erguido pelo trabalho da gente portuense é a própria pujança de sua terra.

A perseverança do agricultor conferiu fertilidade às dunas arenosas e movediças, fez crescer as zonas de cultura da região, tornando-a uma das mais produtivas de Portugal. A indústria, rica e diversificada, aliada a uma incessante atividade comercial, especialmente portuária, eleva aquela que chamais "capital do trabalho" a uma posição vital na economia do país.

A importância desta cidade não se restringe, porém, ao campo económico e comercial. Por acolher as mais variadas manifestações intelectuais, o Porto fez-se conhecer, também, como significativo centro de cultura. Nesse contexto, duas de suas modelares instituições de ensino ganharam renome internacional — a Escola de Belas Artes e sua gloriosa Universidade.

Senhor Presidente,

Ainda mesmo sem conhecer a região do Porto, nós, brasileiros, aprendemos a admirar a alegria que o portuense põe em tudo que faz. Para isso, não precisamos sair da nossa terra, tantos são aqueles que desta região partiram para fazer da nossa a sua pátria. Levaram consigo o amor ao trabalho, o entusiasmo construtivo e a fé no futuro, que constituem o apanágio da gente do Porto. São eles, hoje, parte integrante do povo brasileiro, a lutar conosco, ombro a ombro, em prol do desenvolvimento do Brasil. Emprestam-nos a força de seus braços, a inteligência de suas mentes e o devotamento de suas almas, instilando, na obra que ajudam a erigir, um pouco da presença portuense.

À população do Porto, generosa como o vinho de sua terra, trago o apreço e a amizade dos brasileiros. Ao Senhor Presidente meu sincero e comovido agradecimento, pela inesquecível acolhida e por todas as demonstrações de estima que muito nos honram, a mim e ao povo que represento.

saraiva guerreiro é homenageado pelo chanceler português

Discurso do Ministro de Estado das Relações Exteriores, Ramiro Saraiva Guerreiro, em Lisboa, em 2 de fevereiro de 1981, por ocasião de almoço que lhe foi oferecido pelo Ministro dos Negócios Estrangeiros de Portugal, André Gonçalves Pereira.

Senhor Ministro,

As palavras de Vossa Excelência retratam, com fidelidade, o espírito que preside a este nosso encontro de amizade e confraternização, durante a visita do Presidente João Figueiredo a Portugal. Seja no convívio social, seja nas conversações oficiais, é minha convicção que a cordialidade, a confiança recíproca e o ânimo de cooperar estarão sempre presentes em nós.

Nossa sinceridade e descontraimento permitem-nos considerar, em profundidade, o quadro do relacionamento bilateral. É com agrado — mas sem surpresa — que verifico o alto grau de coincidência em nossas avaliações do intercâmbio luso-brasileiro e das oportunidades de vê-lo alargar-se em muitas direções. O Acordo de Cooperação Económica e o Acordo para Cooperação no Domínio do Turismo, que terei a honra de assinar com Vossa Excelência, irão enriquecer a ampla moldura institucional que lastreia a cooperação entre nossos países. Certo estou de que, a partir dos demais contactos, em âmbito oficial e privado, que marcarão esta visita presidencial, as formas de cooperação entre o Brasil e Portugal adentrarão período de crescente dinamismo e fertilidade.

Tais encontros ensejarão também proveitoso intercâmbio de ideias e opiniões sobre o panorama das relações internacionais. É com vivo interesse que troco com Vossa Excelência avaliações amistosas e francas

sobre a presente conjuntura, cada vez mais fluida e intrincada.

A interação de fatores que marca o presente momento da vida internacional leva a uma complexa configuração de eixos múltiplos para a ação diplomática. Nem por isso, devemos perder de vista as verdades simples, os conceitos primários, essenciais a uma percepção clara e nítida da realidade que nos cerca.

Quando se fala em ordem mundial, vem logo à mente o convívio entre as nações. Quando bom, é ele a viga mestra dessa ordem mundial. Núcleos da atividade diplomática, as nações exigem respeito a sua individualidade, dignidade e liberdade de ação, dentro dos princípios consagrados pelo Direito Internacional e pela Carta das Nações Unidas.

É através da adesão àqueles princípios que o Brasil procura atuar na cena internacional. Procuramos situar-nos segundo critérios realistas que aplicamos a nós mesmos e ao mundo em que vivemos. Procuramos também agir em consonância com o interesse nacional legítimo e viável.

Senhor Ministro,

Assistimos, com satisfação, ao delineamento de novos contornos no perfil externo de Portugal. Vemos que seu país no Continente europeu encaminha-se para atingir a sua mais plena expressão. Conduzida por Vos-

sa Excelência, a diplomacia portuguesa poderá guiar o país na consecução de seus mais altos desígnios.

Convido os presentes a me acompanharem

no brinde que ora faço ao futuro da Nação portuguesa, às relações entre o Brasil e Portugal e à felicidade pessoal de Vossa Excelência.

comunicado conjunto ressalta a aproximação entre brasil e portugal

Comunicado Conjunto Brasil-Portugal, divulgado em Lisboa, em 3 de fevereiro de 1981, ao final da visita do Presidente brasileiro à Capital portuguesa.

O Presidente da República Federativa do Brasil, João Baptista de Oliveira Figueiredo, a convite do Presidente da República Portuguesa, António dos Santos Ramalho Eanes, visitou oficialmente Portugal de 1 a 4 de fevereiro de 1981.

O Presidente do Brasil fez-se acompanhar dos Senhores:

- Senador Luiz Vianna Filho,
Presidente do Senado Federal;
- Deputado Flávio Marcílio,
Presidente da Câmara dos Deputados;
- Embaixador Ramiro Saraiva Guerreiro,
Ministro de Estado das Relações Exteriores;
- Emame Galvêas,
Ministro de Estado da Fazenda;
- Rubem Carlos Ludwig,
Ministro de Estado da Educação e Cultura;
- General-de-Brigada Danilo Venturini,
Ministro de Estado, Chefe do Gabinete Militar da Presidência da República;
- General-de-Divisão Octávio Aguiar de Medeiros,

Ministro de Estado, Chefe do Serviço Nacional de Informações.

Durante a sua permanência em Lisboa, o Presidente da República Federativa do Brasil teve encontros com o Presidente da República e com o Primeiro-Ministro, Doutor Francisco Pinto Balsemão, e foi recebido pela Assembleia da República, em sessão solene, e pela Câmara Municipal.

Depois da sua estada em Lisboa, o Presidente João Figueiredo visitou o Porto, onde foi recebido pela Câmara Municipal.

As conversações havidas entre o Presidente do Brasil e o Presidente Ramalho Eanes e o Primeiro-Ministro Pinto Balsemão, decorreram sempre em ambiente cordial, construtivo e amistoso, consentâneo com as tradicionais relações de fraterna estima entre os dois povos.

Ao analisarem a situação internacional, os dois lados coincidiram na necessidade do estabelecimento de uma sã convivência entre os Estados, que contribua para a paz e o desenvolvimento.

Reafirmaram o direito de todos os países a participarem plenamente na comunidade internacional, de acordo com os princípios consagrados na Carta das Nações Unidas,

de igualdade soberana e de respeito mútuo entre os Estados, de autodeterminação dos povos, de não-ingerência nos assuntos internos, de exclusão da ameaça ou do uso da força nas relações internacionais, de respeito aos tratados e de solução pacífica das controvérsias.

Convieram em que nas decisões sobre questões políticas e económicas de incidência global, haverá que ter em conta os legítimos interesses dos povos de todos os continentes que sobre elas deverão ser chamados a pronunciar-se.

Manifestando preocupação pelo risco que a corrida aos armamentos significa para a paz e a segurança internacionais, reiteraram o seu apoio a iniciativas construtivas que promovam o desarmamento, nomeadamente o nuclear, sob controle internacional eficaz.

Ao examinarem a situação económica internacional, exprimiram apreensão pelo persistente desequilíbrio entre os países desenvolvidos e os países em desenvolvimento, salientando a importância da correção dessa tendência, para garantir o progresso da humanidade. Nesse sentido, concordaram na necessidade de prosseguir o Diálogo Norte-Sul, com vista ao estabelecimento de uma Nova Ordem Económica Internacional.

Preocupados com a extensão e gravidade da crise energética mundial e as consequências dela decorrentes para os países importadores de petróleo, os dois lados afirmaram a necessidade de cooperação entre todos os Estados, nos campos económico, financeiro, comercial e técnico, a fim de conjuntamente serem encontradas soluções adequadas para o problema.

Ao analisarem a situação na África, expressaram a sua repulsa pelas práticas de discriminação racial ainda prevalentes, sobretudo pelo apartheid. Congratularam-

se com a conclusão do processo de independência do Zimbábue e manifestaram a esperança de que a autodeterminação e independência do povo da Namíbia venha a ser assegurada em futuro próximo, de acordo com as resoluções pertinentes das Nações Unidas.

Apreensivos com a persistência de conflitos e tensões no Oriente Médio, exprimiram vivo empenho em que seja alcançada uma paz global, justa e duradoura, na região, que tenha em conta os interesses dos respectivos povos.

Ao reiterarem que o respeito ao princípio da não-ingerência nos assuntos internos é de importância fundamental nas relações entre Estados, manifestaram inquietação com a situação prevalecente no Afeganistão, preconizando o cumprimento das resoluções pertinentes das Nações Unidas.

Concordaram em que o povo de Timor-Leste tem o direito de determinar livremente o seu próprio futuro e que a solução do problema deve ser encontrada de acordo com os princípios da Carta das Nações Unidas.

No plano das relações bilaterais, notaram com satisfação, a amizade que une os dois povos, fortalecida pelo património cultural comum e pela contribuição portuguesa na formação do povo brasileiro. Concordaram na conveniência de se dar ao amplo quadro institucional vigente entre o Brasil e Portugal a mais rápida e eficaz aplicação e um maior impulso ao desenvolvimento das relações entre os dois países, aprofundando-as em todos os campos.

Reafirmaram a prevalência plena do Tratado de Amizade e Consulta e dos demais atos bilaterais que facilitam o ingresso e a residência dos brasileiros em Portugal e dos portugueses no Brasil, em execução do tratamento especial estabelecido pelo ArtigoV daquele Tratado.

Com relação ao intercâmbio comercial, assinalaram a circunstância de os seus níveis atuais não corresponderem as potencialidades de ambos os mercados e referiram que é essencial um esforço conjunto para que se consiga a expansão progressiva das trocas e o seu maior equilíbrio e diversificação.

Reconheceram a conveniência de se proceder à utilização das linhas de crédito entre ambos os países e a importância da contribuição das instituições financeiras de cada país para o desenvolvimento dos fluxos comerciais. Nesta ordem de ideias, registraram com agrado a recente criação de mais uma agência do Banco do Brasil no Porto, e de uma agência da Caixa Geral de Depósitos, em São Paulo.

Ao expressarem o interesse em dinamizar as relações económicas bilaterais, assinaram o significado que reveste, para tal fim, o Acordo sobre Cooperação Económica e Industrial, assinado nesta data.

Exprimiram a sua satisfação perante o intercâmbio desenvolvido entre os círculos empresariais brasileiros e portugueses, considerando que a colaboração entre eles é fundamental para garantir eficiência às iniciativas que vierem a ser tomadas, para assegurar, em bases mutuamente proveitosas, a expansão efetiva das relações económicas e comerciais entre um e outro país.

Tomaram conhecimento com satisfação da assinatura pelo Ministro da Fazenda do Brasil e pelo Ministro da Indústria e Energia de Portugal de um Protocolo de Cooperação Industrial.

Recordaram a realização da III Reunião da Comissão Económica Luso-Brasileira, em maio de 1980, em Lisboa, e as perspectivas abertas nesse âmbito. Concordaram na conveniência de se convocar a IV Reunião, ainda em 1981, a fim de dar seguimento aos progressos alcançados.

Confirmaram o mútuo desejo de ver solucionadas, no mais breve prazo possível, as questões remanescentes relacionadas com investimentos recíprocos, no âmbito da Ata Final da 6ª Reunião do Grupo de Contato Intergovernamental.

Conscientes de que a existência de um sistema eficaz de transportes e comunicações entre o Brasil e Portugal é um elemento essencial para a expansão das relações económicas, congratularam-se pela entrada em vigor, em 21 de outubro de 1980, do Acordo sobre Transporte e Navegação Marítima, cuja aplicação constituirá um apoio valioso ao desenvolvimento do comércio entre os dois países.

Consideraram o fomento da cooperação no setor do turismo como de grande importância para o relacionamento entre os dois países e maior aproximação entre os povos brasileiro e português. Notaram, com satisfação, a assinatura, nesta data, do Acordo sobre Cooperação no Domínio do Turismo.

No campo das relações culturais, os dois lados referiram-se, com apreço, aos trabalhos da Comissão Mista Cultural, criada no âmbito do Acordo Cultural em vigor, no sentido de um melhor conhecimento recíproco das realidades culturais dos dois países e dos progressos de ambos nos domínios da ciência e tecnologia.

Exprimiram o seu agrado com a assinatura do Ajuste Complementar ao Acordo Básico de Cooperação Técnica de 1966, no domínio da ciência e da tecnologia, celebrado entre o Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico e a Junta Nacional de Investigação Científica e Tecnológica.

Registraram, com satisfação, as perspectivas favoráveis a um maior intercâmbio nos setores do rádio, televisão e cinema. Nesse contexto, salientaram a implementação do

Convênio vigente entre a Rádio-Televisão Cultura (RTC), da Fundação Padre Anchieta, de São Paulo, e a Rádio Televisão Portuguesa (RTP), bem como a assinatura, nesta data, do Acordo de Co-produção Cinematográfica.

No que diz respeito especificamente à área cinematográfica, expressaram seu interesse em aprofundar a cooperação bilateral e recomendaram, nesse sentido, prioridade ao exame de um instrumento adicional entre os dois países.

Registraram que para o fortalecimento dos laços que unem os dois povos muito têm contribuído ações culturais que cada um dos Estados tem realizado no território do outro. Nesta conformidade, manifestaram a sua intenção de, na medida do possível, continuarem a apoiar semelhantes ações.

Reiteraram a importância da língua portuguesa como fator de aproximação entre os dois povos. Salientaram a conveniência em serem desenvolvidos esforços tendentes à

adoção do português como instrumento de trabalho nos organismos internacionais.

O Presidente do Senado Federal e o Presidente da Câmara dos Deputados foram recebidos pelo Presidente da Assembleia da República.

O Ministro brasileiro das Relações Exteriores e o Ministro português dos Negócios Estrangeiros tiveram conversações, durante as quais analisaram em pormenor as questões internacionais e as relações luso-brasileiras. Os outros membros do Governo brasileiro tiveram também oportunidade de se avistar com os seus homólogos portugueses, havendo examinado assuntos de interesse das respectivas pastas.

O Presidente João Figueiredo expressou reconhecimento pelas atenções de que foi alvo, juntamente com sua esposa e a Comitiva que o acompanhou, durante a grata permanência em Portugal. Convidou o Presidente Ramalho Eanes e o Primeiro-Ministro Pinto Balsemão a visitarem novamente o Brasil, convites que foram aceitos com prazer. As datas para as visitas serão posteriormente fixadas por via diplomática.*

* Na página 154, seção **Tratados, Acordos, Convênios**, o texto dos acordos entre Brasil e Portugal, assinados por ocasião da visita do Presidente João Figueiredo àquele país.

sexta conferência da comissão mista brasileiro-francesa demarcadora de limites

Discurso do Secretário-Geral das Relações Exteriores, João Clemente Baena Soares, no Palácio do Itamaraty em Brasília, em 19 de janeiro de 1981, por ocasião da abertura da sexta Conferência da Comissão Mista Brasileiro-Francesa Demarcadora de Limites.

É para mim uma especial satisfação inaugurar, em Brasília, em nome do Senhor Ministro de Estado, a 6ª Conferência da Comissão Mista Brasileiro-Francesa Demarcadora de Limites, órgão cuja operosidade, continuidade de esforço e competência técnica possibilitaram resultados significativos na tarefa comum.

O Governo brasileiro vê, com prazer, renovar-se, sem interrupção, este trabalho, que já tornou possível, numa primeira fase, concluída em 1962, implantar sete marcos divisórios ao longo da nossa linha de fronteira.

Reativados, em seguida, os programas da Comissão, levou-se avante a consolidação dos documentos cartográficos representativos da fronteira e a campanha do navio hidrográfico Canopus para efetuar o estudo e levantamento da baía do Oiapoque.

Prossegue agora a obra perseverante e valiosa da Comissão Mista, impulsionada pelos expressivos avanços obtidos pelas duas Partes durante a Quinta Conferência, realizada em Paris, em setembro de 1979, que muito se beneficiou da hospitalidade e organização proporcionadas pelas autoridades francesas.

Esta Conferência se realiza num momento particularmente auspicioso das relações brasileiro-francesas. Registram-se, nos anos recentes, dois encontros presidenciais entre os dois países, a intensificação dos contactos entre os Ministros das Relações Exteriores, a assinatura e entrada em vigor de importantes acordos, devendo, em breve, realizar-se a visita do Presidente João Baptista de Oliveira Figueiredo à França. Estão fortalecidas, dessa forma, as condições para mais ampla e profunda cooperação entre o Brasil e a França.

Nesse contexto de cordial amizade e boa inteligência que tem caracterizado historicamente as relações entre o Brasil e a França e que vem, ano a ano, ganhando em diversidade e riqueza, o Governo brasileiro dará todo seu apoio e estímulo aos trabalhos que ora se iniciam.

Estou persuadido de que com essas tradições a inspirá-la e dentro desta atmosfera de cordial e sincero entendimento, a Comissão Mista logrará prosseguir o desempenho de suas tarefas com êxito e harmonia crescentes.

Ao declarar abertos os trabalhos da 6ª Conferência, desejo transmitir aos integrantes da Delegação francesa meus votos de boas vindas e de proveitosa e grata permanência em Brasília, seguro de que a presente reunião constituirá mais um elemento positivo para reforçar ainda mais as excelentes relações entre os nossos dois países.

ministro dos negócios estrangeiros do congo visita o brasil

Discurso do Chanceler Saraiva Guerreiro, no Palácio do Itamaraty em Brasília, em 17 de fevereiro de 1981, por ocasião de almoço oferecido ao Ministro dos Negócios Estrangeiros da República Popular do Congo, Pierre Nzé.

Excelentíssimo Senhor Ministro Pierre Nzé,

Há menos de um ano, no dia 4 de março de 1980, a República Popular do Congo e o Brasil estabeleciam relações diplomáticas.

Abrimos, assim, em benefício de nossos povos, um novo horizonte de relacionamentos, um novo caminho de aproximação entre os nossos países.

A visita que Vossa Excelência ora nos faz deverá constituir-se em marco significativo das relações que tão recentemente inauguramos.

Desejo, pois, expressar-lhe, em nome do Governo brasileiro, a satisfação com que acolhemos em nosso país Vossa Excelência e sua importante delegação, na certeza de que, juntos, poderemos, nesta oportunidade, trabalhar para a ampliação e fortalecimento das relações de amizade entre o Congo e o Brasil.

Senhor Ministro,

Os processos de descolonização e de independência dos países africanos abriram nova e promissora fase no relacionamento entre os povos do Terceiro Mundo.

Temos, agora, condições para quebrar o isolamento artificial que separava nossos países e nossos continentes. Podemos realizar diretamente e sem intermediários as potencialidades de cooperação entre os nossos povos. Podemos tornar concretas as aspirações de entendimento e de afirmação de nossos valores comuns de países em desenvolvimento.

Ribeirinhos da mesma bacia atlântica e, portanto, partes de uma mesma região geoeconômica, têm o Congo e o Brasil amplas razões para intensificar contactos, buscar aproximações e aprofundar suas convergências.

Já iniciamos nosso diálogo, que se revela proveitoso e estimulante. Encontramo-nos, em setembro último, no âmbito de última sessão da Assembléia-Geral das Nações Unidas. Desde ontem retomamos nossas conversações e pudemos confirmar coincidências de opinião, nos planos bilateral e internacional.

Para os países em desenvolvimento, a presente quadra internacional é especialmente preocupante. Reaparecem tensões que tendem a permear todo o sistema internacional. Devemos unir esforços para melhor

enfrentar as variações adversas da conjuntura internacional.

Em primeiro lugar, é importante reafirmar nosso interesse e, em verdade, nossa dedicação à causa da paz, justiça e tranquilidade entre as nações. E, nesse particular, desejo expressar-lhe, Senhor Ministro, que, no Brasil, acompanhamos com atenção e boa vontade os esforços empreendidos pela diplomacia congoleza no sentido de aproximar países irmãos da África que, momentaneamente, se encontravam separados. Com esse esforço, o Congo demonstrou sua capacidade de contribuir para o melhor relacionamento entre seus vizinhos, merecendo, em consequência, amplo reconhecimento da comunidade internacional.

É importante, ainda, Senhor Ministro, que as presentes tensões internacionais não contaminem ou obscureçam o já difícil diálogo que, como países em desenvolvimento, conduzimos com as nações industrializadas. Efetivamente, um clima internacional marcado pela confrontação pode determinar novos e indesejáveis atrasos na reforma das relações Norte-Sul e no estabelecimento da Nova Ordem Económica Internacional. Nosso objetivo nesse diálogo é, claramente, o de corrigir situações de desigualdade que todos concordamos serem injustificáveis e cuja perpetuação prejudica, até mesmo, a retomada de taxas de crescimento mais elevadas nas próprias nações industrializadas.

A persistência de situações de fome e miséria, a cristalização de injustiças económicas entre as nações, além de violarem nosso senso ético, se tornam inexoravelmente fatores de exploração política e de intranquilidade internacional. É, pois, fundamental que o diálogo Norte-Sul, como fator de superação dessas situações, não apenas recobre ânimo, mas também seja rapidamente intensificado e se dirija às questões concretas que afligem os nossos povos.

Assinalo, a propósito, que a raiz de grande parte de nossas adversidades encontra-se nas sérias deficiências do próprio processo de tomada de decisões internacionais. O exclusivismo que ainda marca esse processo se consubstancia em comportamentos herdados da época anterior à descolonização e à globalização dos problemas políticos e económicos.

Do mesmo modo, dependem as relações económicas internacionais de doutrinas conformadas em outros tempos e com finalidades limitadas ao universo dos países industrializados. O impasse entre o Norte e o Sul reclama a alteração substancial de visão imediatista dos interesses dos países industrializados. Impõe-se com urgência a abertura aos países em desenvolvimento de canais que lhes permitam a obtenção de tratamentos mais justos e equitativos, no âmbito da economia mundial.

Nesse quadro, considera essencial o Governo brasileiro que se fortaleçam o entendimento político e a solidariedade económica entre os países em desenvolvimento. As tensões internacionais não devem toldar nossos esforços de aproximação e de cooperação económica, com base no respeito mútuo, na amizade e no interesse recíproco. Sabemos que os temas e questões regionais hoje adquirem dinâmica própria e se torna fundamental que o tratamento dessas questões não fique subordinado a interesses estranhos à mesma. Devemos evitar a transposição de tensões globais para o plano regional. Devemos caminhar para o estabelecimento de novas avenidas de entendimento e cooperação.

Próximos que estamos dos problemas africanos, desejo manifestar-lhe a sincera solidariedade brasileira com as grandes causas da África. Essas causas correspondem às defendidas pelo Brasil e portados os países amantes da justiça e da paz. Assim, não poderia deixar de expressar-lhe o nos-

so mais firme apoio à independência da Namíbia e à erradicação do colonialismo na África, bem como a nossa veemente condenação às constantes violações dos territórios de Angola, Zâmbia e Moçambique por tropas da África do Sul e à prática da discriminação racial, particularmente o apartheid.

Senhor Ministro,

Identificam-se amplas possibilidades de cooperação entre nossos dois países. Entre os objetivos do diálogo entre nossos povos, posso citar o aumento e a diversificação do intercâmbio comercial; a troca de experiência na área da ciência e da tecnologia, em particular a tropical; o reforço dos laços culturais; o intercâmbio de experiências na implantação e na operação de serviços.

A visita de Vossa Excelência revela claramente a vontade política de nossos países de

aproveitar as múltiplas oportunidades de cooperação e amizade. As sementes foram lançadas por ocasião do estabelecimento de relações diplomáticas entre o Brasil e o Congo. Outros marcos foram as honrosas visitas que nos fizeram autoridades congoleesas. É desejo do Governo brasileiro desenvolver, com o Governo do Congo, as melhores e mais fraternas relações.

Senhor Ministro,

É nesse espírito que saúdo Vossa Excelência e convido todos os presentes a erguerem suas taças pelo contínuo desenvolvimento das relações de amizade entre o Brasil e o Congo; pela prosperidade do povo irmão do Congo; pela felicidade pessoal do Ministro Pierre Nzé; pela saúde do Presidente da República Popular do Congo, Denis Sassou-Nguesso e do Primeiro-Ministro Louis Sylvain Goma.

comunicado conjunto relata os entendimentos do chanceler congolese em Brasília

Comunicado Conjunto Brasil-Congo, assinado, no Palácio do Itamaraty em Brasília, em 18 de fevereiro de 1981, pelo Ministro de Estado das Relações Exteriores, Ramiro Saraiva Guerreiro, e pelo Ministro dos Negócios Estrangeiros da República Popular do Congo, Pierre Nzé.

A convite de Sua Excelência o Senhor Embaixador Ramiro Saraiva Guerreiro, Ministro de Estado das Relações Exteriores da República Federativa do Brasil, Sua Excelência o Senhor Pierre Nzé, Ministro dos Negócios Estrangeiros da República Popular do Congo, visitou oficialmente o Brasil no período de 14 a 20 de fevereiro de 1981, quando se fez acompanhar de importante comitiva composta por Sua Excelência o Senhor Embaixador Nicolas Mondjo, Representante Permanente do Congo junto às Nações Unidas, o Senhor Louis Maheungou, Con-

selheiro Económico do Ministro dos Negócios Estrangeiros, o Senhor Pascal Gaya-ma, Conselheiro junto à Missão Permanente do Congo nas Nações Unidas, o Senhor Barthélemy Dzambeya, Chefe da Divisão da América e da Ásia do Ministério dos Negócios Estrangeiros.

Em Brasília, Sua Excelência o Senhor Ministro Pierre Nzé foi recebido por sua Excelência o Senhor Presidente da República, João Baptista de Oliveira Figueiredo, ao qual fez entrega de mensagem pessoal de Sua Ex-

celência o Senhor Denis Sassou-Nguesso, Presidente da República Popular do Congo.

Foi igualmente recebido por Sua Excelência o Senhor Flávio Márcilio, Presidente da Câmara dos Deputados, por Sua Excelência o Senhor Senador Jorge Kalume, Presidente em exercício do Senado Federal, por Sua Excelência o Senhor Presidente do Supremo Tribunal Federal, Ministro Francisco Manoel Xavier de Albuquerque, assim como pelos Ministros da Agricultura, Sua Excelência o Senhor Angelo Amaury Stabile, da Indústria e do Comércio, Sua Excelência o Senhor João Camillo Penna, e das Minas e Energia, Sua Excelência o Senhor César Cais de Oliveira Filho.

As conversações entre os Ministros Ramiro Saraiva Guerreiro e Pierre Nzé transcorreram em clima de amizade e entendimento mútuo. Depois de ter passado em revista temas da atual conjuntura internacional, em particular aqueles referentes à América Latina e à África, os dois Ministros examinaram, em profundidade, aspectos do relacionamento bilateral. Expressaram a convicção de que essas conversações abriram novas perspectivas para o incremento das relações entre o Brasil e o Congo.

No campo das relações internacionais, ambos os Ministros manifestaram-se preocupados ante o recrudescimento de tensões internacionais, que tendem a agravar os riscos de perturbação da paz internacional. Notaram, com preocupação, o inquietante aprofundamento da crise económica mundial; a persistência da fome e da miséria, causa de profundos desequilíbrios entre as nações; as deficiências do processo de tomada de decisões internacionais, ainda baseado em parâmetros conformados em época anterior à descolonização, e que deveria abrir-se à participação ampla e equitativa de todos.

Os dois Ministros reafirmaram a adesão de seus Governos aos princípios básicos do

Direito Internacional, tal como consagrados na Carta da Organização das Nações Unidas, e, em especial, aos que dizem respeito à independência, à soberania e à igualdade dos Estados; ao respeito à integridade territorial, à autodeterminação dos povos, à não-interferência nos assuntos internos dos Estados, à solução pacífica de controvérsias internacionais e à não-aquisição de territórios pela força.

Em conformidade com esses princípios, expressaram a necessidade de respeitar as opções políticas livremente escolhidas por cada Estado no exercício de sua soberania. Condenaram, destarte, qualquer forma de intervenção e dominação e reafirmaram que o respeito aos princípios citados é condição fundamental para a convivência pacífica e para o desenvolvimento dos Estados.

Denunciaram todas as formas de discriminação racial, em especial o apartheid, e reiteraram, a esse propósito, sua convicção de que é necessário fazer prevalecer o direito à dignidade humana. Reafirmaram seu apoio à autodeterminação, independência e integridade territorial da Namíbia, em cumprimento às resoluções pertinentes da Organização das Nações Unidas. Condenaram as reiteradas incursões de tropas sul-africanas nos territórios de Angola, de Zâmbia e de Moçambique, em flagrante violação do Direito Internacional.

Os dois Ministros reiteraram, também, a importância de chegar-se a uma paz justa e duradoura entre todos os Estados do Oriente Médio, um de cujos elementos essenciais é o reconhecimento e a implementação dos legítimos direitos do povo palestino.

Recordaram a importância do Atlântico Sul, não apenas para os dois países, mas igualmente para os Estados ribeirinhos Latino-americanos e Africanos, e sublinharam a vocação daquele oceano de servir à aproximação e ao desenvolvimento das relações

entre as nações amigas das duas margens, em um clima de paz.

Com referência à situação económica internacional, os dois Ministros expressaram a preocupação de seus Governos com a persistência de sérios desequilíbrios e desigualdades existentes entre países desenvolvidos e em desenvolvimento. Lamentaram a falta de progresso real na solução de tais desequilíbrios e desigualdades.

Consideram que as práticas comerciais protecionistas dos países desenvolvidos são altamente nocivas aos interesses de todos os países e conclamam os países industrializados a adotar uma atitude positiva com relação à necessidade de transformar as relações económicas internacionais com vistas a criar condições propícias ao desenvolvimento económico e social de todos os países. Reiteraram, a esse respeito, o propósito de seus Governos de continuar a impulsionar o processo de estabelecimento de uma Nova Ordem Económica Internacional, baseada na equidade, na justiça, no interesse mútuo e na cooperação entre os Estados.

Os dois Ministros se congratularam pelo estabelecimento de relações diplomáticas entre o Brasil e o Congo, ocorrido no dia 4 de março de 1980. Este evento veio impulsionar os já amistosos laços que uniam os povos brasileiro e congolês. Os dois Ministros ressaltaram, a respeito, os proveitosos encontros que mantiveram no âmbito da Assembleia Geral da Nações Unidas, bem como as recentes visitas ao Brasil do Ministro congolês da Indústria e do Turismo, e do Representante Permanente do Congo nas Nações Unidas.

Ambos os Ministros procederam à avaliação das relações económicas e comerciais entre os dois países. Verificaram que os esforços dos dois Governos poderão contribuir para impulsionar a cooperação bilateral e a valorização das potencialidades exis-

tentes. Nesse sentido, assinaram um Acordo de Cooperação Económica, Científica, Técnica e Cultural entre seus respectivos Governos.

No campo da cooperação técnica e científica concordaram em recomendar aos setores competentes de seus respectivos Governos o exame de possibilidades de desenvolvimento de formas de cooperação nos campos da agricultura, da mineração, florestal, da construção, dos transportes, da pesquisa de fontes alternativas de energia, da formação profissional e da educação.

O Ministro congolês expressou sua satisfação pela decisão do Governo brasileiro, um dos primeiros países, fora do Continente africano, a aderir ao Fundo Africano de Desenvolvimento. Os dois Ministros ressaltaram que projetos de grande interesse do Governo da República Popular do Congo, a serem implementados com financiamentos de organismos internacionais, poderiam utilizar tecnologia brasileira, especialmente aquela desenvolvida para o meio tropical.

Durante sua estada no Brasil, Sua Excelência o Ministro Pierre Nzé, cumpriu programa que incluiu, além do Distrito Federal, visita aos Estados de São Paulo e Rio de Janeiro. No Rio de Janeiro foi recebido por Sua Excelência o Senhor António de Pádua Chagas Freitas, Governador do Estado. Visitou, também, a sede da companhia petrolífera PETROBRÁS e da Companhia de Pesquisa de Recursos Minerais (CPRM), onde manteve encontros muito frutíferos e positivos com os Presidentes das duas empresas. Em São Paulo, o programa previu uma visita a Sua Excelência o Senhor Paulo Salim Maluf, Governador do Estado, bem como ao Instituto de Tecnologia Agrícola e Alimentar (ITAL), ao Instituto Agronómico de Campinas (IAC), à Federação das Indústrias do Estado de São Paulo (FIESP) e à Câmara de Comércio Afro-Brasileira.

Ao concluir sua visita oficial, Sua Excelên-

cia o Senhor Ministro Pierre Nzé expressou ao Ministro Ramiro Saraiva Guerreiro sua profunda gratidão pela calorosa hospitalidade que lhe foi oferecida, bem como a sua delegação pelo Governo e pelo povo do Brasil.

O Ministro congolês convidou seu colega brasileiro a visitar oficialmente a República Popular do Congo; o convite foi aceito com prazer. A data da visita será fixada por via diplomática.*

* Na seção **Tratados, Acordos, Convênios**, página 160, o texto do Acordo de Cooperação Económica, Científica, Técnica e Cultural entre o Brasil e a República Popular do Congo, assinado por ocasião da visita do Ministro dos Negócios Estrangeiros daquele país, Pierre Nzé.

na mensagem ao congresso, figueiredo destaca a política de igualdade com a américa latina e áfrica

Trechos sobre política externa brasileira, extraídos da Mensagem do Presidente João Figueiredo ao Congresso Nacional, na abertura da Sessão Legislativa, em 1º de março de 1981. O primeiro trecho foi extraído da parte introdutória da Mensagem e o segundo é o relato das atividades brasileiras no campo das relações exteriores durante o ano de 1980.

INTRODUÇÃO

Em conjuntura mundial marcada pelo aprofundamento de uma crise global, quer no plano político, quer no econômico, a política externa do Governo manteve seu compromisso inabalável com a Paz e com o Desenvolvimento. No ano que passou, intensificamos nossos esforços no sentido do descontraimento das tensões internacionais, da criação ou renovação dos vínculos de confiança entre os Estados e do atendimento às aspirações dos povos por independência, bem-estar e justiça.

O Brasil voltou-se tanto para o mundo industrializado, quanto para os países em desenvolvimento. Em sua movimentação diplomática, o País objetiva um relacionamento horizontal, de contornos francos e democráticos. Não aceitamos subordinações nem hegemonias, pois nossa meta é a abertura equitativa do processo decisório internacional a todas as nações. Buscamos compreender e ser compreendidos, na certeza de que o diálogo internacional deve ter por base a aceitação leal das especificidades de cada país: suas dificuldades, interesses e propósitos.

E temos reiteradamente assinalado que, com as nações vizinhas da América Latina e África, o Brasil leva a cabo uma política de igualdade, genuinamente descontraída e contrária a quaisquer tipos de prepotência, hegemonia ou intervencionismo.

Na verdade, articula-se, em nossos dias, uma nova e dinâmica realidade latino-americana. Os problemas políticos e econômicos de nossa região são tratados dentro da ótica da mudança; a estagnação é rapidamente substituída por atitudes inovadoras, tanto bilaterais como multilaterais, e pela decisão comum de nossos países de reforçarem os laços que nos ligam, não apenas para melhor enfrentarmos as variações adversas da conjuntura internacional, mas também para atendermos às aspirações de nossos povos por uma convivência densa, diversificada e fraterna. A América Latina apresenta-se ao mundo com uma face renovada e com a disposição de falar por si mesma em defesa de seus valores e anseios próprios.

É decisão política de meu Governo trabalhar

pela unidade e integração latino-americanas, sem preconceitos, com base em nossa própria vivência democrática e num devotamento já comprovado à causa do desenvolvimento justo e equilibrado. Necessariamente, ação e possibilidades concentram-se de preferência na América do Sul.

Através de visitas oficiais à Argentina, Chile e Paraguai, países em que fui recebido de forma calorosa, o que muito me tocou, procurei traduzir essa política em realidades concretas. Da mesma forma, tive a honra e satisfação de receber em nosso País os mais altos mandatários da Argentina e do México, para conversações marcadas pela amizade e compreensão recíprocas. No correr do ano tive ocasião de trocar mensagens sobre temas de interesse comum com outros Chefes de Estado latino-americanos.

Além dos contatos presidenciais a que me referi, também intensificamos o intercâmbio político e econômico por meio de numerosas visitas recíprocas de nível ministerial e nível técnico. Com os países do Grupo Andino, mantivemos, na cidade de Lima, frutífero encontro a nível de chanceleres. Participamos decisivamente dos trabalhos de criação da Associação Latino-Americana de Integração (ALADI), que substitui, como instrumento regional de integração, a Associação Latino-Americana de Livre Comércio (ALALC). No âmbito da Organização dos Estados Americanos (OEA), buscamos uma participação construtiva, sempre voltada para o encaminhamento pacífico das controvérsias, para a observância do princípio da não-ingestão nos assuntos dos Estados e para a obtenção de um melhor nível de desenvolvimento dos nossos povos.

A entrada em vigor, em agosto de 1980, do Tratado de Cooperação Amazônica (TCA) constitui evento marcante na vida latino-americana, tanto pelo exemplo da viabilidade do esforço comum, quanto pelas oportunidades de cooperação efetiva que abriu para os países amazônicos, e que devem

resultarem benefício de toda a América Latina. Já em outubro último, em terra brasileira (Belém do Pará) reuniram-se pela primeira vez, em acontecimento histórico, a cuja conclusão presidi, os Chanceleres dos países amazônicos adotando-se a "Declaração de Belém", que delineia parâmetros para a cooperação entre esses países com vistas ao aproveitamento e progresso da região amazônica.

Tais contatos do Brasil com essas nações irmãs são, na verdade, consequência natural do nosso modo de ser latino-americano, de nossa própria identidade nacional. A atitude brasileira, devo assinalar, encontra plena correspondência e, por isso mesmo, será mantida e aprofundada. O diálogo aberto dentro de nossa região favorece a todos e é condição para a defesa harmônica de nossos interesses comuns de Paz e Desenvolvimento.

Avançaram as relações entre o Brasil e os países africanos. Em variados casos, foi superada a fase exploratória, de estabelecimento de contatos com vistas ao melhor conhecimento mútuo. Entramos, agora, numa etapa de construção, de troca de experiências e de cooperação. E abre-se, de fato, um quadro sólido de perspectivas de maior e melhor intercâmbio. Cabe-nos, pois, dentro de nossas possibilidades ainda limitadas, a importante tarefa de dar caráter operacional às múltiplas oportunidades de expansão do convívio afro-brasileiro.

O Brasil acolheu com especial satisfação a conclusão do prolongado e turbulento processo de independência do Zimbábue, com a instalação de um verdadeiro regime de maioria. Continuaremos a favorecer, por outro lado, a autodeterminação e independência da Namíbia, objetivos que esperamos possam ser, sem demora, alcançados de forma justa e pacífica. A persistência das práticas odiosas de aparteidismo no sul do continente africano merece a repulsa e condenação universais. O Brasil insiste na eli-

minação dessas práticas racistas, confiando em que venha a prevalecer uma situação de justiça naquela parte da África.

As visitas que nos fizeram os Presidentes da Guiné e da Guiné-Bissau, assim como a viagem do Chanceler brasileiro a países africanos, juntamente com o grande número de missões intercambiadas com esses países, demonstram a intensidade das relações do Brasil com a África e, sem dúvida, consolidaram a fluidez e a confiança que caracterizam essas relações. Participamos, ainda, de forma ativa e com representação de alto nível, da Conferência de Coordenação do Desenvolvimento da África Meridional, realizada, em novembro, em Maputo.

Dando expressão concreta à efetivação da presença brasileira na África, foram instaladas, em 1980, Embaixadas em Dar-Es-Salaam e Lomé.

No plano político, reiteramos a posição brasileira de princípio quanto à questão do Oriente Médio. Somos a favor da desocupação dos territórios árabes tomados pela força. Consideramos que todos os países da região têm o direito de existir dentro de fronteiras internacionalmente negociadas e reconhecidas. Defendemos os direitos do povo palestino à autodeterminação, à criação de um Estado soberano e ao retorno a seus lares. Reconhecemos que a Organização da Libertação da Palestina (OLP) representa o povo palestino e deve participar do processo que venha a deliberar sobre o destino da Palestina.

Num cenário petrolífero internacional turvado por situação de instabilidade de preços e até de abastecimento, que a eclosão do conflito Irã-Iraque agravou, o Brasil, graças a seu relacionamento com os países produtores de petróleo, assegurou o fluxo de importações da matéria-prima. Nesse particular, são relevantes os aumentos dos fornecimentos provenientes do México e da Venezuela, num gesto expressivo de solida-

riedade e de adensamento da cooperação latino-americana. Com os países exportadores de petróleo de todos os quadrantes, temos explorado e desenvolvido significativos projetos de cooperação em variados campos, com o propósito de criar relações mais equilibradas que se reflitam adequadamente em nosso balanço de pagamentos.

Com os países industrializados ocidentais e o Japão, nosso relacionamento evolui de forma intensa, cordial e franca. Por motivos de toda a ordem, o Brasil continua a atribuir particular atenção à vertente ocidental de sua política externa. Vemos no Ocidente uma comunidade de nações dedicadas à liberdade e em condições de acomodar tanto nações ricas, quanto pobres. O pluralismo e o respeito pelo direito dos povos e dos indivíduos estão no próprio cerne do sistema de valores ocidentais.

Reconhecemos como de importância crucial para nosso processo de desenvolvimento a intensificação e o adensamento da convivência com esses países, em bases maduras que incorporem um diálogo permanente e desinibido, de parte a parte.

Muito nos preocupam, entre outros, os graves problemas do protecionismo em todas as suas formas (econômico, financeiro, tecnológico), da instabilidade monetária, da inflação e seus reflexos negativos, precisamente nas economias mais vulneráveis dos países em desenvolvimento. Nunca deixamos de reconhecer e de afirmar que somos os principais responsáveis por nosso próprio desenvolvimento, mas também não podemos deixar de reiterar a necessidade de que nossos árduos esforços não sejam dificultados ou anulados por problemas e medidas de ordem externa.

É particularmente preocupante o estágio em que se encontram as negociações internacionais entre os países do Norte industrializado e os países em desenvolvimento do Sul. Esse conjunto de negociações, que

abrange as principais questões de interesse global em matéria econômica e de desenvolvimento e já se prolonga por mais de duas décadas, não alcançou, ainda, reais progressos. Abrigamos a esperança de que nossos principais parceiros industrializados venham a dar sua contribuição para superar esse estado de coisas, de modo que as negociações Norte-Sul, quer no âmbito das Nações Unidas, quer fora dele, possam cumprir os seus propósitos.

Além de numerosas visitas de alto nível trocadas com esses países, desejo também salientar a assinatura, em 1980, do Acordo de Cooperação com a Comunidade Europeia.

As relações do Brasil com os países socialistas do Leste europeu ganharam intensidade expressiva em variadas áreas de atividade nos campos econômico e comercial.

Também com a China, nossas relações continuam a receber impulso, sendo orientação minha acelerar essa tendência.

Buscamos nestes últimos doze meses, em suma, uma convivência ampla e intensa, com o propósito maior de estabelecer um clima de entendimento e de cooperação mútua. Praticamos uma diplomacia densa e complexa, apesar de nossas limitações naturais. Deixamos patentes os verdadeiros propósitos brasileiros de que o convívio entre as nações se conduza de modo que se abrandem as tensões e desapareçam progressivamente os escandalosos desníveis de riqueza entre as nações.

A ação diplomática de meu Governo está, assim, indissoluvelmente ligada aos propósitos de Paz e Desenvolvimento. Projetamos a imagem de uma Nação determinada, realista e confiável, que contribui positivamente para o estabelecimento de uma ordem internacional justa, equitativa e democrática. De minha parte, reitero que o Executivo continuará em seu empenho de mobilização no

sentido de, no plano externo, aproveitar plenamente as oportunidades que surgirem para o nosso desenvolvimento, a fim de que o povo brasileiro tenha melhores condições de desfrutar nível de vida mais digno, num quadro harmonioso de justiça e liberdade.

Tenho a certeza de que, da mesma forma que em outras tarefas, contarei sempre com o elevado e fundamental apoio do Congresso Nacional.

ATIVIDADES DAS RELAÇÕES EXTERIORES EM 1980

américa latina

Através de múltiplas visitas de altas autoridades e contatos vários, intensificaram-se durante o ano atividades com vistas a estreitar os laços de bom entendimento e crescente cooperação com os diversos países irmãos da América Latina.

As relações entre o Brasil e a Argentina alcançaram intensidade expressiva no decorrer de 1980, com o fortalecimento da atmosfera de franqueza e confiança recíprocas e o desenvolvimento de um diálogo profícuo. A visita oficial que o Presidente da República realizou a Buenos Aires, retribuída pela viagem que fez ao Brasil o Presidente Jorge Rafael Videla, constituíram-se em marcos significativos do entendimento que prevalece no relacionamento bilateral e das perspectivas concretas de cooperação brasileiro-argentina.

Nessas ocasiões, foram celebrados acordos em diversos campos, entre os quais cumpre salientar o acordo para o desenvolvimento e a aplicação dos usos pacíficos da energia nuclear; o tratado para o aproveitamento dos recursos hídricos compartilhados dos trechos limítrofes do rio Uruguai e de seu afluente o rio Pepiri-Guaçu; o acordo que cria grupo técnico misto para estudar

as possibilidades de fornecimento de gás argentino ao Brasil; o acordo relativo à ponte sobre o rio Iguaçu; e o acordo de cooperação científico-tecnológica nas áreas de telecomunicações, pesquisa científica, pesquisa agropecuária e reflorestamento.

Atendendo a convite dos Comandantes-em-Chefe da Armada e da Força Aérea da Argentina, respectivamente, visitaram oficialmente aquele país os Senhores Ministros da Marinha e da Aeronáutica. O Ministro da Economia da Argentina esteve em Brasília, onde manteve conversações com o Presidente da República e com o Ministro-Chefe da Secretaria de Planejamento.

Durante a visita realizada pelo Presidente da República ao Paraguai, foi celebrado o Tratado de Interconexão Ferroviária entre os dois países, o qual permitirá a ligação do Paraguai a instalações portuárias do Brasil no Oceano Atlântico. Foram também assinados dois contratos de interligações elétricas. O Presidente Stroessner empreendeu visita a Goiânia, por ocasião da Exposição Agropecuária de Goiás, e, posteriormente, o Ministro da Indústria e Comércio do Paraguai visitou o Brasil. Em Foz do Iguaçu, o Ministro da Saúde do Brasil, Doutor Waldyr Arcoverde, encontrou-se com seu colega paraguaio, Doutor Adan Godoy Jimenez, e considerou novas medidas no contexto da implementação do Acordo de Cooperação Sanitária entre o Brasil e o Paraguai.

As relações com o Chile foram significativamente marcadas por visitas de alto nível. Durante a viagem que o Presidente da República fez a esse país, além da Declaração Conjunta, foram assinados acordos bilaterais em matéria de previdência social, transporte marítimo, turismo e cooperação técnica e científica, bem como um Memorando de Entendimento sobre cooperação no campo da utilização da energia nuclear para fins pacíficos e um acordo de intenção para evitar a dupla tributação. Simultaneamente à visita

presidencial, efetuou-se o Encontro Empresarial Brasileiro-Chileno, do qual participaram mais de centena e meia de empresários brasileiros. Anteriormente, o Ministro Ramiro Saraiva Guerreiro também visitara oficialmente o Chile.

O Almirante-de-Esquadra Maximiano Eduardo da Silva Fonseca, Ministro de Estado da Marinha, visitou o Chile, bem como o Ministro do Exército, General Walter Pires, na qualidade de Chefe da Delegação que representou o Brasil nas festividades comemorativas do aniversário da Independência daquele país.

As relações entre o Brasil e o Uruguai prosseguiram em clima de entendimento e cooperação. Visitou oficialmente a cidade de Brasília o Ministro de Relações Exteriores do Uruguai, Embaixador Adolfo Folie Martínez. Esteve em Montevideu, representando o Governo brasileiro nas comemorações do sesquicentenário da Constituição uruguaia de 1830, o General Ernani Ayrosa da Silva, Chefe do Estado-Maior do Exército. Atendendo a convite do Ministro da Aeronáutica, visitou o Brasil o Comandante-em-Chefe da Força Aérea Uruguaia. O Ministro da Marinha, Almirante-de-Esquadra Maximiano Eduardo da Silva Fonseca, a convite do Comandante-em-Chefe da Armada uruguaia visitou o Uruguai.

Ao mesmo tempo que se reforçavam os laços bilaterais, procedeu-se, em 1980, à dinamização dos contatos no campo da cooperação regional com os países que compõem, com o Brasil, a área amazônica: Bolívia, Colômbia, Equador, Guiana, Peru, Suriname e Venezuela.

Logo no início do ano, o Chanceler Saraiva Guerreiro participou, em Lima, de reunião do Conselho de Ministros das Relações Exteriores do Grupo Andino (Conselho Andino), atendendo a convite de que fora portador o Presidente Francisco Morales Bermúdez, do Peru. Foi essa a primeira reu-

ção do Conselho com um Chanceler de país não-andino. A fim de institucionalizar os vínculos que unem o Brasil ao Grupo Andino, assinou-se um Memorando de Entendimento, que estabeleceu mecanismo permanente de troca de informações, consulta e coordenação entre o Brasil e os países andinos em nível de Chanceleres e em outros níveis.

Em 2 de agosto, entrou em vigor o Tratado de Cooperação Amazônica e, no mesmo mês, o Governo brasileiro, depositário do Tratado, expediu convites aos demais Governos co-signatários para a realização da I Reunião dos Ministros das Relações Exteriores dos países signatários do Tratado de Cooperação Amazônica, a qual viria a ocorrer em Belém do Pará. Na sessão solene de encerramento, foram assinadas a Declaração de Belém e a Ata Final da reunião, com as diretrizes que nortearão as atividades a se desenvolverem sob a égide do Tratado, nas áreas de investigação conjunta em ciência e tecnologia, de cooperação em matéria de desenvolvimento regional, com estudo para a criação de um Fundo de Pré-Investimento, de estudo sistemático e completo do potencial dos rios amazônicos, e de coordenação dos planejamentos nacionais para a implantação de uma infra-estrutura física adequada de transportes e telecomunicações.

O Ministro de Relações Exteriores da Nicarágua visitou o Brasil, ocasião em que expôs a situação de seu país, e agradeceu a ajuda e cooperação recebidas para projetos de reconstrução da economia nacional. O Governo brasileiro recebeu, também, o Chanceler de El Salvador, que apresentou retrospecto histórico da situação política de seu país e indicou os objetivos principais de seu Governo. Visitou igualmente o Brasil o Vice-Presidente da Guatemala. Na cidade do Panamá, realizou-se a I Reunião da Comissão Mista Brasil-Panamá, ocasião em que se estabeleceram parâmetros adequados para uma cooperação mais intensa entre

ambos os países. Visitou o Brasil o Ministro dos Negócios Estrangeiros de Trinidad e Tobago. Esteve igualmente no Brasil missão trinitária em nível ministerial.

Prosseguindo no seu esforço de aproximação com os países caribenhos que recentemente alcançaram sua independência, o Brasil estabeleceu relações diplomáticas com Santa Lúcia e São Vicente e Granadinas. Ajuda humanitária, na forma de doação de remédios, foi prestada à Jamaica, Haiti e Santa Lúcia.

A convite do Governo brasileiro, visitou oficialmente o Brasil o Presidente mexicano José Lopes Portillo. No campo político, onde foram identificadas numerosas áreas de convergência entre os dois países, decidiu-se dar novo impulso às relações bilaterais, ficando acordada a realização periódica de reuniões em nível diplomático, a fim de passar em revista temas internacionais. No terreno econômico, a visita do Mandatário mexicano possibilitou entendimentos e decisões que conferem decidido apoio governamental ao esquema de cooperação econômica e industrial, ora em fase de implementação. Acordou-se ainda o fornecimento de quantidades adicionais de petróleo mexicano ao Brasil.

áfrica

O ano de 1980 caracterizou-se por intensa e variada atividade diplomática com vistas ao desenvolvimento e consolidação das relações do Brasil com os países da África Subsariana, em decorrência da importância atribuída ao nosso relacionamento com o continente africano nos mais diversos setores.

No âmbito das iniciativas políticas, sobressai a viagem empreendida pelo Chanceler Saraiva Guerreiro à Tanzânia, Zâmbia, Zimbábue e Angola. O Ministro da Agricultura do Brasil e Força-Tarefa da Marinha visitaram a Costa do Marfim. O Brasil participou,

como observador, dos trabalhos da Reunião de Chefes de Estado da Comissão do Rio Níger. Destacam-se, ainda, missão brasileira a Salisbúria, por ocasião das solenidades de independência do Zimbábue, bem como a missão de cooperação técnica à República de São Tomé e Príncipe.

Atendendo a convite dos países da "linha de frente", o Brasil fez-se representar na segunda Conferência de Cooperação do desenvolvimento do Sul da África, realizada em Maputo, e convocada com o objetivo de coordenar projetos e medidas que visam a desvincular esses países das estruturas herdadas do período colonial.

Quanto às Missões recebidas, registrem-se a visita realizada pelo Presidente da República Popular Revolucionária da Guiné, acompanhado de sete Ministros de Estado; a do Presidente da Guiné-Bissau; a do Ministro dos Negócios Estrangeiros de Cabo Verde; e a dos Comissários de Estado do Comércio e Indústria e Artesanato, e dos Transportes da Guiné-Bissau. De alto nível foram ainda as missões chefiadas pelo Reitor da Universidade Eduardo Mondlane de Maputo e a do Governador do Banco Central de Moçambique, ambos com hierarquia de Ministro de Estado.

Estiveram no Brasil dezesseis Missões de alto nível da Nigéria, país que, em 1980, se tornou o primeiro parceiro comercial brasileiro na África.

Visitaram também o Brasil o Chefe do Estado Maior Adjunto da Força Aérea do Gabão, à frente de missão militar, o Ministro da Indústria e do Turismo e o Ministro das Relações Exteriores da República Popular do Congo. Realizaram-se, em Brasília, reuniões das Comissões Mistas Brasil-Senegal e Brasil-Zaire, tendo sido as delegações daqueles países chefiadas, respectivamente, pelo Ministro das Relações Exteriores e pelo Secretário de Estado para Cooperação Internacional. Do Mali, foi recebido o Minis-

tro do Desenvolvimento Industrial, e do Benin, o Ministro do Planejamento. Da Tanzânia, recebeu-se visita do Secretário Geral do Ministério de Construção da Nova Capital.

Durante o ano de 1980, foi criada a Embaixada em Salisbúria, cumulativa com Maputo, e instalada a Embaixada em Dar-Es-Salaam com a conseqüente designação de Embaixador residente na capital tanzaniana. O leque da presença diplomática brasileira no continente foi ainda ampliado com o estabelecimento de relações diplomáticas com Burundi, República Popular do Congo e Ruanda.

oriente próximo

Intensificaram-se as relações com os países da África Setentrional e do Oriente Próximo. O Brasil recebeu delegações da Argélia, Arábia Saudita, Coveite, Egito, Emirados Árabes Unidos e Iraque, e as visitas oficiais do Primeiro Ministro do Marrocos, do Ministro do Comércio da Arábia Saudita, do Ministro do Petróleo e Recursos Minerais dos Emirados Árabes Unidos, do Ministro das Finanças do Coveite e do Ministro da Irrigação do Iraque, enviado especial do Presidente da República desse país. Em Brasília, reuniu-se pela segunda vez a Comissão Mista Brasil-Líbia. Chefiaram as respectivas delegações o Ministro de Estado interino das Relações Exteriores e o Secretário do Comitê Geral Popular da Habitação da Líbia. O Ministro da Indústria e do Comércio visitou o Coveite, quando presidiu à assinatura de empréstimo ao BNDE, e o Iraque, ocasião em que entregou mensagem do Presidente da República ao Chefe de Estado daquele país. Nos foros internacionais o Brasil manteve sua posição de apoio aos princípios da não intervenção e autodeterminação, ao direito do povo palestino a uma pátria e ao direito de todos os povos da região a existir dentro de fronteiras internacionalmente reconhecidas. O conflito entre Iraque e Irã foi acompanhado com especial

atenção pelo Brasil, que expressou a esperança de que pudessem chegar a uma fórmula passível de conciliar seus interesses e de conduzir ao fim as atividades bélicas.

estados unidos e canadá

Realizou-se, em Brasília, a VII Sessão do Subgrupo Consultivo de Comércio Brasil-EUA, no contexto do Memorando de Entendimento de 1976. Ainda no âmbito do referido Memorando, realizou-se em Washington reunião das equipes de planejamento político dos dois países.

O Ministro de Estado das Relações Exteriores visitou oficialmente o Canadá. Realizou-se, em Brasília, a II Reunião do Subgrupo Brasil-Canadá sobre Agricultura. Também em Brasília se realizou a I Reunião do Subgrupo de Cooperação Industrial. Em Ottawa, realizou-se a Terceira Reunião da Comissão Mista Brasil-Canadá sobre Relações Comerciais e Económicas, organismo a cujo âmbito pertencem os dois subgrupos acima mencionados.

europa ocidental

Experimentaram impulso as relações do Brasil com os países da Europa Ocidental, em seu conjunto. Registrou-se considerável aumento dos contatos em todos os níveis e setores de atividades.

Destacou-se a visita do Papa João Paulo II ao Brasil.

Tiveram particular importância as visitas do Ministro das Relações Exteriores a Bonn e Bruxelas. Também relevantes foram as visitas do Ministro dos Negócios Estrangeiros da Áustria; do Vice-Primeiro Ministro, Ministro das Relações Exteriores, da Economia e da Justiça do Grão-Ducado do Luxemburgo; do Secretário de Estado do Comércio Exterior do Reino Unido; do Secretário de Estado dos Negócios Estrangeiros do Reino Unido; do Secretário de Estado junto ao Mi-

nistro dos Negócios Estrangeiros da França; do Secretário de Estado do Ministério do Comércio Exterior da Suécia; e do Chefe das Forças Armadas da Dinamarca. Registraram-se ainda as visitas do ex-Primeiro Ministro Britânico, Edward Heath; dos alunos do Royal College of Defense Staff, do Reino Unido; além de três missões parlamentares da RFA e de parlamentares suecos.

Realizaram-se as seguintes reuniões de Comissões Mistas: Brasil-Dinamarca; Brasil-Noruega; e Brasil-RFA.

Foram assinados os seguintes atos internacionais:

I — Protocolo Adicional ao Acordo de Previdência Social Brasil-Espanha;

II — Acordo sobre Cooperação Económica e Industrial entre o Brasil e os Países Baixos, que cria Comissão Mista.

europa oriental

O relacionamento do Brasil com os países socialistas da Europa ampliou-se e diversificou-se de forma significativa, embora sua tônica principal continue a ser o incremento do intercâmbio comercial. Visou-se a incentivar as exportações para a área, diversificá-las, através da inclusão gradativa de produtos manufaturados e semimanufaturados, e desenvolver novos mecanismos de comércio, mais adaptados à forma de operar daqueles países no comércio exterior. Paralelamente, começou a ser executada uma gradual e seletiva reorientação de importações da área do Leste Europeu.

Visitaram o Brasil o Secretário de Estado do Ministério dos Negócios Estrangeiros da Hungria; o Vice-Secretário Federal dos Negócios Estrangeiros da Iugoslávia; o Secretário Geral do Ministério dos Negócios Estrangeiros da URSS; e o Ministro da Co-

operação com os Países em Desenvolvimento da Iugoslávia. Esteve no Brasil em visita oficial, a convite da Câmara dos Deputados, delegação parlamentar da URSS. Em retribuição, o Presidente da Câmara dos Deputados Flávio Marcílio, acompanhado de comitiva, visitou a URSS.

Vale ainda ressaltar visitas de personalidades tais como o Ministro do Comércio Exterior da Tchecoslováquia; o Secretário de Estado e Membro do Conselho de Ministros da RDA; e o Vice-Ministro da Marinha Mercante da URSS; o Vice-Ministro do Ferro e do Aço da URSS; o Vice-Ministro do Comércio Exterior da Polónia; o Vice-Ministro do Comércio Exterior da Bulgária; o Ministro-Secretário de Estado do Comércio Exterior da Roménia; o Vice-Ministro do Comércio Exterior da Roménia; o Diretor-Geral do Comércio Exterior da RDA; e o Diretor-Geral do Comércio Exterior da Tchecoslováquia.

Por ocasião do falecimento do Marechal Josip Broz Tito, em maio, foi enviada missão especial às exéquias do Presidente iugoslavo, chefiada pelo General-de-Exército José Ferraz da Rocha, Chefe do Estado-Maior das Forças Armadas. Devem ainda ser registradas as visitas do Ministro das Minas e Energia à Polónia e à Tchecoslováquia, e do Secretário-Geral da Fazenda à Polónia. Visitaram também o Leste Europeu missões comerciais de companhias estatais e de firmas privadas, que exploraram perspectivas concretas de cooperação bilateral, inclusive no setor energético. Foram assinados acordos de cooperação, em nível empresarial, entre a Confederação Nacional da Indústria e as Câmaras de Comércio e Indústria da Bulgária e da Roménia, bem como com a Câmara de Comércio Exterior da RDA.

Realizaram-se reuniões de Comissões Mistas com a Polónia, a Bulgária, a Roménia, a RDA, a Hungria e a Iugoslávia e sobre Transportes Marítimos com a URSS.

No tocante à promoção comercial no Leste Europeu, foi sensivelmente ampliada a participação do Brasil nas feiras internacionais da região (Salima, Leipsig, Brno, Poznan, Bucareste, Zagreb, Budapeste, Plovdiv e Moscou), além de ser melhor estruturado o apoio aos empresários nacionais, através da criação de setores comerciais em todos os postos da Europa Oriental. Começaram a operar no Leste Europeu, em apoio ao Setor Comercial externo, uma representação do Banco do Brasil, em Varsóvia, e escritórios da Interbrás, em Berlim, e da COBEC, em Praga. Finalmente, foram regulamentados os Escritórios Comerciais da Polónia, da Bulgária e da Hungria no Brasil.

Ásia e oceania

Visitou o Brasil missão de importadores japoneses organizada pelo Ministério do Comércio Internacional e Indústria do Japão e composta de cerca 120 membros, entre empresários e altos funcionários governamentais. Visitou o Japão o Ministro-Chefe da SEPLAN. Na oportunidade foram concluídos os entendimentos finais para a execução dos projetos ALBRÁS/ALUNORTE e ficou praticamente definido o contrato de compra, por siderúrgicas japonesas, de 13 milhões de toneladas de minérios de ferro de Carajás. Foram ainda mantidos entendimentos sobre a participação japonesa em outros empreendimentos brasileiros.

Realizou-se em Pequim a Primeira Reunião da Comissão Mista Comercial Brasil-China. Na oportunidade, foi assinado acordo referente à oferta feita pelo Banco do Brasil ao Banco da China de linha de crédito de 100 milhões de dólares. Visitou a China missão do BRASILINVEST. Ressalte-se, igualmente, a vinda ao Brasil de várias delegações chinesas. Foi ainda inaugurada uma agência do Banco do Brasil em Macau.

Com relação aos países da Associação das Nações do Sudeste da Ásia (ASEAN), In-

donésia, Filipinas, Malásia, Tailândia e Cingapura, cabe mencionar a vinda ao Brasil, no corrente ano, de quatro missões indonésias de alto nível, interessadas em conhecer os programas brasileiros nos setores relacionados à agricultura, à previdência social, à energia e ao programa de colonização na região amazônica. O primeiro Embaixador do Brasil residente em Cingapura apresentou credenciais ao Governo daquele país.

Visitou a Índia e o Sri Lanka missão comercial brasileira, chefiada pelo Secretário-Executivo da Confederação Nacional do Comércio, a qual procurou identificar as possibilidades de incremento das relações comerciais e de cooperação entre aqueles países e o Brasil. Missão cingalesa esteve no Brasil para conhecer as atividades brasileiras no âmbito do Programa Nacional do Alcool. Esteve no Brasil o Ministro das Finanças e do Planejamento de Sri Lanka.

Delegação parlamentar australiana visitou o Brasil, tendo mostrado especial interesse quanto à fabricação de veículos movidos a álcool. Delegação chefiada pelo Presidente da CVRD visitou a Austrália.

organismos internacionais

ORGANIZAÇÃO DAS NAÇÕES UNIDAS - ONU

De acordo com a tradição, o Chefe da Delegação do Brasil, Chanceler Saraiva Guerreiro, abriu o debate geral na XXXV Sessão da Assembleia Geral das Nações Unidas. A Delegação, a exemplo dos anos anteriores, contou com observadores parlamentares. Um indicativo da atuação brasileira e do equilíbrio de nossas posições é o fato de o Brasil, que já integra diversos outros órgãos internacionais, ter sido eleito ou reeleito, em 1980, para os seguintes órgãos: Comissão de Direitos Humanos, Junta Executiva do Fundo das Nações Unidas para a Infância (UNICEF), Comité de Recursos Naturais,

Comissão de Estatística, Comité de Programa e Coordenação, Conselho de Administração do Programa das Nações Unidas para o Meio-Ambiente (UNEP), Comité de Contribuições e Junta de Desenvolvimento Industrial da Organização das Nações Unidas para o Desenvolvimento Industrial (UNIDO).

A declaração da década de 80 como Década do Desarmamento coincide com a atividade do Brasil nesse campo, principalmente através da Comissão de Desarmamento das Nações Unidas e do Comité sobre Desarmamento. Atribuiu-se especial atenção à proibição de armas químicas, à segurança dos países não-nuclearmente armados, ao programa geral de desarmamento e à proibição de novas armas de destruição em massa. Também contribuiu o Brasil para que se chegasse, em reunião especializada, a uma convenção sobre proibições ou restrições de certas armas convencionais que possam ter efeito indiscriminado ou provocar ferimentos desnecessários. Foi enviado observador à 2ª Conferência de avaliação do Tratado sobre não-proliferação de armas nucleares, do qual o Brasil não é signatário. A reunião deixou de apresentar resultados, dada a reticência das potências nucleares em facilitar a transferência de tecnologia para fins pacíficos aos demais países e tomar os passos para desarmamento nuclear a que estavam comprometidas pelo Tratado.

A III Conferência das Nações Unidas para o Direito do Mar reuniu-se em sua IX Sessão, tendo-se verificado progressos na elaboração do anteprojeto, ainda informal, da convenção que poderá vir a regular todos os usos em toda a extensão dos oceanos. A Delegação do Brasil contou com a colaboração de observadores parlamentares. O Chanceler Saraiva Guerreiro compareceu à Câmara dos Deputados, onde prestou esclarecimentos sobre as posições defendidas pelo Brasil.

O Brasil participou ainda da Conferência Mundial que marcou a metade da Década das Nações Unidas para a Mulher — Igualdade, Desenvolvimento e Paz. Na área dos direitos humanos, o Brasil tomou parte na XXXVI Sessão da Comissão de Direitos Humanos e enviou observadora Subcomissão de Prevenção da Discriminação e Proteção de Minorias. A Sexta Sessão Especial da Comissão de Entorpecentes das Nações Unidas e a segunda Conferência das Partes do Acordo Sul-Americano sobre Entorpecentes e Psicotrópicos foram os eventos principais a que compareceu o Brasil no domínio do combate aos tóxicos. Registrou-se ainda a presença do Brasil no Sexto Congresso das Nações Unidas para a Prevenção do Crime e Tratamento dos Delinquentes. E(n) matéria de meio-ambiente, prosseguiu a ação do Brasil, na VIII Reunião do Conselho de Administração do Programa das Nações Unidas para o Meio-Ambiente e em encontros especializados, no sentido de melhor conjugar a preservação da natureza com o direito soberano de cada Estado a conduzir o processo de desenvolvimento.

O Brasil participou da Sessão de Emergência da Assembleia Geral das Nações Unidas dedicada ao problema palestino. Nessa como em outras oportunidades, no quadro de suas relações bilaterais e multilaterais, o Brasil reiterou seu apoio aos esforços no sentido de uma solução justa e abrangente para a questão do Oriente Médio baseada, *inter alia*, no direito de todos os povos e países da região de viverem dentro de fronteiras reconhecidas e no reconhecimento dos direitos legítimos do povo palestino à autodeterminação e independência.

Na Sessão de Emergência da Assembleia Geral, convocada para examinar a questão do Afeganistão, o Brasil baseou sua atuação na defesa dos princípios de autodeterminação, não-intervenção e não-uso da força. Apoiou resolução que pede a retirada de todas as tropas estrangeiras do território afegão.

Na Assembleia Geral e em vários outros foros, o Brasil continuou a prestar decidido apoio às resoluções que condenam a África do Sul pela prática do "apartheid", pelas agressões aos países vizinhos e pela ocupação da Namíbia, que consideramos ilegal, em conjunto com a comunidade internacional.

O Brasil se fez representar, na XXXIII Assembleia Mundial de Saúde, na LXVI Conferência Internacional do Trabalho, na XVI Conferência Regional da Organização das Nações Unidas para Alimentação e Agricultura (FAO), na 35ª Sessão do Comité para o Uso Pacífico do Espaço Exterior e na Conferência Mundial do Turismo.

O Brasil integra atualmente os órgãos deliberativos do Conselho de Governadores do Fundo Internacional para o Desenvolvimento Agrícola (FIDA), do Conselho de Administração da Organização Internacional do Trabalho (OIT), do Conselho da FAO, do Comité Executivo da Organização Meteorológica Mundial (OMM), tendo participado das sessões anuais regulares desses órgãos.

Em 1980, o Brasil foi reeleito para mais dois órgãos deliberativos de organismos internacionais especializados: o Conselho Executivo da Organização Mundial da Saúde (OMS) e o Conselho da Organização de Aviação Civil Internacional (OACI).

ORGANIZAÇÃO DOS ESTADOS AMERICANOS - OEA

Durante o ano de 1980, os principais fatos políticos, sobre os quais se manifestou a Organização dos Estados Americanos, foram a invasão da Embaixada da República Dominicana em Bogotá e o movimento militar ocorrido na Bolívia. No primeiro caso, a OEA realizou sessão, na qual se aprovou, por consenso, resolução que repudiou o referido ato de terrorismo e expressou a

confiança dos Estados-membros em que o Governo colombiano saberia preservar a integridade, bem como lograr a libertação, dos agentes diplomáticos seqüestrados e mantidos como reféns. Quanto ao segundo episódio, foi convocada sessão extraordinária do Conselho Permanente, para considerar a situação dos Direitos Humanos na Bolívia. Nesta reunião, foi aprovada resolução que expressa preocupação da maioria dos Estados membros da OEA com relação à situação dos direitos humanos naquele País.

Por ocasião do X Período Ordinário de Sessões da Assembleia Geral, voltou a ser dominante nos debates o tema referente à situação dos direitos humanos na América Latina e no Caribe. Tratou-se também das condições financeiras da Organização e deu-se seguimento aos trabalhos preparatórios da Assembleia Geral Extraordinária sobre Cooperação para o Desenvolvimento, prevista para 1981, em Montevidéu.

ASSOCIAÇÃO LATINO-AMERICANA DE LIVRE COMÉRCIO — ALALC/ASSOCIAÇÃO LATINO-AMERICANA DE INTEGRAÇÃO — ALADI

No âmbito da Associação Latino-Americana de Livre Comércio, o ano de 1980 foi marcado pela realização de uma série de reuniões cujo cronograma foi estabelecido para atender: 1.º) à proximidade do prazo (31 de dezembro de 1980) estipulado pelo Protocolo de Caracas, de 1969, para o aperfeiçoamento da Zona de Livre Comércio, instituída pelo Tratado de Montevidéu — 1960; e 2º) à necessidade imperiosa de reestruturar a Associação em bases mais realistas e flexíveis.

Realizaram-se duas reuniões preparatórias; uma Conferência Extraordinária, na qual foram adotadas resoluções que aprovaram, como recomendação aos Governos, o texto do projeto do Tratado Constitutivo da Asso-

ciação Latino-Americana de Integração (ALADI) e o embasamento jurídico da nova Associação; e uma reunião do Conselho de Ministros da ALALC, na qual o referido projeto foi sancionado pelos Chanceleres de todos os países-membros, seguida de Reunião Intergovernamental, onde o Tratado de Montevidéu-1980 foi subscrito. O referido ato internacional já foi submetido ao Congresso, para efeitos de ratificação.

Em síntese, o novo diploma legal visa a promover a integração das economias latino-americanas através de acordos: a) de alcance parcial — que tendam progressivamente à multilateralização — e b) de alcance regional. No novo esquema, a criação de uma área de preferências econômicas constituirá a primeira etapa para o estabelecimento gradual de um Mercado Comum Latino-americano.

A renegociação do "Patrimônio Histórico" (concessões negociadas ao amparo dos instrumentos jurídicos vigentes até aqui) teve início em outubro. Atribuiu-se prioridade às reuniões com os membros do Pacto Andino que defendiam a posição de que as concessões reciprocamente outorgadas expirariam com o Tratado de Montevidéu. Posteriormente, realizou-se a XX Conferência Extraordinária das partes Contratantes da ALALC para a avaliação e possível convergência dos acordos parciais alcançados. O prazo para a renegociação entre os países não-andinos foi prorrogado até 31 de dezembro de 1981.

temas económicos

Realizou-se a XI Assembleia Geral Especial das Nações Unidas com o objetivo de lançar as "Negociações Globais", nova forma do "Diálogo Norte-Sul", e discutir a Estratégia Internacional para o Desenvolvimento. O Brasil participou ativamente dessas negociações. Com referência às "Negociações Globais", não se chegou a um acordo. Prevaleceu a divergência entre países em

desenvolvimento e desenvolvidos sobre a agenda e sobre procedimentos de negociação. Até a interrupção em dezembro da XXXV Assembleia Geral da ONU, foro ao qual o assunto foi remetido, tampouco verificou-se o desejado acordo. O Presidente da XXXV Assembleia Geral foi encarregado de realizar sondagens sobre o assunto e de reconvocar a XXXV Sessão para discutir mais uma vez o tema.

Com relação à Estratégia Internacional para o Desenvolvimento, houve consenso em torno de um texto adotado pela XXXV Assembleia Geral da ONU.

Concluiu-se a Conferência das Nações Unidas sobre Práticas Comerciais Restritivas e aprovou-se, por consenso, um conjunto de regras e princípios, ou códigos, sobre práticas comerciais restritivas, completando, assim, um processo negociador que se iniciou em 1968, na II Conferência das Nações Unidas sobre Comércio e Desenvolvimento (UNCTAD). O Brasil foi um dos principais porta-vozes do "Grupo dos 77" nesta negociação. O documento recolhe as preocupações centrais dos países em desenvolvimento na matéria e condena certas práticas de subsidiárias de empresas transacionais que afetam adversamente o desenvolvimento económico desses países.

O Brasil participou da Conferência Diplomática sobre a Revisão da Convenção de Paris para Proteção da Propriedade Industrial, no âmbito da Organização Mundial da Propriedade Industrial (OMPI), onde se procurou estimular a capacidade dos países em desenvolvimento de absorverem tecnologia patenteada. Frustraram-se, entretanto, as expectativas dos países receptores de tecnologia em vista do impasse processual, que logo se formou entre os grupos de países desenvolvidos e em desenvolvimento, sobre o sistema de votação do ato final de revisão. Em consequência, a OMPI, por intermédio de seu órgão competente (Uni-

ão de Paris), propôs, oportunamente, as datas, para uma nova sessão da Conferência Diplomática, que deverá realizar-se em 1981.

O Brasil participou da Terceira Conferência Geral da Organização das Nações Unidas para o Desenvolvimento Industrial (III UNIDO).

Participou o Brasil, na Venezuela, da VI Reunião Ordinária do Conselho Latino-Americano, órgão principal do Sistema Económico Latino-Americano (SELA). Procurou-se, nessa reunião, definir uma posição conjunta latino-americana em relação aos grandes temas ora em debate nos principais foros internacionais, a saber: Negociações Globais, Nova Estratégia Internacional para o Desenvolvimento, Cooperação Económica entre Países em Desenvolvimento, código de conduta para empresas transacionais e para a transferência de tecnologia. Realizou-se, em setembro, a I Reunião do Comité de Ação do SELA para o Estabelecimento da Rede de Informação Tecnológica Latino-Americana, em sua sede, no Rio de Janeiro.

A nível bilateral, foi realizada em 1980 uma série de negociações com vistas a atenuar as pressões protecionistas sobre as exportações brasileiras. Assim, foi formalizada a conclusão do Acordo Bilateral sobre as Exportações de Certos Produtos Têxteis do Brasil para a Suécia, com vigência de dois anos, a partir de 1º de setembro de 1980. Com os Estados Unidos da América, entre outras matérias, foi resolvida a questão da imposição de direitos compensatórios sobre nossos produtos têxteis. Prevaleceu a tese brasileira de que, com as medidas económicas do Governo brasileiro de 7 de dezembro de 1979, os subsídios que agora incidem sobre as exportações são apenas residuais. Foi assinado um Acordo-Quadro de Cooperação entre o Brasil e Comunidade Económica Europeia, ora em apreciação pelo Congresso Nacional, e que, tão logo entre

em vigor, deverá substituir o atual Acordo Comercial. No plano das relações comerciais com a Argentina, foram mantidos contatos no intuito de assegurar a continuidade de correntes de exportações brasileiras que foram ou poderão ser afetadas pela imposição de direitos compensatórios naquele país, como decorrência de investigações sobre a incidência de subsídios.

Como Parte Contratante do Acordo Geral sobre Tarifas Aduaneiras e Comércio — GATT, o Brasil deu início à implementação de alguns acordos multilaterais negociados durante as Negociações Comerciais Multilaterais (Rodada de Tóquio), concluídas em 1979. É o caso do Acordo sobre subsídios e sobre Medidas Compensatórias, do Acordo sobre Barreiras Técnicas ao Comércio, do Acordo Anti-Dumping e do Acordo sobre o Comércio de Carnes. Foram enviados à consideração do Congresso Nacional dois outros resultados das referidas negociações, a saber, o Acordo sobre Valoração Aduaneira e uma relação de concessões tarifárias brasileiras. O conjunto desses instrumentos internacionais representa vantagens para o Brasil em termos de maior normalização dos procedimentos das Partes Contratantes do GATT em matéria de comércio internacional. As obrigações brasileiras neste contexto estão, em grande número de casos, qualificadas por dispositivos de tratamento mais favorável a países em desenvolvimento, negociados por ocasião da Rodada de Tóquio.

Foram acionadas, pela primeira vez, as cláusulas econômicas do Acordo Internacional do Café de 1976, mediante a aprovação, pelo Conselho da Organização Internacional do Café, de medidas relativas às quotas de exportação, à faixa de preços e ao sistema de controles. Constituiu-se, no âmbito do GATT, um painel encarregado do exame da controvérsia entre o Brasil e a Espanha a respeito de novo regime tarifário espanhol para importações de café. Sobre o mesmo tema, foi criada, por decisão do

Conselho da Organização Internacional do Café, uma Comissão Consultiva.

Tiveram prosseguimento as negociações do novo Acordo Internacional do Trigo, com o exame de texto alternativo, elaborado pelo Secretariado do Conselho Internacional do Trigo, que busca apresentar soluções sobre os pontos a respeito dos quais não foi possível obter um entendimento ao longo destes cinco anos de negociações.

No setor de saúde animal, concluíram-se as negociações entre a Comunidade Económica Europeia (CEE) e alguns países latino-americanos exportadores de carne, entre os quais o Brasil, com a aprovação de um programa de cooperação para a erradicação da febre aftosa na América Latina.

No âmbito da FAO prosseguiram as negociações para fomento da cooperação internacional no comércio dos produtos oleaginosos, com a realização da 14ª Sessão do Grupo Intergovernamental sobre Sementes Oleaginosas, Óleos e Gorduras. A reunião adotou diretrizes destinadas a evitar a imposição de novas barreiras tarifárias ou não tarifárias à entrada das oleaginosas nos mercados consumidores e a reduzir ou eliminar os entraves já existentes.

O Brasil assinou e apresentou declaração de que aplicaria provisoriamente, dentro dos limites dos procedimentos constitucionais brasileiros, o Acordo Internacional da Borracha Natural de 1979.

Tiveram prosseguimento os trabalhos desenvolvidos no âmbito do Programa Integrado de Produtos de Base, com vistas à negociação de um Acordo Internacional sobre Madeiras Tropicais. Encerraram-se, com êxito, as negociações do Convénio Constitutivo do Fundo Comum do Programa Integrado de Produtos de Base, que financiará os estoques reguladores constituídos pelos acordos de produtos de base associados ao Fundo e outras medidas, também

previstas em acordos, relativos à pesquisa e desenvolvimento de produtos, aumento da produtividade, comercialização, promoção comercial e diversificação de usos.

A Conferência do Cacau das Nações Unidas de 1980 concluiu, entre países produtores e consumidores, as negociações sobre o Terceiro Acordo Internacional do Cacau, que deverá entrar em vigor até 31 de dezembro de 1981. O novo Acordo Internacional do Cacau terá uma duração de três anos e contará com um estoque regulador de 250 mil toneladas, que se constituirá no mecanismo estabilizador de preços no mercado internacional do cacau.

O Acordo Internacional do Açúcar, de 1977, passou a vigorar para o Brasil em 5 de fevereiro, data do depósito, junto à Secretaria-Geral das Nações Unidas, do instrumento brasileiro de ratificação. O painel constituído pelo Conselho do GATT para o exame de reclamação apresentada pelo Brasil contra a política de subsídios à exportação do açúcar praticada pela CEE apresentou seu relatório, em novembro, às Partes Contratantes, devendo ser alcançada decisão a respeito no primeiro semestre de 1981.

O Brasil participou, ativamente, das XXXV Reuniões Anuais, conjuntas, das Assembleias de Governadores do Fundo Monetário Internacional e do Banco Internacional para Reconstrução e Desenvolvimento, da XX Reunião Anual da Assembleia de Governadores do Banco Interamericano de Desenvolvimento, da VII Reunião Anual da Assembleia de Governadores do Fundo Africano de Desenvolvimento, e da III Reunião, no âmbito do Banco Mundial, do Grupo do Caribe para Cooperação no Desenvolvimento Económico. Ainda no quadro de esforços que visam ao aperfeiçoamento do sistema monetário internacional, o Brasil participou de encontros de Peritos Intergovernamentais de Alto Nível, realizados, respectivamente, em Abu-Dhabi, por iniciativa

dos países árabes, e, em Genebra, por convocatória da UNCTAD.

Em relação a Acordos para Evitar a Dupla Tributação e Prevenir e Evasão Fiscal, registraram-se as assinaturas de instrumentos do género com a Argentina e a Noruega; a troca de instrumentos de ratificação com o Grão-Ducado de Luxemburgo e a formalização de entendimentos para o início de negociações específicas com o Chile.

Estreitou-se a cooperação financeira com os países árabes, tendo-se explorado com o Iraque e o Kuwait o estabelecimento de empreendimentos conjuntos nos campos de bancos e seguros.

A II Conferência Especial de Transporte Aéreo da Organização de Aviação Civil Internacional (OACI) foi presidida pelo Brasil. Na ocasião, com a participação de 102 Estados e de 9 organismos internacionais, foram discutidos temas ligados à regulamentação do transporte aéreo internacional e às tarifas de passageiros e carga. O Brasil participou, ainda, da XXIII Assembleia-Geral da OACI e da IV Assembleia-Geral da Comissão Latino-Americana de Aviação Civil. Foram realizadas reuniões bilaterais de consulta aeronáutica com Uruguai, Marrocos, Bolívia, Iraque, Venezuela, Estados Unidos da América, Colômbia, Espanha, Japão e Argentina, e concluiu-se Acordo sobre Transporte Aéreo Regular entre o Brasil e a Bélgica.

Foram introduzidas modificações no Convénio sobre Transportes Marítimos Brasil — México, de 1974. A mais importante modificação procura restringir ao máximo de 10% a participação da bandeira estrangeira no tráfego entre os dois países. Foi concluído em Santiago Acordo entre o Brasil e o Chile, que modifica algumas disposições do Convénio sobre Transporte Marítimo, vigente desde 1975. As alterações visam a explicitar e definir com maior clareza os objetivos e limites do referido Convénio. Foi assinado,

ainda, o Protocolo Adicional ao Acordo Marítimo Brasil-França, que entrará em vigor após troca de notas. Com os Estados Unidos, foi prorrogado até 31 de dezembro de 1983 o Acordo de "Equal Access", nome pelo qual é conhecido o memorando de consulta de 1970 que prevê a igualdade de acesso às cargas sob controle governamental dos navios de bandeira brasileira e norte-americana. Realizou-se a III Comissão Mista de Transportes Marítimos Brasil-URSS, tendo sido examinada a situação geral do intercâmbio dos dois países no setor.

No domínio dos transportes terrestres, o Brasil foi sede da X Reunião de Ministros de Obras Públicas e Transportes dos Países do Cone Sul, na qual foram aprovados diversos acordos, dos quais ressalta o Anexo IV — sobre seguros — do Convênio de Transporte Internacional Terrestre de 1977.

O Brasil fez-se representar na Conferência que negociou a Convenção de Transporte Multimodal Internacional, cujo objetivo é regulamentar o transporte de mercadorias realizado por diversas modalidades (aéreo, marítimo, rodoviário e ferroviário) do local de concentração das mercadorias até o local de destino, em outro país.

Realizou-se a XI Reunião da Subcomissão de Transportes da Comissão Brasileiro — Argentina de Coordenação (CEBAC). Na ocasião, foram examinados diversos aspectos do transporte terrestre e multimodal, entre os quais ressalta a fixação da capacidade nominal de carga transportada por cada parte.

No campo das comunicações, foi firmado com a Argentina um Ajuste Complementar ao Acordo de Cooperação Científica e Tecnológica. Uma Subcomissão de Comunicações, no âmbito da Comissão Mista de Ciência e Tecnologia, terá a incumbência de analisar as possibilidades de cooperação bilateral nas áreas da pesquisa e do

desenvolvimento tecnológico, da complementação industrial quanto a equipamentos de comunicações, e do uso de satélites para fins de comunicações nacionais.

Foram assinados, entre o Brasil, a Argentina e o Uruguai, o Acordo que coordena a Distribuição de Canais para o Serviço Móvel Marítimo na Faixa de 2.065 a 2.107 KHz, e o Acordo para a Coordenação de Consignações e Uso dos Canais de Radiodifusão Sonora em Frequência Modulada na Faixa de Ondas Métricas (88-108 Mhz), os quais se destinam a evitar mútuas interferências prejudiciais ao funcionamento dos respectivos serviços.

energia

Foram concluídos, no âmbito da Agência Internacional de Energia Atômica (AIEA), os trabalhos de Avaliação Internacional do Ciclo do Combustível Nuclear (INFCE), que contaram com a participação de cerca de 60 países, entre os quais o Brasil. Também sob a égide da AIEA, realizaram-se reuniões do Grupo de Peritos sobre Administração Internacional do Combustível Irradiado, do Comité sobre Garantia de Suprimento de Materiais, Serviços e Equipamentos e Tecnologia Nucleares e do Grupo de Peritos para o Estabelecimento de um Regime Internacional de Armazenamento de Plutônio, este último presidido pelo Brasil.

Por ocasião da visita do Presidente da República a Buenos Aires, foram assinados um Acordo-Quadro e vários instrumentos para promover a cooperação nuclear entre o Brasil e a Argentina, e, por ocasião da visita do Presidente Videla ao Brasil, foram assinados dois contratos e dois protocolos de execução referentes à aludida cooperação nuclear entre os dois países.

A convite do Ministro de Energia e Minas da Venezuela, realizou-se em Caracas uma Reunião Informal de Ministros de Energia da América Latina, com o objetivo de estudar

proposta venezuelana para o estabelecimento de um Programa Interamericano de Cooperação e Coordenação Energética. Como resultado dos trabalhos da Reunião Informal, foram submetidas à apreciação da XI Reunião de Ministros da Organização Latino-Americana de Energia (OLADE) propostas com vistas ao fortalecimento da organização, formulação de diretrizes de política e definição de um programa de ação para a OLADE, elaboração de um Programa de Cooperação Energética Continental, bem como o estabelecimento de um mecanismo de acompanhamento dos trabalhos da Organização. Na XI Reunião, foi aprovado, por unanimidade, o "Compromisso de Bogotá", documento que contém as linhas de um comprometimento dos países-membros com vistas à racionalização da produção e do consumo de energia, bem como ao aumento gradual do abastecimento energético por parte dos países exportadores da OLADE para aqueles países importadores da região. Prevê-se, outrossim, a convocação de uma reunião de peritos da Organização para que se estabeleçam as bases de um plano emergencial, na eventualidade da superveniência de grave crise que afete negativamente o abastecimento energético na região.

Continuaram a verificar-se dificuldades para os países importadores de petróleo, com elevação dos preços do produto. O conflito entre o Iraque e o Irã contribuiu para tornar o mercado petrolífero ainda mais favorável para os produtores. O Brasil, pela ação integrada dos setores diplomático e energético, conseguiu resolver satisfatoriamente os problemas de suprimento surgidos da interrupção do fornecimento iraquiano. Registre-se o aumento dos suprimentos provenientes da Venezuela e do México.

Diversos países enviaram Missões para conhecer o Programa Nacional do Alcool.

promoção comercial

As atividades de promoção comercial desenvolvidas pelo Itamaraty e consubstanciadas no Programa de Promoção Comercial no Exterior tiveram como objetivo apoiar as iniciativas comerciais das empresas brasileiras, especialmente as pequenas e médias, enfatizando as prioridades estabelecidas para a nossa política externa. Atuou-se, especialmente, nas áreas de Informação Comercial, Mostras e Turismo, Organização e Modernização, Operações Comerciais e Estudos e Pesquisas de Mercado, e procurou-se constante aperfeiçoamento do Sistema com vistas a aumentar a produtividade dos recursos financeiros, materiais e humanos disponíveis.

Na área de Informação Comercial, a introdução de técnicas de teleprocessamento de dados permitiu agilizar a divulgação de oportunidades de exportação junto ao empresariado brasileiro. A Revista "Comércio Exterior" e o "Boletim da Revista Comércio Exterior" constituíram-se em importante fonte de consulta e de apoio para o exportador brasileiro, divulgando informações conjunturais e tópicas sobre intercâmbio comercial. A Revista "Brasil — Comércio e Indústria", em cinco idiomas (português, inglês, francês, espanhol e alemão), tem-se revelado poderoso instrumento para divulgação de produtos brasileiros em 89 países em todos os Continentes.

No âmbito das Mostras e Turismo, promoveu-se a participação brasileira em 80 eventos no exterior, entre mostras gerais e especializadas. Durante 1980, a atuação do Itamaraty, neste campo, ganhou novo dinamismo com a realização de grandes feiras/exposições de irradiação regional. Ressaltou-se, ainda, a coordenação com vários órgãos representativos de setores da economia brasileira com vistas à sistematização deste tipo de atividade promocional, de modo a repartir-se o custeio da participação em feiras e exposições.

No campo da Organização e Modernização, foi desenvolvido um esquema de atendimento a necessidades de postos situados em regiões prioritárias para a política externa brasileira. Tendo em vista que os setores brasileiros ligados à exportação ainda se ressentem da falta de profissionais de nível superior especializados em comércio exterior, continuou-se a promover o Ciclo de Treinamento de Especialistas em Promoção Comercial (CITRE). Os participantes da quinta versão deste Ciclo concluíram seu estágio no Brasil durante 1980 e, em seguida, partiram para o exterior onde estão recebendo treinamento em serviço nos Setores de Promoção Comercial de Embaixadas e Consulados brasileiros. Uma vez terminado o estágio, os técnicos serão reintegrados no mercado nacional de trabalho.

A iniciativa brasileira de estabelecer um relacionamento mais denso com países em desenvolvimento contou, sobretudo, com o apoio das atividades desenvolvidas no âmbito das Operações Comerciais, através da organização de missões de exportadores, especialmente dirigidas a esses países, e do acompanhamento de missões de importadores que visitaram o Brasil. Não foram poucas, ainda, as vezes em que as atividades de Operações Comerciais proporcionaram base de apoio sólido a interesses comerciais brasileiros específicos.

No quadro dos Estudos e Pesquisas de Mercado, deu-se continuidade à publicação da série "Como Exportar", chegando-se a um total de 22 títulos. Foram também elaborados diversos estudos do tipo "Perfil econômico-comercial", como subsídios para visitas de missões oficiais brasileiras ou estrangeiras, e que abrangem um total de 24 países.

cooperação cultural, científica e tecnológica

No decorrer do ano de 1980, ampliou-se a

área de atuação nos campos da cooperação técnica, da ciência e tecnologia, da cooperação intelectual, da difusão **cultural** e da divulgação. Especial ênfase foi conferida à cooperação técnica e intelectual com países da África e da América Latina, em seguimento às diretrizes gerais da política exterior brasileira.

As atividades de cooperação técnica no âmbito multilateral foram desenvolvidas, principalmente, dentro do Programa das Nações Unidas para o Desenvolvimento (PNUD). Realizaram-se, em 1980, dez novos projetos em benefício de outros países em desenvolvimento, com os recursos da contribuição voluntária especial do Governo brasileiro ao PNUD. Iniciou-se a execução do VII Programa Nacional de Cooperação Técnica, com a Organização dos Estados Americanos, através de projetos nas áreas de Desenvolvimento Regional, Ciência e Tecnologia e Educação e Cultura.

Quanto à cooperação técnica a nível bilateral, mantiveram-se as perspectivas de negociação do programa integrado de cooperação com o Japão, orientado para grandes projetos. Negociou-se com a França o II Programa de Cooperação Técnica que contempla importante gama de projetos nos mais variados setores. Com o Canadá, estão em exame novas formas de cooperação técnica. Prosseguiu a execução dos projetos examinados e negociados com a República Federal da Alemanha, dentro de um vasto e crescente quadro.

Iniciaram-se e fortaleceram-se programas de cooperação técnica com os países da América Latina e África nos setores da formação profissional, administração municipal, agricultura, agroindústria, pesca, navegação, pecuária, indústria, engenharia de produção e saúde, envio e recepção de missões técnicas, e fornecimento de equipamentos. A cooperação técnica encaminha-se, gradativamente, para a formulação de projetos específicos em áreas e setores in-

dicados como prioritários pelos países a que se destinam.

Consolidaram-se as atividades do Sistema de Informação Científica e Tecnológica no Exterior (SICTEX), cujo objetivo básico é estabelecer um mecanismo de captação ordenada e sistemática de informações na área de ciência e tecnologia no exterior e disseminá-la entre inúmeras entidades públicas e privadas.

No campo da cooperação bilateral em ciência e tecnologia, merecem registro os Acordos de Cooperação Científica e Tecnológica em fase de negociação com a Austrália, Bélgica, Índia, França, Portugal, Itália e Suriname, bem como os Ajustes Complementares já assinados com Chile e Espanha. Por ocasião da visita do Presidente da República à Argentina, celebrou-se um Acordo Básico em Ciência e Tecnologia com aquele país.

Realizaram-se a IX Reunião da Comissão Mista Teuto-Brasileira de Cooperação Científica e Tecnológica e o II Simpósio Nipo-Brasileiro de Ciência e Tecnologia. Visitou o Brasil missão do Conselho de Ciências da República Popular da China.

No setor do intercâmbio de estudantes, a cooperação intelectual se efetuou através do Programa de Estudantes — Convênio. Cabe citar as 2.700 vagas oferecidas este ano a latino-americanos e africanos em cursos de graduação em universidades brasileiras e a distribuição de 70 bolsas de pós-graduação a estrangeiros.

Com vistas a promover o ensino do Português e a divulgação da cultura brasileira, foram dinamizados os 18 Centros de Estudos Brasileiros no exterior e os 37 Leitorados em Universidades da Europa, África e América.

Realizaram-se reuniões de Comissões Mistas Culturais com a Argentina, Chile,

Grã-Bretanha, Guiana, México, Panamá e Senegal. No setor de cooperação multilateral, buscou-se a coordenação das atividades brasileiras com as da UNESCO, nas suas áreas de competência.

A difusão cultural nos diversos países foi realizada com base nas características peculiares de cada região. Paralelamente às visitas presidenciais ao Paraguai, Argentina e Chile, organizaram-se atividades culturais que constaram de exposições, concertos e espetáculos de música popular. Foi dado prosseguimento ao programa de coedição de autores nacionais. No setor de artes plásticas, foram organizadas exposições itinerantes que percorreram, principalmente, a América Latina, e implementou-se a campanha de doação de obras de Arte ao Museu de Arte Moderna do Rio de Janeiro. No campo da música, destacaram-se as programações realizadas em vários países. Finalmente, foram lançadas as bases para a implementação de intenso programa no setor de esportes e da música popular na África, particularmente nos países de língua comum.

Consolidou-se a atuação nas áreas do rádio, da televisão, do cinema e da informação audiovisual e escrita. Estabeleceu-se o núcleo da filмотeca básica do Itamaraty, composta de curtas-metragens sobre temas brasileiros, para divulgação no exterior. Prosseguiu e foi incrementado o programa de mostras rotativas de filmes brasileiros, em outros países, organizadas em coordenação com a EMBRAFILME. Nessa área, prestou-se cooperação direta no campo externo para a realização, em Brasília, da I Feira Internacional do Cinema Brasileiro (I CINEX), da qual participaram mais de 50 compradores internacionais de 19 países, com substanciais resultados no que tange a exportações de filmes brasileiros. Foi finalizada a edição de audiovisuais sobre as raízes culturais, o perfil econômico e a potencialidade turística do Brasil para exibição a públicos estrangeiros. Estabeleceram-se

esquemas de cooperação com emissoras brasileiras de rádio para a difusão, no exterior, de programas musicais e informativos. Coordenou-se a negociação de convênio entre a Rádio e Televisão Cultura de São Paulo e a Universidade da Pensilvânia, dos Estados Unidos, para a realização de uma série de programas de televisão sobre o país. Prestou-se apoio à realização de projetos, no Brasil, por cerca de 50 equipes estrangeiras de cinema, rádio e televisão. Estreitaram-se laços de colaboração com a UNESCO e outros organismos internacionais para a concretização, no decorrer do próximo triênio, de projetos de cooperação técnica com outros países em desenvolvimento no domínio do rádio e da televisão educativos.

assuntos consulares e jurídicos

Ocorreram transformações de grande alcance, seja em relação à assistência aos nacionais, seja em relação ao tratamento de estrangeiros. Através do Programa de Desburocratização, o Itamaraty promoveu a simplificação de todos os procedimentos, registros e legalizações consulares e foi atribuída fé pública, em território nacional, aos atos de tabelionato dos Cônsules do Brasil, dispensados de outras formalidades. Um novo Regulamento do Serviço Consular

Honorário, aprovado pela Portaria nº491, de 13.03.80, veio atualizar o Regulamento de 1947, com o objetivo de tornar os Cônsules Honorários do Brasil um instrumento mais efetivo de apoio às novas dimensões de nossos interesses no exterior. O Estatuto do Estrangeiro consubstanciou diversos critérios necessários e que já vinham norteando a ação consular, em relação ao ingresso de estrangeiros no Brasil, como a reciprocidade de tratamento e a qualificação do imigrante como profissionalmente útil ao esforço brasileiro para o desenvolvimento econômico.

No quadro de intensificação das nossas relações com a Argentina e a Venezuela, foram criados o Consulado em Mendoza e o Vice-Consulado em Bernardo Irigoyen, no primeiro, e os Vice-Consulados em Santa Elena do Vairém, Milagro e Puerto Ordaz, no segundo país.

Nos EUA e nas capitais europeias, verificou-se uma expansão da demanda de assistência consular, em todos os seus segmentos. Através de toda a rede consular, houve mais incidência de solicitações de documentação, tendo sido atendidos todos os pedidos de passaportes e documentos de viagem, tarefa particularmente beneficiada pela adoção de um novo Regulamento de Passaportes.

figueiredo em bogotá inicia uma nova etapa nas relações brasil-colômbia

Discurso do Presidente João Figueiredo em Bogotá, em 10 de março de 1981, logo após sua chegada à Capital colombiana.

Excelentíssimo Senhor Presidente Júlio César Turbay Ayala,

Causa-me particular emoção ser o primeiro Chefe-de-Estado brasileiro que visita a valerosa cidade de Bogotá.

Com minha presença, desejo simbolizar a antiga e fraterna amizade entre a Colômbia e o Brasil.

Harmoniosa síntese de culturas, bem representa a Colômbia os ideais de liberdade, justiça e progresso que inspiram a América Latina.

Minha vinda à capital colombiana assinala também o trabalho fecundo realizado por ambos os Governos em prol de nossas relações bilaterais, para torná-las mais densas, ricas e variadas.

Não apenas longa fronteira comum liga os nossos países. O espírito colombiano e a maneira de ser brasileira sustentam os mesmos valores democráticos. Sustentam a mesma luta pelo desenvolvimento econômico e social.

Impulsionam o nosso diálogo cotidiano a aproximação do Brasil com os países do Grupo Andino e o esforço por uma cooperação amazônica cada vez mais vigorosa e voltada para os legítimos interesses dos povos da região.

Estamos unidos, ainda, pelo firme propósito de trabalhar, ao lado dos demais países irmãos, pela paz e pelo bem-estar em nossa região.

Com esse ânimo, saúdo cordialmente Vossa Excelência, sua excelentíssima esposa e a ativa gente colombiana.

Ao iniciar minha visita oficial desejo expressar, em nome de todos os brasileiros, o nosso apreço, admiração e respeito por seu grande país.

Agradeço a Vossa Excelência o convite que me dirigiu e expresso o nosso reconhecimento pelo que tem realizado em favor da amizade entre a Colômbia e o Brasil.

Muito obrigado, Senhor Presidente.

presidente figueiredo recebe as chaves simbólicas da cidade de bogotá

Discurso do Presidente João Figueiredo, na Prefeitura Municipal de Bogotá, em 11 de março de 1981, ao receber as chaves simbólicas da Capital colombiana.

Senhor Prefeito,
Minhas Senhoras,
Meus Senhores,

Recebo das mãos de Vossa Excelência, digno sucessor de Baltazar Maldonado, as chaves da cidade de Santa Fé de Bogotá. Maior é minha emoção por ser eu o primeiro Chefe-de-Estado brasileiro que visita a capital deste país irmão, a nós unido por séculos de história comum.

Senhor Prefeito,

Quando o avião que nos trouxe iniciou sua descida rumo a esta bela cidade, pude ver e muito me impressionaram o colossal relevo da Cordilheira Oriental colombiana e a exuberante e variada vegetação que cobre as montanhas e a fértil savana de Bogotá.

Embora eminentemente andina, Bogotá é também ponto de convergência das três grandes vocações da nação colombiana: a do Pacífico, a do Atlântico e a Amazônica. Para cá afluem habitantes de todas as regiões do país, os quais enriquecem, com sua presença, o já diversificado quadro humano desta metrópole.

No belo conjunto arquitetônico da Plaza de Bolívar, posso identificar outro aspecto do

importante papel que esta capital desempenha: ligar o passado ao futuro. Coexistem na cidade os marcos de uma história gloriosa e da construção da cultura latino-americana, ao lado dos símbolos do progresso. Belas torres de concepção futurista se erguem neste altiplano, terra de lenda, que o fundador de Santa Fé de Bogotá, Jiménez de Quesada, quis chamar Valle de los Alcazares.

Cidade natal de António Mariño, precursor da libertação da América Latina, Bogotá foi berço de intensa atividade filosófica e ideológica que iria impulsionar os povos da América na luta pela independência.

Fiel a essa tradição, Bogotá é, hoje, um dos mais importantes centros políticos e culturais do Continente, um Continente que, como todos sabemos, tem sérios problemas a superar, sérias distorções a corrigir.

As expressões concretas de progresso, como as de Bogotá, me animam, no entanto, a olhar o futuro com otimismo, com a firme convicção de que haveremos de vencer todos os obstáculos a caminho do bem-estar dos povos da Colômbia, do Brasil e, na verdade, de toda a América Latina em fraterno e construtivo entendimento.

a homenagem da classe empresarial colombiana ao presidente joão figueiredo

Discurso do Presidente João Figueiredo no Country Club de Bogotá, em 11 de março de 1981, por ocasião de almoço que lhe foi oferecido pela Classe Empresarial da Colômbia.

É com viva satisfação que me dirijo a tão representativa plateia, integrada por empresários colombianos e brasileiros.

Desejo registrar, com prazer, que o Presidente Júlio César de Turbay Ayala se dispôs, com sua presença, a prestigiar este encontro entre empresários colombianos e brasileiros. Certamente, não é por acaso que os Presidentes de Colômbia e do Brasil aqui estejam. Nossa presença, quero crer, simboliza o desejo de ambos os Governos em contribuir, na sua esfera de atribuições, para a dinamização de nosso relacionamento econômico. Aos empresários dos dois países caberá transformar esse desejo numa realidade inovadora, dinâmica e mutuamente benéfica.

Em nossos dois países, os desafios impostos ao desenvolvimento — e a disposição de enfrentá-los frontalmente conduzem em bases sólidas ao entendimento entre o Governo e a iniciativa privada.

De nossa parte, persistimos na firme convicção de que a economia de mercado é instrumento adequado para a construção do progresso nacional e o equacionamento dos sérios problemas econômicos e sociais com que ainda convivemos.

Os esforços de modernização e diversificação da economia aqui realizados nos últimos anos, e os resultados obtidos, merecem nossa mais autêntica admiração.

Esses novos contornos, fruto dos esforços conscientes de cada uma de nossas pá-

trias, fazem florescer condições para um relacionamento de muito maior densidade, rico em oportunidades de renovação. Os espaços criados abrem-se, agora, para uma cooperação ampla, recíproca e igualitária

As possibilidades de cooperação entre países como os nossos apenas começam a ser aproveitadas. Pela dupla condição de nação latino-americana e de economia em desenvolvimento, participa o Brasil da preocupação de buscar o aperfeiçoamento das formas de integração regional e sub-regional.

Poderemos, assim, agilizar os processos de desenvolvimento e de intercâmbio, tanto dentro da região, quanto entre ela e o conjunto de países em desenvolvimento, e, também, alcançar maior homogeneidade nas negociações econômicas com os países desenvolvidos.

Entre nós, latino-americanos, reduzem-se, felizmente, as dificuldades de comunicação, de reconhecimento da existência de problemas comuns, e mesmo de identificação de uma cultura que nos é própria. Os esforços de unidade, conscientes e criativos, já abrem caminhos de aproximação. Estamos ultrapassando as estruturas que antes nos afastavam e limitavam o potencial de cooperação e de trabalho conjunto.

Os resultados animadores alcançados no âmbito regional nos estimulam à participação ativa no nível mais amplo das relações Sul-Sul, em que um esforço amplo e metodizado se torna imprescindível para alargar as

bases de entendimento e cooperação.

Ao consenso em torno de certos pontos no diálogo Norte-Sul, é fundamental que acrescentemos fluxos efetivos de comércio e capitais entre os países em desenvolvimento.

Estou convencido de que o êxito do trabalho pioneiro com vistas ao estabelecimento de laços de efetiva parceria entre os países em desenvolvimento vai depender de inequívoco empenho político por parte dos Governos e de positiva atuação das classes empresariais.

O empenho político e a ação empresarial terão de ser tanto mais amplos quanto maiores as dificuldades opostas à ampliação dos vínculos entre as nações em desenvolvimento, por tanto tempo alheias umas às outras, e ainda hoje predominantemente voltadas, nos planos económico, comercial e financeiro, para os grandes centros industriais.

Diante de maior unidade de ação por parte dos países do Sul, o mundo industrializado mais facilmente perceberá que a reforma do sistema económico internacional representa a reinterpretação de um jogo de interesses em que eles, desenvolvidos, não são partícipes exclusivos.

As nações em desenvolvimento, por esforço próprio, conquistaram novo e importante espaço na economia internacional. Seu potencial de expansão vê-se, porém, comprometido, pela continuidade dos fundamentos que regem o relacionamento entre o Norte e o Sul.

As reuniões multilaterais não geram transformações de fundo. As reivindicações do Terceiro Mundo obtêm uma ou outra concessão marginal, que nem sequer chega a compensar os obstáculos do neoprotecionismo, da transmissão de tensões inflacio-

nárias e da elevação generalizada das taxas de juros nos mercados de capitais.

A insensibilidade dos países desenvolvidos, que relutam em perceber as novas realidades, os tem impedido de agir racionalmente. E é simples verificar que os interesses que os ligam aos países em desenvolvimento podem, e devem, ser reconstruídos num contexto de mutualidade.

A situação que prevalece não só reproduz as estruturas de poder já existentes, como bloqueia a articulação e o curso de fórmulas alternativas.

Deve a sociedade internacional representar um campo de coordenação e não de subordinação. A geometria a impor é a da horizontalidade e não a da verticalidade, que inibe as adaptações e transformações.

Trata-se de passar da simples interação para um verdadeiro sentido de mutualidade, o que pressupõe a consciência de um desafio concreto e de que as mudanças a administrar são inadiáveis. Deve, para tanto, ser superada a crença errônea de que se disputam lugares em espaço estreito e decrescente, com a certeza de que juntos, Norte e Sul, teremos capacidade para ampliar consideravelmente os horizontes de progresso e desenvolvimento ao alcance de todas as nações.

Existem, hoje, no mundo industrializado, setores que insistem em ver no surgimento económico dos países em desenvolvimento como fornecedores relativamente dinâmicos de manufaturados, motivo de preocupação e ameaça a justificar o recurso a medidas restritivas.

O esforço em conseguir para nossos países, no cenário mundial, lugar à altura de nossas potencialidades não deve ser interpretado como ameaça aos interesses de outras nações. Ao contrário, constitui fator de ampliação das oportunidades de ativida-

de produtiva para todos os nossos parceiros.

Temos sido a base larga de uma pirâmide que já não suporta o excessivo peso dos privilégios de seu topo, e por isso reivindicamos seriamente maior linearidade na distribuição dos custos e benefícios havidos ao nível internacional.

Repudiamos como sutis expressões de distanciamento do Norte em relação ao Sul a tentativa de introduzir categorizações restritivas entre os países em desenvolvimento, seja segundo seu nível de renda ou grau de industrialização, seja segundo sua condição de importadores ou exportadores de petróleo.

O que deve ficar claro é que, se estamos empenhados em ampliar nossa participação nas trocas internacionais e no reforço de nossa capacidade tecnológica e estrutura produtiva, não o fazemos com base na busca de vantagens unilaterais.

As soluções para as presentes dificuldades econômicas brasileiras estão sendo encaminhadas de modo a assegurar ao país menor vulnerabilidade a fatores imprevisíveis de origem externa, mas sem prejuízo de uma reforçada vinculação com a economia internacional, em termos mais estáveis e fecundos, para o Brasil assim como para seus parceiros.

Senhores,

As relações econômicas entre a Colômbia e o Brasil registram saudável comportamento de expansão. Persistem, porém, possibilidades amplas de um e outro lado, que continuam a aguardar aproveitamento.

O fato de se constituir o café do principal produto de exportação da Colômbia e do Brasil não tem acarretado quebra de sintonia entre nós. Ao contrário, nossos dois países têm adotado posições comuns e atuado

em concerto, beneficiando-se, no mercado internacional do café, das vantagens de cooperação a que me referi anteriormente.

A unidade dos produtores tem, com frequência, se mostrado instrumento eficaz para contrapor-se à falta de vontade política dos consumidores, em busca do pleno funcionamento do Convênio Internacional do Café.

Temos consciência de que o relacionamento estável e progressivo é o que se apoia em vantagens recíprocas. De nossa parte, prevalece plena abertura para a Colômbia. Seus empresários devem sentir o Brasil como um parceiro comercial amplo e confiável, com condições, já, de absorver ampla gama de produtos industrializados colombianos, complementares à nossa produção. Estamos receptivos às suas visitas e desejosos de seus negócios.

Verdadeiramente esperamos que iniciativas como a da exposição colombiana, realizada em Manaus, em 1979, que tão bons frutos produziu, se multipliquem pelas demais regiões brasileiras.

O importante é que não deixemos de perceber com clareza que somos duas nações vizinhas, com grau de industrialização relativamente elevado e potencial de incremento das transações, nos dois sentidos. Há muito a percorrer, tanto em termos absolutos quanto em termos relativos.

O fluxo de importações e exportações entre o Brasil e a Colômbia representa menos de 0,5% do comércio externo brasileiro. Do mesmo modo, a participação do Brasil no comércio externo colombiano é modesta, situando-se abaixo dos 2,5%.

Eleva os níveis desse intercâmbio será responsabilidade dos Senhores, a quem caberá buscar novas formas e novos mecanismos para o pleno aproveitamento das oportunidades existentes e para a criação de

novas, dando forma e movimento ao quadro de bom entendimento que tradicionalmente

une nossos dois Governos e nossos dois povos.

presidente joão figueiredo visita o congresso da república da colômbia

Discurso do Presidente João Figueiredo no Congresso da República da Colômbia, em 11 de março de 1981.

Sinto-me profundamente honrado por ser recebido no recinto do Capitólio Nacional, sede deste magno Congresso, instituição representativa da Nação colombiana e um dos mais fortes esteios da tradição democrática deste povo, sempre voltado para a participação coletiva nas decisões nacionais.

Agradeço, Senhor Presidente, suas palavras de boas-vindas, que bem traduzem o espírito generoso e hospitaleiro desta Casa legislativa.

Não haverá democracia, por certo, sem uma sociedade civil fortalecida, independente, que saiba articular autonomamente os seus projetos de organização.

A verdadeira democracia caracteriza-se, a nível individual, por completo respeito aos direitos do homem e do cidadão.

Nela, a ação governamental está orientada pelo firme propósito de construir formas de justiça social e de buscar a igualdade de oportunidades.

Já não teremos uma nação democrática quando lhe falte o esforço coletivo pelo desenvolvimento ou quando os sacrifícios exigidos deixem de ser distribuídos com autêntico sentido de equidade.

Para a realização de tais propostas, em que no Brasil estamos decididamente empe-

nhados, a participação de cada setor da sociedade é essencial.

É no quadro estratégico da realização e da prática da democracia, da ligação entre a sociedade e a política, que o Congresso desempenha sua melhor e mais perfeita vocação. A de transformar a voz dos grupos sociais em parte do espectro de opções políticas nacionais: a vocação de representar o povo.

No processo de representação, a vida parlamentar deve englobar a totalidade do povo, ao mesmo tempo que espelhe as variações entre os diversos segmentos, buscando harmonizá-los pela negociação justa e equilibrada, em benefício do ordenado e crescente progresso da nação.

Não me parece que, nas democracias modernas, o Congresso deva ser, dada a necessidade de formulação técnica das decisões, uma instituição fraca. Muito ao contrário. As sociedades modernas tornaram por vezes os processos de escolha governamental complexos e difíceis, mas não por seu lado técnico. As tarefas de decisão tornaram-se complexas e difíceis justamente porque a busca de consenso, processo essencialmente político, é mais trabalhosa e mais exigente.

Os objetivos políticos se ampliaram. É fundamental aceitar os espaços adversários e saber encontrar pontos de conciliação.

Tais tarefas, que exigem invulgar capacidade e responsabilidade política, indicam a necessidade de um parlamento fortalecido e representativo. A realização humana e justa do desenvolvimento requer parlamentos fortes.

Creio que, de diferentes formas e em diferentes ritmos, a busca desses ideais está sendo tentada por muitos outros países latino-americanos.

A experiência brasileira, nesse e em outros terrenos, não se julga modelar. Sabedores da delicadeza e complexidade do esforço, apreciamos e respeitamos as realidades regionais.

Por isso e porque conhecemos e prezamos o que o Congresso colombiano tem condições de realizar, é-me grato dizer aos ilustres deputados e senadores do país irmão que o momento brasileiro é de afirmação democrática.

Está na essência do ideal brasileiro de realização política um Congresso atuante e inspirador de caminhos políticos; uma democracia que saiba renovar-se e atender aos apelos de desenvolvimento nacional, sem perder o sentido original de participação e de liberdade.

Senhores Congressistas,

Nesta augusta assembleia, é apropriado que eu reafirme, com ênfase, a dimensão latino-americana de nossa política externa. O Brasil assume plenamente a sua condição latino-americana.

Temos buscado, no diálogo com os países irmãos do continente, a harmonização de posições comuns no plano político e a con-

cretização de empreendimentos comuns no da economia.

Em qualquer instância, as nossas propostas serão permeadas dos princípios de respeito às individualidades nacionais e à autodeterminação.

Procurarão construir bases de cooperação que neguem as políticas de poder e as direções hegemônicas.

Em suma, estarão também orientadas substancialmente pelo mesmo sentido democrático e conciliador que identifica o relacionamento internacional entre nossos países.

Penso que, diante das dificuldades da conjuntura internacional, não poderia ser outro o comportamento latino-americano.

Devemo-nos voltar, séria e decisivamente, para as tarefas do diálogo e da integração.

Devemos explorar sem hesitação e em profundidade as potencialidades da cooperação bilateral, sub-regional e regional.

Devemos compor projetos que reforcem nossas posições negociadoras nos foros internacionais, num momento da vida internacional em que nosso entendimento é indispensável para preservar a independência, o desenvolvimento e o bem-estar de nossos povos.

Minha visita ao Congresso colombiano está marcada por esta proposta de aproximação e de fraternidade. Queremos formas sólidas e permanentes de amizade com o nobre povo colombiano. Esta é, Senhores, a mensagem que trago ao Congresso colombiano.

figueiredo recebe o grande colar da ordem de boyacá

Discurso do Presidente João Figueiredo no Palácio Nariño de Bogotá, em 11 de março de 1981, por ocasião de banquete que lhe foi oferecido pelo Presidente da Colômbia, Júlio César Turbay Ayala, durante o qual o Primeiro-Mandatário brasileiro recebeu o Grande Colar da Ordem de Boyacá.

Senhor Presidente,
Minhas Senhoras,
Meus Senhores,

Com profunda emoção, recebo das mãos de Vossa Excelência o Grande Colar da Ordem de Boyacá; insígnia suprema com que a generosidade colombiana quis enaltecer e distinguir, por meu intermédio, a Nação brasileira.

Aceite, Senhor Presidente, os meus agradecimentos mais sinceros por esta singular prova de amizade e apreço, que me honra e desvanece. Vem ela coroar as numerosas homenagens e atenções de que eu e minha comitiva temos sido cumulados, desde que pisamos o solo hospitaleiro de Bogotá.

Aceite, igualmente, Senhor Presidente, o meu reconhecimento pelas palavras que Vossa Excelência acaba de proferir, inspiradas na mais espontânea e genuína simpatia.

Ao receber esta Ordem, que perpetua o nome da memorável batalha da Ponte de Boyacá, não posso deixar de evocar a lembrança de um velho soldado brasileiro de alma latino-americana, o General José Ignácio de Abreu e Lima. Ombro a ombro com seus camaradas desta terra valorosa, Abreu e Lima cobriu-se de glória naquela jornada histórica.

Meio século depois, recordando os feitos da Independência de que participara ao lado do Libertador Simón Bolívar e do General

Santander, afirmava Abreu e Lima em carta escrita em espanhol:

"Hice de Colômbia mi pátria, asistí a la infância de Colômbia en Nueva Granada, soy de los pozos de Boyacá! Conservo aún la misma medalla que me dió Santander, de su uso, con la esmeralda de Muzo, porei arrojo con que pise el puente con los Guias, creo que de Mujica. Tengo orgullo em haber servido a Colômbia. Hago gala de mis cruces de Boyacá".

Da mesma forma os representantes oficiais do Brasil já independente falariam a linguagem da solidariedade latino-americana.

Este é, na verdade, o sentido das instruções enviadas em 1829 ao nosso primeiro Ministro Plenipotenciário em Bogotá.

Após lembrar a determinação com que o Imperador apoiava a causa americana, o Governo brasileiro recomendava ao seu representante não perder ocasião de estabelecer com o Governo da Colômbia e agentes diplomáticos aqui sediados "relações fixas e permanentes, até por meio de Tratados que pouco e pouco vão lançando as bases de um Sistema Americano".

Tais sentimentos encontraram pronta receptividade na então República da Grã-Colômbia.

Nesta mesma cidade de Santa Fé de Bogotá, há mais de 150 anos, o Ministro Plenipotenciário brasileiro Luiz de Souza Dias

apresentava, em 30 de março de 1930, suas credenciais.

E pôde ouvir de Bolívar, em seu discurso de acolhimento, a definitiva evidência da compreensão do papel brasileiro no Continente, "es una de las garantías más poderosas que han recibido las repúblicas de América, en la carrera de sua independêcia".

Senhor Presidente,

Encontra-se na diversidade a riqueza da Colômbia. Na multiplicidade de seus aspectos. Em sua vocação ao mesmo tempo andina e amazônica. Em suas vertentes atlântica e pacífica. Em sua projeção no Caribe. No policentrismo de seu povoamento, que implantou vários núcleos dinâmicos irradiadores de progresso.

Daí a predestinação da Colômbia a ser palco de convivência harmônica de regiões e personalidades autônomas, verdadeira ponte de contato e entendimento. Daí representar este país, de certo modo, toda a rica variedade latino-americana.

Essa visão ampla do mundo de que se pode orgulhar a Colômbia, sua aceitação da diversidade, sua atitude lúcida na avaliação do panorama contemporâneo, decorre também do papel que sempre teve, ainda à época colonial, nos estudos humanísticos, nas letras, nas artes, na vocação de seu espírito para a dimensão ética e estética da vida.

Por sua disposição para a convivência, por seu reconhecido senso de moderação, a Colômbia presta inestimável contribuição a toda a América Latina.

Vivemos um momento histórico em que se multiplicam os riscos e em que predomina a sensação de crise. Por isso mesmo, pouco servem as fórmulas unilaterais ou fechadas, as soluções simplistas.

Em nossa região, apesar de todas as dificuldades internacionais, e como países irmãos que somos, buscamos juntos articular uma participação mais eficaz e sistemática nas questões internacionais e iriteramericanas.

A América Latina tem longa tradição de engajamento criativo nos negócios internacionais. Nossas propostas de convivência são sólidas e bem estruturadas. Nossos interesses e aspirações podem e devem ser realizados.

Nossa participação, portanto, estará sempre interessada em impulsionar o processo de mudança internacional. E por termos irrenunciável compromisso com a causa da paz e do desenvolvimento, nossa atitude será sempre marcada pela serenidade, pelo descontraimento e pela vontade de dialogar.

Outro padrão de comportamento latino-americano é a busca permanente de empreendimentos equilibrados de cooperação. Essa opção torna os nossos países objeto de confiança internacional, como tão bem exemplificava a ação colombiana, ao mesmo tempo conciliadora e criadora, dentro e fora do âmbito regional. Nossas diferenças regionais, quando existem, têm sido sanadas com o recurso ao pleno diálogo diplomático.

Partimos do respeito à nossa diversidade, às marcantes individualidades que compõem a história comum, para articular e conjugar posições internacionais.

Sei que o exemplo e as boas intenções não são tudo nesse cenário. A participação dos países em desenvolvimento nos negócios internacionais encontra sérios entraves, mas, vejo que o meio natural de ação latino-americana é a criação de condições de negociar com bases próprias.

A transferência das tensões globais para os quadros regionais e a exacerbação de ideo-

logias transnacionais deformam gravemente a compreensão e o encaminhamento dos problemas. Tornam-se instrumento de desavenças e cisões. Abrem caminho para o intervencionismo.

No entanto, a experiência indica que os intentos de hegemonia, de patrocínio político, de transposição mecânica de modelos já se mostraram fracassos cabais.

É importante, pois, repudiá-los. Afastar os diagnósticos que exageram temores e esquecem as raízes reais dos problemas, que negam as necessidades de superação de situações injustas. Ou — igualmente tão grave — que apregoam uma fórmula inexecutável de transformação da realidade.

Haverá, ainda, paralelamente, outros tantos fatores econômicos que limitam as nossas possibilidades de agir.

Entre os países em desenvolvimento, as fórmulas de cooperação se multiplicam. O Brasil mesmo tem estimulado a cooperação Sul-Sul. Ela, porém, não será suficiente.

É fundamental recompor as forças, insistir em que siga adiante, em bases realistas, o diálogo com os países industrializados.

Estes devem compreender que a existência de importantíssimos interesses mútuos entre o Norte e o Sul permitirá abrir espaço para o atendimento de reivindicações dos países em desenvolvimento.

Tantas dificuldades não permitem esmorecimento. Exigem, ao contrário, mais participação, mais criatividade e mais capacidade de convencimento.

O caminho para esse esquema de participação deve envolver projetos de transformação e de progresso. E, para isso, penso que o fundamental será compor nossa ação internacional em moldes rigorosamente

fiéis aos nossos povos e aos nossos modos de ser e de pensar.

A tarefa não é simples. Significará, de um lado, dispensar as utopias simples, os automatismos mecânicos. A conciliação de vontades de muitas nações é tarefa ingente. Implicará, de outro lado, abandonar as atitudes derrotistas, que se acanham diante dos desafios da conjuntura e que não contemplam as possibilidades de mudança.

Faço essas reflexões, que simplesmente retomam temas forjados pela história latino-americana, num momento especialmente importante para o continente.

Reiniciamos o trabalho de integração; aprofundamos a experiência com fórmulas sub-regionais, as quais, pelo que já fizeram em prol do desenvolvimento e da paz, devem ser estimuladas; aceitamos os caminhos da negociação quando algumas desavenças enraizadas emergiram, e soubemos, com nossos próprios meios, buscar as sendas do reencontro entre vizinhos.

Entendemos a relevância dos exemplos para que os ideais institucionais encontrem melhores condições de execução. As molduras internacionais bem construídas são elemento indispensável para a mais fácil realização dos processos internos. Não será por conselhos ou interferências, mas pela boa convivência, pela redução das tensões, pela cooperação igualitária, que ajudaremos no contexto de nossos ideais permanentes o desenvolvimento dos processos internos das nações latino-americanas.

Senhor Presidente,

Nesse mesmo quadro, as relações bilaterais entre a Colômbia e o Brasil vigorosamente as intensificam, sempre à volta de alguns pontos fundamentais de cristalização.

Em torno da produção e exportação do café, tivemos papel pioneiro ao unir esforços para a assinatura do Acordo do Café, primeiro acordo de estabilização de mercado para um produto essencial aos países em desenvolvimento.

Marcamos nossa presença com o Tratado de Cooperação Amazônica e com a cooperação bilateral entre nossos países. Acertamos dispositivos fundamentais a fim de que se reafirme a responsabilidade exclusiva dos países amazônicos para com o aproveitamento econômico da região e a superação do desafio tecnológico que representa.

No campo do desenvolvimento, batem-se Colômbia e Brasil pelo progresso econômico e social. Resta agora aos dois países canalizar sua criatividade para a ampliação e o aprofundamento de fórmulas originais e promissoras, como o Acordo do Carvão;

devem também descobrir novas formas de cooperação no domínio da ciência e da tecnologia.

Plantar o marco inicial de uma nova e dinâmica etapa nas fraternas relações entre o Brasil e a Colômbia — eis, a meu ver, a significação fundamental de minha presença neste magnífico país em atendimento ao convite que Vossa Excelência tão generosamente me estendeu. Minha visita vem reforçar uma simpatia e um desejo de entendimento que datam de antes da luta pela independência de nossos povos.

Nesse espírito, e em nome de todos os brasileiros, ergo minha taça pela crescente prosperidade da nação colombiana, pelo estreitamento ainda maior das relações entre o Brasil e Colômbia, e pela felicidade pessoal de Vossa Excelência e da Senhora de Turbay Ayala.

presidente colombiano recebe de figueiredo o grande colar da ordem nacional do cruzeiro do sul

Discursos dos Presidentes João Figueiredo e Júlio César Turbay Ayala, no Hotel Tequendama, de Bogotá, em 12 de março de 1981, por ocasião do banquete oferecido pelo Presidente brasileiro ao Presidente colombiano, durante o qual o Primeiro-Mandatário da Colômbia recebeu do Chefe de Estado brasileiro o Grande Colar da Ordem Nacional do Cruzeiro do Sul.

PRESIDENTE JOÃO FIGUEIREDO

Senhor Presidente,
Minhas Senhoras,
Meus Senhores,

Ao ver aproximar-se o momento da partida, desejo expressar meu agradecimento pela hospitalidade e o carinho de que fomos rodeados — minha mulher, minha comitiva

e eu próprio — a partir do momento em que pisamos terra colombiana.

Visitar a Colômbia significa, para um brasileiro, recordar a luta pela independência política da América Latina, que aqui teve um de seus mais importantes centros de coordenação.

Significa também lembrar o ideário bolivariano de união americana: "Façam — disse o Libertador — que o amor ligue com laço universal os filhos do hemisfério de Colombo, e que o ódio, a vingança e a guerra se afastem do nosso seio".

Ao longo de nossa história comum, criamos sentimentos de igualdade e de respeito. Criamos, ao mesmo tempo, ideais comuns, latino-americanos, de realização política e de realização social. Sobre esses ideais é que eu gostaria de falar. Sei que minhas palavras encontrarão fraterna audiência. Sei que minhas palavras vão soar como assunto de família, de irmãos.

Senhor Presidente,

Uma parcela da grandeza latino-americana, do convívio internacional entre nossos povos estará, sem dúvida, na generosidade com que formularam seus anseios.

Neste momento de dificuldades de todo tipo, temos que recorrer unidos às nossas aspirações, às nossas metas e esperanças.

Pela coragem, manter-nos-emos fiéis aos ideais que nos legaram os próceres latino-americanos. Pelo compromisso com a igualdade e pela disposição inabalável para o trabalho, alcançaremos a justiça social e a equidade. As fórmulas simples e repetitivas já não têm o condão de fazer com que a vida democrática seja acompanhada de progresso e de bem-estar para todos.

No Brasil, sofremos os efeitos da crise econômica mundial e vamos enfrentando as dificuldades com otimismo, mas conscientes de que ela exige soluções globais. Teremos, porém, muito que trabalhar em cada um de nossos países, e na dimensão regional certamente poderemos esforçar-nos mais do que temos feito.

Creio ser conveniente e necessário dedicar-nos a uma reflexão séria na busca de

fórmulas viáveis de integração, de desenvolvimento dos mecanismos sub-regionais, de instrumentos de trabalho comum. Não devemos, contudo, ficar apenas nesse plano.

A América Latina soube construir esperanças e ideais de progresso. Jamais nos furta-mos a apontar fórmulas concretas de aperfeiçoamento da ordem econômica entre as nações. Ao contrário, temos sido invariavelmente vanguardeiros no diagnóstico das precariedades do sistema, na proposta de renovação, na indicação do caminho da negociação.

Mais do que nunca, devemos combinar a capacidade de diagnóstico e a de aglutinação política. Como parte do mundo em desenvolvimento, no âmbito dos 77, devemos ter posições ativas, renovadoras e ousadas, mas realistas, para que o processo de negociação Norte-Sul, marcado por conferências importantes nos próximos meses, deixe de causar frustração.

São demasiado graves as dificuldades econômicas para que adie, uma vez mais, a tentativa séria de um encontro de posições comuns.

O diálogo Norte-Sul nunca pretendeu estruturar-se a partir da caridade ou generosidade do Norte; mas, hoje, palpavelmente, obviamente, as linhas que apontam para a negociação e a conciliação de interesses estão claras.

No Norte, faltam, contudo, vontade política e sensibilidade para que o processo se desencadeie plenamente.

Em contrapartida, ressurgem fórmulas que buscam renovar o egoísmo nacional como solução para a crise. As consequências econômicas dessa atitude, certamente danosas, irão reproduzir as dificuldades econômicas que vivemos. Suas implicações políticas serão, sem dúvida, desastrosas para o

sistema internacional, especialmente para os laços de confiança que cabe restaurar entre o Mundo Ocidental e o Terceiro Mundo.

Outra lição que nossa presença latino-americana nos ensina, e que compartilhamos com os colombianos, é a da fidelidade aos princípios da boa convivência internacional.

Em situações de crise, em momentos de tensão e conflito, certificamo-nos de que estão vivas as bases jurídicas de nosso convívio. Aprendemos que, em situações extremas, a sabedoria política exige níveis inéditos de tolerância. Aprendemos que a tolerância e a moderação não trazem frutos amargos e são demonstração irretorquível de fidelidade ao verdadeiro ideal de democracia.

Senhor Presidente,

A paz e a harmonia são os verdadeiros modos de ser latino-americanos, que têm superado, em sua história política, as formas envelhecidas e precárias dos equilíbrios de poder e hegemonias.

Não nos devemos medir, em nossa vida regional, pelos graus de poder, mas pelas possibilidades de cooperação que a geografia combinada com problemas comuns e ideias compartilhadas abrem a nossos povos.

A verdadeira paz e a boa harmonia repelem patrocinadores e orientadores.

Devem nascer da ação conjugada entre iguais, a partir do respeito mútuo, da consideração plena pela autodeterminação dos povos, da adesão firme aos mecanismos de solução pacífica, sem intervenções de preceptores.

Devem provir de esforço latino-americano próprio, temos tradição para tanto, temos

bons princípios e bons instrumentos de convivência diplomática.

Senhor Presidente,

Foi essa tendência profunda que presidiu às conversações por nós mantidas e à redação dos documentos que hoje firmamos, em especial do Tratado de Amizade e Cooperação que pretende oferecer amplo lastro jurídico ao incremento das relações entre Brasil e Colômbia.

É essa vocação para a permanente ajuda mútua que espero ver reforçada com a minha visita a Bogotá, a qual deverá marcar o início de nova fase de nossas relações, de etapa que venha a caracterizar-se por um intercâmbio cada vez mais frutífero e por uma amizade ainda mais sólida.

Esse desejo me inspira a propor, com a mais viva gratidão, um brinde ao desenvolvimento das relações entre a Colômbia e o Brasil, à prosperidade da nação colombiana e à felicidade pessoal do Senhor Presidente e Senhora de Turbay Ayala.

Como expressão adicional do sentimento que me trouxe a Bogotá e como prova do reconhecimento de suas qualidades pessoais e de estadista, e do muito que já realizou pelo desenvolvimento das relações entre os nossos dois países, permita-me Vossa Excelência impor-lhe, neste momento, as insígnias da mais alta ordem honorífica concedida pelo Brasil, o grande colar da Ordem Nacional do Cruzeiro do Sul, que lhe outorga o Governo da República Federativa do Brasil.

**PRESIDENTE JÚLIO CÉSAR TURBAY
AYALA**

Señor Presidente:

En la medida en que han venido avanzando

nuestras conversaciones, hemos podido establecer mejor las múltiples concomitancias existentes entre Brasil y Colombia.

Los diálogos que hemos sostenido han probado bien el recíproco deseo de nuestros Gobiernos de abrir los cauces de una más intensa y dinámica cooperación entre nuestros pueblos.

Puedo asegurar a usted, señor Presidente, que las expectativas que había creado su visita a Colombia han sido ampliamente satisfactorias. Así lo acreditan los resultados obtenidos en las conversaciones a que se refiere el comunicado conjunto que hoy entregamos a los medios de publicidad y que sin duda alguna despertarán la simpatía y el entusiasmo de nuestros pueblos.

Usted y yo, señor Presidente, tenemos fe en la capacidad realizadora de la América Latina y no ignoramos que una unión firme de los países que la integran puede lograr, antes de mucho tiempo, que Norte América le otorgue a este hemisferio el tratamiento prioritario que no hemos logrado dentro de la concepción geo-política de los internacionalistas de Washington.

Somos amigos de Norte América y hemos sido sus aliados en todas las oportunidades en las que se ha requerido el concurso hemisferio para la defensa de nuestro continente, como la de los valores que inspiran la Carta de Las Naciones Unidas. Esa tradicional solidaridad obviamente tiene que ser de doble vía y es por lo que esperamos, sin ánimo hostil pero con voluntad de fraternal cooperación, que exista una clara comprensión de los problemas latino-americanos.

Para ser completamente justos pienso que dicho desconocimiento se debe en gran parte a la dispersión política de nuestros países que desde hace varias décadas no han vuelto a congregarse entusiastas alrededor de ningún propósito común.

Antes 'alliamos y pesábamos más en el ámbito de las Naciones Unidas y en el de la Organización regional. Cuando se fundó en San Francisco la Organización Mundial, nosotros representábamos aproximadamente el 50% de sus integrantes. La expansión de la ONU nos ha reducido a proporciones numéricas insignificantes que podrían, desde luego, ser superadas por la unidad de nuestros pueblos y por la importancia y calidad de nuestros planteamientos.

En el plano de lo americano, la proliferación de mini-estados, del Caribe ha disminuido también la capacidad de decisión y de orientación de países de este hemisferio que representan una insustituible fuerza política y moral.

Hoy podría afirmarse que las naciones del Caribe estarían en capacidad de constituir un número suficiente para detener dentro del sistema interamericano decisiones fundamentales que requieren una mayoría calificada. No se percibe por ninguna parte el aliento vivificante de una política que ponga en acción todas nuestras energías, que agudice nuestra inteligencia, que vuelva a prender la llama de la esperanza en las paupérrimas mayorías continentales y nos devuelva la fe en el destino venturoso de América como territorio franco para la justicia social, la libertad y el progreso.

Obviamente, no podemos ser indiferentes a lo que ocurra en el Caribe y estamos dispuestos a participar como ya lo han hecho Venezuela y México en una política que le preste auténtica ayuda a esos pueblos castigados implacablemente por la miseria y asediados por diversos fenómenos sociales y políticos.

Seguramente estamos en tiempo para unificarnos en torno al objetivo de utilizar los términos de la cooperación internacional haciéndola más adecuada a la coyuntura política que estamos viviendo.

Si observamos desprevénidamente el mapa de América y el Caribe, fácilmente advertimos tensiones y peligros para la paz. La situación de Centro América y del Caribe nos preocupa de dos maneras diferentes:

Primero, por las dificultades que con mayor intensidad que otras áreas padecen a consecuencia de la crisis energética, de la inflación y adicionalmente del flagelo de la roya;

Y segundo, nos angustia el hecho de que circunstancias extrañas a la voluntad de esos mismos pueblos puedan desestabilizar sus sistemas y convertir a sus países en escenarios de una contienda ajena al espíritu libertario y democrático que predica y proclama el sistema interamericano.

Le tememos al macartismo y no deseamos ver fantasmas marxistas-leninistas en todas partes. Pero no podemos, por temor a enajenarnos las simpatías de las extremas políticas, tolerar los actos de intervención que hoy pueden localizarse en El Salvador, sin perjuicio de que mañana puedan intentar realizarse en Colombia o en el Brasil. Como firmes defensores de los principios fundamentales del sistema interamericano lucharemos con sereno valor contra cualquier forma de intervención en nuestra patria.

El terrorismo parece ser el mal de nuestro tiempo. En diferentes formas se expresa en la vida cotidiana de los pueblos y con frecuencia hace víctimas inocentes. Siempre fue el terrorismo un delito atroz por la crueldad y cobardía de su ejercicio. Sin embargo no faltan en los tiempos actuales apologistas del crimen, al que pretenden dignificar revistiéndolo con los falsos ropajes de una noble lucha ideológica.

Creo, Excelentísimo señor Presidente, que ha llegado el momento de que tengamos bien abiertos los ojos para divisar los peligros que nos circundan y para convenir en el plano de lo regional y en la propia Organización Mundial una política que implique

una acción eficaz contra quienes por carecer de respaldo de masas recurren a la fuerza bruta pretendiendo conquistar con el delito lo que no pueden alcanzar con la opinión.

Volviendo al plano de lo bilateral debo destacar su visita, señor Presidente, por la importancia que ella representa y por la voluntad que expresa de encontrar canales para que circulen la colaboración y el entendimiento entre nuestros pueblos.

Vino usted, señor Presidente, acompañado por los eminentes estadistas que constituyen su equipo de gobierno y también por un selecto número de empresarios que serán, desde luego, los encargados de poner en marcha la gran empresa integracionista que se hace indispensable realizar entre brasileños y colombianos.

Para nosotros, que tenemos el concepto de que el desarrollo es una empresa del Estado y de la iniciativa privada, constituye un especial motivo de satisfacción la presencia de los hombres de empresa que integran su comitiva. Su visita, señor Presidente, es evidente que ha abierto insospechadas rutas a la acción de nuestros pueblos y gobiernos.

Hemos suscrito valiosos instrumentos, como el Convênio de Cooperación amazónica, el Tratado de amistad y cooperación, el Acuerdo de asistencia recíproca para la represión del narcotráfico, el Acuerdo de cooperación sobre los usos pacíficos de la energía nuclear y la Ley de Turismo. Todos estos asuntos son de indiscutible importancia.

No podría negarle la seguridad que nos da sobre la política cafetera la decisión de que el Brasil y Colombia continuarán trabajando muy de cerca e intercambiarán ideas, tácticas y estrategias en defensa de los precios del grano en los mercados internacionales. La respetabilidad y conocimiento de los líderes cafeteros de Brasil y de Colombia, a

quienes deseo publicamente expresar el sentimiento de nuestra gratitud por su afortunado desempeño, constituyen buena garantía de que habrá un manejo acertado de la política cafetera.

A mi me impresiona mucho, señor Presidente, la circunstancia de que Latinoamérica y concretamente los países no exportadores de petróleo, hayan disminuído el volumen de sus exportaciones a las Comunidades Europeas y al mercado latinoamericano.

Para este género de países, a los que pertenecen Brasil y Colombia, el saldo negativo de su cuenta corriente subió de 13.900 millones de dólares en 1979 a 23.000 millones en 1980. El superávit de la balanza de pagos logrado en 1979 alcanzó la suma de 4.000 millones y se transformó en un déficit de 4.000 millones de dólares en 1980, y la reducción de precios internacionales disminuyó en un 8%.

No obstante estos datos adversos, sé que el porvenir será nuestro; que contamos con recursos naturales abundantes y sé tam-

bién que cuando logremos crear la mística del progreso y unir nuestros esfuerzos para propósitos comunes, superaremos todos los obstáculos. Comparto su tesis, señor Presidente, de que será nuestro propio esfuerzo el que nos permitirá conquistar altas metas de desarrollo con justicia social.

Excelência:

Ha querido usted, señor Presidente João Baptista Figueiredo, con enaltecedora generosidad conferirme la más alta condecoración brasileña, o sea el Gran Collar de la Orden Nacional do Cruzeiro do Sul. Tan señalada distinción me enaltece y estimula por provenir de usted, en quien reconozco al más auténtico y brillante exponente de su pueblo, y desde luego la acepto como un homenaje hecho a Colombia en cabeza de su Presidente.

Levanto mi copa por su ventura personal, la de su dignísima esposa, la de los miembros de su comitiva y por la gran nación brasileña.

figueiredo na assinatura de atos: acordos fortalecerão a amizade e a colaboração entre brasil e Colômbia

Discursos dos Presidentes Júlio César Turbay Ayala e João Figueiredo, no Palácio Narifó de Bogotá, em 12 de março de 1981, por ocasião da solenidade de assinatura de atos entre o Brasil e a Colômbia.

PRESIDENTE JÚLIO CÉSAR TURBAY AYALA

Seror Presidente João Figueiredo;

Distinguidos miembros de la comitiva del Presidente Figueiredo;

Distinguidos Ministros de Colômbia;

Sedores Periodistas:

Si algún testimonio quisiéramos aportar sobre la eficacia de lo que se ha denominado con acierto la "Diplomacia Presidencial" la reunión de esta tarde en que se ha expedido un comunicado que acredita la firma de ocho importantes convénios entre Brasil y Colômbia, serviría para demostrarlo.

Estoy convencido de que hemos tenido Brasil y Colômbia, muy buenos Embajadores y que han cumplido admirablemente su misión en nuestro dos países.

Pêro no vacilo en afirmar con plena conciencia de mis palabras, que el mejor embajador desde que comenzaron nuestras relaciones en el siglo pasado, hasta ahora, ha sido el Presidente Figueiredo.

El le ha abierto, con su visita, las puertas a una cooperación de amplio espectro, de superiores posibilidades a las que rutinariamente se advierten através de los frios canales de la diplomacia.

Su claridad conceptual, su capacidad analítica, su profundo sentido humano, su admirable y envidiable sencillez, han permitido que su visita haya sido fructífera en apreciable grado; que podemos nosotros hoy experimentar que un sentimiento que brotara de nuestros corazones, el dei gran afecto ai Brasil, se ha cristalizado y tiene ya frutos extraordinários como los que comprenden los acuerdos suscritos.

En estas reuniones he venido hablando con insistência dei liderazgo natural que le corresponde ai Brasil. Colômbia sabe exactamente que Brasil es una nación poderosa; pêro no mira su importância con receio sino con admiración.

Nosotros no creemos que un Brasil poderoso sea un peligro sino una garantía para la América Latina. Nos interesa mucho el fortalecimiento dei Brasil mismo y nos interesa también las relaciones con esta hermana

nación, a las cuales les otorgamos la importância prioritária que ellas tienen.

Hablar de la experiência, de la sabiduría, dei dominio de los temas diplomáticos de la Cancillería de Itamaratês una redundância. Sin embargo, sobra decir que hemos tenido una nueva demostración de buena diplomacia ai poder contemplar el admirable trabajo de los asesores con quienes vino el señor Presidente Figueiredo a Colômbia.

Por otra parte, quiero destacar también con toda consideración y respeto, por sobre las altas calidades diplomáticas de Itamaratê las excelentes condiciones y calidades humanas dei Presidente Figueiredo.

Se complementan admirablemente de esta forma el humanitarismo y el perfeccionismo diplomático. Hay una aproximación más sincera, más auténtica, menos envuelta en los falsos reportajes de las ceremonias y las vénias que no sirven sino para disimular muchas veces los reales propósitos.

En cambio, esta visita dei Presidente Figueiredo nos deja la sensación que él mismo nos expresaba en el informal y carifoso almuerzo de este médio día, cuando nos decía que despues de media hora de haber conversado con nosotros, había adquirido la convicción de que éramos viejos amigos.

Evidentemente, aqui sentimos grande afecto por el pueblo brasileiro, por sus gobernantes, por sus diplomáticos; pêro no podemos negar señor Presidente, que ahora ese afecto se duplica y se exterioriza en la forma más efusiva hacia usted, a quien consideramos como el factor determinante en la apertura dei acercamiento de Brasil y Colômbia.

Para mi resulta muy satisfactorio que los ministros colombianos que han participado en las conversaciones con sus pares dei Brasil, hayan podido interpretar de tan fiel manera, los sentimientos que animan a los dos presidentes; y por lo que a mi hace, qui-

ero decir que no podría haberse vertido en mejor forma mi propósito de acercamiento con la república Federativa dei Brasil.

Este es un buen dia para las relaciones de ambos pueblos. Sé exactamente de tiempo atrás, mucho antes de haber renido experiencias de Gobierno, lo difícil que es gobernar a una nación. El mundo contemporáneo ha hecho mas difícil, con la complejidad de sus problemas, el ejercicio dei Gobierno.

Estamos enfrentando los mandatários, todos los dias, a nuevos y más grandes retos. Pêro encontramos precisamente en esos retos un estímulo para nuestro trabajo y para nuestra acción. Seria realmente triste que viviéramos en un mundo en el que los Gobiernos se limitaran a ejercer el simple propósito de su mantenimiento, de su subsistencia, de su sostenimiento en el poder. No seríamos entonces, ni el Presidente Figueiredo ni yo, los jefes de Estado de dos naciones a las cuales nosotros queremos servir con decisión, enfrentándonos a todos los riesgos que conlleva el difícil ejercicio dei mando. Y, desde luego, para hacerle frente a esas dificultades, nada existe mejor como terapêutica, que la aproximación entre naciones que tienen tantas concomitancias, tantas cosas comunes, un futuro tan promisorio en la medida en que los sepan administrar.

Agradezco mucho ai señor Presidente dei Brasil la invitación que en el comunicado aparece para que visite su pátria, y puedo decirle que nada me dará tanta satisfacción como el dia en que pueda corresponder su histórica visita a Bogotá.

Muchas gracias.

PRESIDENTE JOÃO FIGUEIREDO

Senhor Presidente,

Em seu eloqüente significado, esta cerimônia representa o coroamento de um esforço continuado e eficaz para abrir novas avenidas à cooperação entre o Brasil e a Colômbia.

O conjunto de atos internacionais, que acabam de ser firmados, vem somar-se aos tratados e documentos que, desde a Independência, permitiram construir entre nossos dois países um relacionamento verdadeiramente exemplar e que agora adquire nova e mais ampla dimensão.

A convivência harmoniosa, o diálogo aberto, a colaboração fecunda e leal têm sido os frutos desta diplomacia de amizade e boa vizinhança praticada por brasileiros e colombianos.

Não nos basta, porém, consolidar a admirável obra diplomática herdada dos que nos antecederam.

Através da imaginação conceituai e da energia na implementação, queremos hoje enriquecer com novas linhas de ação o presente e o futuro de nossas relações.

O universo variado desses vínculos encontra expressão em dois documentos cuja tônica é a globalidade e a abrangência.

Síntese do que a Colômbia e o Brasil pensam e propõem diante dos problemas mundiais e regionais, a Declaração Conjunta tem seu complemento indispensável no Tratado de Amizade e Cooperação, moldura normativa e programática do conjunto das relações bilaterais.

A articulação prática dos princípios e objetivos gerais é, entretanto, assegurada por instrumentos especializados, ou pelo tema, ou pela área de aplicação.

Sobressai, entre estes, o Acordo que, em harmonia com o Tratado de Cooperação Amazônica, estimulará, no âmbito bilateral,

o trabalho conjunto e o intercâmbio em nossas vastas zonas fronteiriças da Amazônia. Nosso esforço redobrado se beneficiará da tradição de contatos em torno dos pólos irradiadores de Letícia e Tabatinga.

Outro tema que traz a marca da contemporaneidade é o do Acordo de Cooperação Nuclear, que se inspira na premente necessidade de buscar alternativas energéticas eficazes. Nesse campo, hoje prioritário para todos, nossa cooperação poderá estender-se a outras modalidades energéticas.

A mesma ideia de promover a cooperação econômico-comercial entre países de estruturas produtivas e mercados significativos, como o Brasil e a Colômbia, inspirou os parágrafos sobre o carvão na declaração conjunta. Tendo já em seu ativo considerável acervo de realizações, desde a sua celebração em 1976, o Acordo ingressa agora em nova fase, que lhe abrirá a possibilidade de criar, já no decorrer de 1981, substancial corrente de exportação de carvão colombiano para o Brasil.

Finalmente, inscrevem-se no domínio dos contatos culturais e das modalidades de

cooperação internacional de inspiração social o Ajuste de Cooperação entre entidades científicas, o Acordo sobre Drogas e o Convênio Turístico, que agregam áreas promissoras à agenda de trabalho brasileiro-colombiana.

Senhor Presidente,

O esboço resumido de vasto terreno coberto pelos nossos entendimentos é suficiente para assinalar a amplidão das coincidências e o equilíbrio na preocupação com aspectos que se harmonizam e completam.

Ao cristalizar em forma jurídica estes entendimentos, os atos assinados inauguram etapa mais avançada e ambiciosa do relacionamento bilateral.

Sinto-me honrado de participar com Vossa Excelência deste encontro, que há de gerar, estou certo, forte impulso de fortalecimento da amizade e da colaboração cada vez mais intensas e fraternas entre os povos da Colômbia e do Brasil.

Muito obrigado.

declaração conjunta relata os entendimentos do presidente figueiredo em bogotá

Declaração Conjunta Brasil-Colômbia, assinada, em Bogotá, em 12 de março de 1981, pelos Presidentes João Figueiredo e Júlio César Turbay Ayala.

A convite do Senhor Presidente da República da Colômbia, Doutor Júlio César Turbay Ayala, o Senhor Presidente da República Federativa do Brasil, João Baptista de Oliveira Figueiredo, acompanhado de sua esposa, Senhora Dulce Figueiredo, realizou visita oficial à Colômbia, entre 10 e 13 de março de 1981.

O Presidente da República Federativa do Brasil fez-se acompanhar de suas Excelências os Senhores:

— Embaixador Ramiro Saraiva Guerreiro, Ministro de Estado das Relações Exteriores

- **Tenente-Brigadeiro Délio Jardim de Mattos,**
Ministro de Estado da Aeronáutica
- **Doutor João Camilo Penna,**
Ministro de Estado da Indústria e do Comércio
- **General-de-Brigada Danilo Venturini,**
Ministro de Estado, Chefe do Gabinete Militar da Presidência da República
- **General-de-Divisão Octávio Aguiar de Medeiros,**
Ministro de Estado, Chefe do Serviço Nacional de Informações
- **General-de-Exército José Ferraz da Rocha,**
Ministro de Estado, Chefe do Estado-Maior das Forças Armadas
- **Senador José Sarney Costa**
- **Senador José Lins de Albuquerque**
- **Senador Aloysio Chaves**
- **Embaixador João Hermes Pereira de Araújo,**
Chefe do Departamento das Américas do Ministério das Relações Exteriores
- **Embaixador Paulo Tarso Flecha de Lima,**
Chefe do Departamento de Promoção Comercial do Ministério das Relações Exteriores
- **Embaixador Jorge Carlos Ribeiro,**
Chefe do Cerimonial da Presidência da República
- **Embaixador João Carlos Pessoa Frago-
so,**
Chefe do Cerimonial do Ministério das Relações Exteriores
- **Embaixador Orlando Soares Carbonar,**

Chefe do Gabinete do Ministro de Estado das Relações Exteriores.

Durante a visita, os dois Chefes de Estado, no espírito de tradicional amizade que preside ao relacionamento entre os dois países, analisaram detidamente a evolução das relações bilaterais e trocaram opiniões sobre questões de política internacional, com especial ênfase nas que se referem à América Latina.

Ao término das conversações, os dois Presidentes acordaram em subscrever a seguinte:

DECLARAÇÃO CONJUNTA

O Presidente da República Federativa do Brasil, João Baptista de Oliveira Figueiredo, e o Presidente da República da Colômbia, Doutor Júlio César Turbay Ayala,

Comprovaram, com satisfação, o vigoroso impulso alcançado pelas relações entre os dois países. Manifestaram, ao mesmo tempo, sua confiança na ampliação e consolidação da cooperação brasileiro-colombiana, em todos os campos das relações entre ambas as nações, que se ligam não só pela proximidade geográfica mas também por fraterna amizade e laços históricos e culturais comuns.

Reiteram que todos os Estados têm direito à plena realização no seio da comunidade internacional, com base na igualdade jurídica, no respeito mútuo entre os Estados, no direito à integridade territorial, no fiel cumprimento dos tratados, como princípio fundamental do Direito Internacional, na observância dos direitos humanos, na autodeterminação dos povos, na não-intervenção nos assuntos internos e externos dos Estados, na exclusão da ameaça ou uso da força nas relações internacionais e na solução pacífica das controvérsias. Ao acordar em que tais princípios refletem a determinação de seus povos de alcançar um desenvolvimen-

to integral, independente e soberano, renovaram a decisão de opor-se a todas as formas de dependência e dominação política ou econômica entre Estados.

Ambos os Mandatários reafirmaram sua fé nos propósitos e princípios da Carta das Nações Unidas; reiteraram o apoio de seus Governos à Organização como principal instrumento para a manutenção da paz e o fortalecimento da segurança internacional.

Afirmaram que o desarmamento geral e completo sob o efetivo controle internacional é um dos requisitos decisivos para que se alcancem bases sólidas de paz no sistema internacional; sublinharam seu decidido apoio às negociações com vistas ao desarmamento, em especial o nuclear.

Condenaram todas as formas de colonialismo e discriminação racial, em especial o "apartheid" e destacaram que é necessário intensificar os esforços das Nações Unidas para eliminá-las; ressaltaram que a manutenção do "apartheid" leva a uma situação de crescente tensão internacional na região do Sul da África.

Reafirmaram sua convicção de que o sistema da democracia representativa merece ser preservado e fortalecido, já que sua plena vigência favorece o exercício da liberdade e do respeito pelos direitos humanos e, ao alentar a participação, permite alcançar um maior grau de desenvolvimento econômico, político e social.

Ressaltaram sua preocupação com a persistência de acentuados e sérios desequilíbrios entre as nações desenvolvidas e os países em desenvolvimento, assim como com a estagnação das negociações com vistas à efetiva implantação de uma nova e mais justa Ordem Econômica Internacional, para o que é indispensável contar com a franca e decidida vontade dos países desenvolvidos.

Coincidiram em que, dado o papel cada vez mais relevante dos países em desenvolvimento na economia internacional, o urgente encaminhamento das questões relativas ao diálogo Norte-Sul constitui etapa importante dos esforços para superar as presentes dificuldades econômicas globais, em benefício de todos os países, tanto desenvolvidos quanto em desenvolvimento.

Aó sublinhar, nesse sentido, a importância de que se possam iniciar no mais breve prazo possível, no âmbito das Nações Unidas, as negociações globais sobre temas do relacionamento Norte-Sul, encareceram a necessidade de que todos os países desenvolvidos se disponham a participar construtivamente das referidas negociações.

Sublinharam que a questão energética tem importância básica para o desenvolvimento econômico, devendo ser levada em conta no estabelecimento de uma Nova Ordem Econômica Internacional, conjuntamente com outros problemas fundamentais, como finanças, comércio, matérias primas e alimentos.

Ressaltaram, ademais, que a comunidade internacional deve realizar esforços para a utilização racional dos recursos energéticos não-renováveis, desenvolver ao máximo fontes alternativas de energia, e promover o intercâmbio de suas experiências nesse setor.

Reiteraram a importância de que os países em desenvolvimento diversifiquem sua cooperação para aproveitar ao máximo, em benefício do progresso e bem-estar de seus povos, as amplas oportunidades de intercâmbio, complementação e apoio mútuo abertas por seus respectivos processos de desenvolvimento.

Conscientes de que as perspectivas que oferece a futura Convenção Internacional sobre Direito do Mar representarão uma substancial modificação nas relações entre

os Estados, no que diz respeito ao Direito do Mar, concordaram em continuar seus esforços na Terceira Conferência das Nações Unidas sobre o assunto, com vistas a que a tarefa a ela confiada reflita claramente as aspirações dos países em desenvolvimento. Nesse sentido, assinalaram a conveniência de coordenar esforços para que a autoridade internacional que venha administrar os fundos marinhos e oceânicos situados fora das jurisdições nacionais, tenha um caráter que permita benefícios universais na utilização racional desse patrimônio comum da humanidade. Encareceram a importância de que na III Conferência das Nações Unidas seja registrado efetivo progresso nas negociações, com a ativa contribuição de todos os países, e sem qualquer retrocesso nos avanços alcançados até agora.

Os dois Chefes de Estado reconheceram a necessidade de estabelecer um ordenamento jurídico internacional especial que, atendendo aos legítimos interesses dos países equatoriais sobre a órbita sincrônica geo-estacionária, regule adequadamente sua utilização racional. Concordaram igualmente em efetuar o intercâmbio de conhecimentos e experiências sobre a tele-observação da terra por satélite no âmbito do projeto LANDSAT.

Os dois Mandatários manifestaram o permanente apoio de seus Governos à Carta da Organização dos Estados Americanos no que concerne à manutenção da paz e da segurança no Continente com base na não-intervenção nos assuntos internos e externos dos Estados e na necessidade de prosseguir os esforços conjuntos para o aperfeiçoamento dos mecanismos da OEA.

Reafirmaram a vontade de ambos os países de contribuir para intensificar a cooperação entre as nações latino-americanas na forma mais ampla possível. Manifestaram que devem ser estimuladas as modalidades de diálogo e aproximação entre os países lati-

no-americanos, com vistas a que se estreitem os laços de harmonia e entendimento que sempre existiram na região.

Reiteraram sua adesão ao princípio da solução pacífica das controvérsias, cuja observância pelos países latino-americanos tem sido linha permanente de conduta que caracteriza a ação diplomática da região. Nesse espírito, assinalaram a existência de numerosos instrumentos que, no âmbito regional, contemplam tais procedimentos e constituem elemento importante do patrimônio político da América Latina.

Renovaram os apeios para que, nos conflitos entre países irmãos latino-americanos, as soluções se inspirem na concórdia e no espírito de fraternidade.

Os dois Presidentes reafirmaram o princípio de não-intervenção nos assuntos internos de terceiros países, sobre o qual repousa a paz e a harmonia entre os povos. Em consequência, repudiam a intervenção forânea em qualquer de suas formas nos assuntos de El Salvador, bem como nos de qualquer outro país.

Dentro da perspectiva política própria da América Latina, os dois Presidentes coincidiram em que no fortalecimento das soluções democráticas representativas e nas normas do Direito podem ser encontradas soluções incruentas para superar a crise salvadorenha.

Ressaltaram que o Tratado de Montevideu de 1980, que instituiu a Associação Latino-Americana de Integração (ALADI) é um dos Instrumentos adequados para promover a integração regional e esperam ver concluído seu processo de ratificação a curto prazo. Assinalaram, outrossim, a importância da intensificação da cooperação latino-americana em outros foros.

Outro tema que mereceu especial atenção dos dois Chefes de Estado foi o processo de

crescente aproximação entre o Brasil e os países signatários do Acordo de Cartagena. Esse processo ganhou novas dimensões com a "Ata de Brasília" firmada em 16 de outubro de 1979 e consolidou-se, em janeiro de 1980, com a reunião entre o Ministro das Relações Exteriores do Brasil e o Conselho Andino, em Lima. Nessa ocasião, firmou-se um memorando de entendimento, pelo qual se estabeleceu um mecanismo permanente de intercâmbio de informações, consulta e coordenação entre o Brasil e o Grupo Andino.

O Presidente Figueiredo, ao evocar o sesquicentenário da morte de Simón Bolívar, destacou o alto apreço existente no Brasil pela figura do Libertador. Ambos Mandatários recordaram que o valor perene da epopeia bolivariana faz com que permaneçam tão vivas como quando de sua formulação as exortações de Bolívar à unidade e solidariedade latino-americanas, condições de validade permanente e de grande atualidade na crítica conjuntura política e econômica de nossos dias. Reafirmaram a convicção de que os ideais continentais de união, fraternidade e justiça, que inspiraram a Simón Bolívar, constituem, hoje como ontem, o fundamento constante da concórdia e do desenvolvimento na América Latina.

Os dois Mandatários coincidiram em que, na presente conjuntura internacional, torna-se necessário que as relações entre a América Latina e os Estados Unidos da América ganhem uma nova dimensão, com amplos parâmetros de cooperação, adequados aos interesses de todos e no estrito respeito da soberania de cada Estado.

Da mesma forma, manifestaram a convicção de que se devem fortalecer e diversificar as relações entre a América Latina e os demais países desenvolvidos da Europa Ocidental e Ásia.

Os dois Presidentes felicitaram-se pelo êxito alcançado na I Reunião dos Ministros das

Relações Exteriores dos Países Signatários do Tratado de Cooperação Amazônica, realizada em Belém, Pará, nos dias 23 e 24 de outubro de 1980, e fizeram votos para que a II Reunião de Chanceleres amazônicos, a realizar-se na Colômbia, produza resultados ainda mais benéficos para a totalidade dos países que conformam a comunidade amazônica. Renovaram o apoio de seus Governos à I Reunião do Conselho de Cooperação Amazônica, que deverá celebrar-se em Lima em futuro próximo.

Reiteraram seu apoio à "Declaração de Belém", conscientes de que o desenvolvimento da Amazônia e a preservação do seu meio ambiente são inseparáveis e constituem exclusiva responsabilidade dos países amazônicos, que concederão atenção prioritária aos interesses e necessidades de suas populações amazônicas.

Os dois Mandatários expressaram sua decisão de outorgar atenção especial ao desenvolvimento de uma política que favoreça a vinculação de seus territórios, através de interconexões rodoviárias, fluviais, aéreas e de telecomunicações entre os espaços marítimos dos Oceanos Atlântico, Pacífico e do Mar das Caraíbas, em benefício do desenvolvimento harmônico e da integração física dos dois países, dentro do fiel respeito à soberania de todos os Estados.

Ao passar em revista as iniciativas concretas que caracterizam a cooperação bilateral entre o Brasil e a Colômbia, salientaram que os entendimentos mantidos durante a visita possibilitaram avanços significativos em algumas áreas importantes do relacionamento, tais como a cooperação em matéria energética, econômica e comercial, o desenvolvimento regional amazônico, a colaboração nos assuntos culturais, científicos, tecnológicos e técnicos. Nesse sentido, registraram com satisfação as possibilidades de cooperação no campo da formação profissional, industrial e comercial, através do

SENAI e do SENAC, no Brasil, e do SENA, na Colômbia.

Com relação ao café, os dois Presidentes analisaram a situação geral do mercado, em particular os seguintes aspectos:

a.— Evolução dos preços internacionais. Expressaram satisfação pela recente entrada em vigor dos mecanismos de defesa dos preços, previstos no Convênio Internacional do Café, e concordaram na necessidade de sua oportuna atualização à luz dos objetivos de salvaguardar a receita real de exportação auferida com o café.

b.— Tendências da produção mundial. Concordaram em estimular uma ação internacional coordenada no sentido de encontrar soluções para os problemas decorrentes da necessidade de futura retenção de café por produtores com uma infra-estrutura inadequada para tal fim.

c.— Situação atual do consumo. Consideraram igualmente a necessidade de que, nos países industrializados, sejam desenvolvidas campanhas permanentes de promoção do consumo do café.

Os dois Presidentes reiteraram a disposição de ambos os Governos de continuar a colaborar, ainda mais estreitamente, com o objetivo de desenvolver a cooperação internacional necessária ao fortalecimento da economia mundial do produto.

Manifestaram-se satisfeitos pela colaboração alcançada entre a SIDERBRÁS e a INGEOMINAS, no âmbito do Acordo para a Exploração do Carvão Coqueificável de 1976. Reafirmaram seu desejo de continuar cooperando em matéria de carvão e de levar adiante conversações tendentes a determinar a viabilidade das etapas subseqüentes do Acordo, no seio do Comité Misto permanente estabelecido naquele instrumento, a reunir-se em breve prazo.

Ambos os Presidentes manifestaram o interesse existente de que o carvão colombiano figure como um produto importante de intercâmbio, com vistas a fazer mais dinâmicas as relações comerciais entre os dois países.

Congratularam-se, igualmente, pela assinatura de instrumentos relativos à cooperação científica e tecnológica, que permitirão ao Brasil e à Colômbia, dada a existência de programas similares nos dois países, um intercâmbio amplo e efetivo de informações tecnológicas, inclusive sobre o aproveitamento do álcool hidratado como combustível.

Coincidiram em assinalar a importância da utilização pacífica de energia nuclear e sublinharam o direito de todos os Estados no pleno acesso às diversas formas de utilização pacífica do átomo e à tecnologia respectiva. No plano bilateral, registraram, com satisfação, a assinatura de um Acordo de Cooperação nessa área, o qual lança bases para um novo e frutífero relacionamento.

A cooperação cultural brasileiro-colombiana foi também objeto de estudo por parte dos dois Mandatários, que destacaram a necessidade de promoção, nos dois países, de iniciativas que visem a alcançar melhor conhecimento mútuo dos valores culturais do Brasil e da Colômbia. Nesse sentido, expressaram o interesse em que seja apresentada durante a Bienal de São Paulo e em outros lugares do país uma exposição do "Museu do Ouro" colombiano, assim como uma mostra representativa da arte brasileira seja enviada à Colômbia.

Consideram da maior importância a assinatura, durante a visita, do Acordo de Assistência Recíproca para a Prevenção, Controle e Repressão do Uso e Tráfico Ilícito de Substâncias Estupefacientes e Psicotrópicas, por meio do qual esperam obter melhor coordenação entre os órgãos responsáveis, no Brasil e na Colômbia, pela repressão de

tais atividades, altamente lesivas à sociedade e condenáveis sob todos os aspectos.

Os Presidentes manifestaram o desejo de uma cooperação brasileiro-colombiana para estimular o trânsito das correntes turísticas internacionais de um país ao outro, bem como o turismo próprio, que parte do Brasil para a Colômbia e vice-versa. Sobre este último ponto, recordaram com satisfação a existência de acordos bilaterais vigentes que isentam do requisito de visto de turista os nacionais dos dois países. Os Mandatários expressaram sua satisfação pela assinatura, nesta data, de um acordo que estabelece um quadro adequado para o desenvolvimento do turismo.

Ambos Mandatários manifestaram sua concordância com a necessidade de adotar medidas para incrementar o intercâmbio econômico e comercial entre os dois países, utilizando, entre outros, os mecanismos estabelecidos no Tratado de Montevideu de 1980, especialmente os Acordos de Alcançe Parcial.

Por outro lado, destacaram os resultados satisfatórios derivados da participação em feiras e exposições em um e outro país.

Destacaram, nesse sentido, a importância do Encontro Empresarial Brasileiro-Colombiano, realizado durante a visita, que propi-

ciou a segmentos representativos do setor privado dos dois países a oportunidade de um maior conhecimento mútuo e de trocar ideias sobre temas relevantes do comércio bilateral.

Os dois Presidentes concordaram em que as respectivas Chancelarias manterão consultas regulares sobre temas de atualidade, tanto no plano bilateral, quanto no regional e mundial.

Os Chefes de Estado expressaram sua confiança em que as conversações que mantiveram, conduzidas em atmosfera de expressiva cordialidade, contribuirão para consolidar e expandir ainda mais os vínculos que têm unido tradicionalmente os povos do Brasil e da Colômbia.

Salientaram, finalmente, a convergência de propósitos em áreas de interesse comum, observada no decorrer da visita, e a convicção de que a realização de ações conjuntas propiciará o cumprimento das aspirações de união e fraternidade que caracterizam o destino comum latino-americano.

O Presidente do Brasil expressou seu profundo agradecimento pelas atenções de que ele, sua esposa e comitiva foram alvos durante a grata permanência na Colômbia e estendeu convite ao Presidente Turbay Ayala para visitar oficialmente o Brasil, convite que foi aceito com especial satisfação.*

* Os acordos de cooperação entre o Brasil e a Colômbia, assinados por ocasião da visita do Presidente João Figueiredo a Bogotá, estão na seção **Tratados, Acordos, Convênios**, página 162.

saraiva guerreiro abre a primeira reunião da comissão mista brasil-nigéria

Discurso do Ministro de Estado das Relações Exteriores
Ramiro Saraiva Guerreiro, em Lagos, em 23 de março
de 1981, por ocasião da sessão de abertura da
primeira reunião da Comissão Mista de Coordenação
Brasil-Nigéria.

Senhora Ministro,

Permita-me expressar-lhe, inicialmente, minha grande satisfação em visitar a Nigéria e presidir, na companhia de Vossa Excelência, a instalação da Primeira Reunião da Comissão Mista de Coordenação Brasil-Nigéria. Chegamos há pouco do Brasil, sentimo-nos, minha delegação e eu, envolvidos, desde o primeiro instante, por uma recepção amigável e calorosa. As poucas horas em que nos encontramos em Lagos já nos permitiram perceber paralelos e semelhanças com cidades de nosso próprio país, lembrança de nossas afinidades e entrelaçamento histórico.

Nos dois próximos dias, nigerianos e brasileiros, estaremos trabalhando juntos, passando em revista o que já pudemos transformar em realidades e procedendo à avaliação do potencial de nossa importante cooperação bilateral.

São numerosos os exemplos do que já realizamos; os empreendimentos comuns se multiplicam, em todas as dimensões do relacionamento internacional, brasileiros e nigerianos se aproximam. Os Governos dis-

cutem sem inibições e com franqueza os problemas comuns; os povos dos dois países descobrem a cada dia novos motivos de encontro.

Antes de relembrar os marcos mais expressivos na evolução de nosso relacionamento bilateral, desejo referir-me ao que entendo ser o sentido fundamental de uma aproximação.

Não foi ele um movimento aleatório, impulsionado por circunstâncias e sem objetivos ou orientações claras. As circunstâncias, os interesses concretos dos dois países certamente justificam a aproximação e dão-lhe substância. Mas, nosso relacionamento deve ultrapassar os números de comércio e de balança de serviços. Já são expressivos esses números, mas não são tudo. São simbólicos do que podem fazer dois países em desenvolvimento. Não recolhem, porém, em sua integralidade o fundamental de nova aproximação.

Na base de nossas ligações, existe um ato de vontade política, que incorpora, tenho certeza, uma larga e profunda sintonia no modo de ver e compreender o mundo. E,

mais, o nosso encontro, neste elevado nível de cooperação, é simbólico de um longo esforço dos países em desenvolvimento, dos países do Terceiro Mundo, na busca de sua afirmação e participação nos negócios do mundo. É simbólico do devotamento de nossos países às formas justas e equilibradas de relacionamento internacional, fundadas na igualdade, justiça e nos princípios que definem a autodeterminação e soberania.

No caso específico do Brasil e Nigéria, esse ato de vontade se fortalece porque a contribuição africana foi e é fundamental para definir a própria identidade do povo brasileiro, nossos costumes, nossa ética, nossas formas de convivência e modo de ser.

Compartilhamos, também, com os nigerianos, a vontade de transformar as estruturas políticas e econômicas internacionais, estruturas obsoletas e geradoras de desigualdades, tensões e conflitos.

Definimos, pois, o nosso elo de aproximação da Nigéria como um esforço complexo em que buscamos nos conhecer melhor e, juntos, aprender.

O encontro de brasileiros e nigerianos é hoje parte do nosso cotidiano. Missões oficiais, modalidades de empreendimentos econômicos, formas de intercâmbio cultural e artísticos são elementos que compõem o quadro novo. Na base deste movimento, existe a certeza de que não se trata de um episódio passageiro. Ao contrário, sentimos, do lado brasileiro, que uma forma de convivência se cria e se abre um caminho a trilhar com frequência.

Enriquecemos nosso perfil político, no encontro com os nigerianos. E, por isto, inauguramos os trabalhos desta Comissão com a consciência de que constituem marco significativo de um movimento de que une igualmente nossas nações.

Se bem ainda distante do que desejamos, são variados os passos que demos nesse sentido. Uma linha aérea já liga o Rio de Janeiro e Lagos, num esforço pioneiro que merece ser mencionado. Navios de ambas as bandeiras mantêm transporte entre um e outro porto. Cada vez menos recorremos à intermediação de terceiros. O trabalho na Nigéria de algumas empresas brasileiras, associadas a capitais nigerianos, constituiu, por sua vez, exemplo concreto da viabilidade de uma cooperação mutuamente vantajosa entre países em desenvolvimento. O exame objetivo de modalidades de associação em novos setores é promissor. O comércio de bens e serviços, de nível ainda não inteiramente satisfatório como nos possa parecer, é dinâmico e atrai a atenção dos operadores econômicos de um e outro lado.

A avaliação da evolução recente de nosso relacionamento bilateral revela aspectos amplamente satisfatórios. Por um lado contamos com um valioso arcabouço jurídico — institucional formado por dez Acordos entre nossos Governos, a maioria dos quais já em plena aplicação.

Por outro, o incremento das trocas comerciais entre o Brasil e a Nigéria é prova eloquente do acerto da orientação conjunta. De um comércio total, nos dois sentidos, no valor de cerca de doze milhões de dólares em 1974, passamos para trezentos milhões de dólares em 1980.

Com o objetivo de alcançar níveis mais altos de intercâmbio comercial, o Brasil deseja não apenas aumentar suas exportações para este país, mas também, intensificar sensivelmente suas importações de produtos nigerianos. Assim procedendo, colocaremos nossas trocas comerciais num plano compatível com as dimensões de nossas economias nacionais e, ao trabalharmos com uma pauta diversificada de produtos, poderemos com maior facilidade, corrigir

distorções ou desequilíbrios ocasionais, em nossas correntes de comércio.

Senhora Ministro,

A leitura da agenda dos trabalhos desta Primeira Reunião da Comissão Mista de Coordenação bem demonstra a variedade dos nossos campos de cooperação tais como, a agricultura, pecuária, telecomunicações, indústria leve e habitação. Países situados na faixa tropical, com extensas áreas de florestas e savanas, a Nigéria e o Brasil poderão realizar proveitoso intercâmbio de técnicas e experiências com vistas a melhorar a qualidade e aumentar a produtividade dos respectivos setores agrícolas.

De nossa parte, estaremos prontos a compartilhar com a Nigéria, experiência brasileira em obras de engenharia e saneamento básico, irrigação, construção de barragens e rodovias, reflorestamento e aprimoramento de culturas tropicais, através da utilização de tecnologias e métodos próprios, adequados as nossas condições climáticas, topográficas e geográficas.

Da mesma forma, colocamos à disposição da "Federal Capital Development Authority" os subsídios e documentos relativos à concepção e à implantação definitiva de Brasília como Capital Federal brasileira, no momento em que a Nigéria empreende, com vigor e energia, a construção de sua nova Capital, em Abuja. Nesse sentido, expressamos nossa satisfação ante os resultados promissores já alcançados nos contactos entre esse Órgão do Governo nigeriano e a NOVACAP, os quais nos permitem antever, nesse setor pioneiro, uma cooperação positiva e eficaz entre as duas instituições.

A agenda deste encontro constitui, desse modo, desafio estimulante e certeza de trabalho árduo para as duas delegações. É, portanto, com espírito de fraterna amizade e com o desejo de aprofundar ainda mais as formas de colaboração que nos unem, que tomamos nosso lugar para, juntamente com

a delegação nigeriana, darmos início aos trabalhos da Comissão Mista de Coordenação.

Finalmente, Senhora Ministro, desejaria propor-lhe uma reflexão de natureza geral para orientar nossos esforços. Devemos tomar a cooperação nigeriano-brasileira em pelo menos, dois sentidos. De um lado, pelo que vale em si, pelo que aproxima os nossos povos, pelo que cria de empreendimentos comuns, de benefícios para nossas economias. De outro, pelo que vale de exemplo no quadro do relacionamento Sul-Sul, entre países em desenvolvimento. E neste plano, encaminhamos um pouco contra os rumos de uma história escrita pelos países industrializados e que imponha rígidos obstáculos às formas horizontais de diálogo político e de cooperação económica.

Penso que os africanos, no extraordinário movimento de descolonização, formaram entre os primeiros a perceber a força política do trabalho solidário, fundado em bases éticas, com metas insofismáveis de transformação e de progresso.

Não podemos desperdiçar o exemplo do trabalho solidário. Cumpré atualizá-lo, modernizá-lo e adaptar nossa solidariedade económica e política aos desafios complexos de nosso tempo. Assim em cada gesto específico e concreto de cooperação nigeriano — brasileira estará presente a consciência de nossa luta maior, pela implantação de estruturas económicas mais equitativas, em um mundo livre de tensões, conflitos e injustiças. A consciência das implicações maiores de nossas tarefas, certamente fará com que cada um dos participantes deste encontro, valorize de maneira mais profunda e abrangente a solidariedade básica que nos une. Essa consciência nos dará motivação mais forte e disposição mais aberta para consolidarmos e intensificar a convivência amistosa e fraterna entre brasileiros e nigerianos.

Muito obrigado.

comunicado conjunto ressalta a amizade brasileiro-nigeriana

Comunicado Conjunto Brasil-Nigéria, assinado em Lagos, em 26 de março de 1981, pelos Chanceleres brasileiro, Ramiro Saraiva Guerreiro, e nigeriano, Professor I. Audu.

A convite de Sua Excelência o Professor Ishaya Audu, Ministro de Assuntos Exteriores da República Federal da Nigéria, Sua Excelência o Embaixador Ramiro Saraiva Guerreiro, Ministro das Relações Exteriores da República Federativa do Brasil, realizou uma visita oficial à Nigéria entre 23 e 26 de março de 1981. O Ministro das Relações Exteriores do Brasil se fez acompanhar de uma delegação de altos funcionários.

As conversações, durante a visita, foram mantidas numa atmosfera de amizade e entendimento mútuo, e cobriram um amplo espectro de assuntos internacionais, em particular questões relacionadas com a África e América Latina. Todos os temas de interesse para as relações bilaterais entre o Brasil e a Nigéria foram examinados em profundidade. As duas partes expressaram a crença em que aquelas conversações abriram novas perspectivas para o desenvolvimento das já estreitas relações entre o Brasil e a Nigéria.

As duas partes expressaram sua preocupação com o aumento das tensões internacionais que apresenta riscos e ameaças à paz internacional. Expressaram sua apreensão com o aprofundamento da crise económica mundial, com a persistência da fome e da pobreza, e com o inadequado processo internacional de tomada de decisões, ainda baseado no quadro existente antes do movimento de descolonização e de universalização dos problemas económicos e políticos.

As duas partes reafirmaram a adesão de

seus Governos aos princípios e propósitos incorporados na Carta da Organização das Nações Unidas, bem como àqueles sancionados com independência, soberania e igualdade dos Estados, integridade territorial, autodeterminação dos povos, não-interferência nos assuntos internos dos Estados, solução pacífica das controvérsias internacionais e a não-aquisição de territórios pela força. Condenaram em particular todas as manifestações de discriminação por motivos de raça, sexo e religião.

De conformidade com tais princípios, reconheceram o direito soberano de todos os Estados de livremente determinar a forma de Governo mais adequada para atingir suas aspirações nacionais. Assim, rejeitaram toda forma de intervenção e colonialismo, e reafirmaram que o respeito aos princípios acima mencionados é condição básica para o desenvolvimento pacífico e harmónico das relações entre os Estados.

No que diz respeito à situação africana, reiteraram a firme convicção de seus governos de que é essencial fazer valer os direitos dos povos do sul da África à autodeterminação, independência e dignidade humana, de acordo com as resoluções pertinentes das Nações Unidas. Reiteraram sua rejeição a todas as formas de discriminação racial, em particular o apartheid, que foi condenado pelas Nações Unidas como um crime contra a humanidade e que é, inter alia, uma ameaça à paz e segurança internacionais. Expressaram seu continuado apoio aos povos oprimidos do sul da África.

Expressaram sua particular satisfação com a independência de Zimbábue e com o estabelecimento naquele país de um Governo de verdadeira maioria.

Reiteraram que a responsabilidade principal no processo de independência da Namíbia recai sobre as Nações Unidas, a fim de assegurar a integridade do território, de acordo com as resoluções pertinentes das Nações Unidas acima mencionadas, assim como à **swapo**, seu único e legítimo representante. Condenaram os contínuos ataques de tropas da África do Sul contra os territórios de Estados africanos, em flagrante violação das resoluções das Nações Unidas acima indicadas.

No que se refere ao Oriente Médio, reafirmaram que uma atmosfera de paz e segurança na região somente poderá ser criada através de uma solução global e duradoura da questão, que tome em consideração as resoluções pertinentes das Nações Unidas e mantenha os legítimos direitos do povo palestino, que é representado pela Organização de Libertação da Palestina.

No que diz respeito ao Oceano Atlântico, as duas partes concordaram em sublinhar sua importância no fortalecimento dos laços de solidariedade entre o Brasil e a Nigéria e entre os países em desenvolvimento da África e a América Latina, como uma área de paz e prosperidade. Nesse sentido, concordaram na necessidade de assegurar que o Oceano Atlântico possa sempre servir para a consecução de tal propósito.

Expressaram a crença de seus Governos na urgente necessidade de intensificar esforços para obter um desarmamento geral e completo, sob efetivo controle internacional, com ação prioritária no campo do desarmamento nuclear. Reiteraram a importância da transferência de recursos ora alocados a armamentos para setores ligados ao desenvolvimento económico e so-

cial, em particular nos países em desenvolvimento.

Enfatizaram a importância crucial de facilitar o acesso dos países em desenvolvimento à ciência e tecnologia e aos benefícios daí resultantes.

Quanto à situação económica internacional, as duas partes notaram com preocupação a persistência de sérios desequilíbrios e desigualdades entre países desenvolvidos e países em desenvolvimento. Lamentaram a falta de progresso real com relação à eliminação desses desequilíbrios e desigualdades. Expressaram também a opinião de que as práticas comerciais protecionistas dos países desenvolvidos são altamente lesivas aos interesses dos países em desenvolvimento. Com vistas a criar condições mais favoráveis para o efetivo exercício do direito de cada país em desenvolvimento ao progresso económico e social, reiteraram a intenção de seus Governos de continuar a estimular o processo do estabelecimento de uma nova ordem económica internacional, baseada na equidade, justiça e cooperação entre os Estados. Expressaram sua preocupação com a falta de progresso nas negociações entre países desenvolvidos e em desenvolvimento, bem como a esperança de que tais negociações possam, no futuro próximo, atingir resultados concretos, de conformidade com as justas aspirações do Grupo dos 77 nas várias áreas em questão.

Consideraram a situação energética mundial, em particular a dos países em desenvolvimento importadores de petróleo. Concordaram em que a comunidade internacional deve realizar esforços para conter o consumo excessivo de recursos energéticos não-renováveis, e para desenvolver fontes alternativas de energia. Ressaltaram a importância crucial de uma ação concertada, solidária e inovadora por parte dos países em desenvolvimento exportadores e importadores de petróleo, além dos esfor-

ços atuais de cooperação entre países em desenvolvimento.

Notaram com satisfação o excelente nível atingido pelas relações do Brasil com a Nigéria, como ilustrado pelo número e importância das visitas trocadas, o alto volume do comércio bilateral e pelo resultado da Primeira Reunião da Comissão Mista de Coordenação Brasileiro-Nigeriana, realizada no espírito de fraternidade que prevalece nas relações entre os dois países. Nesse contexto, sublinharam a importância de manter consultas bilaterais, a nível ministerial, conforme estabelecido pela Declaração Conjunta de 24 de maio de 1977, com o propósito de, periodicamente, passar em revista os assuntos de interesse e preocupação comuns.

Durante sua estada em Lagos, Sua Excelência o Ministro Ramiro Saraiva Guerreiro foi recebido em audiência por Sua Excelência Alhaji Shehu Shagari, Presidente da

República Federal da Nigéria, por Sua Excelência o Presidente do Senado, Doutor Joseph Wayas, pelo Excelentíssimo Presidente da Câmara dos Representantes, Senhor Edwin Ume Ezeoke, bem como pelos Ministros do Planejamento Nacional, Aviação Civil, Autarquia para o Desenvolvimento da Capital Federal, Indústria e Comunicações.

O Ministro Ramiro Saraiva Guerreiro foi portador de uma mensagem na qual Sua-Excelência o Presidente João Figueiredo convidou Sua Excelência o Presidente Alhaji Sheu Shagari a realizar uma visita oficial ao Brasil. Sua Excelência o Presidente Shagari aceitou com satisfação o convite. A data da visita será definida pelos canais diplomáticos.

Ao final de sua visita oficial, o Ministro Ramiro Saraiva Guerreiro expressou seu agradecimento ao Governo da República Federal da Nigéria pela cálida hospitalidade oferecida a ele e à sua delegação.

baena soares recebe o burgomestre da cidade de hamburgo

Discurso do Ministro de Estado, interino, das Relações Exteriores, João Clemente Baena Soares, no Palácio do Itamaraty em Brasília, em 25 de março de 1981, por ocasião de almoço oferecido ao Burgomestre da cidade de Hamburgo, Hans-Ulrich Klose.

Senhor Burgomestre,

É com prazer que em nome do Governo brasileiro dou as boas-vindas a Vossa Excelência e à ilustre comitiva que o acompanha. A visita oficial que Vossa Excelência ora realiza ao Brasil tem significado muito particular. Por um lado, reafirma as antigas relações que mantemos com a Cidade-Estado de Hamburgo iniciadas pelo tratado de Comércio e Navegação de 1827, assinado pelo Império do Brasil com as Cidades Hanseáticas de Lübeck e Hamburgo. E, por outro, representa o desejo de estreitar ainda mais os laços de amizade e cooperação que unem o Brasil e a República Federal da Alemanha.

Também na dinâmica do presente, a Cidade de Hamburgo ocupa posição saliente no quadro das relações comerciais do Brasil com o exterior e, em especial, com a República Federal da Alemanha. Por seu porto, transita volume expressivo das mercadorias trocadas pelo Brasil com a República Federal da Alemanha. Hamburgo, entretanto, é, a título próprio, parceiro importante nesse intercâmbio.

No que se refere a investimentos, o total aplicado por empresas hamburguesas no Brasil chegou a 132 milhões de marcos em

fins de 1979, enquanto firmas brasileiras empregaram em Hamburgo, até a mesma data, 47 milhões de marcos.

As dimensões da economia da República Federal da Alemanha, aliada ao ritmo de crescimento da economia brasileira, demonstram o vasto potencial de cooperação bilateral, que ambos os Governos têm procurado explorar.

Como sabe Vossa Excelência, a Comissão Mista Teuto-Brasileira de Cooperação Económica tem sido, desde sua criação, foro de grande importância para a análise e direcionamento da cooperação entre nossos dois países. Na sua VII Sessão, realizada em Brasília, em novembro de 1980, foram identificadas novas vias de colaboração nos mais diversos campos, dentre os quais sobrelevam energia, comércio e associação de pequenas e médias empresas.

Em sua estada no Brasil, Vossa Excelência terá oportunidade de manter contatos que, sem dúvida, multiplicarão as opções para o relacionamento bilateral e, sobretudo, estou seguro, proporcionarão maior conhecimento da realidade brasileira e do esforço do governo e do povo deste país em busca de paz e prosperidade.

É, portanto, num clima de cooperação, entendimento e cordialidade entre o Brasil e a República Federal da Alemanha que se realiza a visita de Vossa Excelência. Convido todos os presentes a erguerem suas taças em um brinde à amizade entre o Brasil e a República Federal da Alemanha, ao crescente progresso da Cidade-Estado de Hamburgo e à felicidade pessoal do Burgo-
mestre.

relações diplomáticas

brasil e república ruandesa estabelecem relações diplomáticas

Comunicado do Itamaraty à imprensa, divulgado em Brasília, em 20 de janeiro de 1981:

Os Governos da República Federativa do Brasil e da República Ruandesa, desejosos de fortalecer os laços de amizade entre seus povos concordam, nesta data, em estabelecer relações diplomáticas a nível de embaixada. Ambos os Governos expressam confiança em que o presente acordo contribuirá para o aprimoramento das relações entre os dois países e para o aprofundamento de vínculos mutuamente benéficos.

o estabelecimento de relações diplomáticas entre brasil e dominica

Comunicado do Itamaraty à imprensa, divulgado em Brasília, em 9 de fevereiro de 1981:

Os Governos da República Federativa do Brasil e da Comunidade de Dominica, desejosos de fortalecer os laços de amizade entre seus povos, concordaram estabelecer, nesta data, relações diplomáticas a nível de Embaixada, e designar Embaixadores não-residentes. Ambos os Governos expressaram sua confiança em que este acordo contribuirá para estreitar as rela-

ções entre os dois países e assegurar um relacionamento mais próximo e mutuamente benéfico.

entrega de credenciais de embaixadores estrangeiros

Per Conradi Proitz, da **Noruega**, e Ian Landon-Lame, de **Nova Zelândia**, em 24 de fevereiro de 1981;

George William Harding, da **Grã-Bretanha**, em 17 de março de 1981.

designação de embaixadores brasileiros

Itajuba de Almeida Rodrigues, para Ministro-Cônsul-Geral em Génova, e Isócrates de Oliveira, para Conselheiro Cônsul em **Trieste**, em 6 de janeiro de 1981;

Celso Diniz, para Embaixador em **Jeddah** (cumulativamente com o Governo do **Sultanato de Oman**), em 13 de janeiro de 1981 ;

Mareio Paulo de Oliveira Dias, para Ministro-Cônsul-Geral em Buenos Aires, em 16 de janeiro de 1981;

Francisco José Novaes Coelho para Vice-Cônsul em **Willemstad** (com jurisdição so-

bre as **Antilhas Holandesas**), em 18 de fevereiro de 1981;

Sérgio Henrique Nabuco de Castro, para Ministro-Cônsul-Geral em **Chicago**, em 6 de março de 1981;

Alberto Vasconcelos da Costa e Silva, para

Embaixador junto à **República Popular do** nienin (cumulativamente com a função de Embaixador em **Lagos**), em 25 de março de 1981.

o acordo brasil-frança para aplicação de salvaguardas à usina de conversão de hexafluoreto de urânio

Acordo, por troca de Notas, para aplicação de salvaguardas à usina de conversão de hexafluoreto de urânio a ser adquirida à França, assinado, no Palácio do Itamaraty em Brasília, em 6 de janeiro de 1981, pelo Chanceler Saraiva Guerreiro e pelo Embaixador da República Francesa, Jean Béliard.

A Sua Excelência o Senhor Jean Béliard, Embaixador da República Francesa.

Senhor Embaixador,

Tenho a honra de acusar recebimento da nota de Vossa Excelência de nº 5, desta data, cujo teor, em português, é o seguinte:

"Com referência aos contratos de licença e de co-operação técnico-industrial, concluídos a 22 de dezembro de 1978 entre a "Empresas Nucleares Brasileiras S.A." — NUCLEBRÁS, e a "Uranium Pechiney Ugine Kuhlman" — UPLJK, para a instalação no Brasil de uma usina de fabricação de hexafluoreto de urânio, os quais foram completados pelos aditamentos nº 1 e nº 2, de 1º de fevereiro a 4 de julho de 1980, respectivamente, e ao contrato, em curso de negociação, sobre a conversão, na França, de "yellow-cake" brasileiro, tenho a honra de propor a Vossa Excelência, segundo instruções de meu Governo, um acordo entre nossos dois Governos, nos seguintes termos:

- a) O Governo brasileiro compromete-se a não utilizar para a fabricação de armas nucleares ou para qualquer outro uso militar ou, ainda, para a fabricação de qual-

quer dispositivo explosivo nuclear, bem como a submeter, conseqüentemente, a salvaguardas da Agência Internacional de Energia Atômica (AIEA);

- o hexafluoreto de urânio convertido na França e exportado para o Brasil,
- o hexafluoreto de urânio produzido na usina que será construída em Resende, Estado do Rio de Janeiro, nos termos dos contratos firmados entre a NUCLEBRÁS e a UPUK,
- as gerações posteriores de materiais nucleares ou materiais físséis especiais obtidos a partir do hexafluoreto de urânio de procedência francesa ou produzido no Brasil na usina referida na alínea anterior.

O Governo brasileiro compromete-se, também, a não reproduzir ou permitir a reprodução da usina referida nas duas alíneas anteriores;

- b) o Governo brasileiro compromete-se a que os materiais referidos no item a) não sejam transferidos ou retransferidos a outrem em território de um terceiro Estado, sem haver obtido desde os mesmos compromissos que subscreveu;
- c) para fins de aplicação do disposto no item a), o Governo brasileiro se compromete a submeter às salvaguardas da AIEA a usina referida naquele item;
- d) as medidas adotadas pelo Governo brasileiro e pela AIEA para o cumprimento do disposto no item c), bem como do disposto no item a), serão comunicadas ao Governo francês.

Caso as disposições precedentes mereçam a aprovação do Governo brasileiro, esta Nota, e a de resposta de Vossa Excelência, em que se expresse a

concordância de seu Governo, constituirão um Acordo entre os dois Governos que entrará em vigor na data da Nota de resposta.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Excelência os protestos da minha mais alta consideração."

2. Em resposta, informo Vossa Excelência de que o Governo brasileiro concorda com os termos da Nota acima transcrita, a qual, com a presente, passa a constituir um Acordo entre os dois Governos, a entrar em vigor nesta data.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Excelência os protestos da minha mais alta consideração.

Ramiro Saraiva Guerreiro

Ministro de Estado das Relações Exteriores da República Federativa do Brasil.

na visita de figueiredo a paris, brasil e França assinam oito acordos

Durante a visita do Presidente João Figueiredo à França, foram assinados, em Paris, em 30 de janeiro de 1981, os seguintes acordos entre os dois países: Convênio Complementar de Cooperação sobre Metrologia, Normalização e Controle de Qualidade; Acordo no Campo da Propriedade Industrial; Tratado de Delimitação Marítima; Convênio Complementar de Cooperação no Campo da Pesquisa e da Tecnologia Biomédicas; Convenção de Cooperação Judiciária em Matéria Civil, Comercial, Trabalhista e Administrativa; Acordo, por troca de Notas, para estabelecimento de um mecanismo permanente de cooperação entre as autoridades competentes, na esfera consular; Ajuste, por troca de Notas, constituindo com o Ajuste Complementar ao Acordo de Cooperação Técnica e Científica, de 1967, o Ajuste entre o Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico (CNPq) e o Instituto de Pesquisa Científica e Técnica de Ultramar (IRSTOM, firmado em Paris, em 2 de janeiro de 1981. Esses acordos foram assinados pelo Chanceler Saraiva Guerreiro e pelo Ministro dos Assuntos Estrangeiros da República Francesa, Jean François-Poncet, enquanto que o Ministro das Minas e Energia, César Cais de Oliveira Filho, e o

Ministro da Indústria da França, André Giraud, assinaram, também no dia 30 de janeiro de 1981, um Ajuste sobre Cooperação Tecnológica e Industrial no Campo do Carvão Mineral.

CONVÊNIO COMPLEMENTAR DE COOPERAÇÃO SOBRE METROLOGIA, NORMALIZAÇÃO E CONTROLE DE QUALIDADE

O Governo da República Federativa do Brasil
e
O Governo da República Francesa,

TENDO EM VISTA o Acordo de Cooperação Técnica e Científica, firmado em 16 de janeiro de 1967, e

DE CONFORMIDADE com o Acordo de Cooperação Tecnológica Industrial, firmado em 5 de outubro de 1978,

DESEJOSOS de desenvolver em base de vantagens mútuas a cooperação no campo da metrologia, normalização e controle de qualidade,

CONVIERAM no seguinte:

artigo I

A cooperação brasileiro-francesa no campo da metrologia, da normalização e do controle de qualidade tem por objetivos, principalmente desenvolver os meios técnicos e científicos que visam a melhoria da qualidade dos produtos, e favorecer o estabelecimento de relações estreitas entre organismos homólogos dos dois países.

artigo II

A cooperação de que trata o presente Convênio se efetuará notadamente nas seguintes modalidades:

1. execução de estudos e projetos elaborados em conjunto;
2. intercâmbio de especialistas brasileiros e franceses;
3. estágios de especialização para engenheiros brasileiros na França;
4. troca de informações e de documentação técnica;
5. realização de conferências, cursos, seminários e simpósios.

artigo III

O Governo brasileiro designa como entidade responsável pela execução do presente Convênio a Secretaria de Tecnologia Industrial (STI) do Ministério da Indústria e do Comércio, por intermédio do Instituto Nacional de Metrologia, Normalização e Controle de Qualidade Industrial (INMETRO) e o Governo francês designa, para o mesmo fim, a Direção da Qualidade e da Segurança Industrial (DQSI) do Ministério da Indústria.

artigo IV

1. Será estabelecido anualmente, em comum acordo entre a STI/INMETRO e a DQSI, programa de trabalho que defina os temas, objetivos, duração, meios de execução e os custos respectivos.
2. Os programas acima mencionados serão elaborados por ocasião de reunião anual entre os representantes das duas Partes.
3. Os referidos programas deverão ser aprovados e implementados de conformidade com os procedimentos em vigor nos dois países.

artigo V

A entidade de origem deverá submeter os nomes e o curriculum vitae dos especialistas que serão enviados em missão ou em estágios à aprovação prévia da parte receptora.

artigo VI

Os especialistas em missão não poderão exercer no país receptor, outras atividades que não as previstas nos programas de cooperação acordados entre as Partes.

artigo VII

Cada um dos órgãos referidos no Artigo III procurará que seu pessoal enviado em missão ou estágio esteja assegurado contra riscos de doença, acidente, invalidez e morte.

artigo VIII

Quando os programas de cooperação requererem a importação de equipamentos, componentes ou material indispensável à sua execução, serão aplicadas as disposições do Artigo XI do Acordo de Cooperação Técnica e Científica de 16 de janeiro de 1967.

artigo IX

Ambas entidades se comprometem a não dar conhe-

cimento a terceiros, sem consentimento mútuo, de documentos que forem enviados no âmbito do presente Convênio.

artigo X

Sob reserva de contratos particulares, a responsabilidade financeira pelos deslocamentos acordados em comum se estabelecerá na forma seguinte:

artigo XI

O presente Convênio entrará em vigor na data de sua assinatura e terá a duração de cinco anos. Será renovado automaticamente se não houver manifestação em contrário de uma das Partes. Qualquer das Partes poderá denunciá-lo mediante notificação por via diplomática seis meses antes de sua renovação automática.

O presente Convênio poderá ser alterado, por via diplomática e por iniciativa de qualquer das Partes, desde que ambas manifestem sua concordância com a modificação proposta.

Feito em Paris, aos 30 dias do mês de janeiro de 1981, em dois originais, nos idiomas "português e francês, sendo ambos os textos igualmente autênticos.

ACORDO NO CAMPO DA PROPRIEDADE INDUSTRIAL

O Governo da República Federativa do Brasil

e

O Governo da República Francesa,

CONSIDERANDO seu desejo de incentivar a cooperação industrial, com base no Acordo de Cooperação Técnica e Científica de 16 de janeiro de 1967 e no Acordo de Cooperação Tecnológica Industrial de 5 de outubro de 1978,

CONSIDERANDO a necessidade de instituir entre os dois países uma cooperação que vise desenvolver condições mais favoráveis à proteção recíproca e à exploração dos direitos de propriedade industrial relativos às invenções, desenhos e modelos industriais, marcas e indicações de procedência,

CONVIERAM no seguinte:

artigo I

O Governo brasileiro designa, para os fins da aplicação do presente Acordo, a Secretaria de Tecnologia Industrial, do Ministério da Indústria e do Comércio, por intermédio do Instituto Nacional da Propriedade Industrial (STI/INPI).

O Governo francês designa, para os fins da aplicação

do presente Acordo, o Instituto Nacional da Propriedade Industrial da França (INPI).

artigo II

1. Os dois Governos promoverão a cooperação no campo da propriedade industrial através das modalidades seguintes, entre outras:

- a) informação recíproca sobre a evolução das legislações;
- b) troca regular de informações disponíveis sobre violações em matéria de patentes de invenção, de desenhos ou modelos industriais, de marcas, de indicações de procedência e, em particular, de dados sobre contratações bem como sobre os litígios de ordem privada que possam surgir notadamente por ocasião de contratos relacionados com a propriedade industrial entre empresas ou organismos brasileiros e franceses;
- c) intercâmbio de técnicos e peritos (doravante denominados "especialistas");
- d) realização de estudos e projetos conjuntos;
- e) desenvolvimento de recursos humanos em programas de especialização ou estágios;
- f) realização de conferências, cursos e seminários.

2. ASTI/INPI e o INPI manter-se-ão a par das medidas tomadas com vistas à cessação das violações referidas no item 1, alínea b), do presente Artigo.

artigo III

A cooperação prevista no Artigo II será objeto de um programa acordado de comum acordo entre a STI/INPI e o INPI.

artigo IV

A STI/INPI e o INPI submeterão os programas mencionados no Artigo III à aprovação dos dois Governos, através do Comité Franco-Brasileiro de Cooperação Tecnológica Industrial previsto no Artigo V do Acordo de Cooperação Tecnológica Industrial. O referido Comité poderá efetuar recomendações com relação à implementação das atividades decorrentes do presente Acordo.

artigo V

As pessoas, empresas ou organismos brasileiros e franceses que sejam partes em um litígio de ordem

privada relativo a propriedade industrial e que não tenham podido chegar diretamente a uma solução amigável desse litígio, terão a faculdade de recorrer a uma comissão de conciliação composta de peritos designados, de comum acordo, pela STI/INPI e pelo INPI. Esta comissão poderá fazer recomendações às partes em questão.

As partes em um litígio de ordem privada que desejarem recorrer a essa forma de conciliação deverão dirigir-se aos dirigentes do Instituto Nacional de Propriedade Industrial de seu país.

artigo VI

A instituição do país de origem deverá submeter à aprovação prévia da instituição do país receptor os nomes e currículos dos especialistas enviados em missão.

artigo VII

1. Às duas Partes Contratantes financiarão as despesas de transporte de seus especialistas, cabendo ao país anfitrião o pagamento das diárias ou complementação correspondentes ao período da permanência dos especialistas em seu território.

2. O valor das diárias ou das complementações para os especialistas visitantes será definido e revisado anualmente, mediante mútuo entendimento entre os órgãos responsáveis.

3. A instituição do país receptor custeará as despesas relativas às viagens internas dos especialistas, que forem consideradas de interesse para o desenvolvimento dos programas em execução.

artigo VIII

Os especialistas visitantes não poderão dedicar-se, no país receptor, a quaisquer outras atividades remuneradas ou alheias a suas funções sem prévia autorização das autoridades competentes.

artigo IX

Ao término de sua missão, os especialistas submeterão à STI/INPI e ao INPI um relatório de suas atividades no país receptor.

artigo X

Cada uma das Partes Contratantes notificará à outra o cumprimento das formalidades requeridas, por seu lado, para a entrada em vigor do presente Acordo, o qual entrará em vigor no dia do recebimento da última notificação.

Qualquer das Partes Contratantes pode denunciar o presente Acordo mediante um aviso prévio de no mínimo seis meses.

Feito em Paris, aos 30 dias do mês de janeiro de 1981, em dois exemplares originais, nas línguas portuguesa e francesa, os dois textos fazendo igualmente fé.

TRATADO DE DELIMITAÇÃO MARÍTIMA

O Presidente da República Federativa do Brasil,
Senhor João Baptista de Oliveira Figueiredo,

O Presidente da República Francesa,
Senhor Valéry Giscard d'Estaing,

DESEJOSOS de favorecer o mais amplo desenvolvimento possível das relações de amizade e boa vizinhança existentes entre seus países,

CONSCIENTES da necessidade de estabelecer, de maneira precisa, a linha de delimitação marítima, inclusive a da plataforma continental, entre a República Federativa do Brasil e a República Francesa, ao largo do Departamento da Guiana,

BASEADOS nas normas e princípios do direito internacional aplicáveis à matéria e levando em conta os trabalhos da III Conferência das Nações Unidas sobre o Direito do Mar,

TENDO PRESENTE o disposto no Tratado de Utrecht, de 11 de abril de 1713, na sentença arbitral do Conselho Federal Suíço, de 1.º de dezembro de 1900, e sua aplicação, tal como efetuada pela Comissão Mista Brasileiro-Francesa Demarcadora de Limites,

COMO DECORRÊNCIA das negociações que se realizaram em Paris, de 24 a 28 de setembro de 1979, e em Brasília, de 19 a 23 de janeiro de 1981,

RESOLVERAM concluir o presente Tratado, e, com esse objetivo, designaram:

O Presidente da República Federativa do Brasil, o Senhor Embaixador Ramiro Saraiva Guerreiro, Ministro de Estado das Relações Exteriores;

O Presidente da República Francesa, o Senhor Embaixador Jean François-Poncet, Ministro dos Negócios Estrangeiros;

Os quais convieram nas seguintes disposições:

artigo I

1. A linha de delimitação marítima, inclusive a da plataforma continental, entre a República Federativa

do Brasil e a República Francesa, ao largo do Departamento da Guiana, fica determinada pela linha loxodrômica que tem o azimuth verdadeiro de quarenta e um graus, trinta minutos sexagesimais, partindo do ponto definido pelas coordenadas de latitude quatro graus, trinta minutos e cinco décimos norte e de longitude cinquenta e um graus, trinta e oito minutos e dois décimos oeste. Esse azimuth e essas coordenadas são referidas ao sistema geodésico brasileiro.

2. Esse sistema geodésico foi o empregado na elaboração da Carta Náutica brasileira de nº 110, 1ª edição, de 27 de abril de 1979 que foi utilizada durante os trabalhos da VI Conferência da Comissão Mista Brasileiro-Francesa Demarcadora de Limites.

3. O ponto de partida definido no presente Artigo é a intersecção da fronteira na Baía do Oiapoque, fronteira estabelecida por ocasião da V Conferência da Comissão Mista, e da linha de fechamento dessa baía estabelecida durante a VI Conferência da mencionada Comissão Mista.

artigo II

Qualquer controvérsia que possa surgir entre as Partes a respeito da interpretação ou da aplicação do presente Tratado será solucionada pelos meios pacíficos reconhecidos pelo direito internacional.

artigo III

O presente Tratado entrará em vigor no dia da troca dos instrumentos de ratificação.

Em fé do quê, os abaixo assinados firmam e selam o presente Tratado.

Feito em Paris, aos 30 de janeiro de 1981, em dois exemplares, originais, cada um em língua portuguesa e francesa, os dois textos fazendo igualmente fé.

CONVÊNIO COMPLEMENTAR DE COOPERAÇÃO NO CAMPO DA PESQUISA E DA TECNOLOGIA BIOMÉDICAS

O Governo da República Federativa do Brasil
e
O Governo da República Francesa,

TENDO EM VISTA o Acordo de Cooperação Técnica e Científica, assinado a 16 de janeiro de 1967 entre os dois Governos;

DESEJOSOS de desenvolver sobre bases de interesses mútuos, a cooperação no domínio da pesquisa e da tecnologia biomédica;

ACORDAM o seguinte:

artigo I

A cooperação no domínio da pesquisa e da tecnologia biomédicas, coordenada no Brasil pelo Ministério da Saúde e, na França, pelo Ministério dos Negócios Estrangeiros, com a participação de outros Ministérios e organismos competentes, tem por objetivos, especialmente:

- o desenvolvimento da pesquisa;
- a implementação de projetos conjuntos no domínio da pesquisa biomédica;
- o desenvolvimento da tecnologia biomédica.

artigo II

A cooperação referente ao desenvolvimento da pesquisa tem por objetivo a formação de pesquisadores, particularmente nos seguintes domínios:

- helmintologia;
- biologia e ecologia animal;
- virologia;
- parasitologia;
- bacteriologia e
- micologia

artigo III

A cooperação de que trata o Artigo 11 poderá ser estabelecida através de:

- envio de pesquisadores brasileiros a Universidades e centros de pesquisa franceses;
- envio de pesquisadores franceses ao Brasil;
- intercâmbio de documentação e de material.

artigo IV

A cooperação no domínio da pesquisa biomédica tem por objetivo a implementação de projetos conjuntos de pesquisa, particularmente em imunologia, bioquímica, microscopia eletrônica e medicina tropical.

artigo V

A cooperação de que trata o Artigo IV poderá ser esta-

belecida mediante intercâmbio de pesquisadores, de documentação e de material.

artigo VI

A cooperação em matéria de tecnologia biomédica tem por objetivos principais a implantação no Brasil:

- de laboratório de segurança para os germes patogênicos;
- de um centro de produção e de seleção de animais de laboratório;
- de um centro de produção de reagentes para o diagnóstico e a pesquisa;
- de unidades de produção de vacinas;
- de projetos de cooperação na área do sangue.

artigo VII

A cooperação de que trata o Artigo VI poderá ser estabelecida sobretudo, no quadro de associações entre diferentes organismos brasileiros interessados e organismos franceses reunidos no âmbito de um comité ad hoc.

artigo VIII

Anualmente, será estabelecido, de comum acordo entre as partes, um programa de trabalho especificando os temas, objetivos, a duração, os meios a serem utilizados e os custos respectivos.

Esse programa deverá ser aprovado e posto em prática de acordo com as normas em vigor em um e outro país para o estabelecimento e execução dos programas bilaterais de cooperação.

As modalidades de execução referentes à tecnologia biomédica mencionadas no Artigo VII, serão objeto de ajustes particulares entre as Partes.

artigo IX

A elaboração dos programas mencionados no Artigo VIII realizar-se-á por ocasião de uma reunião anual entre os representantes das duas Partes.

artigo X

Sempre que as atividades conjuntas envolverem a importação de equipamento ou de material indispensável à sua execução, serão aplicadas as disposições do Artigo XI do Acordo de Cooperação Técnica e Científica, de 16 de janeiro de 1967.

artigo XI

A repartição dos encargos financeiros far-se-á, de comum acordo, da seguinte maneira:

- a) missão de longa duração de perito francês ao Brasil:
 - as despesas de viagem internacional, de mudança e de seguro social ficarão a cargo da França;
 - a remuneração do perito francês ficará a cargo da França;
 - o Brasil lhe fornecerá mensalmente uma suplementação direta em cruzeiros, cujo montante será fixado a cada ano;
 - as despesas decorrentes de viagens interiores necessárias à execução dos programas e as diárias correspondentes, cujo montante será fixado anualmente, ficarão a cargo do Brasil.
- b) missões de curta duração de peritos franceses ao Brasil:
 - a França assegurará o pagamento das despesas de viagem internacional;
 - as despesas decorrentes de viagens interiores, necessárias à execução dos programas e as diárias correspondentes, cujo montante será fixado anualmente, ficarão a cargo do Brasil.
- c) missões de curta duração de peritos brasileiros à França:
 - o Brasil garantirá o pagamento das despesas de viagem internacional;
 - as despesas decorrentes de viagens interiores necessárias à execução dos programas e as diárias correspondentes, cujo montante será fixado anualmente, ficarão a cargo da França.
- d) estágios de pesquisadores brasileiros na França:
 - o Brasil garantirá o pagamento das despesas de viagem internacional;
 - as despesas decorrentes de viagens interiores necessárias à execução dos programas e os custos de manutenção, cujo montante será idêntico ao atribuído aos

bolsistas do Governo francês, ficarão a cargo da França.

artigo XII

1. O presente Convênio entrará em vigor na data de sua assinatura, tendo vigência de cinco anos. Será renovado, tacitamente, salvo disposição em contrário de uma das Partes.
2. O presente Convênio poderá ser denunciado, a pedido de uma das Partes, mediante notificação por via diplomática, com uma antecedência mínima de seis meses antes da expiração.
3. O presente Convênio poderá ser modificado, por via diplomática, por iniciativa de uma das Partes, desde que as duas Partes aceitem de comum acordo esta modificação.

Feito em Paris, aos 30 dias do mês de janeiro de 1981, em dois exemplares, nos idiomas português e francês, sendo ambos os textos igualmente autênticos.

CONVENÇÃO DE COOPERAÇÃO JUDICIÁRIA EM MATÉRIA CIVIL, COMERCIAL, TRABALHISTA E ADMINISTRATIVA

O Governo da República Federativa do Brasil
e
O Governo da República Francesa,

DESEJOSOS de fomentar a cooperação judiciária entre a República Federativa do Brasil e a República Francesa em matéria de auxílio judiciário nos campos do direito civil, comercial, trabalhista e administrativo, e de assim contriDuir para o desenvolvimento de suas relações com fundamento nos princípios do respeito à soberania nacional e à igualdade dos direitos e vantagens recíprocos,

RESOLVERAM concluir a presente Convenção.

CAPÍTULO I RELAÇÕES DE AUXÍLIO JUDICIÁRIO

artigo I

As autoridades competentes para, nos dois Estados, atuar em matéria civil, comercial, trabalhista e administrativa, comprometem-se a conceder-se auxílio judiciário mútuo e a fomentar sua cooperação nesse campo. O auxílio judiciário estende-se aos procedimentos administrativos nos quais seja admitido recurso para os tribunais.

Cada Estado contratante designará uma autoridade central que assumirá o encargo de receber os pedi-

dos de comunicação de atos que lhe sejam dirigidos pela autoridade central do outro Estado contratante e de dar-lhes andamento.

A autoridade central assumirá igualmente o encargo de receber da autoridade central do outro Estado contratante as comissões rogatórias expedidas por uma autoridade judiciária e que lhe sejam dirigidas para ser executadas. Os Ministérios da Justiça dos dois Estados são designados como autoridades centrais encarregadas de receber os pedidos de auxílio judiciário em matéria civil, comercial, trabalhista e administrativa e de dar-lhes andamento. Para tal fim, essas autoridades centrais se comunicam diretamente uma com a outra e, se for o caso, dirigem-se a suas autoridades competentes.

CAPÍTULO II

COMUNICAÇÃO DE ATOS JUDICIÁRIOS E EXTRAJUDICIÁRIOS

artigo II

Os atos judiciais e extrajudiciais em matéria civil, comercial, trabalhista e administrativa destinados a pessoas que se encontram no território de um dos dois Estados podem ser dirigidos pela autoridade central do Estado requerente à autoridade central do Estado requerido.

Os recibos e atestados relativos à entrega serão transmitidos pela mesma via.

artigo III

As disposições dos artigos precedentes não excluem a faculdade:

- a) para as pessoas interessadas na comunicação, para os funcionários, serventuários ou outras pessoas competentes do Estado de origem, de dirigir-se diretamente à autoridade do Estado de destino competente para efetuar a entrega se esse Estado é a França, e para ordenar a entrega se esse Estado é o Brasil;
- b) para os funcionários, serventuários ou outras pessoas competentes do Estado de origem, de dirigir-se diretamente à autoridade central do Estado de destino.

artigo IV

Os pedidos de comunicação serão redigidos em formulários impressos bilíngües cujos modelos vão anexados à presente Convenção. As partes em branco serão preenchidas na língua do Estado requerido.

Os atos cuja comunicação for pedida serão redigidos na língua do Estado requerente. Esses atos serão todavia traduzidos para a língua do Estado requerido quando o destinatário o solicitar. Nesse caso, as despesas de tradução ficarão a cargo do Estado requerido.

artigo V

A autoridade requerida incumbida de fazer proceder à entrega de um ato utilizará para esse fim a via mais apropriada, quer se trate de entrega por via postal, por intermédio de um oficial de justiça ou de um agente preposto para esse fim, ou da entrega após simples convocação.

A prova da entrega será feita por meio de um recibo lavrado em formulários impressos bilíngües cujos modelos vão anexados à presente Convenção. As partes em branco serão preenchidas na língua do Estado requerido.

O atestado certifica a forma, o lugar e a data da entrega, o nome da pessoa à qual o ato tenha sido entregue, bem como, se for o caso, a recusa do destinatário a receber o ato, ou o fato que tenha impedido a execução.

artigo VI

Quando uma citação ou um ato equivalente deva ser transmitido, para comunicação, no território de um dos dois Estados e o requerido não comparecer, o juiz tem a faculdade de não decidir enquanto não ficar provado que o ato tenha sido comunicado.

Se a sentença tiver sido prolatada à revelia ou se o contraditório for presumido, o juiz tem a faculdade de livrar o requerido da prescrição resultante da expiração do prazo se o requerido, sem culpa de sua parte, não teve conhecimento da sentença em tempo útil à interposição de seu recurso ou se encontrou na impossibilidade de agir.

O pedido de que seja revelada a prescrição só será admitido se apresentado em um prazo razoável a partir do momento em que o requerido tenha tido conhecimento da sentença, e não mais será admitido um ano depois da intimação desta. Esse prazo não suspende a execução.

artigo VII

Os serventuários, os funcionários ou outras pessoas competentes encarregadas de efetuar a comunicação dos atos podem efetuar, em seus locais de trabalho e após simples convocação, a entrega desses atos à pessoa de seus destinatários.

Somente nos casos em que a pessoa encarregada de efetuar a comunicação do ato julgue poder alcançar de maneira segura e sem equívoco o destinatário, a comunicação será feita por carta registrada com aviso de recepção.

artigo VIII

A entrega ou a tentativa de entrega de um ato judiciário ou extrajudiciário não implicará o reembolso de quaisquer despesas com os serviços do Estado requerido.

As despesas ocasionadas pela intervenção de um serventuário na França ou de um oficial de justiça no Brasil ficarão, todavia, a cargo do requerente.

CAPITULO III COMISSÕES ROGATÓRIAS

artigo IX

Cada Estado tem a faculdade de, nas formas previstas no artigo 1º, transmitir comissões rogatórias em matéria civil, comercial, trabalhista e administrativa, às autoridades judiciárias incumbidas de executá-las no outro Estado.

artigo X

A execução da comissão rogatória só poderá ser recusada se não for da atribuição da autoridade judiciária do Estado requerido ou se for de natureza tal que atente contra a soberania ou a segurança do Estado.

A execução não poderá ser recusada apenas porque a lei do Estado requerido reivindique uma competência judiciária exclusiva no assunto em causa ou não conheça rito correspondente ao objeto do pedido apresentado ao Estado requerente ou porque ela conduziria a um resultado não admitido pela lei do Estado requerido.

artigo XI

As comissões rogatórias e os documentos que as acompanharem serão redigidos na língua da autoridade requerida ou acompanhados de uma tradução para essa língua.

artigo XII

A autoridade requerida dará a conhecer a data e o lugar em que se tomará a medida solicitada, a fim de que as autoridades, as partes interessadas e seus representantes possam a ela assistir.

Essa comunicação poderá ser feita por intermédio

das autoridades centrais dos Estados contratantes ou diretamente às pessoas competentes do Estado de origem ou às próprias partes interessadas.

artigo XIII

A autoridade judiciária que proceder à execução de uma comissão rogatória aplicará sua lei interna no que se referir às formas a seguir. As perguntas feitas às testemunhas e suas respostas serão, na medida do possível, integralmente transcritas.

Será, todavia, deferido pedido da autoridade requerente no sentido de que se proceda segundo forma especial, a menos que esta e a ordem pública do Estado requerido sejam incompatíveis.

A comissão rogatória deve ser executada com urgência.

artigo XIV

Na execução da comissão rogatória, a autoridade requerida aplicará os meios de coerção apropriados e previstos por sua lei interna.

artigo XV

Os documentos que indicarem a execução da comissão rogatória serão transmitidos por intermédio das autoridades centrais.

Quando a comissão rogatória não for executada no todo ou em parte, a autoridade requerente será informada imediatamente pela mesma via e as razões lhe serão comunicadas.

artigo XVI

A execução da comissão rogatória não poderá implicar o reembolso de quaisquer despesas.

O Estado requerido tem, todavia, o direito de exigir do Estado requerente o reembolso das quantias pagas aos peritos e aos intérpretes, bem como o reembolso das despesas resultantes da aplicação de uma forma especial pedida pelo Estado requerente.

artigo XVII

Quando o endereço do destinatário do ato ou da pessoa cuja audiência for pedida estiver incompleto ou inexato, a autoridade requerida se esforçará, não obstante isso, por atender ao pedido que lhe houver sido formulado. Pode, para esse fim, pedir informações complementares ao Estado requerente, de modo a permitir a identificação e a localização da pessoa de que se trate.

CAPÍTULO IV

TROCA DE INFORMAÇÕES - PROTEÇÃO A MENORES

artigo XVIII

No âmbito do processos relativos à guarda de menores ou destinados à proteção destes, as autoridades centrais:

- a) comunicam-se mutuamente e a pedido quaisquer informações a respeito das medidas tomadas sobre a guarda ou a proteção de menores, a implementação dessas medidas e as condições materiais e morais de existência desses menores;
- b) prestam-se mutuamente auxílio para a busca em seu território e a entrega voluntária dos menores deslocados, quando o direito de guarda tenha sido simplesmente ignorado.

Quando o direito de guarda for contestado, as autoridades centrais dirigir-se-ão com urgência a suas autoridades competentes para tomar as medidas de proteção necessárias e para decidir do pedido de entrega de que o menor seja objeto. Ao decidir, essas autoridades deverão levar em consideração todos os elementos da causa oriundos do território dos dois Estados e as decisões e medidas já adotadas na conveniência do menor pelas autoridades judiciárias brasileiras e francesas. Para esse fim, farão proceder, no outro Estado, às medidas de instrução e aos atos judiciários que julgarem necessários, para o que expedirão comissão rogatória às autoridades judiciárias desse Estado.

- c) cooperação para que seja organizado no território dos dois Estados um direito de visita e de hospedagem em benefício do pai ou mãe privado da guarda, para que seja levantado todo obstáculo jurídico de natureza a opor-se a isso e para que sejam respeitadas as condições estabelecidas por suas respectivas autoridades com vistas à efetivação e ao livre exercício desse direito de visita, bem como os compromissos a respeito assumidos pelas partes.

CAPÍTULO V

RECONHECIMENTO E EXECUÇÃO DE SENTENÇAS JUDICIAIS E ARBITRAIS E DE TRANSAÇÕES

artigo XIX

As disposições do presente capítulo se aplicam ao reconhecimento e à execução das sentenças proferidas pelas jurisdições dos dois Estados em matéria civil, comercial, trabalhista e administrativa.

Aplicam-se igualmente às sentenças proferidas, em matéria de reparação de danos e de restituição de bens, pelas jurisdições penais.

artigo XX

As sentenças contenciosas e graciosas proferidas por todas as jurisdições sediadas respectivamente no Brasil e na França serão reconhecidas de pleno direito no território do outro Estado se reunirem as condições seguintes:

- a) que a sentença seja oriunda de uma jurisdição competente de acordo com as regras de conflitos de competência vigentes no território do Estado onde a sentença seja reconhecida;
- b) que a sentença tenha aplicado a lei aplicável ao litígio em virtude das regras de solução de conflitos de leis vigentes no território do Estado onde a sentença seja reconhecida;
- c) que, de acordo com a lei do Estado onde tenha sido proferida, a sentença já não admita recurso ordinário e seja executável; a sentença em matéria de estado e de capacidade das pessoas será, todavia, reconhecida se for executável;
- d) que as partes tenham sido regularmente citadas, representadas ou declaradas revéis;
- e) que a sentença não contenha nada de contrário à ordem pública do Estado em cujo território é invocada;
- f) que um litígio entre as mesmas partes, fundado nos mesmos fatos e que tenha o mesmo objeto:
 - não esteja pendente em alguma jurisdição do Estado requerido favorecida pela prevenção;
 - não tenha sido objeto de uma sentença proferida por uma jurisdição do Estado requerido e que reúna as condições necessárias ao reconhecimento;
 - não tenha sido objeto de uma sentença proferida em um terceiro Estado e que reúna as condições necessárias ao reconhecimento no território do Estado requerido.

artigo XXI

O processo que tenha por objeto o reconhecimento de uma sentença é disciplinado pelo direito do Estado requerido.

Na apreciação da competência do tribunal de origem, a autoridade requerida ficará vinculada às considerações em matéria de fato nas quais tal tribunal tenha fundado sua competência, salvo se se tratar de uma sentença proferida à revelia.

artigo XXII

A parte que se utilizar de uma sentença judiciária deverá apresentar:

- a) uma cópia da sentença que reúna as condições necessárias a sua autenticidade;
- b) o original do mandado de intimação da sentença ou de qualquer outro ato que substitua a intimação;
- c) uma certidão pela qual o escrivão declare que a sentença já não admite recurso ordinário ou é executável;
- d) se for o caso, uma cópia, autenticada pelo escrivão da jurisdição que proferiu a sentença, da citação da parte revel.

Os documentos deverão ser acompanhados de uma tradução autenticada por qualquer pessoa juridicamente habilitada do Estado requerente.

artigo XXIII

Para os fins da presente Conversão, o reconhecimento de pleno direito de uma sentença significa que o dispositivo do julgamento tem valor obrigatório entre as partes autora e ré. Tal dispositivo pode, especialmente, ser por elas oposto como uma exceção a toda nova ação intentada entre as mesmas partes sobre o mesmo objeto e pela mesma causa, tendo os tribunais a faculdade de extinguir ou suspender o processo.

As disposições da alínea precedente não excluem a faculdade, para os tribunais de cada um dos Estados, de, qualquer que seja o tribunal competente para o mérito do litígio, ordenar, em caso de urgência comprovada, medidas de caráter provisório ou conservatório.

As sentenças reconhecidas de pleno direito só poderão acarretar qualquer ato de execução forçada ou ser objeto de formalidade pública, como a inscrição

em registros públicos, depois de terem sido declaradas executórias. As sentenças em matéria de estado das pessoas e que façam coisa julgada poderão, todavia, ser inscritas sem homologação no registro civil, se a isso não se opuser o direito do Estado onde se situar tal registro.

artigo XXIV

O processo de homologação da sentença será disciplinado pelo direito do Estado requerido. A autoridade judiciária requerida verificará se a decisão cuja execução tenha sido pedida satisfaz as condições previstas no artigo 20 e é executável. Tal autoridade não procederá a qualquer exame do mérito da sentença. A homologação poder ser concedida parcialmente apenas para uma ou outra das conclusões da sentença invocada.

A parte que pedir a execução de uma sentença judicial deverá apresentar, independentemente dos documentos exigidos para seu reconhecimento, um certificado pelo qual o escrivão declare que, contra essa sentença, não existe oposição, recurso, inclusive de cassação. Esses documentos deverão ser acompanhados de uma tradução autenticada por qualquer pessoa juridicamente habilitada do Estado requerente.

artigo XXV

Os laudos arbitrais proferidos em um dos dois Estados serão reconhecidos e executados no outro Estado se satisfizerem as condições do artigo 20 na medida em que essas condições forem aplicáveis. A homologação será concedida na forma estabelecida nos artigos precedentes.

artigo XXVI

Os pedidos que tenham por objeto o reconhecimento ou a execução de uma sentença judicial relativa à guarda de menores, ao direito de visitá-los e recebê-los e às obrigações alimentares poderão ser encaminhados por intermédio das autoridades centrais. Essas autoridades centrais dirigir-se-ão, se for o caso, às autoridades nacionais competentes para tal fim.

No caso de deslocamento ilícito ou de retenção abusiva de um menor, a sentença relativa ao direito de guarda será reconhecida e homologada se satisfizer, pelo menos, as condições previstas nas alíneas C, d, e e f do artigo 20, sempre que o pedido de reconhecimento ou de execução tenha sido feito no prazo de seis meses a contar do deslocamento ilícito ou da retenção abusiva do menor.

artigo XXVII

As transações executáveis em um dos dois Estados serão reconhecidas e declaradas executáveis no outro Estado nas mesmas condições que as sentenças, na medida em que essas condições lhes sejam aplicáveis.

CAPÍTULO VI FORÇA PROBATÓRIA E EXECUÇÃO DOS DOCUMENTOS PÚBLICOS

artigo XXVIII

Os documentos públicos, e especialmente os atos notariais, lavrados pelos servidores públicos ou serventuários de um dos Estados, terão, na ordem jurídica do outro Estado, a mesma força probatória que os documentos correspondentes lavrados pelos servidores públicos ou serventuários desse Estado.

artigo XXIX

Os documentos mencionados no artigo precedente e que sejam títulos executivos em um dos dois Estados serão declarados executáveis no outro Estado pela autoridade competente de acordo com a lei do Estado onde a execução for pedida.

Tal autoridade verificará somente se os documentos reúnem as condições necessárias à sua execução no Estado onde tenham sido lavrados e se as disposições cuja execução se pretenda nada têm de contrário à ordem pública do Estado onde a execução tenha sido pedida.

CAPÍTULO VII DISPOSIÇÕES GERAIS

artigo XXX

Os documentos expedidos pelas autoridades judiciárias ou por outras autoridades de um dos Estados, assim como os documentos cuja veracidade, data, autenticidade de assinatura ou conformidade com o original tais autoridades atestarem, estarão dispensados de qualquer legalização ou formalidade análoga, quando devam ser apresentados no território do outro Estado.

artigo XXXI

As autoridades centrais dos Estados contratantes poderão, a título de auxílio judiciário e salvo se a ordem pública a tal se opuser, dirigir-se pedidos de informação ou de investigação no âmbito dos processos civis ou administrativos submetidos a suas autoridades judiciárias, bem como transmitir-se, sem despesas, traslados de sentenças judiciais.

artigo XXXII

As autoridades centrais se fornecerão mutuamente e a pedido informações sobre as leis atual ou anteriormente vigentes no território dos Estados de que dependam.

artigo XXXIII

A prova das disposições legislativas e costumeiras de um dos dois Estados poderá ser feita nas jurisdições do outro Estado especialmente graças às informações fornecidas pelas autoridades consulares do Estado de cujo direito se trate.

artigo XXXIV

Os nacionais de um dos dois Estados terão, nas mesmas condições que os nacionais do outro Estado, livre acesso às jurisdições deste para a satisfação e a defesa de seus direitos e interesses e nelas desfrutarão da mesma proteção jurídica.

A alínea precedente se aplica às pessoas jurídicas constituídas, autorizadas ou registradas de acordo com as leis de um ou outro dos Estados.

artigo XXXV

No território de um dos Estados não se imporá aos nacionais do outro Estado caução ou depósito sob qualquer denominação por motivo de sua qualidade de estrangeiros ou de sua residência habitual, mesmo em um terceiro Estado. A mesma regra se aplica ao pagamento que possa ser exigido dos autores ou intervenientes para garantir as despesas judiciárias.

A alínea precedente se aplica às pessoas jurídicas constituídas, autorizadas ou registradas de acordo com as leis de um ou outro dos Estados.

artigo XXXVI

Os nacionais de um dos dois Estados gozarão, no território do outro Estado, de assistência judiciária nas mesmas condições que os próprios nacionais e qualquer que seja o lugar de sua residência habitual, mesmo se esta estiver situada em um terceiro Estado.

Os pedidos de assistência judiciária, acompanhados dos documentos apresentados para apoiá-los, poderão ser transmitidos por intermédio das autoridades centrais.

A pessoa admitida à assistência judiciária no Estado de origem dela gozará no Estado requerido sem novo exame e nos limites previstos pela legislação desse Estado para as comunicações de atos relativos a seu

processo, para a execução de comissões rogatórias, salvo os pagamentos devidos aos peritos, para os atos e processos que tenham por objeto fazer reconhecer a sentença ou fazê-la executável, assim como para os atos e procedimentos de execução da sentença de homologação, que não acarretarão, qualquer reembolso de despesas pelo Estado requerente ao Estado requerido.

artigo XXXVII

Por ocasião de um litígio em matéria civil, comercial, trabalhista ou administrativa, os advogados membros de um colégio estabelecido junto ao tribunal de primeira instância poderão assistir ou representar as partes nas jurisdições e nos órgãos jurisdicionais do outro país, tanto durante as medidas de instrução quanto no julgamento, nas mesmas condições que os advogados desse país.

O advogado que usar da faculdade de assistir ou de representar as partes em uma jurisdição ou qualquer órgão jurisdicional do outro país deverá respeitar as regras profissionais e os usos locais vigentes no país de recepção, sem prejuízo das obrigações que lhe incumbirem no país de procedência. Deverá ser apresentado à jurisdição pelo presidente do colégio competente no país de recepção, ao qual indicará, especialmente, a organização profissional de que dependa e a jurisdição na qual ordinariamente postule, estabelecendo sua qualidade de advogado. Deverá, para recebimento de toda comunicação prevista em lei, proceder a eleição de domicílio junto a um advogado do dito país. Se um advogado tiver dificuldades para tal eleição, o presidente do colégio designará o advogado desse colégio junto ao qual seja feita a eleição de domicílio.

artigo XXXVIII

Os dois Estados se comunicarão, a pedido e sem despesas, certidões de qualquer ato do estado civil referente a seus nacionais.

Tal transmissão se efetuará por via diplomática ou consular. Os nacionais de um dos Estados poderão, todavia, dirigir-se diretamente à autoridade competente do outro Estado.

Os atos do estado civil lavrados ou transcritos nos postos diplomáticos ou consulares de cada Estado são assimilados aos atos do estado civil lavrados no território desse Estado.

artigo XXXIX

Nenhuma disposição desta Convenção poderá ser interpretada como excludente da aplicação da Convenção de Viena sobre Relações Consulares.

CAPITULO VIII DISPOSIÇÕES FINAIS

artigo XL

As dificuldades que ocorrerem na aplicação da presente Convenção serão resolvidas por via diplomática.

artigo XLI

Cada Parte Contratante se compromete a notificar à outra o cumprimento dos procedimentos exigidos pela sua Constituição para a entrada em vigor da presente Convenção, o que se efetivará no sexagésimo dia a contar da data da última dessas notificações.

artigo XLII

A presente Convenção terá duração ilimitada. Cada Parte Contratante poderá denunciá-la a qualquer momento, e essa denúncia terá efeito seis meses depois da data do recebimento de sua notificação pelo outro Estado.

Feito em Paris, em 30 de janeiro de 1981, em dois exemplares, em línguas portuguesa e francesa, sendo ambos os textos igualmente autênticos.

Ficha descritiva dos elementos essenciais dos atos judiciais ou extrajudiciais em matéria civil, comercial, trabalhista ou administrativa expedidos pela República Federativa do Brasil e destinados a pessoas que se encontrem no território da República Francesa ou expedidos pela República Francesa e destinados a pessoas que se encontrem no território da República Federativa do Brasil.

ELEMENTOS ESSENCIAIS DO ATO

Convenção de Cooperação Judiciária em Matéria Civil, Comercial, Trabalhista e Administrativa, assinada pela República Federativa do Brasil e pela República Francesa em Paris aos 30 de janeiro de 1981.

(artigo IV)

Autoridade solicitante:
.....
Identidade e endereço da pessoa interessada na transmissão do ato:

ATO JUDICIÁRIO (*)

Identidade das partes:

 Natureza e objeto do ato:

 Natureza e objeto do processo e montante do litígio:

 Data e lugar do comparecimento (*):

 Juízo ou tribunal que proferiu a decisão (*):

 Data da decisão (*):

 Indicação dos prazos que figuram no ato (*):

ATO EXTRAJUDICIÁRIO (*)

Natureza e objeto do ato:

 Data e lugar do comparecimento (*):

 Autoridade que ordenou entrega do ato (*):

 Data do despacho que ordenou a entrega do ato (*):

 Indicação dos prazos que figuram no ato (*):

Recibo informativo do resultado das diligências feitas a fim de entregar a seus destinatários atos judiciais ou extrajudiciais em matéria civil, comercial, trabalhista ou administrativa expedidos pela República Federativa do Brasil e destinados a pessoas que se encontrem no território da República Francesa ou expedidos pela República Francesa e destinados a pessoas que se encontrem no território da República Federativa do Brasil.

Convenção de Cooperação Judiciária em Matéria Civil, Comercial, Trabalhista e Administrativa, assinada pela República Federativa do Brasil e pela República Francesa em Paris aos 30 de janeiro de 1981.

(artigo V)

Autoridade solicitante:

(*) — Riscar as menções incabíveis.

ANEXOS (quando cabível)

(1) Este atestado é preenchido na língua do Estado requerido.

ATESTADO (1)

A autoridade infra-assinada tem a honra de atestar:

QUE A ENTREGA FOI FEITA

Aos (data)
 Em (localidade, rua, número)

Como se segue:

Os documentos mencionados no pedido foram entregues a:

Identidade da pessoa:

Relação com o destinatário do ato (parentescos, subordinação ou outra):

QUE A ENTREGA NÃO FOI FEITA, pelos motivos seguintes:

A  Documentos comprobatórios da execução.

B  Peças devolvidas, especialmente caso a entrega não tenha sido feita.

Feito em _____
 aos

Assinatura e selo da autoridade central do Estado requerido.

ACORDO PARA ESTABELECIMENTO DE UM MECANISMO PERMANENTE DE COOPERAÇÃO NA ESFERA CONSULAR

A Sua Excelência o Senhor Jean François-Poncet, Ministro dos Assuntos Estrangeiros da República Francesa.

Senhor Ministro,

Tenho a honra de comunicar a Vossa Excelência que o Governo da República Federativa do Brasil está disposto a concluir com o Governo da República Francesa um Acordo para o estabelecimento de um mecanismo permanente de cooperação entre as autoridades competentes, na esfera consular, destinado a estabelecer um estreito entendimento para o estudo das questões de interesse da comunidade brasileira na França e da comunidade francesa no Brasil e a facilitar sua solução no clima de perfeita harmonia e fraterno amizade que caracteriza as relações entre os dois países.

2. A permanência de cidadãos brasileiros em território francês e de cidadãos franceses em território brasileiro, participando ativamente no esforço conjunto de desenvolvimento das relações entre os dois povos, em particular nos seus territórios fronteiriços, vem crescendo nos últimos anos, em benefício dos nossos interesses comuns. O Governo brasileiro considera que essa participação contribui, de maneira inestimável, para o estreitamento das relações entre os nossos dois países, e está seguro de que o Governo francês compartilha dessa posição.

3. Dentro desse espírito, e com a finalidade de coordenar as ações acima descritas, proponho seja criado um Grupo de Cooperação Consular Brasil-França, integrado pelas autoridades que venham a ser indicadas pelos dois Governos. O referido Grupo, que deverá ser instalado dentro de sessenta dias, reunir-se-á uma vez por ano, ou quando convocado por uma das Partes, alternadamente, em cada país.

4. Caso o Governo francês concorde com o acima exposto, a presente Nota e a de Vossa Excelência, desta data e de teor análogo, constituirão Acordo entre os nossos dois Governos, a entrar em vigor nesta data.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Excelência os protestos da minha mais alta consideração.

Ramiro Saraiva Guerreiro
Ministro de Estado das Relações Exteriores da República Federativa do Brasil

AJUSTE COMPLEMENTAR AO ACORDO DE COOPERAÇÃO TÉCNICA E CIENTÍFICA

A Sua Excelência o Senhor Jean François-Poncet, Ministro dos Assuntos Estrangeiros da República Francesa.

Senhor Ministro,

Tenho a honra de acusar recebimento da Nota de Vossa Excelência, datada de hoje, cujo teor, em português, é o seguinte:

"Senhor Ministro,

Com referência ao Acordo de Cooperação Técnica e Científica, de 16 de janeiro de 1967, concluído entre os Governos da República Francesa e da República Federativa do Brasil, tenho a honra de propor a Vossa Excelência, em nome do Governo francês, que esta Nota e a de resposta de Vossa Excelência constituam Acordo entre nossos dois Governos, que entrará em vigor na data da Nota de resposta de Vossa Excelência, dispondo:

- 1) que o Ajuste firmado entre o Instituto de Pesquisa Científica e Técnica de Ultramar (ORSTOM), de um lado, e o Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico (CNPq), do outro, constitua Ajuste Complementar ao Acordo de Cooperação Técnica e Científica, de 16 de janeiro de 1967, conforme disposto em seu Artigo 1;
- 2) que este Ajuste entre em vigor na data da Nota de resposta de Vossa Excelência, conforme o previsto no Artigo 16 do Ajuste acima mencionado.

Aproveito a oportunidade para reiterar a Vossa Excelência os protestos da minha mais alta consideração."

2. Em resposta, informo Vossa Excelência de que o Governo brasileiro concorda com os termos da Nota acima transcrita, a qual, juntamente com a presente, passa a constituir um Ajuste entre os nossos dois Governos, a entrar em vigor na data de hoje.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Excelência os protestos da minha mais alta consideração.

Ramiro Saraiva Guerreiro
Ministro de Estado das Relações Exteriores da República Federativa do Brasil

AJUSTE ENTRE O CNPq E O ORSTOM

O Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico

e Tecnológico (doravante denominando "CNPq"),

e

O Instituto de Pesquisa Científica e Técnica de Ultramar, (doravante denominado "ORSTOM"),

RECONHECENDO a importância da cooperação entre o Brasil e a França nos campos da Ciência e da Tecnologia,

DESEJOSOS de intensificar essa cooperação e de aperfeiçoar o intercâmbio entre os dois países nesses campos,

CONVIERAM no seguinte:

artigo I

O CNPq e o ORSTOM promoverão esta colaboração utilizando entre outras, as seguintes modalidades de cooperação:

- a) intercâmbio de experiências;
- b) intercâmbio de informação científica e tecnológica inclusive de publicações e periódicos;
- c) intercâmbio de cientistas, pesquisadores, técnicos professores (doravante denominados "especialistas");
- d) realização de projetos conjuntos de pesquisa e desenvolvimento;
- e) desenvolvimento de recursos humanos em programas de especialização ou estágios;
- f) realização de conferências, cursos, seminários e simpósios;
- g) realização de consultas recíprocas sobre temas relacionados com a política científica e tecnológica;
- h) divulgação, em seus respectivos países, dos resultados, progressos, métodos e técnicas de pesquisas científicas obtidas no Brasil e na França.

artigo II

Para os fins do presente Ajuste, ambas instituições concordam em:

- a) estabelecer programas de cooperação através de reuniões de delegações entre as

duas partes ou por troca de correspondência, onde serão fixadas as áreas de interesse para o desenvolvimento das ações conjuntas. Estes programas deverão, em princípio, ser complementados ou revistos anualmente;

- b) apresentar estes programas e revisões à Comissão Mista Franco-Brasileira de Relações Culturais, Científicas e Técnicas.

artigo III

Os mecanismos necessários à execução dos programas, projetos e atividades decorrentes da assinatura do presente Ajuste serão estabelecidos mediante troca de correspondência entre o CNPq e o ORSTOM.

artigo IV

O CNPq e o ORSTOM concordam em organizar o intercâmbio de especialistas, ficando a coordenação das medidas administrativas e técnico-científicas, junto às instituições interessadas em participar dos programas de trabalho, a cargo da parte recipiendária.

artigo V

O intercâmbio de especialistas será realizado através de missões de curta ou longa duração, entendendo-se por curta duração as de até 6 (seis) meses e, por longa duração, as superiores a esse período.

artigo VI

Os especialistas visitantes deverão ter seus nomes e currículos submetidos pela parte remetente à aprovação da parte recipiente.

artigo VII

Os especialistas visitantes não poderão dedicar-se, no território do país recipiente, a atividades alheias às suas funções, nem exercer outras atividades remuneradas sem a autorização prévia do Ministério das Relações Exteriores e do Ministério dos Assuntos Estrangeiros.

artigo VIII

Cada uma das partes fará as gestões necessárias para a obtenção dos recursos financeiros que garantam a execução das atividades aprovadas.

artigo IX

1. O CNPq e o ORSTOM financiarão os gastos de

transporte internacional de ida e volta de seus especialistas.

2. O CNPq e o ORSTOM se responsabilizarão pelo pagamento de diárias aos especialistas da instituição remetente quando em missão de curta duração. Nas missões de longa duração, a responsabilidade pela remuneração adicional necessária para a manutenção dos especialistas no país recipiente recairá sobre a instituição remetente.

3. A parte recipiente custeará as despesas relativas a diárias e passagens nas viagens internas dos especialistas, consideradas de interesse para o desenvolvimento dos programas.

4. O valor das diárias para os peritos em missão será definido e revisado anualmente, mediante troca de correspondência entre as partes.

artigo X

Cada parte garantirá aos especialistas que enviar ao exterior, seguro contra os riscos de doença, acidente, invalidez e morte.

artigo XI

Quando os projetos comuns de pesquisa ou de intercâmbio derem lugar à importação de equipamento ou material indispensável à sua execução, as partes signatárias providenciarão as facilidades necessárias para a liberação dos mesmos, de acordo com suas respectivas legislações.

artigo XII

Os especialistas enviados de um país a outro submeterão a ambas as partes, ao término de sua missão, um relatório sobre o resultado das atividades de pesquisa desenvolvidas no país recipiente.

artigo XIII

1. As publicações originárias das atividades de intercâmbio ou de projetos ao abrigo deste Ajuste serão feitas prioritariamente em revistas ou coleções especializadas do país recipiente, sem que isto, entretanto, impeça a publicação simultânea em outras revistas científicas.

2. Em todos os casos, as publicações deverão fazer referência ao presente Ajuste.

artigo XIV

Quando das atividades desenvolvidas pelos especialistas surgirem resultados que impliquem direitos au-

torais, patentes e correlates, serão estes regulados segundo as disposições dos convênios internacionais sobre a matéria, dos quais façam parte ambos os países, e pela legislação local, sem prejuízo do aproveitamento, que, para fins de pesquisa, possam fazer as escolas, universidades e outras instituições de pesquisa sem fins lucrativos.

artigo XV

As partes apresentarão relatório anual conjunto de suas atividades aos respectivos Governos, por intermédio do Ministério das Relações Exteriores e do Ministério dos Assuntos Estrangeiros.

artigo XVI

O presente Ajuste entrará em vigor por troca de notas diplomáticas na data da nota de resposta.

artigo XVII

1. O presente Ajuste terá a duração de 5 (cinco) anos e será automaticamente renovado por iguais períodos, salvo se uma das partes comunicar à outra, por escrito e por via diplomática, com antecedência mínima de 6 (seis) meses, sua decisão de denunciá-lo.

2. A denúncia do presente Ajuste não afetará os programas e projetos em execução, exceto se diferentemente acordado pelas partes.

artigo XVIII

O presente Ajuste poderá ser alterado, por troca de notas, mediante mútuo entendimento entre as partes, entrando a alteração em vigor, salvo disposição em contrário, na data da nota de resposta à proposta de alteração.

Feito em Paris, aos 2 dias do mês de janeiro de 1981, em dois originais, nos idiomas português e francês, sendo ambos os textos igualmente autênticos.

AJUSTE SOBRE COOPERAÇÃO TECNOLÓGICA E INDUSTRIAL NO CAMPO DO CARVÃO MINERAL

O Governo da República Federativa do Brasil

e

O Governo da República Francesa,

CONSIDERANDO o disposto no Acordo de Cooperação Técnica e Científica, assinado a 16 de janeiro de 1967;

CONSIDERANDO o Convênio Complementar Franco-Brasileiro de Cooperação Económica no Campo do Carvão, de 20 de maio de 1980;

CONSIDERANDO as vantagens recíprocas que deverão resultar de uma cooperação bilateral mais ativa e melhor definida para a consecução dos objetivos visados nos instrumentos acima referidos;

DECIDEM celebrar, dentro de um espírito de amistosa colaboração, um Ajuste sobre Cooperação Tecnológica e Industrial no Campo do Carvão Mineral, nos seguintes termos:

artigo I

O presente Ajuste tem por objeto contribuir para o desenvolvimento energético dos dois países, mediante a utilização crescente do carvão mineral, através da realização das seguintes atividades básicas:

- a) promoção e implementação de cooperação tecnológica e industrial entre a indústria brasileira e a indústria francesa para a construção de cinco unidades termoeletricas a carvão;
- b) promoção e implementação de cooperação tecnológica e industrial entre a indústria brasileira e a indústria francesa para a construção de usinas destinadas à produção de gás de carvão de baixo poder calorífico;
- c) promoção e implementação de cooperação tecnológica e industrial entre a indústria brasileira e a indústria francesa desde a prospecção até a implantação de minas de carvão de subsolo.

artigo II

Na consecução do objeto do presente Ajuste, os dois Governos prestarão assistência e cooperação mútuas, levando sempre em consideração suas respectivas capacidades técnicas e financeiras, na ocasião da implementação das atividades previstas.

2. A cooperação e assistência previstas serão prestadas durante a vigência do presente Ajuste através da realização de Programas e Projetos específicos.

3. Os Programas e Projetos que tornarão operativo o presente Ajuste serão executados segundo disposições a serem estabelecidas em instrumentos a ele complementares firmado entre empresas dos dois Países os quais levarão em consideração as disposições legais vigentes em cada País; e especificarão, em cada caso concreto, a participação de cada uma

das partes, em conformidade com os termos do presente Ajuste.

4. Na implementação dos Programas e Projetos específicos será assegurada, desde o início das atividades previstas, uma participação crescente de empresas brasileiras na fase de projeto ("engineering") e no fornecimento de todos os equipamentos necessários à consecução dos termos do presente Ajuste, na execução de trabalhos de consultoria e de prestação de outros serviços. As modalidades de aplicação serão definidas nos instrumentos previstos no parágrafo precedente.

artigo III

A construção das unidades termoeletricas a carvão constitui um Programa específico com duração de dez anos, contados a partir da entrada em vigor do presente Ajuste, a ser executado em módulos de uma unidade 335/350 MW a cada dois anos.

Parágrafo 1º — O combustível a ser utilizado é o carvão mineral de alto teor de cinza.

Parágrafo 2º — A participação da indústria brasileira na construção dessas usinas termoeletricas será crescente e obedecerá à seguinte evolução:

- I) 60% na primeira unidade;
- II) nas unidades restantes, em conformidade com a evolução da capacitação técnica do parque industrial brasileiro.

artigo IV

A construção das usinas destinadas à produção de gás de baixo poder calorífico constituirá um Programa específico a ser definido, em seus aspectos técnicos e económicos, em instrumento complementar posterior.

Parágrafo único — A transferência de tecnologia visando ao domínio completo por parte das empresas brasileiras será negociada pelas empresas dos dois Países respeitada a legislação vigente.

artigo V

No quadro do plano de desenvolvimento de novas minas de carvão definido pelo Governo brasileiro, a indústria francesa, notadamente a Charbonnages de France, poderá prestar assistência e cooperação tecnológicas para a abertura, instalação e lavra de minas de carvão, com o objetivo de transferir tecnologia a empresas brasileiras.

As modalidades de aplicação deste Artigo serão objeto de instrumentos complementares entre empresas, estabelecidos caso a caso.

artigo VI

Na construção de unidades termoelétricas a carvão e de usinas de gaseificação de carvão objetivando a produção de gás de baixo poder calorífico, bem como na cooperação para a implementação de novas minas de carvão, a cooperação tecnológica e industrial de que trata o presente Ajuste visará, sempre, como produto final, a um completo domínio de tecnologia por parte da indústria brasileira na concepção, projeto, fabricação, montagem, operação e manutenção de tais empreendimentos.

Parágrafo 1º — A completa absorção e domínio de tecnologia a ser transferida para as empresas brasileiras, no que se refere às unidades termoelétricas a carvão, deverão ser efetivados em um prazo máximo de dez anos, período fixado para o final da implementação da cooperação prevista neste setor.

Parágrafo 2º — Os estágios intermediários da absorção e domínio da tecnologia a ser transferida, serão estabelecidos por ocasião da elaboração dos Programas e Projetos específicos, e fixados aos Instrumentos mencionados no item 3 do Artigo II.

artigo VII

Com o propósito de dar apoio sistemático e regular às atividades de cooperação tecnológica e industrial empreendidas durante a vigência do presente Ajuste, os dois Governos se comprometem a:

- a) preparar conjuntamente, em tempo hábil, programas gerais de cooperação, e tomar as medidas técnicas, financeiras e administrativas essenciais à implementação dos Programas e Projetos especificados nos instrumentos mencionados no item 3 do Artigo II;
- b) considerar, na elaboração dos programas gerais de cooperação, as prioridades atribuídas por cada Governo a objetivos nacionais, áreas geográficas, setores de atividades, formas de colaboração e outros elementos de interesse, de modo a integrar os Programas e os Projetos específicos no respectivo planejamento regional ou nacional;
- c) estabelecer procedimentos adequados de acompanhamento periódico da execução dos Programas e Projetos;

d) estabelecer formas de intercâmbio, bem como fornecer-se, recíproca e periodicamente, informações sobre o andamento da cooperação tecnológica e industrial executada durante a vigência do presente Ajuste e dos instrumentos complementares específicos;

e) fornecer às respectivas indústrias, todo o apoio possível, bem como informações e subsídios julgados necessários para assegurar a consecução dos objetivos visados.

artigo VIII

1. A autoridade responsável pela implementação do presente Ajuste será, pela parte brasileira, o Ministro de Estado das Minas e Energia, o qual designará, sempre que necessário, um representante para acompanhar pessoalmente, sua correta e eficiente execução.

2. A autoridade responsável, pela parte francesa, será o Ministro da Indústria, em coordenação com o Ministro do Comércio Exterior, com atribuições similares às da parte brasileira.

artigo IX

Além do objetivo previsto no Artigo I do presente Ajuste, a cooperação entre os dois Governos incluirá, igualmente, as seguintes atividades:

- a) treinamento e formação, no Brasil e na França, de técnicos brasileiros de nível médio e superior, para prestarem serviço no estudo, preparação e elaboração dos Programas e Projetos específicos previstos no presente Ajuste, bem como para atuarem nos demais setores ligados às atividades a serem realizados no setor do carvão no Brasil.
- b) organização de seminários, ciclos de conferências, programas de formação profissional e outras atividades semelhantes, em locais a serem estabelecidos periodicamente;
- c) concessão de bolsas de estudo a candidatos de ambos os países, devidamente selecionados e designados para participarem de cursos ou estágios de formação profissional, treinamento ou especialização; e
- d) realização de quaisquer outras atividades de cooperação técnica e industrial a serem acordadas entre os dois Países, com vistas à consecução dos objetivos do presente Ajuste.

artigo X

O presente Ajuste bem como os instrumentos a ele complementares poderão ser modificados por acordo **entre** os dois Governos.

artigo XI

1. O presente Ajuste entrará em vigor na data de sua assinatura.
2. O presente Ajuste poderá ser denunciado por **qualquer** das Partes Contratantes. A denúncia terá efeito 6 (seis) meses após a data em que o Governo interessado houver notificado o outro, por escrito, de sua decisão de denunciá-lo.
3. A denúncia não afetará os instrumentos complementares concluídos entre as empresas.

Em fé do quê, os Plenipotenciários, devidamente autorizados para tal fim, assinaram o presente Ajuste.

Feito em Paris aos 30 dias do mês de janeiro de 1981, em dois originais, nas línguas portuguesa e francesa, sendo ambos igualmente autênticos.

os acordos entre brasil e portugal

Por ocasião da visita do Presidente João Figueiredo a Portugal, o Chanceler Saraiva Guerreiro e o Ministro de Estado dos Negócios Estrangeiros daquele país, André Gonçalves Pereira, assinaram, em Lisboa, em 3 de fevereiro de 1981, os seguintes Acordos entre Brasil e Portugal: Acordo sobre Cooperação Económica e Industrial; Acordo sobre Cooperação no Domínio do Turismo; Acordo de Co-Produção Cinematográfica; e troca de Notas constituindo como Ajuste Complementar ao Acordo Básico de Cooperação Técnica, assinado em 1966, o Ajuste entre o Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico (CNPq) e a Junta Nacional de Investigação Científica e Tecnológica (JNICT) firmado em Lisboa, em 2 de fevereiro de 1981.

ACORDO SOBRE COOPERAÇÃO ECONÓMICA E INDUSTRIAL

O Governo da República Federativa do Brasil

e

O Governo da República Portuguesa,

DESEJOSOS de fortalecer os tradicionais laços de amizade que unem seus países, e de intensificar a cooperação económica e industrial em base de igualdade, visando ao benefício mútuo de ambos os países,

ACORDARAM no seguinte:

artigo I

As Partes Contratantes encorajarão e procurarão desenvolver mutuamente a cooperação económica e industrial entre instituições, organizações e empresas interessadas nos respectivos países.

artigo II

As formas, modalidades e condições para cooperação dentro do quadro deste Acordo serão negociadas e acordadas pelas instituições, organizações e empresas interessadas, com base nas leis e demais atos normativos dos respectivos países, e poderão incidir, entre outras, sobre as seguintes atividades:

- 1) realização conjunta de estudos e projetos de desenvolvimento industrial, agrícola ou de outros setores;
- 2) construção de novas instalações industriais ou ampliação e modernização das existentes, e realização conjunta de projetos de exploração, aproveitamento e valorização de recursos naturais e da transformação de matérias-primas;
- 3) constituição de sociedades mistas, respeitando a legislação dos dois países, de produção, comercialização e financiamento, especialmente sob a forma de "joint-ventures";
- 4) conclusão de acordos interbancários e concessão de condições de créditos preferenciais, tendo em conta a legislação vigente nos dois países e os respectivos compromissos internacionais, com vistas a facilitar a implementação das ações previstas no presente Acordo;
- 5) promoção, no âmbito de acordos específicos, das ações adequadas para facilitar e desenvolver o tráfego marítimo e aéreo entre os dois países;
- 6) participação em feiras, exposições e atividades similares que se realizem nos dois países;

7) **colaboração entre os organismos oficiais** competentes em matéria de turismo, com o objetivo de promover e intensificar as correntes turísticas entre os dois países; e

8) **colaboração com vistas ao desenvolvimento de relações entre empresas para a realização de estudos de viabilidade.**

artigo III

As Partes Contratantes procurarão facilitar, na medida do possível, as formalidades relacionadas com a preparação, contratação e implementação da cooperação dentro do quadro deste Acordo.

artigo IV

A Comissão Económica Luso-Brasileira, criada pelo Acordo de Comércio, assinado em Lisboa, a 7 de setembro de 1966, sem prejuízo de sua competência original, manter-se-á como órgão de consulta e coordenação para os assuntos decorrentes do presente Acordo, enquanto este for válido.

artigo V

1. A Comissão Económica Luso-Brasileira reunir-se-á, alternadamente em Brasília e Lisboa, sempre que os dois Governos julguem necessário.

2. Nos casos em que se revelem urgentes e sempre que as duas Partes considerem oportuno, os projetos e as ações a realizar no quadro de colaboração recíproca poderão ser apreciados através dos canais diplomáticos.

artigo VI

1. As Partes Contratantes notificar-se-ão, por via diplomática, do cumprimento das formalidades constitucionais exigidas por ambos os países para a entrada em vigor deste Acordo. O Acordo entrará em vigor 30 (trinta) dias após a data da última dessas notificações.

2. O presente Acordo terá vigência por um período indeterminado. Qualquer das Partes Contratantes poderá notificar à outra, por via diplomática, sua decisão de denunciá-lo. Neste caso, a denúncia surtirá efeito seis meses a contar da data de recebimento da notificação.

Em fé do quê, os abaixo assinados, devidamente autorizados para esse fim, assinaram o presente Acordo.

Feito em Lisboa, aos 3 dias do mês de fevereiro de

1981, em dois exemplares originais, no idioma português, sendo os dois textos igualmente autênticos.

ACORDO SOBRE COOPERAÇÃO NO DOMÍNIO DO TURISMO

Os Governos da República Federativa do Brasil e da República Portuguesa, doravante denominados Partes Contratantes;

CONSIDERANDO os profundos vínculos históricos e culturais que unem os dois países;

DESEJANDO ampliar, em benefício recíproco, a cooperação entre os dois Estados no domínio do turismo;

RECONHECENDO a crescente importância do turismo não apenas para a economia dos Estados, mas também para o entendimento entre os povos;

NO ESPÍRITO das recomendações da Conferência das Nações Unidas sobre turismo e viagens internacionais, realizada em Roma, em setembro de 1963,

ACORDAM o seguinte:

artigo I

As Partes Contratantes adotarão, através dos seus órgãos oficiais de turismo, medidas tendentes ao incremento das correntes turísticas entre ambos os países e à coordenação de procedimentos aplicáveis ao turismo intercontinental.

artigo II

As Partes Contratantes fomentarão e apoiarão, através dos seus organismos oficiais de turismo e com base no benefício recíproco, a colaboração entre empresas públicas e privadas, organizações e instituições dos dois Estados, no campo do turismo.

artigo III

As Partes Contratantes procurarão facilitar e simplificar quanto possível as formalidades aplicadas ao ingresso de turistas de ambos os Estados.

artigo IV

As Partes Contratantes estudarão procedimentos no sentido de:

- a) assistência mútua em campanhas de publicidade e promoção turística;
- b) intercâmbio de informações sobre legisla-

ção, dados estatísticos e planejamento turísticos e planejamento turístico;

- c) coordenação e promoção de programas visando ao incremento de fluxos turísticos para os dois países.

artigo V

As Partes Contratantes examinarão as possibilidades de exploração de ações comuns no domínio promocional, considerando prioritariamente as seguintes:

- a) realização de Bolsas de Turismo periódicas, alternadamente em cada um dos países, visando à divulgação da oferta turística de expressão luso-brasileira;
- b) atividades que possam ser desenvolvidas conjuntamente em acontecimentos internacionais de turismo;
- c) formas de promoção conjunta em mercados externos.

artigo VI

As Partes Contratantes examinarão a possibilidade de procederem à sistematização de matérias e métodos de ensino, bem como à equivalência de cursos, na área do turismo dos dois países.

artigo VII

A fim de estudar e propor medidas adequadas para a concretização do presente Acordo, os órgãos de turismo das duas Partes efetuarão consultas, através dos canais diplomáticos, e poderão, quando necessário, criar grupos de trabalho para exame de assuntos de interesse mútuo.

artigo VIII

Cada Parte Contratante notificará a outra do cumprimento das formalidades requeridas pelo seu ordenamento jurídico para a aprovação do presente Acordo, o qual entrará em vigor na data da segunda notificação.

artigo IX

O presente Acordo terá vigência indefinida. Poderá ser denunciado, a qualquer momento, mediante aviso, por escrito e por via diplomática, de uma Parte à outra. Neste caso, a denúncia surtirá efeito 6 (seis) meses após a data de recebimento da notificação.

Em fé do quê, os abaixo assinados, devidamente au-

torizados para esse fim, assinaram o presente Acordo.

Feito em Lisboa, 3 dias do mês fevereiro de 1981, em dois exemplares originais, no idioma português, sendo os dois textos igualmente autênticos.

ACORDO DE CO-PRODUÇÃO CINEMATOGRAFICA

O Governo da República Federativa do Brasil

e

O Governo da República Portuguesa,

ANIMADOS pelo propósito de difundir, através da co-produção de filmes, o acervo cultural dos dois povos e pelo objetivo de promover e incrementar os interesses comerciais das indústrias cinematográficas respectivas, com base na igualdade de direitos e benefícios mútuos,

ACORDARAM no seguinte:

artigo I

1. Os filmes de longa metragem, realizados em regime de co-produção e contemplados por este Acordo serão considerados filmes nacionais pelos dois países. As vantagens reservadas por cada país a seus filmes nacionais, e, em consequência, aos filmes co-produzidos serão unicamente aplicadas ao co-produtor do país que as conceder.

2. Poderão beneficiar das vantagens da co-produção os filmes de curta metragem realizados segundo normas fixadas em conjunto pelas autoridades competentes de ambas as Partes.

3. A exploração comercial desses filmes será autorizada nos dois países sem restrição alguma sempre e quando for respeitada a legislação que rege a matéria em cada país.

artigo II

1. Os co-produtores deverão satisfazer as condições técnicas, artísticas e financeiras requeridas para a realização das co-produções com pessoal e meios técnicos nacionais, salvo exceções justificadas. Tais exceções, contudo, deverão ser autorizadas, caso a caso, pelos órgãos competentes dos dois países.

2. As vantagens de que um produtor poderá usufruir relativamente a um filme realizado em regime de co-produção são as previstas pelas normas vigentes no respectivo país.

3. Os cidadãos brasileiros residentes em Portugal e os cidadãos portugueses residentes no Brasil poderão participar em co-produções como nacionais dos seus respectivos países sempre que, em regime de reciprocidade, as legislações de cada uma das Partes reconheçam a devida capacidade para tal participação.

4. A participação de intérpretes que não tiverem a nacionalidade de um dos países co-produtores pode ser admitida depois de as autoridades competentes de ambas as Partes Contratantes terem chegado a um entendimento sobre as condições de tal participação.

5. Sempre que os cenários e/ou os ambientes o exigirem, poderão ser autorizadas filmagens externas em cenários naturais num país que não participe na co-produção.

6. Os prémios e subvenções que em cada um dos dois países forem concedidos aos co-produtores seus nacionais serão concedidos exclusivamente a eles, sem que possam ser transferidos para o co-produtor do outro país.

7. Todo prémio, distinção honorífica ou trofeu atribuídos em terceiros países à produção de um filme realizado segundo as normas estabelecidas por este Acordo serão conservados em depósito pelo co-produtor majoritário.

8. Os prémios em dinheiro concedidos em terceiros países serão divididos entre as Partes Contratantes, respeitada a percentagem de participação de cada produtor na realização do filme.

artigo III

1. De cada filme realizado em regime de co-produção devem ser feitos um negativo e dois contratipos, sendo cada um destes de propriedade de cada co-produtor.

2. Ao produtor majoritário caberá a responsabilidade de guarda do negativo original e do master, podendo, caso seja do interesse comum, esta guarda ser feita no país que oferecer melhores condições técnicas para a mesma. Em qualquer caso, a utilização do negativo original ou do master poderá ser feita por cada um dos co-produtores.

3. A revelação dos filmes rodados no Brasil será feita em laboratórios brasileiros e a revelação do negativo dos filmes rodados em Portugal será feita em laboratórios portugueses, a menos que os co-produtores concordem com uma forma diferente e esta seja

aprovada pelas autoridades competentes dos dois países.

artigo IV

De acordo com as normas vigentes em cada país, todas as facilidades serão concedidas para a circulação e permanência do pessoal artístico e técnico que colaborar na realização do filme, para a importação e exportação do material necessário para a sua filmagem e exploração (filme virgem, material técnico, guarda-roupa, materiais para o cenário, material publicitário, negativos, impressos, etc), assim como para a transferência de valores destinados aos pagamentos relativos à realização de qualquer filme em regime de co-produção.

artigo V

1. Sem prejuízo do equilíbrio global, a proporção das contribuições respectivas dos co-produtores dos dois países pode variar de 20% a 80% (vinte a oitenta por cento). Tais contribuições consistirão em:

- a) contribuição de pessoal (diretores, técnicos e artistas);
- b) contribuição de serviços e materiais;
- c) contribuições monetárias.

2. As contribuições compreendidas nas alíneas a e b do número anterior serão avaliadas em caráter geral e permanente durante a vigência do Acordo com a concordância das autoridades competentes dos dois países e poderão ser complementadas com participações monetárias até que cubram totalmente a quota de cada co-produtor.

3. Os filmes serão realizados por diretores, técnicos e artistas de nacionalidade brasileira e/ou portuguesa. Cada filme deve ser dirigido por apenas um diretor, não se aceitando a intervenção de um supervisor artístico ou cargo análogo, excetuando-se os filmes de episódios, podendo cada episódio ser dirigido por um diretor diferente.

4. Excepcionalmente, admitir-se-á, com a prévia concordância das Partes Contratantes, a participação de um diretor que não tenha a nacionalidade de nenhum dos países signatários deste Acordo de co-produção.

5. Os projetos de co-produção serão submetidos à aprovação das autoridades competentes dos dois países pelo menos sessenta dias antes da data prevista para o início das filmagens. Tais projetos compreenderão o orçamento, a proporção de cada um dos

co-produtores, a previsão do equipamento técnico, a divisão dos mercados combinados, o contrato assinado entre as partes co-produtoras para a realização do projeto, assim como todos os dados necessários para o estudo e avaliação do projeto, os quais serão oportunamente definidos.

6. Depois de aprovado o projeto pelas autoridades competentes de ambos os países, nenhuma variação poderá ser introduzida no mesmo sem a prévia aprovação das referidas autoridades.

artigo VI

A situação de equilíbrio no conjunto das participações financeiras, artísticas e técnicas dos países co-produtores será examinada, em princípio, de dois em dois anos, por uma Comissão Mista que se reunirá alternadamente em cada um dos países.

artigo VII

1. A divisão do lucro obtido deve corresponder, como norma, à participação dos co-produtores no custo da produção.

2. As cláusulas dos contratos que prevêm a divisão de lucros e de mercados entre os co-produtores devem ser aprovadas pelas autoridades competentes dos dois países.

artigo VIII

1. No caso da exportação de um filme realizado em regime de co-produção para um país onde haja limitação às importações, tal exportação será atribuída ao país que tenha condições mais vantajosas de colocação do produto, devendo-se assinalar a realização como brasileiro-portuguesa ou luso-brasileira.

2. Se uma das Partes dispõe de livre entrada para seus filmes num país importador, os filmes de co-produção deverão beneficiar dessa possibilidade.

3. Os filmes em que os produtores tenham igual participação serão exportados como produzidos pelo país que disponha de condições mais vantajosas de exportação.

artigo IX

1. Os "créditos" ou "genérico" que encabeçam os filmes realizados em regime de co-produção devem conter, em quadro separado, além dos nomes dos co-produtores, o anúncio "co-produção brasileiro-portuguesa" ou "co-produção luso-brasileira" e os títulos com que se apresenta o filme em cada país co-produtor.

2. Este anúncio deve figurar obrigatoriamente na publicidade comercial por ocasião de manifestações artísticas e culturais e, em particular, em Festivais Internacionais.

3. Em caso de desacordo entre os co-produtores, o filme será apresentado nos Festivais Internacionais pelo país co-produtor majoritário. Os filmes realizados com iguais participações serão apresentados pelo país da nacionalidade do diretor.

artigo X

1. Durante o período de vigência do presente Acordo, a Comissão Mista será convocada alternadamente no Brasil e em Portugal. A Delegação brasileira será presidida por um Representante do Ministério das Relações Exteriores. A Delegação portuguesa será presidida por um Representante do Ministério dos Negócios Estrangeiros. Os membros de ambas as Delegações serão assessorados por funcionários e técnicos dos órgãos encarregados da cinematografia de cada país.

2. A Comissão Mista deverá examinar e resolver as dificuldades de aplicação do presente Acordo, assim como estudar e propor novas disposições para a renovação do mesmo.

3. Cada uma das Partes Contratantes poderá pedir que seja convocada uma sessão extraordinária da Comissão Mista, quando assim for considerado necessário.

artigo XI

1. O presente Acordo entrará em vigor a partir da data da troca dos instrumentos de ratificação, tendo a validade de um ano.

2. O presente Acordo será renovado anualmente por tácita recondução, a menos que uma das Partes Contratantes o denuncie, mediante prévio aviso por escrito de no mínimo três meses antes da sua expiração.

Feito em Lisboa, aos 3 dias do mês de fevereiro de 1981, em dois exemplares originais, em língua portuguesa, fazendo ambos igualmente fé.

TROCA DE NOTAS SOBRE AJUSTE COMPLEMENTAR AO ACORDO BÁSICO DE COOPERAÇÃO TÉCNICA

A Sua Excelência o Senhor Professor André Gonçalves Pereira,
Ministro de Estado dos Negócios Estrangeiros de Portugal.

Senhor Ministro,

Com referência ao Acordo Básico de Cooperação Técnica, concluído entre a República Federativa do Brasil e a República Portuguesa, a 7 de setembro de 1966, tenho a honra de propor, em nome do Governo brasileiro, que esta Nota e a Nota de resposta de Vossa Excelência constituam Acordo entre nossos Governos, dispondo:

1. que o Ajuste firmado a 2 de fevereiro de 1981 entre o Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico (CNPq), do Brasil, e a Junta Nacional de Investigação Científica e Tecnológica (JNICT), de Portugal, constitua Ajuste Complementar ao Acordo Básico de Cooperação Técnica, conforme disposto no Artigo VIII daquele Acordo.

2. que aquele Ajuste entre em vigor na data da Nota de resposta de Vossa Excelência, conforme previsto no Artigo XII do Ajuste mencionado.

Aproveito a oportunidade para apresentar a Vossa Excelência os protestos da minha mais alta consideração.

Ramiro Saraiva Guerreiro

Ministro de Estado das Relações Exteriores da República Federativa do Brasil

AJUSTE CNPq-JNICT

O Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico (CNPq) do Brasil, e a Junta Nacional de Investigação Científica e Tecnológica (JNICT) de Portugal, (referidos doravante neste documento apenas por suas respectivas siglas),

RECONHECENDO a importância da cooperação entre o Brasil e Portugal no campo da ciência e da tecnologia e,

DESEJOSOS de intensificar essa cooperação, de aperfeiçoar o intercâmbio entre os dois países nesse campo, em conformidade com o disposto no Artigo I do Acordo Básico de Cooperação Técnica, firmado em 7 de setembro de 1966 entre o Governo da República Federativa do Brasil e o Governo da República Portuguesa,

CONVÊM no seguinte:

artigo I

O CNPq e a JNICT contribuirão, de acordo com as respectivas vocações legais, para o fomento da cooperação do domínio da ciência e tecnologia. Essa

cooperação assumirá, entre outras, as seguintes formas:

- a) consultas recíprocas sobre:
 - Coordenação e Planejamento em Ciência e Tecnologia (C e T);
 - Metodologias de Seleção, Avaliação e Financiamento de Projetos de Investigação e Desenvolvimento (I e D);
 - Metodologias de Inquirição de Potencial Científico e Tecnológico.
- b) Apoio ao Intercâmbio de Técnicos do CNPq e da JNICT, bem como ao de cientistas e tecnólogos dos dois países, em regime de reciprocidade;
- c) Realização de conferências, cursos, seminários e simpósios e sua divulgação;
- d) Coordenação e definição controlada da terminologia respeitante à informação científica e tecnológica e permuta sistemática desta informação;
- e) Realização de projetos comuns, quer em temas relacionados com a política científica e tecnológica, quer em áreas prioritárias de I e D;
- f) Apoio recíproco aos programas de cooperação científica e tecnológica a serem desenvolvidos no âmbito de convênios ou entendimentos entre Instituições Brasileiras e Portuguesas;
- g) Qualquer outra modalidade convencionada pelas partes em instrumentos complementares, no âmbito das suas atribuições legais.

artigo II

Com vistas a facilitar a implementação das ações previstas no Artigo I, ambas as instituições concordam em:

- 1) estabelecer programas de cooperação onde serão fixadas, em reunião de delegações das duas partes ou por troca de notas, as ações concretas a desenvolver. Estes programas deverão em princípio ser revistos de dois em dois anos;
- 2) dar conhecimento dos programas e revisões citados na alínea anterior à Comissão

Mista Luso-Brasileira, prevista no Artigo XVI do Acordo Cultural entre o Brasil e Portugal, de 7 de setembro de 1966.

artigo III

Os mecanismos necessários à execução dos programas, projetos e atividades decorrentes da assinatura do presente Ajuste serão estabelecidos mediante troca de notas entre o CNPq e a JNICT.

artigo IV

O CNPq e a JNICT concordam em organizar o intercâmbio de cientistas e tecnólogos, ficando a coordenação das medidas administrativas técnico-científicas junto às instituições interessadas em participar dos programas de trabalho a cargo da parte que recebe.

artigo V

Os nomes dos cientistas e tecnólogos visitantes deverão ser submetidos pela parte remetente à aprovação prévia da parte que recebe.

artigo VI

Os cientistas e tecnólogos visitantes não poderão dedicar-se no território do país receptor a atividades alheias à sua missão.

artigo VII

Cada uma das partes se responsabilizará pela obtenção dos recursos financeiros que garantam a execução das atividades aprovadas.

artigo VIII

Cada uma das partes custeará o transporte de ida e volta dos cientistas e tecnólogos do seu país, cabendo à instituição de acolhimento arcar com as despesas de manutenção e deslocamento no respectivo território.

2. O valor das ajudas de custo diárias será definido e revisto anualmente.

artigo IX

Cada uma das partes assegurará aos cientistas e tecnólogos enviados pela outra, na forma que achar mais conveniente, assistência médica adequada em casos de emergência. Os ónus decorrentes de morte acidental ou invalidez permanente que possam ocorrer durante as visitas previstas nos programas e projetos aprovados ficarão a cargo da parte remetente.

artigo X

Quando os projetos comuns de pesquisa ou de intercâmbio derem lugar à importação de equipamento Ou material indispensável à sua execução, as partes signatárias providenciarão as facilidades necessárias, de acordo com as respectivas legislações.

artigo XI

As partes apresentarão à Comissão Mista Luso-Brasileira citada no item 2 do Artigo 11, juntamente com o programa para cada biénio, o relatório das atividades do biénio anterior.

artigo XII

O presente Ajuste entrará em vigor por troca de notas diplomáticas, na data da nota de resposta.

artigo XIII

O presente Ajuste terá a duração de cinco anos e será automaticamente renovado por iguais períodos, salvo se uma das partes comunicar à outra por escrito e por via diplomática com a antecipação mínima de seis meses, a sua decisão de denunciá-lo.

artigo XIV

A denúncia do presente Ajuste não afetará as ações em curso exceto se diferentemente acordado pelas partes.

artigo XV

O presente Ajuste poderá ser alterado por mútuo consentimento entre as partes, oficializando-se a alteração mediante troca de notas diplomáticas e entrando a alteração em vigor salvo disposição em contrário, na data da nota de resposta à proposta de alteração.

Feito na cidade de Lisboa, aos 2 dias do mês de fevereiro de 1981, em dois originais em português, sendo ambos igualmente autênticos.*

brasil e congo assinam acordo de cooperação económica, científica, técnica e cultural

Acordo de Cooperação Económica, Científica, Técnica e Cultural entre o Brasil e a República Popular do Congo, assinado, no Palácio do Itamaraty em Brasília, em 18 de fevereiro de 1981, pelo Chanceler Saraiva Guerreiro e pelo Ministro dos Negócios Estrangeiros daquele país, Pierre Nzé.

O Governo da República Federativa do Brasil

e

O Governo da República Popular do Congo

DESEJOSOS de aprofundar os laços de amizade existentes entre os dois países e seus povos;

CONSCIENTES da necessidade de alcançar uma ampla cooperação com vistas a seu desenvolvimento econômico, científico, técnico e cultural;

RECONHECENDO as vantagens que resultam de uma cooperação bilateral mais estreita nos domínios econômico, científico, técnico e cultural, com base no respeito aos princípios de soberania e independência nacional, de igualdade de direitos e vantagens mútuas, de não-ingerência nos assuntos internos;

CONVIERAM no seguinte:

artigo I

As Partes Contratantes decidem, no limite de suas possibilidades, cooperar nos campos econômico, científico, técnico e cultural.

artigo II

No quadro do presente Acordo, é prevista a conclusão de acordos especiais no âmbito das áreas definidas no Artigo I.

artigo III

1. A fim de facilitar a implementação da cooperação prevista pelo presente Acordo, fica instituída uma Comissão Mista, composta por Representantes dos dois Governos e por seus peritos.

2. A Comissão Mista terá a seu cargo velar pela implementação e pelo bom andamento do presente Acordo, e tem por missão a pesquisa das vias e meios suscetíveis de reforçar a cooperação entre os dois países, principalmente nos domínios comercial, científico, técnico e cultural.

3. No quadro de sua missão, a Comissão Mista submeterá suas recomendações aos dois Governos.

4. A Comissão Mista poderá instituir, sempre que necessário, sub-comissões especializadas para a realização de estudos aprofundados de problemas específicos.

5. A Comissão Mista reunir-se-á a cada dois anos, alternadamente no território da República Federativa

do Brasil e da República Popular do Congo. Poderá, no entanto, reunir-se em sessão extraordinária sempre que uma das Partes Contratantes o solicite.

artigo IV

O presente Acordo entrará em vigor na data da troca dos Instrumentos de Ratificação entre as duas Partes. Terá validade por um período de 5 (cinco) anos e será renovável por recondução tácita por novos períodos de 5 (cinco) anos, a menos que uma das Partes notifique à outra, por via diplomática e com uma antecedência de 6 (seis) meses, sua decisão de denunciá-lo.

Feito em Brasília, aos 18 dias do mês de fevereiro de 1981, em dois exemplares originais, nas línguas portuguesa e francesa, sendo ambos os textos igualmente autênticos.

Itamaraty assina convênio com a tv educativa para fornecimento de videofonogramas

O Ministro de Estado das Relações Exteriores, Ramiro Saraiva Guerreiro, e o **Diretor-Presidente** da Fundação Padre Anchieta, Antônio Augusto Soares Amora, assinaram, em Brasília, em 9 de março de 1981, o seguinte termo aditivo ao Acordo entre o Itamaraty e aquela Fundação, de 1975, para fornecimento de videofonogramas que serão exibidos nas chancelarias, sedes de missões diplomáticas e repartições consulares do Brasil:

O Ministério das Relações Exteriores, de ora em diante referido neste instrumento como Ministério, representado pelo Senhor Ministro de Estado das Relações Exteriores, Embaixador Ramiro Saraiva Guerreiro, e a Fundação Padre Anchieta — Centro Paulista de Rádio e TV Educativa, representada por seu Diretor-Presidente, Professor Antônio Augusto Soares Amora, de ora em diante denominada como Fundação;

Considerando a importância do acompanhamento permanente pelo pessoal diplomático brasileiro de temas da realidade nacional, bem como os benefícios da divulgação de material documental telegravado de origem nacional na preservação da consciência cultural da comunidade brasileira a serviço do Governo no exterior, no âmbito das atribuições do Departamento de Comunicações e Documentação (DCD) do Ministério das Relações Exteriores;

Tendo em vista o interesse recíproco na utilização regular de material telegravado no âmbito das atividades de divulgação do país no exterior a cargo do Departamento de Cooperação Cultural, Científica e Tecnológica (DCT) do Ministério das Relações Exteriores;

Resolvem, com base no Artigo V do Acordo entre o Ministério das Relações Exteriores e a Fundação Padre Anchieta — Centro Paulista de Rádio e TV Educativa, assinado em Brasília, em 9 de julho de 1976, firmar o seguinte Termo Aditivo ao mesmo Acordo:

artigo I

A Fundação fornecerá ao Ministério videofonogramas por ela produzidos. Estes poderão — nos termos e condições especificados nos Artigos seguintes — ser multiplicados pelo Ministério para o fim exclusivo de sua utilização pela rede diplomática e consular brasileira.

§ único — a Fundação autoriza o Ministério a exhibir esses videofonogramas nas dependências das chancelarias e sedes das missões diplomáticas e repartições consulares.

artigo II

O Ministério prestará à Fundação, no âmbito de suas atribuições, toda a colaboração necessária para a divulgação desses videofonogramas nos centros culturais patrocinados pelo Governo brasileiro no exterior e junto às autoridades de cada país, às universidades e instituições de ensino estrangeiras, à comunidade empresarial do setor de comunicações e outras entidades potencialmente interessadas na aquisição desse tipo de material.

§ 1? — a utilização dos videofonogramas por terceiros fica condicionada à anuência expressa da Fundação;

§ 2? — quando cabível, a exibição de videofonogramas em centros culturais, em instituições estrangeiras de ensino e outros recintos de acesso público estará sujeita a pagamento de direitos autorais à Fundação, em importância a ser fixada em comum acordo.

artigo III

Ressalvado o disposto no parágrafo 2? do Artigo II, a Fundação se responsabiliza pelos eventuais direitos autorais decorrentes da reprodução e exibição dos videofonogramas nas condições estabelecidas neste instrumento.

artigo IV

O Ministério remeterá, antecipadamente, à Fundação o número de fitas necessárias para a gravação dos programas por ele selecionados. A partir da entrega das matrizes ao Ministério, em Brasília, todas as providências relacionadas com o tráfego internacional e a exibição no exterior dos videofonogramas são da responsabilidade do Ministério. Os demais aspectos operacionais do presente instrumento serão definidos por entendimentos específicos entre as Partes ou por Convênios entre a Fundação e cada um dos Departamentos do Ministério das Relações Exteriores, quando for o caso.

brasil e Colômbia assinam sete acordos de cooperação

Durante a visita do Presidente João Figueiredo à Colômbia, os Chanceleres Saraiva Guerreiro e Diego Uribe Vargas assinaram, em Bogotá, em 12 de março de 1981, os seguintes acordos de cooperação entre o Brasil e a Colômbia: Tratado de Amizade e Cooperação; Acordo de Cooperação Científica e Tecnológica; Acordo de Cooperação sobre os usos pacíficos da energia nuclear; Acordo de Cooperação Amazônica; Acordo de Assistência Recíproca para a prevenção do uso e tráficos ilícitos de substâncias estupefacientes e psicotrópicas; Acordo sobre Turismo; e Convênio de Cooperação Científica complementar ao Acordo Básico de Cooperação Técnica, de 1972.

TRATADO DE AMIZADE E COOPERAÇÃO

O Governo da República Federativa do Brasil

e

O Governo da República da Colômbia,

INSPIRADOS pelo propósito de reafirmar os fraternos laços de amizade que unem o Brasil e a Colômbia;

CONSCIENTES dos esforços que desenvolvem ambos os países no sentido de incrementar a cooperação entre países em vias de desenvolvimento;

EMPENHADOS em tornar ainda mais fortes os vínculos que unem as nações da América Latina e em assim contribuir para a solidariedade e integração regionais;

DESEJOSOS de ampliar a cooperação política, econômica, comercial, cultural, científica e técnica entre os dois Estados;

PERSUADIDOS da fecundidade do diálogo político, entre os dois Governos, sobre temas de interesse comum,

RESOLVEM concluir o presente Tratado:

artigo I

As Partes Contratantes convêm em instaurar e aperfeiçoar mecanismos de entendimento e cooperação sobre assuntos de interesse comum, tanto no plano bilateral como no regional e multilateral.

artigo II

Para alcançar os objetivos previstos no Artigo I, as Partes estabelecem uma Comissão de Coordenação Brasileiro-Colombiana, sem prejuízo da utilização de outros mecanismos de mútua conveniência.

artigo III

A Comissão de Coordenação Brasileiro-Colombiana terá por finalidade fortalecer a cooperação entre os dois países, analisar e acompanhar assuntos de interesse comum referentes à política bilateral, regional ou multilateral, e igualmente propor aos respectivos Governos as medidas que julgar pertinentes, especialmente nos seguintes campos:

- a) projetos econômicos de importância para as relações bilaterais e multilaterais, como os relativos a infra-estrutura, complementação industrial e programas de inversões mútuas ou conjuntas em outros países;
- b) intercâmbio comercial e medidas para assegurar seu incremento e diversificação, tanto do ponto de vista global como do relacionado com o comércio fronteiriço, tendo em conta, para este último, os compromissos derivados dos acordos sobre cooperação amazônica;
- c) aperfeiçoamento dos meios de transporte entre os dois países;
- d) cooperação técnica, especialmente no setor agropecuário, e intercâmbio cultural, científico e tecnológico.

artigo IV

A Comissão de Coordenação se comporá de uma

seção de cada Parte, presidida pelos Ministros das Relações Exteriores ou seus Representantes Especiais, e integrada por Delegados designados pelos respectivos Governos. A Comissão de Coordenação reunirá-se alternadamente no Brasil e na Colômbia, em data acordada por via diplomática.

A Comissão de Coordenação incorporará, como Subcomissões, as Comissões Mistas Específicas e poderá ademais estabelecer grupos de trabalho nos campos que estime conveniente. As Subcomissões e os grupos de trabalho submeterão seus relatórios e os resultados de suas atividades à Comissão de Coordenação.

artigo V

As Partes Contratantes celebrarão, sempre que as circunstâncias o aconselharem, protocolos adicionais ou outros tipos de atos internacionais sobre assuntos de interesse comum.

artigo VI

O presente Tratado entrará em vigor na data da troca dos Instrumentos de Ratificação e terá vigência indefinida. Qualquer das Partes Contratantes poderá denunciá-lo; a denúncia surtirá efeito noventa dias após o recebimento da notificação respectiva.

Feito em Bogotá, D.E., aos 12 dias do mês de março de 1981, em dois exemplares originais, nos idiomas português e espanhol, sendo ambos os textos igualmente autênticos.

ACORDO DE COOPERAÇÃO CIENTÍFICA E TECNOLÓGICA

O Governo da República Federativa do Brasil

e

O Governo da República da Colômbia,

CONSIDERANDO que a cooperação nos campos da ciência e da tecnologia entre os dois Governos é de proveito recíproco e contribui para alcançar objetivos comuns de desenvolvimento econômico e de qualidade de vida em ambos os países;

DESEJOSOS de intensificar essa cooperação,

ACORDAM o seguinte:

artigo I

Os dois Governos promoverão a cooperação, no

campo científico e tecnológico, entre os dois países, mediante as seguintes modalidades:

- a) encontros para a discussão de aspectos relacionados com a ciência e a tecnologia;
- b) intercâmbio de professores, cientistas, técnicos, pesquisadores e peritos (doravante denominados especialistas);
- c) troca de informações científicas e tecnológicas;
- d) execução conjunta ou coordenada de programas e projetos de pesquisa científica e tecnológica e de desenvolvimento tecnológico, aplicação e aperfeiçoamento de tecnologias existentes e desenvolvimento de novas;
- e) outras formas de cooperação mutuamente acordadas.

artigo II

Para a execução e o financiamento de programas e projetos específicos de cooperação científica e tecnológica, de conformidade com as modalidades definidas no Artigo anterior, poderão ser concluídos ajustes complementares ao presente Acordo, sempre que as Partes considerem necessário.

artigo III

Ambos os Governos concederão aos especialistas que as desloquem de um país ao outro, em decorrência dos ajustes complementares previstos no Artigo II, os privilégios que concedem aos peritos das Nações Unidas, de acordo com a legislação nacional de cada uma das Partes.

artigo IV

As Partes isentarão dos impostos e demais gravames de importação e exportação os bens, equipamentos e materiais enviados por um país ao outro em decorrência dos ajustes complementares previstos no Artigo II.

artigo V

1. Para alcançar os objetivos do presente Acordo, os dois Governos decidem criar uma Comissão Mista de Ciência e Tecnologia, que terá as seguintes funções:

- a) discutir os temas relacionados com as diretrizes científicas e tecnológicas relativas à execução deste instrumento;

b) examinar as atividades decorrentes do presente Acordo, e de seus ajustes complementares;

c) fazer recomendações a ambos os Governos relativas à implementação e aperfeiçoamento do presente Acordo, e de seus programas.

2. A Comissão será coordenada pelos respectivos Ministérios das Relações Exteriores e reunir-se-á alternadamente no Brasil e na Colômbia, quando ambas as Partes o estimem conveniente.

3. A Comissão deverá ser informada sobre o desenvolvimento dos programas previstos nos ajustes complementares.

artigo VI

Nos intervalos entre as reuniões da Comissão Mista, os contactos entre os dois Governos, no quadro do presente Acordo, serão realizados por via diplomática.

artigo VII

O presente Acordo entrará em vigor na data da troca dos instrumentos de ratificação e terá uma vigência de cinco anos, prorrogável automaticamente por períodos iguais.

O presente Acordo poderá ser denunciado por qualquer das Partes, mediante notificação por via diplomática. A denúncia surtirá efeito um ano depois da data de recebimento da notificação respectiva e não afetará o desenvolvimento dos ajustes complementares que sejam concluídos de conformidade com o disposto no Artigo II, a menos que as Partes decidam de forma diversa.

Feito em Bogotá, D.E., aos 12 dias do mês de março de 1981, em dois exemplares originais, nas línguas portuguesa e espanhola, sendo ambos os textos igualmente autênticos.

ACORDO DE COOPERAÇÃO SOBRE OS USOS PACÍFICOS DA ENERGIA NUCLEAR

O Governo da República Federativa do Brasil

e

O Governo da República da Colômbia,

INSPIRADOS pela tradicional amizade existente entre os dois países;

RECONHECENDO a necessidade de fomentar o desenvolvimento energético, como condição indispensável para a promoção do desenvolvimento econômico e social de seus países;

RECONHECENDO a importância fundamental da utilização da energia nuclear para fins pacíficos não apenas como fonte energética em si, mas também como processo catalisador do desenvolvimento científico e tecnológico de seus países;

CONSCIENTES dos benefícios comuns que poderão advir da cooperação entre ambos os países no campo dos usos pacíficos da energia nuclear, respeitados os compromissos internacionais assumidos pelo Brasil e pela Colômbia;

CONVENCIDOS da necessidade de impedir a proliferação de armas nucleares através de medidas não-discriminatórias, que possibilitem o desarmamento nuclear geral e completo sob estrito controle internacional;

TENDO EM CONTA o Acordo Básico de Cooperação Técnica firmado entre ambos os Governos em 13 de dezembro de 1972;

CONVIERAM no seguinte:

artigo I

As Partes cooperarão para o desenvolvimento e a aplicação dos usos pacíficos da energia nuclear, de acordo com as necessidades e prioridades de cada país, tendo em conta as respectivas disponibilidades de recursos naturais, humanos, tecnológicos e de capital.

- 1) A cooperação objeto do presente Instrumento abrangerá as seguintes áreas:
 - a) Prospeção, extração e processamento de minério de urânio, bem como produção de seus compostos;
 - b) Projeto, construção e operação de reatores e outras instalações nucleares, bem como de seus componentes;
 - c) ciclo do combustível nuclear;
 - d) Pesquisa básica e aplicada ligada aos usos pacíficos da energia nuclear;
 - e) Formação e capacitação de recursos humanos;
 - f) Segurança nuclear, proteção radiológica e proteção física do material nuclear;

- g) Licenciamento de instalações nucleares;
- h) Produção e aplicação de radioisótopos;
- i) Informações nucleares;
- j) Direito Nuclear.

- 2) A cooperação nos campos assinalados do parágrafo anterior será executada através de órgãos competentes, designados por cada uma das Partes, mediante as seguintes modalidades:

- a) Assistência recíproca para a formação e capacitação de pessoal científico e técnico;
- b) Intercâmbio de técnicos;
- c) Intercâmbio de professores para cursos e seminários;
- d) Bolsas de estudo;
- e) Consultas recíprocas sobre problemas científicos e tecnológicos;
- f) Formação de grupos mistos de trabalho para a realização de estudos e projetos concretos de pesquisa científica e desenvolvimento tecnológico;
- g) Fornecimento recíproco de equipamentos, materiais e serviços relativos aos campos assinalados anteriormente;
- h) Intercâmbio de informações relativas aos campos assinalados anteriormente;
- i) Outras formas de trabalho que sejam acordadas segundo o Artigo IV.

artigo II

As Partes declaram o seu apoio ao princípio da não-proliferação de armas nucleares, bem como à sua aplicação em bases universais e não-discriminatórias, e reafirmam seu direito de desenvolver e aplicar a energia nuclear para fins pacíficos, de acordo com os seus respectivos programas nacionais.

artigo III

A cooperação objeto do presente Instrumento será implementada respeitando integralmente os compromissos internacionais vigentes assumidos por cada uma das Partes.

artigo IV

A fim de dar cumprimento à cooperação prevista neste Instrumento, os órgãos designados de conformidade com os termos do Artigo I, parágrafo 2, celebrarão Acordos Complementares de Execução, nos quais serão estabelecidas as condições e modalidades específicas de cooperação, incluindo a realização de reuniões técnicas mistas para estudo e avaliação de programas.

artigo V

As Partes poderão utilizar livremente toda a informação intercambiada em virtude do presente Instrumento, exceto naqueles casos em que a Parte que forneceu a informação haja estabelecido condições ou reservas a respeito do seu uso ou difusão. Se a informação estiver protegida por patentes registradas em qualquer das Partes, os termos e condições para o seu uso e difusão serão sujeitos à legislação ordinária.

artigo VI

As Partes facilitarão o fornecimento recíproco, mediante transferência, empréstimo, arrendamento ou venda, de materiais nucleares, equipamentos e serviços necessários para a realização de projetos conjuntos e de seus programas nacionais de desenvolvimento no campo da utilização da energia nuclear para fins pacíficos, ficando essas operações, em todos os casos, sujeitas às disposições legais vigentes na República Federativa do Brasil e na República da Colômbia.

artigo VII

- 1) Qualquer material ou equipamento fornecido por uma das Partes à outra, ou qualquer material derivado do uso daquele material ou utilizado em equipamento fornecido em virtude deste Instrumento, só poderá ser utilizado para fins pacíficos. As Partes manterão consultas sobre a aplicação de salvaguardas da Agência Internacional de Energia Atômica (AIEA) aos materiais e equipamentos fornecidos no âmbito do presente Instrumento.
- 2) A fim de aplicar as salvaguardas referidas no parágrafo anterior, as Partes celebrarão com a AIEA, quando for o caso, os acordos de salvaguardas correspondentes.

artigo VIII

A transferência para um terceiro país de qualquer material ou equipamento fornecido por uma Parte à

outra estará sujeita à autorização da Parte de origem. Quando o material ou equipamento estiver sujeito a salvaguardas, a transferência só poderá ser feita quando o terceiro país houver concluído com a Agência Internacional de Energia Atômica (AIEA) um acordo de salvaguardas do mesmo tipo do aplicado ao referido material ou equipamento na Parte que a transfere.

artigo IX

Cada Parte, em seu respectivo território, tomará as medidas necessárias para a proteção física dos materiais e equipamentos que lhe forem fornecidos no âmbito do presente Instrumento, bem como nos casos de transporte dos referidos materiais e equipamentos entre os territórios das Partes.

artigo X

As Partes se comprometem a cooperar mutuamente para o desenvolvimento de projetos conjuntos que se realizem no âmbito da aplicação deste Instrumento, facilitando, em todo o possível, a colaboração que em tais projetos possa caber à instituições ou órgãos públicos e privados dos respectivos países.

artigo XI

Qualquer controvérsia que possa ocorrer sobre a interpretação ou aplicação deste Instrumento será resolvida através de via diplomática.

artigo XII

- 1) O presente Instrumento entrará em vigor na data em que for efetuada a troca de Instrumentos de Ratificação. Terá uma vigência de 10 (dez) anos e prorrogar-se-á tacitamente por períodos de 2 (dois) anos, desde que não seja denunciado por uma das Partes pelo menos 6 (seis) meses antes da expiração do período.
- 2) Salvo acordo em contrário entre as Partes, o término do presente Instrumento não afetará a continuação dos Acordos Complementares de Execução que tenham sido concluídos de conformidade com o disposto no Artigo VI.

Feito em Bogotá, D.E., aos 12 dias do mês de março de 1981, em dois exemplares, em línguas portuguesa e espanhola, sendo ambos igualmente autênticos.

ACORDO DE COOPERAÇÃO AMAZONICA

O Governo da República Federativa do Brasil

e

O Governo da República da Colômbia,

ANIMADOS pelo firme propósito de criar condições para que a crescente amizade que une os dois povos se traduza, cada vez mais, em realidades benéficas para as duas nações;

CERTOS de que a exploração racional de seus recursos amazônicos constituirá uma valiosa contribuição ao esforço constante que realizam para elevar o nível de vida de seus povos, mediante a progressiva utilização das riquezas naturais e da potencialidade econômica da Região Amazônica;

CONSIDERANDO a conveniência de promover a mais estreita colaboração entre os dois países com o propósito de conservar o meio ambiente e alcançar o racional aproveitamento da flora e da fauna de seus respectivos territórios amazônicos, de conformidade com os princípios consagrados no Acordo para a Conservação da Flora e da Fauna dos Territórios Amazônicos, de 20 de junho de 1973, bem como de favorecer o estabelecimento de uma adequada infraestrutura de transportes e comunicações entre seus territórios amazônicos; e

INSPIRADOS pelo desejo de complementar, por meio da colaboração bilateral, os propósitos e objetivos do Tratado de Cooperação Amazônica, e dentro do quadro estabelecido pelo Artigo XVIII do referido Tratado,

RESOLVEM subscrever o presente Acordo:

artigo I

As Partes Contratantes decidem empreender uma cooperação dinâmica para a realização de ações conjuntas e para o intercâmbio de suas experiências nacionais em matéria de desenvolvimento regional e de pesquisa científica e tecnológica adaptada à Região Amazônica, com vistas a lograr o desenvolvimento harmônico de seus respectivos territórios amazônicos, em benefício de seus nacionais e preservando adequadamente a ecologia da zona.

artigo II

Levando em conta a importância da navegação fluvial na Amazônia, ambas as Partes estudarão a possibilidade de estabelecer um serviço regular de navegação para o transporte de passageiros e carga nos rios

Amazonas, Içá-Putumaio e Negro, segundo as disposições dos Tratados e Acordos vigentes entre elas, respeitadas as normas legais internas de cada Parte sobre a matéria.

artigo III

Dentro do propósito indicado no Artigo anterior, as Partes acordarão o levantamento de cartas hidrográficas dos rios Amazonas, Caquetá, Içá-Putumaio e Negro, com vistas a facilitar e assegurar a navegação das embarcações dos dois países que sulcam os referidos rios, bem como a realização dos estudos e trabalhos indispensáveis para a melhoria da navegação dos rios Içá-Putumaio, Caquetá e Negro.

artigo IV

As Partes dispõem-se a efetuar estudos preliminares para a interconexão viária, com vistas a harmonizar projetos e programas existentes em cada país. Com este propósito, as Partes permutarão as experiências de toda ordem que possuam sobre o assunto.

artigo V

As Partes Contratantes examinarão a possibilidade de estabelecer serviços aéreos regulares entre as principais localidades de suas respectivas regiões amazônicas.

artigo VI

Nas zonas amazônicas limítrofes, as Partes Contratantes procurarão cooperar no campo das telecomunicações, com a finalidade de proporcionar serviços eficazes a seus nacionais, levando em conta as disposições legais de cada país sobre a matéria.

artigo VII

De conformidade com o disposto no Acordo de Cooperação Sanitária, as Partes Contratantes comprometem-se a fomentar, através das unidades sanitárias fixas localizadas nas áreas fronteiriças e dos serviços fluviais ou aéreos de saúde, o estudo e a execução de medidas tendentes ao melhor controle das enfermidades que afetam as comunidades brasileiras e colombianas na Região Amazônica.

artigo VIII

As Partes resolvem cooperar na adoção de medidas para a racional utilização dos recursos naturais das respectivas regiões amazônicas vizinhas, conjugando esforços para a defesa fito-sanitária e animal.

artigo IX

Fica estabelecida uma Comissão Mista de Cooperação Amazônica Brasileiro-Colombiana, que se encarregará da coordenação dos projetos estabelecidos no presente Acordo e de outros programas de interesse comum com vistas ao desenvolvimento harmônico de suas respectivas regiões amazônicas vizinhas.

A Comissão será formada por duas Seções nacionais, coordenadas pelos respectivos Ministérios das Relações Exteriores; celebrará reuniões quando e onde os dois Ministérios o considerem convenientes.

artigo X

Com vistas à defesa e conservação de espécies da fauna e da flora amazônicas de interesse científico ou econômico, e a sua eventual industrialização, o Ministério do Interior do Brasil e outros órgãos brasileiros competentes na matéria, e o Instituto Nacional dos Recursos Naturais Renováveis e do Ambiente, da Colômbia, procederão, mediante coordenação entre eles, à realização das seguintes atividades:

- a) intercâmbio regular de informações sobre as políticas, programas, planos e textos legais relativos à conservação e ao desenvolvimento da vida animal e vegetal em seus respectivos territórios amazônicos;
- b) permuta de dados básicos sobre estudos e pesquisas relativos aos recursos naturais e do meio ambiente de seus territórios amazônicos;
- c) prosseguimento de estudos de projetos diversos de interesse comum em seus respectivos territórios amazônicos;
- d) ordenamento da cooperação mútua para regulamentar os processos bioecológicos inerentes à flora, fauna, e ao meio ambiente de seus respectivos territórios amazônicos;
- e) realização de reuniões de coordenação entre seus funcionários técnicos, sobre temas específicos;
- f) colaboração na elaboração e execução de programas binacionais de controle e repressão do tráfico ilícito de produtos da flora e da fauna amazônicas.

artigo XI

O presente Acordo, para sua aprovação, será submetido aos trâmites estabelecidos em cada país, e entra-

rará em vigor na data em que se efetue a troca dos respectivos Instrumentos de Ratificação.

artigo XII

A vigência do presente Acordo é indefinida, a menos que uma das Partes o denuncie. A denúncia surtirá efeito 180 dias após o recebimento da notificação correspondente.

Feito em Bogotá, D.E., aos 12 dias do mês de março de 1981, em dois exemplares, nas línguas portuguesa e espanhola, sendo ambos igualmente autênticos.

ACORDO DE ASSISTÊNCIA RECÍPROCA PARA A PREVENÇÃO DO USO E TRAFICO ILÍCITOS DE SUBSTÂNCIAS ESTUPEFACIENTES E PSICOTRÓPICAS

O Governo da República Federativa do Brasil

e

O Governo da República da Colômbia,

RECONHECENDO que o tráfico ilícito e o uso indevido de substâncias estupefacientes e psicotrópicas constituem um problema que afeta as comunidades de ambos os países;

CONSIDERANDO que é seu dever combater esta modalidade delitiva em todas as suas formas;

INTERESSADOS em desenvolver uma colaboração recíproca para a prevenção, o controle e a repressão do tráfico ilícito de substâncias estupefacientes e psicotrópicas, mediante a adoção de medidas de cooperação e a execução de programas específicos;

OBSERVANDO os compromissos que ambos os países contraíram como Partes da Convenção Única sobre Entorpecentes, de 30 de junho de 1961, e da Convenção sobre Substâncias Psicotrópicas, de 21 de fevereiro de 1971;

LEVANDO devidamente em consideração seus sistemas constitucionais, legais e administrativos, e dentro do respeito aos direitos inerentes à soberania nacional de seus respectivos Estados,

CONVÊM no seguinte:

artigo I

As Partes Contratantes se comprometem a empreender esforços conjuntos e a realizar programas específicos para a prevenção e o controle do tráfico ilícito de substâncias estupefacientes e psicotrópicas e

para contribuir à erradicação da produção de tais drogas.

artigo II

Para os fins do presente Acordo, entender-se-ão por drogas as substâncias que aparecem enumeradas e descritas na Convenção Única sobre Entorpecentes, de 1961, e na Convenção sobre Substâncias Psicotrópicas, de 1971, ambas concluídas no âmbito das Nações Unidas, assim como qualquer outra substância que, a critério dos dois Governos, deva ser assim considerada.

artigo III

Para efeitos do presente Acordo, os organismos oficiais encarregados da repressão do tráfico ilícito de drogas prestar-se-ão mútua assistência técnico-científica e estimularão o intercâmbio de informações sobre traficantes individuais ou associados.

artigo IV

As Partes Contratantes comprometem-se a adotar as medidas que forem necessárias para o cumprimento do presente Acordo, em especial no que se refere à rápida tramitação, entre suas respectivas autoridades judiciárias, de cartas rogatórias relacionadas aos processos que possam decorrer da execução do presente Acordo.

artigo V

A fim de facilitar a cooperação entre os serviços competentes, responsáveis pela execução do presente Acordo, as Partes Contratantes procurarão reforçá-los com recursos humanos, financeiros e técnicos.

artigo VI

Com vistas à consecução dos objetivos contidos no presente Acordo, as Partes Contratantes decidem criar uma Comissão Mista, integrada por representantes dos serviços competentes de ambos os países, bem como dos respectivos Ministérios das Relações Exteriores.

A Comissão terá as seguintes atribuições:

- a) recomendar aos respectivos Governos as ações específicas cabíveis, as quais se desenvolverão através de estreita cooperação entre os serviços competentes de cada país;
- b) avaliar o cumprimento de tais ações e elaborar planos para a prevenção e a repressão

coordenada do tráfico ilícito de substâncias estupefacientes e psicotrópicas; e

- c) formular aos Governos as recomendações que considere pertinentes para a melhor execução do presente Acordo.

O resultado dos trabalhos da Comissão será apresentado aos Governos dos dois países, por intermédio de seus respectivos Ministérios das Relações Exteriores.

artigo VII

A Comissão Mista reunir-se-á, alternadamente, no Brasil e na Colômbia, sempre que necessário e com a concordância prévia de ambas as Partes.

A Comissão Mista poderá designar grupos de trabalho para estudar e analisar um determinado assunto, a fim de formular as recomendações que considere oportunas.

artigo VIII

O presente Acordo, que constitui um desenvolvimento da Convenção Única sobre Entorpecentes, de 1961, e da Convenção sobre Substâncias Psicotrópicas, de 1971, entra em vigor sessenta dias depois da data de sua assinatura.

Cada uma das Partes poderá denunciá-lo a qualquer momento. A denúncia surtirá efeito noventa dias após a data do recebimento da notificação respectiva.

Feito em Bogotá, D.E., aos 12 dias dos mês de março de 1981, em dois originais, nas línguas portuguesa e espanhola, sendo ambos os textos igualmente autênticos.

ACORDO SOBRE TURISMO

O Governo da República Federativa do Brasil

e

O Governo da República da Colômbia,

ANIMADOS pelo propósito de facilitar na maior medida possível o intercâmbio turístico existente entre ambos os países e de promover o fluxo turístico desde terceiros países;

CONSCIENTES de que isso contribuirá para um conhecimento recíproco mais acentuado entre ambos os povos e ao estreitamento dos laços fraternais de amizade que os unem;

CONVENCIDOS da necessidade de estabelecer um quadro adequado para o desenvolvimento das correntes turísticas,

ACORDAM o seguinte:

artigo I

As Partes Contratantes se comprometem a outorgar-se reciprocamente as máximas facilidades possíveis para o incremento do turismo entre os dois países.

artigo II

Para efeitos deste Acordo, entende-se por turista toda pessoa que ingresse no território da outra Parte contratante com propósito de visita, convenções, descanso e recreação, sem intenção de exercer atividade remunerada, e dentro dos prazos estabelecidos nas respectivas legislações.

Parágrafo: Os turistas ficam submetidos às leis e disposições de migração vigentes em cada Estado.

artigo III

As Partes Contratantes procurarão eliminar as restrições de qualquer ordem que possam incidir sobre o intercâmbio turístico entre os dois países.

artigo IV

Os Governos designarão as entidades encarregadas da coordenação dos programas que sejam realizados em execução do presente Acordo.

artigo V

As Partes procurarão promover a conclusão de acordos que permitam a transportadores dos dois países a prestação de serviços regulares e/ou especiais entre as cidades, centros ou locais turísticos de cada país, sem prejuízo dos compromissos alcançados, sempre e quando suas operações se atenham às normas dos organismos nacionais competentes.

artigo VI

Os turistas que ingressem com espécies animais ou vegetais no território de uma das Partes, deverão cumprir com as normas vigentes no Estado receptor relativas a proibições, limitações ou certificados especiais para seu ingresso.

Parágrafo: Quando se exigirem certificados veterinários ou sanitários, admitir-se-ão como válidos os expedidos pelo órgão competente da outra Parte.

artigo VII

Ambas as Partes trocarão informações sobre material de promoção e propaganda turísticas, em especial sobre metodologia e desenho para sua elaboração.

artigo VIII

Cada Parte Contratante concorda em adotar as medidas necessárias para facilitar o ingresso e a difusão, em seu território, do material de promoção turística da outra Parte, quando o mesmo for remetido pelos respectivos canais oficiais, sem prejuízo das disposições legais vigentes em cada país.

artigo IX

As Partes Contratantes trocarão, por via diplomática, informações sobre o regime legal vigente em matéria de turismo, especialmente as relativas a meios de hospedagem, acampamentos, agências de viagens e outras atividades profissionais turísticas, inclusive as relacionadas com a proteção e conservação dos recursos naturais e culturais.

artigo X

As Partes Contratantes instrumentarão as medidas que possibilitem a realização de estudos, projetos e atividades de promoção governamentais relativos ao desenvolvimento de zonas de interesse turístico comum, de investimentos no setor turístico, assim como de mútua cooperação em atividades de formação profissional, de intercâmbio de profissionais e administração de estabelecimentos turísticos.

artigo XI

As Partes promoverão o intercâmbio de estudantes de instituições de ensino de hotelaria e turismo, devidamente reconhecidas, a fim de que possam realizar em um e outro país estágios ou cursos práticos, de acordo com seus respectivos programas de estudo.

artigo XII

Sempre que uma das Partes Contratantes considere necessário, solicitará, por via diplomática, a realização de reuniões das autoridades competentes no âmbito do presente Acordo, com a finalidade de acompanhar, promover e avaliar os projetos e ações dele resultantes.

artigo XIII

O presente Acordo entrará em vigor na data da troca dos Instrumentos de Ratificação. Terá vigência de cinco anos, e será prorrogado automaticamente por

períodos iguais e sucessivos, a menos que uma das Partes decida denunciá-lo. A denúncia surtirá efeito 90 dias após a data de recebimento da notificação respectiva.

Feito em Bogotá, D.E., aos 12 dias do mês de março de 1981, em dois exemplares, nos idiomas português e espanhol, igualmente autênticos.

CONVÊNIO DE COOPERAÇÃO CIENTÍFICA

O Governo da República Federativa do Brasil

e

O Governo da República da Colômbia,

EM DESENVOLVIMENTO do disposto no Artigo III do Acordo Básico de Cooperação Técnica de 13 de dezembro de 1972;

RECONHECENDO a importância da colaboração entre o Brasil e a Colômbia no campo da ciência e da tecnologia; e

DESEJOSOS de intensificar essa colaboração e de melhor organizar o intercâmbio entre os dois países nesse campo,

ACORDAM o seguinte:

artigo I

Os Governos da República Federativa do Brasil e da República da Colômbia designam, respectivamente, o Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico (CNPq) e o Fundo Colombiano de Investigação Científica e Projetos Especiais "Francisco José de Caldas" (COLCIENCIAS), como entidades executoras do presente Convênio.

artigo II

O CNPq e COLCIENCIAS promoverão o intercâmbio de pesquisadores, cientistas, técnicos e professores, com o objetivo de facilitar a realização de programas de pesquisa, a organização de seminários, palestras, cursos e programas de capacitação, estágios de formação, bem como a realização de consultas recíprocas e o intercâmbio de experiências.

artigo III

Será estabelecido, de comum acordo, no decorrer de encontros de delegações das entidades designadas, ou através de troca de correspondência, um programa de atividades, o qual poderá ser complementada ou revisto anualmente.

O referido programa e suas revisões serão submetidos à Comissão Mista de Cooperação Econômica e Técnica, criada pelo Convênio sobre Bases para a Cooperação Econômica e Técnica, de 28 de maio de 1958, e referida no Artigo II do Acordo Básico de Cooperação Técnica, de 13 de dezembro de 1972.

artigo IV

O CNPq e COLCIENCIAS acordam promover a troca de informações sobre seus programas de pesquisas e de suas respectivas atividades, procedendo à permuta de informações, de publicações e de documentos científicos e tecnológicos.

artigo V

O CNPq e COLCIENCIAS acordam facilitar o intercâmbio de pesquisadores, cientistas, técnicos e professores. A coordenação das medidas administrativas e técnico-científicas junto às instituições interessadas em participar dos programas de trabalho fica a cargo do organismo do país que receber o visitante, ao qual aplicar-se-ão as disposições do Artigo VII do Acordo Básico de Cooperação Técnica.

artigo VI

Dentro do programa de intercâmbio de pesquisadores, cientistas, técnicos e professores, cada uma das entidades designadas no Artigo I receberá, anualmente, visitantes qualificados, especialistas em áreas de interesse de ambos os países, com a prévia aquiescência tanto do país que envia o visitante quanto do país hospedeiro.

artigo VM

Em princípio, cada uma das entidades designadas pagará as despesas de transporte internacional de seus próprios pesquisadores, cientistas, técnicos e professores; as despesas com a hospedagem e transporte doméstico correrão por conta da entidade hospedeira.

artigo VIII

As entidades designadas abrirão um crédito recíproco, em moeda nacional, equivalente a uma determinada quantia em dólares dos Estados Unidos da América, para custeio das viagens internacionais, hospedagem e passagens domésticas dos pesquisadores, cientistas, técnicos e professores dos dois países.

artigo IX

Cada uma das entidades designadas assegurará aos

pesquisadores, cientistas, técnicos e professores visitantes, assistência médica em casos de emergência. Os ônus decorrentes de morte acidental ou invalidez permanente correrão por conta da entidade a que pertencer o visitante.

artigo X

Quando os programas comuns de pesquisa ou de intercâmbio derem lugar à importação de equipamento, material ou veículos, aplicar-se-á o disposto no Artigo **VIII** do Acordo Básico de Cooperação Técnica.

artigo XI

O presente Convénio Complementar terá uma dura-

ção de três anos e será prorrogado, automaticamente, por períodos iguais, a menos que uma das Partes comunique à outra sua decisão de não renová-lo, pelo menos três meses antes da data de seu término.

artigo XII

O presente Convénio, concluído no quadro do Acordo Básico de Cooperação Técnica, de 13 de dezembro de 1972, entra em vigor da data de sua assinatura.

Feito em Bogotá, D.E., aos 12 dias do mês de março de 1981, em dois exemplares, nas línguas portuguesa e espanhola, sendo ambos os textos igualmente autênticos.

brasil coordena as negociações para a paz entre equador e peru

Mensagem dos representantes dos Países Garantes do Protocolo do Rio de Janeiro (Argentina, Brasil, Chile e Estados Unidos da América) aos Chanceleres do Equador e do Peru, enviada em 31 de janeiro de 1981, logo após reunião, realizada em Brasília, para análise dos incidentes na zona fronteira equatoriana-peruana; nota oficial do Ministério das Relações Exteriores, divulgada em Brasília, em 2 de fevereiro de 1981, a propósito dos entendimentos entre Equador e Peru para a paz na região da Cordilheira do Condor, alcançados ante as gestões realizadas, em Brasília, pelos representantes dos Países Garantes do Protocolo do Rio de Janeiro, sob a coordenação do Secretário-Geral das Relações Exteriores, João Clemente Baena Soares; texto da declaração do delegado brasileiro na XIX Reunião de Consulta dos Ministros das Relações Exteriores da Organização dos Estados Americanos (OEA), Embaixador Alarico da Silveira Júnior, em Washington, em 3 de fevereiro de 1981; texto da declaração de voto que o delegado brasileiro, Embaixador Alarico da Silveira Júnior, pronunciou, em nome das delegações da Argentina, Brasil, Chile e Estados Unidos da América, na Reunião de Consulta da OEA, em Washington, em 4 de fevereiro de 1981; texto da Resolução aprovada, por consenso, pela sessão plenária da XIX Reunião de Consulta dos Ministros das Relações Exteriores da OEA, em Washington, em 4 de fevereiro de 1981; nota dos representantes da Argentina, Brasil, Chile e Estados Unidos da América, divulgada em Brasília, em 22 de fevereiro de 1981; nota à imprensa divulgada pelos representantes da Argentina, Brasil, Chile e Estados Unidos da América, em Brasília, em 26 de fevereiro de 1981, a propósito da aceitação, pelo Peru e pelo Equador, das sugestões de medidas na região fronteira; Comunicado Conjunto

Os representantes dos Países Garantes do Protocolo do Rio de Janeiro enviaram telegrama ao Presidente do Conselho Permanente da OEA dando-lhe conhecimento do apelo feito aos Chanceleres do Equador e do Peru.

Argentina-Brasil-Chile-Estados Unidos da América, divulgado pelo Palácio do Itamaraty em Brasília, em 7 de março de 1981, a propósito do acordo entre Equador e Peru para o reestabelecimento da paz na região; e Comunicado Conjunto Argentina-Brasil-Chile-Estados Unidos da América, divulgado pelo Palácio do Itamaraty em Brasília, em 19 de março de 1981, a propósito da concordância dos Governos do Equador e do Peru no sentido de adotar as medidas propostas para a região fronteira daqueles dois países:

MENSAGEM AOS CHANCELERES DO EQUADOR E DO PERU. EM 31 DE JANEIRO

Tendo em vista a receptividade manifestada pelos Governos do Equador e do Peru à exortação dos Estados Garantes, de 30 de janeiro de 1981, conforme demonstrada nas respostas construtivas dos dois países, que muito agradecem, a Argentina, o Brasil, o Chile e os Estados Unidos, preocupados com as graves informações sobre o prosseguimento dos incidentes armados, resolvem dirigir um instante apelo ao Peru e Equador no sentido de que anunciem publicamente a disposição de fazer entrar imediatamente em vigor o mais estrito cessar-fogo em toda a região fronteira e tomem as medidas efetivas necessárias para a completa suspensão de hostilidades.*

NOTA DO ITAMARATY, EM 2 DE FEVEREIRO

Os Governos do Equador e do Peru concordaram em cessar o fogo em sua área fronteira. Os representantes dos Estados Garantes do Protocolo do Rio de Janeiro de 1942 receberam as pertinentes informações de ambas as Chancelarias, que procederam a dar publicidade à decisão simultaneamente em Lima e Quito, às 13:30 horas de hoje (horas locais).

Ambas as partes aceitaram igualmente a sugestão apresentada ontem, 1º de fevereiro, pelos Chefes de Missão da Argentina, Brasil, Chile e dos Estados Unidos da América, em Quito e Lima, com referência à constituição de uma Comissão de Observadores que

examinará, in loco, o cumprimento do cessar fogo decidido.

Essa Comissão será integrada pelos Adidos Militares dos quatro países acreditados em Lima e Quito e iniciará sua tarefa hoje, em hora que será determinada entre as autoridades equatorianas e peruanas e as dos quatro países.

Os Representantes dos quatro países, que se reuniram durante os três últimos dias, iniciaram às 19 horas de ontem seu encontro agora encerrado, sob a Presidência do Senhor Ministro de Estado, interino, das Relações Exteriores, Embaixador João Clemente Baena Soares e com a participação dos Senhores Embaixadores da Argentina, Oscar Héctor Camilión, do Chile, Fernando Zegers Santa Cruz e dos Estados Unidos, Robert M. Sayre.

Os Representantes da Argentina, do Brasil, do Chile e dos Estados Unidos expressaram aos Governos amigos do Peru e do Equador sua profunda satisfação diante da decisão de por fim a um conflito que inquietava a todo o Continente, criando assim novas condições para consolidação da paz e da harmonia entre os países americanos.

DECLARAÇÃO DO DELEGADO BRASILEIRO NA REUNIÃO DA OEA, EMBAIXADOR ALARICO DA SILVEIRA JÚNIOR. EM 3 DE FEVEREIRO

É com justificada satisfação que deixo aqui registrar o fato de que, ao iniciar-se esta Reunião de Consulta, os Governos do Equador e do Peru, atendendo à exortação que lhes endereçaram os Governos do Brasil, da Argentina, do Chile, e dos Estados Unidos da América, já havia decretado um cessar fogo na zona fronteira.

2. Consoante sua tradição político-diplomática de cooperação, por todos os meios possíveis, na busca de soluções pacíficas para as controvérsias entre Estados-membros do sistema interamericano, deu o Brasil seu apoio, no Conselho da OEA, à convocatória desta Reunião de Consulta dos Ministros das Relações Exteriores, solicitada pelo Equador, na convicção de que, dadas as circunstâncias então invocadas, caberia recurso ao mecanismo previsto no artigo 59, primeira parte, da Carta da Organização.

3. O Governo brasileiro tomou esta posição no entendimento de que não existe incompatibilidade entre o acionamento do mecanismo previsto na Carta para a consideração de problemas de caráter urgente e as atribuições específicas e responsabilidades dos Estados Garantes do Protocolo de Paz, Amizade e Limites, firmado entre o Peru e o Equador em 29 de janeiro de 1942.

4. Desde o começo da presente crise, empenhou o Brasil seus máximos esforços em contribuir para a eliminação das tensões entre o Equador e o Peru, aos quais dirigiu apelo por Notas de 29 de janeiro, para que buscassem solucionar seus desentendimentos por vias pacíficas.

5. A pedido de meus colegas da Argentina, Chile e Estados Unidos, cabe-me manifestar que, pouco depois, atendendo à solicitação do Governo peruano, os Países Garantes do Protocolo do Rio de Janeiro, Argentina, Chile, Estados Unidos da América e Brasil, concordaram em reunir-se em Brasília na noite de 30 de janeiro. Ao final das deliberações, resolveram formular aos Governos do Peru e do Equador exortação veemente no sentido de que se abstivessem de todo recurso à força e se esforçassem para restabelecer entre eles, por meios pacíficos, um clima capaz de conduzir à superação das divergências. Para tal fim, reafirmaram a disposição de prestar às duas partes toda a assistência necessária.

6. Em todos os contatos mantidos com os quatro Governos, o Governo do Equador deixou claro seu ponto de vista, no sentido de que ao tratar do assunto com os representantes dos quatro países amigos — Argentina, Brasil, Chile e Estados Unidos da América — não estava prejudgando sua posição de princípio.

7. Conforme oportunamente comunicado ao Presidente do Conselho da OEA e, por seu intermédio, aos demais Estados-membros da Organização, em 31 de janeiro, os quatro países voltaram a expressar sua grave preocupação com a situação e fizeram apelo ao Peru e ao Equador no sentido de anunciar, publicamente, a disposição de fazer entrar imediatamente em vigor o mais estrito cessar-fogo em toda a região fronteira. Solicitaram igualmente que fossem tomadas as medidas efetivas necessárias para a completa suspensão de hostilidades.

8. Dando seqüência ao instante apelo de cessar-fogo, os Chefes de Missão dos quatro países empreenderam, na manhã de primeiro de fevereiro, gestões conjuntas em Lima e Quito, com vistas a assegurar a decretação e implementação de medidas tendentes a esse fim, e encontraram plena receptividade por parte dos Governos de Lima e Quito. Como resultado dessa grata convergência de atitudes e propósitos, tornou-se possível concertar com os Governos de Lima e Quito a suspensão de todas as hostilidades a partir de 13:30 horas do dia 2 do corrente. Além disso, foi possível enviar para a zona de conflito, a partir de Lima e Quito, Comissão de Observadores integrada por adidos militares da Argentina, Brasil, Chile e Estados Unidos da América, os quais estão, neste momento, verificando a observância do cessar-fogo. É-nos grato informar que os dois grupos de Adidos partiram

ontem, **dia 2**, à tarde para a região fronteira, imediatamente após a comunicação do cessar-fogo feito pelos dois Governos.

9. Ao apresentar esse relato que fiz em nome dos meus colegas da Argentina, do Chile e dos Estados Unidos, desejo ressaltar que a nobre tarefa de contribuir para a pacificação de dois povos irmãos constitui responsabilidade sumamente honrosa e árdua.

10. Nossos países recebem essa tarefa com compreensão realista das dificuldades, mas animados da invariável disposição que, em outras ocasiões no passado, nos levou a não poupar sacrifício na obra de edificação da paz.

11. Não podemos esconder nossos sentimentos de pesar diante dos sofrimentos e perdas ocasionados pelo conflito dos últimos dias e ante o abalo, ainda que momentâneo, dos ideais de concórdia e amizade que nos inspiram. Confiamos, entretanto, em nossa capacidade de retomar, sem desânimo, o caminho do entendimento e da moderação. É dentro desse espírito, que exortamos os Governos e povos irmãos do Equador e do Peru.

DECLARAÇÃO DE VOTO DO DELEGADO BRASILEIRO, EMBAIXADOR ALARICO DA SILVEIRA JUNIOR, EM 4 DE FEVEREIRO, EM NOME DAS DELEGAÇÕES DA ARGENTINA, DO BRASIL, DO CHILE E DOS ESTADOS UNIDOS DA AMÉRICA

Os delegados especiais da Argentina, Brasil, Chile e Estados Unidos da América, à XIX Reunião de Consulta de Ministros das Relações Exteriores declaram; por meu intermédio, o que segue:

Ao votar afirmativamente esta resolução no âmbito da Reunião de Consulta, fizemo-lo como reafirmação da nossa vontade de apoiar todo os esforços encaminhados à manutenção da paz e da segurança no continente.

Nossos países desejam deixar constância de seu firme propósito de continuar contribuindo para os esforços que se realizam para consolidar a paz e, nesse sentido, expressam formalmente seu reconhecimento aos Governos do Equador e do Peru por haverem acolhido as gestões destinadas a primeiro obter, e, em seguida, verificar o cessar-fogo.

Com relação a essas gestões, nossos países já informaram esta Reunião de Consulta sobre a posição do Governo do Equador.

Nosso voto nesta Reunião de Consulta de nenhuma forma afeta as responsabilidades que nossos países

assumiram e que estão dispostos a continuar assumindo em sua qualidade de Garantes do Protocolo Peruano-Equatoriano de Paz, Amizade e Limites, assinado no Rio de Janeiro, em 29 de janeiro de 1942.

RESOLUÇÃO DA OEA, APROVADA EM 4 DE FEVEREIRO

A Décima Nona Reunião de Consulta dos Ministros das Relações Exteriores,

visto:

O tema desta reunião intitulado "Cessação das Operações Militares verificadas na zona fronteira Peruano-Equatoriana na Cordilheira de El Condor, que motivaram a Décima Nona Reunião de Consulta dos Ministros das Relações Exteriores, e Manutenção da Paz", considerando:

Que o Conselho Permanente, por solicitação do Equador, convocou com a urgência requerida a Décima Nona Reunião de Consulta, mediante a Resolução CP/RES. 323 (450/81), de 29 de janeiro de 1981,

Que o propósito fundamental da Organização dos Estados Americanos em garantir a Paz e a Segurança do Continente;

Que o conselho permanente, na citada Resolução, expressou "sua profunda preocupação pelas circunstâncias que perturbam a amizade e a solidariedade entre dois povos irmãos" e instou "os Governos a que não realizem nenhum ato que possa agravar esta situação";

Que a informação dos Governos da Argentina, do Brasil, do Chile e dos Estados Unidos da América, anunciando a Cessação de Fogo alcançada por meio de suas gestões ante os Governos do Equador e do Peru, foi ratificada pelos Ministros das Relações Exteriores de ambos os Países, com os esclarecimentos que considerem pertinentes no âmbito desta reunião;

Levando em conta:

A exposição feita pelo Delegado Especial do Brasil "Em nome dos Governos da Argentina, do Brasil, do Chile e dos Estados Unidos da América sobre o trabalho que vem realizando com a anuência do Equador e do Peru";

Ouvidas:

As exposições dos Ministros das Relações Exteriores do Equador e do Peru sobre os fatos ocorridos na Fronteira entre o Equador e o Peru;

Reafirma:

Os princípios e propósitos consagrados na carta da Organização dos Estados Americanos para garantir a Paz e a Segurança no Continente, e a necessidade de preservar um clima permanente de entendimento e amizade;

Expressa:

Que a Organização dos Estados Americanos tem a irrenunciável obrigação de velar pela preservação, manutenção e consolidação da Paz no Continente;

Resolve:

1. Registrar com pesar que tenham ocorrido confrontações armadas entre os dois Estados Membros da Organização, os quais perturbam a Paz e a Segurança do Continente.
2. Receber com satisfação o anúncio dos dois Governos sobre a Cessação de Fogo na Zona de Conflito, ratificado por seus chanceleres no âmbito desta Reunião.
3. Instar ambos os países a desmobilizar, desconcentrar suas forças e desmontar os dispositivos militares instalados por motivo das confrontações, com a brevidade possível, limitando-se a manter os efetivos normais de vigilância de fronteiras.
4. Empressar satisfação pelo compromisso solene que ambos os países contraem nesta Reunião de Consulta, genuína representação dos povos e Governos da América, de restabelecer e consolidar a Paz, abstando-se de qualquer ato que possa perturbá-la e realizar todos os esforços para superar as dificuldades atuais.
5. Tomar nota de que ambos os países aceitaram a visita da Comissão constituída de representantes da Argentina, do Brasil, do Chile, e dos Estados Unidos da América, que já estão em funcionamento, para velar pela observância da Cessação de Fogo e criar condições de Paz entre eles, e expressar seu reconhecimento pelo trabalho que realizam os países mencionados.
6. Reafirmar a presença vigilante da Organização dos Estados Americanos para manter e fortalecer a Paz e contribuir para o entendimento entre os dois países.
7. Instruir o Conselho Permanente no sentido de que se mantenha informado das ações que venham a tomar ambos os Governos para cumprimento dos altos fins aqui indicados.

NOTA DOS REPRESENTANTES DOS ESTADOS GARANTES. DE 22 DE FEVEREIRO

Os representantes da Argentina, Brasil, Chile e Estados Unidos reunidos em Brasília expressam sua preocupação diante da seriedade dos incidentes de violação do cessar-fogo acordado pelo Equador e Peru, registrados nos dias 20 e 21 de fevereiro na vertente oriental da Cordilheira do Condor.

2. Tais incidentes confirmam a necessidade premente de que se ponham em execução as medidas propostas pelos quatro países aos Governos do Peru e do Equador, a fim de promover a separação dos efetivos na área de conflito.

3. A fim de evitar a repetição de incidentes e os riscos deles decorrentes para a paz entre os dois países, os representantes da Argentina, Brasil, Chile e Estados Unidos resolvem dirigir aos Governos do Equador e do Peru o mais veemente apelo no sentido de que observem rigorosamente seu compromisso de cessar-fogo e se abstenham estritamente de quaisquer atos ou declarações unilaterais que contrariem a letra e o espírito do cessar-fogo, aceitando, ao mesmo tempo, a imediata execução das medidas sugeridas para a separação das tropas.

4. Os representantes dos quatro países continuarão a manter-se em reunião permanente em Brasília a fim de acompanhar o desenvolvimento dos acontecimentos e prestar às partes sua fraterna assistência para a superação dos atuais problemas.

NOTA A IMPRENSA DOS REPRESENTANTES DA ARGENTINA, BRASIL, CHILE E ESTADOS UNIDOS, EM 26 DE FEVEREIRO

Os Representantes da Argentina, Brasil, Chile e Estados Unidos da América reunidos em Brasília comunicam que os Governos do Equador e do Peru aceitaram as sugestões formuladas pelos quatro países, no sentido de que se promova a imediata separação dos efetivos militares equatorianos e peruanos na zona da Cordilheira do Condor a distâncias razoáveis, assim como a realização de reuniões entre os Chefes Militares dos dois países.

De acordo com as respostas enviadas pelo Peru e pelo Equador aos Representantes dos Estados Garantes, os Governos equatoriano e peruano comprometem-se a dar início hoje, dia 26 de fevereiro, às doze horas, hora local (14 horas de Brasília), à operação de separação de tropas e a participar, a partir das dezenove horas, de reunião que se realizará na localidade de Huaquillas, no Equador, devendo o encontro seguinte ter lugar em Aguas Verdes, Peru.

Nessa reunião, o Equador estará representado pelo Vice-Almirante Raul Sorrosa Encalada e o Peru pelo Vice-Almirante Jorge Du Bois Gervasi.

A operação de separação de efetivos militares e as reuniões entre Chefes Militares deverão realizar-se com a presença de Observadores dos Quatro países, os quais estão enviando especialmente às reuniões os seguintes representantes: pelo Brasil, o General de Divisão Adhemar da Costa Machado; pelos Estados Unidos da América, o Major General William E. Masterson; pelo Chile, o General-de-Brigada Manuel Barros Recabarren e pela Argentina o General-de-Brigada Alfredo Sotera.

Este acordo, que constitui um passo importante para promover a consolidação da paz e da amizade entre o Peru e o Equador satisfaz significativamente o pedido que ambos países dirigiram oportunamente aos Governos da Argentina, Brasil, Chile e Estados Unidos da América e representa a implementação do parágrafo 3º da Resolução aprovada por consenso pela XIX Reunião de Consulta da OEA.

Estes ajustes práticos e os termos de sua aceitação pelas Partes não prejudicam questões de fundo.

Os Representantes dos quatro países manifestam sua satisfação pelo acordo alcançado entre os Governos do Equador e do Peru, aos quais expressam seu agradecimento pela cooperação demonstrada, formulando votos para que a implementação destas medidas contribua para restabelecer o clima de amizade e concórdia entre os dois países irmãos.

COMUNICADO A IMPRENSA ARGENTINA-BRASIL-CHILE-ESTADOS UNIDOS DA AMÉRICA, EM 7 DE MARÇO

Os Representantes da Argentina, Brasil, Chile e Estados Unidos, reunidos em Brasília, tomaram conhecimento dos textos apresentados pelos Senhores Almirante Raul Sorrosa Encalada e Almirante Jorge Du Bois Gervasi, designados pelos Governos do Equador e do Peru para as reuniões que se realizam em Huacillas e Aguas Verdes com assistência de delegados militares dos quatro países.

2. Os referidos textos confirmam que o Equador e o Peru deram estrito cumprimento ao cessar-fogo oportunamente acordado; que confirmaram a decisão de proceder à separação de forças na área dos incidentes; que concordaram em implementar a referida separação e, ademais, que providências nesse sentido se encontram em execução.

3. Os Representantes da Argentina, Brasil, Chile e Estados Unidos desejam expressar publicamente sua

satisfação diante destes fatos positivos. Ao mesmo tempo, os representantes dos Países Garantes consideram indispensável insistir em que ambas as Partes completem todas as medidas que, no terreno, sejam necessárias para que se conclua, pelas duas Partes, rapidamente, a separação de forças de maneira plenamente satisfatória.

4. Proceder-se-á nesse sentido a dar instruções imediatas à Comissão de Observadores para que comprove os movimentos que se produziram até agora e informe os representantes dos quatro países reunidos em Brasília. Com base nessa informação e em outras disponíveis, se procederá de imediato, conforme for indicado, a sugerir aos governos que tomem, com a máxima urgência, as medidas adicionais necessárias para que as sugestões apresentadas sejam atendidas.

5. Os Representantes dos quatro países desejam reafirmar uma vez mais que entendem que, neste contexto, as posições assumidas pelo Equador e pelo Peru, os termos em que elas se fundamentam e as decisões adotadas não prejudicam questões de fundo.

6. Os Representantes da Argentina, Brasil, Chile e Estados Unidos recomendam a continuação dos contatos entre Equador e Peru destinados a completar estes arranjos práticos com vistas a consolidar a paz. Reiteram, finalmente, sua convicção de que tais soluções só podem ser alcançadas por meios pacíficos com expresse e definitivo repúdio da força ou da ameaça de seu uso.

COMUNICADO SOBRE A SUGESTÃO DE MEDIDAS NA REGIÃO FRONTEIRIÇA PERU-EQUADOR. DE 19 DE MARÇO

Os Representantes da Argentina, Brasil, Chile e Estados Unidos da América, reunidos em Brasília, informam que os Governos do Equador e do Peru concordaram com a sugestão que lhes foi formulada pelos quatro países, no sentido de que se proceda à fase de desconcentração dos efetivos militares ao longo da região fronteira peruano-equatoriana.

Os Governos do Equador e do Peru comunicaram à Reunião dos Representantes em Brasília que deram início, na manhã do dia 16 de março corrente, às providências para a desconcentração de suas tropas na região.

Os Representantes da Argentina, Brasil, Chile e Estados Unidos da América expressam sua satisfação diante da efetivação pelos Governos do Peru e do Equador de mais esta importante etapa para a consolidação da paz entre os dois países irmãos.

ao deixar Brasília, embaixador austriaco recebe a ordem nacional do cruzeiro do sul

Do discurso do Ministro de Estado das Relações Exteriores, Ramiro Saraiva Guerreiro, no Palácio do Itamaraty em Brasília, em 12 de fevereiro de 1981, por ocasião da solenidade de entrega da Ordem Nacional do Cruzeiro do Sul ao Embaixador da Austria, Walter Magrutsch, que deixou suas funções no Brasil:

"Em fevereiro de 1978, Vossa Excelência apresentou ao Senhor Presidente da República as Cartas que o acreditaram como Embaixador Extraordinário e Plenipotenciário da Áustria junto ao Governo brasileiro. Passados três anos, Vossa Excelência é chamado ao exercício de nova missão, deixando entre nós lembrança cercada de simpatia.

As relações entre nossos dois países são antigas e marcadas por acontecimentos históricos de relevo.

Vossa Excelência, compreendendo o valor desta herança, soube imprimir-lhe dinamismo e objetividade. Esse esforço exerceu-se nos vários planos de nossas relações e abriu horizontes à maior cooperação nos campos comercial, industrial e tecnológico.

Como marco culminante de sua permanência entre nós, é-me grato recordar a visita oficial que o Ministro Federal dos Negócios Estrangeiros e a Senhora Willibald Pahr, fizeram ao Brasil, em 1980.

De nossos encontros, sobressaíram coincidências na percepção que temos da conjuntura internacional, particularmente no que tange à preeminência da instauração de uma nova ordem econômica internacional alicerçada na justiça e na cooperação entre os Estados, como condição indispensável para a paz e a segurança no mundo. Reafirmamos ainda o empenho de nossos Governos em aprofundar as relações bilaterais, sobretudo por meio da troca de delegações governamentais e empresariais de alto nível

Senhor Embaixador,

Estou seguro de que a estima e a consideração de todos os brasileiros que tiveram o privilégio de conhe-

cê-los, a Vossa Excelência e a Senhora Magrutsch, no plano pessoal, irão acompanhá-los para sempre,

Em reconhecimento aos serviços prestados em favor de um relacionamento cada vez mais intenso entre nossos países, o Senhor Presidente da República houve por bem agraciar Vossa Excelência com a Grã-Cruz da Ordem Nacional do Cruzeiro do Sul, com cujas insígnias tenho a honra de condecorá-lo.

Peço que aceite, juntamente com a Senhora Magrutsch, os votos de felicidade pessoal e de continuado êxito profissional que minha mulher e eu, de coração, apresentamos."

a despedida do embaixador do Suriname

Do discurso do Chanceler Saraiva Guerreiro, no Palácio do Itamaraty em Brasília, em 19 de fevereiro de 1981, por ocasião do almoço de despedida do Embaixador do Suriname, Inderdew Sewrajsing, que deixou suas funções em Brasília:

"Após vários anos de profícua convivência entre nós e de relevantes serviços prestados ao seu país, Vossa Excelência se prepara para deixar-nos, a fim de cumprir nova e importante missão diplomática, como representante do Suriname junto à Organização das Nações Unidas.

Não poderia deixar de evocar, nessa oportunidade, o significado de que se reveste a missão que Vossa Excelência desempenhou ao longo de sua permanência em nosso país. Durante a fase de transição que precedeu o 25 de novembro e após a independência do Suriname, foi confiada a Vossa Excelência a tarefa de ser o primeiro dos seus patrícios a chefiar a Missão diplomática do Suriname no Brasil.

Não apenas essas circunstâncias conferem um alto sentido à presença de Vossa Excelência entre nós. Sua marcante atuação diplomática coincidiu com iniciativas construtivas e enriquecedoras para nossos povos, no âmbito do relacionamento tanto bilateral quanto regional — iniciativas estas para cujo êxito muito contribuíram a dedicação e visão esclarecida de Vossa Excelência.

Pela dedicação e entusiasmo que colocou em sua

missão, pelas ideias que trouxe à tarefa comum de lançamento das bases de nossas relações, que hoje se situam em nível elevado de confiança, amizade e fraternidade, seu trabalho será sempre lembrado no Brasil.

Destacaria, como marcos importantes dessa experiência, as várias visitas com que nos honraram altas autoridades surinamenses, a assinatura do conjunto de atos internacionais que constituem a moldura de nossas relações, a I Reunião da Comissão Mista Brasil-Suriname, a implementação das decisões dessa Comissão, a melhoria de nossas comunicações, o incremento do nosso intercâmbio comercial, e, de modo especial, a contribuição relevante dada pelo Suriname em todas as fases do esforço comum de que resultou esse importante instrumento de cooperação regional que é o Tratado de Cooperação Amazônica.

Vossa Excelência pode estar seguro de que relações cada vez mais intensas e positivas com o Suriname constituem, para nós, objetivo de alta relevância. Muito há que se fazer, ainda, para o incremento da cooperação nas áreas comercial, cultural, técnica e científica. Estou certo de que tanto o Governo brasileiro quanto o surinamês saberão levar avante o espírito de fraternidade e respeito que existe entre os dois países.

Como um dos artífices dessa obra realizada em conjunto por nossas Chancelarias, Vossa Excelência terá notado que a mesma corresponde a anseios comuns e a laços históricos que nos cabe fortalecer.

Temos notado, com satisfação, que o Governo do Suriname tem buscado uma sempre maior aproximação com os países da América Latina. Numa conjuntura internacional particularmente inquietante, é imperativo que os países em desenvolvimento e, em particular, as nações latino-americanas, procurem estabelecer uma unidade de pensamento e de ação, para fortalecer sua posição relativa a tornar mais fácil a consecução de suas aspirações.

Senhor Embaixador,

Infelizmente, para a tarefa que o futuro nos reserva, não poderemos mais contar com a participação direta e estimulante de Vossa Excelência. Resta-nos, porém, a satisfação de saber que, em suas novas e altas funções, teremos a oportunidade de nos reencontrar e de trabalhar por valores que constituem a base de nossas sociedades.

Ao concluir, desejaria apresentar a Vossa Excelência e à Senhora Embaixatriz Sewrajsing, em meu nome e no de minha mulher, os mais sinceros votos de felici-

dade pessoal e de êxito na elevada missão a que foi chamado a cumprir como representante do Suriname nas Nações Unidas."

embaixador argentino despede-se de Brasília

Dos discursos do Chanceler Saraiva Guerreiro e do Embaixador da Argentina no Brasil, Oscar Mector Camilión, no Palácio do Itamaraty em Brasília, em 18 de março de 1981, por ocasião da solenidade de despedida do representante argentino, que deixou suas funções no Brasil:

SARAIVA GUERREIRO

"Poucas vezes uma despedida no Brasil terá sido marcada pelas circunstâncias que cercam a partida de Vossa Excelência.

Durante os anos que lhe coube desempenhar funções diplomáticas neste país, inicialmente como Ministro-Conselheiro no Rio de Janeiro e, três lustros mais tarde, como Chefe da Missão em Brasília, Vossa Excelência consolidou no Brasil firmes laços de simpatia e amizade.

O Governo argentino, ao designá-lo, em 1976, para chefiar sua representação em Brasília, certamente teve presentes além do desejo de estreitar os vínculos que unem nossos países, as condições especiais que distinguem Vossa Excelência: conhecedor, como poucos estrangeiros, dos hábitos e costumes da nossa terra, estudioso e analista da realidade brasileira, constantemente interessado nas manifestações culturais e artísticas de nosso povo.

A eficácia da atuação de Vossa Excelência, nesses quase cinco anos à frente da sua Embaixada, confirmou os méritos, reconhecidos nos serviços anteriormente prestados ao seu país, e a admiração e respeito dedicados a Vossa Excelência. A presença de Vossa Excelência em Brasília coincidiu com a expansão e amadurecimento dos vínculos brasileiro-argentinos.

A convivência entre a Argentina e o Brasil está alicerçada em fraterna amizade e aspirações comuns de progresso e bem-estar. Marcos altamente significativos a prefigurarem o curso futuro das relações bilaterais.

Caberia recordar, em particular, por sua importância não apenas bilateral, senão também regional, a conclusão entre nossos países e o Paraguai, em outubro de 1979, do Acordo sobre Itaipú e Corpus.

O diálogo em alto nível, sempre tão necessário entre países num mundo cada vez mais complexo, foi, no ano passado, expressivamente aprofundado com as visitas do Senhor Presidente da República à Argentina, em maio, e do Senhor Presidente Jorge Rafael Videla ao Brasil, em agosto. Os contatos paralelamente realizados nessas ocasiões, entre os setores públicos e privados de ambos os países, permitiram uma profícua troca de ideias em benefício dos anseios de dois povos naturalmente destinados a uma intensa cooperação.

Os atos celebrados ao ensejo das viagens presidenciais nos permitem medir a amplitude do quadro jurídico que orienta a expansão das relações brasileiro-argentinas. As aspirações e os interesses comuns no caminho do desenvolvimento dos nossos povos, norteiam nossa convivência fraterna.

Esse panorama de realizações inclui outros aspectos relevantes e iniciativas de porte, como as visitas trocadas entre altas autoridades governamentais de um e outro país, um intercâmbio comercial extraordinariamente intenso para nações em desenvolvimento, capaz de atingir patamares mais e mais elevados, as conversações e entendimentos entre setores competentes, em várias áreas de cooperação, e o desenvolvimento do intercâmbio cultural e educacional.

O nível e a densidade alcançados nas relações argentino-brasileiras permitem-nos encarar o futuro com a confiança de duas nações que souberam compreender a importância da cooperação internacional. Ao discursar nesta mesma sala, em agosto último, no jantar que ofereceu em homenagem ao seu colega argentino o Senhor Presidente da República assinalou: "se algum mérito houver de ser creditado aos nossos Governos, será o de termos reconhecido que as sólidas e permanentes bases de amizade entre a Argentina e o Brasil haviam chegado ao seu melhor momento histórico. A partir daí, foi fácil intensificar e ampliar o campo das nossas relações, assim como multiplicar e diversificar as áreas de cooperação".

Na atual conjuntura de crise mundial, assume inédita relevância a amizade entre a Argentina, o Brasil e os demais países irmãos da América Latina. A solidariedade, a unidade, de nossa região está em acelerada construção. A aproximação entre as nações americanas entram em nova e promissora etapa que nos oferece reais oportunidades para a harmonização e coordenação de umas posições internacionais.

Senhor Embaixador,

Com satisfação, recebi a notícia de que Vossa Excelência estará destinado, ao regressar ao seu país, a

ocupar a mais alta função na condução das relações exteriores da República Argentina, no futuro Governo do Senhor Tenente-General Roberto Eduardo Viola. Sucederá, assim, Vossa Excelência a nosso amigo Pastor, cuja dignidade no exercício do cargo e cujas altas qualidades humanas, o tornarão sempre lembrado com respeito e afeto. Devemos congratular-nos, pois, com que um dos trabalhadores de obra de aproximação entre os dois países venha a ocupar a Chancelaria argentina. Todos queremos para o bem dos dois países que essa aproximação seja durável e crescente. Alegro-me, assim a perspectiva de continuar a ter em Vossa Excelência, como próximo Chanceler argentino, o interlocutor para as questões de nosso interesse comum. A lúcida inteligência de Vossa Excelência e os sólidos conhecimentos e a vasta experiência que acumulou no campo das relações internacionais, em funções como as de Subsecretário das Relações Exteriores, Ministro Conselheiro e Embaixador no Brasil, na imprensa e no magistério superior, são garantia do êxito que todos auguramos nas responsabilidades que lhe serão confiadas. Despedimos assim o Embaixador e o futuro Chanceler, mas sobretudo o amigo.

Esteja certo, Vossa Excelência, e a Embaixatriz Suzana de Camilión, que deixa grata lembrança em todos os que tiveram o privilégio de conhecê-la, da amizade e da admiração de todos nós.

Com estes sentimentos, e já com as saudades que os acompanharão, permito-me convidar os presentes a comigo erguerem suas taças pela prosperidade da Nação Argentina, pela ventura pessoal do Excelentíssimo Senhor Presidente Tenente-General Jorge Rafael Videla, pela permanente amizade brasileiro-argentina e pela felicidade pessoal dos amigos Embaixador e Senhora Oscar Hector Camilión."

OSCAR CAMILIÓN

"El Canciller dei Brasil, todos los sabemos, es un refinado caballero y un diplomático dei más alto nivel de competencia y sutileza. Es a su caballerosidad y a su gentileza que cabe acreditar el aspecto personal que para mi tiene este emocionante" homenaje. Es a su fineza política que corresponde imputar el verdadero sentido de este banquete que, naturalmente, no debe referirse a otro destinatário que a la República Argentina y a sus relaciones con el Brasil.

Tenemos todos conciencia de que esas relaciones hoy, han alcanzado un nivel que no conoce antecedentes. Al mismo tiempo, todos reconocemos que este estado de cosas corresponde al mejor interés de ambos países y al de los pueblos de América. Podemos llegar a admitir que introduce un factor positivo, de peso, en el escenario internacional. Coincidimos,

finalmente, en que esta feliz situación corresponde a la razón y a la naturaleza de las cosas.

La Argentina y el Brasil ocupan lugares semejantes en América Latina y en el concierto mundial. Son, como los otros países de raigambre ibérica, naciones en desarrollo, con todos los problemas comunes que estos pueblos deben enfrentar. Nuestra inserción en la política y la economía mundiales es esencialmente semejante. Los problemas que ocurren en otros centros nos afectan parejamente. Las soluciones que pretendemos reciban esos problemas, nos benefician de forma similar. Los matices con que podemos encarar lo que ocurre más allá de nuestras fronteras, simplemente confirman el dato obvio de que brasileños y argentinos somos, también, pueblos distintos, con destino propio y peculiaridades características.

Hay otro elemento común, malgrado diferencias visibles en la geografía y en la cultura. La Argentina y el Brasil enfrentan el desafío de la integración y del desarrollo de vastas geografías. Nuestros dos países constituyen la cuarta y quinta superficie explotable del mundo, respectivamente. A pesar de la aparente diferencia de peso absoluto de nuestras poblaciones, nuestra geografía es más bien la de vastos desiertos a conquistar. Entre nuestras fronteras se encierran los últimos grandes vacíos demográficos explotables que existen en el mundo Occidental. Al mismo tiempo, enfrentamos esos vacíos y los desafíos que involucran, con semejante insuficiencia de recursos humanos y tecnológicos, aunque con la misma ambiciosa vocación de cumplir en ellos un destino nacional madurado, una empresa realmente fascinante de vida en común.

Quienes pensaron a fondo nuestros problemas, Sarmiento o Euclides da Cunha, Gilberto Freyre o Ezequiel Martínez Estrada, sabían que el tema de su meditación era una Nación con posibilidades de aporte propio a la cultura mundial. La civilización y barbarie que polarizó a Sarmiento y la caracterización similar que permea implícitamente las páginas de "Os Serões", repetían, en América las dicotomías que en Europa pensaban en su tiempo los grandes precursores de la sociología moderna. El Paraíso en los Trópicos de Freyre y la Radiografía de la Pampa de Martínez Estrada, replanteaban más cerca de nuestros días la perplejidad del pensamiento ante el gran desafío: pensar en grande una Nación destinada a ser grande por datos geográficos naturales y por la ambición legítima e irrenunciable de construir en ellos formas de vida mejor.

Por eso es que a los argentinos y a los brasileños nos ocurre un fenómeno extraño. Comprendemos mejor a nuestro propio país, cuando vivimos en el otro. Esa vivencia y la natural convivencia que suscita, nos per-

mite entender mejor lo que ocurre en nuestra propia casa. Vemos los mismos problemas, en perspectiva un poco alejada. Vemos también como esos problemas son encarados con criterios acertados o errados. Tenemos permanentemente, cuando nos enteramos de actos de gobierno o de reacciones de la sociedad civil que ocurren en la Argentina o en el Brasil, la sensación de "deja vu". Y una vez más la explicación es clara: nuestros dos países enfrentan la misma tarea, el desarrollo y la integración de un espacio grande.

La historia nos enseña que recorrimos las mismas etapas. Fuimos colonizados por la misma cultura, sobre etnias nativas similares. Obviamente, portugueses y españoles dejaron su propio trazo en nuestra historia respectiva, pero fue tal vez más importante el dato de que la gran construcción colonial se montó sobre la práctica ausencia de civilizaciones amerindias. Entramos en el proceso de independencia con las mismas inclinaciones y parejas actitudes e ideologías. Nos integramos en el mundo de la división de trabajo establecido por la economía industrial capitalista en lugares relativamente equivalentes de la periferia. Fuimos, en esos tiempos, expresiones bastante similares de lo que un inteligente brasileño ha llamado, con referencia a la Argentina, el "próspero subdesarrollo". Pasamos por nuestra república vieja, por nuestro patriciado progresista, por nuestras democracias limitadas y luego ampliadas, por nuestros esfuerzos de regímenes de participación total, por nuestros populismos y por nuestros reveses institucionales, por nuestras frustraciones y la violencia que engendran y por la penosa necesidad de reconstruir, casi desde ruinas, la organización del Estado.

Era lógico que al cabo de tantas semejanzas, brasileños y argentinos nos encontráramos finalmente en un diagnóstico común y coincidiéramos en la necesidad, también común, de apoyarnos mutuamente, en una relación basada en los criterios de la racionalidad, el interés común y la confianza recíproca.

En el último cuarto del siglo, todo contribuía ya no retóricamente, a acercarnos y a unimos. En el mundo, era idéntico nuestro interés por la consolidación de la paz y la reducción de las tensiones. Habíamos aprendido que la guerra fría y los conflictos en el gran marco de la seguridad mundial, reducían nuestra capacidad de acción política y comercial. También era materia de conocimiento comprobado, que nuestra condición cultural occidental, dato objetivo de nuestro modo de ser y de nuestra nacionalidad respectiva, no garantizaba ajustes automáticos en la esfera de los intereses económicos, políticos o culturales.

La necesidad de desarrollo económico estimulaba nuestra identificación con los países que en otras

áreas se encontraban en estadios similares, a despecho de diversos problemas de seguridad y de marcadas diferencias culturales de todo signo. Ese proceso comenzó hace al menos dos décadas, bastante bruscamente. Quien se molesta hoy a leer las actitudes económicas que estaban detrás de las preocupaciones latinoamericanas en momentos como el de Chapultepec y las coteja con las que brotaron incontinentemente en la Operación Panamericana, quince años más tarde, se asombra de la diferencia. Se asombra, también de que no se vieran, hace treinta y cinco años, cosas tan claras.

Esas cosas las vemos hoy con mucha mejor perspectiva. Hemos aprendido a que la firmeza de nuestras ideas no se deforme por el prisma de las ideologías. Hemos aprendido a no comprar conflictos. Hemos aprendido a que la defensa de nuestros intereses se convierta en el primero de nuestros deberes. En la multitud de foros internacionales, incluso aquellos en que la retórica campea de manera irresistible, sabemos hoy identificar lo que nos conviene. Hemos aprendido a definir la categoría del interés nacional como un dato objetivo que, en última instancia, interpretamos como lo que mejor habrá de traducirse en el bienestar del pueblo, democráticamente concebido.

Son esas perspectivas globales las que explican el fenómeno de la creciente identificación de la Argentina y el Brasil, a su vez, aspecto parcial de la de los países latinoamericanos, en cuya trama se inserta nuestra diplomacia bilateral. Difícil resulta mencionar hoy algún tema de la política mundial en el que las diplomacias conducidas desde Itamaraty o el Palácio San Martín no coincidan básicamente. Los énfasis diversos que se ponen corresponden a naturales desajustes en los tiempos en que los problemas se encaran. Pero todo parte de una matriz común: la conciencia de que debemos insertarnos en un mundo

en el que somos países en desarrollo, con el mandato de consolidar una nación en un espacio geográfico grande.

No creo necesario entrar en detalles en los aspectos generales de nuestro modo de ver los aspectos actuales de la política mundial y de nuestra relación bilateral. Por supuesto, no puedo dejar de señalar el dato circunstancial de que me cupiera el privilegio de encabezar la embajada argentina en Brasil en estos años cruciales. Pocos diplomáticos en la historia de las relaciones internacionales latinoamericanas tuvieron la suerte de intervenir en una negociación tan sutil, compleja, difícil y trascendente como la que llevó a los acuerdos de Itaipú-Corpus. Pocos han podido comprobar, en tan corto plazo, la obvia previsión que anticipaba un verdadero torrente de iniciativas fructíferas bilaterales, luego de removido un obstáculo que bajo la aparente compaginación técnica entre dos represas hidroeléctricas, ocultaba un conflicto de fronteras. Las dos partes tenían clara conciencia, en última instancia, de esa situación lo que explica la ola positiva registrada después en la Argentina y el Brasil como reacción natural ante una solución racional y ecuánime.

Pienso que a partir de ese aporte a la convivencia hemisférica, nuestros dos países replantearon de manera positiva el cuadro de relaciones regional. Pienso que las líneas abiertas, se ampliarán en el futuro. Sé lo que piensan en este sentido todos los sectores que cuentan en el Brasil. Por parte del gobierno de la Argentina, hay mucho dicho hasta ahora. No necesito insistir en que en las funciones que el futuro gobierno ha decidido acordarme, continuaré ajustado a la línea que siempre me inspiró: la procura del interés común, a través de su indagación racional, en un clima de mutua confianza."

presidente figueiredo envia mensagem ao papa joão paulo II pelo dia mundial da paz

Mensagem do Presidente João Figueiredo
ao Papa João Paulo II, enviada em 1?
de janeiro de 1981, a propósito do Dia
Mundial da Paz:

É-me particularmente grato associar o Governo e o povo brasileiro à comemoração do Dia Mundial da Paz, em boa hora instituído pelo Papa Paulo VI, de tão saudosa memória, e felizmente conservado por Vossa Santidade. O sugestivo tema — "Para servir a paz, respeita a liberdade" — alcançará, estou certo, merecida repercussão em meu país. Possa o Criador incutir, no ano que se inicia, o profundo significado de palavras tão sábias no coração de todos os homens.

João Figueiredo
Presidente da República Federativa do Brasil

brasil condena ameaça de ataque contra moçambique

Mensagem do Chanceler Saraiva Guerreiro
ao Ministro, interino, dos Negócios
Estrangeiros de Moçambique, José Oscar
Monteiro, enviada em 7 de fevereiro de 1981:

O Encarregado de Negócios do Brasil em Maputo transmitiu-me o teor da comunicação feita por Vossa Excelência aos Chefes de Missão Diplomática, na noite de ontem, sobre a ameaça iminente de ataque armado sul-africano contra Moçambique. Ao tomar conhecimento da comunicação de Vossa Excelência, quero expressar a firme esperança de que não venha a ocorrer essa agressão contra a segurança e a soberania de Moçambique. Tal ato mereceria, incontestavelmente, veemente condenação pelo Brasil e pela comunidade internacional. Alta consideração.

Ramiro Saraiva Guerreiro
Ministro de Estado das Relações Exteriores da
República Federativa do Brasil

troca de mensagens

No período de janeiro a março de 1981,
o Governo brasileiro expediu as seguintes
mensagens:

- Mensagens de felicitações do Presidente João Figueiredo ao novo Presidente da República do **Senegal**, Abdou Diouf, ao novo Primeiro-Ministro senegalês, Habib Thiam, e ao ex-Presidente daquela país, Léopold Sedar Senghor, em 5 de janeiro.
- Mensagem de felicitações do Presidente João Figueiredo ao Presidente-eleito dos **Estados Unidos da América**, Ronald Reagan, em 6 de janeiro. O Presidente João Figueiredo recebeu mensagem de agradecimento do Presidente do Ronald Reagan, em 20 de janeiro.
- Mensagem de felicitações do Presidente João Figueiredo ao Presidente reeleito de **Portugal**, António dos Santos Ramalho Eanes, em 14 de janeiro.
- Mensagem de felicitações do Ministro de Estado das Relações Exteriores, Ramiro Saraiva Guerreiro, ao novo Chanceler do **Zimbábue**, Witness Mangwende, em 15 de janeiro.
- Mensagem de agradecimento do Presidente João Figueiredo ao Presidente da **França**, Valéry Giscard d'Estaing, logo após deixar o espaço aéreo daquele país, em 1? de fevereiro.
- Mensagem de agradecimento do Presidente João Figueiredo ao Presidente de **Portugal**, António dos Santos Ramalho Eanes, logo após deixar o espaço aéreo daquele país, em 4 de fevereiro.
- Mensagem de agradecimento do Presidente João Figueiredo ao Presidente da **Colômbia**, Júlio César Turbay Ayala, logo após deixar o espaço aéreo colombiano, em 13 de março.
- Mensagens de pêsames do Presidente João Figueiredo ao Presidente da **União das Repúblicas Socialistas Soviéticas** e do Ministro de Estado, interino, das Relações Exteriores, João Clemente Baena Soares, ao Chanceler soviético, enviadas

em 24 de março, a propósito do falecimento do Embaixador daquele país no Brasil, Dmitri A. Jukov.

- Mensagens de felicitações do Presidente João Figueiredo ao Presidente da **Argentina**, Roberto Eduardo Viola, por ocasião da posse do novo Chefe-de-Governo argentino, e do Chanceler

Saraiva Guerreiro ao novo **Ministro das Relações Exteriores** e Culto daquele país, **Oscar Hector Camilion**, enviadas em 30 de **março**.

- Mensagem de solidariedade do Presidente **João Figueiredo** ao Presidente dos **Estados Unidos da América**, Ronald **Reagan**, enviada em 30 de março.

vice-primeiro-ministro de cingapura visita o brasil

Visitou o Brasil, nos dias 15 e 16 de janeiro, o Segundo Vice-Primeiro Ministro da República de Cingapura, Senhor Sinnathamby Rajaratnam, acompanhado pelo Embaixador de Cingapura em Washington, também acreditado em Brasília, Senhor Punch Coomaraswamy, e pelo Representante Permanente de Cingapura na Organização das Nações Unidas, Senhor Tommy Koh Thong Bee.

no brasil, o secretário de comércio do paquistão

O Secretário de Comércio do Paquistão, Senhor Izharul Haque, principal responsável por assuntos de comércio no Ministério da Indústria e do Comércio do Paquistão, visitou ao Brasil, no período de 08 a 14 de fevereiro, acompanhado de comitiva de três membros.

As relações Brasil-Paquistão se têm intensificado nos últimos três anos, sobretudo no campo comercial, cujo incremento tem sido favorável ao Brasil. No período de janeiro a setembro do ano passado, o Paquistão exportou para o Brasil principalmente arroz, e ainda, artigos de algodão, tapetes e instrumentos médicos, num montante de aproximadamente US\$ 9 milhões. Nesse mesmo período, importou do Brasil cerca de US\$ 87 milhões, destacando-se o óleo de soja (principal responsável pelo incremento das exportações brasileiras), máquinas e acessórios, não-elétricos, veículos ferroviários, chá, e elementos químicos. Em junho de 1980, a Interbrás firmou um contrato com a **Trading Corporation of Pakistan**, para o fornecimento de 39 mil toneladas de óleo de soja àquele país. Foi a primeira transação direta entre a firma brasileira e a companhia estatal paquistanesa, que tornou possível um exame da possibilidade de ser fechado um contrato para fornecimento do produto a longo prazo.

delegação nigeriana conhece experiência brasileira na implantação de Brasília

Em visita ao Brasil, no período de 7 a 12 de fevereiro,

o Ministro para a Capital Federal da Nigéria, Senhor John Jattan Kadiya, que se faz acompanhar de delegação composta de doze membros.

O Ministro Kadiya pretende conhecer "in loco" a experiência brasileira na construção e implantação de Brasília como capital federal, visando a recolher subsídios úteis para o projeto, ora em curso na Nigéria, de transferência da capital para a cidade de Abuja, que será concebida para o mesmo fim.

Nesse sentido, o Ministro Kadiya deverá se avistar com o Ministro de Estado das Relações Exteriores, Embaixador Ramiro Saraiva Guerreiro, com o Governador do Distrito Federal, com o Secretário de Viação e Obras do GDF e com a diretoria da NOVACAP. Em Brasília, onde permanecerá nos dias 9, 10 e 11 de fevereiro, o Ministro nigeriano e sua delegação visitarão pontos de interesse e obras em processo de execução.

A delegação nigeriana visitará ainda São Paulo, onde deverão ser mantidos contatos, a nível empresarial, com segmentos do setor privado brasileiro da área de engenharia e projetos de consultoria.

a segunda reunião da comissão mista brasil-guiné-bissau

Realizou-se em Brasília, nos dias 17 e 18 de fevereiro a II Reunião da Comissão Mista Brasil-Guiné-Bissau.

A delegação guineense esteve chefiada pelo Senhor Mário Cabral, Ministro do Desenvolvimento Rural e Ministro da Informação e Cultura da Guiné-Bissau, e integrada pelo Embaixador Leonel Vieira, Diretor-Geral de Assuntos Econômicos, Culturais e Administrativos do Ministério dos Negócios Estrangeiros; pelo Engenheiro Jorge Oliveira, funcionário do Ministério de Desenvolvimento Rural, e pelo Senhor Carlos Dias, Diretor do Serviço de Material e Patrimônio do Ministério de Educação Nacional.

O objetivo do encontro foi examinar a evolução das relações entre os dois países, desde agosto de 1979 (data da primeira reunião da Comissão Mista), especialmente no que tange à cooperação técnica e ao comércio, e programar a cooperação e o intercâmbio para o próximo período.

ministro das indústrias primárias da malásia mantém contatos no brasil

O Senhor Paul Leong, Ministro das Indústrias Primárias da Malásia, visitou o Brasil no período de 17 a 22 de fevereiro com o objetivo de examinar com as autoridades brasileiras interesses comuns nos campos da borracha, óleo de palma, projetos florestais, estanho, tecnologia do álcool carburante e açúcar. O Senhor Leong se fará acompanhar de comitiva composta pelos Chefes do Departamento de Minas e Departamento Florestal, uma autoridade em assuntos de óleo de palma, um funcionário do Ministério das Relações Exteriores e três outros assessores.

Em Brasília, os visitantes tiveram audiências com os Ministros da Agricultura, Indústria e Comércio e Relações Exteriores, além de contatos com a EMBRAPA, IBDF, SUDHEVEA, CONSIDER, STI, CENAL e CEPLAC. Em São Paulo, visitaram a Fiesp, a Associação Nacional da Indústria Pneumática e uma destilatória de álcool no interior do estado.

participantes do IV citre regressam ao brasil

Estarão regressando ao Brasil, a partir deste mês de fevereiro, os 27 participantes do IV Ciclo de Treinamento de Especialistas em Promoção Comercial — IV CITRE. Com o regresso deste grupo, eleva-se a 113 o número de especialistas em Promoção Comercial do Programa CITRE postos à disposição do mercado nacional de trabalho.

O Programa CITRE, desenvolvido conjuntamente pelo Ministério das Relações Exteriores, através de seu Departamento de Promoção Comercial, e pelo Instituto de Planejamento Económico e Social (IPEA) da SEPLAN, através do Centro de Treinamento para o Desenvolvimento Económico — CENDEC, visa, basicamente, a treinar profissionais de nível superior em técnicas de comercialização externa de bens e serviços e colocá-los à disposição do mercado nacional de trabalho, notoriamente carente de mão-de-obra no setor. O Programa CITRE constitui-se, portanto, num importante apoio às empresas engajadas no esforço nacional de exportação.

Os participantes do I, II e III Ciclos, em número de 86, já estão incorporados ao mercado de trabalho, respectivamente desde maio de 1978, fevereiro de 1979 e agosto de 1980, em empresas públicas e privadas,

no Brasil e no exterior. Eles são recrutados dentre técnicos portadores de diploma de nível superior, através de concurso de provas, e selecionados por meio de testes e entrevistas aplicados por comissão mista formada por membros do Itamaraty e do CENDEC. Os candidatos selecionados, após realizarem curso intensivo de treinamento no Brasil, com duração de 5 meses, cumprem programa de estágio de treinamento em serviço, durante 2 anos, nos Setores de Promoção Comercial de Embaixadas e Consulados brasileiros no exterior. Esta experiência no exterior, tanto pessoal quanto profissional, e a vivência íntima dos mercados externos do Brasil para bens e serviços são certamente de grande valia para apurar o treinamento de especialistas em promoção comercial.

instituto rio-branco já formou 20 bolsistas estrangeiros

Iniciado em 1976, o Programa de bolsistas estrangeiros do Instituto Rio-Branco permitiu, até agora, a formação de 20 diplomatas de doze países estrangeiros, a saber: Barbados, Bolívia, Cabo Verde, Costa do Marfim, Costa Rica, El Salvador, Equador, Gana, Honduras, Panamá, Quênia e Venezuela.

No momento, freqüentam o Curso de Preparação à Carreira de Diplomata treze alunos estrangeiros: 7, no segundo ano, que deverão formar-se em 1981, e 6, no primeiro ano, que deverão formar-se em 1982.

São os seguintes os atuais alunos estrangeiros do 1º ano do CPCD:

- Carmen Silvana Sandoval Landívar (Bolívia)
- José Armando Filomeno Ferreira Duarte (Cabo Verde)
- Maria dei Carmen González (Equador)
- Maria de Lourdes Fortes Pimentel (Guiné-Bissau)
- José Luis Moncada Rodriguez (Honduras)
- Harold André Resida (Suriname)

reuniões de comissões mistas

- II reunião da Comissão Mista Brasil-Guiné-Bissau, em Brasília, dias 17 e 18 de fevereiro.
- I reunião da Comissão Mista de Coordenação para Cooperação Económica entre Brasil e Nigéria, em Lagos, de 23 a 25 de março.
- X reunião da Comissão Mista Teuto-Brasileira de Cooperação Científica e Tecnológica, em Brasília, nos dias 31 de março e 1º de abril.

índice

figueiredo em paris amplia as relações franco-brasileiras discursos dos presidentes valéry giscard d'estaing e João figueiredo, no aeroporto de orly, por ocasião da chegada do presidente brasileiro à frança	3
giscard d'estaing homenageia o presidente brasileiro discursos dos presidentes da frança e do brasil, no palácio grand trianon, por ocasião de jantar oferecido pelo presidente francês ao primeiro-mandatário brasileiro	4
presidente joão figueiredo visita a sede da unesco, em paris discursos do diretor-geral da unesco, m. amadou-m'bow, e do presidente joão figueiredo, em paris, por ocasião da visita do presidente brasileiro à sede daquela organização	10
joão figueiredo abre a reunião empresarial brasil-frança discurso do presidente joão figueiredo, em paris, por ocasião da abertura da reunião empresarial brasil-frança	16
figueiredo a giscard d'estaing: nova etapa nas relações brasil-frança brinde do presidente joão figueiredo, em paris, por ocasião do jantar que ofereceu ao presidente francês, valéry giscard d'estaing	19
a homenagem do primeiro-ministro francês ao presidente figueiredo discursos do primeiro-ministro da frança, raymond barre, e do presidente joão figueiredo, em paris, por ocasião do almoço oferecido ao chefe de estado brasileiro	20
ao receber homenagem do prefeito de paris, figueiredo destaca a influência francesa na cultura brasileira discursos do prefeito de paris, jacques chirac, e do presidente joão figueiredo, no hôtel-de-Ville de paris, por ocasião da visita do primeiro-mandatário brasileiro à sede da prefeitura parisiense	25
comunicado conjunto registra os entendimentos franco-brasileiros comunicado conjunto brasil-frança, divulgado em paris, ao final da visita do presidente joão figueiredo àquele país	28
no brasil, o primeiro-ministro do canada, pierre trudeau discursos do presidente joão figueiredo e do primeiro-ministro do canada, pierre elliot trudeau. no palácio do itamaraty em Brasília, por ocasião de almoço oferecido ao chefe-de-governo canadense	35
visita de figueiredo a portugal reforça os laços luso-brasileiros discurso do presidente joão figueiredo, em lisboa, logo após sua chegada à capital portuguesa	39
ramalho eanes a figueiredo: olhamos o brasil como potência emergente discursos dos presidentes de portugal, antonio dos santos ramalho eanes, e do brasil, joão figueiredo, no palácio da ajuda, em lisboa, por ocasião do banquete oferecido ao chefe da nação brasileira	40
	189

presidente brasileiro visita a câmara municipal de lisboa e a assembleia legislativa portuguesa

discursos do presidente da câmara municipal de lisboa, nuno krus abecasis, e do presidente João figueiredo, por ocasião da visita do presidente brasileiro àquela casa; e discursos do presidente da assembleia legislativa portuguesa, leonardo ribeiro de almeida, e do presidente João figueiredo por ocasião da visita do primeiro-mandatário brasileiro àquela assembleia

44

figueiredo a ramalho eanes: minha visita reafirma a solidariedade e o entendimento entre brasil e portugal

discursos dos presidentes João figueiredo e antonio dos santos ramalho eanes, no palácio de queluz, em lisboa, por ocasião do banquete que o presidente brasileiro ofereceu ao presidente português

50

figueiredo homenageado pelo primeiro ministro de portugal, francisco pinto balsemão

discursos do primeiro-ministro de portugal, francisco pinto balsemão, e do presidente João figueiredo, em sintra, por ocasião de almoço oferecido ao chefe de estado brasileiro

52

o encontro empresarial luso-brasileiro

discurso do presidente João figueiredo, em lisboa, por ocasião do encerramento do encontro empresarial luso-brasileiro

58

na visita à cidade do porto, figueiredo recebe homenagem do presidente ramalho eanes

discursos dos presidentes antonio dos santos ramalho eanes e João figueiredo, no palácio da bolsa da cidade do porto, por ocasião de almoço oferecido ao primeiro-mandatário brasileiro

60

figueiredo visita a câmara municipal da cidade do porto

discursos do presidente da câmara municipal da cidade do porto e do presidente João figueiredo, por ocasião da visita do presidente brasileiro àquela casa portuense

62

saraiva guerreiro é homenageado pelo chanceler português

discurso do ministro de estado das relações exteriores, ramiro saraiva guerreiro, em lisboa, por ocasião de almoço que lhe foi oferecido pelo ministro dos negócios estrangeiros de portugal, andré gonçalves pereira

65

comunicado conjunto ressalta a aproximação entre brasil e portugal

comunicado conjunto brasil-portugal, divulgado em lisboa, ao final da visita do presidente brasileiro à capital portuguesa

66

sexta conferência da comissão mista brasileiro-francesa demarcadora de limites

discurso do secretário-geral das relações exteriores, João clemente baena soares, no palácio do itamaraty em Brasília, por ocasião da abertura da sexta conferência da comissão mista brasileiro-francesa demarcadora de limites

71

ministro dos negócios estrangeiros do congo visita o brasil

discurso do chanceler saraiva guerreiro, no palácio do itamaraty em Brasília, por ocasião do almoço oferecido ao ministro dos negócios estrangeiros da república popular do congo, pierre nzé

73

comunicado conjunto relata os entendimentos do chanceler congolês em Brasília

comunicado conjunto brasil-congo, assinado, no palácio do itamaraty em Brasília, pelo ministro de estado das relações exteriores e pelo ministro congolês dos negócios estrangeiros pierre nzé

75

na mensagem ao congresso, figueiredo destaca a política de igualdade com a América latina e África

trechos sobre política externa brasileira, extraídos da mensagem do presidente João figueiredo ao congresso nacional, por ocasião da abertura da sessão legislativa de 1981

79

figueiredo em bogotá inicia uma nova etapa nas relações brasil-colômbia discurso do presidente João Figueiredo em Bogotá, logo após sua chegada a capital colombiana	99
presidente Figueiredo recebe as chaves simbólicas da cidade de Bogotá discurso do presidente João Figueiredo, na prefeitura municipal de Bogotá, ao receber as chaves simbólicas da capital colombiana	100
a homenagem da classe empresarial colombiana ao presidente João Figueiredo discurso do presidente João Figueiredo no Country Club de Bogotá, por ocasião de almoço que lhe foi oferecido pela classe empresarial da Colômbia	101
presidente João Figueiredo visita o congresso da República da Colômbia discurso do presidente João Figueiredo no congresso da República da Colômbia	104
figueiredo recebe o grande colar da ordem de Boyacá discurso do presidente João Figueiredo no Palácio Narino, em Bogotá, por ocasião do banquete que lhe foi oferecido pelo presidente da Colômbia, Julio César Turbay Ayala, durante o qual o primeiro-mandatário brasileiro recebeu o grande colar da ordem de Boyacá	106
presidente colombiano recebe de Figueiredo o grande colar da ordem nacional do Cruzeiro do Sul discursos dos presidentes João Figueiredo e Julio César Turbay Ayala, no Hotel Tequendama, de Bogotá, por ocasião de banquete oferecido pelo presidente brasileiro ao presidente colombiano, durante o qual o primeiro-mandatário da Colômbia recebeu do chefe de estado brasileiro o grande colar da ordem nacional do Cruzeiro do Sul	109
figueiredo na assinatura de atos: acordos fortalecerão a amizade e a colaboração entre Brasil e Colômbia discursos dos presidentes Julio César Turbay Ayala e João Figueiredo, no Palácio Narino de Bogotá, por ocasião da solenidade de assinatura de atos entre o Brasil e a Colômbia	114
declaração conjunta relata os entendimentos do presidente Figueiredo em Bogotá declaração conjunta Brasil-Colômbia, assinada em Bogotá, pelos presidentes João Figueiredo e Julio César Turbay Ayala	117
Saraiva Guerreiro abre a primeira reunião da comissão mista Brasil-Nigéria discurso do ministro de Estado das Relações Exteriores, Ramiro Saraiva Guerreiro, em Lagos, por ocasião da sessão de abertura da primeira reunião da comissão mista de coordenação Brasil-Nigéria	12E
comunicado conjunto ressalta a amizade brasileiro-nigeriana comunicado conjunto Brasil-Nigéria, assinado em Lagos, pelos chanceleres brasileiro, Ramiro Saraiva Guerreiro, e nigeriano, professor I. Audu	128
Baena Soares recebe o burgomestre da cidade de Hamburgo discurso do ministro de Estado, interino, das Relações Exteriores, João Clemente Baena Soares, no Palácio do Itamaraty em Brasília, por ocasião de almoço oferecido ao burgomestre da cidade de Hamburgo, Hans-Ulrich Klose	131
relações diplomáticas Brasil e República Ruandesa estabelecem relações diplomáticas, o estabelecimento de relações diplomáticas entre Brasil e Dominica. entrega de credenciais	133
designação de embaixadores	'33
	191

tratados, acordos, convênios

o acordo brasil-frança para aplicação de salvaguardas à usina de conversão de hexafluoreto de urânio

acordo, por troca de notas, para aplicação de salvaguardas à usina de conversão de hexafluoreto de urânio a ser adquirida à França, assinado no palácio do Itamaraty em Brasília, pelo chanceler Saraiva Guerreiro e pelo embaixador Jean Béliard

135

na visita de Figueiredo a Paris, Brasil e França assinam oito acordos

convênio complementar de cooperação sobre metrologia, normalização e controle de qualidade

acordo no campo da propriedade industrial

tratado de delimitação marítima

convênio complementar de cooperação no campo da pesquisa e da tecnologia biomédicas

convenção de cooperação judiciária em matéria civil, comercial, trabalhista e administrativa

acordo para estabelecimento de um mecanismo permanente de cooperação na esfera consular

ajuste complementar ao acordo de cooperação técnica e científica

ajuste sobre cooperação tecnológica e industrial no campo do carvão mineral

136

os acordos entre Brasil e Portugal

acordo de cooperação econômica e industrial

acordo sobre cooperação no domínio do turismo

acordo de co-produção cinematográfica

troca de notas sobre ajuste complementar ao acordo básico de cooperação técnica

ajuste CNPQ-JNICT

154

Brasil e Congo assinam acordo de cooperação econômica, científica, técnica e cultural

acordo de cooperação econômica, científica, técnica e cultural entre o Brasil e a República Popular do Congo, assinado pelos chanceleres Saraiva Guerreiro e Pierre Zné

160

Itamaraty assina convênio com a TV Educativa para fornecimento de videofonogramas

termo aditivo ao acordo entre o Ministério das Relações Exteriores e a Fundação Padre Anchieta, para fornecimento de videofonogramas que serão exibidos nas chancelarias, sedes de missões diplomáticas e repartições consulares do Brasil, assinado em Brasília, pelo chanceler Saraiva Guerreiro e pelo diretor-presidente daquela fundação, Antonio Augusto Soares Amora

162

Brasil e Colômbia assinam sete acordos de cooperação

tratado de amizade e cooperação

acordo de cooperação científica e tecnológica

acordo de cooperação sobre os usos pacíficos da energia nuclear

acordo de cooperação amazônica

acordo de assistência recíproca para a prevenção do uso e tráfico ilícito de substâncias estupefacientes e psicotrópicas

acordo sobre turismo

convênio de coordenação científica

182

comunicados e notas

Brasil coordena as negociações para a paz entre Equador e Peru

173

excertos e ênfases

ao deixar Brasília, embaixador austríaco recebe a ordem nacional do Cruzeiro do Sul

179

a despedida do embaixador do Suriname	179
embaixador argentino despede-se de Brasília	180
mensagens	
presidente Figueiredo envia mensagem ao papa João Paulo II pelo dia mundial da paz	185
Brasil condena ameaça de ataque contra Moçambique	185
troca de mensagens	185
notícias	
vice-primeiro-ministro de Cingapura visita o Brasil	187
no Brasil, o secretário de comércio do Paquistão	187
delegação nigeriana conhece experiência brasileira na implantação de Brasília	187
a segunda reunião da comissão mista Brasil-Guiné-Bissau	187
ministro das indústrias primárias da Malásia mantém contatos no Brasil	188
participantes do IV CIRE regressam ao Brasil	188
Instituto Rio Branco já formou 20 bolsistas estrangeiros	188
reuniões de comissões mistas	188

logias transnacionais deformam gravemente a compreensão e o encaminhamento dos problemas. Tornam-se instrumento de desavenças e cisões. Abrem caminho para o intervencionismo.

No entanto, a experiência indica que os intentos de hegemonia, de patrocínio político, de transposição mecânica de modelos já se mostraram fracassos cabais.

É importante, pois, repudiá-los. Afastar os diagnósticos que exageram temores e esquecem as raízes reais dos problemas, que negam as necessidades de superação de situações injustas. Ou — igualmente tão grave — que apregoam uma fórmula inexorável de transformação da realidade.

Haverá, ainda, paralelamente, outros tantos fatores económicos que limitam as nossas possibilidades de agir.

Entre os países em desenvolvimento, as fórmulas de cooperação se multiplicam. O Brasil mesmo tem estimulado a cooperação Sul-Sul. Ela, porém, não será suficiente.

É fundamental recompor as forças, insistir em que siga adiante, em bases realistas, o diálogo com os países industrializados.

Estes devem compreender que a existência de importantíssimos interesses mútuos entre o Norte e o Sul permitirá abrir espaço para o atendimento de reivindicações dos países em desenvolvimento.

Tantas dificuldades não permitem esmorecimento. Exigem, ao contrário, mais participação, mais criatividade e mais capacidade de convencimento.

O caminho para esse esquema de participação deve envolver projetos de transformação e de progresso. E, para isso, penso que o fundamental será compor nossa ação internacional em moldes rigorosamente

fiéis aos nossos povos e aos nossos modos de ser e de pensar.

A tarefa não é simples. Significará, de um lado, dispensar as utopias simples, os automatismos mecânicos. A conciliação de vontades de muitas nações é tarefa ingente. Implicará, de outro lado, abandonar as atitudes derrotistas, que se acanham diante dos desafios da conjuntura e que não contemplan as possibilidades de mudança.

Faço essas reflexões, que simplesmente retomam temas forjados pela história latino-americana, num momento especialmente importante para o continente.

Reiniciamos o trabalho de integração; aprofundamos a experiência com fórmulas sub-regionais, as quais, pelo que já fizeram em prol do desenvolvimento e da paz, devem ser estimuladas; aceitamos os caminhos da negociação quando algumas desavenças enraizadas emergiram, e soubemos, com nossos próprios meios, buscar as sendas do reencontro entre vizinhos.

Entendemos a relevância dos exemplos para que os ideais institucionais encontrem melhores condições de execução. As molduras internacionais bem construídas são elemento indispensável para a mais fácil realização dos processos internos. Não será por conselhos ou interferências, mas pela boa convivência, pela redução das tensões, pela cooperação igualitária, que ajudaremos no contexto de nossos ideais permanentes o desenvolvimento dos processos internos das nações latino-americanas.

Senhor Presidente,

Nesse mesmo quadro, as relações bilaterais entre a Colômbia e o Brasil vigorosamente as intensificam, sempre à volta de alguns pontos fundamentais de cristalização.

apresentava, em 30 de março de 1930, suas credenciais.

E pôde ouvir de Bolívar, em seu discurso de acolhimento, a definitiva evidência da compreensão do papel brasileiro no Continente, "es una de las garantías más poderosas que han recibido las repúblicas de América, en la carrera de sua independencia".

Senhor Presidente,

Encontra-se na diversidade a riqueza da Colômbia. Na multiplicidade de seus aspectos. Em sua vocação ao mesmo tempo andina e amazônica. Em suas vertentes atlântica e pacífica. Em sua projeção no Caribe. No policentrismo de seu povoamento, que implantou vários núcleos dinâmicos irradiadores de progresso.

Daí a predestinação da Colômbia a ser palco de convivência harmônica de regiões e personalidades autônomas, verdadeira ponte de contato e entendimento. Daí representar este país, de certo modo, toda a rica variedade latino-americana.

Essa visão ampla do mundo de que se pode orgulhar a Colômbia, sua aceitação da diversidade, sua atitude lúcida na avaliação do panorama contemporâneo, decorre também do papel que sempre teve, ainda à época colonial, nos estudos humanísticos, nas letras, nas artes, na vocação de seu espírito para a dimensão ética e estética da vida.

Por sua disposição para a convivência, por seu reconhecido senso de moderação, a Colômbia presta inestimável contribuição a toda a América Latina.

Vivemos um momento histórico em que se multiplicam os riscos e em que predomina a sensação de crise. Por isso mesmo, pouco servem as fórmulas unilaterais ou fechadas, as soluções simplistas.

Em nossa região, apesar de todas as dificuldades internacionais, e como países irmãos que somos, buscamos juntos articular uma participação mais eficaz e sistemática nas questões internacionais e iiteramericanas.

A América Latina tem longa tradição de engajamento criativo nos negócios internacionais. Nossas propostas de convivência são sólidas e bem estruturadas. Nossos interesses e aspirações podem e devem ser realizados.

Nossa participação, portanto, estará sempre interessada em impulsionar o processo de mudança internacional. E por termos irrenunciável compromisso com a causa da paz e do desenvolvimento, nossa atitude será sempre marcada pela serenidade, pelo descontratamento e pela vontade de dialogar.

Outro padrão de comportamento latino-americano é a busca permanente de empreendimentos equilibrados de cooperação. Essa opção torna os nossos países objeto de confiança internacional, como tão bem exemplificava a ação colombiana, ao mesmo tempo conciliadora e criadora, dentro e fora do âmbito regional. Nossas diferenças regionais, quando existem, têm sido sanadas com o recurso ao pleno diálogo diplomático.

Partimos do respeito à nossa diversidade, às marcantes individualidades que compõem a história comum, para articular e conjugar posições internacionais.

Sei que o exemplo e as boas intenções não são tudo nesse cenário. A participação dos países em desenvolvimento nos negócios internacionais encontra sérios entraves, mas, vejo que o meio natural de ação latino-americana é a criação de condições de negociar com bases próprias.

A transferência das tensões globais para os quadros regionais e a exacerbação de ideo-

figueiredo recebe o grande colar da ordem de boyacá

Discurso do Presidente João Figueiredo no Palácio Nariño de Bogotá, em 11 de março de 1981, por ocasião de banquete que lhe foi oferecido pelo Presidente da Colômbia, Júlio César Turbay Ayala, durante o qual o Primeiro-Mandatário brasileiro recebeu o Grande Colar da Ordem de Boyacá.

Senhor Presidente,
Minhas Senhoras,
Meus Senhores,

Com profunda emoção, recebo das mãos de Vossa Excelência o Grande Colar da Ordem de Boyacá, insígnia suprema com que a generosidade colombiana quis enaltecer e distinguir, por meu intermédio, a Nação brasileira.

Aceite, Senhor Presidente, os meus agradecimentos mais sinceros por esta singular prova de amizade e apreço, que me honra e desvanece. Vem ela coroar as numerosas homenagens e atenções de que eu e minha comitiva temos sido cumulados, desde que pisamos o solo hospitaleiro de Bogotá.

Aceite, igualmente, Senhor Presidente, o meu reconhecimento pelas palavras que Vossa Excelência acaba de proferir, inspiradas na mais espontânea e genuína simpatia.

Ao receber esta Ordem, que perpetua o nome da memorável batalha da Ponte de Boyacá, não posso deixar de evocar a lembrança de um velho soldado brasileiro de alma latino-americana, o General José Ignácio de Abreu e Lima. Ombro a ombro com seus camaradas desta terra valorosa, Abreu e Lima cobriu-se de glória naquela jornada histórica.

Meio século depois, recordando os feitos da Independência de que participara ao lado do Libertador Simón Bolívar e do General

Santander, afirmava Abreu e Lima em carta escrita em espanhol:

"Hice de Colômbia mi pátria, asistí a la infancia de Colômbia en Nueva Granada, soy de los pozos de Boyacá! Conservo aún la misma medalla que me dió Santander, de su uso, con la esmeralda de Muzo, por el arroyo con que pise el puente con los Guías, creo que de Mujica. Tengo orgullo em haber servido a Colômbia. Hago gala de mis cruces de Boyacá".

Da mesma forma os representantes oficiais do Brasil já independente falariam a linguagem da solidariedade latino-americana.

Este é, na verdade, o sentido das instruções enviadas em 1829 ao nosso primeiro Ministro Plenipotenciário em Bogotá.

Após lembrar a determinação com que o Imperador apoiava a causa americana, o Governo brasileiro recomendava ao seu representante não perder ocasião de estabelecer com o Governo da Colômbia e agentes diplomáticos aqui sediados "relações fixas e permanentes, até por meio de Tratados que pouco e pouco vão lançando as bases de um Sistema Americano".

Tais sentimentos encontraram pronta receptividade na então República da Grã-Colômbia.

Nesta mesma cidade de Santa Fé de Bogotá, há mais de 150 anos, o Ministro Plenipotenciário brasileiro Luiz de Souza Dias

Tais tarefas, que exigem invulgar capacidade e responsabilidade política, indicam a necessidade de um parlamento fortalecido e representativo. A realização humana e justa do desenvolvimento requer parlamentos fortes.

Creio que, de diferentes formas e em diferentes ritmos, a busca desses ideais está sendo tentada por muitos outros países latino-americanos.

A experiência brasileira, nesse e em outros terrenos, não se julga modelar. Sabedores da delicadeza e complexidade do esforço, apreciamos e respeitamos as realidades regionais.

Por isso e porque conhecemos e prezamos o que o Congresso colombiano tem condições de realizar, é-me grato dizer aos ilustres deputados e senadores do país irmão que o momento brasileiro é de afirmação democrática.

Está na essência do ideal brasileiro de realização política um Congresso atuante e inspirador de caminhos políticos; uma democracia que saiba renovar-se e atender aos apelos de desenvolvimento nacional, sem perder o sentido original de participação e de liberdade.

Senhores Congressistas,

Nesta augusta assembleia, é apropriado que eu reafirme, com ênfase, a dimensão latino-americana de nossa política externa. O Brasil assume plenamente a sua condição latino-americana.

Temos buscado, no diálogo com os países irmãos do continente, a harmonização de posições comuns no plano político e a con-

cretização de empreendimentos comuns no da economia.

Em qualquer instância, as nossas propostas serão permeadas dos princípios de respeito às individualidades nacionais e à autodeterminação.

Procurarão construir bases de cooperação que neguem as políticas de poder e as direções hegemônicas.

Em suma, estarão também orientadas substancialmente pelo mesmo sentido democrático e conciliador que identifica o relacionamento internacional entre nossos países.

Penso que, diante das dificuldades da conjuntura internacional, não poderia ser outro o comportamento latino-americano.

Devemo-nos voltar, séria e decisivamente, para as tarefas do diálogo e da integração.

Devemos explorar sem hesitação e em profundidade as potencialidades da cooperação bilateral, sub-regional e regional.

Devemos compor projetos que reforcem nossas posições negociadoras nos foros internacionais, num momento da vida internacional em que nosso entendimento é indispensável para preservar a independência, o desenvolvimento e o bem-estar de nossos povos.

Minha visita ao Congresso colombiano está marcada por esta proposta de aproximação e de fraternidade. Queremos formas sólidas e permanentes de amizade com o nobre povo colombiano. Esta é, Senhores, a mensagem que trago ao Congresso colombiano.

novas, dando forma e movimento ao quadro de bom entendimento que tradicionalmente une nossos dois Governos e nossos dois povos.

presidente joão figueiredo visita o congresso da república da Colômbia

Discurso do Presidente João Figueiredo no Congresso da República da Colômbia, em 11 de março de 1981.

Sinto-me profundamente honrado por ser recebido no recinto do Capitólio Nacional, sede deste magno Congresso, instituição representativa da Nação colombiana e um dos mais fortes esteios da tradição democrática deste povo, sempre voltado para a participação coletiva nas decisões nacionais.

Agradeço, Senhor Presidente, suas palavras de boas-vindas, que bem traduzem o espírito generoso e hospitaleiro desta Casa legislativa.

Não haverá democracia, por certo, sem uma sociedade civil fortalecida, independente, que saiba articular autonomamente os seus projetos de organização.

A verdadeira democracia caracteriza-se, a nível individual, por completo respeito aos direitos do homem e do cidadão.

Nela, a ação governamental está orientada pelo firme propósito de construir formas de justiça social e de buscar a igualdade de oportunidades.

Já não teremos uma nação democrática quando lhe falte o esforço coletivo pelo desenvolvimento ou quando os sacrifícios exigidos deixem de ser distribuídos com autêntico sentido de equidade.

Para a realização de tais propostas, em que no Brasil estamos decididamente empe-

nhados, a participação de cada setor da sociedade é essencial.

É no quadro estratégico da realização e da prática da democracia, da ligação entre a sociedade e a política, que o Congresso desempenha sua melhor e mais perfeita vocação. A de transformar a voz dos grupos sociais em parte do espectro de opções políticas nacionais: a vocação de representar o povo.

No processo de representação, a vida parlamentar deve englobar a totalidade do povo, ao mesmo tempo que espelhe as variações entre os diversos segmentos, buscando harmonizá-los pela negociação justa e equilibrada, em benefício do ordenado e crescente progresso da nação.

Não me parece que, nas democracias modernas, o Congresso deva ser, dada a necessidade de formulação técnica das decisões, uma instituição fraca. Muito ao contrário. As sociedades modernas tornaram por vezes os processos de escolha governamental complexos e difíceis, mas não por seu lado técnico. As tarefas de decisão tornaram-se complexas e difíceis justamente porque a busca de consenso, processo essencialmente político, é mais trabalhosa e mais exigente.

Os objetivos políticos se ampliaram. É fundamental aceitar os espaços adversários e saber encontrar pontos de conciliação.

de produtiva para todos os nossos parceiros.

Temos sido a base larga de uma pirâmide que já não suporta o excessivo peso dos privilégios de seu topo, e por isso reivindicamos seriamente maior linearidade na distribuição dos custos e benefícios havidos ao nível internacional.

Repudiamos como sutis expressões de distanciamento do Norte em relação ao Sul a tentativa de introduzir categorizações restritivas entre os países em desenvolvimento, seja segundo seu nível de renda ou grau de industrialização, seja segundo sua condição de importadores ou exportadores de petróleo.

O que deve ficar claro é que, se estamos empenhados em ampliar nossa participação nas trocas internacionais e no reforço de nossa capacidade tecnológica e estrutura produtiva, não o fazemos com base na busca de vantagens unilaterais.

As soluções para as presentes dificuldades económicas brasileiras estão sendo encaminhadas de modo a assegurar ao país menor vulnerabilidade a fatores imprevisíveis de origem externa, mas sem prejuízo de uma reforçada vinculação com a economia internacional, em termos mais estáveis e fecundos, para o Brasil assim como para seus parceiros.

Senhores,

As relações económicas entre a Colômbia e o Brasil registram saudável comportamento de expansão. Persistem, porém, possibilidades amplas de um e outro lado, que continuam a aguardar aproveitamento.

O fato de se constituir o café do principal produto de exportação da Colômbia e do Brasil não tem acarretado quebra de sintonia entre nós. Ao contrário, nossos dois países têm adotado posições comuns e atuado

em concerto, beneficiando-se, no mercado internacional do café, das vantagens de cooperação a que me referi anteriormente.

A unidade dos produtores tem, com frequência, se mostrado instrumento eficaz para contrapor-se à falta de vontade política dos consumidores, em busca do pleno funcionamento do Convênio Internacional do Café.

Temos consciência de que o relacionamento estável e progressivo é o que se apoia em vantagens recíprocas. De nossa parte, prevalece plena abertura para a Colômbia. Seus empresários devem sentir o Brasil como um parceiro comercial amplo e confiável, com condições, já, de absorver ampla gama de produtos industrializados colombianos, complementares à nossa produção. Estamos receptivos às suas visitas e desejosos de seus negócios.

Verdadeiramente esperamos que iniciativas como a da exposição colombiana, realizada em Manaus, em 1979, que tão bons frutos produziu, se multipliquem pelas demais regiões brasileiras.

O importante é que não deixemos de perceber com clareza que somos duas nações vizinhas, com grau de industrialização relativamente elevado e potencial de incremento das transações, nos dois sentidos. Há muito a percorrer, tanto em termos absolutos quanto em termos relativos.

O fluxo de importações e exportações entre o Brasil e a Colômbia representa menos de 0,5% do comércio externo brasileiro. Do mesmo modo, a participação do Brasil no comércio externo colombiano é modesta, situando-se abaixo dos 2,5%.

Elevar os níveis desse intercâmbio será responsabilidade dos Senhores, a quem caberá buscar novas formas e novos mecanismos para o pleno aproveitamento das oportunidades existentes e para a criação de

bases de entendimento e cooperação.

Ao consenso em torno de certos pontos no diálogo Norte-Sul, é fundamental que acrescentemos fluxos efetivos de comércio e capitais entre os países em desenvolvimento.

Estou convencido de que o êxito do trabalho pioneiro com vistas ao estabelecimento de laços de efetiva parceria entre os países em desenvolvimento vai depender de inequívoco empenho político por parte dos Governos e de positiva atuação das classes empresariais.

O empenho político e a ação empresarial terão de ser tanto mais amplos quanto maiores as dificuldades opostas à ampliação dos vínculos entre as nações em desenvolvimento, por tanto tempo alheias umas às outras, e ainda hoje predominantemente voltadas, nos planos económico, comercial e financeiro, para os grandes centros industriais.

Diante de maior unidade de ação por parte dos países do Sul, o mundo industrializado mais facilmente perceberá que a reforma do sistema económico internacional representa a reinterpretação de um jogo de interesses em que eles, desenvolvidos, não são partícipes exclusivos.

As nações em desenvolvimento, por esforço próprio, conquistaram novo e importante espaço na economia internacional. Seu potencial de expansão vê-se, porém, comprometido, pela continuidade dos fundamentos que regem o relacionamento entre o Norte e o Sul.

As reuniões multilaterais não geram transformações de fundo. As reivindicações do Terceiro Mundo obtêm uma ou outra concessão marginal, que nem sequer chega a compensar os obstáculos do neoprotecionismo, da transmissão de tensões inflacio-

nárias e da elevação generalizada das taxas de juros nos mercados de capitais.

A insensibilidade dos países desenvolvidos, que relutam em perceber as novas realidades, os tem impedido de agir racionalmente. É simples verificar que os interesses que os ligam aos países em desenvolvimento podem, e devem, ser reconstruídos num contexto de mutualidade.

A situação que prevalece não só reproduz as estruturas de poder já existentes, como bloqueia a articulação e o curso de fórmulas alternativas.

Deve a sociedade internacional representar um campo de coordenação e não de subordinação. A geometria a impor é a da horizontalidade e não a da verticalidade, que inibe as adaptações e transformações.

Trata-se de passar da simples interação para um verdadeiro sentido de mutualidade, o que pressupõe a consciência de um desafio concreto e de que as mudanças a administrar são inadiáveis. Deve, para tanto, ser superada a crença errônea de que se disputam lugares em espaço estreito e decrescente, com a certeza de que juntos, Norte e Sul, teremos capacidade para ampliar consideravelmente os horizontes de progresso e desenvolvimento ao alcance de todas as nações.

Existem, hoje, no mundo industrializado, setores que insistem em ver no surgimento económico dos países em desenvolvimento como fornecedores relativamente dinâmicos de manufaturados, motivo de preocupação e ameaça a justificar o recurso a medidas restritivas.

O esforço em conseguir para nossos países, no cenário mundial, lugar à altura de nossas potencialidades não deve ser interpretado como ameaça aos interesses de outras nações. Ao contrário, constitui fator de ampliação das oportunidades de ativida-

a homenagem da classe empresarial colombiana ao presidente joão figueiredo

Discurso do Presidente João Figueiredo no Country Club de Bogotá, em 11 de março de 1981, por ocasião de almoço que lhe foi oferecido pela Classe Empresarial da Colômbia.

É com viva satisfação que me dirijo a tão representativa plateia, integrada por empresários colombianos e brasileiros.

Desejo registrar, com prazer, que o Presidente Júlio César de Turbay Ayala se dispôs, com sua presença, a prestigiar este encontro entre empresários colombianos e brasileiros. Certamente, não é por acaso que os Presidentes de Colômbia e do Brasil aqui estejam. Nossa presença, quero crer, simboliza o desejo de ambos os Governos em contribuir, na sua esfera de atribuições, para a dinamização de nosso relacionamento econômico. Aos empresários dos dois países caberá transformar esse desejo numa realidade inovadora, dinâmica e mutuamente benéfica.

Em nossos dois países, os desafios impostos ao desenvolvimento — e a disposição de enfrentá-los frontalmente conduzem em bases sólidas ao entendimento entre o Governo e a iniciativa privada.

De nossa parte, persistimos na firme convicção de que a economia de mercado é instrumento adequado para a construção do progresso nacional e o equacionamento dos sérios problemas econômicos e sociais com que ainda convivemos.

Os esforços de modernização e diversificação da economia aqui realizados nos últimos anos, e os resultados obtidos, merecem nossa mais autêntica admiração.

Esses novos contornos, fruto dos esforços conscientes de cada uma de nossas pá-

trias, fazem florescer condições para um relacionamento de muito maior densidade, rico em oportunidades de renovação. Os espaços criados abrem-se, agora, para uma cooperação ampla, recíproca e igualitária

As possibilidades de cooperação entre países como os nossos apenas começam a ser aproveitadas. Pela dupla condição de nação latino-americana e de economia em desenvolvimento, participa o Brasil da preocupação de buscar o aperfeiçoamento das formas de integração regional e sub-regional.

Poderemos, assim, agilizar os processos de desenvolvimento e de intercâmbio, tanto dentro da região, quanto entre ela e o conjunto de países em desenvolvimento, e, também, alcançar maior homogeneidade nas negociações econômicas com os países desenvolvidos.

Entre nós, latino-americanos, reduzem-se, felizmente, as dificuldades de comunicação, de reconhecimento da existência de problemas comuns, e mesmo de identificação de uma cultura que nos é própria. Os esforços de unidade, conscientes e criativos, já abrem caminhos de aproximação. Estamos ultrapassando as estruturas que antes nos afastavam e limitavam o potencial de cooperação e de trabalho conjunto.

Os resultados animadores alcançados no âmbito regional nos estimulam à participação ativa no nível mais amplo das relações Sul-Sul, em que um esforço amplo e metodizado se torna imprescindível para alargar as

presidente figueiredo recebe as chaves simbólicas da cidade de bogotá

Discurso do Presidente João Figueiredo, na Prefeitura Municipal de Bogotá, em 11 de março de 1981, ao receber as chaves simbólicas da Capital colombiana.

Senhor Prefeito,
Minhas Senhoras,
Meus Senhores,

Recebo das mãos de Vossa Excelência, digno sucessor de Baltazar Maldonado, as chaves da cidade de Santa Fé de Bogotá. Maior é minha emoção por ser eu o primeiro Chefe-de-Estado brasileiro que visita a capital deste país irmão, a nós unido por séculos de história comum.

Senhor Prefeito,

Quando o avião que nos trouxe iniciou sua descida rumo a esta bela cidade, pude ver e muito me impressionaram o colossal relevo da Cordilheira Oriental colombiana e a exuberante e variada vegetação que cobre as montanhas e a fértil savana de Bogotá.

Embora eminentemente andina, Bogotá é também ponto de convergência das três grandes vocações da nação colombiana: a do Pacífico, a do Atlântico e a Amazônica. Para cá afluem habitantes de todas as regiões do país, os quais enriquecem, com sua presença, o já diversificado quadro humano desta metrópole.

No belo conjunto arquitetônico da Plaza de Bolívar, posso identificar outro aspecto do

importante papel que esta capital desempenha: ligar o passado ao futuro. Coexistem na cidade os marcos de uma história gloriosa e da construção da cultura latino-americana, ao lado dos símbolos do progresso. Belas torres de concepção futurista se erguem neste altiplano, terra de lenda, que o fundador de Santa Fé de Bogotá, Jiménez de Quesada, quis chamar Valle de los Alcazares.

Cidade natal de António Mariño, precursor da libertação da América Latina, Bogotá foi berço de intensa atividade filosófica e ideológica que iria impulsionar os povos da América na luta pela independência.

Fiel a essa tradição, Bogotá é, hoje, um dos mais importantes centros políticos e culturais do Continente, um Continente que, como todos sabemos, tem sérios problemas a superar, sérias distorções a corrigir.

As expressões concretas de progresso, como as de Bogotá, me animam, no entanto, a olhar o futuro com otimismo, com a firme convicção de que haveremos de vencer todos os obstáculos a caminho do bem-estar dos povos da Colômbia, do Brasil e, na verdade, de toda a América Latina em fraterno e construtivo entendimento.

figueiredo em bogotá inicia uma nova etapa nas relações brasil-colômbia

Discurso do Presidente João Figueiredo em Bogotá, em 10 de março de 1981, logo após sua chegada à Capital colombiana.

Excelentíssimo Senhor Presidente Júlio César Turbay Ayala,

Causa-me particular emoção ser o primeiro Chefe-de-Estado brasileiro que visita a valerosa cidade de Bogotá.

Com minha presença, desejo simbolizar a antiga e fraterna amizade entre a Colômbia e o Brasil.

Harmoniosa síntese de culturas, bem representa a Colômbia os ideais de liberdade, justiça e progresso que inspiram a América Latina.

Minha vinda à capital colombiana assinala também o trabalho fecundo realizado por ambos os Governos em prol de nossas relações bilaterais, para torná-las mais densas, ricas e variadas.

Não apenas longa fronteira comum liga os nossos países. O espírito colombiano e a maneira de ser brasileira sustentam os mesmos valores democráticos. Sustentam a mesma luta pelo desenvolvimento econômico e social.

Impulsionam o nosso diálogo cotidiano a aproximação do Brasil com os países do Grupo Andino e o esforço por uma cooperação amazônica cada vez mais vigorosa e voltada para os legítimos interesses dos povos da região.

Estamos unidos, ainda, pelo firme propósito de trabalhar, ao lado dos demais países irmãos, pela paz e pelo bem-estar em nossa região.

Com esse ânimo, saúdo cordialmente Vossa Excelência, sua excelentíssima esposa e a altiva gente colombiana.

Ao iniciar minha visita oficial desejo expressar, em nome de todos os brasileiros, o nosso apreço, admiração e respeito por seu grande país.

Agradeço a Vossa Excelência o convite que me dirigiu e expresso o nosso reconhecimento pelo que tem realizado em favor da amizade entre a Colômbia e o Brasil.

Muito obrigado, Senhor Presidente.

esquemas de cooperação com emissoras brasileiras de rádio para a difusão, no exterior, de programas musicais e informativos. Coordenou-se a negociação de convênio entre a Rádio e Televisão Cultura de São Paulo e a Universidade da Pensilvânia, dos Estados Unidos, para a realização de uma série de programas de televisão sobre o país. Prestou-se apoio à realização de projetos, no Brasil, por cerca de 50 equipes estrangeiras de cinema, rádio e televisão. Estreitaram-se laços de colaboração com a UNESCO e outros organismos internacionais para a concretização, no decorrer do próximo triênio, de projetos de cooperação técnica com outros países em desenvolvimento no domínio do rádio e da televisão educativos.

assuntos consulares e jurídicos

Ocorreram transformações de grande alcance, seja em relação à assistência aos nacionais, seja em relação ao tratamento de estrangeiros. Através do Programa de Desburocratização, o Itamaraty promoveu a simplificação de todos os procedimentos, registros e legalizações consulares e foi atribuída fé pública, em território nacional, aos atos de tabelionato dos Cônsules do Brasil, dispensados de outras formalidades. Um novo Regulamento do Serviço Consular

Honorário, aprovado pela Portaria nº 491, de 13.03.80, veio atualizar o Regulamento de 1947, com o objetivo de tornar os Cônsules Honorários do Brasil um instrumento mais efetivo de apoio às novas dimensões de nossos interesses no exterior. O Estatuto do Estrangeiro consubstanciou diversos critérios necessários e que já vinham norteando a ação consular, em relação ao ingresso de estrangeiros no Brasil, como a reciprocidade de tratamento e a qualificação do imigrante como profissionalmente útil ao esforço brasileiro para o desenvolvimento econômico.

No quadro de intensificação das nossas relações com a Argentina e a Venezuela, foram criados o Consulado em Mendoza e o Vice-Consulado em Bernardo Irigoyen, no primeiro, e os Vice-Consulados em Santa Elena do Vairém, Milagro e Puerto Ordaz, no segundo país.

Nos EUA e nas capitais europeias, verificou-se uma expansão da demanda de assistência consular, em todos os seus segmentos. Através de toda a rede consular, houve mais incidência de solicitações de documentação, tendo sido atendidos todos os pedidos de passaportes e documentos de viagem, tarefa particularmente beneficiada pela adoção de um novo Regulamento de Passaportes.

dicados como prioritários pelos países a que se destinam.

Consolidaram-se as atividades do Sistema de Informação Científica e Tecnológica no Exterior (SICTEX), cujo objetivo básico é estabelecer um mecanismo de captação ordenada e sistemática de informações na área de ciência e tecnologia no exterior e disseminá-la entre inúmeras entidades públicas e privadas.

No campo da cooperação bilateral em ciência e tecnologia, merecem registro os Acordos de Cooperação Científica e Tecnológica em fase de negociação com a Austrália, Bélgica, Índia, França, Portugal, Itália e Suriname, bem como os Ajustes Complementares já assinados com Chile e Espanha. Por ocasião da visita do Presidente da República à Argentina, celebrou-se um Acordo Básico em Ciência e Tecnologia com aquele país.

Realizaram-se a IX Reunião da Comissão Mista Teuto-Brasileira de Cooperação Científica e Tecnológica e o II Simpósio Nipo-Brasileiro de Ciência e Tecnologia. Visitou o Brasil missão do Conselho de Ciências da República Popular da China.

No setor do intercâmbio de estudantes, a cooperação intelectual se efetuou através do Programa de Estudantes — Convênio. Cabe citar as 2.700 vagas oferecidas este ano a latino-americanos e africanos em cursos de graduação em universidades brasileiras e a distribuição de 70 bolsas de pós-graduação a estrangeiros.

Com vistas a promover o ensino do Português e a divulgação da cultura brasileira, foram dinamizados os 18 Centros de Estudos Brasileiros no exterior e os 37 Leitorados em Universidades da Europa, África e América.

Realizaram-se reuniões de Comissões Mistas Culturais com a Argentina, Chile,

Grã-Bretanha, Guiana, México, Panamá e Senegal. No setor de cooperação multilateral, buscou-se a coordenação das atividades brasileiras com as da UNESCO, nas suas áreas de competência.

A difusão cultural nos diversos países foi realizada com base nas características peculiares de cada região. Paralelamente às visitas presidenciais ao Paraguai, Argentina e Chile, organizaram-se atividades culturais que constaram de exposições, concertos e espetáculos de música popular. Foi dado prosseguimento ao programa de coedição de autores nacionais. No setor de artes plásticas, foram organizadas exposições itinerantes que percorreram, principalmente, a América Latina, e implementou-se a campanha de doação de obras de Arte ao Museu de Arte Moderna do Rio de Janeiro. No campo da música, destacaram-se as programações realizadas em vários países. Finalmente, foram lançadas as bases para a implementação de intenso programa no setor de esportes e da música popular na África, particularmente nos países de língua comum.

Consolidou-se a atuação nas áreas do rádio, da televisão, do cinema e da informação audiovisual e escrita. Estabeleceu-se o núcleo da filmoteca básica do Itamaraty, composta de curtas-metragens sobre temas brasileiros, para divulgação no exterior. Prosseguiu e foi incrementado o programa de mostras rotativas de filmes brasileiros, em outros países, organizadas em coordenação com a EMBRAFILME. Nessa área, prestou-se cooperação direta no campo externo para a realização, em Brasília, da I Feira Internacional do Cinema Brasileiro (I CINEX), da qual participaram mais de 50 compradores internacionais de 19 países, com substanciais resultados no que tange a exportações de filmes brasileiros. Foi finalizada a edição de audiovisuais sobre as raízes culturais, o perfil econômico e a potencialidade turística do Brasil para exibição a públicos estrangeiros. Estabeleceram-se

No campo da Organização e Modernização, foi desenvolvido um esquema de atendimento a necessidades de postos situados em regiões prioritárias para a política externa brasileira. Tendo em vista que os setores brasileiros ligados à exportação ainda se ressentem da falta de profissionais de nível superior especializados em comércio exterior, continuou-se a promover o Ciclo de Treinamento de Especialistas em Promoção Comercial (CITRE). Os participantes da quinta versão deste Ciclo concluíram seu estágio no Brasil durante 1980 e, em seguida, partiram para o exterior onde estão recebendo treinamento em serviço nos Setores de Promoção Comercial de Embaixadas e Consulados brasileiros. Uma vez terminado o estágio, os técnicos serão reintegrados no mercado nacional de trabalho.

A iniciativa brasileira de estabelecer um relacionamento mais denso com países em desenvolvimento contou, sobretudo, com o apoio das atividades desenvolvidas no âmbito das Operações Comerciais, através da organização de missões de exportadores, especialmente dirigidas a esses países, e do acompanhamento de missões de importadores que visitaram o Brasil. Não foram poucas, ainda, as vezes em que as atividades de Operações Comerciais proporcionaram base de apoio sólido a interesses comerciais brasileiros específicos.

No quadro dos Estudos e Pesquisas de Mercado, deu-se continuidade à publicação da série "Como Exportar", chegando-se a um total de 22 títulos. Foram também elaborados diversos estudos do tipo "Perfil econômico-comercial", como subsídios para visitas de missões oficiais brasileiras ou estrangeiras, e que abrangem um total de 24 países.

cooperação cultural, científica e tecnológica

No decorrer do ano de 1980, ampliou-se a

área de atuação nos campos da cooperação técnica, da ciência e tecnologia, da cooperação intelectual, da difusão cultural e da divulgação. Especial ênfase foi conferida à cooperação técnica e intelectual com países da África e da América Latina, em seguimento às diretrizes gerais da política exterior brasileira.

As atividades de cooperação técnica no âmbito multilateral foram desenvolvidas, principalmente, dentro do Programa das Nações Unidas para o Desenvolvimento (PNUD). Realizaram-se, em 1980, dez novos projetos em benefício de outros países em desenvolvimento, com os recursos da contribuição voluntária especial do Governo brasileiro ao PNUD. Iniciou-se a execução do VII Programa Nacional de Cooperação Técnica, com a Organização dos Estados Americanos, através de projetos nas áreas de Desenvolvimento Regional, Ciência e Tecnologia e Educação e Cultura.

Quanto à cooperação técnica a nível bilateral, mantiveram-se as perspectivas de negociação do programa integrado de cooperação com o Japão, orientado para grandes projetos. Negociou-se com a França o II Programa de Cooperação Técnica que contempla importante gama de projetos nos mais variados setores. Com o Canadá, estão em exame novas formas de cooperação técnica. Prosseguiu a execução dos projetos examinados e negociados com a República Federal da Alemanha, dentro de um vasto e crescente quadro.

Iniciaram-se e fortaleceram-se programas de cooperação técnica com os países da América Latina e África nos setores da formação profissional, administração municipal, agricultura, agroindústria, pesca, navegação, pecuária, indústria, engenharia de produção e saúde, envio e recepção de missões técnicas, e fornecimento de equipamentos. A cooperação técnica encaminha-se, gradativamente, para a formulação de projetos específicos em áreas e setores in-

proposta venezuelana para o estabelecimento de um Programa Interamericano de Cooperação e Coordenação Energética. Como resultado dos trabalhos da Reunião Informal, foram submetidas à apreciação da XI Reunião de Ministros da Organização Latino-Americana de Energia (OLADE) propostas com vistas ao fortalecimento da organização, formulação de diretrizes de política e definição de um programa de ação para a OLADE, elaboração de um Programa de Cooperação Energética Continental, bem como o estabelecimento de um mecanismo de acompanhamento dos trabalhos da Organização. Na XI Reunião, foi aprovado, por unanimidade, o "Compromisso de Bogotá", documento que contém as linhas de um comprometimento dos países-membros com vistas à racionalização da produção e do consumo de energia, bem como ao aumento gradual do abastecimento energético por parte dos países exportadores da OLADE para aqueles países importadores da região. Prevê-se, outrossim, a convocação de uma reunião de peritos da Organização para que se estabeleçam as bases de um plano emergencial, na eventualidade da superveniência de grave crise que afete negativamente o abastecimento energético na região.

Continuaram a verificar-se dificuldades para os países importadores de petróleo, com elevação dos preços do produto. O conflito entre o Iraque e o Irã contribuiu para tornar o mercado petrolífero ainda mais favorável para os produtores. O Brasil, pela ação integrada dos setores diplomático e energético, conseguiu resolver satisfatoriamente os problemas de suprimento surgidos da interrupção do fornecimento iraquiano. Registre-se o aumento dos suprimentos provenientes da Venezuela e do México.

Diversos países enviaram Missões para conhecer o Programa Nacional do Alcool.

promoção comercial

As atividades de promoção comercial desenvolvidas pelo Itamaraty e consubstanciadas no Programa de Promoção Comercial no Exterior tiveram como objetivo apoiar as iniciativas comerciais das empresas brasileiras, especialmente as pequenas e médias, enfatizando as prioridades estabelecidas para a nossa política externa. Atuou-se, especialmente, nas áreas de Informação Comercial, Mostras e Turismo, Organização e Modernização, Operações Comerciais e Estudos e Pesquisas de Mercado, e procurou-se constante aperfeiçoamento do Sistema com vistas a aumentar a produtividade dos recursos financeiros, materiais e humanos disponíveis.

Na área de Informação Comercial, a introdução de técnicas de teleprocessamento de dados permitiu agilizar a divulgação de oportunidades de exportação junto ao empresariado brasileiro. A Revista "Comércio Exterior" e o "Boletim da Revista Comércio Exterior" constituíram-se em importante fonte de consulta e de apoio para o exportador brasileiro, divulgando informações conjunturais e tópicas sobre intercâmbio comercial. A Revista "Brasil — Comércio e Indústria", em cinco idiomas (português, inglês, francês, espanhol e alemão), tem-se revelado poderoso instrumento para divulgação de produtos brasileiros em 89 países em todos os Continentes.

No âmbito das Mostras e Turismo, promoveu-se a participação brasileira em 80 eventos no exterior, entre mostras gerais e especializadas. Durante 1980, a atuação do Itamaraty, neste campo, ganhou novo dinamismo com a realização de grandes feiras/exposições de irradiação regional. Ressaltou-se, ainda, a coordenação com vários órgãos representativos de setores da economia brasileira com vistas à sistematização deste tipo de atividade promocional, de modo a repartir-se o custeio da participação em feiras e exposições.

ainda, o Protocolo Adicional ao Acordo Marítimo Brasil-França, que entrará em vigor após troca de notas. Com os Estados Unidos, foi prorrogado até 31 de dezembro de 1983 o Acordo de "Equal Access", nome pelo qual é conhecido o memorando de consulta de 1970 que prevê a igualdade de acesso às cargas sob controle governamental dos navios de bandeira brasileira e norte-americana. Realizou-se a III Comissão Mista de Transportes Marítimos Brasil-URSS, tendo sido examinada a situação geral do intercâmbio dos dois países no setor.

No domínio dos transportes terrestres, o Brasil foi sede da X Reunião de Ministros de Obras Públicas e Transportes dos Países do Cone Sul, na qual foram aprovados diversos acordos, dos quais ressalta o Anexo IV — sobre seguros — do Convênio de Transporte Internacional Terrestre de 1977.

O Brasil fez-se representar na Conferência que negociou a Convenção de Transporte Multimodal Internacional, cujo objetivo é regulamentar o transporte de mercadorias realizado por diversas modalidades (aéreo, marítimo, rodoviário e ferroviário) do local de concentração das mercadorias até o local de destino, em outro país.

Realizou-se a XI Reunião da Subcomissão de Transportes da Comissão Brasileiro — Argentina de Coordenação (CEBAC). Na ocasião, foram examinados diversos aspectos do transporte terrestre e multimodal, entre os quais ressalta a fixação da capacidade nominal de carga transportada por cada parte.

No campo das comunicações, foi firmado com a Argentina um Ajuste Complementar ao Acordo de Cooperação Científica e Tecnológica. Uma Subcomissão de Comunicações, no âmbito da Comissão Mista de Ciência e Tecnologia, terá a incumbência de analisar as possibilidades de cooperação bilateral nas áreas da pesquisa e do

desenvolvimento tecnológico, da complementação industrial quanto a equipamentos de comunicações, e do uso de satélites para fins de comunicações nacionais.

Foram assinados, entre o Brasil, a Argentina e o Uruguai, o Acordo que coordena a Distribuição de Canais para o Serviço Móvel Marítimo na Faixa de 2.065 a 2.107 KHz, e o Acordo para a Coordenação de Consignações e Uso dos Canais de Radiodifusão Sonora em Frequência Modulada na Faixa de Ondas Métricas (88-108 Mhz), os quais se destinam a evitar mútuas interferências prejudiciais ao funcionamento dos respectivos serviços.

energia

Foram concluídos, no âmbito da Agência Internacional de Energia Atômica (AIEA), os trabalhos de Avaliação Internacional do Ciclo do Combustível Nuclear (INFCE), que contaram com a participação de cerca de 60 países, entre os quais o Brasil. Também sob a égide da AIEA, realizaram-se reuniões do Grupo de Peritos sobre Administração Internacional do Combustível Irradiado, do Comité sobre Garantia de Suprimento de Materiais, Serviços e Equipamentos e Tecnologia Nucleares e do Grupo de Peritos para o Estabelecimento de um Regime Internacional de Armazenamento de Plutônio, este último presidido pelo Brasil.

Por ocasião da visita do Presidente da República a Buenos Aires, foram assinados um Acordo-Quadro e vários instrumentos para promover a cooperação nuclear entre o Brasil e a Argentina, e, por ocasião da visita do Presidente Videla ao Brasil, foram assinados dois contratos e dois protocolos de execução referentes à aludida cooperação nuclear entre os dois países.

A convite do Ministro de Energia e Minas da Venezuela, realizou-se em Caracas uma Reunião Informal de Ministros de Energia da América Latina, com o objetivo de estudar

previstas em acordos, relativos à pesquisa e desenvolvimento de produtos, aumento da produtividade, comercialização, promoção comercial e diversificação de usos.

A Conferência do Cacau das Nações Unidas de 1980 concluiu, entre países produtores e consumidores, as negociações sobre o Terceiro Acordo Internacional do Cacau, que deverá entrar em vigor até 31 de dezembro de 1981. O novo Acordo Internacional do Cacau terá uma duração de três anos e contará com um estoque regulador de 250 mil toneladas, que se constituirá no mecanismo estabilizador de preços no mercado internacional do cacau.

O Acordo Internacional do Açúcar, de 1977, passou a vigorar para o Brasil em 5 de fevereiro, data do depósito, junto à Secretaria-Geral das Nações Unidas, do instrumento brasileiro de ratificação. O painel constituído pelo Conselho do GATT para o exame de reclamação apresentada pelo Brasil contra a política de subsídios à exportação do açúcar praticada pela CEE apresentou seu relatório, em novembro, às Partes Contratantes, devendo ser alcançada decisão a respeito no primeiro semestre de 1981.

O Brasil participou, ativamente, das XXXV Reuniões Anuais, conjuntas, das Assembleias de Governadores do Fundo Monetário Internacional e do Banco Internacional para Reconstrução e Desenvolvimento, da XX Reunião Anual da Assembleia de Governadores do Banco Interamericano de Desenvolvimento, da VII Reunião Anual da Assembleia de Governadores do Fundo Africano de Desenvolvimento, e da III Reunião, no âmbito do Banco Mundial, do Grupo do Caribe para Cooperação no Desenvolvimento Económico. Ainda no quadro de esforços que visam ao aperfeiçoamento do sistema monetário internacional, o Brasil participou de encontros de Peritos Intergovernamentais de Alto Nível, realizados, respectivamente, em Abu-Dhabi, por iniciativa

dos países árabes, e, em Genebra, por convocatória da UNCTAD.

Em relação a Acordos para Evitar a Dupla Tributação e Prevenir e Evasão Fiscal, registraram-se as assinaturas de instrumentos do gênero com a Argentina e a Noruega; a troca de instrumentos de ratificação com o Grão-Ducado de Luxemburgo e a formalização de entendimentos para o início de negociações específicas com o Chile.

Estreitou-se a cooperação financeira com os países árabes, tendo-se explorado com o Iraque e o Kuwait o estabelecimento de empreendimentos conjuntos nos campos de bancos e seguros.

A II Conferência Especial de Transporte Aéreo da Organização de Aviação Civil Internacional (OACI) foi presidida pelo Brasil. Na ocasião, com a participação de 102 Estados e de 9 organismos internacionais, foram discutidos temas ligados à regulamentação do transporte aéreo internacional e às tarifas de passageiros e carga. O Brasil participou, ainda, da XXIII Assembleia-Geral da OACI e da IV Assembleia-Geral da Comissão Latino-Americana de Aviação Civil. Foram realizadas reuniões bilaterais de consulta aeronáutica com Uruguai, Marrocos, Bolívia, Iraque, Venezuela, Estados Unidos da América, Colômbia, Espanha, Japão e Argentina, e concluiu-se Acordo sobre Transporte Aéreo Regular entre o Brasil e a Bélgica.

Foram introduzidas modificações no Convênio sobre Transportes Marítimos Brasil — México, de 1974. A mais importante modificação procura restringir ao máximo de 10% a participação da bandeira estrangeira no tráfego entre os dois países. Foi concluído em Santiago Acordo entre o Brasil e o Chile, que modifica algumas disposições do Convênio sobre Transporte Marítimo, vigente desde 1975. As alterações visam a explicitar e definir com maior clareza os objetivos e limites do referido Convênio. Foi assinado,

em vigor, deverá substituir o atual Acordo Comercial. No plano das relações comerciais com a Argentina, foram mantidos contatos no intuito de assegurar a continuidade de correntes de exportações brasileiras que foram ou poderão ser afetadas pela imposição de direitos compensatórios naquele país, como decorrência de investigações sobre a incidência de subsídios.

Como Parte Contratante do Acordo Geral sobre Tarifas Aduaneiras e Comércio — GATT, o Brasil deu início à implementação de alguns acordos multilaterais negociados durante as Negociações Comerciais Multilaterais (Rodada de Tóquio), concluídas em 1979. É o caso do Acordo sobre subsídios e sobre Medidas Compensatórias, do Acordo sobre Barreiras Técnicas ao Comércio, do Acordo Anti-Dumping e do Acordo sobre o Comércio de Carnes. Foram enviados à consideração do Congresso Nacional dois outros resultados das referidas negociações, a saber, o Acordo sobre Valoração Aduaneira e uma relação de concessões tarifárias brasileiras. O conjunto desses instrumentos internacionais representa vantagens para o Brasil em termos de maior normalização dos procedimentos das Partes Contratantes do GATT em matéria de comércio internacional. As obrigações brasileiras neste contexto estão, em grande número de casos, qualificadas por dispositivos de tratamento mais favorável a países em desenvolvimento, negociados por ocasião da Rodada de Tóquio.

Foram acionadas, pela primeira vez, as cláusulas económicas do Acordo Internacional do Café de 1976, mediante a aprovação, pelo Conselho da Organização Internacional do Café, de medidas relativas às quotas de exportação, à faixa de preços e ao sistema de controles. Constituiu-se, no âmbito do GATT, um painel encarregado do exame da controvérsia entre o Brasil e a Espanha a respeito de novo regime tarifário espanhol para importações de café. Sobre o mesmo tema, foi criada, por decisão do

Conselho da Organização Internacional do Café, uma Comissão Consultiva.

Tiveram prosseguimento as negociações do novo Acordo Internacional do Trigo, com o exame de texto alternativo, elaborado pelo Secretariado do Conselho Internacional do Trigo, que busca apresentar soluções sobre os pontos a respeito dos quais não foi possível obter um entendimento ao longo destes cinco anos de negociações.

No setor de saúde animal, concluíram-se as negociações entre a Comunidade Económica Europeia (CEE) e alguns países latino-americanos exportadores de carne, entre os quais o Brasil, com a aprovação de um programa de cooperação para a erradicação da febre aftosa na América Latina.

No âmbito da FAO prosseguiram as negociações para fomento da cooperação internacional no comércio dos produtos oleaginosos, com a realização da 14ª Sessão do Grupo Intergovernamental sobre Sementes Oleaginosas, Óleos e Gorduras. A reunião adotou diretrizes destinadas a evitar a imposição de novas barreiras tarifárias ou não tarifárias à entrada das oleaginosas nos mercados consumidores e a reduzir ou eliminar os entraves já existentes.

O Brasil assinou e apresentou declaração de que aplicaria provisoriamente, dentro dos limites dos procedimentos constitucionais brasileiros, o Acordo Internacional da Borracha Natural de 1979.

Tiveram prosseguimento os trabalhos desenvolvidos no âmbito do Programa Integrado de Produtos de Base, com vistas à negociação de um Acordo Internacional sobre Madeiras Tropicais. Encerraram-se, com êxito, as negociações do Convénio Constitutivo do Fundo Comum do Programa Integrado de Produtos de Base, que financiará os estoques reguladores constituídos pelos acordos de produtos de base associados ao Fundo e outras medidas, também

desenvolvimento e desenvolvidos sobre a agenda e sobre procedimentos de negociação. Até a interrupção em dezembro da XXXV Assembleia Geral da ONU, foro ao qual o assunto foi remetido, tampouco verificou-se o desejado acordo. O Presidente da XXXV Assembleia Geral foi encarregado de realizar sondagens sobre o assunto e de reconvocar a XXXV Sessão para discutir mais uma vez o tema.

Com relação à Estratégia Internacional para o Desenvolvimento, houve consenso em torno de um texto adotado pela XXXV Assembleia Geral da ONU.

Concluiu-se a Conferência das Nações Unidas sobre Práticas Comerciais Restritivas e aprovou-se, por consenso, um conjunto de regras e princípios, ou códigos, sobre práticas comerciais restritivas, completando, assim, um processo negociador que se iniciou em 1968, na II Conferência das Nações Unidas sobre Comércio e Desenvolvimento (UNCTAD). O Brasil foi um dos principais porta-vozes do "Grupo dos 77" nesta negociação. O documento recolhe as preocupações centrais dos países em desenvolvimento na matéria e condena certas práticas de subsidiárias de empresas transacionais que afetam adversamente o desenvolvimento económico desses países.

O Brasil participou da Conferência Diplomática sobre a Revisão da Convenção de Paris para Proteção da Propriedade Industrial, no âmbito da Organização Mundial da Propriedade Industrial (OMPI), onde se procurou estimular a capacidade dos países em desenvolvimento de absorverem tecnologia patenteada. Frustraram-se, entretanto, as expectativas dos países receptores de tecnologia em vista do impasse processual, que logo se formou entre os grupos de países desenvolvidos e em desenvolvimento, sobre o sistema de votação do ato final de revisão. Em consequência, a OMPI, por intermédio de seu órgão competente (Uni-

ão de Paris), propôs, oportunamente, as datas, para uma nova sessão da Conferência Diplomática, que deverá realizar-se em 1981.

O Brasil participou da Terceira Conferência Geral da Organização das Nações Unidas para o Desenvolvimento Industrial (III UNIDO).

Participou o Brasil, na Venezuela, da VI Reunião Ordinária do Conselho Latino-Americano, órgão principal do Sistema Económico Latino-Americano (SELA). Procurou-se, nessa reunião, definir uma posição conjunta latino-americana em relação aos grandes temas ora em debate nos principais foros internacionais, a saber: Negociações Globais, Nova Estratégia Internacional para o Desenvolvimento, Cooperação Económica entre Países em Desenvolvimento, código de conduta para empresas transacionais e para a transferência de tecnologia. Realizou-se, em setembro, a I Reunião do Comité de Ação do SELA para o Estabelecimento da Rede de Informação Tecnológica Latino-Americana, em sua sede, no Rio de Janeiro.

A nível bilateral, foi realizada em 1980 uma série de negociações com vistas a atenuar as pressões protecionistas sobre as exportações brasileiras. Assim, foi formalizada a conclusão do Acordo Bilateral sobre as Exportações de Certos Produtos Têxteis do Brasil para a Suécia, com vigência de dois anos, a partir de 1º de setembro de 1980. Com os Estados Unidos da América, entre outras matérias, foi resolvida a questão da imposição de direitos compensatórios sobre nossos produtos têxteis. Prevaleceu a tese brasileira de que, com as medidas económicas do Governo brasileiro de 7 de dezembro de 1979, os subsídios que agora incidem sobre as exportações são apenas residuais. Foi assinado um Acordo-Quadro de Cooperação entre o Brasil e Comunidade Económica Europeia, ora em apreciação pelo Congresso Nacional, e que, tão logo entre

confiança dos Estados-membros em que o Governo colombiano saberia preservar a integridade, bem como lograr a libertação, dos agentes diplomáticos seqüestrados e mantidos como reféns. Quanto ao segundo episódio, foi convocada sessão extraordinária do Conselho Permanente, para considerar a situação dos Direitos Humanos na Bolívia. Nesta reunião, foi aprovada resolução que expressa preocupação da maioria dos Estados membros da OEA com relação à situação dos direitos humanos naquele País.

Por ocasião do X Período Ordinário de Sessões da Assembleia Geral, voltou a ser dominante nos debates o tema referente à situação dos direitos humanos na América Latina e no Caribe. Tratou-se também das condições financeiras da Organização e deu-se seguimento aos trabalhos preparatórios da Assembleia Geral Extraordinária sobre Cooperação para o Desenvolvimento, prevista para 1981, em Montevideu.

ASSOCIAÇÃO LATINO-AMERICANA DE LIVRE COMÉRCIO — ALALC/ASSOCIAÇÃO LATINO-AMERICANA DE INTEGRAÇÃO — ALADI

No âmbito da Associação Latino-Americana de Livre Comércio, o ano de 1980 foi marcado pela realização de uma série de reuniões cujo cronograma foi estabelecido para atender: 1 ?) à proximidade do prazo (31 de dezembro de 1980) estipulado pelo Protocolo de Caracas, de 1969, para o aperfeiçoamento da Zona de Livre Comércio, instituída pelo Tratado de Montevideu — 1960; e 2?) à necessidade imperiosa de reestruturar a Associação em bases mais realistas e flexíveis.

Realizaram-se duas reuniões preparatórias; uma Conferência Extraordinária, na qual foram adotadas resoluções que aprovaram, como recomendação aos Governos, o texto do projeto do Tratado Constitutivo da Asso-

ciação Latino-Americana de Integração (ALADI) e o embasamento jurídico da nova Associação; e uma reunião do Conselho de Ministros da ALALC, na qual o referido projeto foi sancionado pelos Chanceleres de todos os países-membros, seguida de Reunião Intergovernamental, onde o Tratado de Montevideu-1980 foi subscrito. O referido ato internacional já foi submetido ao Congresso, para efeitos de ratificação.

Em síntese, o novo diploma legal visa a promover a integração das economias latino-americanas através de acordos: a) de alcance parcial — que tendam progressivamente à multilateralização — e b) de alcance regional. No novo esquema, a criação de uma área de preferências econômicas constituirá a primeira etapa para o estabelecimento gradual de um Mercado Comum Latino-americano.

A renegociação do "Patrimônio Histórico" (concessões negociadas ao amparo dos instrumentos jurídicos vigentes até aqui) teve início em outubro. Atribuiu-se prioridade às reuniões com os membros do Pacto Andino que defendiam a posição de que as concessões reciprocamente outorgadas expirariam com o Tratado de Montevideu. Posteriormente, realizou-se a XX Conferência Extraordinária das partes Contratantes da ALALC para a avaliação e possível convergência dos acordos parciais alcançados. O prazo para a renegociação entre os países não-andinos foi prorrogado até 31 de dezembro de 1981.

temas económicos

Realizou-se a XI Assembleia Geral Especial das Nações Unidas com o objetivo de lançar as "Negociações Globais", nova forma do "Diálogo Norte-Sul", e discutir a Estratégia Internacional para o Desenvolvimento. O Brasil participou ativamente dessas negociações. Com referência às "Negociações Globais", não se chegou a um acordo. Prevaleceu a divergência entre países em

O Brasil participou ainda da Conferência Mundial que marcou a metade da Década das Nações Unidas para a Mulher — Igualdade, Desenvolvimento e Paz. Na área dos direitos humanos, o Brasil tomou parte na XXXVI Sessão da Comissão de Direitos Humanos e enviou observador à Subcomissão de Prevenção da Discriminação e Proteção de Minorias. A Sexta Sessão Especial da Comissão de Entorpecentes das Nações Unidas e a segunda Conferência das Partes do Acordo Sul-Americano sobre Entorpecentes e Psicotrópicos foram os eventos principais a que compareceu o Brasil no domínio do combate aos tóxicos. Registrou-se ainda a presença do Brasil no Sexto Congresso das Nações Unidas para a Prevenção do Crime e Tratamento dos Delinquentes. E(n matéria de meio-ambiente, prosseguiu a ação do Brasil, na VIII Reunião do Conselho de Administração do Programa das Nações Unidas para o Meio-Ambiente e em encontros especializados, no sentido de melhor conjugar a preservação da natureza com o direito soberano de cada Estado a conduzir o processo de desenvolvimento.

O Brasil participou da Sessão de Emergência da Assembleia Geral das Nações Unidas dedicada ao problema palestino. Nessa como em outras oportunidades, no quadro de suas relações bilaterais e multilaterais, o Brasil reiterou seu apoio aos esforços no sentido de uma solução justa e abrangente para a questão do Oriente Médio baseada, *inter alia*, no direito de todos os povos e países da região de viverem dentro de fronteiras reconhecidas e no reconhecimento dos direitos legítimos do povo palestino à autodeterminação e independência.

Na Sessão de Emergência da Assembleia Geral, convocada para examinar a questão do Afeganistão, o Brasil baseou sua atuação na defesa dos princípios de autodeterminação, não-intervenção e não-uso da força. Apoiou resolução que pede a retirada de todas as tropas estrangeiras do território afegão.

Na Assembleia Geral e em vários outros foros, o Brasil continuou a prestar decidido apoio às resoluções que condenam a África do Sul pela prática do "apartheid", pelas agressões aos países vizinhos e pela ocupação da Namíbia, que consideramos ilegal, em conjunto com a comunidade internacional.

O Brasil se fez representar, na XXXIII Assembleia Mundial de Saúde, na LXVI Conferência Internacional do Trabalho, na XVI Conferência Regional da Organização das Nações Unidas para Alimentação e Agricultura (FAO), na 35ª Sessão do Comitê para o Uso Pacífico do Espaço Exterior e na Conferência Mundial do Turismo.

O Brasil integra atualmente os órgãos deliberativos do Conselho de Governadores do Fundo Internacional para o Desenvolvimento Agrícola (FIDA), do Conselho de Administração da Organização Internacional do Trabalho (OIT), do Conselho da FAO, do Comitê Executivo da Organização Meteorológica Mundial (OMM), tendo participado das sessões anuais regulares desses órgãos.

Em 1980, o Brasil foi reeleito para mais dois órgãos deliberativos de organismos internacionais especializados: o Conselho Executivo da Organização Mundial da Saúde (OMS) e o Conselho da Organização de Aviação Civil Internacional (OACI).

ORGANIZAÇÃO DOS ESTADOS AMERICANOS - OEA

Durante o ano de 1980, os principais fatos políticos, sobre os quais se manifestou a Organização dos Estados Americanos, foram a invasão da Embaixada da República Dominicana em Bogotá e o movimento militar ocorrido na Bolívia. No primeiro caso, a OEA realizou sessão, na qual se aprovou, por consenso, resolução que repudiou o referido ato de terrorismo e expressou a

donésia, Filipinas, Malásia, Tailândia e Cingapura, cabe mencionar a vinda ao Brasil, no corrente ano, de quatro missões indonésias de alto nível, interessadas em conhecer os programas brasileiros nos setores relacionados à agricultura, à previdência social, à energia e ao programa de colonização na região amazônica. O primeiro Embaixador do Brasil residente em Cingapura apresentou credenciais ao Governo daquele país.

Visitou a Índia e o Sri Lanka missão comercial brasileira, chefiada pelo Secretário-Executivo da Confederação Nacional do Comércio, a qual procurou identificar as possibilidades de incremento das relações comerciais e de cooperação entre aqueles países e o Brasil. Missão cingalesa esteve no Brasil para conhecer as atividades brasileiras no âmbito do Programa Nacional do Alcool. Esteve no Brasil o Ministro das Finanças e do Planejamento de Sri Lanka.

Delegação parlamentar australiana visitou o Brasil, tendo mostrado especial interesse quanto à fabricação de veículos movidos a álcool. Delegação chefiada pelo Presidente da CVRD visitou a Austrália.

organismos internacionais

ORGANIZAÇÃO DAS NAÇÕES UNIDAS — ONU

De acordo com a tradição, o Chefe da Delegação do Brasil, Chanceler Saraiva Guerreiro, abriu o debate geral na XXXV Sessão da Assembleia Geral das Nações Unidas. A Delegação, a exemplo dos anos anteriores, contou com observadores parlamentares. Um indicativo da atuação brasileira e do equilíbrio de nossas posições é o fato de o Brasil, que já integra diversos outros órgãos internacionais, ter sido eleito ou reeleito, em 1980, para os seguintes órgãos: Comissão de Direitos Humanos, Junta Executiva do Fundo das Nações Unidas para a Infância (UNICEF), Comité de Recursos Naturais,

Comissão de Estatística, Comité de Programa e Coordenação, Conselho de Administração do Programa das Nações Unidas para o Meio-Ambiente (UNEP), Comité de Contribuições e Junta de Desenvolvimento Industrial da Organização das Nações Unidas para o Desenvolvimento Industrial (UNIDO).

A declaração da década de 80 como Década do Desarmamento coincide com a atividade do Brasil nesse campo, principalmente através da Comissão de Desarmamento das Nações Unidas e do Comité sobre Desarmamento. Atribuiu-se especial atenção à proibição de armas químicas, à segurança dos países não-nuclearmente armados, ao programa geral de desarmamento e à proibição de novas armas de destruição em massa. Também contribuiu o Brasil para que se chegasse, em reunião especializada, a uma convenção sobre proibições ou restrições de certas armas convencionais que possam ter efeito indiscriminado ou provocar ferimentos desnecessários. Foi enviado observador à 2ª Conferência de avaliação do Tratado sobre não-proliferação de armas nucleares, do qual o Brasil não é signatário. A reunião deixou de apresentar resultados, dada a reticência das potências nucleares em facilitar a transferência de tecnologia para fins pacíficos aos demais países e tomar os passos para desarmamento nuclear a que estavam comprometidas pelo Tratado.

A III Conferência das Nações Unidas para o Direito do Mar reuniu-se em sua IX Sessão, tendo-se verificado progressos na elaboração do anteprojeto, ainda informal, da convenção que poderá vir a regular todos os usos em toda a extensão dos oceanos. A Delegação do Brasil contou com a colaboração de observadores parlamentares. O Chanceler Saraiva Guerreiro compareceu à Câmara dos Deputados, onde prestou esclarecimentos sobre as posições defendidas pelo Brasil.

operação com os Países em Desenvolvimento da Iugoslávia. Esteve no Brasil em visita oficial, a convite da Câmara dos Deputados, delegação parlamentar da URSS. Em retribuição, o Presidente da Câmara dos Deputados Flávio Marcílio, acompanhado de comitiva, visitou a URSS.

Vale ainda ressaltar visitas de personalidades tais como o Ministro do Comércio Exterior da Tchecoslováquia; o Secretário de Estado e Membro do Conselho de Ministros da RDA; e o Vice-Ministro da Marinha Mercante da URSS; o Vice-Ministro do Ferro e do Aço da URSS; o Vice-Ministro do Comércio Exterior da Polónia; o Vice-Ministro do Comércio Exterior da Bulgária; o Ministro-Secretário de Estado do Comércio Exterior da Roménia; o Vice-Ministro do Comércio Exterior da Roménia; o Diretor-Geral do Comércio Exterior da RDA; e o Diretor-Geral do Comércio Exterior da Tchecoslováquia.

Por ocasião do falecimento do Marechal Josip Broz Tito, em maio, foi enviada missão especial às exéquias do Presidente iugoslavo, chefiada pelo General-de-Exército José Ferraz da Rocha, Chefe do Estado-Maior das Forças Armadas. Devem ainda ser registradas as visitas do Ministro das Minas e Energia à Polónia e à Tchecoslováquia, e do Secretário-Geral da Fazenda à Polónia. Visitaram também o Leste Europeu missões comerciais de companhias estatais e de firmas privadas, que exploraram perspectivas concretas de cooperação bilateral, inclusive no setor energético. Foram assinados acordos de cooperação, em nível empresarial, entre a Confederação Nacional da Indústria e as Câmaras de Comércio e Indústria da Bulgária e da Roménia, bem como com a Câmara de Comércio Exterior da RDA.

Realizaram-se reuniões de Comissões Mistas com a Polónia, a Bulgária, a Roménia, a RDA, a Hungria e a Iugoslávia e sobre Transportes Marítimos com a URSS.

No tocante à promoção comercial no Leste Europeu, foi sensivelmente ampliada a participação do Brasil nas feiras internacionais da região (Salima, Leipsig, Brno, Poznan, Bucareste, Zagreb, Budapeste, Plovdiv e Moscou), além de ser melhor estruturado o apoio aos empresários nacionais, através da criação de setores comerciais em todos os postos da Europa Oriental. Começaram a operar no Leste Europeu, em apoio ao Setor Comercial externo, uma representação do Banco do Brasil, em Varsóvia, e escritórios da Interbrás, em Berlim, e da COBEC, em Praga. Finalmente, foram regulamentados os Escritórios Comerciais da Polónia, da Bulgária e da Hungria no Brasil.

Ásia e Oceania

Visitou o Brasil missão de importadores japoneses organizada pelo Ministério do Comércio Internacional e Indústria do Japão e composta de cerca 120 membros, entre empresários e altos funcionários governamentais. Visitou o Japão o Ministro-Chefe da SEPLAN. Na oportunidade foram concluídos os entendimentos finais para a execução dos projetos ALBRÁS/ALUNORTE e ficou praticamente definido o contrato de compra, por siderúrgicas japonesas, de 13 milhões de toneladas de minérios de ferro de Carajás. Foram ainda mantidos entendimentos sobre a participação japonesa em outros empreendimentos brasileiros.

Realizou-se em Pequim a Primeira Reunião da Comissão Mista Comercial Brasil-China. Na oportunidade, foi assinado acordo referente à oferta feita pelo Banco do Brasil ao Banco da China de linha de crédito de 100 milhões de dólares. Visitou a China missão do BRASILINVEST. Ressalte-se, igualmente, a vinda ao Brasil de várias delegações chinesas. Foi ainda inaugurada uma agência do Banco do Brasil em Macau.

Com relação aos países da Associação das Nações do Sudeste da Ásia (ASEAN), In-

atenção pelo Brasil, que expressou a esperança de que pudessem chegar a uma fórmula passível de conciliar seus interesses e de conduzir ao fim as atividades bélicas.

estados unidos e canadá

Realizou-se, em Brasília, a VII Sessão do Subgrupo Consultivo de Comércio Brasil-EUA, no contexto do Memorando de Entendimento de 1976. Ainda no âmbito do referido Memorando, realizou-se em Washington reunião das equipes de planejamento político dos dois países.

O Ministro de Estado das Relações Exteriores visitou oficialmente o Canadá. Realizou-se, em Brasília, a II Reunião do Subgrupo Brasil-Canadá sobre Agricultura. Também em Brasília se realizou a I Reunião do Subgrupo de Cooperação Industrial. Em Ottawa, realizou-se a Terceira Reunião da Comissão Mista Brasil-Canadá sobre Relações Comerciais e Económicas, organismo a cujo âmbito pertencem os dois subgrupos acima mencionados.

europa ocidental

Experimentaram impulso as relações do Brasil com os países da Europa Ocidental, em seu conjunto. Registrou-se considerável aumento dos contatos em todos os níveis e setores de atividades.

Destacou-se a visita do Papa João Paulo II ao Brasil.

Tiveram particular importância as visitas do Ministro das Relações Exteriores a Bonn e Bruxelas. Também relevantes foram as visitas do Ministro dos Negócios Estrangeiros da Áustria; do Vice-Primeiro Ministro, Ministro das Relações Exteriores, da Economia e da Justiça do Grão-Ducado do Luxemburgo; do Secretário de Estado do Comércio Exterior do Reino Unido; do Secretário de Estado dos Negócios Estrangeiros do Reino Unido; do Secretário de Estado junto ao Mi-

nistro dos Negócios Estrangeiros da França; do Secretário de Estado do Ministério do Comércio Exterior da Suécia; e do Chefe das Forças Armadas da Dinamarca. Registraram-se ainda as visitas do ex-Primeiro Ministro Britânico, Edward Heath; dos alunos do Royal College of Defense Staff, do Reino Unido; além de três missões parlamentares da RFA e de parlamentares suecos.

Realizaram-se as seguintes reuniões de Comissões Mistas: Brasil-Dinamarca; Brasil-Noruega; e Brasil-RFA.

Foram assinados os seguintes atos internacionais:

I — Protocolo Adicional ao Acordo de Previdência Social Brasil-Espanha;

II — Acordo sobre Cooperação Económica e Industrial entre o Brasil e os Países Baixos, que cria Comissão Mista.

europa oriental

O relacionamento do Brasil com os países socialistas da Europa ampliou-se e diversificou-se de forma significativa, embora sua tônica principal continue a ser o incremento do intercâmbio comercial. Visou-se a incentivar as exportações para a área, diversificá-las, através da inclusão gradativa de produtos manufaturados e semimanufaturados, e desenvolver novos mecanismos de comércio, mais adaptados à forma de operar daqueles países no comércio exterior. Paralelamente, começou a ser executada uma gradual e seletiva reorientação de importações da área do Leste Europeu.

Visitaram o Brasil o Secretário de Estado do Ministério dos Negócios Estrangeiros da Hungria; o Vice-Secretário Federal dos Negócios Estrangeiros da Iugoslávia; o Secretário Geral do Ministério dos Negócios Estrangeiros da URSS; e o Ministro da Co-

como observador, dos trabalhos da Reunião de Chefes de Estado da Comissão do Rio Níger. Destacam-se, ainda, missão brasileira a Salisbúria, por ocasião das solenidades de independência do Zimbábue, bem como a missão de cooperação técnica à República de São Tomé e Príncipe.

Atendendo a convite dos países da "linha de frente", o Brasil fez-se representar na segunda Conferência de Cooperação do desenvolvimento do Sul da África, realizada em Maputo, e convocada com o objetivo de coordenar projetos e medidas que visam a desvincular esses países das estruturas herdadas do período colonial.

Quanto às Missões recebidas, registrem-se a visita realizada pelo Presidente da República Popular Revolucionária da Guiné, acompanhado de sete Ministros de Estado; a do Presidente da Guiné-Bissau; a do Ministro dos Negócios Estrangeiros de Cabo Verde; e a dos Comissários de Estado do Comércio e Indústria e Artesanato, e dos Transportes da Guiné-Bissau. De alto nível foram ainda as missões chefiadas pelo Reitor da Universidade Eduardo Mondlane de Maputo e a do Governador do Banco Central de Moçambique, ambos com hierarquia de Ministro de Estado.

Estiveram no Brasil dezesseis Missões de alto nível da Nigéria, país que, em 1980, se tornou o primeiro parceiro comercial brasileiro na África.

Visitaram também o Brasil o Chefe do Estado Maior Adjunto da Força Aérea do Gabão, à frente de missão militar, o Ministro da Indústria e do Turismo e o Ministro das Relações Exteriores da República Popular do Congo. Realizaram-se, em Brasília, reuniões das Comissões Mistas Brasil-Senegal e Brasil-Zaire, tendo sido as delegações daqueles países chefiadas, respectivamente, pelo Ministro das Relações Exteriores e pelo Secretário de Estado para Cooperação Internacional. Do Mali, foi recebido o Minis-

tro do Desenvolvimento Industrial, e do Benin, o Ministro do Planejamento. Da Tanzânia, recebeu-se visita do Secretário Geral do Ministério de Construção da Nova Capital.

Durante o ano de 1980, foi criada a Embaixada em Salisbúria, cumulativa com Maputo, e instalada a Embaixada em Dar-Es-Salaam com a conseqüente designação de Embaixador residente na capital tanzania-na. O leque da presença diplomática brasileira no continente foi ainda ampliado com o estabelecimento de relações diplomáticas com Burundi, República Popular do Congo e Ruanda.

oriente próximo

Intensificaram-se as relações com os países da África Setentrional e do Oriente Próximo. O Brasil recebeu delegações da Argélia, Arábia Saudita, Coveite, Egito, Emirados Árabes Unidos e Iraque, e as visitas oficiais do Primeiro Ministro do Marrocos, do Ministro do Comércio da Arábia Saudita, do Ministro do Petróleo e Recursos Minerais dos Emirados Árabes Unidos, do Ministro das Finanças do Coveite e do Ministro da Irrigação do Iraque, enviado especial do Presidente da República desse país. Em Brasília, reuniu-se pela segunda vez a Comissão Mista Brasil-Líbia. Chefiaram as respectivas delegações o Ministro de Estado interino das Relações Exteriores e o Secretário do Comité Geral Popular da Habitação da Líbia. O Ministro da Indústria e do Comércio visitou o Coveite, quando presidiu à assinatura de empréstimo ao BNDE, e o Iraque, ocasião em que entregou mensagem do Presidente da República ao Chefe de Estado daquele país. Nos foros internacionais o Brasil manteve sua posição de apoio aos princípios da não intervenção e autodeterminação, ao direito do povo palestino a uma pátria e ao direito de todos os povos da região a existir dentro de fronteiras internacionalmente reconhecidas. O conflito entre Iraque e Irã foi acompanhado com especial

nião do Conselho com um Chanceler de país não-andino. A fim de institucionalizar os vínculos que unem o Brasil ao Grupo Andino, assinou-se um Memorando de Entendimento, que estabeleceu mecanismo permanente de troca de informações, consulta e coordenação entre o Brasil e os países andinos em nível de Chanceleres e em outros níveis.

Em 2 de agosto, entrou em vigor o Tratado de Cooperação Amazônica e, no mesmo mês, o Governo brasileiro, depositário do Tratado, expediu convites aos demais Governos co-signatários para a realização da I Reunião dos Ministros das Relações Exteriores dos países signatários do Tratado de Cooperação Amazônica, a qual viria a ocorrer em Belém do Pará. Na sessão solene de encerramento, foram assinadas a Declaração de Belém e a Ata Final da reunião, com as diretrizes que nortearão as atividades a se desenvolverem sob a égide do Tratado, nas áreas de investigação conjunta em ciência e tecnologia, de cooperação em matéria de desenvolvimento regional, com estudo para a criação de um Fundo de Pré-Investimento, de estudo sistemático e completo do potencial dos rios amazônicos, e de coordenação dos planejamentos nacionais para a implantação de uma infra-estrutura física adequada de transportes e telecomunicações.

O Ministro de Relações Exteriores da Nicarágua visitou o Brasil, ocasião em que expôs a situação de seu país, e agradeceu a ajuda e cooperação recebidas para projetos de reconstrução da economia nacional. O Governo brasileiro recebeu, também, o Chanceler de El Salvador, que apresentou retrospecto histórico da situação política de seu país e indicou os objetivos principais de seu Governo. Visitou igualmente o Brasil o Vice-Presidente da Guatemala. Na cidade do Panamá, realizou-se a I Reunião da Comissão Mista Brasil-Panamá, ocasião em que se estabeleceram parâmetros adequados para uma cooperação mais intensa entre

ambos os países. Visitou o Brasil o Ministro dos Negócios Estrangeiros de Trinidad e Tobago. Esteve igualmente no Brasil missão trinitária em nível ministerial.

Prosseguindo no seu esforço de aproximação com os países caribenhos que recentemente alcançaram sua independência, o Brasil estabeleceu relações diplomáticas com Santa Lúcia e São Vicente e Granadinas. Ajuda humanitária, na forma de doação de remédios, foi prestada à Jamaica, Haiti e Santa Lúcia.

A convite do Governo brasileiro, visitou oficialmente o Brasil o Presidente mexicano José Lopes Portillo. No campo político, onde foram identificadas numerosas áreas de convergência entre os dois países, decidiu-se dar novo impulso às relações bilaterais, ficando acordada a realização periódica de reuniões em nível diplomático, a fim de passar em revista temas internacionais. No terreno econômico, a visita do Mandatário mexicano possibilitou entendimentos e decisões que conferem decidido apoio governamental ao esquema de cooperação econômica e industrial, ora em fase de implementação. Acordou-se ainda o fornecimento de quantidades adicionais de petróleo mexicano ao Brasil.

áfrica

O ano de 1980 caracterizou-se por intensa e variada atividade diplomática com vistas ao desenvolvimento e consolidação das relações do Brasil com os países da África Subsariana, em decorrência da importância atribuída ao nosso relacionamento com o continente africano nos mais diversos setores.

No âmbito das iniciativas políticas, sobressai a viagem empreendida pelo Chanceler Saraiva Guerreiro à Tanzânia, Zâmbia, Zimbábue e Angola. O Ministro da Agricultura do Brasil e Força-Tarefa da Marinha visitaram a Costa do Marfim. O Brasil participou,

as possibilidades de fornecimento de gás argentino ao Brasil; o acordo relativo à ponte sobre o rio Iguaçu; e o acordo de cooperação científico-tecnológica nas áreas de telecomunicações, pesquisa científica, pesquisa agropecuária e reflorestamento.

Atendendo a convite dos Comandantes-em-Chefe da Armada e da Força Aérea da Argentina, respectivamente, visitaram oficialmente aquele país os Senhores Ministros da Marinha e da Aeronáutica. O Ministro da Economia da Argentina esteve em Brasília, onde manteve conversações com o Presidente da República e com o Ministro-Chefe da Secretaria de Planejamento.

Durante a visita realizada pelo Presidente da República ao Paraguai, foi celebrado o Tratado de Interconexão Ferroviária entre os dois países, o qual permitirá a ligação do Paraguai a instalações portuárias do Brasil no Oceano Atlântico. Foram também assinados dois contratos de interligações elétricas. O Presidente Stroessner empreendeu visita a Goiânia, por ocasião da Exposição Agropecuária de Goiás, e, posteriormente, o Ministro da Indústria e Comércio do Paraguai visitou o Brasil. Em Foz do Iguaçu, o Ministro da Saúde do Brasil, Doutor Waldyr Arcoverde, encontrou-se com seu colega paraguaio, Doutor Adan Godoy Jimenez, e considerou novas medidas no contexto da implementação do Acordo de Cooperação Sanitária entre o Brasil e o Paraguai.

As relações com o Chile foram significativamente marcadas por visitas de alto nível. Durante a viagem que o Presidente da República fez a esse país, além da Declaração Conjunta, foram assinados acordos bilaterais em matéria de previdência social, transporte marítimo, turismo e cooperação técnica e científica, bem como um Memorando de Entendimento sobre cooperação no campo da utilização da energia nuclear para fins pacíficos e um acordo de intenção para evitar a dupla tributação. Simultaneamente à visita

presidencial, efetuou-se o Encontro Empresarial Brasileiro-Chileno, do qual participaram mais de centena e meia de empresários brasileiros. Anteriormente, o Ministro Ramiro Saraiva Guerreiro também visitara oficialmente o Chile.

O Almirante-de-Esquadra Maximiano Eduardo da Silva Fonseca, Ministro de Estado da Marinha, visitou o Chile, bem como o Ministro do Exército, General Walter Pires, na qualidade de Chefe da Delegação que representou o Brasil nas festividades comemorativas do aniversário da Independência daquele país.

As relações entre o Brasil e o Uruguai prosseguiram em clima de entendimento e cooperação. Visitou oficialmente a cidade de Brasília o Ministro de Relações Exteriores do Uruguai, Embaixador Adolfo Folie Martínez. Esteve em Montevideu, representando o Governo brasileiro nas comemorações do sesquicentenário da Constituição uruguaia de 1830, o General Ernani Ayrosa da Silva, Chefe do Estado-Maior do Exército. Atendendo a convite do Ministro da Aeronáutica, visitou o Brasil o Comandante-em-Chefe da Força Aérea Uruguaia. O Ministro da Marinha, Almirante-de-Esquadra Maximiano Eduardo da Silva Fonseca, a convite do Comandante-em-Chefe da Armada uruguaia visitou o Uruguai.

Ao mesmo tempo que se reforçavam os laços bilaterais, procedeu-se, em 1980, à dinamização dos contatos no campo da cooperação regional com os países que compõem, com o Brasil, a área amazônica: Bolívia, Colômbia, Equador, Guiana, Peru, Suriname e Venezuela.

Logo no início do ano, o Chanceler Saraiva Guerreiro participou, em Lima, de reunião do Conselho de Ministros das Relações Exteriores do Grupo Andino (Conselho Andino), atendendo a convite de que fora portador o Presidente Francisco Morales Bermúdez, do Peru. Foi essa a primeira reu-

abrange as principais questões de interesse global em matéria econômica e de desenvolvimento e já se prolonga por mais de duas décadas, não alcançou, ainda, reais progressos. Abrigamos a esperança de que nossos principais parceiros industrializados venham a dar sua contribuição para superar esse estado de coisas, de modo que as negociações Norte-Sul, quer no âmbito das Nações Unidas, quer fora dele, possam cumprir os seus propósitos.

Além de numerosas visitas de alto nível trocadas com esses países, desejo também salientar a assinatura, em 1980, do Acordo de Cooperação com a Comunidade Europeia.

As relações do Brasil com os países socialistas do Leste europeu ganharam intensidade expressiva em variadas áreas de atividade nos campos econômico e comercial.

Também com a China, nossas relações continuam a receber impulso, sendo orientação minha acelerar essa tendência.

Buscamos nestes últimos doze meses, em suma, uma convivência ampla e intensa, com o propósito maior de estabelecer um clima de entendimento e de cooperação mútua. Praticamos uma diplomacia densa e complexa, apesar de nossas limitações naturais. Deixamos patentes os verdadeiros propósitos brasileiros de que o convívio entre as nações se conduza de modo que se abrandem as tensões e desapareçam progressivamente os escandalosos desníveis de riqueza entre as nações.

A ação diplomática de meu Governo está, assim, indissoluvelmente ligada aos propósitos de Paz e Desenvolvimento. Projetamos a imagem de uma Nação determinada, realista e confiável, que contribui positivamente para o estabelecimento de uma ordem internacional justa, eqüitativa e democrática. De minha parte, reitero que o Executivo continuará em seu empenho de mobilização no

sentido de, no plano externo, aproveitar plenamente as oportunidades que surgirem para o nosso desenvolvimento, a fim de que o povo brasileiro tenha melhores condições de desfrutar nível de vida mais digno, num quadro harmonioso de justiça e liberdade.

Tenho a certeza de que, da mesma forma que em outras tarefas, contarei sempre com o elevado e fundamental apoio do Congresso Nacional.

ATIVIDADES DAS RELAÇÕES EXTERIORES EM 1980

américa latina

Através de múltiplas visitas de altas autoridades e contatos vários, intensificaram-se durante o ano atividades com vistas a estreitar os laços de bom entendimento e crescente cooperação com os diversos países irmãos da América Latina.

As relações entre o Brasil e a Argentina alcançaram intensidade expressiva no decorrer de 1980, com o fortalecimento da atmosfera de franqueza e confiança recíprocas e o desenvolvimento de um diálogo profícuo. A visita oficial que o Presidente da República realizou a Buenos Aires, retribuída pela viagem que fez ao Brasil o Presidente Jorge Rafael Videla, constituíram-se em marcos significativos do entendimento que prevalece no relacionamento bilateral e das perspectivas concretas de cooperação brasileiro-argentina.

Nessas ocasiões, foram celebrados acordos em diversos campos, entre os quais cumpre salientar o acordo para o desenvolvimento e a aplicação dos usos pacíficos da energia nuclear; o tratado para o aproveitamento dos recursos hídricos compartilhados dos trechos limítrofes do rio Uruguai e de seu afluente o rio Pepiri-Guaçu; o acordo que cria grupo técnico misto para estudar

minação dessas práticas racistas, confiando em que venha a prevalecer uma situação de justiça naquela parte da África.

As visitas que nos fizeram os Presidentes da Guiné e da Guiné-Bissau, assim como a viagem do Chanceler brasileiro a países africanos, juntamente com o grande número de missões intercambiadas com esses países, demonstram a intensidade das relações do Brasil com a África e, sem dúvida, consolidaram a fluidez e a confiança que caracterizam essas relações. Participamos, ainda, de forma ativa e com representação de alto nível, da Conferência de Coordenação do Desenvolvimento da África Meridional, realizada, em novembro, em Maputo.

Dando expressão concreta à efetivação da presença brasileira na África, foram instaladas, em 1980, Embaixadas em Dar-Es-Salaam e Lomé.

No plano político, reiteramos a posição brasileira de princípio quanto à questão do Oriente Médio. Somos a favor da desocupação dos territórios árabes tomados pela força. Consideramos que todos os países da região têm o direito de existir dentro de fronteiras internacionalmente negociadas e reconhecidas. Defendemos os direitos do povo palestino à autodeterminação, à criação de um Estado soberano e ao retorno a seus lares. Reconhecemos que a Organização da Libertação da Palestina (OLP) representa o povo palestino e deve participar do processo que venha a deliberar sobre o destino da Palestina.

Num cenário petrolífero internacional turvado por situação de instabilidade de preços e até de abastecimento, que a eclosão do conflito Irã-Iraque agravou, o Brasil, graças a seu relacionamento com os países produtores de petróleo, assegurou o fluxo de importações da matéria-prima. Nesse particular, são relevantes os aumentos dos fornecimentos provenientes do México e da Venezuela, num gesto expressivo de solida-

riedade e de adensamento da cooperação latino-americana. Com os países exportadores de petróleo de todos os quadrantes, temos explorado e desenvolvido significativos projetos de cooperação em variados campos, com o propósito de criar relações mais equilibradas que se reflitam adequadamente em nosso balanço de pagamentos.

Com os países industrializados ocidentais e o Japão, nosso relacionamento evolui de forma intensa, cordial e franca. Por motivos de toda a ordem, o Brasil continua a atribuir particular atenção à vertente ocidental de sua política externa. Vemos no Ocidente uma comunidade de nações dedicadas à liberdade e em condições de acomodar tanto nações ricas, quanto pobres. O pluralismo e o respeito pelo direito dos povos e dos indivíduos estão no próprio cerne do sistema de valores ocidentais.

Reconhecemos como de importância crucial para nosso processo de desenvolvimento a intensificação e o adensamento da convivência com esses países, em bases maduras que incorporem um diálogo permanente e desinibido, de parte a parte.

Muito nos preocupam, entre outros, os graves problemas do protecionismo em todas as suas formas (econômico, financeiro, tecnológico), da instabilidade monetária, da inflação e seus reflexos negativos, precisamente nas economias mais vulneráveis dos países em desenvolvimento. Nunca deixamos de reconhecer e de afirmar que somos os principais responsáveis por nosso próprio desenvolvimento, mas também não podemos deixar de reiterar a necessidade de que nossos árduos esforços não sejam dificultados ou anulados por problemas e medidas de ordem externa.

É particularmente preocupante o estágio em que se encontram as negociações internacionais entre os países do Norte industrializado e os países em desenvolvimento do Sul. Esse conjunto de negociações, que

pela unidade e integração latino-americanas, sem preconceitos, com base em nossa própria vivência democrática e num devotamento já comprovado à causa do desenvolvimento justo e equilibrado. Necessariamente, ação e possibilidades concentram-se de preferência na América do Sul.

Através de visitas oficiais à Argentina, Chile e Paraguai, países em que fui recebido de forma calorosa, o que muito me tocou, procurei traduzir essa política em realidades concretas. Da mesma forma, tive a honra e satisfação de receber em nosso País os mais altos mandatários da Argentina e do México, para conversações marcadas pela amizade e compreensão recíprocas. No correr do ano tive ocasião de trocar mensagens sobre temas de interesse comum com outros Chefes de Estado latino-americanos.

Além dos contatos presidenciais a que me referi, também intensificamos o intercâmbio político e econômico por meio de numerosas visitas recíprocas de nível ministerial e nível técnico. Com os países do Grupo Andino, mantivemos, na cidade de Lima, frutífero encontro a nível de chanceleres. Participamos decisivamente dos trabalhos de criação da Associação Latino-Americana de Integração (ALADI), que substitui, como instrumento regional de integração, a Associação Latino-Americana de Livre Comércio (ALALC). No âmbito da Organização dos Estados Americanos (OEA), buscamos uma participação construtiva, sempre voltada para o encaminhamento pacífico das controvérsias, para a observância do princípio da não-ingrerência nos assuntos dos Estados e para a obtenção de um melhor nível de desenvolvimento dos nossos povos.

A entrada em vigor, em agosto de 1980, do Tratado de Cooperação Amazônica (TCA) constitui evento marcante na vida latino-americana, tanto pelo exemplo da viabilidade do esforço comum, quanto pelas oportunidades de cooperação efetiva que abriu para os países amazônicos, e que devem

resultarem benefício de toda a América Latina. Já em outubro último, em terra brasileira (Belém do Pará) reuniram-se pela primeira vez, em acontecimento histórico, a cuja conclusão presidi, os Chanceleres dos países amazônicos adotando-se a "Declaração de Belém", que delineia parâmetros para a cooperação entre esses países com vistas ao aproveitamento e progresso da região amazônica.

Tais contatos do Brasil com essas nações irmãs são, na verdade, consequência natural do nosso modo de ser latino-americano, de nossa própria identidade nacional. A atitude brasileira, devo assinalar, encontra plena correspondência e, por isso mesmo, será mantida e aprofundada. O diálogo aberto dentro de nossa região favorece a todos e é condição para a defesa harmônica de nossos interesses comuns de Paz e Desenvolvimento.

Avançaram as relações entre o Brasil e os países africanos. Em variados casos, foi superada a fase exploratória, de estabelecimento de contatos com vistas ao melhor conhecimento mútuo. Entramos, agora, numa etapa de construção, de troca de experiências e de cooperação. E abre-se, de fato, um quadro sólido de perspectivas de maior e melhor intercâmbio. Cabe-nos, pois, dentro de nossas possibilidades ainda limitadas, a importante tarefa de dar caráter operacional às múltiplas oportunidades de expansão do convívio afro-brasileiro.

O Brasil acolheu com especial satisfação a conclusão do prolongado e turbulento processo de independência do Zimbábue, com a instalação de um verdadeiro regime de maioria. Continuaremos a favorecer, por outro lado, a autodeterminação e independência da Namíbia, objetivos que esperamos possam ser, sem demora, alcançados de forma justa e pacífica. A persistência das práticas odiosas de aparteidismo no sul do continente africano merece a repulsa e condenação universais. O Brasil insiste na eli-

na mensagem ao congresso, figueiredo destaca a política de igualdade com a américa latina e áfrica

Trechos sobre política externa brasileira, extraídos da Mensagem do Presidente João Figueiredo ao Congresso Nacional, na abertura da Sessão Legislativa, em 17 de março de 1981. O primeiro trecho foi extraído da parte introdutória da Mensagem e o segundo é o relato das atividades brasileiras no campo das relações exteriores durante o ano de 1980.

INTRODUÇÃO

Em conjuntura mundial marcada pelo aprofundamento de uma crise global, quer no plano político, quer no económico, a política externa do Governo manteve seu compromisso inabalável com a Paz e com o Desenvolvimento. No ano que passou, intensificamos nossos esforços no sentido do descontraimento das tensões internacionais, da criação ou renovação dos vínculos de confiança entre os Estados e do atendimento às aspirações dos povos por independência, bem-estar e justiça.

O Brasil voltou-se tanto para o mundo industrializado, quanto para os países em desenvolvimento. Em sua movimentação diplomática, o País objetiva um relacionamento horizontal, de contornos francos e democráticos. Não aceitamos subordinações nem hegemonias, pois nossa meta é a abertura equitativa do processo decisório internacional a todas as nações. Buscamos compreender e ser compreendidos, na certeza de que o diálogo internacional deve ter por base a aceitação leal das especificidades de cada país: suas dificuldades, interesses e propósitos.

E temos reiteradamente assinalado que, com as nações vizinhas da América Latina e África, o Brasil leva a cabo uma política de igualdade, genuinamente descontraída e contrária a quaisquer tipos de prepotência, hegemonia ou intervencionismo.

Na verdade, articula-se, em nossos dias, uma nova e dinâmica realidade latino-americana. Os problemas políticos e económicos de nossa região são tratados dentro da ótica da mudança; a estagnação é rapidamente substituída por atitudes inovadoras, tanto bilaterais como multilaterais, e pela decisão comum de nossos países de reforçarem os laços que nos ligam, não apenas para melhor enfrentarmos as variações adversas da conjuntura internacional, mas também para atendermos às aspirações de nossos povos por uma convivência densa, diversificada e fraterna. A América Latina apresenta-se ao mundo com uma face renovada e com a disposição de falar por si mesma em defesa de seus valores e anseios próprios.

É decisão política de meu Governo trabalhar

cia o Senhor Ministro Pierre Nzé expressou ao Ministro Ramiro Saraiva Guerreiro sua profunda gratidão pela calorosa hospitalidade que lhe foi oferecida, bem como a sua delegação pelo Governo e pelo povo do Brasil.

O Ministro congolês convidou seu colega brasileiro a visitar oficialmente a República Popular do Congo; o convite foi aceito com prazer. A data da visita será fixada por via diplomática.*

* Na seção **Tratados, Acordos, Convênios**, página 160, o texto do Acordo de Cooperação Económica, Científica, Técnica e Cultural entre o Brasil e a República Popular do Congo, assinado por ocasião da visita do Ministro dos Negócios Estrangeiros daquele país, Pierre Nzé.

entre as nações amigas das duas margens, em um clima de paz.

Com referência à situação económica internacional, os dois Ministros expressaram a preocupação de seus Governos com a persistência de sérios desequilíbrios e desigualdades existentes entre países desenvolvidos e em desenvolvimento. Lamentaram a falta de progresso real na solução de tais desequilíbrios e desigualdades.

Consideram que as práticas comerciais protecionistas dos países desenvolvidos são altamente nocivas aos interesses de todos os países e conclamam os países industrializados a adotar uma atitude positiva com relação à necessidade de transformar as relações económicas internacionais com vistas a criar condições propícias ao desenvolvimento económico e social de todos os países. Reiteraram, a esse respeito, o propósito de seus Governos de continuar a impulsionar o processo de estabelecimento de uma Nova Ordem Económica Internacional, baseada na equidade, na justiça, no interesse mútuo e na cooperação entre os Estados.

Os dois Ministros se congratularam pelo estabelecimento de relações diplomáticas entre o Brasil e o Congo, ocorrido no dia 4 de março de 1980. Este evento veio impulsionar os já amistosos laços que uniam os povos brasileiro e congolês. Os dois Ministros ressaltaram, a respeito, os proveitosos encontros que mantiveram no âmbito da Assembleia Geral da Nações Unidas, bem como as recentes visitas ao Brasil do Ministro congolês da Indústria e do Turismo, e do Representante Permanente do Congo nas Nações Unidas.

Ambos os Ministros procederam à avaliação das relações económicas e comerciais entre os dois países. Verificaram que os esforços dos dois Governos poderão contribuir para impulsionar a cooperação bilateral e a valorização das potencialidades exis-

tentes. Nesse sentido, assinaram um Acordo de Cooperação Económica, Científica, Técnica e Cultural entre seus respectivos Governos.

No campo da cooperação técnica e científica concordaram em recomendar aos setores competentes de seus respectivos Governos o exame de possibilidades de desenvolvimento de formas de cooperação nos campos da agricultura, da mineração, florestal, da construção, dos transportes, da pesquisa de fontes alternativas de energia, da formação profissional e da educação.

O Ministro congolês expressou sua satisfação pela decisão do Governo brasileiro, um dos primeiros países, fora do Continente africano, a aderir ao Fundo Africano de Desenvolvimento. Os dois Ministros ressaltaram que projetos de grande interesse do Governo da República Popular do Congo, a serem implementados com financiamentos de organismos internacionais, poderiam utilizar tecnologia brasileira, especialmente aquela desenvolvida para o meio tropical.

Durante sua estada no Brasil, Sua Excelência o Ministro Pierre Nzé, cumpriu programa que incluiu, além do Distrito Federal, visita aos Estados de São Paulo e Rio de Janeiro. No Rio de Janeiro foi recebido por Sua Excelência o Senhor Antônio de Pádua Chagas Freitas, Governador do Estado. Visitou, também, a sede da companhia petrolífera PETROBRÁS e da Companhia de Pesquisa de Recursos Minerais (CPRM), onde manteve encontros muito frutíferos e positivos com os Presidentes das duas empresas. Em São Paulo, o programa previu uma visita a Sua Excelência o Senhor Paulo Salim Maluf, Governador do Estado, bem como ao Instituto de Tecnologia Agrícola e Alimentar (ITAL), ao Instituto Agronômico de Campinas (IAC), à Federação das Indústrias do Estado de São Paulo (FIESP) e à Câmara de Comércio Afro-Brasileira.

Ao concluir sua visita oficial, Sua Excelên-

celência o Senhor Denis Sassou-Nguesso, Presidente da República Popular do Congo.

Foi igualmente recebido por Sua Excelência o Senhor Flávio Marcílio, Presidente da Câmara dos Deputados, por Sua Excelência o Senhor Senador Jorge Kalume, Presidente em exercício do Senado Federal, por Sua Excelência o Senhor Presidente do Supremo Tribunal Federal, Ministro Francisco Manoel Xavier de Albuquerque, assim como pelos Ministros da Agricultura, Sua Excelência o Senhor Angelo Amaury Stabile, da Indústria e do Comércio, Sua Excelência o Senhor João Camillo Penna, e das Minas e Energia, Sua Excelência o Senhor César Cais de Oliveira Filho.

As conversações entre os Ministros Ramiro Saraiva Guerreiro e Pierre Nzé transcorreram em clima de amizade e entendimento mútuo. Depois de ter passado em revista temas da atual conjuntura internacional, em particular aqueles referentes à América Latina e à África, os dois Ministros examinaram, em profundidade, aspectos do relacionamento bilateral. Expressaram a convicção de que essas conversações abriram novas perspectivas para o incremento das relações entre o Brasil e o Congo.

No campo das relações internacionais, ambos os Ministros manifestaram-se preocupados ante o recrudescimento de tensões internacionais, que tendem a agravar os riscos de perturbação da paz internacional. Notaram, com preocupação, o inquietante aprofundamento da crise económica mundial; a persistência da fome e da miséria, causa de profundos desequilíbrios entre as nações; as deficiências do processo de tomada de decisões internacionais, ainda baseado em parâmetros conformados em época anterior à descolonização, e que deveria abrir-se à participação ampla e equitativa de todos.

Os dois Ministros reafirmaram a adesão de seus Governos aos princípios básicos do

Direito Internacional, tal como consagrados na Carta da Organização das Nações Unidas, e, em especial, aos que dizem respeito à independência, à soberania e à igualdade dos Estados; ao respeito à integridade territorial, à autodeterminação dos povos, à não-interferência nos assuntos internos dos Estados, à solução pacífica de controvérsias internacionais e à não-aquisição de territórios pela força.

Em conformidade com esses princípios, expressaram a necessidade de respeitarem opções políticas livremente escolhidas por cada Estado no exercício de sua soberania. Condenaram, destarte, qualquer forma de intervenção e dominação e reafirmaram que o respeito aos princípios citados é condição fundamental para a convivência pacífica e para o desenvolvimento dos Estados.

Denunciaram todas as formas de discriminação racial, em especial o apartheid, e reiteraram, a esse propósito, sua convicção de que é necessário fazer prevalecer o direito à dignidade humana. Reafirmaram seu apoio à autodeterminação, independência e integridade territorial da Namíbia, em cumprimento às resoluções pertinentes da Organização das Nações Unidas. Condenaram as reiteradas incursões de tropas sul-africanas nos territórios de Angola, de Zâmbia e de Moçambique, em flagrante violação do Direito Internacional.

Os dois Ministros reiteraram, também, a importância de chegar-se a uma paz justa e duradoura entre todos os Estados do Oriente Médio, um de cujos elementos essenciais é o reconhecimento e a implementação dos legítimos direitos do povo palestino.

Recordaram a importância do Atlântico Sul, não apenas para os dois países, mas igualmente para os Estados ribeirinhos Latino-americanos e Africanos, e sublinharam a vocação daquele oceano de servir à aproximação e ao desenvolvimento das relações

so mais firme apoio à independência da Namíbia e à erradicação do colonialismo na África, bem como a nossa veemente condenação às constantes violações dos territórios de Angola, Zâmbia e Moçambique por tropas da África do Sul e à prática da discriminação racial, particularmente o aparteidismo.

Senhor Ministro,

Identificam-se amplas possibilidades de cooperação entre nossos dois países. Entre os objetivos do diálogo entre nossos povos, posso citar o aumento e a diversificação do intercâmbio comercial; a troca de experiência na área da ciência e da tecnologia, em particular a tropical; o reforço dos laços culturais; o intercâmbio de experiências na implantação e na operação de serviços.

A visita de Vossa Excelência revela claramente a vontade política de nossos países de

aproveitar as múltiplas oportunidades de cooperação e amizade. As sementes foram lançadas por ocasião do estabelecimento de relações diplomáticas entre o Brasil e o Congo. Outros marcos foram as honrosas visitas que nos fizeram autoridades congoleesas. É desejo do Governo brasileiro desenvolver, com o Governo do Congo, as melhores e mais fraternas relações.

Senhor Ministro,

É nesse espírito que saúdo Vossa Excelência e convido todos os presentes a erguerem suas taças pelo contínuo desenvolvimento das relações de amizade entre o Brasil e o Congo; pela prosperidade do povo irmão do Congo; pela felicidade pessoal do Ministro Pierre Nzé; pela saúde do Presidente da República Popular do Congo, Denis Sassou-Nguesso e do Primeiro-Ministro Louis Sylvain Goma.

comunicado conjunto relata os entendimentos do chanceler congolês em brasília

Comunicado Conjunto Brasil-Congo, assinado, no Palácio do Itamaraty em Brasília, em 18 de fevereiro de 1981, pelo Ministro de Estado das Relações Exteriores, Ramiro Saraiva Guerreiro, e pelo Ministro dos Negócios Estrangeiros da República Popular do Congo, Pierre Nzé.

A convite de Sua Excelência o Senhor Embaixador Ramiro Saraiva Guerreiro, Ministro de Estado das Relações Exteriores da República Federativa do Brasil, Sua Excelência o Senhor Pierre Nzé, Ministro dos Negócios Estrangeiros da República Popular do Congo, visitou oficialmente o Brasil no período de 14 a 20 de fevereiro de 1981, quando se fez acompanhar de importante comitiva composta por Sua Excelência o Senhor Embaixador Nicolas Mondjo, Representante Permanente do Congo junto às Nações Unidas, o Senhor Louis Maheungou, Con-

selheiro Económico do Ministro dos Negócios Estrangeiros, o Senhor Pascal Gayama, Conselheiro junto à Missão Permanente do Congo nas Nações Unidas, o Senhor Barthélemy Dzambeya, Chefe da Divisão da América e da Ásia do Ministério dos Negócios Estrangeiros.

Em Brasília, Sua Excelência o Senhor Ministro Pierre Nzé foi recebido por sua Excelência o Senhor Presidente da República, João Baptista de Oliveira Figueiredo, ao qual fez entrega de mensagem pessoal de Sua Ex-

enfrentar as variações adversas da conjuntura internacional.

Em primeiro lugar, é importante reafirmar nosso interesse e, em verdade, nossa dedicação à causa da paz, justiça e tranquilidade entre as nações. E, nesse particular, desejo expressar-lhe, Senhor Ministro, que, no Brasil, acompanhamos com atenção e boa vontade os esforços empreendidos pela diplomacia congoleza no sentido de aproximar países irmãos da África que, momentaneamente, se encontravam separados. Com esse esforço, o Congo demonstrou sua capacidade de contribuir para o melhor relacionamento entre seus vizinhos, merecendo, em consequência, amplo reconhecimento da comunidade internacional.

É importante, ainda, Senhor Ministro, que as presentes tensões internacionais não contaminem ou obscureçam o já difícil diálogo que, como países em desenvolvimento, conduzimos com as nações industrializadas. Efetivamente, um clima internacional marcado pela confrontação pode determinar novos e indesejáveis atrasos na reforma das relações Norte-Sul e no estabelecimento da Nova Ordem Económica Internacional. Nosso objetivo nesse diálogo é, claramente, o de corrigir situações de desigualdade que todos concordamos serem injustificáveis e cuja perpetuação prejudica, até mesmo, a retomada de taxas de crescimento mais elevadas nas próprias nações industrializadas.

A persistência de situações de fome e miséria, a cristalização de injustiças económicas entre as nações, além de violarem nosso senso ético, se tornam inexoravelmente fatores de exploração política e de intranquilidade internacional. É, pois, fundamental que o diálogo Norte-Sul, como fator de superação dessas situações, não apenas recobre ânimo, mas também seja rapidamente intensificado e se dirija às questões concretas que afligem os nossos povos.

Assinalo, a propósito, que a raiz de grande parte de nossas adversidades encontra-se nas sérias deficiências do próprio processo de tomada de decisões internacionais. O exclusivismo que ainda marca esse processo se consubstancia em comportamentos herdados da época anterior à descolonização e à globalização dos problemas políticos e económicos.

Do mesmo modo, dependem as relações económicas internacionais de doutrinas conformadas em outros tempos e com finalidades limitadas ao universo dos países industrializados. O impasse entre o Norte e o Sul reclama a alteração substancial de visão imediatista dos interesses dos países industrializados. Impõe-se com urgência a abertura aos países em desenvolvimento de canais que lhes permitam a obtenção de tratamentos mais justos e equitativos, no âmbito da economia mundial.

Nesse quadro, considera essencial o Governo brasileiro que se fortaleçam o entendimento político e a solidariedade económica entre os países em desenvolvimento. As tensões internacionais não devem toldar nossos esforços de aproximação e de cooperação económica, com base no respeito mútuo, na amizade e no interesse recíproco. Sabemos que os temas e questões regionais hoje adquirem dinâmica própria e se torna fundamental que o tratamento dessas questões não fique subordinado a interesses estranhos à mesma. Devemos evitar a transposição de tensões globais para o plano regional. Devemos caminhar para o estabelecimento de novas avenidas de entendimento e cooperação.

Próximos que estamos dos problemas africanos, desejo manifestar-lhe a sincera solidariedade brasileira com as grandes causas da África. Essas causas correspondem às defendidas pelo Brasil e por todos os países amantes da justiça e da paz. Assim, não poderia deixar de expressar-lhe o nos-

ministro dos negócios estrangeiros do congo visita o brasil

Discurso do Chanceler Saraiva Guerreiro, no Palácio do Itamaraty em Brasília, em 17 de fevereiro de 1981, por ocasião de almoço oferecido ao Ministro dos Negócios Estrangeiros da República Popular do Congo, Pierre Nzé.

Excelentíssimo Senhor Ministro Pierre Nzé,

Há menos de um ano, no dia 4 de março de 1980, a República Popular do Congo e o Brasil estabeleciam relações diplomáticas.

Abrimos, assim, em benefício de nossos povos, um novo horizonte de relacionamentos, um novo caminho de aproximação entre os nossos países.

A visita que Vossa Excelência ora nos faz deverá constituir-se em marco significativo das relações que tão recentemente inauguramos.

Desejo, pois, expressar-lhe, em nome do Governo brasileiro, a satisfação com que acolhemos em nosso país Vossa Excelência e sua importante delegação, na certeza de que, juntos, poderemos, nesta oportunidade, trabalhar para a ampliação e fortalecimento das relações de amizade entre o Congo e o Brasil.

Senhor Ministro,

Os processos de descolonização e de independência dos países africanos abriram nova e promissora fase no relacionamento entre os povos do Terceiro Mundo.

Temos, agora, condições para quebrar o isolamento artificial que separava nossas países e nossos continentes. Podemos realizar diretamente e sem intermediários as potencialidades de cooperação entre os nossos povos. Podemos tornar concretas as aspirações de entendimento e de afirmação de nossos valores comuns de países em desenvolvimento.

Ribeirinhos da mesma bacia atlântica e, portanto, partes de uma mesma região geoeconômica, têm o Congo e o Brasil amplas razões para intensificar contactos, buscar aproximações e aprofundar suas convergências.

Já iniciamos nosso diálogo, que se revela proveitoso e estimulante. Encontramo-nos, em setembro último, no âmbito de última sessão da Assembléia-Geral das Nações Unidas. Desde ontem retomamos nossas conversações e pudemos confirmar coincidências de opinião, nos planos bilateral e internacional.

Para os países em desenvolvimento, a presente quadra internacional é especialmente preocupante. Reaparecem tensões que tendem a permear todo o sistema internacional. Devemos unir esforços para melhor

Ao declarar abertos os trabalhos da 6^a Conferência, desejo transmitir aos integrantes da Delegação francesa meus votos de boas vindas e de proveitosa e grata permanência em Brasília, seguro de que a presente reunião constituirá mais um elemento positivo para reforçar ainda mais as excelentes relações entre os nossos dois países.

sexta conferência da comissão mista brasileiro-francesa demarcadora de limites

Discurso do Secretário-Geral das Relações Exteriores, João Clemente Baena Soares, no Palácio do Itamaraty em Brasília, em 19 de janeiro de 1981, por ocasião da abertura da sexta Conferência da Comissão Mista Brasileiro-Francesa Demarcadora de Limites.

É para mim uma especial satisfação inaugurar, em Brasília, em nome do Senhor Ministro de Estado, a 6ª Conferência da Comissão Mista Brasileiro-Francesa Demarcadora de Limites, órgão cuja operosidade, continuidade de esforço e competência técnica possibilitaram resultados significativos na tarefa comum.

O Governo brasileiro vê, com prazer, renovar-se, sem interrupção, este trabalho, que já tornou possível, numa primeira fase, concluída em 1962, implantar sete marcos divi-sórios ao longo da nossa linha de fronteira.

Reativados, em seguida, os programas da Comissão, levou-se avante a consolidação dos documentos cartográficos representativos da fronteira e a campanha do navio hidrográfico Canopus para efetuar o estudo e levantamento da baía do Oiapoque.

Prossegue agora a obra perseverante e valiosa da Comissão Mista, impulsionada pelos expressivos avanços obtidos pelas duas Partes durante a Quinta Conferência, realizada em Paris, em setembro de 1979, que muito se beneficiou da hospitalidade e organização proporcionadas pelas autoridades francesas.

Esta Conferência se realiza num momento particularmente auspicioso das relações brasileiro-francesas. Registram-se, nos anos recentes, dois encontros presidenciais entre os dois países, a intensificação dos contactos entre os Ministros das Relações Exteriores, a assinatura e entrada em vigor de importantes acordos, devendo, em breve, realizar-se a visita do Presidente João Baptista de Oliveira Figueiredo à França. Estão fortalecidas, dessa forma, as condições para mais ampla e profunda cooperação entre o Brasil e a França.

Nesse contexto de cordial amizade e boa inteligência que tem caracterizado historicamente as relações entre o Brasil e a França e que vem, ano a ano, ganhando em diversidade e riqueza, o Governo brasileiro dará todo seu apoio e estímulo aos trabalhos que ora se iniciam.

Estou persuadido de que com essas tradições a inspirá-la e dentro desta atmosfera de cordial e sincero entendimento, a Comissão Mista logrará prosseguir o desempenho de suas tarefas com êxito e harmonia crescentes.

Convênio vigente entre a Rádio-Televisão Cultura (RTC), da Fundação Padre Anchieta, de São Paulo, e a Rádio Televisão Portuguesa (RTP), bem como a assinatura, nesta data, do Acordo de Co-produção Cinematográfica.

No que diz respeito especificamente à área cinematográfica, expressaram seu interesse em aprofundar a cooperação bilateral e recomendaram, nesse sentido, prioridade ao exame de um instrumento adicional entre os dois países.

Registraram que para o fortalecimento dos laços que unem os dois povos muito têm contribuído ações culturais que cada um dos Estados tem realizado no território do outro. Nesta conformidade, manifestaram a sua intenção de, na medida do possível, continuarem a apoiar semelhantes ações.

Reiteraram a importância da língua portuguesa como fator de aproximação entre os dois povos. Salientaram a conveniência em serem desenvolvidos esforços tendentes à

adoção do português como instrumento de trabalho nos organismos internacionais.

O Presidente do Senado Federal e o Presidente da Câmara dos Deputados foram recebidos pelo Presidente da Assembleia da República.

O Ministro brasileiro das Relações Exteriores e o Ministro português dos Negócios Estrangeiros tiveram conversações, durante as quais analisaram em pormenor as questões internacionais e as relações luso-brasileiras. Os outros membros do Governo brasileiro tiveram também oportunidade de se avistar com os seus homólogos portugueses, havendo examinado assuntos de interesse das respectivas pastas.

O Presidente João Figueiredo expressou reconhecimento pelas atenções de que foi alvo, juntamente com sua esposa e a Comitiva que o acompanhou, durante a grata permanência em Portugal. Convidou o Presidente Ramalho Eanes e o Primeiro-Ministro Pinto Balsemão a visitarem novamente o Brasil, convites que foram aceitos com prazer. As datas para as visitas serão posteriormente fixadas por via diplomática.*

* Na página 154, seção **Tratados, Acordos, Convênios**, o texto dos acordos entre Brasil e Portugal, assinados por ocasião da visita do Presidente João Figueiredo àquele país.

Com relação ao intercâmbio comercial, assinalaram a circunstância de os seus níveis atuais não corresponderem as potencialidades de ambos os mercados e referiram que é essencial um esforço conjunto para que se consiga a expansão progressiva das trocas e o seu maior equilíbrio e diversificação.

Reconheceram a conveniência de se proceder à utilização das linhas de crédito entre ambos os países e a importância da contribuição das instituições financeiras de cada país para o desenvolvimento dos fluxos comerciais. Nesta ordem de ideias, registraram com agrado a recente criação de mais uma agência do Banco do Brasil no Porto, e de uma agência da Caixa Geral de Depósitos, em São Paulo.

Ao expressarem o interesse em dinamizar as relações económicas bilaterais, assinaram o significado que reveste, para tal fim, o Acordo sobre Cooperação Económica e Industrial, assinado nesta data.

Exprimiram a sua satisfação perante o intercâmbio desenvolvido entre os círculos empresariais brasileiros e portugueses, considerando que a colaboração entre eles é fundamental para garantir eficiência às iniciativas que vierem a ser tomadas, para assegurar, em bases mutuamente proveitosas, a expansão efetiva das relações económicas e comerciais entre um e outro país.

Tomaram conhecimento com satisfação da assinatura pelo Ministro da Fazenda do Brasil e pelo Ministro da Indústria e Energia de Portugal de um Protocolo de Cooperação Industrial.

Recordaram a realização da III Reunião da Comissão Económica Luso-Brasileira, em maio de 1980, em Lisboa, e as perspectivas abertas nesse âmbito. Concordaram na conveniência de se convocar a IV Reunião, ainda em 1981, a fim de dar seguimento aos progressos alcançados.

Confirmaram o mútuo desejo de ver solucionadas, no mais breve prazo possível, as questões remanescentes relacionadas com investimentos recíprocos, no âmbito da Ata Final da 6ª Reunião do Grupo de Contato Intergovernamental.

Conscientes de que a existência de um sistema eficaz de transportes e comunicações entre o Brasil e Portugal é um elemento essencial para a expansão das relações económicas, congratularam-se pela entrada em vigor, em 21 de outubro de 1980, do Acordo sobre Transporte e Navegação Marítima, cuja aplicação constituirá um apoio valioso ao desenvolvimento do comércio entre os dois países.

Consideraram o fomento da cooperação no setor do turismo como de grande importância para o relacionamento entre os dois países e maior aproximação entre os povos brasileiro e português. Notaram, com satisfação, a assinatura, nesta data, do Acordo sobre Cooperação no Domínio do Turismo.

No campo das relações culturais, os dois lados referiram-se, com apreço, aos trabalhos da Comissão Mista Cultural, criada no âmbito do Acordo Cultural em vigor, no sentido de um melhor conhecimento recíproco das realidades culturais dos dois países e dos progressos de ambos nos domínios da ciência e tecnologia.

Exprimiram o seu agrado com a assinatura do Ajuste Complementar ao Acordo Básico de Cooperação Técnica de 1966, no domínio da ciência e da tecnologia, celebrado entre o Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico e a Junta Nacional de Investigação Científica e Tecnológica.

Registraram, com satisfação, as perspectivas favoráveis a um maior intercâmbio nos setores do rádio, televisão e cinema. Nesse contexto, salientaram a implementação do

de igualdade soberana e de respeito mútuo entre os Estados, de autodeterminação dos povos, de não-ingerência nos assuntos internos, de exclusão da ameaça ou do uso da força nas relações internacionais, de respeito aos tratados e de solução pacífica das controvérsias.

Convieram em que nas decisões sobre questões políticas e económicas de incidência global, haverá que ter em conta os legítimos interesses dos povos de todos os continentes que sobre elas deverão ser chamados a pronunciar-se.

Manifestando preocupação pelo risco que a corrida aos armamentos significa para a paz e a segurança internacionais, reiteraram o seu apoio a iniciativas construtivas que promovam o desarmamento, nomeadamente o nuclear, sob controle internacional eficaz.

Ao examinarem a situação económica internacional, exprimiram apreensão pelo persistente desequilíbrio entre os países desenvolvidos e os países em desenvolvimento, salientando a importância da correção dessa tendência, para garantir o progresso da humanidade. Nesse sentido, concordaram na necessidade de prosseguir o Diálogo Norte-Sul, com vista ao estabelecimento de uma Nova Ordem Económica Internacional.

Preocupados com a extensão e gravidade da crise energética mundial e as consequências dela decorrentes para os países importadores de petróleo, os dois lados afirmaram a necessidade de cooperação entre todos os Estados, nos campos económico, financeiro, comercial e técnico, a fim de conjuntamente serem encontradas soluções adequadas para o problema.

Ao analisarem a situação na África, expressaram a sua repulsa pelas práticas de discriminação racial ainda prevalentes, sobretudo pelo apartheid. Congratularam-

se com a conclusão do processo de independência do Zimbábue e manifestaram a esperança de que a autodeterminação e independência do povo da Namíbia venha a ser assegurada em futuro próximo, de acordo com as resoluções pertinentes das Nações Unidas.

Apreensivos com a persistência de conflitos e tensões no Oriente Médio, exprimiram vivo empenho em que seja alcançada uma paz global, justa e duradoura, na região, que tenha em conta os interesses dos respectivos povos.

Ao reiterarem que o respeito ao princípio da não-ingerência nos assuntos internos é de importância fundamental nas relações entre Estados, manifestaram inquietação com a situação prevalecente no Afeganistão, preconizando o cumprimento das resoluções pertinentes das Nações Unidas.

Concordaram em que o povo de Timor-Leste tem o direito de determinar livremente o seu próprio futuro e que a solução do problema deve ser encontrada de acordo com os princípios da Carta das Nações Unidas.

No plano das relações bilaterais, notaram com satisfação, a amizade que une os dois povos, fortalecida pelo património cultural comum e pela contribuição portuguesa na formação do povo brasileiro. Concordaram na conveniência de se dar ao amplo quadro institucional vigente entre o Brasil e Portugal a mais rápida e eficaz aplicação e um maior impulso ao desenvolvimento das relações entre os dois países, aprofundando-as em todos os campos.

Reafirmaram a prevalência plena do Tratado de Amizade e Consulta e dos demais atos bilaterais que facilitam o ingresso e a residência dos brasileiros em Portugal e dos portugueses no Brasil, em execução do tratamento especial estabelecido pelo Artigo V daquele Tratado.

sa Excelência, a diplomacia portuguesa poderá guiar o país na consecução de seus mais altos desígnios.

Convido os presentes a me acompanharem

no brinde que ora faço ao futuro da Nação portuguesa, às relações entre o Brasil e Portugal e à felicidade pessoal de Vossa Excelência.

comunicado conjunto ressalta a aproximação entre brasil e portugal

Comunicado Conjunto Brasil-Portugal, divulgado em Lisboa, em 3 de fevereiro de 1981, ao final da visita do Presidente brasileiro à Capital portuguesa.

O Presidente da República Federativa do Brasil, João Baptista de Oliveira Figueiredo, a convite do Presidente da República Portuguesa, António dos Santos Ramalho Eanes, visitou oficialmente Portugal de 1 a 4 de fevereiro de 1981.

O Presidente do Brasil fez-se acompanhar dos Senhores:

- Senador Luiz Vianna Filho, Presidente do Senado Federal;
- Deputado Flávio Marcílio, Presidente da Câmara dos Deputados;
- Embaixador Ramiro Saraiva Guerreiro, Ministro de Estado das Relações Exteriores;
- Ernane Galvêas, Ministro de Estado da Fazenda;
- Rubem Carlos Ludwig, Ministro de Estado da Educação e Cultura;
- General-de-Brigada Danilo Venturini, Ministro de Estado, Chefe do Gabinete Militar da Presidência da República;
- General-de-Divisão Octávio Aguiar de Medeiros,

Ministro de Estado, Chefe do Serviço Nacional de Informações.

Durante a sua permanência em Lisboa, o Presidente da República Federativa do Brasil teve encontros com o Presidente da República e com o Primeiro-Ministro, Doutor Francisco Pinto Balsemão, e foi recebido pela Assembleia da República, em sessão solene, e pela Câmara Municipal.

Depois da sua estada em Lisboa, o Presidente João Figueiredo visitou o Porto, onde foi recebido pela Câmara Municipal.

As conversações havidas entre o Presidente do Brasil e o Presidente Ramalho Eanes e o Primeiro-Ministro Pinto Balsemão, decorreram sempre em ambiente cordial, construtivo e amistoso, consentâneo com as tradicionais relações de fraterna estima entre os dois povos.

Ao analisarem a situação internacional, os dois lados coincidiram na necessidade do estabelecimento de uma sã convivência entre os Estados, que contribua para a paz e o desenvolvimento.

Reafirmaram o direito de todos os países a participarem plenamente na comunidade internacional, de acordo com os princípios consagrados na Carta das Nações Unidas,

saraiva guerreiro é homenageado pelo chanceler português

Discurso do Ministro de Estado das Relações Exteriores, Ramiro Saraiva Guerreiro, em Lisboa, em 2 de fevereiro de 1981, por ocasião de almoço que lhe foi oferecido pelo Ministro dos Negócios Estrangeiros de Portugal, André Gonçalves Pereira.

Senhor Ministro,

As palavras de Vossa Excelência retratam, com fidelidade, o espírito que preside a este nosso encontro de amizade e confraternização, durante a visita do Presidente João Figueiredo a Portugal. Seja no convívio social, seja nas conversações oficiais, é minha convicção que a cordialidade, a confiança recíproca e o ânimo de cooperar estarão sempre presentes em nós.

Nossa sinceridade e descontraimento permitem-nos considerar, em profundidade, o quadro do relacionamento bilateral. É com agrado — mas sem surpresa — que verifico o alto grau de coincidência em nossas avaliações do intercâmbio luso-brasileiro e das oportunidades de vê-lo alargar-se em muitas direções. O Acordo de Cooperação Económica e o Acordo para Cooperação no Domínio do Turismo, que terei a honra de assinar com Vossa Excelência, irão enriquecer a ampla moldura institucional que lastreia a cooperação entre nossos países. Certo estou de que, a partir dos demais contactos, em âmbito oficial e privado, que marcarão esta visita presidencial, as formas de cooperação entre o Brasil e Portugal adentrarão período de crescente dinamismo e fertilidade.

Tais encontros ensejarão também proveitoso intercâmbio de ideias e opiniões sobre o panorama das relações internacionais. É com vivo interesse que troco com Vossa Excelência avaliações amistosas e francas

sobre a presente conjuntura, cada vez mais fluida e intrincada.

A interação de fatores que marca o presente momento da vida internacional leva a uma complexa configuração de eixos múltiplos para a ação diplomática. Nem por isso, devemos perder de vista as verdades simples, os conceitos primários, essenciais a uma percepção clara e nítida da realidade que nos cerca.

Quando se fala em ordem mundial, vem logo à mente o convívio entre as nações. Quando bom, é ele a viga mestra dessa ordem mundial. Núcleos da atividade diplomática, as nações exigem respeito a sua individualidade, dignidade e liberdade de ação, dentro dos princípios consagrados pelo Direito Internacional e pela Carta das Nações Unidas.

É através da adesão àqueles princípios que o Brasil procura atuar na cena internacional. Procuramos situar-nos segundo critérios realistas que aplicamos a nós mesmos e ao mundo em que vivemos. Procuramos também agir em consonância com o interesse nacional legítimo e viável.

Senhor Ministro,

Assistimos, com satisfação, ao delineamento de novos contornos no perfil externo de Portugal. Vemos que seu país no Continente europeu encaminha-se para atingir a sua mais plena expressão. Conduzida por Vos-

Meus Senhores,

É-me grata a oportunidade de visitar esta nobre e valorosa cidade, tão apreciada por todos os brasileiros que tiveram a ventura de conhecê-la. Em cada esquina e sob cada arco, sente-se aqui a presença física da história, carregada de glórias e de tradição, lado a lado com o renovado vigor e com as esperanças de nosso século.

Aqui se escreveu a gesta que é também de Portugal. Berço da Nação lusitana e de personalidades tão ilustres como Dom Henrique, o Navegador, que abriu a Portugal os oceanos e ao mundo a descoberta de novas terras, o Porto-defensor incansável de seus soberanos-bem merece o título de "Leal Cidade".

Reduto da liberdade e do culto aos valores liberais, abrigou as Cortes que geraram a primeira Constituição portuguesa. E soube protegê-la bravamente, sob o comando de Dom Pedro IV, quando ameaçada pelas forças do absolutismo. Essa página do passado português fez desta cidade a merecedora guardiã do coração daquele que proclamou a independência do Brasil.

As sucessivas etapas da história de Portugal estão aqui representadas em monumentos sem conta. Na riqueza dos estilos arquitetônicos, harmoniza-se o passado de um dos mais antigos burgos da Península com conjuntos urbanísticos da mais moderna concepção. A beleza e a majestade do Porto inspiraram o poeta Miguel Torga a dizer, com justiça, que "os valores autênticos da vida têm de ser sólidos como a Praça da Liberdade e altos como a Torre dos Clérigos".

Tenho para mim, contudo, que o monumento mais notável erguido pelo trabalho da gente portuense é a própria pujança de sua terra.

A perseverança do agricultor conferiu fertilidade às dunas arenosas e movediças, fez crescer as zonas de cultura da região, tornando-a uma das mais produtivas de Portugal. A indústria, rica e diversificada, aliada a uma incessante atividade comercial, especialmente portuária, eleva aquela que chamais "capital do trabalho" a uma posição vital na economia do país.

A importância desta cidade não se restringe, porém, ao campo económico e comercial. Por acolher as mais variadas manifestações intelectuais, o Porto fez-se conhecer, também, como significativo centro de cultura. Nesse contexto, duas de suas modelares instituições de ensino ganharam renome internacional — a Escola de Belas Artes e sua gloriosa Universidade.

Senhor Presidente,

Ainda mesmo sem conhecer a região do Porto, nós, brasileiros, aprendemos a admirar a alegria que o portuense põe em tudo que faz. Para isso, não precisamos sair da nossa terra, tantos são aqueles que desta região partiram para fazer da nossa a sua pátria. Levaram consigo o amor ao trabalho, o entusiasmo construtivo e a fé no futuro, que constituem o apanágio da gente do Porto. São eles, hoje, parte integrante do povo brasileiro, a lutar conosco, ombro a ombro, em prol do desenvolvimento do Brasil. Emprestam-nos a força de seus braços, a inteligência de suas mentes e o devotamento de suas almas, instilando, na obra que ajudam a erigir, um pouco da presença portuense.

À população do Porto, generosa como o vinho de sua terra, trago o apreço e a amizade dos brasileiros. Ao Senhor Presidente meu sincero e comovido agradecimento, pela inesquecível acolhida e por todas as demonstrações de estima que muito nos honram, a mim e ao povo que represento.

Não quis Vossa Excelência deixar de visitar este burgo invicto e sempre leal e conviver algumas horas com a "Família Urbana" que constituímos; — olhar esta cidade antiga, mas amante e defensora da liberdade — cujos forais, em tempos idos, não consentiam "A fidalgo, nem poderoso, nem abade bento, poisar nela mais que três dias".

O breve espaço de tempo em que temos o privilégio da presença de Vossa Excelência entre nós, certamente não lhe permitirá sentir a hospitalidade das nossas gentes e o seu esforçado labor, a sua têmpera igual à dureza do granito em que a nossa cidade assenta, mas que não lhe destruiu a capacidade de amar, nem lhe impediu florescesse o espírito universalista e, ao invés, contribuiu, ao que penso, para que sentimentos de solidariedade brotassem na sua alma coletiva, modelando as características lusíadas que herdamos, devemos conservar e progressivamente fortalecer.

Se sempre recebemos nesta casa os que nos visitam com extremo júbilo, — não estivéssemos abertos a incrementar a amizade e a cooperação entre os povos — é inegável que a vinda de Vossa Excelência a Portugal tem um significado profundo, para além da fraternal simpatia que testemunha, pois corresponde ao reforçar das relações, em múltiplos domínios, entre os nossos povos e os nossos Governos.

Somos um pequeno povo peninsular que deu provas de capacidade ímpar através de séculos — que na sua história nacional descobre motivos de orgulho salutar — e que hoje continua a afirmar-se nas comunidades portuguesas espalhadas pelo mundo, sem perder o seu portuguesismo e consciente de que os tempos modernos lhe abrem um horizonte a explorar, numa aventura lúcida e promissora, com o sentido da responsabilidade que lhe impõe o passado e está decidido a construir o futuro.

Procuramos encontrar presentemente o

nosso lugar na Europa — de que estivemos demasiado tempo afastados — pois desejamos integrar-nos na Europa das Nações, sem perda da nossa identidade nacional e, em paralelo, prosseguir nossa vocação universalista estabelecendo relações com todos os povos e, em particular, com os de expressão portuguesa.

Portugal em mutação constrói a sua democracia pluralista e o seu estado de direito, superando com determinação a crise histórica a que estava condenado, — mas, como diz o nosso Miguel Torga, com "O somático contentamento de ver crescer e progredir os mundos que descobriu e civilizou".

Como Vossa Excelência, temos o "Propósito inabalável de fazer deste país uma Democracia", — uma Democracia real, não só política, mas com expressão económica, profundamente social e que irradie cultura e em que, na expressão feliz do Senhor Presidente, "Melhor se distribuam entre todos, os frutos do trabalho de todos... para que não sobre a uns poucos o que a muitos falta".

Senhor Presidente,

Em meu nome e no da Câmara eleita pelo povo do Porto, saúdo Vossa Excelência e sua Graciosa Esposa e expresso sinceros votos de felicidades pessoais e no desempenho do alto cargo em que foi investido pelo povo brasileiro, — a quem peço a bondade de transmitir os sentimentos fraternais que lhe votamos.

Obrigado, Senhor Presidente, em nome dos portuenses.

PRESIDENTE JOÃO FIGUEIREDO

Excelentíssimo Senhor Presidente da Câmara Municipal do Porto,

Minhas Senhoras,

mantivemos com nossos anfitriões, encaro com renovado otimismo o futuro das relações luso-brasileiras.

Coerentes com o caráter franco e aberto dessas relações, os encontros aqui havidos decorreram, sempre, em clima de entendimento construtivo. Auguram profícuos resultados. Em variados aspectos do relacionamento multilateral, identifica-nos ampla gama de coincidências de opinião. No âmbito bilateral, aventamos novos campos de cooperação e encontramos formas de tornar mais intenso o intercâmbio existente.

Neste momento das relações internacionais, em que se prenunciam tensões, dificuldades e incertezas, avulta a importância da compreensão e da cooperação entre nações amigas. Assente no respeito mútuo, no entendimento liso e no interesse real, tal cooperação produzirá frutos recíprocos e reverterá em benefício da paz mundial.

Situa-se ainda aquém de nossos propósitos sinceros a cooperação que o Brasil e Portugal se prestam. Desejamos vê-la florescer e prosperar. Esperamos que ela cresça, de-

simpedida e livre, sempre que o interesse mútuo vier a propiciá-la. Possa tal cooperação levar nossos países a patamares cada vez mais elevados de entendimento e progresso.

Senhor Presidente,

Certo estou de bem interpretar o sentimento de todos aqueles que me acompanham, ao exprimir sincero reconhecimento, ao povo e ao Governo português, pela inolvidável acolhida que nos proporcionaram.

O clima que preside a este encontro, a confraternização aberta que marcou esta visita, dão-me a sensação de estar em casa. Assim como os portugueses terão sempre no Brasil seu segundo lar, creio poder afirmar que os brasileiros sempre se sentirão aqui como eu próprio no dia de hoje.

Essa convicção, Senhor Presidente, me inspira a propor, com a mais viva gratidão, um brinde à felicidade pessoal de Vossa Excelência e da Senhora Ramalho Eanes, e à crescente prosperidade da nação portuguesa.

figueiredo visita a câmara municipal da cidade do porto

Discursos do Presidente da Câmara Municipal da cidade do Porto, e do Presidente João Figueiredo, em 4 de fevereiro de 1981, por ocasião da visita do Presidente brasileiro àquela Casa portuguesa.

PRESIDENTE DA CÂMARA MUNICIPAL

Excelência

É grande honra receber na casa de todos os portugueses o Presidente da República da Nação irmã — o Brasil — Pátria que os por-

tugueses, ao longo de gerações, ajudaram a construir e onde vivem irmanados por laços de sangue, língua comum, património cultural e história.

Com efeito, as novas formas de democracia participativa aconselham e requerem uma adequada regionalização, partindo da solução dos problemas locais para a construção do progresso de todo o país.

Além disso, o Porto desempenhou na nossa História um papel do maior relevo desde os primórdios da própria nacionalidade.

Mais recentemente, já no período da História comum de Portugal e do Brasil, daqui irradiaram as ideias do liberalismo que haveriam de influenciar decisivamente o futuro político dos nossos dois países.

Daqui partiram portugueses valorosos que ajudaram a desbravar e a construir o que é hoje o grande Brasil.

A marca das gentes do norte de Portugal está bem patente em todos os pólos de desenvolvimento do imenso território brasileiro, desde a arrancada dos Bandeirantes para o interior planáltico até à penetração da majestosa Amazônia.

Também nos finais do século passado, e primórdios do atual, o emigrante português, regressado do Brasil, teve um papel importante no desenvolvimento económico da sua terra. Eram portugueses do norte os "brasileiros" que perduram nas páginas da nossa literatura e que do Brasil trouxeram hábitos que viriam a influenciar os nossos costumes dum modo que se traduziu numa mais completa interpenetração das nossas culturas.

Por tudo isso, Senhor Presidente, presta Vossa Excelência homenagem aos portugueses do norte que, no passado como no presente, buscaram em horizontes mais vastos as oportunidades de realização que as suas capacidades lhes exigiam e que o seu torrão natal não lhes podia proporcionar.

Ao receber hoje Vossa Excelência nesta

cidade, o povo do norte, tradicionalmente hospitaleiro, presta homenagem ao povo amigo do Brasil e a todos quantos, oriundos desta região, adaptaram como segunda Pátria a Pátria brasileira.

Senhor Presidente,

Decidi acompanhar Vossa Excelência nesta sua deslocação à cidade do Porto, onde terão lugar as despedidas oficiais, porque desejo assinalar de uma forma particular esta sua visita de Estado, pois especiais são os laços que nos unem fraternalmente ao Brasil.

Daqui desejo reiterar os melhores votos de todos os portugueses para o bem estar e progresso do povo brasileiro e para a continuidade e reforço da velha amizade entre os nossos dois povos.

Peço a todos que me acompanhem num brinde pela felicidade pessoal de Sua Excelência o Presidente Figueiredo, bem como de sua Esposa e de toda a comitiva que o acompanha.

JOÃO FIGUEIREDO

Excelentíssimo Senhor Presidente da República,

Excelentíssimo Senhor Prefeito da cidade do Porto,

Minhas Senhoras,

Meus Senhores,

Ao aproximar-se o momento da partida, desejo manifestar plena satisfação com o transcurso desta visita a Portugal. Nos dias que aqui passei, em companhia de minha mulher, foi-me dado sentir de perto a amizade reinante entre as nações brasileira e portuguesa. Graças às conversações que membros de minha comitiva e eu próprio

alcance, trabalharemos para que se transforme em realidade o ideal de intensificar a cooperação entre os países em desenvolvimento e de criar uma forma nova, mais justa e equitativa de relacionamento econômico-comercial entre estes e as nações industrializadas.

A despeito das resistências protecionistas, o Brasil conquistou posições sólidas e vende crescente quantidade de manufaturados. Essa expansão só não se acelera em virtude dos obstáculos comerciais, que se multiplicam e renascem em infinidades de fórmulas imaginativas para proteger setores industriais sem condições de competir no mercado.

Esquecem os que advogam estas fórmulas que os países em desenvolvimento continuam, e continuarão, a ser compradores importantes e com grande potencial de absorção de produtos de países industrializados. Esquecem também que as exportações para as economias altamente desenvolvidas são essenciais para garantir um fluxo estável de comércio e, por conseguinte, o fornecimento de bens de equipamento que os países em desenvolvimento não têm

condições de produzir internamente.

Em todo esse quadro, a iniciativa privada detém a responsabilidade maior. O exportador, no Brasil, é agente dos mais importantes para a fixação da imagem de empreendimento e seriedade com que o Brasil se apresenta entre seus parceiros de comércio.

Com a herança de destemor que recebemos de Portugal, não é de surpreender o ânimo com que o Brasil se dedica à construção de uma economia moderna, capaz de superar as distorções de seu desenvolvimento. Menos surpreendente ainda será, para todos aqui presentes, Governo e iniciativa privada, brasileiros e portugueses, a identificação do comércio com outros povos como forma de estreitar uma colaboração que possibilite um relacionamento mutuamente vantajoso.

Foi do impulso desta ideia que surgiu o primeiro traço a nos unir. Foi da reiteração desta crença que resultou esta reunião empresarial, que ora encerro com a emoção de quem testemunha a perenidade do entendimento entre o Brasil e Portugal.

na visita à cidade do porto, figueiredo recebe homenagem do presidente ramalho eanes

Discursos dos Presidentes Ramalho Eanes e João Figueiredo, no Palácio da Bolsa da cidade do Porto, em 4 de fevereiro de 1981, por ocasião de almoço oferecido ao Primeiro-Mandatário brasileiro.

RAMALHO EANES

Senhor Presidente,

Termina Vossa Excelência esta sua visita oficial a Portugal na "mui nobre, leal e sempre invicta cidade do Porto".

A vinda de Vossa Excelência ao Porto não significa apenas um gesto de merecida atenção para com as gentes do norte, pois representa, em primeiro lugar, a afirmação de que Portugal não é apenas Lisboa.

que vincula, não só Portugal e Brasil, mas, também, com um caráter muito especial, Governo e iniciativa privada. Nas mais importantes etapas de nossa história, a associação entre o Governo e os homens de negócio constituiu-se em forma eficaz de alcançar riqueza e bem estar para nossos povos.

Dos portugueses, herdamos mais do que língua e território. Herdamos o espírito de luta e de iniciativa. Herdamos o destemor diante dos grandes desafios e a disposição de empreender.

Esses traços comuns aos nossos dois povos certamente influem no relacionamento entre Portugal e Brasil. Do lado brasileiro, lhes asseguro, sempre poderão contar os portugueses com a fraternal disposição de compreender e colaborar de um parceiro confiável.

A despeito dos efeitos negativos da crise energética, vivemos, em nossas relações bilaterais, momento de otimismo. No ano passado, o mercado português absorveu 96 milhões de dólares de produtos brasileiros, representando um crescimento de 110,5 por cento sobre o ano anterior.

Por outro lado, os ganhos portugueses na balança de serviços têm garantido a Portugal, nos últimos anos, um saldo positivo em conta-corrente.

Os brasileiros, Governo e empresários, acompanham, com saudável atenção, a evolução dos acontecimentos em Portugal. Após as importantes transformações estruturais na economia e na política, verificadas na última década, encontram-se os portugueses, hoje, no limiar de uma nova era. Em breve, a integração com a Comunidade Europeia estará concretizada, abrindo novas e importantes oportunidades para a economia portuguesa.

Estamos confiantes em que a opção euro-

peia não se refletirá de forma negativa sobre o relacionamento entre nossos dois países. Se no Brasil há — e sempre haverá — um amplo espaço para Portugal, a recíproca, estou certo, é também verdadeira.

As oportunidades, de um e outro lado, continuarão a existir e devem mesmo expandir-se. A união de esforços, a associação entre empresários portugueses e brasileiros, para explorá-las, são perspectivas que vemos com entusiasmo.

O relacionamento económico entre nossos dois países felizmente não se tem maculado por práticas negativas que hoje já se tornaram comuns no quadro internacional, onde o ressurgimento de uma forte tendência protecionista tem bloqueado a expansão do comércio, inibido iniciativas económicas e financeiras e frustrado justas expectativas de desenvolvimento.

O Brasil não deixou de ser um país em desenvolvimento. O estágio de avanço industrial alcançado em algumas áreas localizadas longe está de ser suficiente para eliminar as distorções que afetam nossa realidade social e económica.

Por isso, não aceitamos rótulos aparentemente envaidecedores como os de "país em desenvolvimento avançado" ou de "país recentemente industrializado". Tais conceitos intentam a nossa separação dos demais países do Sul, buscando, com apenas aparente legitimidade, negar-nos o tratamento que deve caber aos países em desenvolvimento.

Nos foros mundiais, o Brasil continuará a se opor, vigorosamente, contra todas as formas, diretas ou indiretas, de neoprotecionismo. A despeito da persistente surdez dos países industrializados, continuaremos serenamente a formular propostas construtivas de diálogo.

Ao mesmo tempo, nos limites do nosso

O modesto valor de nosso intercâmbio comercial constitui permanente desafio a nossas sinceras intenções de elevá-lo a patamares mais altos.

Não obstante a modéstia que timbrei em apontar, injusto seria omitir que, no final da década de 70, havíamos ultrapassado, em larga medida, os índices com que a iniciáramos. É, porém, dever recíproco continuar envidando esforços para superar o progresso alcançado e para transpor, com mútuo benefício, os obstáculos que porventura se oponham a esse objetivo.

Saibamos, ainda, aproveitar as oportunidades que surjam e delas extrair todas as consequências positivas. Nesse sentido, o Brasil espera que o futuro ingresso de Portugal nas Comunidades Económicas Europeias contribua auspiciosamente para a causa da liberalização das correntes de comércio internacionais e para a melhor distribuição de seus benefícios entre todos os parceiros.

No âmbito da cooperação cultural, sempre houve e haverá um campo fértil a ser trabalhado por brasileiros e portugueses. Graças aos esforços da Comissão Mista Cultural, são cada vez mais promissores os caminhos que se descortinam. Entre tantos outros, já tradicionalmente explorados, ativa-se o intercâmbio entre nossos veículos de comunicação social, permitindo que nossos povos, mercê da expressão comum, melhor se conheçam e se compreendam.

Também, no setor tecnológico, acumulam-se as perspectivas de cooperação, mormente nos domínios do estudo de fontes alternativas de energia, da petroquímica, da informática e da agricultura. Importa, principalmente, um esforço conjunto de investigação e colaboração para fazermos frente às dificuldades de acesso a tecnologias avançadas, que muitas vezes nos são onerosamente impostas pelos países que as detêm.

Senhor Primeiro-Ministro,

Não nos seria possível falar de cooperação bilateral entre nossos países sem recordar aqueles que constituem o elo vivo de nossas relações: os bravos portugueses que engrandecem, em nossa terra, o nome de Portugal e tanto serviço prestam à causa de nossa aproximação. Contribuem, com atividade incansável, para a prosperidade do país onde são recebidos — permitam-me dizê-lo — com fraterna e merecida hospitalidade. Para eles, sejam quais forem as vicissitudes que o futuro nos queria reservar, as portas do Brasil jamais se fecharão.

Peço a todos que me acompanham num brinde à felicidade do Senhor Primeiro-Ministro e da Senhora Pinto Balsemão, à amizade e ao entendimento exemplares existentes entre os povos brasileiro e português, à grandeza e à prosperidade de Portugal.

o encontro empresarial luso-brasileiro

Discurso do Presidente João Figueiredo, em Lisboa, em 3 de fevereiro de 1981, por ocasião do encerramento do Encontro Empresarial Luso-Brasileiro.

**Minhas Senhoras,
Meus Senhores,**

A feliz coincidência de estarmos hoje reunidos aviva a perspectiva histórica, secular,

ramos que, com essa iniciativa venha também a vontade política real de negociar e cooperar com os países em desenvolvimento.

Os Governos brasileiro e português compartilham numerosas aspirações e ideais. Partem em suas políticas externas de uma sólida defesa de princípios, voltados para a construção de um mundo mais seguro e mais justo, despido de hegemonias e de blocos excludentes nas áreas de decisão. Ambos defendem a intensificação do intercâmbio, a necessidade de cooperação internacional mais ampla. Ambos lutam para a instauração de uma era de paz.

Portugal e Brasil estão também ligados pela participação num mesmo universo de valores ocidentais. Penso que os portugueses, como os brasileiros, afastam-se da concepção restrita, estática e defensiva do que seja Ocidente.

Os valores ocidentais, que moldaram a nossa civilização, não são propriedade de um país ou de uma ideologia. Ao contrário, constituem meta e meios de organização social. Constituem suporte filosófico para a fidelidade ao diálogo e à tolerância; constituem o cerne da crença na igualdade, no pluralismo e na democracia. Além disto, são proposta de transformação e de progresso em que todos participem.

O Ocidente é essencialmente proposta de democracia e projeto de igualdade e de justiça social, com respeito à individualidade e aos condicionamentos de cada país. Confiá-lo a uma dimensão estratégica, em benefício de posições específicas, como forma de aglutinação forçada de compromissos, é restringir o conceito e convidar à desconfiança e à tensão.

Uma análise não egoística dos valores ocidentais revela que o Ocidente repele as injustiças sociais, e por isto, quando transpostos para a vida internacional, devem ser um

motivador incessante de equilíbrio e harmonia entre países em desenvolvimento e países desenvolvidos. O Brasil, como país do Terceiro Mundo de inequívoca dimensão ocidental. Acredita que as diferenças que separam os países pobres e ricos são superáveis, desde que o Ocidente esteja disposto a pautar-se por seus próprios ideais de progresso e de justiça para todos, sem discriminação. É preciso afastar definitivamente a ideia do conflito necessário entre o Terceiro Mundo e o Ocidente, mito que apenas encobre anseios localizados de perpetuação de um estado de desequilíbrio e injustiça.

Senhor Primeiro-Ministro,

Temos pois uma variedade de fatores que constituem a urdidura e a trama da estreita malha de relações entre o Brasil e Portugal, nos mais variados campos e atividades. Múltiplos são os setores em que nossos interesses podem entrelaçar-se, com reais possibilidades de êxito.

Cumpra a nossos povos, mediante o necessário apoio governamental, dinamizar o intercâmbio bilateral, nos campos da economia, da cultura, da ciência e da tecnologia. Para tanto, criamos, através dos tempos, amplo mecanismo institucional, a que urge dar pleno aproveitamento, em benefício de uma cooperação cada vez mais intensa e fecunda.

Em matéria económica, registro, com funda das esperanças em seu desempenho, a reativação da Comissão Económica Luso-Brasileira, que já nos proporcionou os Acordos sobre Cooperação no Domínio do Turismo e sobre Cooperação Económica e Industrial, a serem assinadas por nossos Chanceleres. Mas é, sobretudo, à ousadia e à criatividade insubstituíveis do setor privado que incumbe velar pelo florescimento dessas relações.

PRESIDENTE JOÃO FIGUEIREDO

Excelentíssimo Senhor Primeiro-Ministro,
Minhas Senhoras,
Meus Senhores,

Muito me honram e lisonjeiam as palavras que Vossa Excelência acaba de pronunciar. Traduzem elas a nímia fidalguia com que os brasileiros, de há muito, são recebidos em Portugal.

Renovo, hoje, a satisfação de nosso encontro no Rio de Janeiro, quando das comemorações do quarto centenário de Luiz de Camões, no Real Gabinete Português de Leitura juntos celebramos, então, o poeta maior de nossa língua e o símbolo de cultura que marcava orgulhosamente sua presença na renascença europeia.

Vossa Escelência deixou, entre nós, a imagem de um político lúcido e capaz de influir, com decisão, nos destinos do seu país.

Estar novamente com Vossa Excelência, ora investido na chefia do Executivo português, redobra-me a satisfação de ser o primeiro Chefe de Estado e de Governo cuja visita o VII Governo Constitucional de Portugal recebe.

Os povos brasileiro e português encontram-se ligados por vínculos naturais, sobejamente conhecidos, de história e cultura. Compartilhamos muitos valores, além do património linguístico, que tanto contribuíram para a formação da unidade nacional brasileira.

O legado português fundiu-se, entre nós, com outras influências fundamentais, trazidas por povos autóctones ou vindos de outras terras. Todos nos juntamos na construção do país. Amoldadas às condições locais, essas influências cinzelaram o perfil próprio dos brasileiros, onde as superposições

ou justaposições culturais encontraram nova harmonia que, a justo título, nos envaidece.

No plano interno, essa vocação pluralista manifesta-se na busca incessante do ideal democrático, único conducente à realização dos legítimos anseios de todo o povo. No plano externo, temos espontânea disposição para o melhor convívio com as demais nações.

Agimos imbuídos da crença inabalável de que todos os países têm o direito de se realizar plenamente no seio da comunidade internacional. No entanto, a concretização desse ideal está, ainda, distante. Perpetuam-se desníveis de riqueza e de poder, concentrando-se o processo decisório nas mãos de poucos, que já deram provas de incapacidade nas tentativas solitárias de ordenar o mundo. Sucedem-se as crises e acirram-se as tensões, ao arrepio das normas do bom convívio internacional.

Buscamos, portanto, normas que definam com clareza a possibilidade de instauração de uma nova ordem internacional, fundada em princípios de equidade e de justiça. Ordem que reflita, com maior adequação, a contribuição dos países em desenvolvimento ao processo económico internacional. Ordem que dê conta das responsabilidades históricas pelo desenvolvimento e que saiba incorporar a difícil problemática de nossos dias.

A situação requer medidas urgentes. Não há espaço para delongas e tergiversações. Temos diante de nós um calendário de encontros, todos significativos, todos estratégicos, para definir situações, para encaminhar negociações, para propor mecanismos de solução de impasses históricos, para avaliar frustrações de muitos anos.

Os países desenvolvidos, que mostraram tão intransigentes na história, tiveram a iniciativa de alguns destes encontros. Espe-

rios continentes, e merece, como tal, uma ação conjunta de promoção a nível internacional, que possibilite um diálogo e uma cooperação estreita entre Países da mesma expressão.

Entre nós todos, com as diferenciações e características próprias a cada um, com níveis de desenvolvimento, com ideologias e práticas políticas diversas, representamos uma amostragem significativa do mundo de hoje.

Entre todos, podemos ser veículos e originadores de diálogo produtivo entre grupos de Países com que cada um de nós tem um contato mais natural.

Senhor Presidente,

Para além do significado político desta visita, não podemos nós, portugueses, deixar de ver em Vossa Excelência o mais alto magistrado da Nação onde de forma tão harmónica e tão natural está inserido um segundo Portugal na pessoa de tantos portugueses que ali labutam, que ali criaram novas raízes e que ajudam a tornar maiores os nossos dois Países.

Mesmo deixando de lado todo o património histórico e cultural que, independentemente de tudo e de todos, não permitirá jamais uma separação dos dois povos, a vivência dos portugueses em terras do Brasil e a dos brasileiros em Portugal, forçar-nos-iam só por si a encontrar fórmulas de aproximação cada vez mais fortes, cada vez mais ricas em termos humanos e institucionais.

Foi este, de resto, o espírito que presidiu à assinatura do Tratado de Amizade e Consulta e dos vários acordos bilaterais que lhe dão corpo.

Foi a certeza desta realidade humana que nos levou, e estou certo nos levará ainda mais longe no tratamento muito especial

que acordamos dar aos cidadãos de cada um dos nossos Países quando, em correntes tão naturais de migração, são levados a se inserir no espaço sócio-político do outro país irmão.

Devemo-nos e devemos-lhe este esforço de imaginação e de vontade política.

A este respeito, permita-me, Senhor Presidente, sublinhar a minha satisfação como Primeiro-Ministro e a alegria com que o povo português, e muito em especial, os emigrantes portugueses no Brasil, tomarão conhecimento do que Vossa Excelência me disse esta manhã e que acaba de confirmar publicamente na conferência de imprensa: que a nova lei de estrangeiros brasileira, de Agosto de 1980, não será aplicada aos cidadãos portugueses.

Esta decisão bem demonstrativa da clarividência de Vossa Excelência, do seu sentido do humano, honra-o, Senhor Presidente, e honra a nossa História comum.

Os contatos tão frutuozos agora havidos, e que serão, certamente, desenvolvidos quando Sua Excelência o Presidente da República de Portugal e eu próprio tivermos a oportunidade de aceitar o amável e generoso convite para visitar oficialmente o Brasil, permitem-nos antever para as relações entre os dois povos, um futuro ainda mais brilhante, ainda mais fecundo e sempre mais fraternal.

Brindemos a este encontro sempre renovado.

Brindemos na pessoa de Vossa Excelência ao Brasil que todos amamos.

Bebamos à saúde e prosperidade do Presidente da República Federativa do Brasil e da Senhora Figueiredo.

quais com variadas motivações seguiam em muitos campos a posição soviética, veio mostrar ao mundo que a convivência internacional passa pelo respeito mútuo de princípios básicos de há muito estabelecidos, e consagrados em instrumentos internacionais.

Sem eles, Senhor Presidente, ou com a sua contínua violação, desaparece o clima de confiança essencial ao desenvolvimento tão harmónico quanto possível das relações internacionais, principalmente quando estão frente a frente ideologias e projetos irreversíveis.

O clima de abertura e a vontade de cooperar, consubstanciados no espírito de détente que dominou a década de setenta, foi abalado, e com este estado de coisas sofrem os homens e perdem os países, especialmente aqueles que mais necessitavam de um mundo menos amedrontado para atingirem o nível de desenvolvimento a que têm legitimamente direito.

Não é, na verdade, num clima de tensão permanente, agora acrescido pela preocupação do futuro próximo da Polónia, que se podem libertar as energias, as boas-vontades e os meios necessários à importante tarefa que consiste em promover o reordenamento da vida internacional de uma forma que privilegie a justiça e a igualdade entre Países, e permita realizar no domínio das relações internacionais os princípios democráticos que nos orientam.

Os nossos dois Países desejam, e sabem, ser necessário voltar a caminhar no sentido do estabelecimento de uma atmosfera de convivência sã para que seja possível a Paz e o desenvolvimento.

Sabem, no entanto, Senhor Presidente, e a sua visita demonstra-o, que mais do que nunca é necessário cerrar fileiras, desenvolver um espírito de coesão e de deter-

minação que funcione como elemento dissuasor.

Como dizia Fernando Pessoa: "Deus quis que a terra fosse toda uma, que o mar unisse, já não separasse".

Ora neste Atlântico que já não nos separa, mas nos une, são Brasil e Portugal detentores de posições geo-estratégicas de importância determinante. Têm, pois, a necessidade e o dever de cooperar estreitamente para garantir a possibilidade de alcançar no mundo a Paz que ambicionamos.

Sendo ambos Países Ocidentais, com o que isto significa de tradição e de dinamismo, o fato de Portugal ser membro de uma Aliança político-militar e estar em vias de pertencer à Comunidade Económica Europeia, e de o Brasil desempenhar de forma ativa, ainda que como observador, um papel cada vez mais importante no movimento dos não-alinhados e no Terceiro Mundo, conjugado com os laços especiais que nos unem e a natural vocação de abertura a outros povos, permite antever para a colaboração conjunta uma dimensão pouco comum de real complementaridade entre dois países.

Portugal, Sul do Norte, e Brasil, Norte do Sul, podem, melhor do que outros países compreender a gravidade da situação que vivemos e o valor do diálogo que há que instaurar.

Devem, pois, assumir essa responsabilidade, e, de forma autónoma mas conjugada, atuar em conformidade.

Para esta sua missão um outro fator contribui de forma decisiva — a partilha de um mesmo idioma, substrato de uma cultura comum tão rica e tão profunda, e de que o Brasil constitui hoje o maior representante do Mundo.

A língua portuguesa é um elo privilegiado de entendimento entre povos situados em vá-

Chega Vossa Excelência na alvorada do primeiro largo período de estabilidade democrática do meu País, agora tornado possível pela ascensão ao Governo de uma maioria estável coesa com uma perspectiva mínima de quatro anos de nação governativa.

Para aqui chegar muitas foram as lutas e grandes foram os esforços, e muita foi a dor, já que perdemos no caminho dois grandes obreiros deste sonho.

Estamos aqui agora com ânimo fortalecido por uma dura experiência política e determinados a promover o salto qualitativo nas condições de vida do povo português em todos os seus aspectos.

Dentro deste condicionalismo, abriram-se novas perspectivas ao meu Governo numa das áreas mais importantes das suas competências: a definição, orientação e coordenação da política externa.

Daqui resulta que a visita de Vossa Excelência ocorre numa hora ideal para que se possa dar conteúdo real ao amplo quadro institucional já existente entre os nossos dois Países, passando da fase de sinceras profissões de fé e declarações de intenção, para a da sua concretização no dia a dia da vida política, económica e cultural dos dois povos.

Realizemos este ideal com o misto de sonho e humildade que deve ser próprio dos governantes democráticos, conscientes de que o possível se faz e o impossível se vai fazendo.

Partamos do que já existe e caminhemos com passos seguros e firmes, mesmo que não espectaculares, aliando aos nossos esforços a imaginação e o poder criador da iniciativa privada.

Com espírito realista e com a sólida base da nossa determinação e capacidade de

transformar o sonho em realidade herdada dos nossos antepassados poderemos, estou certo, dar vida à ideia da Comunidade Luso-Brasileira.

Senhor Presidente,

Não é só no aspecto bilateral que a visita de Vossa Excelência tem um significado especial, já que também no domínio das relações internacionais ela adquire uma dimensão própria.

Tive esta manhã a possibilidade de, com Vossa Excelência, passar em revista o panorama internacional, e a função que cabe a cada um dos nossos dois Países nesse palco aberto, onde, em resultado de um processo de difusão do poder, os papéis principais tendem a multiplicar-se e os atores-figurantes a adquirir uma grande capacidade de influir no desenrolar da acção.

Esta evolução, no entanto, não se pode processar de forma linear e harmónica, e, ignorá-lo, seria fazer prova de imaturidade política.

A década que ainda há pouco iniciamos foi, à partida, profundamente marcada pela demonstração da vontade-poder expansionista da política externa da União Soviética ao invadir fisicamente um País vizinho não-alinhado, aí se mantendo pela força das armas até hoje.

Este fato condicionou, e condicionará por muito tempo ainda, a atitude dos restantes países livres no seu posicionamento e na sua atuação internacional.

Fomos acordados para uma realidade, pre-existente é certo, mas que constituía um dado que, por razões várias, estávamos em risco de esquecer.

A reacção pronta nas Nações Unidas de uma importante maioria de Países, muitos dos

singulares relações de convivência, prosseguindo uma cooperação realista e mutuamente vantajosa.

Só assim poderemos responder aos desafios que o presente nos coloca e contribuir para a realização das perspectivas legítimas de ambos os povos.

Peço a todos que me acompanhem num brinde pela felicidade pessoal do Presidente e Senhora de Figueiredo, pela prosperidade da Nação Brasileira, e pelo desenvolvimento crescente das relações frateras entre Portugal e o Brasil.

figueiredo homenageado pelo primeiro-ministro de portugal, francisco pinto balsemão

Discursos do Primeiro-Ministro de Portugal, Francisco Pinto Balsemão, e do Presidente João Figueiredo, em Sintra, em 3 de fevereiro de 1981, por ocasião de almoço oferecido ao Chefe-de-Estado brasileiro.

PRIMEIRO-MINISTRO

É tão natural a emoção sentida num encontro entre governantes do Brasil e de Portugal que, muitas vezes somos por pudor levados a calá-la ou a exprimi-la em surdina.

Como Primeiro-Ministro devo-me o controlo de tendências emocionais que naturalmente dominariam, pelo menos, as minhas primeiras palavras nesta ocasião.

Como homem e como português, no entanto, esse esforço tem limites naturais.

Não posso pois deixar de dizer a Vossa Excelência que nos tempos conturbados que o mundo atravessa, receber a visita do Presidente do Brasil constitui para nós, portugueses, algo de salutar e de vivificante.

Outra coisa não seria de esperar de um encontro entre familiares irmanados pelo usufruto de um património tão rico em termos de humanismo.

Recordo ainda hoje como um dos momentos mais marcantes da minha vida a visita

que fiz ao Brasil em 1980, por ocasião das memoráveis Comemorações Camonianas, altura em que pela primeira vez tive o privilégio e o prazer de me encontrar com Vossa Excelência.

Perante esta minha experiência, estarei já a ser generoso se vos desejar que desta viagem guardem nos anos vindouros apenas uma parcela da riqueza que então me foi proporcionado recolher.

Ao receber Vossa Excelência não acolhemos apenas o Presidente da Nação irmã, mas também o político, que, imbuído do ideal democrático, deu início a um processo de abertura política com ele consentâneo.

Compreender-se-á, assim, facilmente que seja motivo de regozijo ser Vossa Excelência o primeiro Chefe-de-Estado e do Governo que tenho a honra de receber na qualidade de Primeiro-Ministro de um Governo que tem como princípios básicos a democracia, a igualdade e a justiça social.

da terra que deixaram num sem número de casas, espalhadas por todo o Brasil, a recordar-nos, em seus nomes e atividades, todas as regiões e províncias de Portugal.

Dos portugueses que fizeram no Brasil o seu lar, e de todos os brasileiros, das mais diversas origens, trago uma mensagem de confiança nos destinos de Portugal e no futuro das relações luso-brasileiras.

A muitos surpreende a unidade na diversidade, que caracteriza a personalidade nacional brasileira. Sofremos influências de vários povos, de todos os continentes. Nenhuma predomina, todas se harmonizam. É patente a importância das populações autóctones na formação do Brasil. Entretanto, de nós não se poderá dizer que somos uma Indo-América. Temos na África profundas raízes, que se manifestam no cotidiano de todos os brasileiros. Nem por isso pretendemos ser uma Afro-América. Devemos à Europa muitas das bases de nossa cultura, mas isso não fez de nós uma Euro-América.

Caldeamos, isto sim, numa nação singular as influências múltiplas que recebemos, inclusive de outras partes do Globo.

Não renunciamos a qualquer dessas influências. Pelo contrário, orgulhamo-nos de tê-las bem absorvido, de forma a criar a originalidade de nosso caráter nacional.

Todos esses aspectos do perfil brasileiro estão refletidos em seu comportamento externo. Daí nossa atitude, franca e aberta, perante nós mesmos e perante o mundo.

Senhor Presidente,

Senhor Primeiro-Ministro,

Minha visita a Portugal nos permitiu efetuar ampla troca de ideias sobre a realidade internacional que nos envolve. Ensejou o exame de novas formas de cooperação bilate-

ral, económica, científica e tecnológica. Acima de tudo, reafirmou a solidariedade entre nossos povos e o bom entendimento entre nossos Governos.

Que floresçam as relações entre o Brasil e Portugal, com frutos abundantes para ambos os lados.

Esse desejo me inspira a propor um brinde ao desenvolvimento das relações luso-brasileiras, à prosperidade da Nação portuguesa e à felicidade pessoal do Senhor Presidente e Senhora Ramalho Eanes e do Senhor Primeiro-Ministro e Senhora Pinto Balsemão.

RAMALHO EANES

Senhor Presidente,

Agradeço as palavras amáveis de Vossa Excelência, e as referências elogiosas a quantos portugueses contribuíram e contribuem para a prosperidade da grande nação brasileira.

Efetivamente, não seria justo, neste momento, esquecer todos aqueles que, pela sua ação, pela sua presença, pelo seu trabalho, contribuem para o reforço permanente de um património cultural comum e para uma vivência mutuamente enriquecedora. Embora muitos não tenham abandonado o seu vínculo nacional, sentem-se todos brasileiros, graças à generosidade e à compreensão com que sempre foram acolhidos, e constituem a melhor demonstração da singularidade dos laços que unem as duas nações.

Nesta afinidade ímpar entre os nossos dois países se deve e pode alicerçar uma cooperação em áreas diversificadas.

A visita de Vossa Excelência constitui um elemento dinamizador do desejo, que partilhámos, de projetar para o futuro as nossas

O papel do Legislativo avulta na história do Brasil, desde a abertura da primeira Assembleia nos primórdios da independência. Aliás, nossas histórias parlamentares quase se confundem em seus momentos iniciais. Próceres da independência brasileira foram membros da Assembleia portuguesa, quando esta iniciava seu processo de definição institucional. E, feita a independência, vários deles participaram das primeiras legislaturas do Império.

Senhor Presidente da Assembleia da República,

Desejo significar, com minha presença nesta nobre Casa, o mais alto apreço da nação

brasileira pelo Legislativo português. Num momento de crises e dificuldades políticas em todo o mundo, são particularmente relevantes as funções dos Legislativos na busca da melhor opção política com base no diálogo e na negociação.

A sólida amizade entre os povos brasileiro e português, de que minha visita oficial dá testemunho, há de florescer sempre, mantendo-se viva e atuante.

A Vossas Excelências, Senhores Deputados, formulo sinceros agradecimentos pelo apreço com que nesta Casa se distingue, na minha pessoa, o povo e o Governo do Brasil.

figueiredo a ramalho eanes: minha visita reafirma a solidariedade e o entendimento entre brasil e portugal

Discursos dos Presidentes João Figueiredo e António dos Santos Ramalho Eanes, no Palácio de Queluz, em Lisboa, em 3 de fevereiro de 1981, por ocasião do banquete oferecido ao Presidente da República Portuguesa.

JOÃO FIGUEIREDO

Senhor Presidente,
Senhor Primeiro-Ministro,
Minhas Senhoras,
Meus Senhores,

É com vivo prazer que me encontro em sua companhia esta noite. Do momento em que pisamos o solo português, minha mulher, minha comitiva e eu próprio fomos cercados de demonstrações de estima e amizade. Em cada aceno, gesto e palavra discernimos, além da renomada hospitalidade lusitana, o sentimento profundo a irmanar o povo brasileiro à gente desta terra.

Vossas Excelências conhecem bem o Brasil. Ambos lá estiveram e viram os sinais da presença portuguesa, não só nos vestígios de nosso passado, mas, sobretudo, em nosso presente. Refiro-me aos portugueses que conosco cooperaram na edificação da civilização brasileira. Muitos deles organizaram-se em influentes associações, através das quais prestam serviços ao saber, como é o caso do Real Gabinete Português de Leitura e do Liceu Português. Outros projetaram-se no campo da saúde e assistência, instituindo os modelares hospitais de beneficência. Outros ainda cultuam as tradições

to pelo reencontro concreto com uma Pátria irmã na pessoa de Vossa Excelência e na sua presença nesta Casa, fez com que deixasse falar essencialmente o coração, também ele desordenado e irrequieto. Por isso lhe peço, Senhor Presidente, e peço a todas Vossas Excelências a vossa compreensão, para o desconchavo das palavras, que não para a sinceridade dos propósitos.

Senhor Presidente:

Alguém disse um dia que o Brasil e Portugal eram, em seu conjunto afetivo, os Estados Unidos da Saudade.

A imagem é bela, de certo; mas há de reconhecer-se nela um certo odor a passado, que a tornam insuficiente para exprimir as realidades que estamos vivendo e que queremos continuar a viver.

A presença de Vossa Excelência na Assembleia da República de Portugal que tanto nos honra e que de novo agradeço; o alto significado da sua vinda ao nosso País; o nosso empenhamento sincero e recíproco me fazemos cada vez mais próximas as nossas vidas e as dos nossos Países, permitem que nesta hora, entre todas honrosa e feliz, os proclamemos, com melhor exatidão e mais verdade, os Estados Unidos da Esperança.

Bem haja por ter vindo, Senhor Presidente.

RESPOSTA DO PRESIDENTE JOÃO FIGUEIREDO

Excelentíssimo Senhor Presidente da Assembleia Legislativa,

Excelentíssimos Senhores Deputados,

Minhas Senhoras,

Meus Senhores,

É-me grata a oportunidade de saudá-los e, por seu intermédio, ao povo que representam, povo que sempre foi a grande riqueza deste país, por seu trabalho, sua perseverança, sua coragem, seu patriotismo.

Agradeço, Senhor Presidente, suas palavras de acolhida, que bem dizem da generosa hospitalidade desta Casa Legislativa.

Vossas Excelências desempenham com brio a elevada tarefa de captar e exprimir as aspirações nacionais, consubstanciadas em glorioso passado e projetadas no seguro porvir da brava gente lusitana.

Síntese da vontade política dos portugueses, a Assembleia da República é o reflexo fiel do espírito cívico e do amadurecimento do povo português. Apegados aos valores fundamentais da democracia, os portugueses, neste alto Parlamento, fazem ouvir sua voz e definem com consciência aberta, com participação de todos, os objetivos maiores da nacionalidade.

Não é outro o sentido básico do processo político brasileiro. Estamos, como os portugueses, na trilha de afirmação democrática, de consolidação do pluralismo, de abertura à participação. Todos, e cada um de nós brasileiros, do Governo e dos variados setores e segmentos da população, estamos empenhados no fortalecimento da prática democrática. A cada dia que passa, os céti- cos são desmentidos. A cada dia que passa, vai-se evidenciando quão falacioso era o raciocínio dos que só viam escolhos para a democracia. O vigor da sociedade civil se mostra a cada momento, na independência com que organiza e se articula em instituições; o Estado sabe governar com a mão estendida, sem que o gesto signifique medida paternalista ou de superioridade, mas de igualdade, de vontade de trabalhar em conjunto pelo progresso do país. Tanto aqui, quanto em minha terra, não vemos caminho mais seguro, dentro da realidade específica de cada sociedade.

A resposta aí está, a encher-nos a todos de supremo orgulho e de fraterna alegria, na esplêndida realidade que é o Brasil atual: Brasil que ao tomar há cento e sessenta anos em suas mãos os seus próprios destinos, nelas também tomou o cuidado e o amor entranhados duma cultura que é o maior património dos dois Povos. E com que dignidade e carinho o tem sempre feito!

Impressiona e tranquiliza, sem dúvida, saber-se do surto de progresso económico que se vive no Brasil; alegre e é promotor pensar-se nos imensos recursos materiais que hão de permitir ao Brasil afirmar-se como uma grande e poderosa potência no mundo; mas o que mais sensibiliza e o que verdadeiramente nos irmana é esta maneira comum de estar na vida, pensando e falando todos — portugueses e brasileiros — a mesma língua.

E com que amor e engenho a não cuidam e dela tratam e fazem florescer em canteiros de arte e beleza os vossos artistas e os vossos intelectuais, que acabam, afinal, sendo assim também nossos.

É por isso que unanimemente se pensa e se sente deste lado do mar Atlântico, que, de Assis a Jorge Amado, de Castro Alves a Bilac, de Rui Barbosa a Calmon, todos por suas obras acabam sendo tão genuinamente portugueses quando sinceramente amam e servem o seu Brasil, no culto impecável da nossa língua comum.

É este conjunto tão peculiar de valores culturais que faz dos nossos dois Povos um caso único de compreensão e de entendimento à escala universal. Porque chega a ser um repouso pensar-se que, quando por muitos lugares do mundo os homens se degladiam, odeiam e matam por razões de cor, de classe ou de religião, nós soubemos criar duas comunidades onde o racismo é palavra sem sentido e onde todos hão de caber, sem terem de sofrer as consequências de qualquer preconceito.

Estes são dois dos mais fortes elos que constituem a cadeia indestrutível de identificação e amizade que une as nossas duas Pátrias; e creio, Senhor Presidente, que as potencialidades que neles se contêm, devem transcender as nossas relações recíprocas, para se afirmarem e serem por nós usadas ao serviço da comunidade das nações.

Creio realmente que o Brasil e Portugal podem e devem desempenhar no concerto internacional um papel de especial relevo. A cordialidade das nossas relações, a nossa capacidade de diálogo, a nossa excepcional disponibilidade para entender os outros, tudo isto servido por uma cultura própria e fortemente enraizada, faz com que o Brasil e Portugal possam e devam ser interlocutores excepcionalmente atuantes e privilegiados na aproximação entre os Povos. E penso-o, particularmente em relação aos povos da Europa Latina e do Continente Sul Americano.

Pressuposto disso é, porém, o estreitamento das nossas próprias relações, que julgo urgente aprofundar e tornar cada vez mais intensas em todos os setores. Por essa razão, considero que a presença de Vossa Excelência em Portugal e hoje nesta Câmara, constitui o penhor seguro dos propósitos do Governo e do Povo Brasileiro em alargar, em todos os domínios, os contatos com Portugal.

Tarefas nobres e pesadas serão essas; mas é imprescindível que as realizemos, porque não o fazer seria afinal negarmos aquilo que essencialmente somos.

Senhor Presidente:

Quando dois irmãos se reencontram depois de uma longa separação, os primeiros momentos são sempre de conversa desordenada e irrequieta. Eis o que acabou sucedendo comigo nesta hora; a emoção que sin-

poder dizer como Tomás Ribeiro: "Eu nunca vi Lisboa, e tenho pena".

DISCURSO DO PRESIDENTE DA ASSEMBLEIA LEGISLATIVA

Excelentíssimo Senhor Presidente da República Federativa do Brasil

Excelentíssimos Senhores Presidente do Senado e da Câmara dos Deputados do Brasil

Excelentíssimo Senhor Primeiro-Ministro

Excelentíssimo Senhor Presidente do Supremo Tribunal de Justiça

Excelentíssimos Senhores Membros do Conselho da Revolução

Excelentíssimos Senhores Deputados

Minhas Senhoras

Meus Senhores

É com o mais intenso júbilo e com a mais grata emoção que esta Câmara reúne hoje para receber Vossa Excelência, Senhor Presidente da República do Brasil.

Há-de Vossa Excelência consentir, portanto, que as minhas primeiras palavras sirvam para lhe apresentar as nossas calorosas e fraternais saudações de boas-vindas e para testemunhar muito sinceramente a Vossa Excelência o significado entre todos singular que, para nós, Deputados da Assembleia da República, representa a presença, simultaneamente gentil e amiga, de Vossa Excelência nesta Casa.

Em nossos dias, é uma constante da prática política entre os Governos, o contato regular e freqüente, aos mais variados níveis, dos dirigentes das Nações.

Mas mal avisado anda e nada entendeu do significado profundo da presença de Vossa Excelência em Portugal, quem atribuir a tal fato uma significação meramente política de relação entre Governantes de dois países amigos.

Na verdade, a visita a Portugal do Presidente da República do Brasil transcende em muito o quadro dos simples contatos políticos, para se traduzir, para além deles, em mais uma afirmação muito clara e inequívoca dos sentimentos que unem e identificam os povos brasileiro e português.

Aqui, nesta Casa que religiosamente abriga os pergaminhos da Liberdade do Povo Português, saudamo-lo neste momento, Senhor Presidente, saudamo-lo nós, os representantes eleitos desse mesmo Povo.

É, portanto, como que Portugal inteiro que pela voz e pela presença dos seus Deputados, cumprimenta Vossa Excelência e em Vossa Excelência saúda entusiasticamente o Brasil nosso Irmão, Brasil ao qual queremos como a uma segunda Pátria, porque nunca nele português algum se sentiu estrangeiro.

Senhor Presidente:

Um dos traços permanentes que prontamente se surpreende na história do Povo Português é este impulso quase misterioso e sempre irresistível que o tem levado ao longo dos séculos a transbordar das fronteiras pátrias para construir, em longes muitas vezes ignorados, novas nações e novas comunidades. Assim nos espalhamos pelo Mundo, ou fabricando pátrias ou, criando múltiplos centros de presença e de vida portuguesas.

Esforço ingente tem sido esse; e poderíamos perguntar como Fernando Pessoa: "Valeu a pena?"

grande vulto que, só por si, seriam suficientes para motivar um forte intercâmbio económico entre os nossos países.

Enquanto nos cabe, estaremos abertos, e tudo faremos para que o Brasil e Portugal, que nasceram com as almas enlaçadas, dêem agora as mãos e multipliquem, com o seu empenho e com o seu esforço, o pão nosso de cada dia com que se libertam os povos e se constrói a paz, a felicidade, o progresso e o bem estar que temos o direito de usufruir.

Senhor Presidente,

Minha Senhora,

Bem hajam pela honra que nos concederam. Em vós saudamos o povo e a pátria brasileira que Vossas Excelências representam e aos dois desejamos toda a felicidade pessoal que merecem aqueles que bem servem o seu país.

RESPOSTA 00

PRESIDENTE FIGUEIREDO

Excelentíssimo Senhor Presidente da Câmara Municipal de Lisboa,
Senhores Vereadores,
Minhas Senhoras,
Meus Senhores,

Ao receber-nos nesta Casa, Vossas Excelências prestam significativa homenagem ao Brasil e aos brasileiros. Testemunham, no plano oficial, a acolhida espontânea e generosa que nos foi reservada nesta cidade. À população lisboeta e a seus insígnies representantes, nosso reconhecido agradecimento.

À cidade de Lisboa, nosso preito de admiração por seu presente, cheio de promessas, e por seu passado de glórias imorredouras. Já no Século XIII, afirmava-se ela por eventos decisivos na história de Portugal.

Em Lisboa, eclodiu o Movimento que entregou o poder ao Mestre de Avis e preservou a autonomia nacional. O arrojo lisboeta fez nascer, aqui, sob o Duque de Bragança, a pátria restaurada. Neste século, Lisboa tornou-se berço da República e das transformações por que esta passou.

O espírito renovador desta cidade reflete-se na vida de toda a nação. Faz com que a verdade das palavras do cronista Fernão Lopes se estenda para além de seu tempo: "Lisboa era mais que a capital do Reino, era a razão de ser de sua independência".

Hoje, como outrora, Lisboa se projeta, conduzindo o país rumo ao progresso e ao bem estar. Além de grande porto, para esta metrópole convergem linhas aéreas de todo o mundo. Situada no eixo das rotas do turismo, muito tem a oferecer: beleza, arte e clima incomparáveis.

Jovem cidade milenar, Lisboa, mais que qualquer outra capital, é capaz de conciliar o novo e o velho, a ciência e mistério. Desde os ângulos retos formados pelas largas ruas do Rossio até a alegre indisciplina que identifica a Alfama, o que se percebe é a harmonia entre o que se faz, por engenho e arte, e o que o tempo e a natureza vêm fazendo espontaneamente.

Seus imponentes edifícios públicos, ricos de perspectivas, e seus bairros amplos e modernos em nada desrespeitam o passado e a geografia. Conservam, carinhosamente, um legado de beleza que fecunda o presente.

Senhor Presidente da Câmara,

Diante da cidade majestosa, a contemplar do alto de suas sete colinas o Tejo; diante da grandiosa obra resultante do amor dos portugueses à sua terra; diante da energia renovada pelo denodado esforço que lhe confere eterna juventude, sinto-me feliz por não

A mui nobre e sempre leal cidade de Lisboa honra-se em receber Vossa Excelência, figura e símbolo vivo de todo um povo que fala e canta nesta língua portuguesa que, partindo do vasto Tejo, se espalhou por todo o mundo, numa epopeia que deu sentido à nossa história e imprimiu uma marca indelével na caminhada da humanidade através dos tempos.

Recebêmo-lo, Senhor Presidente, no salão nobre destes Paços do Concelho, por onde já passaram tantos ilustres predecessores de Vossa Excelência, desde o Presidente Epitácio Pessoa, do Dr. Café Filho, de Juscelino Kubitschek de Oliveira, o inesquecível amigo de Portugal e construtor de Brasília, jóia e capital do Brasil que caminha para o futuro, até, em anos mais recentes, o Presidente Mediei. De todos guardamos, juntamente com a memória da sua presença, as assinaturas ilustres no livro de ouro desta cidade que, dentro em pouco, se enriquecerá com o nome de Vossa Excelência.

Nesta cidade de Lisboa, a 5 de outubro de 1910, ao mesmo tempo que na varanda central desta mesma sala se proclamou a República, Hermes da Fonseca, já eleito Presidente da República Federativa do Brasil, assistia, certamente com emoção, a Portugal iniciar uma nova etapa da sua vida multi-centenária.

Minha Senhora,

Acompanhando o seu marido nesta visita, que nos honra, Vossa Excelência tornou simbolicamente presentes, nestes Paços do Concelho, todas as famílias brasileiras que, através dos séculos, têm vindo a moldar esse portentoso país a que nos sentimos ligados pelo sangue, pelo sofrimento e pela glória, no caminho que seguramente o está conduzindo ao lugar cimeiro que lhe cabe entre as nações da terra.

Senhor Presidente,

No passado dia 10 de junho, também, como hoje, em reunião solene da Câmara Municipal de Lisboa, assinei, conjuntamente com o Sr. Presidente da Câmara do Rio de Janeiro, o acordo solene que tornou gémeas as duas cidades.

Afirmar nessa ocasião que, não descurando os laços culturais que nos têm unido através dos séculos, estava chegado o tempo em que teríamos que passar, para lá das palavras e dos sentimentos, à prática dos atos económicos e materiais que cimentam nos nossos dias, as relações entre países e substanciam a proclamação feita por Paulo VI que, em boa hora, afirmou que o "desenvolvimento é o novo nome da paz".

Desenvolvimento que é paz, particularmente no caso dos povos que, pelo mundo, se exprimem em português, porque estou certo de que seremos, entre colossos que se degladiam, aqueles que, não esquecendo a iminente dignidade e o primado do homem, saberão construir o futuro na base da justiça social.

A propósito relembro, com emoção, Senhor Presidente, a magistral lição que nesta mesma sala nos deu Gilberto Freyre, um brasileiro ilustre e venerado que inventou e estruturou o luso-tropicalismo, ao ligar os sentimentos que nos são comuns à irreprimível vocação que ambos temos para entender todos os povos.

É esta nossa comum dimensão que nos faz ansiar e cada vez mais construir o desenvolvimento, não com sede de domínio, mas para que os homens possam ser mais plenamente homens.

Por isto, Senhor Presidente, sentimos nesta Câmara uma enorme alegria, e em nós se despertou uma grande esperança, quando, no decurso deste ano, alguns empresários brasileiros se mostraram empenhados em construir em Lisboa empreendimentos de

lidades, para a paz e para o progresso dos povos.

O Brasil fala com voz própria e sempre em nome próprio. Não queremos mandatos ou delegações. Não temos, pronta e acabada, nenhuma utopia, nem mesmo receita para as dificuldades contemporâneas do sistema internacional. Mas nossa atitude internacional, de cooperação e de boa convivência, está fundada em certos pressupostos e práticas que, acredito, podem valer com utilidade para a harmonização dos interesses das nações. Temos fidelidades à negociação serena e equilibrada, e lutamos para que nesta base se propague um clima de confiança, longe do qual a paz não pode prosperar.

Brasil e Portugal possuem hoje percepção clara de seus respectivos papéis no cenário mundial. Estou certo de que não nos falta a coragem necessária ao desempenho das tarefas que a história impõe. Mercê de seu bom cumprimento, ter-nos-emos alçado à altura de nossas responsabilidades.

Ambos os países têm, igualmente, concepção precisa de seu relacionamento recíproco, no qual sobressai amplo acervo de

entendimento e cooperação. Há vasto campo para que se alargue e aprofunde o intercâmbio bilateral. Dispomos de amplo quadro institucional a alicerçar nossas realizações conjuntas. Resta-nos dar a esse instrumental a mais intensa e extensa aplicação, para que as formas concretas do relacionamento bilateral adquiram dimensões condizentes com os anseios dos dois povos e com as potencialidades de cada país.

Senhor Presidente,

Em terra portuguesa, comove-me a acolhida espontânea e generosa que recebi, cresce meu sentimento de admiração por esta civilização que, com tanta felicidade, conjuga valores multisseculares com o dinamismo dos empreendimentos e das técnicas modernas. Possa o nosso encontro servir de inspiração a brasileiros e a portugueses para a busca de formas inovadoras e fecundas de alcançar a cooperação bilateral.

Em nome de todos os brasileiros, ergo minha taça pela crescente prosperidade do povo português, pelo progresso das relações luso-brasileiras e pela felicidade pessoal de Vossa Excelência e da Senhora Ramalho Eanes.

presidente brasileiro visita a câmara municipal de lisboa e a assembléia legislativa portuguesa

Discursos do Presidente da Câmara Municipal de Lisboa, Nuno Krus Abecasis, e do Presidente João Figueiredo, em Lisboa, em 2 de fevereiro de 1981, por ocasião da visita que o Presidente brasileiro realizou àquela Casa; e discursos do Presidente da Assembleia Legislativa portuguesa, Leonardo Ribeiro de Almeida, e do Presidente João Figueiredo, em Lisboa, em 2 de fevereiro de 1981, por ocasião da visita do Primeiro-Mandatário brasileiro àquela Assembleia.

DISCURSO DO PRESIDENTE DA CAMARÁ MUNICIPAL

Senhor General João Batista Figueiredo,

Ilustre Presidente da República Federativa do Brasil

internacional ser dispensado. Não há mais lugar para a autarquia, se a meta é o desenvolvimento efetivo e amplo, criador de oportunidades de acesso aos bens económicos, sociais e culturais da modernidade. Daí ser fundamental a cooperação em bases igualitárias, que aproxime os povos em empreendimentos comuns e fraternos.

O Brasil, por sua vez, extravasa dos estreitos conceitos tradicionais. Pertencemos, simultaneamente, ao Ocidente e ao Terceiro Mundo. Não cabe optar entre um e outro, pois para nós eles se definem pelo próprio exame das circunstâncias de fato, e não são universos conflitantes. O Ocidente e o Terceiro Mundo devem buscar o caminho da mutualidade de interesses. Não será lícito, porventura, a um país ocidental defender seu direito ao desenvolvimento e à participação nas instâncias mundiais de decisão? O que obrigaria um país do Terceiro Mundo a renegar sua identidade cultural, ou a divorciar-se dos valores ocidentais, desvinculando-se de países com que mantém denso relacionamento? O Brasil certamente não se coloca em escaninhos arbitrários, mas reflete o que é.

A presente conjuntura internacional não mais se ajusta a padrões preestabelecidos, oriundos, em grande parte, de interesses de poder. Embora discrepantes da nova configuração internacional, esses padrões continuam a impregnar os mecanismos de decisão, em matéria tanto política quanto económica. Há mobilidade, quando a vida internacional reclama fluidez e dinamismo.

É preciso que tenhamos, todos, uma percepção nítida do quadro global, sem mitos nem artifícios. Não devemos permitir que fórmulas exógenas prejudiquem a visão de nossas realidades imediatas.

Tampouco devemos deixar-nos levar por concepções que pouco ou nada têm de construtivo; concepções que prejudicam o

entendimento entre os estados e o progresso da humanidade. Refiro-me a ideários políticos, que buscam enquadrar a realidade em esquemas cristalizados. Exigem dos protagonistas na cena internacional definições extremas e impõem-lhe rótulos simplistas, que violentam as personalidades nacionais. Tais atitudes só fazem alimentar diferenças, ao invés de explorar aquilo que une as nações.

Os Estados — como os homens — não se amoldam a categorias absolutas. Têm peculiaridades próprias, e diferenciações por demais sutis, a que repugnam enquadramentos rígidos.

O Brasil acredita no respeito às particularidades nacionais e às dinâmicas regionais. Refuta toda tentativa de transpor conflitos de uma esfera para outra. Tensões globais transferidas para o nível regional não se atenuam. Pelo contrário, propagam-se e tornam-se fonte permanente de crises.

À realidade da interdependência deve corresponder uma nova realidade política. A participação na gerência dos negócios e destinos internacionais necessita ser ampla, autêntica e fundada em participação aberta. Não pode ser domínio exclusivo de países desenvolvidos, pois a manter-se a presente situação não é difícil prever que todo o movimento negociador vá reproduzir a injustiça, ao invés de superá-la. Não é essa a aspiração dos povos.

Por tudo isso, o Brasil deseja ver estabelecida a nova ordem mundial, fundada no consenso e na participação democrática. Acreditamos que todos os Estados têm direito e, mais ainda, o dever de participar de modo equitativo.

Nenhum Estado pode invocara prerrogativa da omissão. Assim como cada indivíduo é responsável perante a humanidade, todos têm o mesmo dever essencial de contribuir ativamente, na medida de suas responsabi-

Se soubermos estar à altura das exigências colocadas pela nossa história e pela nossa cultura, teremos de responder aos desafios do futuro sem nunca esquecer as exigências da defesa da dignidade do Homem e da independência dos povos.

Este é, estou certo, o terreno fértil onde poderão crescer todas as iniciativas de cooperação se tivermos a coragem e a inteligência de saber desenvolver.

Senhor Presidente,

É Vossa Excelência o primeiro Chefe-de-Estado Brasileiro a visitar Portugal desde a instauração do regime democrático.

Pode Vossa Excelência apreciar a vontade e a determinação de um povo que soube reencontrar a sua história, definindo o quadro de legitimidade das suas instituições democráticas.

É este o povo que, numa manifestação de indiscutível maturidade, conquistou a liberdade e recusou a imposição de modelos que lhe não são próprios, nem se coadunam com a sua cultura.

É este povo que sabe recusar o extremismo e procurar na conciliação e no diálogo entre todas as forças políticas e sociais representativas, a concertação necessária à execução das grandes tarefas nacionais.

É este povo que acompanha com afeto e interesse os caminhos que o Brasil percorre no sentido das transformações pacíficas e das reformas que são fonte de justiça social e de progresso, tanto no plano nacional como no plano internacional.

É em nome do Povo Português que, na pessoa de Vossa Excelência, desejo enviar ao Povo Brasileiro e aos Portugueses que do Brasil fizeram a sua segunda Pátria, um abraço bem fraterno e os nossos votos de maiores prosperidades.

Peço a todos que me acompanhem num brinde pelas felicidades pessoais de Sua Excelência o Presidente da República Federativa do Brasil e Senhora João Figueiredo, e pelo estreitamento da amizade entre Portugal e o Brasil.

JOÃO FIGUEIREDO

Senhor Presidente,

O honroso convite de Vossa Excelência, por mim aceito, dá ensejo a que eu retribua o seu gesto para com o Brasil, quando nos visitou há três anos. Entre os brasileiros, a presença de Vossa Excelência reforçou antigos laços de amizade. Idêntico propósito traz-me agora a Portugal.

Une nossos países, mais que o passado de harmonia e cooperação, mais do que a língua comum, mais que afinidades de cultura, o imperativo do sentimento de nossos povos. Por isso, a relação entre nós transcende às contingências e inclinações de regimes e Governos, porque se realiza no mais elevado dos planos — no coração e no espírito de homens livres.

Essa comunhão, Senhor Presidente, constitui elemento evidente e tangível de nossas respectivas nacionalidades. Governo algum poderia modificá-la. Cabe a nós, governantes, tão-somente interpretá-la, e facilitar-lhe a plenitude da expressão. Desta convicção resulta minha presença entre os portugueses, como partícipe e garante de comunhão tão cara a todos os brasileiros.

Os caminhos que se abrem a nossos povos tendem a ser paralelos; rumam num mesmo sentido e guardam analogia de fins. Querem o Brasil e Portugal assegurar o desenvolvimento pleno de suas potencialidades. Temos consciência de que o esforço de desenvolvimento é, em sua essência, nacional. Depende do trabalho e do empenho de cada qual. Não pode, porém o ingrediente

como, também, na sua contribuição para os equilíbrios geo-políticos e para o estabelecimento de normas mais justas e mais eficazes nas relações económicas internacionais.

Sobram-lhe, de fato, condições económicas, culturais e humanas, para justificar a esperança de que a Nação brasileira poderá ter uma contribuição positiva na edificação de uma ordem internacional compatível com a liberdade dos povos, com a dignidade do Homem, e indispensável à estabilidade mundial.

Pela nossa parte, integrados na Europa, reassumimos, nas novas condições que a democracia nos oferece, o nosso lugar na comunidade das nações, abertos à mudança e à transformação do quadro de relações internacionais, no sentido de um maior equilíbrio, de uma crescente solidariedade, de um mundo mais seguro e mais digno.

Empenhamo-nos na defesa do diálogo e da negociação entre as nações, cuja necessidade é reconhecida como imperativa, nomeadamente para garantir a estabilidade e a autonomia europeias.

Estas são exigências indiscutíveis para todos os países europeus que defendem permanentemente os valores da democracia e do pluralismo.

Mas são, também, condições de base para que se estabeleça um apoio efetivo ao desenvolvimento económico e social de outros povos e de outras regiões, em modalidades de cooperação onde não tenham lugar relações injustas, de exploração e de opressão.

Estas são orientações sólidas, porque ajustadas aos problemas contemporâneos e adequadas às esperanças de liberdade e de justiça, de desenvolvimento e de progresso, que todos os povos legitimamente alimentam.

E são razões importantes que apontam para a procura permanente dos pontos de convergência, de congregação de esforços e de superação das dificuldades que decorrem das nossas realidades distintas e da inserção em contextos económicos diferentes.

Como Estado democrático da Europa, empenhado no processo de integração europeia, atribuímos um valor crescente ao desenvolvimento das relações bilaterais e multilaterais que se estabelecem neste vetor essencial.

Os nossos contextos geo-políticos, a diferenciação das localizações geográficas e dos recursos materiais e humanos, bem como as particularidades dos nossos passados como nações independentes, impõem-nos vias próprias no campo da política externa, que se adequem às nossas especificidades nacionais.

Mas, por outro lado, a língua e o património cultural que nos unem são fatores permanentes de convergência, ou mesmo de identidade, em muitos aspectos que se relacionam com a concepção e a execução dessas políticas.

Para nós, será sempre primordial o valor das culturas, o relacionamento dos homens, a justiça na cooperação.

Por isso, num mundo em crise, onde o confronto militar é uma ameaça permanente, não se pode perder qualquer oportunidade para encontrar as vias pacíficas da resolução dos conflitos e da promoção do progresso.

Por isso, poderemos encontrar, portugueses e brasileiros, nascidos da mesma matriz cultural europeia, um sólido fator de afirmação na expressão plena do modo como encaramos as relações entre os homens, entre os povos e entre as nações.

ramalho eanes a figueiredo: olhamos o brasil como potência emergente

Discursos dos Presidentes de Portugal, António dos Santos Ramalho Eanes, e do Brasil, João Figueiredo, no Palácio da Ajuda, em Lisboa, no dia 2 de fevereiro de 1981, por ocasião do banquete oferecido ao Chefe da Nação Brasileira.

RAMALHO EANES

Senhor Presidente,

Receber aqui, hoje, Vossa Excelência e a Senhora de Figueiredo não é um ato meramente protocolar.

É certamente a exigência de fraterna hospitalidade que caracteriza os nossos povos.

Mas é, para além de tudo o mais, o encontro simbólico de duas nações.

Os portugueses têm a clara noção do especial relacionamento que os liga ao povo brasileiro e que transcende os limites de uma velha amizade. Por isso, atribuímos a maior importância a tudo o que, reforçando os laços afetivos que nos unem ao Brasil, contribua para acentuar e projetar para o futuro as nossas relações de convivência e de cooperação.

A história das nossas relações construiu-se à medida que passou a existir o próprio Brasil, à medida em que se foram desbravando as suas Terras, e que nelas se instalaram novas gentes.

Fundamentadas no humanismo universalista de que falava Vaz de Caminha, as nossas relações mantiveram-se e consolidaram-se, apesar de dificuldades compreensíveis, e para lá da afirmação de independência da nova nação americana.

Mantiveram-se e consolidaram-se sobretudo

do porque existe um quadro de cultura e uma língua comum que definem relações essenciais entre dois povos, que nenhuma vicissitude pôde destruir ou enfraquecer.

Ao longo dos séculos, temos sabido valorizar o nosso património comum, esquecer o circunstancial e o acessório, e preservar a essencialidade das nossas relações.

É neste quadro de amizade profunda que entendemos o significado da visita de Vossa Excelência a Portugal, nesta sua deslocação oficial ao continente europeu.

O fato de Vossa Excelência ter decidido fazer-se acompanhar de uma comitiva que inclui os mais altos representantes do Senado, da Câmara dos Deputados e parte de sua equipe governamental — a quem torno extensivos os meus desejos de boas vindas — demonstra a vontade de traduzir a nossa solidariedade e compreensão no reforço de uma cooperação realista e mutuamente proveitosa.

Esse será o prolongamento natural do nosso passado comum, e a resposta necessária aos desafios e oportunidades que o presente nos coloca e nos oferece.

Olhamos o Brasil como potência emergente na cena internacional, certamente com um papel de relevo a desempenhar, não só no quadro do continente em que se insere,

visita de figueiredo a portugal reforça os laços luso-brasileiros

Discurso do Presidente João Figueiredo,
em Lisboa, em 17 de fevereiro de 1981, por ocasião de
sua chegada à Capital portuguesa.

Sob a emoção da chegada a esta terra,
saúdo a valorosa gente portuguesa.

Com minhas palavras e com minha presen-
ça, expresso a mensagem de profunda
amizade que todos os brasileiros enviam
a este povo amigo e irmão.

Para nós, do Brasil, este é um dia de festa,
porque hoje nos encontramos em Portugal.

Brasileiros e portugueses se irmanam em
séculos de convivência e em seu comum e
cotidiano devotamento à causa do progres-
so, da liberdade e da paz.

A gente deste país, por sua coragem e seu
trabalho, soube construir laços que se es-
tendem além oceano e que firmemente
unem nossas duas nações.

Esses laços da história e da convivência fra-
terna propiciam também uma rica oportuni-
dade e um desafio: o de prosseguir com
determinação e renovada criatividade, no

fortalecimento de nossas relações e na luta
pela realização dos anseios de nossos
povos.

Portugueses e brasileiros não precisamos
nos dar explicações pelos sentimentos que
distinguem nossos vínculos. Não o faze-
mos justamente porque eles brotam e se
desenvolvem de forma natural.

E numa situação de crise internacional, em
que se multiplicam obstáculos, boa convi-
vência entre os povos, mais valiosa e exem-
plar se tornam a nossa afeição, cordialidade
e respeito recíproco.

Nestes próximos dias, buscarei novas áreas
de interesse comum e de entendimento.
Além disso, procurarei conviver com o nobre
povo português, ouvir suas vozes, escutar
seus corações. É este o espírito que me traz
a Portugal.

Viva o Brasil. Viva Portugal.

fizemos esta manhã, ou ainda, como fizemos também, para os problemas internacionais e como, no fundo, temos os mesmos valores, podemos trocar ideias sobre a importância de partilhar entre países ricos e pobres, os meios sem os quais as populações não podem viver felizes.

E, porque cremos também em certas coisas em comum, podemos, quando se trate de analisar problemas internacionais, por-nos de acordo em nossas análises como fizemos esta manhã. Quer tivéssemos falado sobre o Caribe quer sobre o Oriente Médio, acontecimentos na Europa ou na Ásia, penso que ambos expressamos o mesmo tipo de valores no tocante à proteção ao direito que cada país tem de desenvolver-se de acordo com seus próprios princípios.

Senhor Presidente, sei que estas discus-

sões terão prosseguimento logo mais, hoje ainda, mas, mais importante, nas reuniões que terão lugar no futuro, quer bilateralmente, através de visitas de ministros e altos funcionários de ambos os países, quer em outros foros, como os de que falamos esta manhã — o das negociações globais das Nações Unidas ou, talvez, o das negociações Norte/Sul de âmbito mais restrito.

Assim, gostaria de findar agradecendo pessoalmente a Vossa Excelência, Senhor Presidente, por sua calorosa hospitalidade e por ter sido tão franco e direto ao trocar pontos de vista comigo e gostaria de oferecer a todos os presentes a oportunidade de brindar à saúde de Vossa Excelência, à saúde do povo do Brasil e à cooperação cada vez maior e mais importante dos povos de nossos dois países.

disposição ao diálogo e à negociação, dentro de sua vocação universalista e no exercício de inabalável crença no princípio da boa convivência internacional. O excelente nível de nosso relacionamento e as oportunidades de cooperação que estamos criando são resultados marcantes de nossa atitude comum.

Convido todos os presentes a erguerem suas taças à saúde de Sua Majestade a Rainha Elizabeth II e do Primeiro-Ministro Pierre Trudeau, à prosperidade do povo do Canadá e à amizade e cooperação entre os nossos países.

PIERRE TRUDEAU

Senhor Presidente,

Senhoras e Senhores, Amigos:

Vossa Excelência escolheu, Senhor Presidente, enfatizar em seu brinde, a interdependência de todos os países do mundo. De fato, é este o tema principal de minha visita e a razão pela qual tanto o Governo de Vossa Excelência quanto o meu estão interessados em dar prosseguimento às conversações e aos intercâmbios a que demos início esta manhã e a que darei prosseguimento esta tarde com os Ministros de Vossa Excelência e espero, às conversações e intercâmbios que terão lugar no Canadá se Vossa Excelência vir a possibilidade de aceitar o caloroso convite que agora lhe faço para que visite o nosso país.

Vossa Excelência tem razão: há muitas semelhanças entre os nossos países. Ambos têm extensão quase continental, ambos são ricos em termos de seus recursos mas, também, ambos dependem com muita intensidade das importações de capital e de tecnologia para poder dar seguimento ao seu progresso económico e social.

Embora esteja em Brasília há apenas algu-

mas horas, já adquiri uma impressão que me deixa cheio de admiração por seu país. O calor da hospitalidade de Vossa Excelência, a franqueza de nossos intercâmbios, a tentativa que ambos fizemos de aprofundar nossa compreensão quanto aos problemas mais difíceis em vez de desviar-nos deles, deram-me a grande confiança de que temos muito a aprender e a esperar um do outro.

Não posso deixar de expressar uma admiração muito especial por esta capital em que fui recebido. Como Vossa Excelência sabe, estive aqui há vinte anos atrás e, sem querer ferir ninguém, devo dizer que não havia muito aqui então, a não ser uma ideia. Mas o que é verdadeiramente marcante e edificante, para um canadense, pelo menos, é que a sua geração tenha concebido esta ideia e feito dela a esplêndida realidade que hoje vemos. Como se o Brasil não tivesse outros desafios a enfrentar, inventou um novo — construir uma grande e nova capital e construí-la a partir do nada. Eu, como um político de um outro grande país, não posso senão expressar a minha admiração pela vontade nacional, pela força da vontade política que foi levada a enfrentar empreendimento tão grande e tão honroso.

Espero que os canadenses possam aprender com os brasileiros no que toca a criar um desafio e a enfrentá-lo. E, de forma a expressá-lo de maneira simbólica e real, nossa capacidade de fazer algo em conjunto, como nação, quero dizer que, como canadenses, temos uma lição a aprender com os brasileiros sob esse aspecto e, neste sentido, mas neste sentido apenas, ficaria realizado com esta viagem. Tenho a certeza de que os representantes da imprensa canadense escrita, falada e televisada que estão viajando conosco participaram de meu espanto e admiração com esta criação e poderão também expressá-la e explicá-la ao povo canadense. Porque é esta vontade de agir em conjunto que faz a força de um país e que lhe permite, em seguida, voltar-se quer para os problemas bilaterais, como

É, na verdade, um gesto que extravasa do plano meramente económico e comercial.

O Canadá e o Brasil coincidem, em grande parte, no diagnóstico da conjuntura internacional que vivemos. Alheios à preocupação de dizer o que é certo ou errado, mas como fruto da conclusão de que o sistema internacional não está funcionando adequadamente, quer para o norte quer para o sul, nossos países têm reiteradamente realçado a necessidade urgente de se buscarem soluções consensuais para a atual situação económica internacional.

Vivemos uma conjuntura particularmente delicada e complexa, em que os problemas assumem proporções universais, com graves implicações para as economias mais vulneráveis dos países em desenvolvimento.

Nesse quadro, o diálogo e a boa convivência assumem importância crucial. Mais do que nunca, é preciso esforço conjunto para procurar resolver esses problemas. Para tanto, duas são as condições fundamentais: em primeiro lugar, ter a vontade política de dialogar e de buscar a superação da conjuntura adversa; em segundo lugar, pôr-se de acordo sobre as questões de natureza prioritária a serem objeto desse esforço negociador.

Estamos conscientes de que, dada a imprevisibilidade dos seus efeitos negativos, os atuais problemas económicos certamente se refletirão de forma dramática também no cenário político, caso não haja empenho determinado de carácter global no sentido de combatê-los e superá-los.

Senhor Primeiro-Ministro,

O ano de 1981 será fértil em oportunidades para o exercício ativo do diálogo, É minha firme esperança que, na medida de suas responsabilidades pela economia mundial, as nações desenvolvidas efetivamente se

engajem neste exercício e que seus líderes estejam dispostos a reagir adequadamente às exigências de nosso tempo.

A introspecção, o recolhimento em torno de problemas internos, só contribuirão para agravar ainda mais a difícil situação económica atual. Constitui tarefa urgente dar contornos práticos ao conceito de interdependência global, que via de regra só é invocado quando interesses de curto prazo e localizados estão em jogo. Se a interdependência tem algum significado prático, haverá de incorporar também as preocupações e aspirações dos países que, no sul, mais sofrem as consequências da crise económica mundial.

Nesse cenário, Vossa Excelência tem desempenhado papel de relevo. A constatação canadense de que o sistema internacional é inadequado e prejudicial aos interesses universais, da qual decorre a ação prática de buscar saídas para essa situação indesejável, representa expressiva contribuição à causa da paz e do desenvolvimento.

Nutro a esperança de que a iniciativa de Vossa Excelência de retomar o diálogo e dar impulso às negociações Norte-Sul produzam os frutos que tanto desejamos. O pessimismo e a inércia não de ser vencidos pela vontade comum de promover melhores condições de vida para nossos semelhantes.

O Brasil colocará todo o empenho nessa empreitada. Sem assumirmos qualquer papel especial, mas apenas o nosso papel de país em desenvolvimento que objetiva concretizar os seus anseios nacionais, procuraremos atuar, nos foros adequados, com vistas ao estabelecimento de uma ordem internacional mais justa e equitativa.

Senhor Primeiro-Ministro,

O Brasil e o Canadá sempre demonstraram

no brasil, o primeiro-ministro do canada, pierre trudeau

Discursos do Presidente João Figueiredo e do Primeiro-Ministro do Canadá, Pierre Elliot Trudeau, no Palácio do Itamaraty em Brasília, em 14 de janeiro de 1981, por ocasião de almoço oferecido ao Chefe-de-Governo canadense.

PRESIDENTE JOÃO FIGUEIREDO

Excelentíssimo Senhor

Primeiro-Ministro Pierre Trudeau,

A visita que Vossa Excelência ora faz ao Brasil exprime, de maneira particularmente significativa, o elevado grau de entendimento alcançado entre nossos países e a simpatia recíproca que aproxima os nossos povos.

Os afetuosos votos de boas-vindas que formulo a Vossa Excelência e à sua ilustre comitiva também traduzem o apreço de todos os brasileiros pelos canadenses.

O Brasil e o Canadá têm importantes características comuns: países continentais, privilegiados com a possibilidade de, dentro de seu próprio espaço territorial, desenvolverem suas economias; nações jovens, com importante potencial de desenvolvimento nacional e com plena consciência de seu papel no concerto internacional. Sem repetir modelos e sem qualquer pretensão de impô-los a outras sociedades, Brasil e Canadá buscam implementar seus projetos de desenvolvimento e de participação internacional.

Nosso relacionamento bilateral já apresenta números importantes, mas, em vista de nossas potencialidades, temos ainda bom caminho a percorrer. As oportunidades são excelentes, em benefício recíproco. Confio em que saberemos colocar esse relacionamento, nos seus variados campos, em patamares mais compatíveis com aquelas potencialidades.

Senhor Primeiro-Ministro,

Para nós, assume particular relevância a intenção de seu governo de estreitar os variados vínculos do Canadá com a América Latina e, portanto, com o Brasil. É uma atitude extremamente positiva, que, de nossa parte, é correspondida de forma favorável, na certeza de que a ampliação e aprofundamento dessa convivência muito contribuirão para o desenvolvimento de nossos países.

A determinação canadense de promover maior e mais intensa aproximação com a América Latina, e também com outras regiões do Terceiro Mundo, tem sentido muito especial na atual conjuntura internacional.

no que concerne as modalidades de assistência técnica francesa ao Governo do Estado de Minas Gerais, para a implantação e funcionamento do canal de televisão educativa de Belo Horizonte.

Os Presidentes se congratularam pelo aumento da cooperação universitária nos campos científico e técnico, resultado positivo do Acordo Básico sobre cooperação inter-universitária, assinado por ocasião do encontro presidencial anterior, em outubro de 1978.

Demonstraram seu interesse pelo desenvolvimento e intensificação da cooperação bilateral nos campos técnico, científico e tecnológico.

Constatarem com satisfação a eficácia dos novos processos de cooperação técnica entre os dois países, que prevêem notadamente, além da reformulação do estatuto dos peritos, o reagrupamento de ações em torno de temas definidos em comum e sua avaliação anual, sobretudo nos campos prioritários da agroalimentação e da formação de pessoal qualificado para a indústria

e a pesquisa. No que se refere à formação de pessoal, os dois Presidentes se **felicitaram** pelos ajustes previstos, particularmente nos setores de transportes, da aeronáutica e da metalurgia.

Notaram com particular interesse a ampliação dos programas de cooperação entre os dois países nos setores da biomassa, da fisiologia vegetal, dos gasogênios, da biotecnologia e da heveicultura.

Notaram, finalmente, a importância de que se reveste a reunião do Comité Franco-Brasileiro de Cooperação Tecnológica Industrial, durante o primeiro semestre deste ano, a fim de empreender a execução do Acordo de Cooperação Tecnológica Industrial, assinado em 1978.

Ao fim de sua visita oficial, o Presidente do Brasil exprimiu ao Presidente da República Francesa sua profunda gratidão pela hospitalidade calorosa que lhe foi dispensada e o convidou a efetuar uma visita oficial ao Brasil. O Presidente da República Francesa agradeceu este convite ao Presidente da República Federativa do Brasil.*

* Na seção **.Tratados, Acordos, Convênios**, página 136, o texto dos Acordos entre o Brasil e a França, assinados por ocasião da visita do Presidente João Figueiredo a Paris.

se a uma troca de cartas entre o Ministro brasileiro das Minas e Energia e o Ministro francês da Indústria, relativa à cooperação em matéria de energias renováveis.

Os dois Chefes de Estado constataram que a utilização pacífica da energia nuclear é um fator importante para o desenvolvimento económico. Reafirmaram o propósito de desdobrar seus esforços para facilitar a difusão dos usos pacíficos dessa forma de energia, sempre evitando a proliferação das armas nucleares. Dentro desse espírito, acolheram com satisfação a recente assinatura entre os dois países de um Acordo que deverá permitir, notadamente, a construção, no Brasil, de uma usina de fluoretação de urânio. Declararam-se dispostos a examinar as possibilidades de desenvolvimento da cooperação brasileiro-francesa no setor nuclear.

Os dois Chefes de Estado notaram que outros setores de cooperação apresentavam, igualmente, perspectivas favoráveis.

No campo aeronáutico, notaram com satisfação a decisão de empreender um importante projeto de cobertura aérea, que permitirá a continuação da frutuosa cooperação já realizada nesse setor.

Os dois Chefes de Estado se congratularam pelo desenvolvimento do intercâmbio comercial em matéria de aeronaves. Deram particular importância ao programa atinente aos helicópteros, que permite a transferência e a adaptação de uma tecnologia avançada objetivando o desenvolvimento e a produção de helicópteros no Brasil.

Sublinharam a importância que atribuem ao desenvolvimento da cooperação entre os dois países no campo da informática e das telecomunicações, e convieram em prosseguir conversações que levem à conclusão de acordos nesses dois campos. Seu desejo de cooperação se concretizou através da instalação, em São Paulo de um sis-

tema experimental de vídeo-texto que utiliza a técnica francesa "Teletel".

Outros projetos se referem a:

- transportes ferroviários e urbanos;
- transportes marítimos;
- projeto Carajás
- complexo industrial e portuário de Suape;
- desenvolvimento económico de várzeas irrigáveis e de cerrados.

Os dois Presidentes se congratularam pela assinatura, hoje, do Tratado de Delimitação Marítima entre a República Federativa do Brasil e a República Francesa no largo do Departamento da Guiana, e notaram durante esta visita, a assinatura de acordos sobre:

- a cooperação judiciária em matéria civil, comercial, trabalhista e administrativa;
- a propriedade industrial;
- a cooperação tecnológica e industrial no campo do carvão mineral;
- a cooperação em matéria consular;
- a pesquisa em meio ambiente tropical (CNPq-ORSTOM);
- tecnologia biomédica;
- a metrologia, normalização e controle de qualidade.

Os dois Presidentes registram com satisfação o progresso no intercâmbio cultural e artístico entre os dois Países, e demonstraram seu interesse por sua intensificação e sua ampliação através de uma cooperação mais ampla, tanto nos setores cultural e educativo, quanto no cinema e na televisão, onde já existe um importante acordo.

Recomendaram seja dada especial atenção, no contexto da reunião da Comissão Mista de Relações Culturais, Científicas e Técnicas, que terá lugar em Brasília, de 18 a 20 de março próximo, à consecução dos projetos prioritários atualmente em estudo nos setores mencionados, especialmente

nal mais justa e mais eqüitativa, que leve à redução das desigualdades entre países desenvolvidos e países em via de desenvolvimento.

Estimaram que os principais problemas que afetam a comunidade internacional, no contexto atual, são os da inflação interna e externa; das crescentes ameaças protecionistas; da elevação contínua — e não previsível — dos preços da energia; da instabilidade dos mercados de produtos de base; e da inadequação dos instrumentos de apoio financeiro ao desenvolvimento. Salientaram a necessidade de encontrar soluções para essas dificuldades, não somente através do prosseguimento do diálogo Norte-Sul, tanto no quadro das Nações Unidas como em outros organismos, mas também pela busca de um diálogo permanente entre produtores e consumidores, e pela conclusão de acordos internacionais sobre produtos.

Nesse contexto, lamentaram que não tenham podido ser iniciadas, na data fixada, as negociações globais, previstas pela Resolução 34/138, de 14 de dezembro de 1979, e manifestaram a esperança de que os esforços, empreendidos pelo atual Presidente da Assembleia Geral para lograr a definição de uma agenda de trabalho aceitável para todos, sejam, em pouco tempo, coroados de êxito. Finalmente, tomaram nota da recente adoção, pela XXXV Assembleia Geral, da II Estratégia Internacional para o Desenvolvimento.

No campo das relações bilaterais, os dois Presidentes verificaram, com satisfação, o incremento do comércio nos últimos anos e reafirmaram a vontade de aprofundar a cooperação econômica entre os dois países.

Manifestaram-se prontos a favorecer o aumento dos investimentos franceses no Brasil, destacando as possibilidades oferecidas notadamente nos setores agroindustrial e químico, bem como na área da produção de bens de capital.

Realçaram, ademais, a importância dos encontros entre empresários dos dois países, que permitem o alargamento das relações econômicas bilaterais.

Os dois Presidentes tomaram nota, com satisfação, da conclusão de um conjunto de acordos financeiros relativos à abertura, pelo Governo francês, de créditos mistos compreendendo importantes setores da cooperação nos domínios: da energia (carvão, hidreletricidade, petróleo), dos transportes e do material eletrônico.

Ao verificarem que a dependência energética afeta grandemente as economias do Brasil e da França, ressaltaram a necessidade de conceder prioridade às ações destinadas a reduzir essa dependência.

A esse respeito, congratularam-se pelas perspectivas favoráveis da cooperação relativas às diversas formas tradicionais de produção de energia e pelos resultados a que se chegou com relação a um conjunto de projetos quanto a:

- carvão, sua gaseificação e transporte do gás;
- produção de eletricidade térmica;
- desenvolvimento da hidreletricidade;
- pesquisa petrolífera;
- cooperação em matéria de fabricação e do fornecimento de equipamentos petrolíferos e carboníferos.

O Presidente do Brasil relatou os esforços pioneiros envidados por seu país para o desenvolvimento de fontes renováveis de energia, com base no aproveitamento da biomassa. O Presidente da República Francesa apreciou as informações recebidas e manifestou interesse em ampliar a cooperação nesse domínio, especialmente no que se refere à utilização dos carburantes de substituição. Decidiu-se que os dois Governos procurariam encorajar essa colaboração e definiriam um acordo de cooperação específica nos referidos setores. Procedeu-

do diálogo entre as nações, e para a criação de um clima de confiança nas relações internacionais. Reconheceram que o sucesso dessa empresa exige tomar na devida conta os interesses e aspirações legítimas dos povos de todos os continentes.

Os dois Presidentes evocaram a situação do Afeganistão. Consideram que a intervenção estrangeira nesse país é inaceitável, e incompatível com a tradição de independência do povo afegão. Recordaram a necessidade de solução política que compreenda a retirada das tropas estrangeiras, e o restabelecimento de condições que assegurem o respeito à soberania e à independência do Afeganistão, e que permitam ao povo afegão determinar livremente seu destino, ao abrigo de qualquer ingerência externa.

Os dois Presidentes reafirmaram seus pontos de vista no que tange ao conflito do Oriente Próximo, acentuando a necessidade de uma paz fundada sobre solução global, justa e duradoura.

Ao evocar o prolongamento do conflito entre o Irã e o Iraque — situado em região particularmente sensível — os dois Presidentes ressaltaram a urgência de chegar-se a uma solução política, ao abrigo de toda ingerência exterior. Fizeram votos para que os Governos desses dois países recorram a meios pacíficos para solucionar o conflito que os opõe. Reafirmaram a importância de que se reveste para toda a comunidade internacional o respeito à liberdade de navegação, em consonância com as regras do Direito Internacional.

Os dois Presidentes manifestaram-se preocupados com as tensões que afetam o continente africano. No que concerne à Namíbia, observaram seu desejo comum de vê-la chegar à independência, internacionalmente reconhecida, ao termo do processo previsto no plano das Nações Unidas, e em

conformidade com a Resolução 435 do Conselho de Segurança.

Consideram que o desenvolvimento económico e social, que constitui o objetivo prioritário dos Estados africanos, somente poderá ser atingido através da paz e da segurança e que essas devem ser garantidas pelo respeito aos princípios fundamentais estabelecidos pela Organização da Unidade Africana.

Os dois Presidentes reiteraram sua adesão aos valores da comunidade ocidental, fundados na igualdade soberana dos Estados e no respeito às diversidades nacionais. Nesse contexto, sublinharam que a Europa Ocidental e a América Latina têm um importante papel a desempenhar. Expressaram igualmente o desejo de ver reforçadas as relações entre a França e a América Latina, bem como as do Brasil com a Europa. Lamentaram a persistência de focos de violência, notadamente na América Central.

Expressaram a identidade de seus pontos de vista sobre a importância da construção da comunidade europeia e dos processos de integração em curso na América Latina.

Os dois Presidentes evocaram as relações do Brasil com a Comunidade Económica Europeia, manifestando a esperança de vê-las desenvolver-se sem dificuldades, de maneira contínua e harmoniosa. Congratularam-se pela assinatura, em 17 de setembro de 1980, de um novo Acordo que estabelece, em mútuo benefício das Partes, um quadro para o desenvolvimento de uma co-operação comercial e económica mais diversificada.

Os Presidentes verificaram que a situação da economia mundial agravou-se no ano findo.

Reiteraram a necessidade da **reativação do diálogo Norte-Sul, com vistas à instauração** de uma ordem económica internacio-

- António Delfim Netto, Ministro do Planejamento;
- General-de-Brigada Danilo Venturini, Ministro-Chefe do Gabinete Militar da Presidência da República;
- General-de-Divisão Octávio Aguiar de Medeiros, Chefe do Serviço Nacional de Informações;
- Luiz Gonzaga do Nascimento e Silva, Embaixador do Brasil na França.

Do lado francês, os Senhores:

- Raymond Barre, Primeiro-Ministro;
- Jean François-Poncet, Ministro dos Assuntos Estrangeiros;
- René Monory, Ministro da Economia;
- Christian Beullac, Ministro da Educação;
- André Giraud, Ministro da Indústria;
- Michel Cointat, Ministro do Comércio Exterior;
- Pierre Ribes, Secretário de Estado dos Correios, das Telecomunicações e da Teledifusão;
- Olivier Stirn, Secretário de Estado junto ao Ministro dos Assuntos Estrangeiros;
- Jacques Wahl, Secretário-Geral da Presidência da República;
- Jean Béliard, Embaixador da França no Brasil.

Os dois Chefes de Estado examinaram em profundidade a evolução da situação internacional, em particular no que diz respeito à América Latina e à Europa. Passaram também em revista as relações bilaterais, assim

como as perspectivas de desenvolvimento que se lhes oferecem. Desenvolveram-se as conversações em clima de calor e amizade, consentâneo em todos os pontos com os laços que a história e a cultura criaram entre os dois países.

Os dois Presidentes notaram com satisfação que os objetivos inscritos na Declaração Conjunta de 5 de outubro de 1978, assinada por ocasião da visita do Presidente da República Francesa ao Brasil, foram amplamente atingidos. Os encontros entre Ministros e altos funcionários dos dois países foram, em particular, freqüentes e frutuosos, tanto no campo político quanto no económico. Os Presidentes expressaram o desejo de que a cooperação franco-brasileira continue a se enriquecer e diversificar nos anos vindouros.

O exame da situação internacional constituiu, para os dois Presidentes, ocasião de exprimir mais uma vez a adesão de seus Governos aos princípios e aos objetivos da Carta das Nações Unidas. Sublinharam o papel que a Organização deve desempenhar na manutenção da paz e da segurança no mundo, e no desenvolvimento de uma efetiva cooperação internacional.

Os dois Presidentes acentuaram seu apego comum aos princípios do respeito à independência, soberania, integridade territorial e não-intervenção nos assuntos internos de outros países, os quais devem servir de fundamento para as relações entre Estados, do mesmo modo que a vontade de solucionar as controvérsias por meios pacíficos e de desenvolver o diálogo e a cooperação. Expressaram sua condenação ao apartheid e a todas as formas de racismo.

Manifestaram-se apreensivos diante das graves tensões surgidas em diversas regiões do mundo.

Ressaltaram ser responsabilidade de todos os Estados contribuir para o fortalecimento

dos para doutrinas franc'esas. No nosso século, a renovação intelectual do modernismo, por sua vez, vislumbrou na inteligência francesa elementos de mudança que nos eram necessários e que se traduziram numa produção cultural condizente com uma sociedade que se tornava urbana e se industrializava.

igualmente, no campo das ciências sociais e das humanidades ficou a inteligência nacional reconhecida à inestimável contribuição francesa.

O povo brasileiro tem consciência nítida de que deve sempre proteger, com denodo, seus valores e suas características. O Brasil possui identidade cultural própria, síntese de várias etnias. Resultou nossa personalidade, como nação, de um desenvolvimento natural que desaguou na convivência fraterna que nos caracteriza. A defesa de nossos valores culturais confunde-se com a preservação de nossa própria personalidade e independência. Somos, porém, receptivos às ideias que possam enriquecer nosso patrimônio cultural, sem nunca substituí-lo.

Essa atitude se torna ainda mais importante

em nossos dias. A difusão dos meios de comunicação e seu alcance crescente representam, a um tempo, conquista e risco para as nações. Se a veiculação de novos conhecimentos e de novas técnicas nos beneficia a todos, devemos ter presente que também nos arriscamos a ver descaracterizadas parcelas importantes do patrimônio cultural de cada povo.

A Nação Brasileira, assim como a Nação Francesa, tem sabido manter íntegra a sua cultura, consciente de ser essa integridade indispensável ao seu futuro. A ambas repugna a uniformidade inespecífica, e nisso teremos sempre um aspecto em comum.

Senhor Prefeito,

Paris, síntese do povo francês, possui um elo fundamental que a liga ao povo brasileiro: o gosto pela vida, com sua variedade e suas peripécias, manifestação do humanismo sempre presente em ambos os povos.

Faço votos de que nossa sólida amizade, amparada pela continuidade no passado, seja eterna como Paris.

comunicado conjunto registra os entendimentos franco-brasileiros

Comunicado Conjunto Brasil-França, divulgado em Paris, em 30 de janeiro de 1981, ao final da visita do Presidente João Figueiredo à República Francesa.

O Presidente da República Federativa do Brasil e a Senhora João Baptista de Oliveira Figueiredo, em aceitação ao convite do Presidente da República Francesa, realizaram visita de Estado à França, de 28 a 30 de janeiro de 1981.

Participaram das conversações ocorridas durante a visita:

- Ramiro Saraiva Guerreiro, Ministro das Relações Exteriores;
- Ernane Galvêas, Ministro da Fazenda;
- Rubem Carlos Ludwig, Ministro da Educação e Cultura;
- César Cais de Oliveira Filho, Ministro das Minas e Energia;

coopération exemplaire dans tous les domaines un peu de cet "ordre" et de ce "progrès" dont il a tant besoin.

Georges Pompidou le disait déjà en 1970 : "le renforcement des relations entre la France et le Brésil, déjà très étroites dans les domaines culturel, commercial et technique, nous est imposé par notre héritage commun et doit se manifester dans tous les domaines intéressant nos deux pays. Telle était d'ailleurs la pensée du Général de Gaulle dont nul n'a oublié l'accueil qu'il a reçu de votre pays en 1964.

Paris, ai-je besoin de vous le dire, restera toujours une seconde patrie pour tous les brésiliens. Quant à moi, vous me pardonneriez de faire miennes ces paroles de Bernanos à qui l'on demandait les raisons de son affection pour le Brésil et qui répondait: "Parce que j'étais né pour l'aimer".

PRESIDENTE JOÃO FIGUEIREDO

Senhor Prefeito,

Ao voltar a Paris, sinto-me tomado da mesma alegria que experimentei quando aqui estive pela primeira vez.

A essa alegria, no entanto, soma-se agora a satisfação de calorosa acolhida a mim proporcionada, como representante do povo brasileiro.

Venho de Brasília, cidade planejada para simbolizar o futuro que os brasileiros hoje constroem.

À primeira vista, pareceria existir profundo contraste entre as duas cidades — a capital dos brasileiros que inicia sua afirmação como centro das decisões nacionais, e a capital francesa, cujas raízes, adentram, profundamente, o próprio âmago da História.

No entanto, as duas capitais compartilham da mesma vocação de se lançarem ao futuro. Se Paris já se renova através de uma arquitetura pioneira e se orgulha de formar entre os principais monumentos históricos da humanidade, seu dinamismo e sua vitalidade estão sempre presentes no seu papel político e econômico e no jovem vigor de seu ambiente cultural, artístico e científico.

A cidade de Paris, com seus fundamentos no próprio mundo latino, surgiu de uma ilha, que se apresentava como ponto privilegiado de defesa. Durante o longo percurso descrito através dos tempos, Paris adquiriu características privilegiadas de cidade de defesa da própria cultura ocidental.

Ao se falar da tradição de Paris, por muitos assimilada à da própria Nação francesa, não se deve esquecer que essa tradição possui também o sentido dinâmico da entrega de um legado às novas gerações. Significa, pois, respeito ao passado, adaptação ao presente e preparação para o futuro.

Paris mantém, assim, as qualidades culturais de sua gente e de seus monumentos, enquanto transmite sempre, às novas gerações, a herança intelectual que fecunda o futuro da França.

O próprio ambiente de Paris, cidade tão bem administrada por Vossa Excelência, leva à reflexão e às artes, o que a transforma em terreno fértil para a criação de novas ideias.

Senhor Prefeito,

Em todas as etapas do desenvolvimento do Brasil como Estado independente, é nítida a influência da França e da própria cidade de Paris. A memória nacional registra, com carinho, a inspiração que os precursores da independência brasileira foram buscar nas ideias dos filósofos franceses do Século XVIII. Mais tarde, também os fundadores da nossa República tiveram seus olhos volta-

sympathie profonde avec laquelle Paris vous accueille.

Cette sympathie va aussi à l'expérience que vous menez actuellement en faveur du développement de la démocratie et du progrès économique dans votre pays.

Vous vous êtes donné pour but de promouvoir la démocratie "à la brésilienne" et vous avez attaché votre nom à la loi d'amnistie votée *eri* août 1979. Vos amis se sont réjouis de cette mesure conforme au sentiment de paix ancré dans le cosur des Brésiliens.

Sur le plan économique, vous voulez favoriser un développement ayant "l'homme pour objet, dans toute son essence spirituelle, morale, éthique, sociale, culturelle et matérielle" comme l'indique la première des directives que vous avez fixées à votre gouvernement.

Les Français sont conscients de l'enjeu décisif de votre action pour l'avenir de l'Amérique Latine et du monde libre. Pour de nombreux pays, la réussite "du modèle brésilien" évitera la tentation totalitaire et affirmera les chances d'une société respectueuse des libertés humaines fondamentales.

Malgré la conjoncture actuelle défavorable, nous sommes convaincus que vous réussirez. Votre choix de vous doter comme la France, d'une industrie nucléaire garante de votre indépendance énergétique, est révélatrice de votre détermination. La croissance continue du Brésil depuis vingt ans et qui atteint encore 8% en 1980 dit assez l'exceptionnel dynamisme d'un pays qui a su tirer parti de ses richesses naturelles comme de la diversité de sa population, des cultures et de ses traditions et préserver une démographie vigoureuse, signe de la vitalité et de la jeunesse d'un peuple.

La Ville de Paris, quant à elle, entend apporter sa contribution à l'approfondissement

des liens d'amitié unissant la France et le Brésil. Les Parisiens, qui doivent à l'amabilité de M. le Maire de Rio l'avenue de la troupe Beija Flor, dont ils ont beaucoup apprécié le spectacle, seront bientôt heureux de voir la Maison d'Auguste Conte restaurée grâce à une participation de la Ville de Paris. La Maison pourra ainsi jouer un rôle plus actif encore dans l'affirmation de l'amitié franco-brésilienne, à laquelle la Maison de l'Amérique Latine apporte déjà une contribution exemplaire.

La création récente du groupe d'amitié France-Amérique Latine ou Conseil de Paris nous donnera sûrement la possibilité de multiplier les actions communes entre Paris et les grandes métropoles brésiliennes.

Monsieur le Président, l'un des événements marquants, au Brésil comme en France, de l'année qui vient de s'écouler, fut la visite du Pape Jean-Paul II. Ses interrogations, ses affirmations, ses exhortations sont présentes à nos mémoires. Ses demandes aussi. N'est-ce pas à nous, nations des droits de l'homme qu'il s'adressait lorsqu'il appelait de ses vœux, pour "faire face aux défis urgents et aux exigences éthiques du présent, des innovations hardies et créatrices"?

À l'heure où les conférences internationales dressent le constat de leur impuissance, à l'heure où partout fleurissent des égoïsmes que l'on qualifie de sacrés pour les légitimer, à l'heure où tant d'hommes sont privés de pain et de liberté, comment le Brésil et la France resteraient insensibles à pareille demande? Leur histoire et leurs traditions, leur place dans le monde et les responsabilités qu'ils exercent le leur interdisent.

Je souhaite, Monsieur le Président, que votre venue soit l'occasion pour nos deux pays, qui manifestent ainsi une vocation commune, d'apporter au monde, par une

ao receber homenagem do prefeito de paris, figueiredo destaca a influência francesa na cultura brasileira

Discursos do Prefeito de Paris, Jacques Chirac, e do Presidente João Figueiredo, no Hôtel-de-Ville de Paris, em 30 de janeiro de 1981, por ocasião da visita do Primeiro-Mandatário brasileiro à sede da Prefeitura parisiense.

PREFEITO DE PARIS

Monsieur le Président,

C'est un grand honneur et surtout une joie sincère, pour le Maire de Paris, de vous accueillir en cet Hôtel-de-Ville et de vous souhaiter la bienvenue dans notre capitale, ou nom des Parisiennes et des Parisiens qui veulent exprimer par ma voix leur fierté de vous compter parmi nous.

Un honneur parce que vous représentez un vaste pays de longue tradition et aux multiples richesses, qui est devenu en quelques années la dixième puissance industrielle du monde.

Mais surtout une joie parce qu'en votre personne nous recevons une nation à laquelle des liens étroits et continus nous attachent.

Nos deux peuples sont profondément lotins, par l'origine, la langue et la culture. Si la France a reçu le titre de "filie ainée de l'Eglise", le Brésil est la plus grande nation catholique du monde. L'indépendance de votre pays, puis son régime républicain ont trouvé dans la Révolution et la philosophie politique françaises d'heureux exemples d'inspiration.

La devise de votre drapeau "Ordre et Progrès" est sans doute le plus bel hommage rendu au grand philosophe français

Auguste Comte dont la pensée joua un rôle décisif dans l'évolution des institutions politiques brésiliennes.

Depuis cinq siècles, l'histoire de la France et du Brésil est une suite ininterrompue de rapports confiants que la distance n'a jamais réussi à estomper ni les événements politiques à altérer.

Ronsard, Montaigne, Racine et Montesquieu avaient déjà mis en relief l'intérêt de votre pays et sa grande beauté naturelle dans son extraordinaire variété ainsi que l'extrême gentillesse et délicatesse de ses habitants. Mais c'est au siècle dernier que nos deux peuples entrèrent vraiment dans une réelle communion d'esprit qui ne s'est jamais démentie depuis lors.

Je voudrais surtout vous exprimer, Monsieur le Président, la profonde gratitude des Français qui n'oublient pas que durant les deux guerres mondiales l'armée brésilienne vint combattre magnifiquement à nos côtés et que de nombreux Brésiliens payèrent de leur vie notre liberté retrouvée.

Quand les liens du sang s'ajoutent ainsi à ceux du cœur et de l'esprit, l'amitié et la reconnaissance ne peuvent s'effacer dans la conscience des peuples.

C'est vous dire, Monsieur le Président, la

O Brasil, por seu turno, tem aumentado sua participação no campo económico internacional, e se situa entre as dez maiores economias mundiais, embora ainda país em desenvolvimento e com nítida consciência das dificuldades inerentes a essa condição.

O Brasil tem hoje na Comunidade Europeia seu maior parceiro económico, e dentro dela avulta a participação francesa em nosso intercâmbio.

Senhor Primeiro-Ministro,

Posso afirmar que a França e o Brasil já deram largos passos no caminho da cooperação. Temos sabido avaliar constantemente nossas funções e responsabilidades na economia internacional; buscamos na cooperação bilateral uma relação que complementa, sem subordinar, duas economias dinâmicas.

Esse aspecto das relações franco-brasileiras se desenvolve de forma extremamente positiva em variadas áreas. No campo energético, estão em execução importantes projetos nos setores hidrelétrico, termelétrico, carbonífero, e na prospecção de petróleo. No científico e tecnológico já ficou demonstrada a viabilidade de trocas eficazes de conhecimentos entre um país industrializado e um país em desenvolvimento.

Por outro lado, nota-se o interesse francês em, compreendendo o momento histórico, participar do nosso desenvolvimento na indústria de bens de produção e de consumo.

Esses exemplos não esgotam, no entanto, as reais possibilidades de intercâmbio. Não

nos devemos satisfazer com o muito já alcançado, mas sim aproveitar essas realizações como base para o favorecimento de uma evolução cada vez mais dinâmica e diversificada.

Senhor Primeiro-Ministro,

Verifico, com satisfação, que nossa maneira própria e singular de enfrentar as dificuldades por que passa a economia internacional é objeto de reflexão por parte de Vossa Excelência, desde os idos de 1958.

Em seu livro **O Desenvolvimento Económico, Análise e Política**, lembrava Vossa Excelência que um dos perigos mais graves a que se expõe a política económica dos países em desenvolvimento é a simples transposição de instrumentos já utilizados pelos países desenvolvidos. As diferenças de estrutura impõem que se recorra a "instrumentos novos, criados por meios específicos".

Ao escolher seu caminho, o Brasil o faz com fé no futuro, pautando suas ações pela modéstia e pelo realismo. Não pretendemos sugerir soluções nem mesmo aos países com problemas semelhantes aos nossos, mas procuramos compreender as dificuldades que encontram e ajudá-los na medida do possível.

Com meus melhores agradecimentos pela homenagem que o Governo francês, na pessoa de Vossa Excelência, me presta, rogo a todos que me acompanhem no brinde que faço à saúde e à felicidade pessoal do Primeiro-Ministro e da Senhora Raymond Barre.

Nossa estratégia tem-se fundamentado em quatro princípios essenciais: manutenção de um ritmo adequado de desenvolvimento, redução da dependência externa, diminuição dos índices inflacionários e promoção de melhor distribuição pessoal e regional da renda.

Partimos da premissa de que apenas a continuidade dos investimentos permite o crescimento do produto a taxas compatíveis com a necessidade de geração anual de mais de um milhão e meio de empregos.

Nessa ordem de ideias, coloca-se a estratégia de concentração de esforços na agricultura, na exportação e na diversificação das fontes energéticas, sem nos descarmos de estimular a elevação dos níveis de poupança interna e de apoiar sempre, também, a iniciativa privada e a participação das forças de mercado no sistema econômico.

As potencialidades do país no campo energético e no domínio agrícola, a que se somam os nossos recursos minerais, indicam a viabilidade das decisões adotadas.

Os nossos esforços de desenvolvimento requerem, no entanto, para que tenham êxito, que o relacionamento com as demais nações se estabeleça em bases justas e eficazes e que a economia internacional apresente condições tão favoráveis quanto possível. Nem os países do Sul, nem os do Norte, podem ter a veleidade de independender das condições econômicas globais.

Por isso, cremos ser de todo indispensável o êxito das negociações Norte-Sul que neste ano de 1981 ocuparão, justamente, boa parte de nossas atenções como chefes de governo. Não são apenas os países em desenvolvimento, como bem sabe Vossa Excelência, os que se beneficiarão de um ordenamento mais justo de economia internacional.

Os efeitos positivos do êxito que alcançare-

mos serão por todos sentidos, dadas as interligações existentes entre o Sul e o Norte. Quanto mais justa e equilibrada a ordem econômica internacional, mais intensas e proveitosas serão as relações entre os países em desenvolvimento e os países desenvolvidos.

O Brasil, assim como os países em desenvolvimento em geral, está preparado para encarar essas negociações com espírito altamente construtivo e positivo, sem radicalismos estereis e sem buscar vantagens exclusivistas.

Esperamos e consideramos de importância fundamental que os países desenvolvidos mostrem igual clarividência, pois o preço da inoperância é crescente tanto em termos econômicos quanto no tocante à própria paz e segurança do mundo.

Preocupa-nos, portanto, que, em resposta à crise que a todos afeta, vários países industrializados recorram a medidas imediatistas, em vão esforço para atenuar seus problemas, no que contribuem para que nos aproximemos de situações econômicas de impasse.

Inquieta-nos, assim, a manutenção de tendências protecionistas, não apenas pelas dificuldades que criam às exportações dos países em desenvolvimento mas também porque prejudicam a própria prosperidade dos países que as adotam. O protecionismo constitui apenas um paliativo, que não atinge as raízes mais profundas dos grandes problemas atuais.

Senhor Primeiro-Ministro,

A Comunidade Europeia tem dinamizado sua participação no contexto internacional, em todos os setores, com base numa unidade que não seria possível sem o papel primordial, o mesmo catalisador, que a França exerce.

progrès de demain. De nombreuses entreprises françaises travaillent aujourd'hui en terre brésilienne ; elle y apportent des capitaux et des techniques que l'immensité de votre territoire et ses ressources humaines font fructifier. Nous espérons qu'elles pourront accroître leur activité chez vous, dans des domaines aussi prometteurs que l'énergie, l'aéronautique, les télécommunications, la télématique ou l'industrie spatiale.

Les relations entre le Brésil et la France revêtent aujourd'hui le caractère exemplaire d'une coopération Nord-Sud établie sans préventions et dans la recherche d'avantages mutuels. Nous sommes prêts à accompagner le Brésil dans sa progression vers le premier rang des grandes puissances du monde de demain.

C'est avec le désir que s'accroisse une coopération fructueuse entre la France et le Brésil, au service du progrès, de la justice et de la paix, que je vous invite Mesdames, Messieurs, à lever votre verre en l'honneur du Président de la République Fédérative du Brésil et de Madame FIGUEIREDO et pour la prospérité et le bonheur du peuple Brésilien.

PRESIDENTE JOÃO FIGUEIREDO

Senhor Primeiro-Ministro,

Muito agradeço as palavras de Vossa Excelência, que traduzem, de forma viva e sincera, o conhecimento que a França tem das potencialidades brasileiras e dos nossos esforços para transformá-las em realidade.

O testemunho de Vossa Excelência é, certamente, o resultado de suas experiências de intelectual e de estadista. Soube Vossa Excelência fazer com que a reflexão da cátedra contribuísse para suas atividades públicas, razão pela qual merece amplo reconhecimento internacional.

Profundamente empenhado em desenvol-

ver-se, o Brasil procura enfrentar, com determinação e criatividade, o desafio de um quadro económico internacional sobremaneira adverso, com vistas a dar satisfação concreta às necessidades de realização de um povo consciente e de um país onde há muito a construir.

Optamos por um itinerário em certos aspectos diferentes do escolhido pelos países industrializados.

Temos consciência de que não podemos reproduzir em nosso caminho a trajetória dos países que até aqui conduziram o fio do progresso. A história, nós a vemos sob ótica própria, como nação do Hemisfério Sul. Nossas necessidades de desenvolvimento e de transformação são mais acentuadas, e mais prementes nossos anseios de estabelecer uma nova ordem económica internacional justa e equitativa.

Não aspiramos a transformar-nos em potência no sentido tradicional da palavra, pois isso significaria mera transposição de papéis e não uma solução para os problemas que nos afligem a todos. Por outro lado, nossos ideais de paz e justiça, de igualdade e cooperação, são tão firmes quanto nossa crença no diálogo e na capacidade humana de superar aqueles problemas.

O estágio de desenvolvimento do Brasil, caracterizado por grande contingente de população jovem e pela necessidade cada vez maior de promover sua absorção pelo mercado de trabalho, nos obriga a manter o crescimento económico.

Apesar da conjuntura negativa, descartamos a opção da ortodoxia. Adotamos, ao contrário, o caminho de, através de medidas realistas e graduais, estimular setores que poderão, a médio e longo prazo, dar contribuição efetiva à resolução de nossos problemas básicos.

de la dictature se réveillent hélas! en tant de régions. Vous n'en avez que plus de mérite, mais vous montrez aussi votre capacité de percevoir les tendances profondes de l'évolution de l'humanité.

Dans cette marche longue et ardue, mais nécessaire, vers l'épanouissement des hommes et des sociétés, le Brésil et la France traversent une période de difficultés.

J'évoquerai en premier lieu la crise de l'énergie et ses conséquences néfastes pour l'économie mondiale. Le Brésil peut, mieux qu'aucun autre pays, mesurer à quel point les "chocs pétroliers" ont dégradé la situation des pays importateurs de pétrole, surtout les moins développés d'entre eux, et leur imposent de graves déséquilibres des balances des paiements et une forte hausse des prix intérieurs.

La France et le Brésil n'ont pu être préservés de cette tourmente, même si nos Gouvernements se sont efforcés d'en atténuer les effets. La France a mis en oeuvre un vaste plan d'économies d'énergie. Dans le même temps, elle poursuit avec détermination la réalisation d'un programme nucléaire ambitieux, qui peut seul compenser la faiblesse de nos ressources pétrolières.

Avec des moyens différents, le Brésil poursuit le même objectif. La mise en oeuvre d'une capacité nationale de production d'énergie y est désormais une réalité. Elle s'appuie sur le développement de secteurs traditionnels tels que le charbon, l'hydro-électricité ou le pétrole. Elle comporte aussi la recherche de sources d'énergies nouvelles, dont le plan alcool est l'exemple le plus spectaculaire.

Tous les pays importateurs de pétrole doivent poursuivre de tels efforts pour recouvrer la liberté de manoeuvre dont ils ont besoin pour assurer leur indépendance économique et leur progrès social.

Car tels sont les objectifs majeurs du développement qui constitue pour vous comme pour nous le problème essentiel des prochaines décennies. Nous ne pouvons accepter que le fossé s'élargisse encore entre les pays industrialisés et les pays en développement. La paix mondiale, en effet, ne pourra être réelle et durable que si disparaissent les tensions dont la faim et la misère sont les sources.

La France n'a cessé de souligner la nécessité de négociations globales, dépassant de simples consultations entre quelques Etats. Instigatrice du dialogue Nord-Sud, elle s'attache inlassablement, en dépit de difficultés économiques et politiques de tous ordres, à promouvoir un nouvel ordre international plus juste, susceptible d'apporter un remède efficace aux difficultés des nations en développement. Nos deux pays ont déjà prouvé, à maintes reprises, combien une coopération bien conduite, fondée sur des intérêts réciproques, pouvait être profitable à tous les peuples. Nous souhaitons progresser avec vous dans cette voie.

Dans le domaine de nos relations bilatérales, d'importantes réalisations ont vu le jour. Elles ne sont pas le fait du hasard, mais d'une volonté mutuelle de développer nos échanges tant sur le plan commercial qu'en matière culturelle, technique et scientifique. Ainsi, malgré les difficultés de la conjoncture économique internationale, la France a doublé de 1976 à 1980 ses achats au Brésil. Votre pays est, de loin, notre principal partenaire économique en Amérique latine : il représente 37% de nos échanges avec les Etats de cette zone. De plus, nos investissements dans votre pays s'élèvent à l'heure actuelle à un milliard de dollars.

Nous sommes disposés, Monsieur le Président, à accroître notre présence financière au Brésil ainsi que notre contribution, déjà considérable, dans un grand nombre de technologies qui conditionnent largement le

antes, novo começo, pois se enquadra na moldura mais ampla da fraterna amizade que nos une, com base na observância dos valores e princípios inerentes à boa convivência internacional.

Tenho inabalável crença em que a nossa cooperação encontrará plena realização e que, embora não queiramos fixar regras de

comportamento, virá a constituir modelo para a convivência harmônica entre países de diferentes níveis de desenvolvimento.

Nesse espírito, convido os presentes a brindar à amizade de nossos dois povos e à saúde e felicidade pessoal de Sua Excelência o Presidente da República Francesa e da Senhora Valéry Giscard d'Estaing.

a homenagem do primeiro-ministro francês ao presidente figueiredo

Discursos do Primeiro-Ministro da França, Raymond Barre, e do Presidente João Figueiredo, em Paris, em 30 de janeiro de 1981, por ocasião do almoço oferecido ao Chefe de Estado brasileiro.

PRIMEIRO-MINISTRO

Monsieur le Président,

En vous accueillant aujourd'hui, ainsi que Madame FIGUEIREDO, le Gouvernement français reçoit avec un grand plaisir le Chef d'un Etat qui entretient avec la France des relations fondées sur le respect et l'amitié.

Cette amitié et ce respect ne se sont jamais démentis dans l'histoire de nos rapports. J'en veux pour preuve l'heureuse conjonction des hommes et des esprits qui a abouti, au siècle dernier, à ce que votre nation adoptât certaines idées puisées chez nos philosophes. Pendant les deux guerres mondiales, votre pays s'est engagé spontanément aux côtés des Alliés : Français et Brésiliens ont lutté en commun et leur solidarité dans l'épreuve ne peut être oubliée.

Mais l'héritage du passé ne doit pas faire oublier les réalités du présent. Le Brésil, Monsieur le Président, exerce une juste fascination sur qui le découvre. Pour les avoir moi-même éprouvées, à l'occasion du

voyage que je fis en 1976 dans votre pays comme Ministre du Commerce Extérieur, je sais quelles impressions de vie, de beauté et de grandeur vos villes et vos paysages offrent au voyageur et quelles perspectives exaltantes votre pays laisse apparaître à l'observateur de sa débordante activité.

Vos réalisations économiques en sont le témoignage. En deux décennies, votre pays est devenu la dixième nation industrielle du monde et le deuxième pays exportateur de produits agricoles. Ces résultats remarquables confèrent au Brésil la puissance et le rayonnement d'un état moderne. Dès les premiers jours de votre mandat, vous avez entrepris de conduire, par des efforts cohérents et persévérants, votre pays vers les libertés démocratiques. Car vous savez comme nous, qu'il n'y a pas d'authentique progrès économique, social et humain en dehors de la liberté.

Vous accomplissez ces réformes à l'heure où les démons du totalitarisme, du racisme et

sileiro, só pode receber com satisfação uma presença mais expressiva de capitais franceses no esforço de desenvolvimento do Brasil.

Má muito o que as duas partes podem fazer para intensificar seu intercâmbio econômico, alargar seu alcance e diversificar sua composição qualitativa. Aos Senhores, como empresários, cabe papel central no desenvolvimento das relações Brasil-França. Estou certo de que, ao longo de seus traba-

lhos, saberão identificar novas oportunidades de intercâmbio mutuamente benéfico, e de delinear para cada uma as formas e modalidades mais adequadas de execução.

Desejo-lhes pleno êxito em suas tarefas, para que Brasil e França possam mais rapidamente realizar, em proveito de seus povos, os ideais de amizade e cooperação que a todos nos animam.

figueiredo a giscard cTestaing: nova etapa nas relações brasil-frança

Brinde do Presidente João Figueiredo, em Paris, em 30 de janeiro de 1981, por ocasião do jantar que ofereceu ao Presidente da República Francesa, Valéry Giscard d'Estaing.

Senhor Presidente,

A cortesia e a hospitalidade são valores que sensibilizam profundamente o indivíduo, qualquer que seja a dignidade de que se ache revestido. Muito maior o desvanecimento quando é o nosso próprio país que está sendo homenageado.

E foram exatamente esses valores que marcaram todos os momentos de minha permanência na França.

Sob o signo da efetuosa acolhida do povo e Governo franceses, pude ter com Vossa Excelência diálogo fluente e construtivo, que contribui para maior aprofundamento de nossa tradicional amizade.

Registro com satisfação a ampla convergência de nossos enfoques e entendimentos. No plano bilateral, ressalto o empenho comum em desenvolver as potencialidades do comércio e da cooperação econômica, científica, tecnológica e cultural em benefício de ambos os países. No âmbito mundial,

verifico que há importantes coincidências na avaliação da situação presente e preocupação muito próximas, o que deve levar à continuidade de nossas proveitosas consultas.

Para o equacionamento dos problemas com que se defronta a humanidade, todos os países devem estar prontos a dar sua contribuição, na proporção dos recursos de que dispõem. Nossos objetivos são os da paz e do desenvolvimento, guiados pelo ideal da justiça.

Senhor Presidente,

O mundo em que vivemos atravessa período de especial dificuldade. A compreensão da natureza dos atuais problemas políticos e econômicos nos auxiliará a enfrentá-los conjuntamente. Para esse fim, requer-se amplo diálogo, como o que manteremos.

Estou certo de que esta nova etapa de contatos entre os Chefes-de-Estado do Brasil e da França não se encerrará aqui. Encontra,

Há, por vezes, quem chegue a apontar o Brasil como país praticamente "desenvolvido", como se a árdua e complexa luta pelo desenvolvimento económico e social pudesse ser reduzida à expressão de relativo adiantamento do setor industrial de nossa economia.

Estamos empenhados em conseguir para o Brasil, no cenário económico mundial, lugar à altura de nossas dimensões e potencialidades. Este esforço, longe de configurar ameaça aos interesses de outras nações, constitui na realidade fator de ampliação das oportunidades de atividade produtiva para nossos parceiros, que não devem perder de vista ter o Brasil elevada propensão a importar não só bens e serviços, mas também capital e tecnologia, como antes assinala.

O Brasil, portanto, se está empenhado em ampliar sua participação nas trocas internacionais, em reforçar sua capacidade tecnológica e diversificar sua estrutura produtiva, não o faz com base na busca de vantagens unilaterais, o que buscamos não são ganhos imediatos, mas sim parcerias estáveis e mutualidade de benefícios. Nosso compromisso com uma crescente integração à economia internacional reflete a vocação brasileira para a cooperação amistosa com outros povos, e expressa nossa consciência do muito que podemos fazer pela prosperidade global.

É nesse espírito que vimos enfrentando nossa parcela das dificuldades económicas do atual momento. Duramente afetado por fatos alheios a nosso controle — como as tendências protecionistas, a elevação nos preços do petróleo, a inflação no mundo desenvolvido — o Brasil opta firmemente por uma estratégia anti-recessiva. Vemos na crise deste momento a oportunidade de ao mesmo tempo aperfeiçoar nossas estruturas e melhorar os termos de nossa inserção na economia internacional.

As soluções para nossas presentes dificuldades económicas — em áreas como a da importação de petróleo, inflação ou endividamento externo — estão, com efeito, sendo encaminhadas de modo a assegurar ao país menor vulnerabilidade a fatores imprevisíveis de origem externa, mas sem prejuízo de uma reforçada vinculação com a economia internacional em termos mais estáveis e fecundos, para o Brasil assim como para seus parceiros.

Senhores,

As relações económicas entre nossos países têm apresentado uma evolução positiva nos últimos anos. A satisfação com os resultados obtidos não deve, porém, impedir-nos de reconhecer que o intercâmbio bilateral está ainda longe de colocar-se à altura das potencialidades oferecidas pelo dinamismo e pujança das economias da França e do Brasil.

No que diz respeito, por exemplo, às exportações brasileiras para o mercado deste país, é patente a assimetria entre o bom desempenho das vendas de produtos primários e, de outra parte, o ainda insatisfatório percentual ocupado pelas vendas de manufaturados dentro do cômputo global das exportações: só 25% do total das vendas brasileiras à França corresponde à produtos industrializados, quando já se eleva a quase 50% sua participação na pauta geral das exportações brasileiras.

Outra área importante do relacionamento bilateral, na qual se abrem amplas oportunidades, é a dos investimentos de capitais franceses no Brasil. As amplas e sólidas bases da economia brasileira, com seu mercado em acelerada expansão e nível considerável de industrialização, oferecem campo profícuo para uma intensificação de empreendimentos entre setores da iniciativa privada dos dois países. O governo, assim como, estou certo, o empresariado bra-

Sul tem-se alterado apenas marginalmente. Ainda hoje, não permite a formação de bases de relacionamento consentâneas com o papel cada vez mais significativo que desempenham os países em desenvolvimento no conjunto da economia internacional.

A efetiva integração do Terceiro Mundo na economia internacional só advirá de seu adequado acesso aos processos decisórios sobre as questões da vida econômica. Tentar preservar as estruturas de decisão sobre os fluxos internacionais de comércio, finanças e tecnologia só agravará a situação atual.

A reforma do sistema econômico internacional não será ato de benemerência, mas a reinterpretação do próprio jogo de interesses entre o Norte e o Sul.

Temos de passar de simples interação para um verdadeiro sentido de mutualidade. Do temor de mudanças que se pensam adiáveis para o reconhecimento de que o desafio a enfrentar é o de administrar mudanças inevitáveis e já em pleno curso. Da crença, errônea, de que estamos todos a disputar lugares em espaço apertado e até decrescente, para a compreensão de que, juntos, Norte e Sul serão capazes de ampliar imensamente os horizontes de progresso e desenvolvimento ao alcance de todos os povos.

Senhores,

Como país em desenvolvimento, o Brasil atribui a mais alta importância à intensificação de seu comércio exterior. Consideramos o intercâmbio com outros povos insueto importante de nosso próprio desenvolvimento, mas também nos orgulhamos da contribuição que temos dado à ampliação das trocas internacionais, tanto como exportadores crescentemente competitivos quanto como substanciais importadores de

capital, serviços, equipamentos e tecnologia.

Não me parece de todo exagerado dizer que, em certo sentido, o Brasil constitui hoje, no plano econômico, um dos mais significativos parceiros de que o mundo industrializado dispõe no Terceiro Mundo.

Se é fato que alguns países exportadores de petróleo podem apresentar cifras mais elevadas nos movimentos de suas contas comerciais, não é menos verdade que o Brasil ocupa posição singular pelo alto padrão de diversificação de suas relações com os grandes centros econômicos, na exportação como na importação, no comércio como nas finanças, nos serviços como nos fluxos de tecnologia.

Não é negligenciável o aporte que temos oferecido à sustentação da atividade econômica nos grandes países industrializados, neste momento de generalizadas dificuldades por que passa a economia mundial. Embora, como disse antes, nos orgulhemos de tal fato, temos consciência de que é muito o que podemos oferecer à comunidade internacional, pela amplitude de nosso mercado, pelo dinamismo de nossa indústria e pelos imensos e muitas vezes inigualados recursos naturais ainda suscetíveis de incorporação às nossas atividades produtivas.

A plena realização do potencial produtivo brasileiro — que sempre saberemos assegurar pelo nosso próprio esforço — será certamente facilitada, entretanto, se nossos principais parceiros souberem evitar a adoção, para com o Brasil, de atitudes protecionistas, apressadas e injustificadas.

Há setores do mundo industrializado que parecem, com efeito, ver no surgimento do Brasil como fornecedor relativamente dinâmico de manufaturados um acontecimento preocupante e mesmo ameaçador, a justificar o pronto recurso a medidas restritivas.

esforços para que esses ideais — que são os do nosso País, um dos fundadores da Organização — prevaleçam internamente e se expandam internacionalmente. O Brasil tem prestado e pretende prestar sempre o seu concurso a fim de que a cooperação internacional se fortaleça, eliminando progressivamente as causas de conflito entre as nações e incrementando incessantemente as condições de progresso harmônico entre os povos. Nesse sentido, vemos com particular satisfação o crescente entendimento entre os países em desenvolvimento e a confiança cada vez maior nas formas de cooperação horizontal, a qual não se faz em confronto com a vertical, mas em complemento a ela.

Senhor Diretor-Geral

Dentro de três meses Vossa Excelência estará visitando oficialmente o Brasil. Pela segunda vez será hóspede do Governo brasileiro, tendo a primeira ocorrido no seu mandato anterior. O Governo e o povo do Brasil, que o aguardam de braços abertos, reconhecem em Vossa Excelência um legítimo representante das nações irmãs da África e um perspicaz e infatigável lutador pelo direito de todos os povos, de cada povo, à justiça, à liberdade e ao progresso — objetivos subjacentes nos ideais que inspiram o Ato Constitutivo da Organização das Nações Unidas para a Educação, a Ciência e a Cultura.

João Figueiredo abre a reunião empresarial Brasil-França

Discurso do Presidente João Figueiredo, em Paris, em 29 de janeiro de 1981, por ocasião da abertura da Reunião Empresarial Brasil-França.

Minhas Senhoras,
Meus Senhores,

É com viva satisfação que venho saudá-los na abertura desta Reunião Empresarial Brasil-França, iniciativa que, de forma auspiciosa, coincide com minha visita oficial à República Francesa.

Quando se verifica ser a França o oitavo parceiro comercial do Brasil, e o sexto, em termos de investimentos, reafirma-se a certeza de que temos ainda pela frente enorme potencial de expansão em ambos os campos. As condições existem para isso. Nossas economias são largamente complementares; acreditamos na eficiência da economia de mercado, produzida pela primazia da iniciativa privada no processo de desenvolvimento; e valorizamos a colaboração no que se refere aos fluxos de capi-

tais privados para investimentos diretos. Acreditamos na importância da cooperação internacional no plano econômico, para evitar que posturas protecionistas e atitudes unilaterais terminem por prejudicar a todos.

O agravamento da situação econômica global deixa claro o caráter estrutural de uma crise que muitos pensavam transitória e indica que passamos a viver uma situação nova. A crise da economia mundial tem, em sua gênese, fatores relacionados com as tensões criadas por um intercâmbio desigual entre países desenvolvidos e em desenvolvimento. Para seu equacionamento eficaz e definitivo, faz-se indispensável uma reformulação abrangente e profunda no quadro normativo das relações entre os países do Norte e do Sul.

A estrutura de convivência entre o Norte e o

camente, um instrumento para transmitir de uma geração a outra o essencial da cultura nacional, para inculcar valores e desenvolver aptidões, nos países em desenvolvimento o problema da educação é ainda, fundamentalmente, o de permitir o acesso da população aos veículos escritos de transmissão da cultura, o de caracterizar e preservar a identidade cultural. O problema é complexo e urgente, visto como o paternalismo dos países desenvolvidos, de um lado, e o mimetismo dos países em desenvolvimento, do outro, convergem para a implantação, nestes, de valores importados. Daí por que se impõe acrescentar um conteúdo crítico ao já enorme esforço educacional de parcelas ponderáveis da população — a partir de bases exíguas em recursos humanos e materiais.

No Brasil, passado o período de educação elitista de herança colonial, que perdurou até há pouco, o esforço nacional se concentra, no momento, em procurar introduzir esse elemento crítico que nos permita melhor adequar ao nosso meio o sentido e os resultados da educação.

Nesse contexto, evidentemente, a cultura nacional não pode ser encarada como objeto de ostentação nem estar ligada, fundamentalmente, a valores importados de antigas matrizes ou de novas matrizes culturais. Da mesma forma como revemos criticamente o conteúdo dos objetivos da educação, estamos revendo criticamente o conteúdo e os objetivos da ação do Estado na promoção da cultura.

O que é válido para a educação e a cultura se aplica igualmente ao plano do desenvolvimento científico e tecnológico. Aí, também, não é menos dramática a situação dos países em desenvolvimento, que enfrentam o desafio de crescer rápida e livremente. Vêem-se eles mais uma vez a braços com o dilema de seguir os tutores que prometem soluções prefabricadas ou tentar, sem perda de ritmo, encontrar soluções próprias,

capazes de conciliar o progresso e a preservação da identidade nacional. Neste, como em outros terrenos, não haverá como recorrer a panaceias, e só o esforço consciente, a disposição de ensaiar, descobrir, adaptar, corrigir e reensaiar, poderão levar cada povo a encontrar os meios de ação propícios ao seu particular desenvolvimento. A condenação desse esforço, criticando-lhe os erros e ignorando-lhe os acertos em nome de ortodoxias estabelecidas, revela, no mínimo, insuficiente percepção do próprio processo histórico, que terá necessariamente de estar aberto para o futuro. Estamos hoje, convencidos de que os avanços científicos e tecnológicos mudaram as condições de progresso, e que se abrem novas perspectivas para os países em desenvolvimento. Não precisaremos repetir cada etapa do progresso anteriormente palmilhado pelos atuais países desenvolvidos, sendo-nos facultado abreviar caminhos para a obtenção de soluções próprias.

Menciono, finalmente, outro relevante domínio de competência da UNESCO, que é o da comunicação social. Também aí é notória a contribuição conceitual trazida ao debate pelos países em desenvolvimento. Segundo todos sabemos, o que se deseja não é substituir os atuais privilégios por outros que beneficiem novos sujeitos da comunicação, como as fontes oficiais. O que se quer é criar condições para que à liberdade de informar corresponda o direito de ser informado e zelar por que a função de informar se exerça de forma responsável. Essa responsabilidade é um compromisso com os fatos — com a verdade, portanto — mas é, também, uma responsabilidade ética, em face dos próprios fins sociais inerentes à Nação.

Senhor Diretor-Geral,
Meus Senhores,

Ao terminar, quero reafirmar perante todos a inabalável confiança do meu Governo nos ideais da UNESCO. Envidaremos todos os

desses organismos internacionais; da progressiva burocratização desses organismos e, finalmente, da sua utilização para obter fins particulares distintos dos objetivos originais.

Os organismos internacionais são essencialmente foros de negociação para a composição das vontades nacionais. Nesse sentido não se deve falar de uma "filosofia" da UNESCO, ou de uma "política" das Nações Unidas, embora em cada caso uma carta constitutiva fixe os princípios de sua ação. Não quero dizer, obviamente, que os secretariados das organizações internacionais devam ser inermes intelectual ou politicamente. Mas sua iniciativa prende-se a um mandato os Estados membros determinam, em última análise, a orientação a ser seguida pelas organizações. No caso da UNESCO, devo dizer, o Secretariado está consciente desses condicionamentos.

Do perigo de burocratização quase seria desnecessário tratar. É esse um flagelo que ameaça todas as instituições. Hoje, as grandes entidades se burocratizam por meio de um suposto refinamento e enriquecimento de objetivos. O perigo contra o qual as instituições internacionais precisam precaver-se é o de tudo quererem abarcar. Nesse sentido, são altamente recomendáveis os esforços que a UNESCO vem empreendendo para a concentração do programa, tanto em termos de objetivos como de ações. E essa tendência deve ser estimulada com incessante determinação.

Finalmente, existe o perigo de que as instituições sejam desviadas dos seus propósitos originais para servirem aos interesses de grupos particulares de países, em decorrência de situações desiguais de poder que se refletem em formas sutis de neocolonialismo, político ou econômico, ideológico ou cultural. A UNESCO tem felizmente estado alerta para esse perigo e vai à conta de seus méritos a constante preocupação no sentido de furtar-se a agir como instrumento de

qualquer espécie de colonialismo ou de hegemonia.

O grande papel da UNESCO se situa na encruzilhada entre o pensamento e a ação, em esclarecer objetivos e em orientar as ações dos Estados. Se não lhe cabe formular uma filosofia própria, é a UNESCO, nos domínios que lhe são próprios, o foro onde os homens procuram explicar e entender sua diversidade e encontrar a maneira de conciliar suas aspirações e diferenças em benefício de todos. Mas não se esgota no plano conceitual essa obra coletiva e cooperativa dos Estados. É através da ação que ela testará a si mesma, se corrigirá e se construirá.

O Brasil procura participar dessa obra com infatigável determinação. As próprias características econômicas, sociais, políticas e culturais do Brasil de hoje configuram uma experiência nacional importante para o esclarecimento de certos aspectos da sociedade contemporânea, e nesse particular têm utilidade imediata para as preocupações da UNESCO.

País de dimensões continentais, de grande variedade humana e inesgotáveis recursos naturais, aberto ao convívio universal, o Brasil oferece rico mostruário de experiências. Ao mesmo tempo, porém, que nos dispomos a repartir nossa experiência, desejamos usufruir e compartilhar a dos demais povos do mundo, voltados que estamos para a gigantesca obra de construção nacional com o objetivo de alcançar níveis de vida dignos e justos no que respeita às necessidades básicas do homem e ao confronto com as diversas sociedades no plano internacional.

Tomemos, para iniciar, os campos da educação e da cultura. Tanto nos países desenvolvidos quanto nos em desenvolvimento, esses dois aspectos são intimamente relacionados. Mas, enquanto nos casos dos países desenvolvidos a educação é, basi-

maines de la formation des cadres de l'enseignement et de la recherche, de la formation technique dans les activités telles que l'utilisation pacifique de l'atome et l'électronique, de la création de réseaux régionaux d'institutions scientifiques, ainsi que de participation à la sauvegarde de votre patrimoine culturel.

L'accord de coopération que le Brésil vient de signer avec l'Unesco représente un instrument qui, j'en suis sûr, permettra à la fois de consolider l'acquis et d'élargir et de diversifier les actions communes à l'avenir. Dans un monde où l'incompréhension et la méfiance creusent encore trop de fosses entre les nations, de telles actions sont à la fois symboles de sagesse et gages de progrès.

Monsieur le Président,

A l'époque que nous vivons, les nations dépendent de plus en plus les unes des autres, mais ne se sentent pas encore solidaires. Elles sont forcées de compter les unes avec les autres, mais ne peuvent compter les unes sur les autres. C'est là une situation porteuse de nombreuses tensions, qui dégénèrent trop souvent en conflits. Une telle situation ne peut être dépassée que par l'instauration d'un nouvel ordre mondial, où la compréhension et le respect mutuels remplaceront l'ignorance de l'autre, où la dignité de chacun sera assumée par tous, où la solidarité consciente prévaudra sur la concurrence sauvage.

L'avènement d'un tel ordre implique que l'esprit de générosité et d'équité souffle plus fort que celui de l'égoïsme et que les idéaux prennent le pas sur les calculs particuliers. Puisse la visite dont vous nous honorez aujourd'hui, Monsieur le Président, apporter sur cette voie une promesse nouvelle.

PRESIDENTE FIGUEIREDO

Senhor Diretor-Geral
Senhores Membros do Conselho-Executivo,
Senhores Delegados Permanentes,

Aceitei com grande prazer o convite que Vossa Excelência me formulou, Senhor Diretor-Geral, e é com sentimento de responsabilidade que me dirijo a todos os Senhores, neste lugar privilegiado pela vontade dos estados e dos homens: a sede da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura.

Naqueles que, dentre os Senhores, são membros do Conselho Executivo da UNESCO ou delegados permanentes junto a esta organização, vejo os representantes dos Governos e das culturas nacionais. Vejo homens públicos mas também os intelectuais que devem traduzir a consciência de seu tempo, os valores duráveis da sociedade.

Naqueles que aqui encarnam a Organização, vejo mandatários da comunidade internacional para a difícil tarefa de criar condições favoráveis à cooperação internacional nos domínios, de competência da UNESCO, segundo as diretrizes que lhe são fornecidas pelos Estados membros.

Os senhores vivem no quadro de um dilema que é necessário cotidianamente superar, para que a UNESCO cumpra suas altas missões: o de compatibilizar a defesa de interesses nacionais com a maximização dos frutos da cooperação internacional, em benefício de todos.

No que respeita a esse dilema, que chamarei funcional, progressos importantes têm sido alcançados, graças à própria prática da cooperação. As mais sérias dificuldades que vejo decorrem da emergência de ambições supranacionais no seio de alguns

place exige un effort financier important, dont la charge ne saurait être laissée aux seuls pays en développement".

Vous avez vous-même, Monsieur le Président, maintes fois réaffirmé la nécessité pour votre pays d'œuvrer en vue de resserrer les liens d'amitié et d'entraide entre les pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. En offrant à ces pays de partager avec vous l'expérience, de haut niveau, que le Brésil a déjà acquise en de si nombreux domaines, vous tracez les vraies voies de la solidarité, dans un monde où tant d'égoïsmes nationaux freinent les élans d'une coopération véritable.

Le récent accord conclu entre les pays du bassin amazonien, et dont le Brésil a été l'un des promoteurs, constitue un exemple de compréhension mutuelle et de coopération qui ouvre de grandioses perspectives à la mise en valeur de leurs ressources naturelles communes.

Dans les multiples domaines qui relèvent de la culture, de l'éducation, des sciences et des techniques, ainsi que de la communication, il va de soi, Monsieur le Président, que l'Unesco continuera de mettre au service de la coopération ainsi comprise tout le poids de ses compétences et ses moyens.

Monsieur le Président,

Votre pays et notre Organisation partagent une même foi dans les destinées de l'homme et dans les idéaux qui fondent une collaboration internationale féconde et durable la conviction que l'homme est à la fois le sujet et l'objet du développement, son agent créateur et sa fin ultime; l'homme dans son essence spirituelle, morale et culturelle aussi bien que dans ses aspirations sociales et économiques, l'homme dans l'intégralité de ses virtualités et de ses espérances.

Dès lors, à nos yeux comme aux vôtres, tout effort de développement repose nécessairement

sur le droit de chaque individu à la liberté, à la dignité et à la sécurité; sur la reconnaissance de la plus large autonomie aux personnes comme aux institutions; sur la lutte contre toutes les formes de discrimination raciale ou culturelle; sur la nécessité de lier la croissance économique à la diminution des inégalités sociales.

Le développement, en effet, ne peut se réduire à la seule croissance économique calculée en termes de produit national brut. Il est l'épanouissement de l'ensemble des virtualités du corps social. Et si ses réalisations matérielles s'expriment au niveau de l'économie, ses significations et ses finalités prennent leur source dans la culture, qui irrigue et unifie toutes les entreprises par où s'affirment l'effort collectif aussi bien que les contributions individuelles.

L'éducation, dans ce cadre, est le lieu privilégié de l'éveil des sensibilités comme de la transmission des savoirs, où se réalisent à la fois l'enracinement d'un peuple dans les valeurs qui définissent son identité et sa préparation à accueillir et à développer créativement les connaissances et le savoir-faire.

L'expérience brésilienne offre la brillante illustration d'une démarche fondée sur la synthèse entre l'enracinement culturel et l'innovation scientifique et technique — démarche qui mène votre pays à entreprendre; parallèlement, la sauvegarde d'Ouro Preto, qui vient d'être inscrit sur la liste du patrimoine mondial culturel, et une recherche de pointe dans le domaine des énergies non-conventionnelles, et notamment de la bio-masse.

C'est dans l'aptitude à réaliser une telle synthèse que réside l'une des clefs de l'avenir du Tiers Monde. Et l'Unesco s'efforce de mettre l'expérience, à la fois théorique et pratique, qu'elle a acquise en la matière au service de tous les Etats membres. Avec le Brésil, la collaboration de l'Organisation peut être particulièrement féconde dans les vastes do-

depuis sa fondation il y a plus de vingt ans, ainsi que la présidence du Comité international chargé de la révision de l'Histoire scientifique et culturelle de l'humanité, dont il a été le pilier de la première édition.

Je voudrais dire aussi la reconnaissance que nous éprouvons à l'égard d'un autre distingué savant de votre pays, le Professeur Carlos Chagas, grand ami de l'Unesco qui préside l'Académie pontificale des Sciences, ainsi que l'Ambassadeur Geraldo Holanda Cavalcanti, Délégué permanent auprès de l'Unesco où il fait prévaloir un esprit d'abnégation et une sagesse dignes des plus hautes traditions brésiliennes.

Monsieur le Président,

Votre pays est souvent défini comme un continent à lui seul. Et en un certain sens, il l'est — par l'étendue de ses territoires, qui le place au cinquième rang dans le monde; par la multiplicité de ses régions et de ses paysages que j'ai moi-même eu l'occasion de découvrir en visitant Rio, où bat le cœur du Brésil, São Paulo, sa grande métropole, Salvador de Bahia où se rejoignent tant de significations qui me sont chères, puisqu'elles expriment les vivantes affinités de votre pays avec le continent africain. Mais j'ajouterai que le Brésil est aussi, et surtout, un continent par la diversité des populations qui le composent et qui font, tout à la fois sa première richesse et sa raison d'être.

Le "miracle brésilien", c'est d'abord, en effet, l'aptitude de votre pays à accueillir et à unir tant de peuples, à s'enrichir de tant d'héritages historiques, à composer de tant de traditions culturelles une foisonnante mosaïque de différences réconciliées, qui définit le génie de votre nation.

De sa vocation à brasser les apports les plus variés, tout en respectant chacune de leurs spécificités, de Brésil a tiré ce dynamisme de l'imagination et de l'efficacité qui

a fait surgir de rien votre prestigieuse capitale, Brasília, et qui a permis, tout à la fois, de commencer à tirer parti des fabuleuses richesses de votre sol et de votre sous-sol et de déployer dans le monde une présence active, orientée vers la paix et le progrès.

Les deux aspects de ce dynamisme sont d'ailleurs étroitement liés l'un à l'autre: c'est, en effet, en s'efforçant de développer harmonieusement ses potentialités humaines, ses ressources naturelles et ses moyens techniques, que le Brésil apporte à la coopération internationale la contribution la plus fructueuse.

Votre expérience historique illustre la nécessité, pour chaque pays, de participer à toutes les démarches où s'ébauchent l'avenir du monde — afin que s'instaurent, entre les nations, des rapports où la réciprocité remplace l'échange inégal et où les injustices s'estompent progressivement afin que disparaissent les fléaux de la misère et de l'ignorance.

C'est ainsi, Monsieur le Président, que vous accordez un intérêt particulier à la participation de votre pays aux négociations Nord-Sud; mais vous donnez, dans le même temps, une importance croissante à ce qui en est le corollaire essentiel: le resserrement des liens de coopération au sein du Sud, c'est-à-dire entre les pays en développement.

Une initiative hautement significative à cet égard est celle qu'a prise votre Délégation à la vingt et unième session de la Conférence générale de l'Unesco, en présentant une résolution, adoptée par la suite à l'unanimité, qui proclame "que la coopération entre les pays en développement constitue un chaînon complémentaire essentiel à la solution de leurs problèmes" et affirme "qu'une authentique coopération technique entre pays en développement appelle en fait la participation de tous les protagonistes de la solidarité internationale, et que sa mise en

contribuem para o enriquecimento de seus patrimônios respectivos.

É esse entrosamento das culturas, essa ligação profunda entre as almas dos povos, que constitui a razão mais profunda de nossa crença na possibilidade de resolver, pelo diálogo, os problemas de nossa época.

A França soube ser ponto focal da integração europeia, revelando claro discernimento ao sublinhar as vantagens da união contra a perpetuação de rivalidade passadas e modos de relacionamento anacrônicos. Para esse nobre papel, preparou-a sua tra-

dição cultural aberta e variada, sempre renovada na defesa dos ideais humanistas.

Sob sua orientação realista e segura, Senhor Presidente, a França se coloca sem dúvida na vanguarda das nações que almejam a construção de um mundo mais justo e equilibrado para todos.

Desejo agora saudar a amizade entre nossos povos. Aos presentes peço que comigo ergam suas taças num brinde a essa amizade e à saúde do Presidente da República Francesa e da Senhora Valéry Giscard d'Estaing.

presidente joão figueiredo visita a sede da unesco, em paris

Discursos do Diretor-Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação (UNESCO), M. Amadou-Mahtar M'Bow, e do Presidente João Figueiredo, em Paris, em 29 de janeiro de 1981, por ocasião da visita do Presidente brasileiro à sede daquela organização

DIRETOR-GERAL

Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Président du Conseil exécutif,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un honneur et une grande joie que d'accueillir, aujourd'hui, en cette Maison de l'Unesco, qui est celle de toutes les nations et de toutes les cultures, S. Exc. M. João Batista Figueiredo, Président de la République fédérative du Brésil. Vous êtes, Monsieur le Président, le premier Chef d'Etat du Brésil à rendre visite à notre Organisation. De ce Brésil qui n'a cessé de jouer un rôle déterminant dans la vie de l'Unesco. Déjà en 1945, il était l'un des rares pays en développement à participer aux travaux de la Commission préparatoire appelée à rédiger sa Constitution et à y faire prévaloir quelques-unes des idées qui fondent son exis-

tence. Il a continué, depuis, à prendre part à toutes les activités de l'Organisation et à lui apporter le soutien le plus constant dans la réalisation de ses objectifs.

Aussi me permettez-vous, Monsieur le Président, de profiter de votre présence parmi nous pour rendre un hommage solennel aux femmes et aux hommes de votre pays qui ont été associés, depuis sa création, à la vie de l'Organisation et qui ont servi de façon exemplaire la cause de la coopération intellectuelle et culturelle internationale. Je citerai en premier lieu Monsieur Paulo de Berredo Carneiro, homme de science et grand humaniste, qui a présidé sa Conférence générale et son Conseil exécutif et qui, aujourd'hui encore, assume la présidence du Comité exécutif de la Campagne internationale de Nubie à la tête duquel il a été porte

A atual situação é especialmente dramática no campo económico, em que injustiças se perpetuam em prejuízo maior para a maioria dos países em desenvolvimento. Apesar de seus árduos esforços internos e dos resultados obtidos no campo do desenvolvimento, o Brasil tem sido duramente atingido pela crise económica mundial. Não se pode deixar de reconhecer que, se a atual conjuntura afeta negativamente o mundo desenvolvido, é ela ainda mais adversa para as economias vulneráveis dos países em desenvolvimento.

Os momentos difíceis que vivemos exigem soluções prontas. É preciso um esforço internacional conjunto com vistas a um entendimento verdadeiro sobre essas questões que a todos afligem. Se esse esforço não prosperar, é mais do que provável que se criem ressentimentos e desconfianças, de efeitos imprevisíveis, que a ninguém beneficiarão.

O impasse nos foros económicos internacionais não é problema académico, pois desencadeia tensões e conflitos abrangentes. E poderá contaminar a cena política internacional.

Senhor Presidente,

A meu ver, duas condições são essenciais para que se possa impulsionar esse empreendimento conjunto. De um lado, o sentido claro de prioridade, nascido de um processo realmente negociado, sem imposições, mas com justiça e equilíbrio. Do outro lado, a disposição verdadeira para negociar.

Conheço as dificuldades objetivas que se colocam diante do ânimo negociador. Mas tenho a esperança de que as verdadeiras consequências da atual crise económica, em particular sobre os países em desenvolvimento, possam ser adequadamente entendidas pelos países industrializados e de que, em benefício mútuo, sejamos capazes

de quebrar a inércia que caracteriza as relações Norte-Sul.

Tenho a esperança de que saberemos vencer esse desafio, que certamente imporá sacrifícios a todos, matizados, porém, de acordo com os respectivos estágios de desenvolvimento. De toda forma, cumpre que essas negociações sejam levadas a efeito dentro de uma atmosfera de absoluto respeito às autonomias individuais dos países participantes e num verdadeiro sentido de solidariedade.

Senhor Presidente,

Os esforços que nossos países têm enviado para enriquecer as relações bilaterais ganharão — estou certo — renovado ímpeto. Novas oportunidades continuarão a surgir, num quadro institucional já abrangente e aperfeiçoado, que reflete as raízes das relações franco-brasileiras.

As relações de amizade que, tradicionalmente, mantemos com a França constituem fator de enriquecimento da política externa brasileira. A dinamização desse relacionamento abre para o Brasil melhores oportunidades de expressão política em seu permanente diálogo com as nações da Europa Ocidental e de todo o Ocidente. Ao transcenderem o plano bilateral, nossas relações com a França ativam importante vertente de nossa diplomacia e fortalecem nossa capacidade de sustentar os princípios da autodeterminação dos povos, da igualdade soberana dos Estados e do respeito às diversidades nacionais.

Dentre os fatores que, de modo mais patente, nutrem a amizade entre o Brasil e a França, levanta-se o intercâmbio cultural, denso e fecundo.

Nossos povos acreditam que as relações culturais, empreendidas em moldura de compreensão recíproca, longe de descaracterizarem a essência de cada nação,

Governo francês em direção a ideias e instituições que, concebidas no presente, servirão às futuras gerações. Concretizam-se, assim, os grandes ideais de seu país e renova-se a contribuição que sempre deu ao progresso do homem e da civilização.

Em seu ofício de pensador e político, Vossa Excelência identificou três caminhos para o relacionamento entre os indivíduos e a coletividade:

- a realização da unidade pela justiça;
- a constituição de uma comunidade de homens livres e responsáveis;
- a criação de uma sociedade de comunicação e participação.

Tais princípios, sucintamente enunciados, transcendem o plano da realidade interna dos Estados, pois a ideia de "uma sociedade a partir do homem" deve permear a própria evolução das relações internacionais.

Ao aceitar o convite formulado por Vossa Excelência, tive em mente que o diálogo entre nossas duas nações, desenvolto a franco, se alicerça em valores compartilhados. São valores que nos levam, de um lado, ao apreço à identidade nacional própria, e, de outro, ao respeito à individualidade de nossos parceiros. Se, deixando de lado outros pontos de convergência, quiséssemos definir o denominador comum de nossos povos, talvez o encontrássemos no repúdio à uniformidade.

A França e o Brasil convivem no espaço político ocidental. Temos o desejo de ver o Ocidente prosperar de forma harmônica e que respeite toda a sua variedade. Precisamos viver autenticamente os nossos próprios valores e praticar o diálogo flexível e aberto.

É fundamental que, em nossos comum es-

paço político, cada país possa dispor de meios práticos para realizar seus destinos. E que o faça livre de interferências, restrições ou imposições, pois este é o traço que nos distingue no cenário internacional. Repeli-mos as hegemonias e as decisões unilaterais. A sociedade internacional deve ser um campo de coordenação e não de subordinação. A busca do consenso deve partir do respeito às características de cada nação.

Com suas identidades próprias, situando-se em contextos distintos, a França e o Brasil apresentam semelhanças importantes em sua atuação internacional.

O Brasil aprecia em Vossa Excelência a compreensão que tem demonstrado da relevância, para o mundo de hoje, das expectativas dos países em desenvolvimento. Desde os primeiros passos das negociações Norte-Sul, a França tem sido sensível à necessidade do diálogo, pois, como o Brasil, pôde perceber nitidamente os riscos inerentes à continuidade dos presentes impasses económicos.

A busca de uma ordem económica mais justa deve ser concreta e refletir-se na melhoria da qualidade de vida dos povos. Deve, portanto, repudiar rótulos e ideias fixas que apenas encobrem a falta de um desejo sincero e profundo de cooperação.

Senhor Presidente,

Na conjuntura internacional particularmente complexa e delicada em que vivemos, mais do que nunca se faz urgente o entendimento, a cooperação, a boa convivência entre as nações.

Devemos evitar a redução das relações internacionais a sínteses utópicas, mas compreender a diversidade das nações e buscar um relacionamento que contribua efetivamente para a paz e para o desenvolvimento.

difficile d'un siècle qui n'a pas épargné les épreuves. Ils le seront parce qu'ils en ont, l'un et l'autre, la volonté et la capacité. Il faut qu'ils soient côte à côte pour contribuer, chacun avec sa personnalité et ses atouts, à l'édification d'un monde plus sûr, plus juste et plus fraternel. C'est la signification de nos rencontres et de notre dialogue.

Monsieur le Président, je me réjouis que vous ayez réservé à la France la première visite que vous effectuez en Europe dans votre qualité de Président de la République Fédérative du Brésil. J'y vois le témoignage de la qualité et de la confiance de nos rapports.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous dire l'estime dans laquelle je vous tiens depuis notre premier entretien à Brasília. Je mesure, mieux sans doute que d'autre la difficulté de votre tâche. Je comprends l'amour que vous portez à votre pays, l'ardent désir que vous avez de le conduire sur le chemin où se rejoignent la liberté de ses aspirations et les disciplines d'un progrès régulier et ordonné. Je vous souhaite d'y réussir, et sachez que les vœux de la France accompagnent le progrès et le succès du Brésil.

Tels sont les vœux que j'exprime en vous invitant à lever votre verre en l'honneur du Président FIGUEIREDO et de Madame FIGUEIREDO, en l'honneur des membres éminents du gouvernement brésilien et des hautes personnalités qui l'accompagnent, au bonheur et à la prospérité du grand peuple brésilien qui pourra toujours se sentir l'ami du peuple français.

PRESIDENTE JOÃO FIGUEIREDO

Senhor Presidente,

Agradeço sensibilizado as palavras de simpatia e amizade de Vossa Excelência. Elas testemunham o conhecimento e o interesse de Vossa Excelência em relação ao Brasil.

A visita que ora realizo à França ultrapassa o plano dos resultados imediatos. Faz parte de um processo, que podemos considerar consolidado, de encontros entre os Chefes-de-Estado dos dois países.

Esse processo foi iniciado com a visita ao Brasil o Presidente Charles de Gaulle, que acolhemos não só como um grande estadista francês, senão também como uma das personalidades centrais da História contemporânea. Ao retribuir, em 1976, aquela visita, o Presidente Ernesto Geisel foi alvo de recepção calorosa e amigável, por parte do povo e do Governo franceses.

De sua parte, Vossa Excelência, durante sua ainda recente viagem ao Brasil, deu grande e feliz impulso ao fortalecimento de nossos laços em todos os domínios, e entre nós encontrou a mesma visão construtiva que o animava.

Minha visita é mais uma etapa no processo de consolidação de nosso relacionamento. Venho à França em ocasião particularmente significativa na evolução de nossos países e num momento pleno de riscos e oportunidades para o mundo.

Senhor Presidente,

Tradicionalmente, a França tem-se colocado em posição ímpar perante a comunidade internacional, como fonte inesgotável de cultura e de conquistas intelectuais e políticas. Juntam-se, na sociedade francesa, o respeito ao passado e a coragem diante do futuro. A nação francesa mostra uma cultura sedimentada e reconhecida, a que se soma uma criatividade empenhada na busca de novos rumos, novas formulações e novas ideias.

Por sua precisão e elegância de expressão de pensamento, Vossa Excelência é reconhecido como autêntico representante da cultura e da política da França. Em seu trabalho cotidiano, Vossa Excelência orienta o

rants de substitution. Son objectif est d'assurer qu'à la fin de la présente décennie, 90% de l'électricité consommée soit fournie par des ressources d'origine nationale. Pour sa part le Brésil peut avoir recours aux vastes ressources que la nature lui prodigue. Qu'il s'agisse de l'eau, du charbon, de l'alcool de canne, vous disposez des moyens de vous libérer du fardeau des importations d'énergie.

Cette entreprise suppose de multiples concours. Pour ce qui concerne l'hydraulique, mais aussi les usines de charbon la France vous apporte déjà le sien. Avec ses 3000 Mwgs l'usine de Tucuruí en offre une démonstration. Voici un sujet tout naturel pour notre coopération. Nous avons les mêmes problèmes; nous conduisons les mêmes efforts pour nous libérer peu à peu du poids des importations d'énergie. Nous pouvons vous aider à mettre en oeuvre la technologie qui permette d'exploiter de manière intensive vos gisements de charbon. Nous pouvons examiner ensemble le développement des carburants de substitution.

Une autre des difficultés que vous rencontrez tient à la distance dans un pays aussi vaste que le vôtre. Nous pouvons étendre aux télécommunications, aux liaisons par satellites, aux applications de la télématique, la coopération que nous avons déjà entreprise dans le domaine des transports terrestre et des avions où nos industriels sont habitués à travailler en semble.

Dans les domaines scientifique et technologique, nous avons mis en oeuvre des formes modernes de coopération de nature à accompagner votre développement. Les accords que nous allons signer demain en offrent le témoignage. Elles devront être développées et adaptées à mesure qu'évolueront vos besoins.

C'est aussi, bien entendu, dans le domaine politique que se manifeste notre rapprochement.

Les trois visites d'Etat que nous avons échangées en cinq ans en sont l'illustration. Alors que s'affirme le rôle du Brésil sur la scène internationale, c'est-à-dire celui d'un grand pays occupant une place éminente et comptant comme un des partenaires importants de la fin du siècle, la France se félicite qu'une concertation régulière se soit établie et qu'elle fasse apparaître la convergence de nos vues sur les grands problèmes du monde.

Cette approche semblable des problèmes tient aux principes qui guident nos deux pays dans leur action internationale, c'est-à-dire la défense de la paix, le respect de l'indépendance et celui de la diversité des options politiques et sociales des Etats.

Le Brésil, comme la France, agissent aussi pour que s'expriment de manière concrète les liens de solidarité qui unissent les pays du monde devant les problèmes fondamentaux que sont la préservation de la paix et le maintien de la sécurité, la poursuite du développement, la mise en oeuvre des technologies de l'avenir, qui ne mesure l'unité croissante du monde? Elle appelle au dialogue et à la coopération. C'est à les développer que nous consacrons nos efforts.

Lorsqu'elle a pris l'initiative du dialogue Nord-Sud la France a trouvé le Brésil à ses côtés. Si les progrès accomplis ne sont encore ni à la mesure de nos espoirs, ni à celle de l'attente des plus démunis, une voie a été tracée. Pays industriel, mais traditionnellement ouvert aux préoccupations du Tiers-Monde, la France, ainsi que le Brésil que son développement spectaculaire place à la charnière du Nord et du Sud, ont un rôle particulier à jouer dans l'instauration de nouvelles relations économiques. Ainsi pourront être assurées la stabilité sans laquelle nos efforts s'épuisent en vain, et la justice qui peut seule garantir l'adhésion des peuples.

La France et le Brésil seront présents aux grands rendez-vous du monde en cette fin

besoin de diversité car un monde coupé en deux est un monde dangereux.

Nous savons que, dans le monde multipolaire qui se construit sous nos yeux, le Brésil sera l'un des centres actifs de progrès et de paix. Tout ceci est inscrit dans le livre des choses, dans la géographie, dans la démographie et dans l'économie. Plus vite il en sera ainsi et mieux cela vaudra.

C'est cette espérance que nous célébrons en vous accueillant ce soir. C'est aussi une amitié ancienne. Elle nous est naturelle.

Français et Brésiliens ont été spontanément portés les uns vers les autres aux diverses étapes de votre **histoire**. Les fondateurs de la République brésilienne ont, nous nous en souvenons, puisé leur inspiration chez les penseurs français du siècle des lumières, dans les principes de notre Révolution et, plus encore, dans le positivisme d'Auguste Comte et sa foi dans le progrès. Votre devise nationale: "Ordre et Progrès" en témoigne.

Ces affinités ont ensuite irrigué les courants qui se sont établis entre nos élites et dont on trouve des expressions remarquables dans nos Arts et dans nos Lettres comme dans les vôtres. Elles expliquent aussi que nos pays aient combattu côte à côte, lors des deux guerres mondiales, pour la défense des mêmes valeurs de liberté, d'indépendance et de respect des nations, qui nous guident dans nos politiques.

Ainsi s'est fortifiée cette amitié qui nous rapproche, et fait que nous nous connaissons et que nous nous estimons.

J'y associe les souvenirs personnels gardés de ma visite au Brésil, il y a deux ans. Celui d'un peuple ardent dans sa jeunesse, sa vitalité et sa spontanéité. Celui d'un pays où tout apparaît possible comme le manifeste Brasília, ville surgie d'un sol vierge et dont les monuments apparaîtront demain comme autant d'œuvres classiques. Comme je

l'ai découvert aussi, après les étapes de São Paulo et Rio de Janeiro, à Manaus où s'exprime la puissance d'une nature et d'un espace qui n'ont encore livré qu'une faible part de la puissance et des richesses qu'ils recèlent.

Telles sont les fortes images que je retiens de cette visite.

Le peuple brésilien puise son énergie créatrice dans ses racines européennes et africaines, dans son instinct de ce qui est beau, et dans un incomparable élan de vie et d'harmonie.

Cette force créatrice constitue un atout essentiel, pour vous-même, Monsieur le Président, et pour tous ceux qui ont la charge de conduire la profonde transformation que connaît votre pays.

L'immensité de son territoire, la diversité de sa population, les données de son développement qui le confronte à la fois aux problèmes des pays en développement et à ceux des pays industrialisés, soulignent la dimension de l'entreprise.

Mais elle est à la mesure du dynamisme brésilien à la mesure aussi de toutes les ressources dont la découverte progressive stimule vos efforts.

Certes vous rencontrez des difficultés. Il y a celles qui tiennent à l'ampleur de la tâche; mais les résultats déjà acquis et que traduisent votre développement industriel, scientifique et technique, ainsi que le progrès des conditions de vie, ont toutes les raisons de vous donner confiance dans votre avenir.

Il y a celles qui tiennent à la situation du monde et en particulier, au renchérissement des approvisionnements pétroliers. La France, comme vous le savez, s'efforce de s'en dégager par la réalisation d'un important programme de centrales nucléaires auquel va s'ajouter le développement de carbu-

França a fim de dar continuidade à troca de visitas de Estado que nos proporcionou, há dois anos, a honra de receber Vossa Excelência no Brasil.

O convite de Vossa Excelência ao Chefe de Estado brasileiro, que tive o prazer de aceitar, assinala o apreciável desenvolvimento das relações franco-brasileiras e os resultados profícuos alcançados por ocasião das anteriores visitas presidenciais.

Como a França, o Brasil adere, com firmeza, aos valores básicos da paz, da dignidade e do bem-estar humano. Ao relacionar-se com as mais diversas nações, o Brasil respeita-lhes a individualidade e pauta sua ação por um profundo sentido ético.

O Governo de Vossa Excelência tem acompanhado os esforços, que empreendemos no Brasil, no sentido de sustentar o desenvolvimento, caminho indispensável para a elevação da qualidade de vida de nosso povo.

Extremamente desfavorável, a conjuntura internacional coloca-se, para a nação brasi-

leira, como um desafio a ser vencido à custa de trabalho, criatividade e determinação.

Os esforços internos do Brasil refletem-se em sua atuação externa. O Brasil deseja dar contribuição compatível com seus meios à necessária reestruturação da ordem econômica internacional. Assim, lutamos para que o cenário mundial seja um espaço de diálogo entre nações, e não de desequilíbrios e prepotências.

No plano bilateral, desejo realçar a estima que tradicionalmente nos une e que nos tem permitido dar constante impulso à cooperação. A visita que ora realizo à França proporcionará por certo novo alento ao nosso já dinâmico e proveitoso relacionamento.

É para mim, ademais, motivo de grande satisfação pessoal visitar este país que, por sua inigualável tradição cultural e por suas inumeráveis contribuições à civilização, constitui motivo de orgulho e admiração para toda a humanidade.

Apraz-me, assim, expressar ao nobre povo francês, na pessoa de seu mandatário supremo, a mensagem de amizade de todos os brasileiros.

giscard cTestaing homenageia o presidente brasileiro

Discursos dos Presidentes da França, Valéry Giscard d'Estaing, e do Brasil, João Figueiredo, no Palácio Grand Trianon, em Paris, em 29 de janeiro de 1981, por ocasião do jantar oferecido pelo Presidente francês ao Primeiro-Mandatário brasileiro.

PRESIDENTE GISCARD D'ESTAING

Monsieur le Président,
Madame,

Le Brésil, vous ai-je dit à votre arrivée à Paris, est l'une des espérances du monde.

Ce n'était pas une formule de politesse. C'était la vérité.

Pour son équilibre et sa sécurité, le monde a besoin que ses forces soient réparties. Il a

figueiredo em paris amplia as relações franco-brasileiras

Discursos dos Presidentes Valéry Giscard d'Estaing e João Figueiredo, no Aeroporto de Orly, em 28 de janeiro de 1981, logo após a chegada do Presidente brasileiro à França.

VALERY GISCARD DESTAING

Monsieur le Président,
Madame,

Le Brésil est l'une des esperances du monde.

Aussi, je suis heureux d'accueillir, en votre personne, le Président d'un grand pays, porteur d'un grand avenir.

Le Brésil, immense et divers, fort de ses vastes ressources, rassemblant, en une synthèse exceptionnelle, des peuples et des cultures venus de tous les horizons, a rejoint aujourd'hui le groupe des nations qui dessinent l'avenir de notre planète.

Je me réjouis que la France et le Brésil, proches par leurs cultures, par les liens qu'ils ont forgés au cours de leur histoire, par leur attachement aux mêmes valeurs d'indépendance et de dignité, soient amis.

Cette amitié soutient l'action que nous avons engagée pour renforcer notre dialogue et notre coopération.

Votre visite en est la manifestation, comme l'avait été celle que j'ai effectuée, il y a deux ans, dans votre pays.

Ces rencontres soulignent que nous vou-

lons établir entre nous des relations de haut niveau correspondant aux réalités actuelles de nos pays.

Le Brésil est synonyme, pour nous, d'ardeur, de volonté et de confiance.

C'est ainsi que je l'ai vu.

La France, pays de culture et de traditions, est aussi une nation tournée vers l'avenir, engagée dans toutes les aventures de la science et de la technique, entretenant une grande ambition pour elle-même et pour l'Europe.

Entre ce Brésil et cette France, je suis sûr que seront confirmées au cours de votre visite toutes les raisons de développer la concertation et de resserrer nos liens.

Monsieur le Président, c'est avec un grand plaisir que je m'apprête à entamer avec vous des entretiens amicaux et utiles, et que je vous exprime la plus cordiale bienvenue ainsi qu'à Madame FIGUEIREDO, sur le sol français.

JOÃO FIGUEIREDO

Excelentíssimo Senhor Presidente,

É para mim motivo de satisfação chegar à



resenha

de política exterior do brasil

ministério das relações exteriores